

LE "DROIT D'OBLAT"

Essai sur une variété de pensionnés monastiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 8 juin 1944, à 14 heures

PAR

Jean MARCHAL

Docteur en Droit

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

COMMISSION DE THÈSE

Président : M. Fr. OLIVIER-MARTIN
Suffrageants { M. PETOT, professeur
M. LE BRAS, professeur

POITIERS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE ADMINISTRATIVE P. OUDIN

27, RUE ARSÈNE-ORILLARD, 27

—
1955

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE "DROIT D'OBLAT"

Essai sur une variété de pensionnés monastiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 8 juin 1944, à 14 heures

PAR

Jean MARCHAL

Docteur en Droit

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

COMMISSION DE THÈSE

Président : M. Fr. OLIVIER-MARTIN
Suffrageants { M. PETOT, professeur
 M. LE BRAS, professeur

POITIERS
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE ADMINISTRATIVE P. OUDIN
27, RUE ARSÈNE-ORILLARD, 27

1955

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Vu :
Le Doyen,
G. RIPERT

Vu :
Le Président de la Thèse,
OLIVIER-MARTIN

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie
de Paris,
Gilbert GIDEL

A la mémoire
de
mes anciens camarades de combat
morts
au champ d'honneur
pendant la Grande Guerre (1914-1918)

A tous ceux
qui sont revenus
“ blessez, navrez et estropiez es guerres, vieux
et caducs ”
et qui,
en d'autres temps,
eussent peut-être fini leurs jours
en quelque abbaye

est dédié
ce livre
d'un ancien combattant,
invalide de guerre
et...
oblat bénédictin



SOURCES — BIBLIOGRAPHIE

I. — MANUSCRITS. PARIS

A) ARCHIVES DE L'HOTEL DES INVALIDES

Cartons 16 — 23 (comptes oblat)
25 — 29 (édits et ordon.)

B) ARCHIVES HISTORIQUES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Volumes de la correspondance générale :
147 (1654-6), 1526, (1701)
2242 (1710), 2273 (1710), 2330 (1711) ;
2421 (1712), 2860 (1737), 3576 (imprimé, 1760).

C) ARCHIVES NATIONALES. k 114- k k 201. V²⁵.

V² 126 — 151. Jugements de la Chambre de la charité chrétienne. X^{1A} 8263, 8609 — 8610, 8647. Ordonnances.

D) BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Ms. français ancien fonds : 3421, 3431, 3941, 4221, 4222, 4588, 5085, 5086, 5093, 5124, 5265, 5285, 5344, 5500, 5502, 5503, 5779, 11918, 17316, 18599, 18781, 24025.
Nouv. acq. 9760.
Collection Moreau, vol. 1406.
Collection Joly de Fleury, 994, 1074.

II. — MANUSCRITS. DEPARTEMENTS.

A) ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Alpes (Hautes). H. 106. Chartreuse de Durbon.
Aube. 7 H. 393 (ancien 7 H. 265). 7 H. 1. Reg. 18, 19, 22
7 H. 29 carton Thémelières n. 3.
Bouches du Rhône H. 646, 690, 803 abbaye de St. Victor.
Calvados. H. 31. Abb. d'Ardenne.
Côte-d'Or. Cartulaire de Cîteaux, dit de Jean de Cirey vol.
3 H¹¹, 187, f^o 3 v^o.
Doubs. B. Avis sur requêtes. 0497
Lettres du Roi au Parlt. 10
H. Courtefontaine, Damparis, Montbenoit, Ounans,
Port-sur-Saône, St-Vincent de Besançon, Villars,
St-Marcellin.
Eure. H. 711. Abb. de Préaux
Eure et Loir. H. 1431. Abb. de Tiron
Gironde. H. 322, 658. Abb. Ste-Croix

Jura. H. Chartreuse de Bonlieu, p. n. c.
 Loiret. D. 363. Collège d'Orléans
 Lot et Garonne. B. Abb. de Clairac
 Maine et Loire. H. cartons 1539, 1884
 Meurthe et Moselle. H. 114, 1222, et 1381
 Meuse. La Chalade
 Nord. B. Chambre des Comptes n° 19451, 19459, 19460
 Puy-de-Dôme. E. Abb. St-Alyre de Clermont, P. A 324, 326, 332.
 Pyrénées (Basses). E. 2024.
 Tarn et Garonne. G. Abb. de Moissac, 568
 Vosges. H. 8, 49
 Yonne. H. 8. Abb. Ste-Colombe

B) BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES.

Carpentras. Ms 1882, fol. 404-5
 1914, fol. 497-8.
 Reims- Ms 1522, fol. 14, 153, 156
 Arch. adm. de la Ville (Varin), t. II 2° P.
 p. 641-3.

C) BIBLIOTHÈQUE DE L'ABBAYE ST-MARTIN DE LIGUGÉ.

Carton de 126 pièces (don de la vicomtesse de Kergaradec)
 provenant des papiers de M. Granet, receveur des oblats.

III. — IMPRIMES

I) DOCUMENTS D'ARCHIVES.

A) Archives de l'Hôtel :

Recueil des édits, déclarations, ordonnances, arrêts et règlements concernant l'Hôtel, 2 vol. 1781.

B) Archives nationales :

cartons AD^{vi} 14 et AD

C) Bibliothèque nationale : *Dépt. des Imprimés*

Collection des actes royaux et arrêts du Conseil d'Etat,
Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du
Clergé de France, Paris, 1768.

Mélanges Colbert, T. XV

Recueil Cangé, VII, I° série, XXI, XXVI, XXIX

Recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires
du Clergé de France, Paris, 1716.

Catalogue des actes de François I^{er}.

Edits et Ordonnances de Charles IX, Paris, 1584.

Recueil par ordre de dates des Edits, déclarations, lettres
patentes du Roi. Paris. Simon, 1778. B. N. 21990, in 8°.

Recueil des édits, déclarations, ordonnances, arrêts et règlements
concernant l'Hôtel royal des Invalides. Paris, de

l'Imprimerie royale, 1781, 2 vol. in 4°.

même ouvrage que ci-dessus. B. N. 21.801-21.802.

Lettres patentes du Roy pour la réformation des hospitaux,
maladreries et autres lieux pitoyables de ce Royaume.
 Paris, 1600. B. N. 46907 (20).

Départ. des Estampes :

« Procession de Louis-de-Lorraine... », recueil de dessins.
Rés. Pd 30.

Funérailles de Henri IV. Recueil de planches. Coll. Hennin,
vol. XVII.

2°) OUVRAGES ANCIENS.

JEAN LE COQ. *Parlamenti Paris. Stylus antiquus*, Paris, 1563

PAPON. *Recueil d'arrests*, Lyon, 1569.

BLANCHARD. *Compilation...* 1571.

FONTANON. *Edits et Ordon. des Rois de France*. Paris, 1580.

RAZEAU. *Indice des droits royaux*, Paris, 1609.

Mercure François ou la suite de l'Histoire de la Paix 1610. Paris,
1612.

CHENU. *Recueil de réglemens notables*, Lyon, 1614.

BOHIER (N.). *Decisiones Burdigalenses*, Genève, 1620.

COQUILLE (Guy). *Histoire du Nivernais*, Paris, 1622.

BOUCHEL (Laurent). *La Somme bénéficiale*, Paris, 1628.

FILLEAU. *Recueil général des Edits*, Paris, 1631.

PELEUS. *Actiones forenses*, Paris, 1631.

TOURNET. *Arrêts des cours souveraines de France*, Paris, 1631.

MORNAC. *Observationes*, Paris, 1635.

PAPON (Jean). *Secrets du troisième et dernier notaire*, Lyon, 1638

BAUNY (R. P.) s. j. *Pratique du droit canonique*, Rouen, 1643.

DADIN (Ant.). *De ducibus et comitibus provincialibus Galliae*,
Toulouse, 1643.

PASQUIER. *Recherches de la France*, Paris, 1643.

FORGET. *Traité des matières bénéficiales*, Rouen, 1653.

TERRIEN. *Commentaire de droit civil*, Rouen, 1654.

F. POMMERAYE. *Histoire de l'Abbaye royale de S. Ouen de Rouen*,
Paris, 1662.

CHOPPIN (René). *Œuvres complètes*, traduction Tournet, Paris, 1662.

REBUFFE (P.). *Praxis beneficiorum*, Paris, 1664.

DESMAISONS. *Nouveau Recueil d'arrêts et réglemens du Parlement
de Paris*, Paris, 1667.

JOVET. *Bibliothèque des arrêts*, Paris, 1669.

BOUCHEL (Laurent). *Bibliothèque ou Trésor du droit français*,
Paris, 1671.

MORERI. *Grand Dictionnaire...* 1674.

LE GENTIL (D.). *Recueil des actes...*, concernant les affaires du
clergé de France. Paris, 1675.

GUÉNOIS. *La grande conférence des ordonnances*, Paris, 1678.

LOUET. *Recueil de plusieurs notables arrêts..* Paris, 1678.

BOYON (C. E.). *Des matières ecclésiastiques*, Lyon, 1688.

BLONDEAU. *Bibliothèque canonique*, Paris, 1689.

CORBERON (de). *Plaidoyers*, Paris, 1693.

DESMAISONS et CASTEL. *Les définitions du droit canonique*, Paris,
1700.

TALON (Denis). *Traité de l'autorité des Rois...* Amsterdam, 1700.

FÉLIBIEN (Dom). *Histoire de l'abbaye royale de S. Denis*. Paris, 1700.

LAURIÈRE. *Table chronologique des ordonnances*, Paris, 1706.

BONIFACE. *Arrêts du Parlement de Provence*, Lyon, 1708.

RICHARD (Abbé). *Traité des pensions royales*, Paris, 1719.

- DELAMARE (N.). *Traité de la Police...* Paris, 1639-1723.
- SAUVAL. *Histoire et recherches des antiquités de la ville de Paris*, Paris, 1724.
- THOMASSIN. *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, Paris, 1725.
- FÉLIBIEN (Dom). *Histoire de la Ville de Paris*, Paris, 1725.
- BRILLON (Jacques). *Dictionnaire des arrêts*, Paris, 1727.
- ALBERT. *Arrêts du Parlement de Toulouse*, Toulouse, 1731.
- GRIVEL. *Decisiones celeberrimi Sequanorum Senatus Dolani*. Dijon, 1731.
- FRESNE (J. du). *Journal des principales audiences du Parlement de Paris*, Paris, 1733.
- GRANET (J.-J.). *Histoire de l'Hôtel royal des Invalides*, Paris 1736.
- DUFAIL. *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Rennes, 1737.
- DUNOD DE CHARNAGE. *Histoire de l'Eglise, de la ville et du diocèse de Besançon*, 1750.
- DENISART. *Collection de décisions nouvelles*, 1754-56.
- Jurisprudence des Pays Bas autrichiens*, Bruxelles, 1761.
- DURAND DE MAILLANE. *Dictionnaire de droit canonique*, Lyon, 1770.
- HÉRICOURT (L. d'). *Les lois ecclésiastiques de France*, Paris, 1771.
- LE MERRE. *Recueil des actes... affaires du Clergé*. Paris, 1768-1771.
- ROUSSEAUD DE LA COMBE (du). *Recueil de jurisprudence canonique* Paris, 1771.
- FLEURY. *Substitution au droit ecclésiastique*, Paris, 1771.
- BARDET. *Recueil d'arrêts du Parlement de Paris*, Avignon, 1773.
- HOUARD. *Traité sur les coutumes anglo-normandes*, Paris, 1776.
- DÉVRET. *Traité de l'abus*, Lausanne, 1778.
- GUYOT. *Répertoire... de jurisprudence...* Paris, 1781.
- HESS (G.). *Prodomus monumentorum quelficorum seu catalogus abbatum imperialis monasterii Weingurtensis*. Augsbourg, 1781.
- BONELLI (K.) *Abhandlung von dem kaiserlichen Rechte Pansbriefe zu ertheilen*, Vienne, 1784.
- Statutes of the Realm*, Londres, 1810.
- ISAMBERT. *Recueil des anciennes lois françaises*, 1822.
- BÉCHET. *Recherches historiques sur la ville de Salins ; Besançon*, 1828.
- BOUQUET. *Recueil des historiens des Gaules*, 1738-1833.
- ROSNY (du). *Histoire de l'Abbaye de Loos*. Lille, Paris, 1837.
- GUÉRARD. *Cartulaire de l'Abbaye de St-Père de Chartres*, Paris, 1840.
- THORPE. *Ancient Laws and Institutes of England*, 1840.
- GUÉRARD. *Cartulaire de St-Bertin*, Paris, 1841.
- ZEUSS. *Traditiones Wissemburgenses*, Spire, 1842.
- DU CANGE. *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, Paris, 1845.
- GALBERT (Loys). *Mémoires historiques de la République Séquanaise et des princes de Franche-Comté et de Bourgogne*, nouvelle édition par Ch. Duvernoy et Bousson du Mairat, Arbois, 1846.
- VASSAL (de). *Recherches sur le Collège royal d'Orléans*. Orléans, 1848.
- Ordonnances des rois de France de la 3^e race*, Paris, 1723-1848.
- GUÉRARD. *Cartulaire de l'Eglise N. D. de Paris*, Paris, 1850.
- RICHARD (Abbé). *Histoire du diocèse de Besançon*, Besançon, 1851.
- GUÉRARD. *Polyphtique de l'Abbaye St-Remi de Reims*, Paris, 1853.
- MUCK (G.). *Beiträge zur Gesch. von Kloster Heilbronn*, Ausbach, 1859.
- BOUTARIC. *Actes du Parlement de Paris*, Paris, 1863.

- BOUTARIC. *Institutions militaires de la France*, Paris, 1863.
 BOURSON (de). *Cartulaire de Redon*, Paris, 1863.
 DONIOL (H.). *Cartulaire de Sauxillanges*, Clermont, 1864
Gallia christiana in provincias distributa, Paris, 1715-1865.
 RENIER (J. S.). *Histoire de l'Abbaye du Val-Dieu*, Verviers, 1865.
 POTTHAST. *Regesta pontificum romanorum*, Berlin, 1875
 LALANNE. *Dictionnaire historique de la France*, Paris, 1877.
 MONTALEMBERT. *Les moines d'Occident*, 7 vol., Paris 1875-1877.

3°) TRAVAUX RÉCENTS. A) Volumes.

- AMANN (E.) et A. DUMAS. *Histoire générale de l'Eglise*, t. VII, Paris, 1940.
 ANDRÉ (Louis). *Les sources de l'histoire de France au XVII^e s. (1610-1715)*, VII, Histoire économique et administ. Paris, 1934.
 ANDRÉ (M.). *Michel Letellier et l'organisation de l'armée monarchique*, Paris, 1906.
 BABEAU (A.). *La Vie militaire sous l'ancien Régime*, Paris, 2 vol. 1889.
 BAUER (H.). *Das Recht der eisten Bitte bei den deutschen Königen bis an Karl IV*, Stuttgart, 1919.
 BEAUNIER (Dom.). *Recueil des abbayes, prieurés et monastères de France*, Ligugé, 1905.
 BÉMONT. *Recueil des actes *relatifs à l'Administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII^e s.* Paris, 1914.
 BERLIÈRE (Dom. M.). *L'ordre monastique, des origines au XII^e s.*, Paris, 1921.
 BERNARD (P.). *Etude sur les esclaves et les serfs d'Eglise en France du VI^e au XIII^e s.*, Paris, 1919.
 BESSE (Dom. J. M.). *Les moines de l'ancienne France*, Ligugé, 1906.
 BIKEL (H.). *Die Wirtschaftsverhältnisse des Klosters S. Gallen*. Fribourg, 1914.
 BLOCH (M.). *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, 1931.
 La société féodale. La formation des liens de dépendance. Paris, 1939.
 La Société féodale. Les classes et le gouvernement des hommes, Paris, 1940.
 BLUM (K.). *Abbatia*, ein Beitrag zur Geschichte der kirchlichen Rechtssprache, Stuttgart, 1914.
 BOEREN (P. C.). *Etude sur les tributaires d'Eglise dans le Comté de Flandre du IX^e au XV^e s.*, Amsterdam ; Paris, 1936.
 BRUEL. *Chartes de l'Abbaye de Cluny*, Paris, 1876-84.
 BRUHAT. *Le monachisme en Saintonge*, Paris, 1908.
 BURNAND (R.). *L'Hôtel royal des Invalides, 1670-1789*, Paris, 1913.
 BUTLER (Dom G.). *Sancti Benedicti Regula monasteriorum*, Fribourg, 1935.
 Le monachisme bénédictin, trad. Grolleau, Paris, 1924.
 CALMETTE (J.). *Le monde féodal*, Paris, 1935.
 « *L'élaboration du monde moderne*, Paris, 1934.
 CANS. *L'organisation financière du clergé*, Paris, 1909.
 CHAULIAC. *Histoire de l'Abbaye Sainte-Croix de Bordeaux*, Ligugé, 1910.

- CHAUVIN (Dom Paul). *L'oblature dans l'Ordre de St Benoît*, Paris, 1921.
- CHÉNON (E.). *Histoire générale du droit français*, 2 vol., 1926-1929.
- CHÉNON (E.). *Le rôle social de l'Eglise*, Paris, 1924.
- CHEVALLIER (U.). *Répertoire des sources historiques du Moyen-Age*, Paris, 1894-1907.
- CLERCQ (Carlo de). *La législation religieuse franque de Clovis à Charlemagne*. Etude sur les actes des conciles et les capitulaires, les statuts diocésains et les règles monastiques (507-814). Recueil des travaux (Univ. de Louvain) histoire et philologie. 2^e série, fasc. 38, 1936.
- COTTINEAU (Dom H.). *Répertoire topobibliographique des abbayes et prieurés*, Mâcon, 1935-1942.
- DENIS (Dom). *Le Cardinal de Richelieu et la réforme des monastères bénédictins*, Paris, 1913.
- DEROUX (Abbé M. P.). *Les origines de l'oblature bénédictine*, Ligugé, 1927.
- DIDIER. *La garde des églises au XIII^e siècle*, Paris, 1927.
- DISSARD (F.). *La réforme des hôpitaux et maladreries au XVII^e s.* (Thèse). Paris, 1938.
- DULCY (Suzanne). *La règle de S. Benoît d'Aniane et la réforme monastique à l'époque carolingienne*. Cahiers d'hist. et d'arch. t. x. 1936.
- DUPONT-FERRIER. *Etudes sur les institutions financières de la France*. 3 vol. Paris 1930-1933.
- DUPONT-FERRIER. *La formation de l'Etat français*, Paris, 1929.
- FLACH (J.). *Les origines de l'ancienne France*. 4 vol. 1886-1917, Paris.
- FUSTEL DE COULANGES. *Histoire des institutions politiques et administratives de l'ancienne France*. 5 vol. Paris, 1875-1892.
- GASQUET (R. P. Dom). *Henri VIII et les monastères anglais*. Paris, 2 vol., 1894.
- GARAUD. *L'Abbaye Ste-Croix de Talmond*, Poitiers, 1914.
- GENESTAL (R.). *Le rôle des monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XI^e à la fin du XIII^e s.*, Paris, 1901.
- GILLET (Abbé J.). *Histoire de la Chartreuse du Mont-Dieu*, Reims, 1889.
- GLASSON. *Histoire des institutions politiques de l'Angleterre*, Paris, 1882-83.
- GOESTOWERS (J. B.). *Les primariae preces de Maximilien aux Pays-Bas*. (Bull. Com. royale d'hist. de Belg. t. LXXXVIII) 1924.
- GOYAU (G.). *Histoire religieuse de la France*. Paris, 1924.
- GRANIER (Ch.). *L'Abbaye St-Pons de Thomières*, Montpellier, 1937.
- GUIRAUD (J.). *Cartulaire de N. D. de Prouille*, Paris, 1917.
- HAIGNERÉ. *Les Chartres de St. Bertin, St. Omer*, 1891.
- HANSAY (A.). *Etude sur la formation et l'organisation économique du domaine de l'Abbaye de St-Trond*. Gand, 1899.
- HARTIG. *Das benediktiner. Reichsstift S. Ulrich u. Afsa in Augsburg*. Augsburg, 1923.
- IMBERT. *Les hôpitaux en droit canonique*. Paris, 1947.
- JANSSEN. *L'Allemagne et la Réforme*, Paris, 1889.
- JAROSSAY. *Histoire de l'Abbaye de la Fontaine-Jean*. Orléans, 1894.
- JAROSSAY. *Histoire de l'Abbaye de Micy-St-Mesmin*. Orléans, 1902.

- KURTH (G.). *Les origines de la civilisation moderne*, Paris, 1912.
- LAHAYE et H. DE RADIGUÈS. *Inventaire analytique des pièces et dossiers contenus dans la correspondance du Conseil provincial et du Procureur général de Namur (1583-1751)*. Namur, 1892.
- LAENEN (J.). *Les archives de l'Etat à Vienne*, Bruxelles, 1924.
- LALLEMAND. *Histoire de la charité*, Paris, 1902-1910.
- LALOU. *Du bail à nourriture*, Paris, 1900.
- LAUGHLIN (Tar. P. Mac.). *Le très ancien droit monastique de l'Occident*, Ligugé, 1935.
- LAURENT (J.). *Cartulaire de l'Abbaye de Molesme*, Paris, 1907.
- LAURENT (P.). *Centuries du pays des Essuens*, de Dom Ganneron, Paris, 1894.
- LEBEL (G.). *Catalogue des actes de l'Abbaye de St-Denis*, Paris, 1935.
- LEBEUF. *Histoire de la ville et du diocèse de Paris*, Paris, 1883.
- LE BRAS (G.). *L'immunité réelle*, Rennes, 1920.
- LEMAIRE (S.). *La Commission des Réguliers*, Paris, 1926.
- LESNE (E.). *L'origine des Menses*, Lille, 1910.
- « *Histoire de la propriété ecclésiastique*, 6 vol. Lille, Paris, 1910-43.
- LETONNELIER. *L'Abbaye exempte de Cluny*, Ligugé, 1923.
- LIEBERMANN. *Die Gesetze der Angelsachsen*, Halle, 1903.
- LOT (F.). *La fin du monde antique*, Paris, 1927.
- « *Chronique de St-Riquier*, d'Hariulf, Paris, 1894.
- « *L'armée et l'art de la guerre au Moyen Age*, Paris, 1946.
- LUCHAIRE. *Manuel des institutions françaises*, 1891.
- MADÉLIN (L.). *Histoire politique*, Paris, 1924.
- MAILFAIT (H.). *Omer Talon, sa vie et ses œuvres*. Thèse. Paris, 1902.
- MARION. *Dictionnaire des institutions françaises au XVII^e et au XVIII^e s.*, Paris, 1923.
- MARTIN (Germain). *Histoire économique et financière*, Paris, 1927.
- MARTIN (Olivier). *L'organisation corporative...*, Paris, 1938.
- « *Précis d'histoire du droit français*, Paris, 1932.
- MERLET (L.). *Cartulaire de l'Abbaye de la Sainte-Trinité de Tiron*, 2 vol. Chartres, 1883.
- MOREAU (de). *L'Abbaye de Villers en Brabant au XII^e et XIII^e s.*, Bruxelles, 1909.
- NÉLIS. *Catalogue des Chartes du Sceau des audiences*, Bruxelles, 1915.
- PERRIN (Ch. Edm.). *Essai sur la fortune immobilière de l'Abbaye alsacienne de Marmoutier aux X^e et XI^e s.*, Strasbourg, 1935.
- PERRIN (Ch. Edm.). *Recherches sur la Seigneurie rurale en Lorraine d'après les plus anciens censiers*, Paris, 1935.
- PETIT-DUTAILLIS. *La monarchie féodale en France et en Angleterre*, Paris, 1933.
- PETOT. *Registre des Parlements de Beaune et de St-Laurent-les-Chalon, 1357-1380*, Paris, 1927.
- PINON (R.). *Histoire diplomatique de la France*, Paris, 1926.
- PIRENNE, COHEN et FOCILLON. *La civilisation occidentale au Moyen-Age*, Paris, 1933.
- POULET (Dom). *Histoire du Christianisme*, Paris, 1937-1955.
- PROU-VIDIER. *Chartes de St-Benoît-sur-Loire*, Paris, 1907-1912.
- REBOUL (Cel.). *Histoire militaire de la France*, Paris, 1925.

- RICHARD. *Chartes et documents pour servir à l'histoire de l'Abbaye de St-Maixent*, Poitiers, 1886.
- RIEPENHOFF (R.). *Zur Frage des Ursprungs der Verbindigkeit des Oblateninstituts* (Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung, III, F. XXIII, XXIV), Munster i. w. 1939.
- ROUPNEL. *Histoire et destin*, Paris, 1943.
- RUPIN. *L'Abbaye et les cloîtres de Moissac*, Paris, 1897.
- SACKUR. *Die Cluniacenser in...*, Halle, 1892-4.
- SAVINE. *English monasteries on the Eve of dissolution*, Ed. Vinogradoff, 1909.
- SAUZÉ DE LHOMMEAU. *L'abbaye de St-Léonard de Ferrières*, Paris, 1925.
- SCHNURER. *L'Eglise et la civilisation au Moyen-Age*, Paris, 1933-37.
- SCHUSTER (Cal.). *L'imperiale abbazia di Farfa*, Rome, 1921.
- SÉE (H.). *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, 1939.
- SÉE (H.). *Les classes rurales*, Paris, 1901.
- SNAPE. *English monastic finances*, Cambridge, 1926.
- STUCKERT (H. M.). *Corrodies in english monasteries*, Philadelphie, 1923.
- TATTEGRAIN. *Du temporel des bénéfices ecclésiastiques*, Paris, 1909.
- TENANT DE LA TOUR. *L'homme et la terre*, Paris, 1944.
- THOMAS. *Le droit de propriété des laïques sur les églises... au Moyen-Age*, Paris, 1906.
- TOUTAIN (D.) et TASSIN (Dom.). *Histoire de l'Abbaye de St. Wandrille*. Ed. Laporte, St. Wandrille, 1936.
- VALOUS (G. de). *Le monachisme clunisien des origines au XV^e s.* Ligugé, 1935.
- VIOLLET (P.). *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, 3 vol., Paris, 1890-1903.
- « *Le Roi et ses ministres*, Paris, 1917.
- VOGHT (H. de). *Inventaire des archives de l'Université de Louvain, 1426-1797*, Bruxelles, 1927.
- WARTMANN. *Urkundenbuch S. Gallen*, Saint-Gall, 1863-1892.
- WILSON (J. A.). *The liber albus of the priory of Worcester*, Londres, 1919.

B. BROCHURES ET ARTICLES

- ALLIX (E.) et GENESTAL (R.). *Les opérations financières de l'Abbaye de Troarn* (*Vierteljahrschrift für sozial, und wirtschafts Geschichte*, t. II), 1904.
- BERLIÈRE (Dom U.). *Les oblats de St. Benoît au Moyen-Age* (*Messenger des fidèles*), Maredsous, 1886.
- « *Les fraternités monastiques et leur rôle juridique* (*Mémoires de l'académie royale de Belgique*), lettres. 2^e série, t. XI, 1920.
- « *Honorius III et les monastères bénédictins* (1215-1227). (*Revue Belge de philologie et d'histoire*), 1923.
- « *Le recrutement dans les monastères bénédictins aux XIII^e et XIV^e s.* (*Mémoires de l'Académie royale de Belgique*), Bruxelles, 1924.
- « *Le droit de gîte épiscopal lors d'une joyeuse entrée* (*Mélanges P. Fournier*), Paris, 1929.
- « *Monastères et sujets au Moyen-Age*, *Revue bénédictine*, oct. 1931, jan. 1932.

- « La « familia » dans les monastères bénédictins au Moyen-Age. (*Mém. de l'Académie royale de Belgique, lettres, 2^e série, t. XXIX*), Bruxelles, 1932.
- BESSE (Dom J. M.). Du droit d'oblat dans les anciens monastères français (*Revue Mabillon*), Ligugé, 1907.
- BOURG (Dom du). La Vie monastique dans l'abbaye de St. Germain-des-Prés. (*Revue des questions historiques*, oct. 1903).
- BOUSSARD (J.). Serfs et coliberts (XI-XII s.). (*Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. CVII, 1948-9).
- CHARVIN (Dom G.). Colbert, intendant des abbayes de Mazarin. (*Revue Mabillon*, 1946, N^{os} 141-2, 143-4).
- CHASLES (R.). Etude sur l'institution monastique des frères convers et des oblates au moyen-âge (thèse non publiée, Ecole des Chartes).
- CLAESSENS (P.). Promotion aux prélatures abbatiales dans l'ancienne Belgique, (*Revue catholique*, 1879).
- DOLBERG (E.). Cistercienser Mönche-Arbeiter. (*Studien u. Mitteil* t. XIII 1892).
- DUMAS (A.). Notion de la propriété ecclésiastique du IX^e au XI^e s. (*Revue d'histoire de l'Eglise de France*, t. XXVI, 1940).
- GARAUD. Les coutumes poitevine et angevine de donation par provision de corps. (*Mélanges P. Fournier*, Paris, 1929).
- HALL. Beiträge zur Geschichte der Cistercienser Klöster in Schweden. (*Cisterc. Chronik*, 1903).
- HANSAY (A.). Note relative à des contrats de rente viagère concernant l'ancienne abbaye de Herckenrode. (*Bull. de la Soc. scient. et litt. des Mélophiles de Hasselt*, t. XXXIX, Hasselt, 1907).
- HEIGL. Die weltlichen Oblaten des hl. Benediktus. (*Studien ans den bened. Orden*. II, 1885).
- IRBICK (J. von). Zum Jus primarium precum (*Zeitschrift der Savigny Stiftung*, XXXV, 1914).
- et des oblates au moyen âge (thèse non publiée, Ecole des Chartes).
- JUNGT (R. Thomas). Die Pfrundoblaten des Stiftes U. L. F. von Einsiedeln in 17 u. 18^e (*Bened. Monastschrift*, mai-juin 1925).
- LA BRIÈRE (R. P. Yves de). L'assistance par le travail à Paris au début du XVII^e s. (*Etudes*, t. XCV).
- LAPORTE (Dom J.). Les monastères francs et l'avènement des Pippinides. (*Revue Mabillon*, 1940).
- LEROY. Le droit de gîte dans l'ancienne France, 1 broch., Rouen, 1933.
- LEROY (Dr.). St. Paul de Mausole, 1 broch. St. Remy-de-Provence, 1948.
- LESNE (E.). Evêché et abbaye. Les origines du bénéfice ecclésiastique. (*Revue d'histoire de l'Eglise de France*, 1914).
- LESNE (E.). Les donations à charge de pension alimentaire du VIII^e au X^e s. (*Mélanges de philol. et d'hist. Mém. et trav. des Fac. cath. de Lille*, t. 32, Lille, 1927).
- LESNE (E.). Le sens primitif du terme prébende (*Mélanges P. Fournier*, Paris, 1929).
- LESNE (E.). Origine de la prébende. (*Revue hist. du dt franc. et étrang.*, Paris, 1929).

- MOLLAT. Le droit de patronage en Normandie. (*Revue d'hist. eccl.*), Louvain, 1938.
- MOLLAT. Documents parisiens sur le droit de patronage en Normandie sous Charles V et Charles VI. (*Revue du Moyen Age latin*, 1946, n^{os} 3-4).
- MULLER (G.). Inhaber von Panisbriefe in cistercienser Klöstern. (*Cister. Chronik* t. XVIII), 1906.
- PETOT (P.). La constitution de rentes aux XII^e et XIII^e s. dans les pays coutumiers. (*Mélanges de l'Université de Dijon*, 1928, fasc. I, p. 59-83).
- PREVOST (M.). L'assistance aux invalides de guerre avant 1670 *Revue des questions historiques*, 1914, t. XCVI.
- PROU (M.). De la nature du service militaire dû par les roturiers au XI^e et au XII^e s. (*Revue historique*, t. XLIV), Paris, 1890.
- ROUSSEAU (F.). Un officier oblat au XVIII^e s. (*Revue des questions historiques*, Paris, 1922).
- SIMENON. Les pains d'abbaye dans le diocèse de Liège. (*Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*, Liège, 1909).
- VAN WERVECKE. Le mort-gage et son rôle économique en Flandre et en Lotharingie. (*Revue belge de philologie et d'histoire*, t. VIII, n^o 1, 1929, pp. 53, 93).

INTRODUCTION

Cette étude sur une variété de pensionnés monastiques procède du désir de rassembler une documentation aussi étendue que possible sur un sujet qui n'est pas entièrement inédit mais à propos duquel il a paru nécessaire de pousser davantage les sondages dans les dépôts d'archives et d'essayer une explication, sur divers points, plus complète que celle qui, jusqu'à présent, avait été fournie. D'autre part, il a semblé de même utile d'aborder certains aspects du problème posé et laissés dans l'ombre par ceux qui, auparavant, ont fait paraître sur cette question des travaux d'une valeur incontestable.

C'est ainsi que Dom Besse qui a repris de nos jours les traditions de l'illustre et savante congrégation de Saint-Maur, a, dans deux articles de la *Revue Mabillon* (1), donné une vue générale sur le « droit d'oblat » en France, envisagé surtout sous l'angle de l'histoire monastique, comme il était naturel. De leur côté, M. Robert Burnand, dans sa thèse sur l'Hôtel royal des Invalides (2), et M. Prévost, dans son esquisse sur l'assistance aux invalides de guerre avant 1670 (3), n'ont pas manqué d'apporter quelques précisions nouvelles quant aux sources ou aux références bibliographiques mais ces auteurs n'ont retenu dans les oblats que les traits qui pouvaient les faire considérer comme les ancêtres des vétérans que pensionna Louis XIV et cette préoccupation était de leur part absolument justifiée. Enfin, par un mémoire consacré à la « familia » dans les monastères de son ordre au Moyen-Âge, Dom Ursmer Berlière dont on sait la docte activité, s'attacha quelque peu à l'aspect international du problème (4). Toutes ces études qui, à des titres divers, méritent hommage et gratitude, n'en demeurent pas moins fragmentaires et incomplètes ; sans parler de

(1) R. P. DOM BESSE. *Le Droit d'oblat dans les anciens monastères français* (*Revue Mabillon*), 1907, pp. 1 et s., 116 et s.

(2) ROBERT BURNAND. *L'Hôtel royal des Invalides (1670-1789)*, Paris, 1913.

(3) PRÉVOST (M.). *L'Assistance aux invalides de guerre avant 1670*. (*Revue des Questions historiques*, 1914, t. xcvi).

(4) DOM M. BERLIÈRE. *La familia dans les monastères bénédictins du Moyen-Âge*. (*Mémoires de l'Académie royale de Belgique*, lettres, 2^e série, t. xxix), Bruxelles, 1930.

quelques erreurs (5) et d'hypothèses hasardées, il est facile de constater que le problème juridique a été laissé de côté ainsi que le rôle économique ou social qu'a pu jouer cette institution. Le détail même de son fonctionnement s'est trouvé seulement esquissé et son évolution telle qu'elle a été tracée dans leurs travaux ne permet guère de dégager les enseignements que normalement elle paraît comporter.

Sans vouloir apporter dans ce domaine des solutions définitives, nous nous sommes permis de penser qu'une revue d'ensemble, aussi large et approfondie que l'autoriserait la collecte des documents, valait la peine d'être tentée et quoique portant sur un sujet d'apparence assez mince, présenterait quelque intérêt. Nous n'avons nullement l'illusion d'avoir pleinement réussi dans notre tâche.

Du moins le labeur prolongé auquel elle a donné lieu n'a pas été sans nous ménager de profondes satisfactions, au contact d'un passé toujours intéressant à revivre et au service d'une discipline pour laquelle nous avons sans cesse éprouvé un irrésistible penchant. Si l'histoire tout court a exercé sur nous une constante séduction, nous nous en voudrions de ne pas reconnaître ici tout ce que nous devons à nos maîtres : le regretté M. Larcher, professeur à la Faculté libre de Paris, qui nous fit aimer l'histoire du droit ; le vénéré professeur Emile Chénon, de la Faculté de l'Etat, qui accueillit avec tant de bienveillance nos démarches et voulut bien guider nos premiers pas en ce domaine, et le R. P. Dom Charvin, qui succéda si dignement à la direction de la *Revue Mabillon*, après la mort de Dom Besse, nous embaucha et nous aida de son mieux à travailler dans les chantiers de l'histoire monastique.

Nous désirons enfin que tous ceux qui, à un titre quelconque nous ont si obligeamment facilité notre tâche, trouvent à cette place l'expression de notre sincère et profonde gratitude. Qu'il nous soit permis d'ajouter que notre maître M. François Olivier-Martin, membre de l'Institut et professeur à la Faculté de droit de Paris qui avait bien voulu succéder au Professeur Chénon comme président de notre jury de thèse, avait aimablement accepté de préfacier cet ouvrage : la mort ne le lui a pas permis. Que par delà la tombe il veuille bien être assuré de notre reconnaissance attristée.

(5) La thèse de M. Burnand contient nombre d'erreurs notamment quant aux dates. Quelques-unes portent sur les faits aussi. L'article de M. Prévost en comporte de même un certain contingent ; l'étude de Dom Berlière assez peu, et celle de Dom Besse presque pas. De toute façon, elles n'eussent pas été suffisantes pour demander une nouvelle publication.

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QU'UN OBLAT ?

Etymologiquement, le mot a un sens très net. *Offero*, *offers*, *obtuli*, *oblatum*, *offerre*, ce verbe latin signifie « offrir » ; son supin donne en français « oblation », c'est-à-dire offrande, ce qui s'entend du reste aussi bien de l'action d'offrir que de la chose offerte ; son participe passé a formé le mot « oblat » qui veut dire, par conséquent « offert » ou « qui s'offre ». Mais qui est offert ou qui s'offre à qui et pourquoi ?

Historiquement, l'on se trouve en présence de deux sortes d'oblations, quant aux personnes : celle des enfants et celle des adultes.

Rompant avec les prescriptions de certains de ses prédécesseurs, comme Cassien par exemple, Saint Benoît (1) décide dans sa Règle que les monastères pourront accepter des enfants, non à titre de simples écoliers, à l'instar de ce que comprenait Saint Basile, mais comme partie intégrante de la communauté. Le chapitre LIX (2) qui traite spécialement de cette question,

(1) Saint Benoît ne fut pas le premier parmi les législateurs monastiques à parler de l'oblature des enfants : les règles de saint Césaire (470-543) et de saint Aurélien (mort vers 551) en font déjà mention mais aucun des codes antérieurs au sien ne prit en Europe une extension comparable à la diffusion de la Règle bénédictine et c'est pourquoi n'ignorant pas ce qui s'est fait avant le Patriarche des moines d'Occident, il nous a semblé que nous pouvions sans inconvénient prendre cette Règle comme point de départ. On consultera utilement sur les antécédents comme du reste sur toute cette question de l'oblature des enfants la thèse remarquable de M. l'Abbé DEROUX, *les origines de l'oblature bénédictine*, 1 vol. Editions de la Revue Mabillon, Ligugé, 1927.

(2) *S. Benedicti Regula Monachorum*, édit. Butler, 3^e édit. 1935, p. 110-111 Herder, Fribourg. La question se pose de savoir s'il s'agissait là d'une véritable profession. R. Rieppentroff (Zur Frage des Ursprungs der Verbindlichkeit des Oblaten-instituts — Ein Beitrag zur Geschichte des mittelalterlichen Bildungswesens — *Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung*, III, F. XXIII-XXIV — Münster i. W. — Coppenrath 1939) déclare que, pratiquée avant S. Benoît, elle n'était pas irrévocable. Le Patriarche des moines d'Occident n'aurait rien changé au statut juridique de cette institution : l'enfant restait libre de confirmer ou non ultérieurement la donation. Ce serait plus tard seulement que l'oblature aurait été considérée à l'égal d'une profession.

prévoit que tout enfant doit être « offert » pour être reçu, car, étant mineur, celui-ci se trouve sous la puissance de quelqu'un et ne peut disposer de sa personne. Il faut donc que ceux dont il dépend, en fait ses parents, le donnent au monastère et par cet acte d'oblation accompli en dehors de lui mais pour lui, l'enfant est réellement fait moine. D'ailleurs pour éviter toute tentation de renoncer à cet état si quelque jour il devenait propriétaire, ses parents sont tenus de le déshériter : cette exhérédation se produit par serment et devant témoins. Elle s'accompagnera souvent d'une donation au profit du monastère, *pro mercede sua*, c'est-à-dire en échange de ce que celui-ci fera pour l'enfant (3).

L'oblation elle-même dont le rite est indiqué dans la Règle a lieu en même temps que l'offrande qui doit servir au Saint Sacrifice. Par là, cet acte prend toute sa valeur symbolique et mystique.

Considéré comme moine, l'enfant ainsi offert, l'oblat, est astreint aux mêmes devoirs, notamment de chasteté, de pauvreté, d'obéissance et de stabilité, et jouit des mêmes droits que les autres membres de la communauté. C'est ainsi que, selon la Règle, l'abbé devant appeler au Conseil tous les religieux sans exception, Dom Calmet, dans son commentaire (4), fait remarquer que cette disposition vise même les plus petits enfants.

Cette oblature se développa naturellement au fur et à mesure que s'implantait dans tout l'Occident le Code de vie monastique élaboré par saint Benoît. Il ne nous appartient pas d'en retracer ici les vicissitudes (5) : divers Conciles s'en occupèrent et les capitulaires carolingiens, en différentes circonstances, eurent également à intervenir en la matière. Mais, après une phase de prospérité qui sembla se poursuivre jusqu'au X^e siècle (6), l'oblature dont la discipline dut d'ailleurs devenir moins stricte, entra dans une irrémédiable décadence dont les premières causes, selon M. l'Abbé Deroux, apparurent avec la prépondérance que prit l'institution clunisienne et qui fut définitivement consacrée par la condamnation que prononça

(3) M. l'Abbé DEROUX (*op. cit.* p. 14) propose, sans insister d'ailleurs, avec Pierre DAMIEN une autre version : « *pro mercede suae* », « pour le rachat et le salut de leurs âmes », mais elle est grammaticalement difficilement explicable en même temps qu'elle semble peu logique.

(4) Commentaire... P. L. 66, col. 841, n° 6.

(5) L'ouvrage de M. l'Abbé DEROUX, cité plus haut, les retrace en deux chapitres (II et III) fort intéressants.

(6) On peut mentionner ici que Hatton, 29^e évêque de Verdun (847-870) fut offert (*oblatus*) par ses parents à l'Abbaye de St. Germain d'Auxerre (Denaix, *Hattonchâtel*, 1 vol. Verdun 1953, p. 13). L'abbaye de Saint-Pons de Thomières reçut jusqu'au XII^e s., comme oblats des enfants d'illustres familles. (Chan. Garnier, *l'abbaye de Saint-Pons de Thomières*, Montpellier 1937, p. 53).

le Concile de Trente (7). Encore faut-il remarquer que ce qu'interdit cette Assemblée, c'est de faire profession avant 16 ans accomplis. Les monastères ne paraissent pas de ce fait avoir perdu le droit de recevoir des enfants en bas âge mais ceux-ci ne sauraient plus désormais être considérés comme des « oblates ». En ce qui les concerne, l'oblature est frappée à mort, à la suite des abus auxquels elle a donné lieu et elle ne ressuscitera pas.

Au surplus, ce qui importe ici, ce n'est pas telle ou telle particularité de cette institution dans le temps ou dans l'espace, c'est le fait qu'elle a existé et que, ne serait-ce que par son appellation, elle constitue une antériorité historique. Elle n'a sans doute apparemment que peu de rapports avec l'objet propre de cette étude mais ce que, dès maintenant l'on en peut retenir, c'est que, depuis les origines du monachisme occidental, il était admis que, indépendamment de toute idée de vocation religieuse, certaines personnes — ici des enfants — se trouvaient placées dans une communauté de moines dont elles partageaient l'existence.

D'autre part, le nom d'oblats ne désigne pas en effet exclusivement les enfants offerts aux monastères par leurs parents mais aussi les laïcs adultes qui s'y sont agrégés et revêtent un certain caractère religieux. On peut douter d'ailleurs qu'ils existe des relations entre les deux sortes d'oblatures, quoi qu'en pense M. l'Abbé Deroux pour qui la première est l'origine de la seconde et « une source de recrutement par l'institut des oblates tel qu'il existe au XV^e siècle » (8).

Il ne faut pas oublier qu'aux débuts du monachisme, tous les moines sont des laïcs et la règle de Saint Benoît ne parle pas — et elle n'avait pas à en traiter en raison de ce fait précisément — des oblates adultes. Il ne semble pas non plus que dans les premiers monastères bénédictins, des serviteurs laïcs aient été employés (9). Mais ceux-ci ne tardèrent pas à y être introduits, par suite de la désaffection éprouvée par les moines pour le travail manuel dont leur fondateur leur faisait cependant une obligation. Saint Benoît le considérait en effet comme un moyen de sanctification et n'en exemptait personne (10). Mais cette prescription tomba en désuétude pour diverses raisons qu'il serait sans utilité de rappeler ici. Toujours est-il

(7) Sess. XXV — chap. 15-16.

(8) *Op. cit.* p. 52, mais M. G. Lebrás s'élève contre cette opinion (*Revue historique du droit français et étranger*, 1930, p. 125).

(9) Contrairement à l'opinion émise par R. Chasles : « Etude sur l'institut monastique des frères convers et oblates au moyen âge », thèse non publiée, soutenue à l'Ecole des Chartes. M. Chasles se fonde sur le chapitre XXXVIII de la Règle où il est question de *servitoribus* et traduit ce mot par serviteurs tandis que les autres commentateurs, et notamment Dom Delatte, pensent que ce mot englobe les différents officiers de l'abbaye, portiers, etc.

(10) *Règle*, ch. XLVIII.

que ces serviteurs laïcs deviennent de plus en plus nombreux et qu'ils prennent une importance considérable dans l'organisation monastique (11). Retenons seulement qu'à l'époque de la renaissance carolingienne ils portent un habit monacal et vivent en communauté. Ces serviteurs, appelés couramment *famuli*, et qui remplissaient les fonctions de jardiniers, palefreniers, bergers, etc., doivent être soigneusement distingués des artisans ou journaliers qui viennent travailler au monastère et à qui l'accès du cloître reste interdit. Ils semblent avoir été chargés aussi de l'entretien des lieux réguliers. Signalons d'autre part à titre documentaire que les statuts de Corbie, rédigés vers 822 par saint Adalard divisaient les habitants de cette abbaye en six classes dont la nomenclature est intéressante à noter dès maintenant : 1° les moines ou frères ; 2° les *pulsantes* (postulants et écoliers) ; 3° les *matricularii* et serviteurs ; 4° les prébendiers (ouvriers) ; 5° les vassaux et 6° les hôtes. Nous retrouverons ces noms dans la suite de nos développements. Mais *matricularii* et serviteurs (12) habitaient le monastère tandis que les prébendiers résidaient au dehors. Tous étaient nourris par les moines : les *matricularii* et les serviteurs étaient employés à l'intérieur de l'enceinte claustrale, les prébendiers travaillaient à l'extérieur. Enfin les serviteurs pouvaient être congédiés *ad nutum* tandis que les *matricularii* étaient définitivement attachés au monastère, inscrits sur la matricule de l'abbaye, d'où leur nom. Ces diverses particularités méritent d'être retenues car dans l'incroyable confusion des termes qui caractérise, au moyen âge, les différents collaborateurs monastiques, elles constituent de précieux points de comparaison et de repère.

Quant aux hôtes que la Règle prescrit de traiter avec une spéciale déférence, ils pouvaient être accueillis soit à titre temporaire, soit à titre définitif. Les uns en effet se présentent pour se remettre de leurs fatigues, maladies ou blessures, les autres

(11) Abbé DEROUX, *op. cit.* p. 69 ; sur toute cette question de l'oblature des adultes, il convient de se reporter à cet ouvrage ainsi qu'aux critiques qui lui ont été adressées par M. Gabriel LE BRAS, professeur à la Faculté de droit de Paris, dans la *Revue historique du droit français et étranger*, 1930, p. 125.

(12) Sur cette question des *matricularii* et des serviteurs, voir la note 24 au ch. II plus loin.

Cette particularité est soulignée notamment par M. Perrin, *Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine*, p. 132, n° 3. « Il est probable, dit-il, que la plupart des individus qui, dans les livres de tradition de l'Allemagne du Sud, sont donnés à l'autel d'un établissement religieux sous le nom de *mancipia propria* ou de *servi proprii*, sont non pas des esclaves attachés à la réserve mais des *praebendarii* ; certains d'entre eux doivent le *servitium quotidianum* ou *diurnum* ou *continuum* mais d'autres ne doivent au *dominus* que quelques jours de travail par semaine. Etablis au voisinage immédiat de la *curtis dominica*, les *praebendarii* jouissent d'une indépendance économique plus ou moins grande ; ainsi s'explique qu'ils soient en mesure d'offrir au *dominus* un cadeau pour obtenir de lui la faveur d'être donnés à l'autel d'une église... »

sans esprit de retour et en faisant ou non abandon total ou partiel de leurs biens, mais le plus souvent avec cette modalité (13). Toutefois, s'ils font donation de leur patrimoine, ils n'ont pas en revanche à « abdiquer leur corps ». Certains de ces hôtes s'appellent dans les documents de l'époque, *hospites* et dans divers lieux, mansionnaires. Quand ils donnent leur personne, ils prennent le nom de *donati* ou d'*oblati*. Il s'agit bien entendu ici d'une offrande spontanée et libre. Parmi ceux-ci, les uns habitent le monastère, les autres continuent à vivre selon leur condition. C'est encore un trait qui mérite de retenir l'attention (14).

Les *praebendarii* de leur côté qui, dans les statuts de Corbie étaient des ouvriers, se virent adjoindre une autre catégorie de laïcs : ceux-ci, en récompense de leurs longs et loyaux services, étaient placés dans les monastères par les rois ou par les princes, afin d'y trouver une sorte de retraite pour leurs vieux jours. Les noms dont on les gratifie sont assez variés : tantôt on les appelle « moines laïcs » (par opposition à ceux qui ont reçu la cléricature) (15), tantôt « oblats », puisqu'en effet on

(13) Il y avait une catégorie intermédiaire d'hôtes qui étaient envoyés par mesure disciplinaire dans un monastère considéré comme lieu de relégation, d'emprisonnement ou simplement de garde par mesure de sécurité.

(14) C. E. de Moreau, *L'Abbaye de Villers-en-Brabant* (Bruxelles, 1909, p. 149)... « Aux dots de moines et de convers (comme ressources de l'abbaye), il faut ajouter les aumônes faites par les personnes admises au rang d'*oblats*. Les bulles des Papes, celle de 1177, par exemple, stipulent : « *Liceat etiam vobis clericos vel laicos e seculo fugientes liberos et absolutos ad conversionem recipere et in vestro monasterio sine contradictione qualibet retinere* » (C. V. p. 32). Plusieurs autres actes font allusion à des *familiares*. En 1208, « *Domus nostri familiares, plurimum nobis delecti in Domino, Arnulfus de Wesemale et sua uxor Clementia* » font une donation à l'Abbaye (C. V. Ms F. fol. 6 v°). Une charte intéressante de 1270 nous parle de « nos seigneur Gilet de Sainte Marie, nostre bon Ami et dame Ozinne sa femme », qui se sont établis dans l'infirmerie des séculiers de Villers (C. V. Ms, M. fol. 259 r°) ».

(15) « Il est à propos de remarquer à ce sujet que les termes de *laïque* et de *séculier*, bien qu'on les prenne souvent l'un pour l'autre, ne sont nullement synonymes. L'état laïque est opposé à l'état clérical, et l'état séculier à l'état religieux. Le laïque est celui qui n'est pas clerc, alors même qu'il serait religieux par les vœux de religion émis dans un institut approuvé par l'Eglise. Le séculier est celui qui n'est pas religieux, alors même qu'il serait clerc, c'est-à-dire qu'il aurait reçu la tonsure, la cléricature n'entraînant pas l'engagement dans l'état religieux. On peut donc être à la fois clerc et séculier, religieux et laïque ; mais on ne saurait être en même temps clerc et laïque, religieux et séculier, parce que ces états s'excluent l'un l'autre. Celui qui est entré dans la cléricature par la réception de la tonsure s'il demeure dans le monde, est à la fois clerc et séculier. On dit tous les jours : « un prêtre séculier ». De même celui qui a quitté le monde pour embrasser la vie religieuse, n'est plus séculier ; mais s'il n'a pas reçu au moins la tonsure, c'est-à-dire s'il n'a pas été fait clerc, malgré sa profession religieuse, il demeure laïque. C'est pourquoi on appelle ces sortes de religieux « laïque profès », d'où le terme de « frère lai », *frater laicus*, frère laïque «... R. P. Othon, O. C. R. De l'institution et des us des convers dans l'Ordre de Cîteaux (XII et XIII^e siècles), in *St Bernard et son temps*, t. II,

peut soutenir qu'ils ont été donnés, offerts aux monastères (en réalité ils sont imposés) mais l'appellation de prébendiers ou de mansionnaires leur conviendrait évidemment mieux, car ceux qui portaient dans cette circonstance le nom d'oblats, n'avaient que des rapports assez lointains avec les oblats primitifs que nous avons rappelés plus haut.

Il convient de distinguer d'autre part oblats et convers. A l'origine, rien ne les différencie et les deux noms sont appliqués *ad libitum* aux uns et aux autres. Mais voici qu'à la faveur de la réforme monastique du XI^e siècle, Guillaume, abbé d'Hirschau donne un statut précis aux laïcs qui, aux siècles précédents, se groupaient dans les monastères sous le titre générique de *famuli* et si ce statut ne semble établir aucune discrimination nette entre oblats et convers, il fait reconnaître que, par la suite, le nom de convers est réservé, à Cluny et à Hirschau, exclusivement aux oblats qui ont embrassé la vie religieuse et prononcé des vœux (16) tandis que celui d'oblats désigna ceux qui, en l'absence de vœux, vivaient dans la clôture ou dans le monde. Les nouveaux ordres religieux qui se fondent alors, Camaldules, Chartreux, comportent des convers et des oblats ; et Saint Bernard, de son côté, tout en faisant une grande place aux convers, laisse à des oblats, même non résidants, la faculté de s'agréger à son Institut. C'est sous l'influence de ces fondations, que les plus fervents des oblats furent incités à mener une vraie vie religieuse, à devenir de véritables moines prononçant des vœux et faisant profession. Il semble bien qu'on puisse résumer avec M. l'Abbé Deroux, les différences qui se précisent à la fin du XII^e siècle et surtout aux siècles suivants, entre convers et oblats de la manière suivante :

Les convers s'engagent définitivement dans la vie religieuse, prononcent des vœux, ne possèdent rien en particulier, renoncent à leur liberté et à leur volonté propre, tandis que les oblats font don de tout ou partie de leurs biens au monastère mais ils font aussi don de leur personne : ils s'engagent à l'obéissance envers l'abbé, appartiennent à la famille monastique. Ils sont « assimilés » aux moines mais leur liberté n'est

p. 144-5, note 3 (Dijon, 1929). Mais il s'établit une confusion à propos des moines illettrés qui n'étaient pas appelés *convers*, appellation réservée aux frères servants : on les nommait « moines laïques » (*monachi laici*), très improprement d'ailleurs, vu leur cléricature, ainsi que le reconnaît un Cistercien du XII^e siècle : « C'est improprement, dit-il, que nous appelons laïques, des moines couronnés, si ce n'est que nous prenions le mot laïque dans le sens d'illettré ». *Dialogus inter Cluniac. et Cisterc.* ; ap. Martène, *Thes. nov. anecd.* t. v. col. 1648. Cité par Dom Othon dans *St Bernard et son temps*, t. II, p. 148-9.

(16) C'est-à-dire à ceux que nous nommons ainsi maintenant. cf. Dom U. Berlière, *La familia*, p. 18.

pas complètement aliénée ; ils continuent du reste d'appartenir à l'état laïc (ou au clergé séculier). L'oblature se présente dès lors comme un contrat synallagmatique en vertu duquel l'oblat fournit ses biens et son activité au monastère qui, de son côté, le fait participer à la vie, aux prières et aux œuvres des moines.

Et si les conciles de Latran de 1179 et de 1215 ont fixé certaines de ces particularités, le second notamment a précisé que par oblats il fallait entendre ceux qui ayant pris l'habit résidaient dans les monastères ainsi que ceux qui continuaient à vivre dans le monde, après avoir abandonné tous leurs biens au monastère et s'en être réservé seulement l'usufruit. Mais sur ce dernier point la conception moderne de l'oblature telle qu'elle ressort du rétablissement de l'Institut bénédictin en France au siècle dernier, se différencie de celle qui prévalait au moyen âge et cela se justifie sans peine (17).

Quoiqu'il en soit à ce sujet, on a pu constater à quel point la situation s'est révélée touffue quand il s'est agi de mettre le

(17) On trouvera deux études sur les oblats dans les *Analecta juris pontificii*, t. VIII, 1886, col. 2191-2233, et dans le *Messager des fidèles*, petite revue bénédictine de Maredsous, 3^e année, 1886-87, nos 2, 3, 4, 5, et 6 : *Les oblats de S. Benoît au Moyen Âge*.

De nos jours, l'oblature bénédictine a donné lieu à une littérature assez particulière : d'une part toute une série de manuels de piété, tels que le *petit manuel des oblats olivétains*, (Mesnil Saint Loup, 1890) ; *Les oblats de S. Benoît*, (Paris, Monastère des Bénédictins, 1917) ; Dom Besse, *Les oblats de S. Benoît*, (Paris, Art Catholique, 1918) ; Dom Guéranger, *Les oblats séculiers de l'Ordre de S. Benoît*, (Tours, 1920) ; *Les oblats séculiers de l'Ordre de S. Benoît*, (Abbaye St André, Lophem-les-Bruges, 1923) ; *Il libro dell'oblato beneditino*, (Abbaye St Paul hors les murs, Rome, 1934), etc ; et d'autre part des ouvrages historiques comme la thèse de l'abbé Deroux, *Les origines de l'oblature bénédictine*, (abbaye St Martin de Ligugé, 1927), ou d'édification comme celui de Dom Chauvin, *L'oblature dans l'Ordre bénédictin*, (Paris, Beauchesne, 1921), et le chapitre consacré à l'oblature de Jean de Longny, *A l'ombre des grands ordres*, (Paris, Desclée de Brower, 1937).

Il ne faut naturellement pas oublier J.-K. Huysmans dont l'influence a été très sensible en ce domaine, qui avait sans doute une conception assez personnelle de l'institution et qui, dans sa remarquable trilogie : *En route*, *la Cathédrale*, *l'Oblat* (Paris, nombreuses éditions) en parle à diverses reprises. Voir surtout le 1^{er}, p. 123-36 et 139, et le dernier, p. 341 et sq. où l'auteur prête à Dom Fellestin une manière de voir analogue à la sienne. Il est permis de se demander si les circonstances actuelles n'invitent pas à un nouvel examen de la question : en tout cas des idées se lancent qui méritent réflexion. Voir dans *Lettre de Ligugé*, nos 46-47 (1934) l'article du R^{me} Dom Emmanuel Marie Henfelder, abbé de Nicoleraitaich (traduit par Dom Rorhais) sur le *monachisme laïc*, où l'éminent religieux fait état de diverses publications fort symptomatiques : *Mönchtum in der Entscheidung* (le monachisme à l'instant décisif). (Liturgie u. Mönchtum, 3. Folge, Heft XI, 1932, Verlag ars liturgica Maria Laach) ; *der Laic und der Ordensstand* (le laïc et l'état religieux) par Hams Urs von Balthazar, (Freiburg i. Briggau, Herder, 1949 ; *die Antwort der Mönche* (la réponse des moines) par Walter Dirks, (Frankfurt à Mein, Verlag der Frankf. Heft, 1953). De ce dernier, il est parlé dans le *Cahier 44 de la Pierre qui vire* (1934) : ce que veulent les moines, par Dom Ghislain Lafont (qui, du reste, ne pose pas directement le problème de l'oblature).

nom d'oblats sur une catégorie déterminée d'individus. Au cours des siècles, outre les inévitables changements dans les modalités d'une même institution, on appliqua sans distinction le même titre à des personnes qui se trouvaient dans des conditions très variées. Néanmoins on peut retenir de cette rapide incursion dans le passé de l'oblature que celle-ci paraît comporter d'une façon normale l'agrégation à un monastère, une offrande matérielle et, dans une certaine mesure, personnelle avec une participation plus ou moins intense à la vie religieuse des moines. Nous verrons jusqu'à quel point cette notion justifie l'appellation dont ont été pourvus ceux qui nous retiendront spécialement ici.

CHAPITRE II

DES PENSIONS CONCÉDÉES SUR LES ABBAYES ET DU « DROIT D'OBLAT »

Il est nécessaire de regarder maintenant d'un peu plus près l'ensemble varié des personnes qui vivaient à l'intérieur et aux abords du monastère, et de rechercher en particulier celles qui, à un titre quelconque, vivaient *du* monastère, qu'elles fussent dans ses murs ou non (1).

Les serfs se donnaient et appartenaient à l'abbaye mais gardaient l'usage et même la propriété de leurs biens. Loin de recevoir des moines leur subsistance, ils payaient au contraire à ces derniers un cens annuel. Ces *famuli* restent ainsi en dehors de la question.

(1) On pourra consulter sur ces questions diverses publications de Dom U. Berlière, et notamment : *les oblates de St-Benoît au Moyen Age*, dans le *Messenger des fidèles*, Maredsous, 1886-87 ; la *familia* dans les monastères bénédictins au moyen âge, *Mémoires de l'académie royale de Belgique* (lettres, 2^e série, t. XXIX), Bruxelles, 1931, p. 1-24, ainsi que celles de Mgr Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique*, 7 vol. parus, Lille et Paris, 1910-1943 ; et *les donations à charge de pension alimentaire du VIII^e au X^e siècles*, dans les *Mélanges de philologie et d'histoire* (Mémoires et travaux des facultés catholiques de Lille, t. 32) Lille, 1927, p. 33-47.

(2) Sur cette question des serfs d'Eglise, v. thèse de P. Bernard : *Etude sur les esclaves et les serfs d'Eglise en France du VI^e au XIII^e siècle*, Paris, 1919. La ligne de démarcation n'est du reste pas toujours facile entre l'homme libre qui se donne à une abbaye sans perdre cette qualité et celui qui se fait serf, et il y a le problème des *colliberti* ou culverts. Sur eux, les informations que l'on rencontre dans les documents de la France de l'Ouest et du Centre (Blésois, Maine, Anjou, Touraine, Poitou et Limousin) restent minces malgré cent ans de travaux érudits (en dernier, Marc Bloch, P. Petot, L. Verriest). L'étymologie même du mot est une énigme. J. Boussard, *Serfs et « colliberti »*, XI-XII^e s. *Bib. Ecole des Chartes*, t. CVII, années 1947-8, 2^e livraison, p. 205-234) reprend le commentaire de quelques chartes qui peuvent faire un peu de lumière. La conclusion est révolutionnaire : Loin d'être supérieurs aux serfs, comme on l'admettait, les culverts auraient eu une situation moins favorisée, occupant le dernier degré hiérarchique dans la société médiévale. C'est l'évolution économique et l'adoucissement des mœurs qui, au XII^e s., amènera la disparition de ce prolétariat rural. Mais il faut reconnaître que la condition des classes non libres est un des problèmes les plus obscurs de l'histoire sociale du moyen âge. (*Revue du Moyen Age latin*, nov.-déc. 1949, p. 319).

Dans un monastère, pendant la période franque et hormis les moines proprement dits, se trouvent en outre, des gens que l'on peut classer en deux groupes, au point de vue juridique : ceux qui étaient entretenus en échange d'une donation ou de prestations et ceux qui l'étaient à titre purement gratuit. Sans doute cette terminologie risque de paraître défectueuse, par rapport à une situation qui, au moyen âge, était en réalité moins tranchée mais elle a cet avantage d'être claire et de répondre, malgré tout, *grosso modo*, aux divers états considérés.

A la première catégorie appartiennent les laïcs qui par certains actes se donnent corps et biens à un monastère à charge d'entretien perpétuel ; ceux qui, tout en faisant abandon de leur patrimoine ne servent pas mais reçoivent leur subsistance ; ceux qui, donateurs de leurs biens, les reprennent mais en usufruit, à titre de bénéfice ou de précaire ; ceux enfin qui passent de véritables contrats de rente viagère.

Il semble que de son côté la deuxième catégorie puisse comprendre les pauvres, inscrits sur la matricule de l'abbaye, les mansionnaires, pensionnaires, hôtes et prébendiers de diverses sortes. Sans doute, certains d'entre eux fournissent quelques services mais ceux-ci ne forment pas à proprement parler l'objet de l'acte ; ils n'en constituent pas une condition essentielle, ce n'est pas *en vue* de ces services que le monastère reçoit les intéressés ; il est dès lors permis de les considérer comme tout-à-fait accessoires et partant, de penser qu'en réalité les personnes dont il s'agit sont acceptées par les moines à titre quasi-gratuit.

Encore qu'il soit très difficile, en l'absence des précisions indispensables, de définir exactement des états divers qui, au moyen âge, coexistent sans ligne de démarcation juridique bien établie, il n'est pas sans intérêt de tenter, non une classification rigoureuse mais une sorte de rapprochement par affinité ou parenté.

*
**

I. — En prenant successivement chacun de ces différents points, l'on a d'abord toute une gamme de *donati*, d'*oblati*, et les *conversi* (3). Des nuances, on le sait, s'imposent, sans doute, tous s'offrent corps et biens au monastère ; en fait les

(3) Voir à leur sujet ce qui a été dit précédemment et consulter les ouvrages indiqués en référence. On peut cependant encore ajouter ceci : à Saint Paul de Mausole, sous le 12^e prévôt, Bertrand d'Eygalières (1237-72) on cite comme « donats » : Brémont Pons de Caumont, chevalier ; Raimond, clerc de Noves, fils de Guillaume Apollinaire ; Guiraud de Cornillon, de St Remy. Ce dernier avait été enterré dans le cimetière paroissial mais comme le défunt avait été agrégé à son monastère en qualité d'oblat, Bertrand d'Eygalières réclame son cadavre. L'évêque, Zoen Tencarari, confia l'examen de la requête au prieur de

deux premiers termes visent des laïcs qui restent laïcs tout en s'agrégeant à l'abbaye et tout en menant dans ses murs (la plupart du temps) une existence religieuse tandis que le troisième terme s'applique et s'appliquera de plus en plus à une variété de véritables moines, les frères convers (les anciens *fratres barbatī*) qui font profession, prononcent des vœux mais remplissent au monastère des tâches en quelque sorte serviles. Tous ont aliéné, en faveur de celui-ci, leur patrimoine et, complètement pour les convers, dans une mesure plus ou moins large pour les autres, leur liberté. En somme il s'agit ici d'une donation à charge d'entretien, sorte de bail à nourriture comportant en outre, de la part du bénéficiaire, l'obligation de rendre certains services au donataire : cette dernière particularité est très nette dans le cas des convers ; elle l'est beaucoup moins pour les autres. Les exemples de ces donations abondent (4). On se trouve en présence de cette institution

Grambois, diocèse d'Aix, le chanoine d'Embrun, Lambertin. Celui-ci décida que le corps du « donat » serait détérré et rendu aux chanoines de Saint-Paul (28 août 1259). Dr Leroy. *St Paul de Mausole*, 1948, p. 10. Peu de temps auparavant, Douce Imberte (*Dulcis Imberta*) sous la prévôtûre de Guillaume des Tourets — 11^e prévôt (1241-1249) — s'était offerte à St Paul, avec l'usufruit de tous ses biens, en qualité d'oblate, jusqu'à sa mort. Le 27 juillet 1243, à genoux, les mains jointes posées dans celles du prévôt, elle renouvela, parce qu'on l'avait égarée, la donation entre vifs qu'elle avait faite précédemment, en vue de participer aux mérites et bonnes œuvres du monastère, à ses prières, ses jeûnes, ses matines, ses messes et tous offices divins (*id. op. cit.* p. 9).

(4) En 741, Gauzvin donne à l'abbé de St-Gall sa petite terre à condition que celui-ci le nourrisse sa vie durant (Wartmann, *Urkundenbuch S. Gallen*, t. I, 9, p. 10) ; en 748, Lambert abandonne tout son bien afin d'avoir sa subsistance, sa vie durant, près de l'Eglise de St-Gall à qui il se recommande pleinement (*id.* 12, p. 14) ; Ogier donne la moitié de son héritage pour recevoir au monastère subsistance, à savoir vivre, vêtement et chaussures (*id.* 44, p. 46) ; en 774, Abraham cède tout son bien pour avoir nourriture, sa vie durant (*id.* 72, p. 70) ; Cozbert donne ses biens aux moines à condition qu'ils prennent soin de lui (*id.* 124, p. 117) ; en 868-871, les moines de Redon recueillent tout l'héritage d'un bienfaiteur à condition qu'ils l'aident en vivre et vêtement tant qu'il vivra (de Courson, *Cartulaire de Redon*, 224, p. 173) ; en 970, Teutfridus donne des biens aux moines de Cluny en reconnaissance de leurs bienfaits et de la promesse qu'ils lui ont faite de l'aider encore davantage en lui fournissant, sa vie durant, le vivre, le vêtement (*Chartes de Cluny*, t. II, 1274, p. 354) ; en 974 Arcanberta cède aux moines de Cluny un manse à la condition qu'ils la subistent jusqu'à sa mort (*id.* 1391, p. 433).

Dans les domaines de St-Remi de Reims, le prêtre de l'église de Villers est tenu de nourrir jusqu'à sa mort un homme qui a donné pour cela des terres à cette église (Guérard, *Polyptique de St-Remi*, 13, p. 38-39) ; en 834, Trogo donne ses biens au monastère de St-Gall à condition de recevoir, sa vie durant, le vivre et le vêtement d'un moine (Wartmann, *op. cit.* t. I, 382, p. 327). Voici un acte d'un caractère plus particulier : Liutpret laisse au libre arbitre des moines le soin de lui attribuer la jouissance du bien qu'il leur cède ou de lui procurer au monastère le vivre et le vêtement en remplissant l'office qu'il leur plaira de lui donner. En ce cas sa femme gardera la jouissance d'une partie du bien mais le reste reviendra immédiatement au monastère (Wartmann, *op. cit.* t. II, 443, p. 61).

On pourrait citer des quantités d'autres actes analogues aux premiers, les

que les coutumes poitevine et angevine comprendront plus tard sous le nom de donation par provision de corps (5).

Mais certains laïcs, a-t-on dit, tout en abandonnant leurs biens, reçoivent leur subsistance sans rendre au monastère d'autres services. Une distinction s'impose : parmi ces donateurs, il en est qui continuent à rester domiciliés au-dehors, constituant une sorte d'oblats non résidents, et il en est d'autres qui peuvent être assimilés à des hôtes permanents. En vérité, il y a aussi des bienfaiteurs qui, tout en ne vivant pas au monastère se réservent d'y venir de temps à autre, réalisant ainsi une catégorie intermédiaire : ce qui ne saurait surprendre, étant donné la variété des clauses que comportent ces contrats et en raison du caractère mouvant des institutions à l'époque considérée (6).

cartulaires et les dépôts d'archives, départementales en sont abondamment garnis : un regard jeté sur les catalogues permet de vérifier cette assertion.

(3) Cf. Garaud, in *Mélanges Fournier*, Sirey, 1929, p. 271 et s. : les coutumes poitevine et angevine de donation par provision de corps.

(6) Voici quelques exemples de clauses précises stipulées en faveur de donateurs non résidents : en 830, une femme prévoit qu'en retour d'une donation les moines de St-Gall lui procureront les vivres nécessaires, à savoir : vingt muids de grain, dix d'épautre, dix d'avoine, en hiver deux bons porcs, en été deux autres plus petits (Wartmann, *op. cit.* 336, p. 310) ; en 863, une femme convient que les moines de St-Gall lui rendront chaque année jusqu'à sa mort quatre charretées de grain, deux d'épautre, deux d'avoine, un porc de la valeur d'un sou entier quand l'élevage du porc aura réussi, de la valeur de huit deniers si le lard est moins abondant, une année une tunique de la valeur d'un sou et l'année suivante un vêtement de lin valant 2/3 d'un sou. (*id.* t. II, 306, p. 120) ; en 793, le prêtre Hériger cède une portion de son bien à une église rurale qui est la propriété de St-Gall, moyennant des vêtements de lin chaque année, des vêtements de laine tous les deux ans et une couverture valant 2/3 d'un sou tous les trois ans, avec en outre ce qui lui est nécessaire comme nourriture. (*id.* t. I, p. 131).

Parmi les actes qui prévoient pour le donateur comme une qualité d'hôte permanent, on peut citer divers actes de la première moitié du IX^e siècle ; ils apprennent que plusieurs bienfaiteurs de l'abbaye de Redon demandent aux moines de leur donner un lieu d'habitation et les religieux l'accordent *per misericordiam et caritatem*. Ces donateurs seront au monastère des hôtes et non des profès car l'un d'eux a plus tard confirmé la donation en embrassant la règle de St-Benoît (*Cartulaire de Redon*, 16, p. 13, 156, p. 120 ; 188, p. 143 ; app. 4, p. 334 cité par Mgr Lesne, dans *Une source de la fortune monastique*). En 933, Raimodis stipule qu'elle aura droit à Cluny, sa vie durant à la prébende d'un moine mais elle ajoute que si elle meurt dans les parages, elle sera inhumée au monastère. Ce qui semble indiquer qu'elle n'y résidait pas toujours (*Chartes de Cluny*, t. I, 843, p. 798) ; en 873, Willebald donne sa terre pour recevoir l'hospitalité au monastère de St-Gall (Wartmann, t. II, 372, p. 183) en 837 le prêtre Wilgarius donne aux religieux de Cysoing une église avec sa *dos* ainsi qu'un manse, à la condition qu'il lui sera concédé à Cysoing une habitation, que chaque jour on lui servira deux pains semblables à ceux des chanoines, une portion égale de ragoût, un grand setier de bière, deux livres de vin et chaque année cinq sous pour son vêtement (Miraëus et Foppens, *Notitia Eccl. Belg.* 12, t. I, p. 643).

A titre d'acte « mixte », voici la teneur de celui qu'a passé le jeune Salomon, après avoir fait son éducation au monastère de St-Gall : il a distrait, en faveur des religieux, un domaine qu'il leur a cédé à titre d'échange, pour avoir

Les conditions mises aux donations ainsi consenties permettent aux intéressés de pourvoir à certains risques d'invalidité, d'indigence ou de constituer à leur profit une sorte de pension alimentaire. Celle-ci se traduit de différentes manières : c'est tantôt l'accueil pur et simple au sein de la communauté, tantôt ce sont des secours en vivres et en vêtements à un donateur qui continue à mener la vie du siècle dans son propre logis, tantôt c'est une aide dans des cas particuliers en vue de besoins exceptionnels ; tantôt enfin c'est l'hospitalité dans le monastère ou dans ses dépendances. Des formulaires comme celui de Saint-Gall (7) contiennent des modèles d'actes à l'usage de ceux qui veulent s'assurer des secours en vivres et en vêtements et les cartulaires monastiques renferment de nombreuses pièces qui comportent les mêmes dispositions.

La donation de Cozpert à Saint-Gall, en 816, est assez curieuse : tant qu'il demeurera dans le siècle, il recevra chaque année la valeur de huit sous, soit en argent, soit en vêtements, en animaux et en outre deux serfs. S'il se rend au Palais ou part pour l'Italie, les moines lui procureront une seule fois un cavalier pour le servir ainsi qu'une bête de somme bien chargée. Quand il se transportera au monastère, il y aura droit à une chambre particulière, à deux pitances journalières de moine. Il recevra chaque année un vêtement de laine, deux de lin, six paires de chaussures, deux paires de gants, un bonnet, des couvertures de lit et tous les deux ans, un sayon. Enfin s'il

droit, sa vie durant, à l'*annona* d'un religieux et à la place d'un hôte dans le réfectoire. Mais pour ne pas être à charge à l'abbé et ne pas gêner la *familia* monastique par ses fréquents séjours, il établira son habitation sur une colline voisine qui lui a paru d'un séjour agréable et dont les moines lui cèdent la jouissance avec les prés et champs voisins (Ekkehard, *Casus S. Galli, Mon. Germ. Script.* t. II, p. 79).

Il semble qu'on puisse rapprocher de ces conventions, celle qui, quelques siècles plus tard, liera un grand artiste à une abbaye bourguignonne. Claus Sluter se retire à St-Etienne de Dijon, le 7 Avril 1404. « Un contrat fut passé par lui, à cette occasion, avec l'abbé de St-Etienne et les religieux du couvent assemblés dans la salle du chapitre au son de la cloche, en présence de plusieurs témoins, parmi lesquels le peintre Naelweel. Il y était dit que « Claus Sluter de Orlandes, ouvrier d'ymages et varlet de chambre de Mgr le duc de Bourgogne » recevrait en récompense des services qu'il avait rendus au monastère et de la somme de quarante francs d'or qu'il lui avait donnée, une chambre située près du réfectoire, « pour avoir en y celle chambre sa demourance et aïssance, pour luy et un varlet, sa vie durant », et « y aler et venir, et conserver honestement touttefoiz que bon lui semblera ». Chaque dimanche, il aurait vingt huit michotes et, chaque jour, une pinte et demie de vin, mesure de Dijon. Lorsqu'il habiterait la ville, il pourrait en apportant son pain et son vin, venir manger au couvent avec les religieux, et lorsqu'il serait dehors du lieu, il emporterait sa provision, « come si il estoit present ». Devenu le féal de l'abbé, il participerait « es messes, prières et oroisons » du monastère, de même que l'abbé et les religieux es prières et oroisons du dit Claus » (*Claus Sluter et la sculpture bourguignonne au XV^e, par Kleinclausz, Paris, s. d., p. 32*).

(7) Coll. Sangall, 15, *Mon. Germ. Zimmer*, 4-5.

veut s'agréger au monastère, il y recevra sa subsistance (8). Cet acte, par ses diverses prévisions, paraît bien résumer les modalités variées qui peuvent se rencontrer.

Mais les chartes présentent souvent des lacunes. Par exemple, quand elles indiquent que le bienfaiteur aura droit à l'habitation, il n'est pas toujours dit s'il peut prétendre ou non à la pension (9), ni s'il sera établi au-dedans du cloître ou au-dehors (10). Parfois l'hospitalité donnée a un caractère intermittent (11) au gré du donateur : on admet cependant que, dans la plupart des cas, elle est permanente.

Les bienfaiteurs stipulent, dans beaucoup de cas, pour le présent. Sitôt tradition faite de leurs biens aux mains des moines, ils sont reçus, logés et nourris au monastère ou dans ses dépendances (12). Toutefois cette hospitalité peut être aussi envisagée pour l'avenir (13).

(8) Wartmann, *op. cit.* I, 221, p. 211.

(9) *Cartul. de Redon*, 16, p. 15 ; 156, p. 120 ; 188, p. 143 ; app. 4, p. 334.

(10) *Id.* En 879, Robert cède aux moines de Cluny un manse dominical en échange d'un lieu d'habitation et de la promesse d'une sépulture (*Chartes de Cluny*, t. II, 1471, p. 525). Le texte dit « *Et pro hoc etiam locum mihi concedant et sepulturam concedant* ». Mgr Lesne qui cite cet acte (*Les donations à charge de pension alimentaire*), fait justement remarquer que ledit Robert se réservant d'autre part le service d'un serf sa vie durant, il est probable que *locus* ne signifie pas ici une place dans la communauté mais un lieu d'habitation. La rédaction indique bien en outre que ce *locus* est distinct de la sépulture.

(11) En 829, Norbert a remis un bien aux moines de St-Pierre au Mont Blandin (qui le lui ont recédé en précaire). Pour l'honorer, quand il viendra passer quelque temps au monastère, on se chargera de le nourrir (Van Lokeren — *Chartes de St-Pierre*, t. I, 10, p. 17).

(12) Cf. le cas de Willebald cité plus haut, p. 12.

(13) ADO et sa femme ont donné au Saint martyr Cyriaque leurs biens (qu'ils tiendront désormais en bénéfice) et ont demandé si l'un ou l'autre survit à son conjoint, d'avoir *praebenda et stipendium* parmi les religieux (*Wirtemb. U. S.*, t. I, 147, p. 173) ; voilà donc deux époux qui s'assurent une retraite dans un monastère dès que la mort aura réduit l'un d'eux à la solitude. Dans d'autres cas, il s'agit de pourvoir à une indigence éventuelle. Bien entendu, dans ces divers actes, les stipulations pour l'avenir s'accompagnent pour le présent de réserve de jouissance des biens donnés, ce qui, à cet égard, fait rentrer ces actes dans la catégorie étudiée plus loin. Le *Cartulaire de Sauxillanges* (224, p. 186) nous apprend qu'un personnage cède à St-Pierre de Sauxillanges des vignes (dont il garde la jouissance sa vie durant) à la condition que si la pauvreté s'abat sur lui, les moines lui feront aide « de la substance de St-Pierre » afin qu'il puisse vivre. En 949, le diacre Rainulfus stipule que, s'il en a besoin, les moines de Cluny l'aideront de leur substance, en s'engageant d'ailleurs à le leur rendre. (*Chartes de Cluny*, t. I, 747, p. 704). Un autre bienfaiteur de Cluny (gardant l'usufruit de son bien) recevra aide des moines s'il tombe dans l'indigence (*id.* t. III, 2531, p. 603). Tel autre s'assurera contre tout risque provenant de sa fragilité et s'il doit faire pénitence, sa donation en fera d'avance les frais ; en 896, le prêtre Valérius a obtenu des moines de St-Gall, en retour de la cession de son bien, une église lui appartenant. S'il se rendait coupable d'une faute entraînant sa définitive dégradation du ministère qui lui est confié, il recevrait au monastère sa nourriture parmi les religieux et comme eux (Wartmann, *op. cit.* t. II, 703, p. 307). Il y a lieu de mentionner à ce propos qu'un capitulaire de Charlemagne décide que les adultères enfermés dans un

En tout cas, la plupart du temps, les textes précisent que le donateur ainsi hospitalisé recevra *victus, vestitus, stipendium, praebenda* et *provenda* d'un moine (14).

Ces contrats comportent parfois, au lieu de l'abandon pur et simple du patrimoine, l'alternative d'hospitalité ou de jouissance usufruitière d'un bien (15), tantôt au choix du donateur, tantôt à celui des moines.

Enfin — et l'on arrive à la troisième modalité du premier groupe ainsi formé — la donation est faite avec réserve d'usufruit, à laquelle souvent se substitue une reprise en précaire. Cette combinaison avait l'avantage d'assurer (16) au donateur le bénéfice du patronage exercé par le monastère et de l'immunité concédée par les pouvoirs publics. Mais ce précaire pouvait encore procurer la jouissance d'un autre bien dont les moines abandonnaient en même temps l'usufruit et comme la condition du précariste devenait facilement héréditaire, une donation ainsi comprise permettait éventuellement de réaliser une bonne affaire.

Si ces donations présentent naturellement des modalités distinctes, elles ont toutes pour caractère commun de stipuler en faveur soit du donateur, soit d'un membre de sa famille ou

monastère doivent y être nourris à leurs frais s'ils possèdent des biens ou à ceux de leurs proches (*Capit. Stal.* I, Boretius, *Capitularia*, I, 215).

Certains donateurs se réservent la faculté d'être reçus au monastère quand il leur plaira : le 11 mars 863, un bienfaiteur s'exprime ainsi : « Si je désire un jour avoir place au monastère de St-Gall, j'y obtiendrai habitation convenable, le vivre et le vêtement ». Il garde naturellement l'usufruit du bien cédé aux moines (Wartmann, *op. cit.* t. II, 307, p. 121).

(14) Wartmann, *op. cit.*, t. I, 341, p. 288 ; 352, p. 327 ; t. II, 572, p. 183 ; Dronke, 628, p. 286 ; Prou-Vidier, *Chartes de St-Benoît-sur-Loire*, 37, p. 101 ; Wirtemb. U. B., 147, t. I, p. 173 ; *Chartes de Cluny*, 843, t. I, p. 798 ; Wartmann, t. II, 406, p. 27 ; 703, p. 307 ; Van Lokeren, *op. cit.* 10, t. I, p. 17.

(15) Le prêtre Martin garde jouissance du bien qu'il donne aux moines de Fulda et s'il lui plaît de quitter le siècle, on lui donnera au monastère une habitation convenable pour lui et le compagnon qu'il se sera choisi ; l'un et l'autre recevront le même *stipendium* que les religieux et néanmoins le prêtre jouira jusqu'à sa mort du bien dont il a fait tradition (Dronke, 628, p. 286), v. également le cas de Luitpret, cité plus haut, p. 11.

(16) Le précaire présentait sur la réserve d'usufruit des avantages que Mgr Lesne (*Histoire de la propriété ecclésiastique*, t. I, p. 167) a mis en lumière. Les deux procédés opèrent en faveur des moines transfèrent immédiat du droit de propriété mais avec le précaire, le monastère fait aussitôt usage de ce droit. De bénéficiaire il se transforme en bienfaiteur. L'acte d'administration qu'il opère est déjà une prise de possession. Enfin le précaire lui permet d'instituer un signe du droit de propriété qu'il vient d'acquérir. Le cens qu'acquitte parfois le donateur précariste et qui n'est jamais réclamé d'un usufruitier proprement dit est une reconnaissance du droit du monastère et procure immédiatement à celui-ci le bénéfice d'une rente modique.

Sur les précaires ecclésiastiques, pour plus de développement, v. Lesne, *op. cit.* chapitre XXVI, pp. 314-332.

de l'un de ses protégés (17). Les exemples cités en note fournissent tout un assortiment de conditions qui, par certains côtés, autorisent le rattachement de l'acte à des catégories différentes, car ces actes épousent nécessairement les réalités extrêmement complexes et diverses de la vie économique et

(17) Par exemple, en 819, Hatto se réserve l'usufruit du bien qu'il donne pour lui et pour sa femme, en stipulant qu'ils recevront nourriture et assistance selon tous leurs besoins. S'il le veut, il aura droit d'entrer au monastère (Wartmann, *op. cit.*, I, n° 242, p. 234). Le 2 mai 839, Gisalbreit donne à St-Gall tout ce qu'il possède dans une localité et en échange, le monastère aidera son indigence mais il se réserve l'usufruit de ses biens qui cessera le jour où il habitera le monastère où il sera vêtu et nourri (*id.* II, 466, p. 83). Réolus, évêque de Reims, stipule que sa fille, religieuse à Notre-Dame de Soissons, aura la jouissance, sa vie durant, de biens qu'il laisse au monastère (Flodoard, *Hist. Rem. Eccles.*, II, 10, Script. t. XIII, p. 438). En 788, les moines de Wissembourg recueillent une donation de seize journaux de terre en laissant au donateur l'usufruit de la moitié de cette terre et en lui remettant chaque année un sayon et divers autres vêtements (Zeuss, *Traditiones Wissemburgenses*, 268, p. 200). En 838, Pabo donne aux moines de St-Gall son bien dont il gardera l'usufruit mais il recevra chaque année un vêtement de lin et tous les trois ans un *pallium* (Wartmann, *op. cit.*, I, 368, p. 342). Une femme et son fils, en retour d'un bien dont ils gardent l'usufruit, obtiennent que chaque année le maître écolâtre de Fulda leur donnera un sayon, ou bien un porc ou bien quelque autre *consolatio* (*Codex diplom. Fuld.*, 617, p. 279). Le prêtre Péro abandonne immédiatement son bien aux moines de St-Gall. En échange, le prévôt du monastère lui fournira chaque année un vêtement de lin et un autre de laine jusqu'au jour où sera vacante une église dont l'usufruit lui est promis après le décès du titulaire actuel (Wartmann, *op. cit.*, t. II, 709, p. 311). En 819, Gerthrud donne ses biens au monastère de Fulda ; elle habitera avec les saintes moniales et gardera l'usufruit de ses biens sa vie durant (Dronke, *Codex diplomaticus Fuldensis*, 379, p. 171). Wolwerat a stipulé que lui et ses fils auraient l'usufruit du bien qu'il donne à St-Gall. Mais si ses fils n'ont plus la force suffisante pour exploiter la propriété, ils auront au monastère ou dans un domaine voisin le vivre et le vêtement et leur héritage reviendra aux moines (Wartmann, *op. cit.*, t. II, 494, p. 110). La mère de Lautpertus, si elle veut abandonner la jouissance du bien donné aux moines aura habitation et pitance d'un religieux (Wartmann, *op. cit.*, t. II, 406, p. 27).

Ces donations sont faites parfois en faveur de jeunes enfants qui ne sont pas des oblats ; les parents ici ne les vouent pas, ils les laissent libres d'opter plus tard entre la vie séculière et la profession monastique. C'est ainsi qu'en 964, le diacre Aynardus donne aux moines de Cluny un bien dont il garde l'usufruit, à la condition qu'ils soutiennent par leurs bienfaits ses deux petits enfants et que lui-même, s'il le veut soit admis à faire profession (*Chartes de Cluny*, t. II, 1172, p. 260). En 746, Carloman convient que l'usufruit d'un bien donné par lui au monastère de Stavelot sera laissé en précaire au neveu de l'abbé, s'il survit à son oncle (Pertz, *Diplom. maj. domus*, 13, p. 103), v. plus haut, p. 13 la note (15).

Gauzbert tiendra (en précaire, sans doute ?) sa vie durant les maisons qu'il possède à Brioude et une terre dont les moines de Sauxillanges lui cèdent la jouissance à la condition de recueillir après sa mort sa part avec la leur. S'il devient indigent et veut vendre la dite part, les moines la lui rachèteront (*Cart. Sauxil.* 90, p. 103), v. également le cas de Norbert, cité plus haut, p. 14, qui en 829 a remis un bien aux moines de St-Pierre-au-Mont-Blandin qui le lui cèdent en précaire ainsi qu'un autre bénéfice. Wisirith tient à cens des moines de

sociale et l'on ne saurait bon gré mal gré, les faire rentrer dans un compartimentage conçu après coup. Force est de respecter cette exubérance et de ne tracer dans cette masse touffue que de timides sentiers.

Quant aux motifs qui ont pu faire faire ces donations, ils

St-Gall une *cella* qu'elle leur a donnée mais elle se réserve en 817, de la mettre en gage aux mains de quelqu'un pour en obtenir la nourriture. Elle prévoit d'ailleurs que cet engagement pourra être fait au monastère (Wartmann, *op. cit.*, t. I, 222, p. 212). En 809, Réchinfrid qui a donné ses biens à St-Gall pour l'amour de J. C. et la rémission de ses péchés, pourra à son gré, ou bien aller au monastère et y recevoir un lieu d'habitation, ou bien prendre à cens le bien qu'elle a cédé aux moines (Wartmann, *op. cit.*, t. I, 201, p. 191). Meginfridus a donné en 864, aux moines de St-Bertin un bien qu'il reçoit en précaire ; il a stipulé que son fils, sa vie durant, obtiendra pleinement dans le monastère le dû monastique (*debitum monasticum*) en vivre et en vêtement (Folquin, *Cartularium Sithiense* II, 40, Guérard, *Cart. St-Bertin*, p. III). En 724, Gebartus reconnaît tenir en précaire des biens que son père a donnés au monastère de Wissembourg (Zeuss, *op. cit.*, 237, p. 248).

Cette pratique s'est poursuivie plus tard, comme l'on peut en juger, par exemple, en lisant l'acte d'oblation de 1294 dont nous devons la communication à l'obligeance de M. le Professeur Petot et que nous reproduisons ci-dessous : « In nomine domini. Amen. Anno incarnationis eiusdem m^o cc^o nonagesimo quarto, mense octobris, ego Guillermus clopardus de Villab (ichoti) notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod ego, cogitans de futuris et salutis anime mee cupiens, necnon considerans beneficia et commoda que mihi provenerunt ex viris religiosis et dominis meis karissimis abbate et conventu Cistercii et ecclesia eorumdem, in recompensatione predictorum, dono, concedo et quicquid perpetuo Deo et beate Marie Cistercii et dictis religiosis ibidem servientibus donatione irrevocabili facta inter vivos me et omnia bona mea mobilia et immobilia et per se moventia presentia et futura sub quacunque iurisdictione et iusticia sint et erunt et poterunt inveniri, et de quibus bonis ad vitam meam tamen retineo usumfructum. Et de quibus siquidem bonis donatis dictos religiosos et suos successores corporaliter investio per traditionem presentium litterarum et ex nunc dicta bona prechario nomine conficior tenere pro ipsis religiosis quousque ipsi religiosi possessionem vel quasi apprehenderint corporaliter. Actum est etiam inter me et dictos religiosos quod ego dicta bona non possum vendere, dare, alienare, extra manum meam ponere nec contractum aliquem facere de eisdem nisi provenerit de voluntate dictorum religiosorum. Immo teneor ex facto et promitto per iuramentum meum prestitum super sancta Dei Evangelia corporale dicta bona pro posse meo augmentare et predicta omnia tenere et observare et in nullo contraire de cetero tacite vel apte. Concesserunt siquidem mihi prefati religiosi pietatis intuitu ad vitam meam solummodo panem, vinum et pictanciam de conventu. Item, quatuor ulnas burelli et duo paria sotularium reddere mihi singulis annis. Item tenentur amichi administrare quamdiu vixero et fidelis eisdem extitero necessaria apud Cistercium vite mee. Item concesserunt mihi insuo cimiterio Cistercii meam liberam sepulturam. Sciendum est etiam quod ego teneor ex facto computare singulis annis cum cellerario Cistercii vel mandato eiusdem de bonis meis et super his reddere fidelem rationem, retento mihi quamdiu vixero usufructu de predictis. Volo etiam compelli ad premissa omnia observanda quasi ex re adiu dicata per curiam domini ducis Burgundie, cuius iurisdictioni quoad hoc suppono me et mea bona. In cuius rei testimonium, presentes litteras sigillum dicte curie supplicavi apponi. Actum in presencia Johannis Notarii de Nuys, Hug. Mehens clerici et Johannis de Aubigny de Ville, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis ». (*Cartulaire de Cîteaux* dit de Jean de Cirey, vol. 3, Arch. de la Côte d'Or, H^o 187, fo 3 v^o). D'autres actes de donation à charge d'entretien eurent encore lieu au XV^e s., v. plus loin, ch. IV, note 4.

sont eux-mêmes des plus variés. On a constaté par les exemples qui ont été fournis plus haut, que certains actes ne manquent pas de mettre en avant une pieuse intention : le remède de l'âme, la rémission des péchés, l'amour de Jésus-Christ, l'esprit de pénitence, bref c'est *pro Dei intuitu* qu'agit le donateur et même quand l'acte ne l'exprime pas, il est certain que souvent le bienfaiteur du monastère a été mu par un mobile de piété : l'influence, le rayonnement monastique à cette époque permettent dans bien des cas de le penser. Sans doute, cette inspiration religieuse n'a pas toujours été seule déterminante, il s'en faut probablement de beaucoup, car à bien des égards les donateurs ont recherché aussi un profit matériel — et c'était parfaitement naturel. Dans un temps où l'assurance telle qu'elle se présente maintenant n'existait pas, les contrats dont il s'agit procuraient à leurs bénéficiaires les mêmes avantages que ceux qui sont recherchés par les crédit-rentiers modernes.

Il faut bien se rendre compte en effet que, seuls, à cette époque, « les grands monastères étaient capables d'inspirer pleine confiance et, plus aisément que les églises épiscopales ils pouvaient rendre des services d'un tel ordre. Dans les monastères était organisée une hôtellerie, dont le chef devait pourvoir aux besoins des hôtes et cette hôtellerie pouvait recevoir aussi bien des hôtes permanents que des hôtes de passage. La règle de St Benoît était assez souple pour se prêter au désir qu'éprouvaient des séculiers de vivre auprès des moines, d'être associés aux mérites de leurs prières et souvent cette sorte de stage les amenait à faire eux aussi profession. Les monastères étaient en outre des centres d'exploitation beaucoup plus actifs que les églises cathédrales et que la maison de l'évêque ou des chanoines. L'organisation des métiers autour du cloître des moines leur permettait d'assurer aux crédit-rentiers au-dedans ou au-dehors du monastère les livraisons de vivres et de vêtements stipulés par eux » (18). L'organisation religieuse, sociale et économique du temps assurait ainsi par les grands monastères et par les monastères seuls l'exercice d'une fonction dévolue maintenant à des organismes spécialisés à cet effet, mais avec cette différence essentielle qu'ils offraient en plus des avantages matériels stipulés par les donateurs, un bénéfice d'ordre spirituel, fort recherché.

Ce sont ces mêmes considérations que l'on retrouve avec les contrats de rente viagère.

Ici il ne s'agit plus d'avantages en nature stipulés au profit du donateur mais d'une prestation en argent. Malheureusement

(18) Mgr Lesne, *les donations à charge de pension alimentaire du VIII^e au X^e siècle*. (Mémoires et travaux des Facultés catholiques de Lille, t. 32, Lille, 1927, pp. 33-47).

ment les documents pour l'époque franque sont des plus rares. Comme il n'y a aucune raison de supposer qu'ils aient disparu de préférence à d'autres, il semble qu'on doive en conclure que des donations de ce genre n'ont été pratiquées qu'assez tard. Cela s'explique du reste par le manque de métaux précieux et surtout d'argent monnayé. Il faut donc les rechercher en des temps moins lointains : ce n'est guère qu'au XIII^e siècle en effet que se trouvent des contrats semblables, encore n'abondent-ils pas. Un auteur qui les a spécialement étudiés en cite un qui concerne du reste un placement à fonds perdus (19) ou, comme l'on dirait maintenant, à capital aliéné. Il n'est pas interdit de penser que d'autres modalités analogues à celles que proposent actuellement les sociétés d'assurance, ont dû être envisagées mais l'on ne saurait citer à l'appui un texte véritablement formel. Cependant certains actes peuvent s'interpréter en faveur de cette assertion. Voici, par exemple, un contrat qui se rapporte au patronage des laïcs au Moyen-Age et qui, en même temps, apporte une clause de nature à reculer de deux siècles la pratique des donations à charge de rente viagère en numéraire : vers le milieu du XI^e siècle, un certain Etienne et sa femme Adelaïde donnent au monastère de Cluny l'église de St-Martin, à Vals, du diocèse de Lyon. Dans l'acte, ils conviennent qu'ils seront les associés des moines et qu'ils partageront avec eux les revenus que ces derniers pourront en retirer (20). Sans doute, s'agit-il de prestations en nature, mais il n'est pas interdit de croire que certains redevances en argent se trouvaient incluses dans les revenus présumés de l'église, objet de la donation.

Quoiqu'il en soit, il est certain que dans bien des monastères le nombre des pensions viagères était assez élevé : l'abbaye de Villers-en-Brabant en versait à 279 personnes. Vraisemblablement pour la plupart ce n'était que des prestations en nature, vêtements, entretien, subsistances, etc., mais rien n'empêche en l'absence de textes précis, de supposer à bon droit que parmi ces crédit-rentiers, il s'en trouvait quelques-uns au moins dont la pension viagère était stipulée payable en numéraire (21).

(19) En 1285, cession est faite à l'abbaye d'Herckenrode de 430 marcs liégeois moyennant une rente annuelle et viagère de 43 marcs liégeois aux cédants. (Paris, *Notices historiques*, t. IV, p. 21). L'intérêt est de 10 % du capital, ainsi qu'il est aisé de le constater. Hansay, *Note relative à des contrats de rente viagère concernant l'ancienne abbaye d'Herckenrode* (Hasselt, 1907). Voir également Genestal, *Rôle des monastères normands comme établissements de crédit*, thèse, 1901 ; Alix et Genestal, *les opérations financières de l'abbaye de Troarn*, 1904.

(20) Bruel, *Chartes de l'Abbaye de Cluny*, IV, 233, cité par Thomas, *le droit de propriété des laïques sur les églises et le patronage laïque au Moyen Age*, Bibl. Ecoles Htes études, Sc. relig., t. 19, p. 26. Leroux, édit. Paris, 1906.

(21) De Moreau, *L'abbaye de Villers-en-Brabant aux XII^e et XI^e s.*, p. 153, Bruxelles, 1909).

II. — Dans le deuxième groupe, sont rangés les actes à titre gratuit (ou parfois partiellement gratuits) et qui intéressent surtout les *matricularii*, mansionnaires, pensionnaires, hôtes et prébendiers de diverses sortes.

La matricule des pauvres (22) est la liste (*matricula*) de ceux que le monastère a choisis pour être par lui sustentés régulièrement et qu'il a organisés en une sorte de pieuse communauté astreinte à des devoirs religieux ou chargée de quelques offices subalternes. Ce sont, si l'on veut, des pauvres privilégiés : ils ont leur maison d'habitation, généralement dans les dépendances de l'abbaye. Placés sous la surveillance d'une personne, laïque ou ecclésiastique, affectée à leur garde, ils reçoivent les aumônes des fidèles, des donations, des legs, possèdent même des biens-fonds, bénéficient de certains droits et de menus profits (23), mais ils n'administrent pas eux-mêmes le patrimoine dont ils ont la jouissance et qui ne peut être détourné du service auquel il est affecté. Ce n'est pas la matricule elle-même qui est propriétaire, tout au moins elle ne l'est pas à titre distinct du monastère dont elle dépend. En retour ces *matricularii* ou marguilliers (24) sont à la disposition de l'autorité monastique : ils semblent être habituellement chargés de la police et de l'entretien du sanctuaire, se comportent parfois comme les défenseurs du droit d'asile et prêtent au besoin main forte aux ministres du culte.

(22) Mgr Lesne, *op. cit.*, t. I, p. 380 et s.

(23) Comme par exemple, à Trèves le droit de disposer des nouveau-nés abandonnés moyennant redevance à la *matricula*, (Lesne, I, p. 386).

(24) Il est inutile de faire remarquer qu'à l'heure actuelle le terme de marguillier a reçu une autre acception. Mais elle n'est pas si éloignée du sens primitif qu'on pourrait le penser.

« Dans son livre excellent et si utile sur *La législation religieuse franque de Clovis à Charlemagne*, M. Carlo de Clerq se rallie à une thèse germanique d'après laquelle les *matricularii* seraient les « serviteurs et familiers qui vivent aux dépens et sur les terres de chaque église » et s'inscrit en faux contre celle qui voit dans les *matricularii* les pauvres entretenus par le clergé. D'après lui, Mgr Lesne avait fait sienne cette seconde thèse, et pour l'époque mérovingienne dans le tome I de son *Histoire de la propriété ecclésiastique*, et pour l'époque postérieure dans un article de la *Revue Mabillon* paru en 1934. Or cet article est précisément inséré tel quel dans le volume (VI)... et l'on aperçoit tout de suite combien la position de l'auteur est beaucoup plus nuancée qu'un énoncé sommaire tendrait à le faire croire. Oui, à l'origine, les *matricularii* ont bien été les mendiants admis par les églises « à demander l'aumône à leurs portes, à qui elles distribuaient, elles aussi, des subsistances et qui formaient autour d'elles une clientèle dont en certains cas elles requièrent l'assistance », (p. 153). Qu'au IX^e siècle, les *matricularii* soient encore des indigents, des textes empruntés à Hincmar le prouvent, mais en même temps, on les voit prendre « figure de serviteurs chargés de la garde et de l'entretien du sanctuaire » (p. 165). Petit à petit, le souvenir de leur condition originelle s'effacera. *Famuli* spécialisés, « les marguilliers deviennent des sacristes et des gardiens, officiers d'église qui ne se rattachent que par une ligne historique oubliée aux mendiants qui assiègent les portes des églises », (p. 172). c. r. G. Tessier — de Lesne, VI, in *R. H. E. F.* n° 118, p. 142-3.

Mais l'existence de la matricule n'empêchait nullement d'autres nécessiteux d'être secourus à la porte du monastère : les distributions qu'ils recevaient étaient seulement aléatoires et occasionnelles. Le nombre des marguilliers variait naturellement avec les établissements monastiques et même, selon les circonstances, dans chacun d'eux. Cette institution avait notamment l'avantage d'éliminer les indignes et les turbulents, et de limiter les dépenses éventuelles du monastère qui, pour une part, voyait retomber sur lui la charge de cet entretien.

Ce devoir de l'aumône qui s'impose aux moines et qui se traduit par cette institution, se complétait dans une certaine mesure par celui de l'hospitalité (25). Il ne s'agit plus ici d'accueillir à titre permanent des laïques qui ont abandonné au monastère la propriété de leurs biens en échange de leur subsistance, mais de recevoir, bénévolement ou par force, en tout cas gratuitement, nombre de gens dans les situations les plus diverses.

Les monastères en effet ouvrent et parfois largement leur porte aux voyageurs, pèlerins, moines ou séculiers riches ou indigents. L'adoption de plus en plus répandue de la règle de St Benoît permet de régler avec précision des pratiques qui pouvaient facilement dégénérer en abus.

Mais de dérivé et de secondaire qu'il était, le soin des hôtes devient parfois l'objet essentiel et unique que se proposent les moines qui s'y adonnent. « De même que l'aumône faite par les églises ou autour d'elles a engendré la matricule des pauvres, ainsi les habitudes chrétiennes de charité envers les pauvres malades ont donné naissance, de préférence près des églises et des monastères, aux hôpitaux (*xenodochia*) » (26).

Souvent ces asiles seront des annexes des abbayes desservis par les religieux ; parfois aussi l'établissement monastique est fondé pour être un hôpital : la maison des moines est de la sorte essentiellement la maison des pauvres. Ce qui ne veut pas dire qu'elle reçoive indistinctement toutes sortes de gens sans abri. C'est ainsi, par exemple, que nombre de maisons hospitalières ont été fondées pour accueillir ces pauvres volontaires qui se sont voués à l'exil perpétuel ayant pour l'amour de Dieu quitté leur patrie et abandonné leurs biens, ceux qu'on appelle les *peregrini*. Le plus souvent, le *xenodochium* quand il n'est pas spécialement affecté aux *peregrini*, exclut les pauvres bien portants. Il reçoit, semble-t-il, sans distinction malades et incurables. Tels pourtant paraissent plutôt réservés aux invalides. Bien entendu, des asiles particuliers sont destinés aux lépreux. En général, le nombre des hospitalisés est peu considérable dans chaque établissement. Celui-ci subvient à

(25) Cf. Mgr Lesne, *op. cit.*, t. I, p. 390 et s.

(26) Cf. *id.* p. 401 et s.

tous leurs besoins. De nombreuses donations lui sont faites si bien qu'il dispose parfois de ressources importantes, ce qui ne saurait surprendre à une époque où la bienfaisance « a essentiellement un caractère ecclésiastique. Le clergé et les moines paraissent seuls aptes à posséder au nom des indigents et des malades. De même que les biens ecclésiastiques sont tenus pour le patrimoine des malheureux, ainsi qui donne aux infirmes et pour les pauvres remet nécessairement son offrande aux églises » (27).

Mais les monastères ne sont pas seulement voués à l'exercice de la charité sous forme d'aumône ou d'hospitalité, ils sont en outre regardés aussi comme une prison ou une retraite sûre. Parfois « un ordre du roi ou des évêques oblige les moines à recevoir un hôte malgré lui et malgré eux. Il n'est pas rare qu'on enferme dans un monastère des membres de la famille royale qui ont conspiré ou qui paraissent des compétiteurs possibles, des rois détrônés, des grands, rebelles ou disgraciés. Des reines s'y retirent spontanément ou y sont reléguées par ordre. On envoie des évêques coupables faire pénitence dans un cloître. Des prêtres, des laïques, simples particuliers y sont séquestrés. La réclusion de tels personnages dans les monastères constitue une charge assez lourde pour les moines qui doivent entretenir ces hôtes involontaires, leur suite et parfois les gens armés qui les surveillent » (28).

Il y a une catégorie d'hôtes que les religieux n'ont souvent acceptés qu'à contre-cœur et en formulant de vigoureuses réclamations : ce sont les fonctionnaires publics.

L'exercice du droit de gîte aux dépens des moines considéré comme abusif et dont eut à s'occuper le concile de Chalon (639-654) a fait fréquemment l'objet de dispenses officielles (29). Mais ce privilège ne protège les monastères « que

(27) *Id.*, p. 442. Il faut bien faire attention ici, ainsi que le remarque très pertinemment M. le professeur Dumas, *La notion de la propriété ecclésiastique du IX^e au XI^e s.*, in *Revue d'histoire de l'Eglise de France*, 1940, p. 19-23, que l'église était sujet de droit, qu'elle avait la personnalité morale. « Ce n'était qu'une chose soumise au droit de personnes qui en avaient la jouissance ou la disposition ». Les textes ne disent pas qu'une chose était la propriété d'une autre ; ils indiquent seulement le lien qui unit l'accessoire au principal. « Les fidèles donnaient donc des biens « pour l'église », « pour le saint lieu », « pour le monastère » (*ad ecclesiam, ad sanctum locum, ad monasterium*) ils ne les donnaient pas « à l'église », « au saint lieu » « au monastère ». Cette façon de parler n'était peut-être pas d'une latinité très classique ; mais elle montrait clairement que l'intention du donateur était de localiser son aumône afin de subvenir au service de Dieu dans l'établissement de son choix ».

(28) *Id.*, p. 391.

(29) Voici, par exemple, un extrait d'un privilège de Louis le Bègue daté de 878 mais qu'Hariulf (*Chronique de St-Riquier*, *id.* Lot, Picard, 1894) fixe à l'année 868, et qui se rapporte à Chevincourt «... quatenus nems illi mansionaticum faciat, nec in hostem vadens nec iterans, sed libera sit jam dicta villa ab omni oppressione hospitum. et libere possit suis senioribus deservire... jubemus... ut

contre les exactions commises, sous ce prétexte, par les fonctionnaires du roi et ne les exempté pas expressément des frais qu'entraînerait une visite royale ». Le déplacement d'un roi, des gens de son palais et surtout de l'armée que parfois il traîne à sa suite, est une ruine pour la région qu'il traverse. Plus tard, d'autres protestations s'élèveront contre les lourdes dépenses causées également par l'exercice du droit de gîte épiscopal lors d'une joyeuse entrée (30). On voit que toutes les occasions étaient bonnes pour user de l'hospitalité et des ressources monastiques.

Quant aux pensionnaire divers autres que les précédents et que le monastère devait entretenir à l'état permanent et à titre gracieux ou presque, on trouve souvent dans les textes du IX^e siècle l'expression de *praebendarii* ou de *provendarii* (31) : c'est la plupart du temps d'hommes du domaine qu'il s'agit et à qui des vivres sont régulièrement distribués, mais ce peut être aussi des serviteurs qui, à l'intérieur du monastère, sont nourris par les moines (32). Il faut faire attention que ce mot *praebenda* désigne également la portion d'aliments servie chaque jour à chaque membre de la communauté monastique. C'est la part qui doit être donnée : *praebenda*. On pourrait en citer de nombreux exemples (33). Lorsque cette prébende est accordée en retour d'une donation de biens, on retombe dans le cas examiné plus haut des abandons de patrimoine pour pension alimentaire. Mais, très souvent et c'est ce qui retiendra l'attention ici, ladite prébende est octroyée gratuitement à des gens du dehors. C'est ainsi qu'« Hincmar reproche, en 874, à des prêtres de son diocèse de négliger leur

nullus in praedictam villam ex omni regno nostro introeat causa ullius mansionatici sine voluntate praedictorum fratrum sed libere ab omnium hospitum oppressione maneat sine cella resultatione... » et une amende de 30 livres d'argent sanctionnait cette défense.

(30) V. Dom U. Berlière, *Le droit de gîte épiscopal lors d'une joyeuse entrée*, in « *Mélanges Paul Fournier* », Sirey 1929, p. 17-23.

(31) Mgr Lesne, *Le sens primitif du terme prébende*, in « *Mélanges Paul Fournier* », Sirey, 1929, p. 443-453.

(32) Il est difficile de généraliser car en réalité les faits varient selon les temps et les lieux : les *Recherches sur la Seigneurie rurale en Lorraine*, de M. Perrin, apportent ici encore une note intéressante. Les *praebendarii* ne sont presque jamais mentionnés dans les textes concernant cette région. Le seul où il en soit question au sens d'« individus nantis d'un lopin de terre et soumis à l'obligation du *servitium quotidianum* contre remise de la *praebenda* en nature, est un passage du Polyptique de Prüm » touchant les biens de l'abbaye à Faxe (cf. p. 88. « Un *praebendarius* de l'abbaye de Gorze signalé dans une charte de 1176-79 (Mett. II, n° 206) est un individu de condition libre qui a donné tous ses biens au monastère contre versement d'une rente viagère ». Il en va probablement de même pour les *praebendarii* des chapitres de Toul et de Metz mentionnés dans une charte de l'évêque de Toul, Gérard, de 972 (Ed. *Gallia christ.* XIII, instr. col. 437...) et dans un diplôme d'Henri III pour le chapitre cathédrale de Metz, de 1036 (Strumpf, 2494 et 2495). (Perrin, *op. cit.*, p. 153, n° 2).

(33) Voir dans Lesne, *op. cit.* les notes 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25.

église et de se faire octroyer prébende au monastère de Mont-faucon tandis que les chanoines de ce monastère viennent occuper les églises des paroisses rurales (34). De même en 962, le prêtre d'une église rurale est dit *praebendarius* du monastère de Ste-Glossinde (35).

Bien entendu, cette pratique engendre des abus contre lesquels des réclamations se font entendre et qui motivent des mesures de l'autorité. Le 24 novembre 915, Charles le Simple interdit à l'abbé de St-Mihiel d'intervenir dans l'ordonnance des biens réservés à l'usage de ses moines ; il ne pourra en changer les *ministeriales* ni donner prébende (*praebendas dare*) (36).

« Plus ou moins librement, une communauté accordera prébende à un personnage qu'elle doit se concilier. En 1102, les chanoines de St-Hilaire de Poitiers consentent à donner prébende à un certain Arbaud, moyennant l'engagement pris par lui de n'envahir ni lui, ni personne de sa parenté, aucun des biens de la collégiale (35). Il en allait de même dans les monastères où, par suite de circonstances diverses, les religieux se voyaient contraints de distraire une part de leur subsistance pour la fournir à des gens qui leur étaient recommandés par l'évêque, les autorités locales ou le roi, et progressivement ce terme de *praebendarii* qui, à l'origine, était réservé aux serviteurs désignera des personnes, généralement dans le besoin, qui seront nourries gratuitement par un établissement religieux, soit au-dedans, soit au-dehors du cloître. Ces hôtes perpétuels, mansionnaires ou pensionnaires ne fournissent en réalité aucune contre-partie appréciable mais seuls certains personnages avaient le privilège de les imposer aux monastères. C'est ce qui, à une époque plus récente, a été appelé le « droit d'oblat ». Sous d'autres noms, cette pratique a sévi non seulement en France mais dans d'autres pays et elle a persisté pendant plusieurs siècles.

Il s'agit en somme pour un prince de faire entretenir par une abbaye, et sans qu'il en coûte quoi que ce soit à lui-même un de ses protégés. On voit immédiatement que l'expression « droit d'oblat » répond assez mal aux faits que révèle l'exer-

(34) Capit. I : « *presbyteri nostrae parochiae dicuntur ecclesias suas negligere et proebendam in monasterio Montis Falconi obtinere sed et canonici ipsius monasterii ecclesias rusticarum parochiarum occupare* ». Migne, t. 125, 793).

(35) « *Et presbyter ejusdem ecclesiae debet esse praebendarius ecclesiae sanctae Glossindae* » Charte de l'évêque de Metz, Thierry B. N. Coll. Moreau, IX, 129, chartre traduite par Dom Tabouillot, *Histoire de Metz*, t. 4, 77.

(36) *Historia Francorum*, t. 9, p. 525, avril 1256. La dame Saveron possède trois pièces de pré au lieu-dit Bihi ; elle les donne à l'Abbaye de la Chalade moyennant une prébende de pain, communauté de prières et sépulture dans l'Abbaye (*Arch. dép. Meuse, La Chalade*, cité par Babin, *les lieux-dits de Boureuilles*, 1 vol. 1932, p. 43).

(37) Redet, *Recueil des actes de St-Hilaire*, 104, p. 114.

cice de cette faculté. Le « recommandé » ainsi pensionné ne saurait être assimilé à un oblat — enfant ou adulte — il suffit de se reporter à ce qui a été dit plus haut à ce sujet (38) : il n'est pas, comme un enfant, « offert » au monastère, à perpétuelle demeure, pour y mener la vie religieuse ; il ne fait pas, comme un adulte, abandon de ses biens à charge d'entretien, il n'aliène pas davantage sa liberté et ne se considère pas comme étant la propriété des religieux.

Ces pensionnaires ne sauraient d'autre part être confondus avec les *matricularii* ; sans doute, la plupart du temps, ils ne pourraient réellement subsister qu'avec la prébende qui leur est servie mais ils n'ont pas été choisis librement par l'abbaye et ne sont pas organisés en confréries.

Il semble donc bien qu'on ne puisse les ranger que dans le lot général des prébendiers et l'on verra du reste que très souvent les documents qui les concernent parlent des « prébendes » qui doivent leur être accordées. On voit maintenant la place qu'ils occupent dans l'ensemble des personnes qui ont contracté avec un monastère à charge de pension alimentaire ou de rente viagère, ou qui sont entretenus par lui gracieusement et plus ou moins librement. Ainsi cette sommaire revue des situations acquises de la sorte au haut Moyen Age aura permis de préciser dans la mesure du possible la position de ces pensionnés d'un genre spécial dont il faut maintenant s'occuper exclusivement en recherchant d'abord quelles ont pu être les origines de cette institution dite « le droit d'oblat ».

(38) V. plus haut, ch. I.

CHAPITRE III

ORIGINES DU « DROIT D'OBLAT »

Le problème des origines est double. Il s'agit d'abord de rechercher, si possible, à quelle date remonte l'institution considérée ou tout au moins, quelles sont les traces les plus anciennes qu'on en retrouve.

En second lieu, il convient de déterminer sur quelle base juridique elle repose ou à quel principe de droit il est permis de la rattacher. La question en effet n'a jamais été élucidée d'une manière satisfaisante.

Pour les origines historiques, certains auteurs se sont bornés à reproduire des textes qui leur semblaient apporter un précédent en la matière, d'autres se contentant d'un point de départ plus sûr mais moins éloigné.

Quant aux origines juridiques, les théories les plus diverses ont été soutenues et quoiqu'en général, les historiens et les juristes se réfèrent au droit de patronage, peut-être y-a-t-il lieu d'élargir le débat et de rechercher, notamment en comparant les institutions similaires, si la source première est bien celle-là et s'il est permis d'accueillir sans réserve ou sans apport nouveau le système d'explication ainsi proposé.

*
**

Il est d'abord nécessaire de procéder à quelques éliminations.

Dans son étude déjà citée (1) Dom Besse fait état, d'après Balsamon (2) d'un privilège dont jouissait le patriarche de Constantinople et qui lui permettait de placer dans les monastères soumis à sa juridiction des hommes choisis par lui. Il semble donner ce fait comme un précédent historique du « droit d'oblat ». Mais il faut remarquer d'abord que l'auteur de cette assertion (fin du XII^e siècle) ne donne aucune date à

(1) *Du droit d'oblat...*, *Revue Mabillon*, 1907, p. 1 et s.

(2) *Commentaria in canones sanctorum apostolorum*, P. L. CXXXVII, 966-7.
En voici d'ailleurs le texte : « Porro autem non solum cura animarum mo-

cette pratique : comment dès lors la situer dans le temps ? De plus, aucune justification n'est donnée permettant de contrôler les dires de cet écrivain qui rapporte cette coutume sans plus ; enfin l'on ignore quelle ampleur a pu prendre cette institution et dans quelles conditions elle jouait exactement.

Peut-on ainsi faire état de ce texte qui mentionne surtout en somme une modalité d'exercice de la charité émanant de l'autorité ecclésiastique ? Qu'il y ait là une analogie avec le « droit d'oblat », c'est admissible, mais quant à considérer cet usage comme une antériorité de celui-ci, il n'y faut point songer. Il s'agit, dit Balsamon, d'évêques chassés de leurs sièges (par les progrès de la conquête musulmane, sans doute) et réduits de ce fait à l'indigence, ou de laïcs qui manifestaient le désir de s'enfermer dans un monastère pour y mener une vie sainte, ou enfin de chrétiens privés de ressources et qui souhaitaient finir leurs jours dans une retraite pieuse. Il n'y a là qu'une catégorie particulière de *matricularii* ou de pensionnaires nommés par une autorité ecclésiastique extérieure au monastère au lieu de l'être par le chef de celui-ci et pris complètement en charge, sans contre-partie par la communauté.

Le but charitable n'est nullement contestable. Il se renforce cependant d'un souci assez vif de poursuivre le salut spirituel : préoccupation volontiers absente de l'exercice normal du « droit d'oblat ». L'on a vu qu'en France des usages analogues étaient assez courants (3) : l'on n'en conclut pas pour autant que ce précédent marque un lien de filiation avec le « droit » en question.

Laurent Bouchel dans sa *Somme bénéficiale* (4) ainsi du reste que Pasquier (5), après avoir parlé des abbayes et évêchés conférés à des laïcs, ajoute : « Et tout ainsi que souz la lignée de Martel ils confererèt les abbayes à des Capitaines, quand il

nachorum, sed ipsorum etiam saecularium, incumbit sanctissimo Patriarchae ; et quando viderit aliquem saecularium sitientem propriam salutem, quomodo continget prohiberi quominus in monasterio eum colloset, ad salutem animae ejus qui accedit ? Citra ullum enim impedimentum sanctissimo Patriarchae licebit collocare, magis quam proebendariis etiamsi documenta habeant. Praeterea quam si jubet sanctissimus mens fraternitatis usum accipere saecularem aliquem, vel monachum ex alio monasterio ab eo differente, ne det saeculari vel externo monacho monachatum, ut non gravetur monasterium adelphato. Si enim gravetur, omnino deerit monachis qui sunt intus, et pro mercede fit judicium. Si autem accedit laicorum quispiam, qui est omnino inops et pauper, ad sanctissimum meum dominum, vel ex antistibus, qui suos thronos perdiderunt, et sunt inopes, et voluerit statuere ut is victum capiat e dictiori aliquo monasterio, hoc recte faciet ; modo numerus eorum qui ordinantur mansionis facultates non excedat. Monachi enim qui sunt intus, debent praeferrí coeteris omnibus, adeaquae sunt sibi necessaria capienda ».

(3) V. plus haut, ch. II, p.

(4) Paris, in-fol. 1628, sous le mot *oblat*, p. 663.

(5) *Recherches de la France*, Paris, in-fol. 1643, livre 3, ch. 39, p. 303.

leur pleut, aussi estiment quelques uns que deslors ils se donnerent permission d'y mettre des soldats, au lieu des Religieux, quand il leur vint en fantaisie ». Jusque là, le texte peut prêter à équivoque et l'on se demande en effet à quel titre ces guerriers sont placés dans les monastères : ce que l'on sait de cette époque autorise à penser qu'il s'agit probablement des pratiques connues sous le nom de sécularisation des établissements monastiques (6). Divers rois francs s'y adonnèrent particulièrement. Mais Bouchel ajoute : « Et ne s'éloigne pas grandement de cette opinion Claude Sceissel en la vie du Roy Louis douziesme, quand il dit, qu'estant au pays de Languedoc, en une Abbaye dont je ne me ramontoy le nom, il entendit que les Religieux de ce lieu tenoient de main en main pour l'Histoire très veritable, que Charlemagne fist tuer l'un de leurs Abbez, pour avoir refusé de recevoir dans son abbaye un soldat qu'il luy avoit envoyé ». Toutefois Bouchel ne semble pas être très convaincu de la véracité de cette tradition car il déclare : « Chose qui peut estre vraye, toutesfois je croy que cette invention d'oblats est principalement deie à la troisième lignée de nos roys ».

Ainsi, à en croire sinon Bouchel et Pasquier mais Seissel, il y aurait une antériorité dans le fait rapporté au sujet de Charlemagne, car il paraît bien ici qu'il s'agit de recevoir un soldat dans le monastère pour y être entretenu. Mais que dit Seissel (7) à propos de ces violences ? : « Et mesmes l'on dict communement qu'il occit de sa main un abbé de la Grace, au pays de Languedoc, estant revestu a l'autel ; pourtant qu'il avoit refusé recevoir et nourrir un vieil gend'arme en son abbaye. Laquelle chose combien que ne l'aye trouve par escript : toutefois les gens d'iceluy lieu, et mesmement les abbez et religieux dudit monastère l'ont tousjours affirme pour tout certain ». Ce texte apporte deux précisions : d'abord il s'agirait de l'abbaye de la Grasse (8) ; ensuite c'est bien de l'exercice du « droit d'oblat » qu'il semble être question. Mais Seissel, tout en rapportant l'anecdote, n'entend, pas plus Bouchel ou Pasquier, la prendre à son compte, ce en quoi il se montre fort avisé car si l'on se reporte à une chronique très ancienne (9), l'on constate que cet incident y est mentionné sous une forme assez différente. Il résulte en effet de ce texte que l'exécution de l'abbé de la Grasse par Charlemagne aurait eu pour motif non pas le refus opposé par ce religieux d'ad-

(6) Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique*, t. II, fasc. I.

(7) *Histoire de Louis XII*, Paris, 1613, les louanges du bon roi de France, etc., p. 37.

(8) La Grasse, *Grassa, Santa Maria ad Orobionem*, arrondt. de Carcassonne, fondée en 777 ou 778.

(9) *Gesta Karoli magni ad Carcassonam et Narbonam*, édit. Schnergans, Halle 1898, t. XV de la *Romanische Bibliothek*, p. 106 et s., n° 1420 à 1515.

mettre un vieux soldat mais les iniquités commises par cet abbé et son prieur à l'égard de la femme et des fils d'un nommé Robert que Charlemagne aurait laissé à l'Abbaye pour y effectuer divers travaux. Cet homme en effet mourut, et l'abbé, malgré les promesses qu'il avait faites jeta hors du moulin qu'ils occupaient la femme et les fils du *de cujus*. Il dépouilla ensuite et jeta en prison un des fils qui était allé se plaindre à Charlemagne et dépouilla également la mère qui avait renouvelé la démarche. D'où la fureur de l'Empereur (10). Cela n'a dès lors rien à voir avec le « droit d'oblat », puisqu'il s'agit d'un artisan ou d'un ouvrier chargé d'une tâche déterminée et que le monastère devait, pendant la durée des travaux, entretenir avec sa famille. Au surplus, Charlemagne a-t-il jamais mis les pieds dans cette région ? M. Pierre Vidal (11) déclare que c'est une invention d'un moine de la Grasse et qu'en tout cas le Roussillon ne reçut jamais sa visite ? Nombre d'historiens à l'heure actuelle, semblent partager ce scepticisme en l'étendant même au Languedoc (12). Ici encore force est de renoncer délibérément à faire état de ce soi-disant précédent historique.

Durand de Maillane apporte l'écho d'une autre éven-

(10) No 1480... Postea in capite octo dierum filius minor redivit ad Karolum narrans ei qualiter abbas fecerat et qualiter spreverat ejus imperium. Karolus furore commotus cum ccc militibus ivit statim apud Grassam et intravit monasterium et abbas contabat missam ; qui eum videns tanto timore fuit perterritus, quod nichil potuit dicere. Sed Karolus expoliavit capam suam et genu flexo oravit. Postea dixit abbati quod non faceret tam longam missam. Alter timens et videns, quod ensem evagineverat, amplexaverat altare. Sed Karolus abstulit ei caput ita quod caput ivit a longe et corpus cecidit ex transverso et fuit miraculum quoniam nichil in toto altari fuit sanguine malefactum, et alli omnes fugerunt. Sed Karolus statim rogavit Beatam Virginem ut hoc ei dimitteret et condonaret, quoniam hoc fecit amore iusticie, quia abbas non meruerat ob delictum suum. Postea quesivit priorem per claustrum et domos et invenit eum et eruit ei oculos. Postea vocavit omnes monachos et dixit eis Quod nullum timorem habere ostendens eis causam, quare hoc fecerat. Et Helyas respondit ei : Domine, mala sponte nostri abbas et prior supradicta faciebant et, quia hoc fecistis, castigati erimus nos et omnes successores nostri a talibus. Et Karolus discit ei : Helias, vos estis de nobili genere et nichil debetis perperam facere et ideo comendo vobis curam totius abbacie et regatis et gubernetis et Deo dante faciemus vos abbatem Domine, dixit Helyas, quidquid Deo et vobis placuerit, faciemus. Et dum ista tractarent, Thomas venit et flens accessit ad Karolum petens qualiter abbatem interfecerat. Et Karolus narravit ei omnia. Postea petiit corpus ad sepeliendum et Karolus dedit ei. Et eo sepulto Thomas petiit comeatum a Karolo et recessit. Karolus autem stetit ibi per totam noctem et in crastinum restituit omnia uxori Roberti sibi abbata et precepit Helye ut eam diligeret et in omnibus bene et honeste se haberet ».

(Ce Thomas avait naguère refusé d'être abbé du monastère. Helyas était un moine qui avec plusieurs compagnons s'était retiré à quelque distance de la Grasse pour y fonder un nouvel établissement).

(11) *Charlemagne en Roussillon*, dans *Ruscino*, Perpignan, 1925, pp. 141-182.

(12) Calmette, *Le monde féodal*, Coll. Clio, Presses universitaires, Paris 1934, p. 106.

tuelle antériorité. Après avoir parlé de la commende et déclaré que : «... le vénérable Bède se plaignoit de ce qu'après la mort du Roi Alfrede en Angleterre, il n'y avoit point d'officiers qui ne se fût emparé de quelque monastère... » il ajoute : « Cependant le même Bède ne trouvoit pas mauvais qu'on entretint dans les monastères ceux qui avoient defendu l'Eglise et l'Etat, et que les officiers de l'armée qui combattoient contre les Barbares, possédassent quelque portion du bien de l'Eglise... » (13)

Ce texte mérite réflexion. Il semble bien indiquer, parlant de l'entretien des guerriers dans les monastères, une pratique du « droit d'oblat » mais la seconde partie de la dernière phrase ou bien exprime une autre idée ou bien si elle complète le début n'apporte pas une précision qui concorde pleinement avec le reste. Il y a ici probablement encore quelque confusion : à la réflexion, Bède ne paraît nullement faire allusion au « droit d'oblat » et le texte qu'on lui prête est d'une parfaite unité : il parle de la commende, de la sécularisation des biens ecclésiastiques, de leur appropriation par les laïcs, phénomène qui n'est pas spécial à la Grande Bretagne mais qui s'est manifesté largement en France et si on le lit dans cet esprit, on constatera que la même pensée l'inspire d'un bout à l'autre. D'ailleurs, en se reportant aux écrits eux-mêmes de Bède le Vénérable, on peut se rendre compte qu'ils confirment cette impression (14) : il s'agit de laïcs détenant indûment des monastères et non de compagnons du Roi, de soldats hospitalisés ou pensionnés dans les monastères, en vertu du « droit d'oblat ». On ne saurait par conséquent, par une interprétation apparemment fautive, d'une assertion de Durand de Maillane, se fonder sur le fait rapporté pour y avoir une pratique, avant la lettre de l'institution dont on recherche ici les origines.

Quelles fondations sûres peut-on établir sur le terrain ainsi déblayé ? La plupart des auteurs qui ont écrit sur cette question tant parmi les anciens que parmi les modernes, déclarent que la pratique du « droit d'oblat » existait au XIII^e siècle et ils ne manquent pas de citer à ce propos un arrêt du Parlement rendu en 1274.

Cet arrêt serait du 2 Février, jour de la Chandeleur. Reproduit dans les *Olim* (15) il est maintes fois mentionné (16) et concernerait l'abbaye de Cusset (17), monastère de femmes. Mais ce texte soulève diverses difficultés d'interprétation.

(13) *Dictionnaire canonique*, 2^e éd. Lyon, 1770, p. 568.

(14) Ed. Plummer, Oxford, 1896, 2 vol. texte et notes. Le passage auquel fait allusion Durand de Maillane se trouve dans la lettre à Egbert, d'York (734-735).

(15) *Olim*, II, fol. 26.

(16) Laurent Bouchel, *La somme bénéficiale*, Paris, in-fol. 1628, sous le mot *oblat*, p. 663 et s. Pasquier, *Recherche de la France*, Paris, in-fol. 1643, L. 3. ch. 39, pp. 303 et s.

(17) de Cuciaco, Cusset, départ. de l'Allier, près Vichy.

D'abord quant à sa date : certains indiquent le 2 Février 1274 (18) d'autres le 2 Février 1275 (19) ; on trouve même l'année 1279 (20) ou l'année 1273 (21), la teneur de l'arrêt étant, bien entendu, la même. Mais ce ne sont là que des fautes de transcription commises par des copistes, la véritable date étant celle qui est donnée par les *Olim*.

Ensuite, quant au monastère visé : Boutaric, s'appuyant sur les *Olim* traduit de *Cuciaco* par Cusset (22). Mais Dom Berlière, à propos d'un manuscrit de la collection Godefroy, parle de Coucy (23), tandis que, dans le même mémoire, deux pages plus haut, invoquant cette fois un arrêt du 2 Février 1275 (et non plus de 1274 mais toujours sur le même objet) il mentionne l'abbaye de Cuissy-en-Vermandois (24). La méprise est évidente et en se fondant sur l'opinion la plus généralement admise, il convient d'opter pour Cusset (25).

Une contestation, plus sérieuse, s'est élevée en outre, quant à la portée même de cet arrêt. Celui-ci ordonne en effet aux religieuses (de *Cuciaco*) de recevoir une demoiselle que le Roi avait placée dans leur couvent, en vertu de son droit de nommer, à l'occasion de son avènement à une place de moine ou de religieuse dans chacune des Abbayes du royaume qui étaient sous sa garde. Les religieuses avaient refusé sous prétexte qu'elles n'avaient pas d'abbesse à ce moment.

L'objection ici consiste à soutenir qu'il ne s'agit pas du « droit d'oblet », puisqu'il est fait mention du « droit de joyeux avènement ». C'est ainsi que Jacques Brillon déclare dans l'erreur Rebuffe, Pasquier, Chopin et « tous les auteurs qui les ont suivis en cela » car ceux-ci prétendent que cet arrêt a été rendu « pour les oblets » alors qu'il ne concerne que « le droit

(18) Boutaric, par exemple. *Actes du Parlement de Paris*, t. I, Paris, 1863, p. 179.

(19) Notamment Dom Berlière, *La Familia...*, p. 98, citant N. Didier, *la garde des églises au XIII^e s.* Paris, 1927, p. 344.

(20) *Mélanges Colbert*, t. 13, fol. 390 et s.

(21) L. de Héricourt, *Les lois ecclésiastiques de France*, 1771, p. 281, H. V. XXVII. Guénois, *La grande conférence des Ordonnances*, 1678, t. I, L. I, t. II partie III, 14, p. 32) auquel se réfère l'auteur précédent, publie un texte assez confus.

(22) *Loc. cit.* v. ci-dessus.

(23) Dom Berlière, *loc cit.* p. 100, citant *Collection Godefroy*, t. 3 ms Institut.

(24) *La familia...* p. 98.

(25) Seul le monastère de Cusset répond pleinement au texte des *Olim*. Seul des trois établissements envisagés, il avait comme traduction latine *Cuciaco* ; seul, il était un couvent de femmes : N. D. de Cusset, abbaye de Bénédictines, fondée avant 886 par Eunémius, évêque de Nevers. Cussy-en-Vermandois se disait au contraire *Cuissiacum* seu *Cussiacense*, c'était une abbaye de Prémontrés, fondée vers 1112 par Gautier de Jumigny et Ermengarde de Roucy, sa femme. Quant à Coucy, *Cociacum*, *Codiciacum*, ancien monastère sous le vocable de Saint Remy, il date de 1138 et a été fondé par l'abbé de Nogent (*Répertoire topo-bibliographique des Abbayes et prieurés*, de Dom H. Cottineau, Mâcon, 1933-1942).

de joyeux avènement à la Couronne, ainsi qu'il paroît par la teneur dudit arrêt... » (26). On verra plus loin si ce droit de joyeux avènement a quelque rapport avec le « droit d'oblat » et l'on se contentera, pour le moment, de noter simplement cette objection que soulève l'arrêt de 1274 et qui, ainsi qu'on va le voir, ne laisse du reste que provisoirement en suspens la question de savoir si oui ou non cette décision de justice marque le point limite des antériorités historiques du « droit » en cause.

Signalons en passant et pour mémoire une assertion de L. de Héricourt (27) mentionnant à la suite d'arrêts de 1273 et 1278 une autre sentence qui serait intervenue en 1247. Cette date, à cette place paraît de prime abord suspecte. Elle eût dû figurer normalement avant 1273. D'autre part, l'auteur se réfère à Guénois (28) et celui-ci parle d'un arrêt intervenu contre l'hôpital de St-Riquier le 11 décembre 1347. La cause est donc entendue, il s'agit d'une faute de copie ou d'impression pour la citation de Héricourt, d'autant plus qu'en l'an 1247 l'on ne trouve aucune décision de ce genre dans les recueils spéciaux.

Faut-il donc admettre, sous réserve de la solution à intervenir quant au droit de joyeux avènement, qu'on ne saurait déceler au-delà de 1274 un texte probant en la matière ?

Cependant un exemple cité par Thomassin est de nature à laisser quelque doute. A propos d'une dépendance de l'abbaye de St-Bénigne de Dijon dont le Roi revendique la garde en 1179 comme comte de Champagne, il est fait remarquer qu'on y nourrissait toujours un pauvre comme prébendier (29) ? N'y aurait-il pas là une pratique — avant la lettre — du « droit d'oblat » ? Si en définitive, celui-ci consiste à laisser le prince libre de faire entretenir dans un monastère une personne de son choix, le texte dont il s'agit doit s'y rapporter car il va sans dire que le roi invoquant, pour justifier sa prétention, le fait qu'un pauvre était nourri comme prébendier, la désignation de ce pauvre devait nécessairement lui incomber. Ainsi, au XII^e siècle, l'on aurait une preuve écrite, à vrai dire, indirecte, de l'existence de ce privilège (30). Mais voici que Lau-

(26) *Dictionnaire des arrêts*, t. IV Paris, 1727, au mot oblat, p. 650.

(27) L. de Héricourt, *op. cit.*, p. 281.

(28) Thomassin, n° 43, cité par Dom Berlière, *la familia...*

(30) Comment faut-il interpréter les deux textes que donne G. Lebel ? *Catalogue des actes de l'Abbaye de Saint-Denis*, Paris, 1935, p. 101 et 102. Sous le n° 334, on lit à la date de Juin 1230 : « lettre de non préjudice délivrée par le Roi Saint Louis, d'après laquelle le fils de Dreux de Corbeil (gratifié par l'abbé, sur la prière de la Reine d'une pension annuelle, en attendant d'être pourvu d'un bénéfice) ayant reçu une prébende en l'église Saint-Paul, ne pourra revendiquer aucun droit sur ladite pension » et sous le n° 533 ; à la date du 3 Juillet 1230 : « Abandon par Anseau Leclerc, fils de Dreux de Corbeil, sergent de la Reine, d'une pension de 40 livres que lui versait chaque année

rière fait état de lettres intervenues en novembre 1119 et par lesquelles le roi Louis le Gros reconnaît qu'il n'est pas en droit de mettre des oblats dans les prieurés de l'Ordre de Cluny parce qu'ils ne sont pas de fondation royale (30^{bis}). L'indication est intéressante. L'absence du texte laisse planer un doute... il n'empêche qu'on ne saurait négliger le fait.

Faut-il en conclure que l'institution dont il s'agit n'existait pas auparavant. A une époque où la coutume règne en maîtresse incontestée, les actes de l'autorité royale n'interviennent la plupart du temps que pour consacrer le droit, en le confirmant ou en l'infirmant. Une institution ne sort pas de la plume du scribe qui tient registre des décisions souveraines ; elle naît pour ainsi dire, à l'improviste au gré de circonstances particulières et procède d'abord d'un acte isolé et spontané ; c'est de la répétition de celui-ci, dans le temps et dans l'espace, que s'ourd une coutume ; pendant des années, des décades, cette dernière ne donne lieu à aucune manifestation écrite publique jusqu'au jour où un texte la ratifie ou la contredit, proclamant ainsi en tout cas son existence. Ce n'est pas nécessairement celui que recèle un dépôt d'archives, il peut être de beaucoup antérieur à celui qui reste et l'institution, de ce fait, ne saurait produire son acte de naissance. La seule chose en l'occurrence qu'il soit permis d'affirmer, c'est que la trace la plus ancienne que l'on possède date du XII^e siècle.

Certains auteurs, comme Stuckert (31), la font remonter, tout au moins sous la forme de « corrodies » au onzième et même probablement au dixième siècle. Cette supposition est parfaitement vraisemblable mais difficile à prouver avec une force suffisante.

Sans y insister et à titre d'hypothèse, pourrait-on dire, divers auteurs anciens (32) énoncent que cela daterait de la fin de la « première race de nos rois » et surtout de la seconde lignée, au temps où les puissants du jour s'attribuaient la propriété des abbayes et en disposaient en faveur de leurs protégés mais d'autres s'en tiennent à la branche capétienne (33) sans pouvoir naturellement en fournir la justification écrite : cette dernière opinion semble cependant tout-à-fait plausible. Quant à ceux qui prétendent (34) que ce « droit » ne résulte que du

l'abbé de Saint Denis ». Il semble qu'il y a bien là, avant la lettre, tous les éléments du « droit d'oblat » : concession par voie d'autorité d'une prébende ou d'une pension sur un établissement religieux au profit d'un protégé royal.

(30^{bis}) Laurière. *Table chron.*, p. 3.

(31) *Corrodies in the english monasteries*, thèse, Philadelphie, 1923, p. 16.

(32) Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique*, édition de 1770, au mot Commende. Thomassin, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, 1723, t. III, p. 763.

(33) Pasquier, *Recherches...*

(34) G. Brillonn. *Dictionnaire...* t. IV. Au mot « oblat », p. 630. (Ed. 1727). Desmaisons et Castel. *Définitions...* p. 321.

Concordat de 1516, ils sont complètement dans l'erreur puisque l'on a des textes qui en établissent l'existence avant cette date.

Cette question de l'origine dans le temps ne saurait dès lors recevoir une solution précise pleinement satisfaisante. Le « droit » est exercé sans aucun doute au XII^e siècle, il présente vraisemblablement une antériorité d'un siècle mais qui ne paraît pas devoir remonter sensiblement plus haut que le dixième siècle : c'est tout ce qu'il est permis de dire pour le moment.

Le problème de la source ou des sources juridiques va se révéler non moins épineux. Bien des solutions ont été avancées, les arguments émis à leur appui ne manquent pas de valeur parfois ; ils sont malheureusement dénués de références scripturaires solides et n'ont guère que la valeur d'hypothèses. Il faut les examiner successivement, non sans les avoir au préalable groupées sous un certain nombre de chefs.

Ceux-ci peuvent se ramener aux suivants :

1°) *Droit de gîte.*

Le droit de gîte existait depuis une époque très reculée au profit des évêques et archevêques lors de leur nomination ou de leur joyeux avènement (35). Il s'exerçait par un prélèvement soit en numéraire, soit en nature. Des abus nombreux se produisirent inévitablement et il fallut en venir à une entente avec les monastères exposés à subir les effets de ces « procurations ».

Mais le même privilège appartenait au roi et à sa suite au cours des déplacements qu'ils accomplissaient ; il permettait en outre au souverain de faire héberger ses gens de guerre, tout comme à l'heure actuelle les troupes en manœuvres ou en campagne doivent être reçues chez l'habitant, en cantonnement, sur réquisition. Sous cette forme particulière, il prenait nom de *mansionaticum*. Dès le haut moyen âge, ce droit de gîte était pratiqué et donnait lieu à des excès. Hariulf (36) à propos du domaine de Chevincourt, parle d'un privilège de Louis le Bègue qu'il date de 868 mais qui, d'après le commentateur, serait plutôt de 878, et selon lequel défense était faite d'exercer le « *mansionaticum* » sans le consentement des religieux sous peine d'une amende de 30 livres d'argent.

Dans d'autres cas, il ne s'agissait ni de dignitaires ecclésiastiques, ni de princes, de leur suite, de leurs hommes de guerre, mais de simples mortels : c'est ainsi qu'entre 1103 et 1106, les habitants de Vézelay, appuyés par le comte de Nevers, s'insurgèrent contre le monastère à cause de deux gîtes annuels en

(35) *Le droit de gîte épiscopal lors d'une joyeuse entrée*, par Dom Berlière, *Mélanges Paul Fournier*, Paris, 1929, p. 17-23.

(36) *Chronique de St-Riquier*, éd. Lot, 1894, p. 124-5.

faveur de pèlerins et qui leur avaient été imposés (37). L'on sait d'autre part (38), que parmi les redevances de tenanciers monastiques, figuraient les repas ou procurations (*deverium, redditus alberatarum, servitium alberatarum*). En réalité, le droit de gîte a pris des formes variées (39). Cette sorte d'impôt en nature n'était pas inconnue hors de France : elle existait en Ecosse puisqu'un statut du roi David II, de 1330, en fait mention (40). Le Portugal ne l'ignorait pas davantage (41).

Une coutume de ce genre se présente comme assez étendue dans l'espace comme dans le temps ; elle est caractéristique de cette époque du moyen âge, revêt naturellement des modalités diverses mais dans son existence de fait comme dans sa consistance juridique, elle ne soulève aucune contestation : force est de l'admettre. Mais dira-t-on que, pour obtenir d'être dispensés de l'exercice de ce droit à leur rencontre, les monastères en sont arrivés à passer des accords entraînant un échange d'obligations ou pour mieux dire une novation, et ont consenti à héberger, sa vie durant, un envoyé du Roi, au lieu de subir de temps à autre et dans des conditions parfois catastrophiques, le séjour du prince et de sa suite ou le passage des gens de guerre ? On l'a soutenu mais il paraît difficile, en l'absence de texte, d'appuyer cette opinion. Stuckert qui la met en avant (42) sans la proposer formellement, cite une charte de Louis VII, datée de 1157, identifiant gîte et « corrody », c'est-à-dire prébende, « *convivia que vulgo corredae vel gistae vocantur* ». Mais cela établit simplement que le droit de gîte se traduisait par une fourniture d'aliments et non que son exercice occasionnel était remplacé par l'entretien permanent d'un homme à demeure. On en est dès lors réduit ici aux conjectures. Il semble peu probable cependant que de telles

(37) Dom Berlière, *Monastères et sujets au Moyen-Age*, p. 326.

(38) *Rôles gascons*, t. I, p. XXVII.

(39) V. à ce sujet les modalités de la *sompneia* que les maires devaient à l'abbé ou aux grands baillis du monastère de Corbie (L. Dubar, *Recherches sur les officiers du monastère de Corbie jusqu'à la fin du XIII^e s.* Paris, 1931, p. 93 et s. Voir aussi ce que le chanoine Roland dit du *porsoing*. Le règlement d'avouerie de Fumay et Revin en 1262, dans *Revue historique ardennaise*, 1911, p. 303) qui se confondait parfois avec le droit de gîte, et « était originairement une redevance en nature payée à l'avoué ou au seigneur haut-justicier pour sa nourriture et celle de sa suite lorsqu'il venait tenir les trois plaids généraux annuels ou lorsque d'autres affaires l'invitaient à se rendre sur les lieux. On trouve même des seigneurs qui exigent cette prestation pour leurs chasseurs et leurs meutes. Le Comte de Rethel qui avait, à Amagne, un droit de procuration ou de gîte, permit en 1218 aux habitants de le racheter moyennant le paiement d'une redevance annuelle en argent et en nature. H. Lacaille, *Le droit de gîte à Amagne en 1211* dans *Revue hist. arden.* 1893, p. 23.

(40) Cf. Honard, *Traité sur les coutumes anglo-normandes*, t. II, p. 680.

(41) Cf. Joachim de Santa Rosa de Viterbo, *Elucidario das palavras, termos etc. V^o Comedorja*, t. I, p. 296.

(42) *Corrodies in english monasteries*, Philadelphie, 1923.

conventions soient intervenues : on ne voit même pas que dans les monastères soumis au « droit d'oblat », le droit de gîte ait cessé d'être pratiqué. Une preuve en serait fournie au besoin par l'histoire de l'abbaye de Loos (43) à une époque sans doute assez récente, en 1600 sous l'abbatiate de Pierre Carpentier, 30^e abbé. Les Archiducs Albert et Isabelle visitent le monastère. « Les religieux leur servirent une collation mais les honneurs qu'ils leur rendirent ne les empêchèrent pas, *la même année*, de charger la communauté d'une prébende ou pain d'abbaye en faveur de Louis Jacquart ». Ainsi, du moins à ce moment, l'exercice du droit de gîte ne faisait pas obstacle à celui du « droit d'oblat ». En admettant même que des accords sur une substitution de ce genre aient été conclus, leur mise en œuvre n'aurait pas manqué de soulever des contestations quelconques, motivant un recours juridictionnel ou gracieux. Le fait qu'on ne retrouve aucune trace de litiges de cette nature ne prouve pas leur inexistence mais constitue tout de même une forte présomption en faveur de celle-ci (44).

2°) — Les Abbayes n'étaient pas seulement astreintes au droit de gîte, ou « *mansionaticum* », au logement des gens de guerre, elles devaient à leur tour fournir des hommes d'armes, conformément au « droit d'ost et de chevauchée ». La question qui se pose ici n'est plus celle de savoir si ce service militaire était imposé aux seuls hommes libres ou à tous les hommes d'Eglise (45) ; il s'agit de juger si une obligation aussi générale, et assez gênante, a pu faire l'objet d'un contrat ou d'une décision souveraine en exemptant les monastères et laissant à ceux-ci, en contrepartie, le soin d'y suppléer par l'entretien à vie de prébendiers quelconques.

Que des conventions soient intervenues pour le service d'ost, ce n'est pas douteux : En 1203, les moines de St-Rémy de

(43) Par de Rosny, Lille-Paris, 1837, p. 403.

(44) On lira avec intérêt sur cette question du droit de gîte la brochure de Charles Leroy, *Le droit de gîte dans l'ancienne France*, Rouen, Imp. Lainé, 1923, qui cite de nombreux textes et montre notamment que les « rois de la troisième race se montrèrent... très jaloux de leur droit de procuration ou de gîte dans les évêchés, églises et monastères, et quelques grandes faveurs qu'ils leur aient accordées, ils ne les dispensèrent pas du droit de procuration » (p. 33). L'auteur distingue d'ailleurs nettement le droit de gîte des seigneurs et celui du roi ou des prélats. Il ne reposait pas sur les mêmes motifs : c'était pour eux plutôt une redevance résultant d'une convention qu'un droit proprement dit (30) mais nulle part, il n'est question d'y renoncer en échange du logement et de l'hébergement d'un familier.

(45) Cf. Bernard, *op. cit.* p. 275 ; Prou, dans *De la nature du service militaire dû par les roturiers au XI^e et au XII^e siècles*, (Revue historique, t. XLIV, 1890, p. 348), prétend que seuls les hommes libres avaient à s'en acquitter. Son opinion a été suivie par Audouin, *Essai sur l'armée royale au temps de Philippe Auguste*, p. 20-21, mais contestée par Luchaire, *Manuel des Institutions françaises*, p. 347, note 2, dont les conclusions sont adoptées par Sée, *Les classes rurales...*, p. 368.

Reims ont décidé, en plein accord avec Hugues, Comte de Rethel, que tous leurs hommes le suivraient à l'armée pour la défense de sa terre ou pour une expédition au-dehors (46) mais nulle part un texte n'apporte la preuve d'une modification aussi importante que celle qui est proposée plus haut, dans les obligations des abbayes.

Sans doute, il y a l'opinion de Dunod de Charnage. Celui-ci soutient (47) que le « droit d'oblat » (ou plus exactement de « pain d'abbaye ») (48) est fondé sur ce que les abbés ont été déchargés de l'obligation de fournir des soldats en temps de guerre ; qu'ils possèdent des fiefs chargés du service militaire ; et que leurs Bénéfices sont présumés de la fondation du Prince, qui en est du moins le Protecteur ». Il ajoute : « Le roi n'en a pas usé après la conquête du Pays (la Franche Comté) probablement parce que Louis XIV a pourvu à la subsistance des officiers et soldats cassés de vieillesse, ou hors de service par leurs blessures, en établissant le célèbre Hôtel des Invalides, pour lequel l'Eglise contribue annuellement, car au reste le droit étoit ancien et bien établi dans le Royaume ». Cette dernière proposition est appuyée d'un renvoi à Louët et à Pasquier (49) mais ni l'un ni l'autre, tout en attestant l'ancienneté du « droit d'oblat » n'énoncent quoi que ce soit qui puisse servir à Dunod de Charnage d'étai pour son assertion quant à la décharge du service militaire en faveur des monastères en compensation de l'institution du « droit d'oblat ». L'abbé Richard (50) reproduit l'affirmation de son prédécesseur en ajoutant : « Cette obligation rappelait aux monastères tous enrichis d'ailleurs par le Prince, la nouvelle faveur qu'ils en avaient reçue dans l'exemption du service militaire ». Mais il s'agit toujours d'une assertion purement gratuite.

D'autres avis du même genre ont du reste été émis. Les *Mémoires du Clergé* (51) à propos d'un arrêt du 26 Février 1596 exemptant les prieurés de Cluny du « droit d'oblat », reproduisent un extrait de Peleus (52) et disent en terminant : « Et quant à ce que ces oblats sont donnez aux monastères, la raison en est, qu'anciennement les Abbez contribuoient à la guerre des Rois, et alloient eux-mêmes à la guerre, maintenant qu'ils en sont exempts, on a trouve bon de mettre cette charge au lieu de l'ancienne ». Fevret (53) produit une affirmation ana-

(46) Varin, *Arch. adm.* t. I, 2 Partie, n° XVIII, p. 482.

(47) *Histoire de l'Eglise, du diocèse et de la Ville de Besançon*, Besançon, 1780, t. I, p. 367.

(48) V. ch. v.

(49) Louët et Brod. L. O. Som. 12 n° 6 ; Pasquier - *Recherches...* liv. 3, ch. 39.

(50) *Histoire du diocèse de Besançon*, Besançon, 1881, t. II, p. 176.

(51) T. IV, p. 2008.

(52) *Actions forenses*, Paris, 1634, L. II, action 29, p. 80.

(53) *Traité de l'abus*, Lausanne, 1779, t. I, L. II, Ch. V. 38, p. 164.

logue : « mais enfin l'Eglise fut rétablie dans les droits de son ancienne possession et les abbayes et monastères conférés à des Religieux titulaires vivans sous la regle et discipline canonique, qui furent affranchis et exemptés du ban et arrière ban, et contrains seulement au lieu de cette charge si onéreuse, de recevoir les soldats veterans et estropiés... » Thomassin, lui, est moins catégorique (54). Après avoir contesté l'opinion de ceux qui se fondent sur l'usurpation des abbayes par « les seigneurs et les Princes temporels du Royaume », il cite une autre prétention : « les autres ont cru que cet usage était resté depuis que les abbayes fournisoient aux Rois une quantité réglée de troupes militaires. Mais une partie des abbayes étoit exempte de cette sujétion et n'assistoit les Rois que de ces prières ou par quelques dons, comme nous avons dit ailleurs. Néanmoins, ajoute-t-il, Chopin dit qu'il y a eu des arrêts du Parlement dès l'an 1273 qui ont confirmé ce droit de nos Rois ; et comme c'est environ ce même temps que les Evêques et les abbés cessent de fournir de la milice à nos Rois, il se pourroit bien faire que la nomination d'un soldat blessé eût pris commencement dans le désistement de cette milice... » Il y a d'abord ici une confusion évidente. L'arrêt auquel Chopin fait allusion est celui de 1274 (55), à propos des religieuses de Cusset, il invoque le droit de joyeux avènement et le prébendier qu'il s'agit de faire accepter est... une femme. D'autre part, la coïncidence dont parle Thomassin aurait besoin d'être nettement établie et ce serait un argument bien fragile pour étayer cette thèse. Le vieil auteur n'insiste pas et se rallie à une opinion différente qu'il déclare plus vraisemblable.

Ainsi aucun document authentique n'est mis en avant pour soutenir de telles affirmations. En se plaçant sur le plan théorique et *a priori*, faut-il penser qu'une exonération de cette nature aurait été tellement profitable aux abbayes ? (56) Certes les expéditions guerrières étaient relativement fréquentes, au moyen âge, mais en général de courte durée et pour tout dire, occasionnelles. Le départ d'hommes pour le service d'ost constitue incontestablement une gêne, du reste limitée dans le temps et même s'ils ne revenaient pas tous, le travail des champs en souffrait assez peu, la fécondité des familles venant en aide aux déficiences éventuelles. Etait-il intéressant, écono-

(54) *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, Paris, 1728 t. III, p. 763.

(55) *Oeuvres complètes*, trad. Journef, Paris, 1662, t. II, L. III, t. XXVIII, p. 883.

(56) Desmaisons et Castel, *Les définitions du droit canon*, Paris, 1700, au mot oblat, p. 321, 6. « Autrefois les monastères estoient obligez de fournir un certain nombre de soldats au roy, en cas de nécessité de guerre, ce qui a été converti à la faculté ou au droit de fournir d'aliment à un soldat oblat, duquel les monastères sont bien moins charger que de fournir ce nombre au temps de la guerre ».

miquement parlant, pour les abbés de renoncer à une obligation aussi aléatoire contre la charge permanente et l'ennui de l'installation fixe d'un homme qui, par ses mœurs et son état d'esprit, pouvait s'accorder assez mal avec ses hôtes forcés ? Il est permis d'en douter, d'autant plus qu'on ne saisit pas l'avantage que le suzerain dont les besoins en hommes, en argent et en armes étaient pressants, devait retirer de cet arrangement.

3°) — Une troisième hypothèse s'est fait jour également : l'institution du « droit d'oblat » aurait pris naissance pour compenser la dépossession des monastères subie par les Princes. On se demande immédiatement comment cet échange a pu se faire. On n'est pas sans savoir, en effet, qu'il y a un hiatus de plusieurs siècles entre la renonciation à la sécularisation des abbayes et les premières traces de l'existence du « droit d'oblat » et l'on a vu plus haut qu'il ne fallait pas faire remonter au-delà du onzième siècle la pratique de ce dernier. On ne peut s'empêcher en outre de remarquer qu'ici encore il y aurait disproportion manifeste, dans ce contrat très éventuel, entre les avantages stipulés au profit de chacun. Pour recouvrer la pleine et entière propriété d'un monastère avec ses dépendances, s'engager à servir une modeste rente viagère en nature, est-ce possible ? De plus la sécularisation d'abord, la déséclularisation ensuite ont embrassé un nombre considérable d'abbayes et aucun auteur contemporain n'aurait fait mention de la façon dont les établissements religieux avaient recouvré leurs biens ? Sans doute, il s'agissait d'une restitution mais qui ne serait disposé à octroyer un léger pourboire à celui qui rapporte une fortune ? Théoriquement on voit mal l'intérêt d'une pareille convention. Bien sûr, il y a eu là, de la part du pouvoir, dans cette renonciation, un geste politique, donc, en principe, dans une certaine mesure du moins, gratuit, pécuniairement parlant, le bénéfice moral de l'opération restant acquis au restituant ; il n'empêche que l'instauration du « droit d'oblat », en semblable occurrence, se conçoit difficilement.

Il faut reconnaître que les auteurs qui défendent cette thèse ne la présentent pas tout-à-fait ainsi. Tout en rattachant le « droit d'oblat » à la déséclularisation, ils semblent considérer la chose comme un état de fait, comme une suite logique de la reprise en possession des biens monastiques par les ordres religieux : ils ne font du reste mention d'aucun texte, c'est une explication qu'ils donnent pour ce qu'elle vaut mais sans l'appuyer d'arguments écrits probants.

Ainsi les *Mélanges Colbert* (57) : « Cet établissement (de moines lais) selon quelques historiens vient de ce que sous

(57) Bibl. nat., t. 15, fol. 390 et s.

la race des Martels les Roys de France conféroient les abbayes à des capitaines et y mettoient plusieurs soldats, ce qui est assez conforme à quelques historiens ecclésiastiques qui nous apprennent que de la première institution des abbez et moynes c'estoient personnes seculieres qui ne tenoient aucun rang dans l'Eglise... »

Un des historiens visés par ce Recueil est sans doute Laurent Bouchel (58) puisqu'il écrit : « ... Et tout ainsi que sonz la lignée de Martel ils (nos Rois) confererēt les Abbayes a des Capitaines quand il leur pleut, aussi estiment quelques-uns que deslors ils se donnent permission d'y mettre des soldats au lieu des Religieux, quand il leur vint en fantaisie... »

Mais il est encore un auteur qui s'exprime à ce sujet avec une nuance particulière : Dufail (59), qui d'une façon incidente et après avoir mentionné un arrêt de 1562 ajoute en note ses réflexions sur l'origine du « droit d'oblat ». Pour lui, c'est « une suite de la possession en laquelle ils (les Rois) étoient dans la 1 et 2 race, même au commencement de la 3 de disposer des abbayes et des autres bénéfices du Royaume en faveur des Seigneurs, gentilshommes et autres, pour récompenser de leurs services, même à titre de fief.. »

Il y aurait en conséquence, selon ces auteurs, non pas à proprement parler stipulation expresse nouvelle mais simplement continuation et extension d'une pratique en vigueur au temps de l'ancienne possession.

4°) — *Stuckert* (60) énonce également cette thèse mais en précisant que le « droit d'oblat » ne devait s'exercer qu'au bénéfice des fondateurs ou des donateurs. Cela conduit à la quatrième hypothèse qui pose le problème du droit de patronage des donateurs.

De nombreux auteurs se rallient à cette idée. *Chopin*, par exemple, déclare (61) : « J'estime donc qu'il y a une meilleure raison que celle-là (la commende) ; qui donne le droit au Roy de présenter un oblat à une abbaye ou monastère, c'est qu'il a le droit de patronage sur toutes les Eglises. Car le Roy est le patron des Eglises de son Royaume et en ce cas il est ordonné par la disposition du droit, que les alimens doivent estre fournis au fils du Patron tombé en pauvreté, sur les revenus de l'Eglise... »

L'abbé *Richard* (62) discutant l'origine du « droit d'oblat »

(58) *Somme bénéficiale*, Paris, 1628 sous le mot Oblat, p. 663 et s. Le même texte est d'ailleurs dans Pasquier, *Recherches de la France*, Paris, 1643, l. 3, Ch. 39, p. 303.

(59) *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Rennes, 1737, t. I, l. 1, Ch. 658, p. 549.

(60) *Corrodies...* op. cit.

(61) *Œuvres complètes*, trad. Journef, Paris, 1662, t. II, l. III, t. XXVIII, p. 583.

(62) *Traité des pensions royales*, Paris, 1719, p. 186.

se montre lui aussi partisan de la thèse du patronage royal. Même opinion chez le R. P. Bauny, S. J. (63). De son côté Rebuffe (64) ne soutient pas une autre opinion « Nam si vergat patronus ad inopiam, est alendus, r. quicumque 16.9.7. c nobis, in si de jure patro. ob id si esset alias patronus pauper, teneretur monasterium ipse alere, sic et istum a Rege praesentatum : quia liut Rex, aut fiscus, sit semper dives idoneus et solvendo. l. 2. ff. de fundo dotamen jure patronatus considerate, et monasterio a se fundato, vel a praedecessoribus Regibus, aequum fuit huius modi praesentatis subvenire ».

Parmi les auteurs modernes, Dom Besse ne prend pas parti dans la controverse (65). Au contraire, pour Robert Burnand (66), la question ne fait pas de doute : « Dans les abbayes placées sous celui du Roi (le patronage), le droit s'établit *naturellement* (c'est nous qui soulignons) d'y nommer un moine qui, peu à peu, fut remplacé par un soldat estropié. L'Eglise était, en effet, obligée de fournir des aliments au patron et à ses enfants : les Rois de France ont ainsi établi ce droit très net de faire admettre un soldat, considéré comme un de leurs enfants, aux abbayes de fondation et nomination royales. D'autre part, quand les Rois de France eurent acquis le droit de nomination aux abbayes et prieurés électifs confirmatifs, ils se bornèrent à ces bénéfices. C'est à ces abbayes qu'ils nommèrent des oblats, alors qu'auparavant ils exerçaient ce droit sur toutes les communautés régulières, en vertu des titres de fondateurs ou de bienfaiteurs possédés par leurs prédécesseurs ou des seigneurs dont les terres avaient été réunies à la couronne... »

Comme on le voit, bien des auteurs tirent de la notion de patronage l'origine et la justification de l'institution en question. Cette conception peut-elle s'appuyer solidement sur des décisions souveraines de l'autorité royale ou sur des sentences judiciaires des cours compétentes ?

En général, ces historiens ou juristes se contentent d'énoncer leur opinion sans se référer à un texte quelconque de l'époque considérée. Il faut reconnaître que les actes royaux intervenus en la matière, déclarations, édits, lettres patentes, ordonnances, etc, ne sont guère explicites à cet égard ; ils se bornent la plupart du temps à invoquer le « droit » qui appartenait aux prédécesseurs du souverain de placer dans les abbayes « de fondation royale » des hommes à eux. Par exemple, l'Ordre de Cluny se prétendait exempt du « droit d'oblat », et se fondait pour obtenir satisfaction sur des lettres patentes

(63) *Pratique du droit canonique*, Rouen, 1643, l. 3, p. 564-5.

(64) *Praxis beneficiorum*, Paris, 1664, 3^e partie, p. 280-1.

(65) *Du droit d'oblat*... p. 9.

(66) *L'Hôtel royal des Invalides*, Paris, 1913 p. 8.

de Louis le Gros (1119) et de Charles VI (1397) (67). Mais ces textes ne sont-ils pas conçus en termes généraux, ne placent-ils pas l'Ordre de Cluny sous la protection royale et ne serait-ce pas par déduction, si l'on peut dire, que l'abbé de Cluny en tire le droit à l'exemption demandée ? Louis le Gros déclare en effet que tous les prieurés de l'Ordre ont été acquis par les abbés et qu'ils ne sont ni de don ni de fondation du Roi ; il veut dès lors que ceux-ci puissent les conférer sans réquisition ou présentation de quiconque. Ce document (68) ne prouve peut-être que cela.

Pour le XVI^e siècle, d'autres pièces de même nature peuvent être produites : les lettres patentes de Charles IX, du 20 Octobre 1568 (69), celles de Novembre 1553 et du 11 Octobre 1557 pour les Chartreux et du 28 Juin 1568 pour les Religieux de Sainte-Croix (70). Jovet, de son côté (71) cite des lettres patentes du 5 Mai 1536 relatives aux bénéfices inférieurs à 1200 l. Il s'agit d'une erreur manifeste. Cet acte est du 5 Mai 1636 et vise les monastères de moins de 1500 livres de revenu. Lucien Merlet (72) reproduit des lettres de provision pour une place de religieux lai et datées du 9 Septembre 1516 : partout il n'est question, sans autre explication, que du « droit » appartenant au Roi quant aux monastères de fondation royale. Antérieurement, rien, sinon une allusion de Boutaric (73) à des lettres de Philippe le Long en date de 1317 et relatives, dit-il, aux monastères d'Anjou (74). L'abbé Mollat (75) cite un autre texte qui se rapporte à l'abbaye de Préaux (76). Or, ce texte a ceci de remarquable, c'est qu'il invoque le droit de joyeux avènement mais en déclare exempt un monastère qui n'est pas de fondation royale (77). Ce document est d'Août 1320.

La jurisprudence de son côté offre une multitude d'ar-

(67) Fevret, *Traité de l'abus*, Lausanne, 1778, t. I, l. II, Ch. V 43 cite : 1119, 1329, 1360, et 1368. Secousse, *Ordonnances des Rois de France*, t. III p. 341, parle de 1339 et 1361 (lettres de sauvegarde).

(68) J. Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, Paris, 1727, t. IV, p. 630 et s.

(69) Burnand, *op. cit.*

(70) Choppin, *Œuvres complètes*, Paris, 1662, t. V, l. II, t. II, n° 10.

(71) *Bibliothèque des arrêts* Paris, 1669, 2^e Partie, p. 16 et s.

(72) *Cartulaire de l'Abbaye de la Ste-Trinité de Tiron*, Chartres, 1883, t. II, 1^{er} liv., p. 418, p. 233.

(73) *Institutions militaires de la France*, Paris, 1863, ch. IX p. 386.

(74) Déclaration du 17 Juillet 1317 portant règlement pour la réception d'un moine en chacun de plusieurs monastères du Pais d'Anjou et des environs. *Mém. du Trésor des Chartes*, t. I, fol. 148, cité par J. Brillon, *Diction. des Arrêts*, t. IV, Paris, 1727, p. 630.

(75) *Le droit de patronage en Normandie*, *Revue d'histoire ecclésiastique*, Janvier 1938, p. 23.

(76) Archiv. Eure, H. 711, f° 163 2°.

(77) La Collection Joly de Fleury, 994, f° 7, en fait mention (R. 89 du T. des Chartes, p. 379).

rêts. Mais il faut faire ici une distinction : tous s'accordent pour décider que le « droit » du Roi ne s'exerce qu'à l'égard des monastères de fondation royale tandis que certains d'entre eux seulement font état en outre d'une circonstance particulière pour qu'il soit pratiqué légitimement. Ils déclarent en effet que le roi bénéficie de ce privilège au titre de son joyeux avènement. Cette précision supplémentaire ne semble guère être en fait qu'une clause de style car les documents indiquent surabondamment que les souverains ont usé du « droit d'oblat » à tout moment au cours de leur règne. Il est permis de plus, à bien considérer les choses, de dire que ce droit de « joyeux avènement » se traduisant par une charge nouvelle au détriment des abbayes, n'était pas toujours de nature à susciter l'enthousiasme des assujettis.

Le premier arrêt rendu, à notre connaissance, en cette matière, et dont il reste trace, est celui du 2 février 1274 (1275) en la fête de la Chandeleur, à propos du monastère de Cusset, près Vichy (78). Il s'agissait, le fait vaut d'être noté, d'un couvent de femmes. Les auteurs qui citent cet arrêt sont formels, par exemple Jean Le Coq (79) qui dit : « Cum dominus rex utendo ime suo regio, in principio sui regiminis post suam coronationem in abbatia regni sui de guardia sua existente possit ponere, videlicet in monasteriis monachorum unum monachum ; et in monasteriis monialium quandam monialem... » Cet arrêt est malheureusement le seul qui ait pu être retrouvé. Sans doute les auteurs, qui en font mention se réfèrent aussi la plupart du temps à deux autres qui seraient l'un de 1278, l'autre de 1339 ou 1349 et qui, selon eux, seraient intervenus en semblable matière en invoquant le même « droit » ; aucun n'en reproduit ni la teneur ni même un résumé et les recueils consultés n'ont pas livré leur secret. Durand de Maillane (80), Guy Coquille (81), Louis de Héricourt (82), Papon (83), Thomassin (84) et Rebuffe (85), en faisant allusion à cette question parlent du droit de joyeux avènement ou plus exactement, disent que le Roi, à son avènement ou après son couronnement, peut nommer un moine lai.

Il est à remarquer, d'autre part, qu'il faut attendre désor-

(78) *Olīm*, t. II, p. 34, III.

(79) Arrestor. parte 7 *Parlamente Parisiensis stylus antiquus*, Paris, 1563, p. 395.

(80) *Dictionnaire de droit canonique*, 2^e éd. Lyon, 1770, t. I, au mot *convers*, p. 719.

(81) *Histoire du Nivernais*, Paris, 1622, p. 133.

(82) *Les lois ecclésiastiques de France*, Paris, 1771, p. 281 H. v. XXVII.

(83) *Recueil d'arrests*, Lyon, 1569 l. v., t. I, n^o 4.

(84) *Ancienne et nouvelle discipline...*, Paris, 1723, t. III, p. 763, ch. XXV.

(85) *Praxis beneficiorum*, Paris, 1664, 3^e Partie, pp. 280-1.

mais la fin du XV^e siècle pour reprendre contact avec des documents se rapportant à notre sujet : un siècle et demi pendant lequel aucune trace ne permet de suivre l'évolution du « droit » dont il s'agit. Il est vrai que cette période correspond en gros à la guerre de Cent ans et aux autres infortunes que traversa le pays de 1350 à 1480. Le premier des textes qui nous soit parvenu ensuite date de 1494 ; ils abonderont à partir de ce moment avec ampleur mais il y a un hiatus, une transition brusque puisque désormais il n'est plus fait la moindre allusion au droit de joyeux avènement, seulement au caractère présenté ou non par les abbayes quant à la qualité de leur fondateur. Nous lisons en effet dans Rupin (86) que « le 18 Juillet 1494, le Roi Charles VIII *usant des droits de la couronne* qui lui permettait de faire entretenir en chaque abbaye un homme lai... » (87).

5°) — Dans le texte cité plus haut, Burnand évoque aussi la qualité de fondateurs ou de bienfaiteurs des monarques. Un auteur, Denis Tallon, dans son *Traité de l'autorité des rois touchant l'administration de l'Eglise* (88) établit des distinctions qu'il est intéressant de reproduire. A propos de la collation des bénéfices, il écrit : «... A titre de joyeux avènement, il (le Roi) confère les bénéfices ou la première prebende vacante, après son avènement à la Couronne, dans les églises cathédrales. Et à cause du serment de fidélité, il confère la première prebende vacante dans l'Eveche ou l'Archeveche nouvellement rempli. Ce seroit une longue entreprise de chercher à fonds l'origine de tous ces droits ; je dirai seulement pour rapporter ceci à nos principes, premièrement :

« Qu'à l'égard des bénéfices de fondation royale, ce n'est pas à proprement parler, ni en qualité de Protecteur, ni en qualité de magistrat politique, que le Roi en a la collation, mais c'est en qualité de fondateur de ces bénéfices.

Et il poursuit : « Ce n'est pas en qualité de Magistrat politique, parce que si la qualité de Magistrat politique donnoit ce droit, le Roi conferroit seul, et toujours, tous les bénéfices de son Roiaume parce qu'il en est toujours le Magistrat politique...

« Ce n'est pas non plus en qualité de Protecteur, parce que le droit de protection n'est produit que pour suppléer aux besoins de l'Eglise, dans le cas où la puissance spirituelle n'y peut pourvoir ; or la collation des bénéfices n'est point une chose à laquelle la puissance spirituelle ne puisse pourvoir, si elle n'avoit les mains liées par quelque considération plus

(86) *L'Abbaye et les cloîtres de Moissac*, Paris, 1897, p. 149.

(87) Arch. dép. Tarn et Garonne, Série G. 568, *Andurandy*, 565.

(88) 1 vol. Amsterdam, 1700, pp. 286-8.

particulière ; il faut donc que les Rois les confèrent en une autre qualité, et ce ne peut être qu'en qualité de fondateurs ; non pas que ce droit de conférer soit naturellement attaché aux fondations mais parce qu'il a été, sans doute, annexé par les causes de la fondation et que c'est une stipulation qui n'est pas sans exemple...

« Quoi qu'il en soit, le Roi peut non seulement les conférer, mais il les peut charger de telles pensions que bon lui semble sans qu'il soit nécessaire de les faire homologuer en Cour de Rome... »

Il est certain que bien des actes de l'autorité au sujet des placements dans les monastères font allusion aux établissements « de fondation ou de nomination royales ». Mais la thèse de Denis Tallon ne vise que les premiers et ne rend ainsi compte, en la tenant pour exacte, que d'un aspect du problème. Il est du reste admis qu'en tant que fondateur — ou reconnu comme tel — le Souverain dispose de l'abbaye et peut l'attribuer à un tiers. Ne serait-ce pas parce qu'il en est propriétaire ? Si la fondation se distingue du patronage ou de la protection, ne se confond-elle pas avec la propriété ?

6°) — D'autres explications ont-elles encore été produites ? Sans aucun doute. D'une part, certains auteurs n'ont vu dans cette pratique du « droit d'oblat » qu'une extension des attributions de prébendes monacales, telles qu'elles existaient depuis des siècles ; d'autre part, pour divers historiens, il n'y aurait eu là qu'une des modalités du rôle charitable imparti aux abbayes.

L'on sait que les prébendes étaient accordées parfois dans des monastères et par les moines à des étrangers au prix d'une donation. On peut en citer encore quelques exemples : en 849, il a été stipulé qu'une femme séculière aurait gîte et couvert (*locum et prabendam*) dans une *cella* dépendant du monastère de Saint-Gall (89). En 873, un ménage donne des biens au monastère de Neuhausen, afin d'avoir *prabenda et stipendium* parmi les moines (90). En 953, Raimodis obtient du monastère de Cluny la *praebenda* des moines, exactement comme l'un des moines de ce lieu (*sicuti unus ex fratribus ejusdem loci*) (91). Hugues, abbé de Cluny, décide en 1067, qu'en retour de libéralités consenties par le roi d'Espagne, Alfonse, celui-ci aura au réfectoire prébende, comme s'il devait s'asseoir à la table majeure et cette part sera distribuée aux pauvres pour son salut (92), etc.

Des prébendes sont accordées de même à des personnages

(89) Wartmann, *Urkundenb. S. Gallen*, 406, t. 2, p. 27.

(90) *Wirtemb. U. B.* 147, t. I, p. 173.

(91) *Chartes de Cluny*, 843, t. I, p. 798.

(92) *Spicileg.* t. 6, p. 447.

dont on veut se concilier les faveurs (93). Il est d'autre part fréquemment stipulé dans les actes que, soit des hommes du domaine royale, des *fiscalini* (94), soit des *famuli* recevront *praebenda* aux dépens du *dominicum* (95). Mais il y a aussi des serviteurs, *praebendarii* qui, à l'intérieur des monastères sont nourris par les moines (96). Il arrive aussi qu'un prélat impose à sa communauté la charge de nourrir ses protégés : en 873, Willibert, archevêque de Cologne, s'engage, pour lui et ses successeurs, à n'accorder à personne, par abus de pouvoir, *per potentiam*, prébende la plus minime aux dépens de la substance de ces chanoines (97) et le 24 Novembre 915, Charles le Simple interdit à l'abbé de St.-Michel d'intervenir dans l'ordonnance des biens réservés à l'usage de ses moines ; il ne pourra en changer les *ministeriales* ni donner prébende (*praebendas dare*) (98). C'est qu'en effet la prébende correspondant à la portion d'aliments nécessaire à la subsistance d'un moine, entraîne soit une charge supplémentaire, soit la masse des biens à distribuer restant fixe, une diminution de la part de chacun (99). Le Concile d'Arles et de Mayence en 813 n'avait-il pas décidé qu'on ne recevrait de religieux dans un monastère qu'autant qu'il en pourrait nourrir ? De là l'extension prise par les attributions de prébende en échange de donations qui augmentaient les ressources du monastère et permettaient de consentir plus de largesses.

Précisément le rôle charitable des établissements religieux n'aurait pu s'exercer aussi facilement sans ces contreparties

(93) V. plus haut, p.

(94) Lesne, *Le sens primitif du terme prébende*, Mélanges Fournier, Paris, 1929, p. 443.

(95) V. Lesne, *op. cit.* Le 22 Janvier 832, l'abbé de St-Denis, Hilduin, établissant la menze de ses religieux, stipule que 900 muids de seigle seront affectés *ad praebendam famulorum eis servientium* (Charte d'Hilduin, Tardif, *Mon. Histor.* n° 123, p. 83). Dans le bref des domaines affectés au *victus* des moines de St-Bertin (dressé vers le milieu du IX^e siècle), il est fait mention en diverses *villae* de quatre, cinq et six *praebendarii* (Folquin, *Chartular Sithiense*, 29 ; Guérard, *Cart. S. Bertin*, p. 103 ; 30, p. 104 ; 32, p. 105) vraisemblablement des hommes du domaine à qui des vivres sont régulièrement distribués.

(96) A St-Bertin, on comptait dans les divers services (*per diversas officinas*) 95 *praebendarii*. Le texte cité par Mgr Lesne (*op. cit.*) précise qu'il leur est donné *praebenda* ainsi que les vêtements et les outils. Il s'agissait dès lors bien de vivres.

(97) Cité par Mgr Lesne, Mansi, *Conc.*, t. 17, col. 275.

(98) *Hist. Franc.*, t. 9, p. 525, cité par Lesne.

(99) « L'entretien du moine étranger était imputé sur la menze commune. Bien qu'à partir du XIII^e siècle on vit les monastères limiter le nombre de leurs habitants et conséquemment leurs prébendes monacales, il y avait toujours place pour des imprévus, tels que pensions, pains d'abbaye, portions de prébendiers ou d'oblats. C'est ainsi qu'à St-Bertin, en 1288 outre les cinquante prébendes effectives, il y avait douze prébendes nominales ». Haigneré, *Les chartes de St-Bertin*, St-Omer, 1891, t. II, p. 175, cité par Dom U. Berlière, *Les fraternités monastiques et leur rôle juridique*, dans Mémoires de l'Acad. roy. de Belgique, lettres, 2^e série, t. XI, 1920, p. 23 du tiré à part.

avantageuses. Les *praebendarii*, dénomination jadis réservée aux serviteurs, comprennent en effet bientôt les pauvres, nourris soit au dedans, soit au-dehors du cloître. Les moines de Prüm, par exemple, entretenaient sous ce nom plus de douze malheureux (100).

L'on a déjà dit que, selon Thomassin, le roi revendique en 1179 la garde d'une dépendance de l'abbaye St-Bénigne de Dijon comme Comte de Champagne en faisant remarquer qu'on y nourrissait toujours un pauvre à titre de prébendier (101). Plus loin encore, à une date qui ne peut être précisée mais qui se situe au VIII^e siècle, l'abbé Zacharie de St Gilles de Ponticello obtient le privilège d'être dispensé de recevoir un « *hominem ad habitandum* » dont il aurait dû assurer l'entretien (102).

Il est curieux de constater que cette pratique, très ancienne comme on le voit, est constante : elle traverse les siècles sans solution de continuité. Et d'autre part, elle ne cherche point à s'appuyer sur des fondements juridiques : elle existe, évolue mais se poursuit sans invoquer à son appui quelque justification légale. Mus par intérêt ou par devoir, les monastères reçoivent et entretiennent des prébendiers (103). Il y a là une image vivante de cette époque où l'esprit des légistes n'avait pas encore tenté de couler en des moules rigides la complexe et mouvante réalité sociale.

*
**

Que faut-il penser en définitive de toutes ces hypothèses mises en avant pour tenter de donner une base juridique à l'institution du « droit d'oblat » ?

(100) Beyer, *Mittelrh. U. B.* 133, p. 146, n° 2.

(101) Thomassin, *op. cit.*, cité par Berlière, *la familia...*, p. 99, v. plus haut, note 29.

(102) Troya. *Codice diplomatico Longo Bardo*. Naples, 1832, n. DLVIII I Schuster. *L'impériale abbazia di Farfa*. Rome, 1921, p. 17, cités par Berlière, *La familia...*, p. 98.

(103) Il faut citer ici un passage de Bouchel (*Somme bénéficiale...*, p. 663 et s.) vraiment pittoresque : « ... Au surplus quittant ce grand titre qu'ils (nos Rois) avoient de confer les abbayes, ils voulurent tourner leur privilège en une aumosne pitoyable, ne se donnans pas permission d'y mettre tel Religieux laïc que bon leur sembleroit, et sans cause : mais cognoissans que le bien des monasteres n'estoit pas seulement dedie aux moynes et abbez, ains que les reparations et les pauvres y avoient aussi leur part, ils voulurent que si aucun pour leur avoir fait service es guerres se trouvoit perclus de l'un de ses membres, ils le pourroient recompenser d'une place de Religieux laïc. Quoy faisant, c'estoit accomoder et l'Eglise et le pouvoir ensemblement : l'Eglise en l'excitant a une chose, qu'elle mesme sans aucune semone du Roy devoit faire ; le public en le deschargeant de l'obligation qu'il avoit envers ce pauvre soldat estropié, et donnant par mesme moyen courage aux siens de bien faire »... On ne peut qu'apprécier toute la valeur et la saveur de cette argumentation !

Rattacher celle-ci au droit de gîte ne résoud pas le problème, cela ne fait qu'en reculer la solution car force est de se demander alors d'où découle, à son tour, cette prérogative. On peut du reste se poser la même question à propos du droit de joyeux avènement. Ce sont là en effet des explications secondes, elles ne fournissent pas la clé du mystère. L'on retombe, par cascade, au droit de fondation ou de patronage, encore que les aires d'application des uns et des autres ne coïncident pas toujours exactement. Mais, de toute façon, subsiste cette difficulté majeure : qu'il s'agisse du droit de gîte ou du droit d'ost et de chevauchée, aucun texte ne saurait actuellement permettre de supposer que pour obtenir l'exemption de l'un ou de l'autre de ces droits, les monastères ont consenti à l'institution du « droit d'oblat ». Il en va de même de la thèse selon laquelle le « droit » en question aurait servi de compensation aux restitutions de biens ecclésiastiques jadis usurpés. Ni acte de l'autorité souveraine ni contrat de ce genre ne sont ici à l'origine du « droit d'oblat » ; on ne peut même pas dire qu'il y a eu concomitance ou succession logique dans les faits.

Le droit de joyeux avènement, lui, est invoqué par un document de 1274 mais celui-ci le rattache en même temps à la pratique royale du droit de garde (104) ; un autre texte de 1317 fait justice d'une prétention d'assujettir au « droit d'oblat » même les monastères qui ne sont pas de fondation royale ; il invoque également le droit de joyeux avènement, mais peut-on bâtir une théorie sur ces deux seuls textes ? Tous les documents postérieurs, en revanche, de 1494 à la fin du XVII^e siècle font état du droit de patronage.

Que faut-il entendre exactement par là ? Il est nécessaire de rappeler ici quelques notions historiques et juridiques qui doivent permettre d'éclairer la question. Deux ordres d'idées se présentent : d'une part les conditions dans lesquelles sont fondés les monastères sous les premiers rois, et, d'autre part, l'exercice de la souveraineté.

Les règles monastiques sont unanimes à exiger de quiconque fait profession, qu'il renonce d'abord à tous ses biens. Cet abandon n'est pas nécessairement consenti au monastère. Saint Benoît fait une obligation de la donation à celui-ci, par tous ceux qui n'ont pas, au préalable, distribué leur avoir aux pauvres. Mais en fait, l'une ou l'autre solution aboutit à atteindre le but qui est (105) le détachement des biens et le secours d'autrui, car le monastère, s'il est naturellement fondé pour assurer le service divin et le culte des saints, se propose avec la conversion des pécheurs, l'hospitalité et l'aumône. Pour faire face à ses obligations, il lui faut des ressources.

(104) V. plus haut, p. 32.

(105) *Reg.*, Ch. LVIII.

De là cette décision du Concile d'Orléans en 538 : chaque monastère doit se suffire à lui-même. De là même cette nécessité de n'entreprendre la fondation d'un établissement monastique que dans la mesure où, au départ, l'on est assuré d'un minimum vital que doit fournir en principe le fondateur.

Ainsi le temporel des moines est destiné, par la volonté de leurs bienfaiteurs, tant à les entretenir eux-mêmes qu'à faire subsister l'indigent. C'est tout le développement de la charité monastique qui découle de ces principes, telle qu'elle s'exerce dans tout le cours du moyen âge, avec la matricule des pauvres, etc. Il y a d'autre part un compartiment d'assistance qui incombe aux monastères dans les circonstances exceptionnelles car c'est à l'Eglise selon le vœu du temps, qu'il appartient de réparer les maux que l'invasion, la guerre, l'anarchie, la famine, l'incendie ajoutent à ce que fait déjà d'elle-même l'inclemente nature. Bien entendu, toutes les donations faites pour la subsistance des pauvres sont acceptées avec reconnaissance (106).

En réalité, sous les Carolingiens, les monastères sont épiscopaux ou royaux. Ils n'ont pas échappé en effet à l'appropriation privée. Le fondateur, propriétaire du sol où s'élèvent les constructions et qui a donné la plupart des biens destinés à entretenir les religieux est de droit propriétaire de l'établissement nouveau. Le laïque qui a agi de la sorte n'use d'ordinaire de son droit que pour le transmettre à un autre jugé plus capable de l'exercer. Ce ne peut être que le roi ou le chef d'une église. Il arrivera même à la fin de cette période qu'un monastère qui échappe à la *potestas* de l'évêque sera estimé passer nécessairement aux mains du roi et tout établissement religieux qui n'appartient à aucun propriétaire connu est réputé royal. Pour faire mieux entendre que tel est son caractère, on marquera plutôt le droit (*jus*) que le roi possède sur ce monastère et qui est évidemment en ce cas un droit de propriété. Ou bien on précisera que c'est un bien du fisc. Il en est que le roi dira être siens, lui être propres et figurer parmi ses propriétés. Le souverain tiendra ce bien dans sa *vestitura*, il appartient au *dominium* royal ou y passe par héritage. Ou bien ces monastères seront, déclare-t-on, placés sous le pouvoir et la domination du roi, sous sa puissance et défense, dans sa main, sous sa protection et son pouvoir, afin qu'il en ait le gouvernement. Toutes ces expressions paraissent synonymes et sont employées indifféremment l'une pour l'autre. Ce sont les mêmes qui caractérisent le droit du roi sur la propriété fiscale, elles signalent et définissent la condition des monas-

(106) V. Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, tome 6, la propriété ecclésiastique en France aux époques romaine et mérovingienne, Lille, 1910, p. 107 et s., 277 et s. ; 378 et s. ; 456 et s.

tères qui dépendent exclusivement du roi comme celle des terres de son domaine.

Bien entendu, le roi en dispose comme de toute propriété de son fisc mais tous les avantages qui sont assurés à celle-ci sont acquis au monastère royal : il jouit de l'immunité, du *mundium* royal, les causes qui l'intéressent seront instruites comme celles qui concernent le fisc, suivant les règles de la procédure d'enquête et jugées devant le roi ou son représentant. Un monastère ne peut, au sentiment des hommes de ce temps, être en la possession de la communauté qui l'habite et de ses abbés réguliers que sous le couvert de la propriété royale. Celle-ci est le fondement indispensable des moines vis-à-vis de toute puissance ecclésiastique ou séculière qui tenterait d'y porter atteinte. L'autonomie dont jouit un établissement monastique est rattachée, suspendue en quelque sorte au *dominium* royal. Rien n'était plus propre naturellement qu'un tel concept à multiplier le nombre des monastères royaux (107). C'est ainsi que beaucoup d'établissements sont devenus tels en vertu des règles qui président à l'acquisition d'une propriété privée. Le souverain est entré en possession des monastères fondés, dotés par lui, édifiés par son ordre sur une terre du fisc et aussi de ceux qui lui sont expressément cédés par leur fondateur et propriétaire. Or le mainbour est essentiellement la protection que le *dominus* étend sur tout ce qui lui appartient et tout ce qui dépend d'un propriétaire est placé sous son patronage (108) ; l'on arrive ainsi par ce détour qui n'était peut-être pas inutile à cette notion qui a fait jadis couler tant d'encre. Elle va permettre maintenant de mieux préciser les choses.

Quelle est la nature du droit royal issu du patronage ?

« La protection qui est due aux églises en général institue

(107) Tous les documents justificatifs avancés ici sont donnés par Lesne, *Histoire... tome II, La propriété ecclésiastique et les droits régaliens à l'époque carolingienne*, fasc. 2, *Les droits du roi sur les églises et les biens d'église VIII-X^e siècle*, (Lille, 1926, pp. 1-15), que nous ne faisons que résumer en présentant d'une manière un peu différente l'argumentation.

(108) Id., p. 15 et s. M. le Professeur Dumas déclare nettement de son côté : « L'église, centre d'une universalité de biens, était... une institution du type des choses. Ce n'était pas une chose sans maître. Elle était susceptible de propriété, de *dominium*, au profit de diverses personnes. Suivant la conception ordinaire de l'époque, ce *dominium* avait deux aspects. D'un côté il comportait une *potestas*, qui se manifestait par la possession, la saisine le propriétaire de l'église la détenait, il l'avait *in manu*, *in vestitura*, il en avait aussi les fruits, que d'ailleurs il devait appliquer à des usages conformes à la destination de la vénérable maison. D'autre part le *dominium* impliquait une *tuitio*, une *tutela*, nul mieux que le propriétaire ne pouvait défendre sa chose ; car, pour défendre une chose, il fallait la tenir en sa main ; la protection se traduisait donc par une propriété et le meilleur moyen d'assurer la défense d'une église était de la donner à celui qui était assez puissant pour en écarter les méchants... » (La notion de la propriété ecclésiastique... *loc. cit.*, p. 24).

entre elles et les rois une relation que les écrivains ecclésiastiques prennent soin de définir. Les églises sont confiées au roi pour qu'il les défende ; les biens d'église lui sont remis pour qu'il les préserve et les conserve. Ces propriétés sacrées sont sous la *defensio* et la *tuitio* du Seigneur et c'est Lui qui les confie aux princes de la terre (109) afin que ceux-ci étendent comme Lui sur les biens des églises leur *tuitio*. Le souverain reçoit en dépôt églises et biens d'église ; ils lui sont recommandés, commis ; il en a le gouvernement à l'effet de les protéger.

En employant de telles expressions, ces écrivains n'avaient pas en vue, semble-t-il, un droit de propriété proprement dit qui serait reconnu au roi sur les églises et les biens d'église ; ils lui en attribuaient seulement la tutelle. Toutefois le clergé estime que les églises sont mises entre ses mains ; le souverain les a reçus (*suscepit*) ; il en a le *regimen*, le gouvernement (*gubernandas*) et si tel est le sentiment des clercs et des moines au sujet du patronage royal, il est permis de supposer qu'au palais on lui attribuait une efficacité plus grande » (110). Remettre le monastère aux mains du roi, c'est le placer sous sa défense et pour définir la relation qui s'établit entre eux et leurs monastères les souverains emploient indifféremment les termes de protection et de propriété.

Mais il faut remarquer que le *dominium* issu de la protection ou renforcé par elle peut être plus ou moins complet. Il s'identifie parfois entièrement au droit de propriété pur et simple : un monastère *sui juris* est tenu pour propriété royale si ses privilèges établissent qu'il n'a jamais eu ou n'a plus désormais d'autre protecteur que le souverain. Les monastères ainsi placés sous son patronage sont ses monastères au même titre que ceux qui lui ont été donnés ou qu'il a fondés lui-même. Mais parfois cela représente une notion intermédiaire entre celle de la propriété et celle de la souveraineté. De toute façon, c'est par la souveraineté, le patronage, le *dominium*, la propriété même que se trouvent définies les relations du roi avec ses églises ? Ce n'est pas tout. Il y a maintenant la question du gouvernement de celles-ci et de l'usage de leurs biens. Alors apparaît, à côté de la personne morale, l'*abbatia*, c'est-à-dire à la fois le gouvernement et la jouissance d'un monastère au sens abstrait autant que l'usage au sens concret de tout ce qui est aux mains de l'abbé.

Les prérogatives royales trouvent ainsi un nouveau champ d'action : le souverain, maître du monastère, en confère l'ab-

(109) « Les biens sont possédés en vertu du droit des rois », a dit saint Augustin et c'est en s'appuyant sur ce texte que le secrétaire de Charles Le Chauve rédige une lettre au Pape Hadrien II pour soutenir les prétentions royales. (Lesne, II, 2, p. 29).

(110) Id. *op. cit.*, p. 49.

baye, c'est-à-dire la charge de l'administrer, l'ensemble des droits et des biens dont la jouissance est remise à la personne pourvue de cette charge. Le prince s'attribue le droit de collation dans l'abbaye royale. Même l'abbé élu régulièrement n'est investi que par un don du roi. Les souverains cèdent en effet l'*abbatia* au moine qu'avec leur permission la communauté s'est choisi comme abbé. Mais il n'en va pas toujours ainsi et cette jouissance peut être attribuée par eux à des favoris, religieux, clercs ou laïques qui exercent exclusivement les droits qui appartiennent au chef légitime du monastère, qu'ils prennent ou non le titre d'abbé, qu'ils fassent au besoin régir la communauté par un abbé. Quiconque est ainsi pourvu d'une abbaye, la tient par le don du roi, l'a reçue de sa munificence, de sa largesse, par son bienfait, par la faveur et le droit du palais ou autres expressions analogues (111).

Toutes les ressources dont disposerait un abbé régulier sont aux mains du bénéficiaire : celui-ci se fera entretenir par l'abbaye ainsi que sa famille, sa domesticité, ses fidèles. C'est pour éviter les abus de tels prélèvements que Louis le Pieux a prescrit la répartition des biens en deux menses, celle des moines et celle de l'abbé. Par la voie de l'hérédité, le droit bénéficiaire tend à se transformer en un droit de propriété qui émancipera les seigneurs abbés vis-à-vis des rois. Mais si, par la distribution des abbayes, ceux-ci entendent rémunérer les bons offices qu'ils réclament de leurs fidèles, ils n'hésitent pas à en priver le titulaire quand celui-ci abandonne leur cause et devient suspect de la mal servir. Le roi ne manque pas, à l'occasion, de s'attribuer à lui-même tel ou tel bénéfice. Cela peut être un moyen d'accroître ses ressources : il use en effet dans ce cas des biens comme le ferait un abbé ordinaire.

Cette pratique n'a eu lieu, il faut le reconnaître, qu'à une époque où l'attribution d'un bénéfice de ce genre à un laïque était un fait courant qui n'étonnait ou n'indignait presque personne.

Ainsi le roi use des domaines ecclésiastiques pour entretenir ses fidèles, il en réserve une part à ses propres besoins mais il peut aussi consacrer à son entretien une partie ou la totalité des biens soustraits à l'abbaye — la *divisio* reconduit à la sécularisation (112).

Si le souverain s'arroe le droit de fractionner en bénéfices au profit de ses fidèles les abbayes tenues par lui, pourquoi ne concéderait-il pas une portion déterminée des ressources des monastères sur lesquels il exerce son droit de patronage, en faveur de tel ou tel protégé ? Qui peut le plus peut le moins, et l'on comprend qu'il soit tentant de faire

(111) Id. op. cit., p. 133-4 (*jure palatino...*).

(112) Id. op. cit., p. Ch. IX.

découler de cette source juridique l'attribution des prébendes ou de toute autre forme de pension alimentaire. Et puisque le roi a la faculté de vivre aux dépens des églises, ce qu'on appelle le droit de gîte n'est lui aussi qu'une conséquence logique de ce principe. Enfin tenant les abbayes pour une part utile de son *regnum*, les abbés pour ses fidèles, le roi estime qu'il peut leur réclamer d'autres services onéreux qui consomment une portion nouvelle et considérable des ressources de l'abbaye ; c'est là au fond, que viennent aboutir les recherches d'un support juridique en faveur des diverses institutions qui peuvent retenir l'attention.

Mais alors, en ce qui concerne spécialement celle que l'on étudie ici, on comprend la tentation de la rattacher au droit de patronage.

Il n'y a pas lieu d'en discuter pour le moment : qu'il soit seulement permis de faire remarquer que, d'une part, cette prérogative comportant essentiellement l'obligation de défendre les abbayes et leur temporel, il est assez piquant de s'en réclamer pour tenter de justifier des mesures qui amputent considérablement leurs ressources, et d'autre part, il est non moins curieux de constater que le souci de conformisme juridique ne s'est manifesté en ce domaine que bien des siècles après la pratique de ces prélèvements, décorés un moment au XIII^e de « droit de joyeux avènement », ait suivi un cours assez régulier et pris un développement suffisant pour intéresser un nombre appréciable d'assujettis, de bénéficiaires et de concédants.

Reste l'explication — mais elle demeure en dehors du domaine juridique — relative à l'extension des prébendes et au rôle charitable des monastères.

En réalité, il paraît impossible, faute de pièces probantes touchant les diverses périodes historiques, de donner au « droit d'oblat » tout au long de son existence, une assise juridique satisfaisante et valable pour l'ensemble de son évolution. L'interprétation la plus plausible des faits et du droit semble pouvoir être formulée ainsi (113) : à l'origine, aucun acte de l'autorité souveraine civile ou ecclésiastique n'est venu créer le droit, donner aux faits une consistance légale quelconque. Sous l'influence des nécessités publiques, les monastères ont accepté, pour des considérations diverses, de prendre en charge l'entretien de certaines personnes, plus ou moins « recommandées », plus ou moins nécessiteuses et qui leur étaient présentées ou imposées par des personnalités variées : cela correspondait à des pratiques déjà en vigueur à d'autres titres et pouvait s'interpréter comme rentrant dans les attributions

(113) C'est sensiblement celle à laquelle paraît s'être arrêté Dom Besse, *Du Droit d'Oblat...*

charitables de ces abbayes (114). Il en a été vraisemblablement ainsi jusque vers le milieu du XIII^e siècle. A cette époque la coutume étant solidement entrée dans les mœurs, les légistes apparaissent et éprouvent le besoin non seulement de dire mais de faire le droit. Diverses contestations leur fournissent inmanquablement l'occasion d'étayer la pratique royale d'un confortot juridique. Ils mettent en avant le droit de joyeux avènement tout en essayant d'en tempérer l'application aux monastères sous la garde ou de fondation royales.

C'est ce deuxième point d'appui juridique qui va seul finalement resurgir et subsister après un siècle et demi de silence car les besoins se sont développés avec les malheurs des temps et le droit de joyeux avènement se montre, par la force des choses, d'une application trop restrictive. Il faut quelque chose de plus souple et d'une utilisation plus facile, moins limitative en tout cas. Le droit de patronage conquiert alors presque en exclusivité le premier plan et n'en délogera plus. Mais il convient de ne se faire aucune illusion à ce sujet : rien ne procède ici d'une construction juridique *a priori*, qui eut singulièrement contrasté avec les tendances du moyen âge ; il ne s'agit que d'une légitimation, d'un acte *a posteriori*, ainsi qu'il en allait fréquemment autrefois (115).

Il ne semble pas que de cet ensemble de notes puisse pour l'instant se dégager une autre solution qui, sans faire violence à l'histoire, ni trop emprunter à la fable, se montre aussi respectueuse des faits et interprète d'une façon plus satisfaisante les documents anciens en fonction de la réalité sociale du moment. Qu'on veuille bien du moins l'admettre provisoirement.

(114) « A une époque, dit Dom Berlière, (*La familia...*, p. 113-4) où les pensions de retraite n'étaient pas prévues dans les budgets des gouvernements, où la curie romaine disposait avec une générosité toujours croissante des bénéfices ecclésiastiques en faveur de ses protégés, et multipliait les pensions sur les églises et monastères d'une partie de la chrétienté, on ne s'étonnera pas trop de voir les princes qui jouissaient déjà du droit de régale ou de perception des revenus d'un évêché ou d'un monastère pendant la vacance du siège, qui, exigeaient souvent des monastères l'entretien de leurs meutes, imposer aussi aux églises la charge de soigner leurs vétérans, serviteurs et soldats ».

La conception du rôle charitable des abbayes a d'ailleurs persisté très longtemps. Dans une note sur la mendicité au XVIII^e siècle, (*Bullet. soc. histor. et scientif. des Deux-Sèvres*, années 1920-1921, p. 163-9), l'abbé Autexier analyse deux mémoires à l'Assemblée provinciale du Poitou (vers 1787) proposant de prélever une part des bénéfices des abbayes en commende et en particulier de celle de St-Lignaire pour subvenir aux besoins des pauvres. Dans le même ordre d'idées, M. L. Cathelineau relève la même requête concernant la suppression des monastères inutiles au profit des pauvres, dans les cahiers des plaintes et doléances de la communauté des habitants de la paroisse de Salles. (*Revue Mabillon*, oct. 1923, p. 302).

(115) C'est encore M. Dumas qui remarque, à propos des hommes du IX^e au XI^e siècle que « répugnant aux abstractions, ils étaient pauvres en idées juridiques ». (*La notion...*, *loc. cit.*, p. 14).

CHAPITRE IV

HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU « DROIT D'OBLAT » EN FRANCE

Si l'on prend l'institution depuis sa naissance présumée, à travers les diverses modalités qui ont pu l'affecter, jusqu'à sa transformation définitive, à la suite de la création de l'Hôtel des Invalides, trois phases paraissent devoir être dégagées :

- 1°) — des origines aux guerres de religion ;
- 2°) — des guerres de religion à la Maison de la Charité chrétienne ;
- 3°) — de la maison de la Charité chrétienne à l'Hôtel royal des Invalides.

Cette division correspond, dans l'ensemble, aux différentes étapes de l'évolution suivie par le « droit d'oblat », qui, de prestation en nature, se transforme progressivement en contribution pécuniaire, et qui, d'abord perçue individuellement en arrive à constituer une masse dotée d'affectation spéciale.

■
* *

I°) — *DES ORIGINES AUX GUERRES DE RELIGION.*

Si, comme il est vraisemblable (1), le « droit d'oblat » a reçu quelque application dès le XII^e siècle à en juger par les traces scripturaires, l'institution n'apparaît pas pendant plusieurs siècles comme très développée.

Au début, le roi dispose dans chaque monastère « sous sa garde » d'une place pour qui lui plaît, qu'il s'agisse de couvents d'hommes ou de femmes (2). Apparemment jusqu'au milieu

(1) V. plus haut, p. 34.

(2) Arrêt du 2 Février 1274 rendu par le Parlement de Paris contre les religieuses de Cusset (*Olim*, II, fol. 26).

Un autre arrêt intervint en 1286 à la Toussaint au sujet de l'abbaye de « Presles » (Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, I, 402).

du XIV^e siècle aucun changement notable n'a été apporté à ce fonctionnement. Lors de la nomination aux places d'oblats d'une personne qui paraît au roi mériter cette faveur, les monastères s'inclinent ou protestent ; interviennent alors des arrêts d'une Cour de Parlement pour départager les prétentions en conflit, ou encore des lettres patentes d'exemption : nous avons quelques précisions chronologiques à ce sujet (3). Les renseignements fragmentaires que l'on peut tirer des rares textes qui ont été conservés ne permettent pas de se faire une idée très nette de la pratique de cette institution dans cette période initiale. Aussi bien est-il fort probable qu'une certaine coutume, assez vague dans ses modalités, se manifeste qui n'a encore rien de systématique, ni même de quelque peu coordonné. Aucune règle spéciale ne semble suivie en l'occurrence, sinon celle qui vient d'être rappelée quant au droit du roi à ces nominations. Impossible de dire dans quelle mesure — large ou faible — cette prérogative s'exerce ; il est d'ailleurs difficile de discerner dans la foule des gens qui hantent au Moyen âge les abbayes quels sont ceux qui sont envoyés là par le roi et à quel titre ils s'y trouvent. En somme, il faut se borner pendant ces premiers siècles à en suivre la trace sans pouvoir déterminer l'importance prise par l'institution.

La guerre dite de Cent ans, ses ravages et ses ruines, les calamités qui l'accompagnèrent, la désorganisation qui marqua cette période projettent sur le « droit d'oblat » une ombre épaisse et à vrai dire, impénétrable (4). Aucun document de

(3) V. les arrêts mentionnés à la note précédente. On peut ajouter celui du 11 Décembre 1347 rendu contre l'Hôpital de Saint-Riquier (Guénois, *La grande conférence...*, p. 32) et celui du 23 Février 1323 au sujet de l'abbaye de Beaulieu en Bretagne (Brillon, *Dictionnaire des Arrêts*, Paris, 1727, t. IV, au mot oblat, p. 650, n. 9). Quant aux lettres patentes, celles du 17 Juillet 1317 sont plutôt une déclaration portant règlement pour la réception d'un moine « en chacun de plusieurs monastères du Païs d'Anjou et des environs » (*Mémoires du Trésor des chartes*, t. I, fol. 148, cité par Brillon, *Dictionnaire...*) et celles de Philippe V le Long, datées d'Août 1320 (*Coll. Joly de Fleury*, 994, fol. 7 R. 59 du *T. des Ch.*, p. 379) exemptent l'abbaye de Préaux du « droit d'oblat ». On pourrait faire de même état ici des lettres patentes de Louis le Gros, de novembre 1119, confirmées par ses successeurs et notamment par Charles VI en 1397 au sujet de prieurés de Clunzy (J. Brillon, *Dictionnaire...*, b. 14). Il aurait été déclaré que tous les prieurés de cet ordre n'étaient ni « de don ni de fondation royale » et qu'en conséquence les abbés pouvaient les conférer « sans la réquisition ni la représentation d'aucune autre personne ». Que Clunzy se soit armé de ce texte pour faire reconnaître plus tard son exemption du « droit d'oblat » c'est un fait mais cela ne signifie pas que ces documents avaient entendu viser cette prérogative royale : cela semble même n'avoir aucun rapport avec elle.

(4) Ce qui ne signifie pas que les donations aux monastères à charge de prestations diverses aient cessé complètement à cette époque. M. Godefroy a eu l'amabilité de nous communiquer différentes pièces concernant l'abbaye de Moutier-en-Celle dont il connaît bien l'histoire. Le 10 mars 1404/5, « par-devant Jean de Reims et Guillaume Darentières, clerks jurés », Pierre Ardeau, de la Neuville aux Bois, donne tous ses biens meubles et immeubles, « même son propre corps », pour recevoir des religieux « une demeure chez eux, consistante

cette époque n'apporte une lueur quelconque en ce domaine, même l'eût-il voulu, le roi eût été bien empêché de satisfaire son désir et de nommer utilement quelque protégé dans un monastère. Les abbayes sont dévastées, les moines dispersés, l'économie agricole demeure bouleversée, le désordre et la désolation sévissent partout. Quelle institution peut surnager dans un pareil naufrage ? Il faut dès lors attendre la libération du territoire, le retour de la paix, la reprise régulière des travaux ruraux, la remise en état des bâtiments, le réaffermissement de l'autorité royale, la répression des troubles intérieurs, pour voir renaître des conditions de vie acceptables et reparaitre des coutumes que le malheur des temps avait éloignées momentanément. Et de fait c'est pendant les dernières années du XV^e siècle, sous le règne de Louis XI, que resurgissent les nouveaux vestiges d'une institution à laquelle Charles VIII et Louis XII semblent avoir voulu rendre quelque vigueur (5).

en une chambre à feu, son vivre pour chacun jour son habillement et autres choses nécessaires à la vie comme à un religieux de ladite église »... (Résumé du XVIII^e s. *Original perdu. Arch. de l'Aube*, 7 H 1 reg. p. 227 v^o n^o 16). Le 13 janvier 1413/4, c'est « Jehan le Quittermeur et Giton sa femme licenciée et autorisée de son dit mary »... « demeurant à Tenillières » (Thennelières, Aube) effectuent une semblable donation. obtenant que « les diz religieux sont et seront tenuz de nourir et gouverner les diz marics et chacun d'eulx et leur soigné et administrer en la dite église vivre chaussure vesture et toutes leurs autres necessitez quelxconques bien et suffisamment selon leur estat »... (Orig. *Arch. Aube*, 7 H 29, carton, Thennelières, n^o 3). Le 17 janvier 1421/2, par-devant Jean Bayet et Jean de Mesgrigny, clerks jurés, Guillaume Vigneron, « ouvrier de bras et Colette sa femme demeurant cy devant à Provins (où se trouvait le prieuré de St. Ayon à Moutier-en-Celle) ont cédé et transporté à l'église (le siège abbatial étant vacant) et aux religieux de Moutier la Celle tous leurs biens meubles et immeubles »... (même texte que le premier) (Copie du XVIII^e s. *Arch. Aube*, 7 H., Reg. p. 227, v^o n^o 19). Enfin le 23 février 1437/8, devant Thibaut Perrignon et Louis Andry « clerks notaires jurés », Denisot Gouverneur et Jehannette sa femme, Jacques Fleury et Jehannette, sa femme, demeurant à Moutier la Celle, ont reconnu avoir cédé et transporté à l'église et aux religieux leurs biens meubles et immeubles à la réserve de cinq quartiers de vigne et un quartier de terre assis aux finages de Prunay et Mézières » (Aube)... (mêmes clauses que pour le premier et le troisième actes). (Copie du XVIII^e s. *Arch. Aube*, 7 H 1, reg. n^o 22)

(5) V. notamment les lettres patentes de Charles VIII, en date du 9 Janvier 1493 (*Arch. dép. Maine et Loire*, Série H, Abb. St-Florent de Saumur, carton 1884) ; celles du 18 Juillet 1494 citées plus loin (note 6) ; l'arrêt du 9 Février 1487 au sujet de l'abbaye Ste-Croix de Bordeaux (*Arch. Gironde*, H. 322 Sainte-Croix. 14).

Sous Louis XII, deux pièces non datées (*Bb. nat. ancien fonds*, ms f. 3500, n^o 68) mentionnent le don d'une place de religieux lai dans l'abbaye de Saint-Florentin en faveur de Virgile de Gonzan (fol. 87, en latin) et un autre dans l'abbaye de Saint-Maixent en faveur de Jean Bournonville (fol. 87 v^o). Dans le premier cas, il s'agit d'un vétéran ; dans le second, le bénéficiaire a participé aux guerres de Naples, il a été blessé et mutilé en plusieurs parties de son corps. Un troisième document (*Bb. nat. ancien fonds*, ms fr. 5093 — 40) indique que le roi (Louis XII) s'adressant aux religieux et couvent de Massy, au diocèse de

Cela ne saurait surprendre. Outre que les modalités générales d'existence dans le royaume favorisent plus que naguère une pareille reviviscence, il convient aussi de remarquer que la réorganisation militaire qui intervient à cette époque, pousse dans le même sens. Progressivement en effet s'institue une armée permanente : pendant plus d'un siècle, la Monarchie tirant les leçons des guerres précédentes cherchera à mettre sur pied une force capable non seulement de veiller efficacement aux frontières et de tenir garnison à l'intérieur du pays pour parer à des troubles éventuels, mais aussi de se voir rapidement accrue de contingents prévus et entraînés pour être en mesure d'affronter à bref délai les armées ennemies (6). Or, l'abandon du système féodal de mobilisation et son remplacement par la création d'unités régulières, encadrées organiquement, instruites, armées, soumises à une discipline stricte et « soldées » périodiquement par le roi, entraînent de nouveaux devoirs pour le Souverain. Puisque c'est lui qui lève directement les contingents qui sont nécessaires pour la défense du royaume, et les garde non pas seulement pour la durée des hostilités mais encore pour assurer du service en temps de paix, il est normal qu'il se montre préoccupé de leur venir en aide lorsque ces serviteurs, devenus vieux ou blessés, ne sont plus capables de gagner leur vie en continuant leurs fonctions. Si bien que, sans qu'un texte précis en fasse mention, on peut expliquer par ces considérations, la réapparition après une éclipse aussi prolongée, d'une coutume et d'un privilège royal qui était de nature à remédier en partie du moins, à de douloureuses situations.

Mais il s'agit toujours de mesures individuelles et fragmentaires. Aucune disposition d'ordre général n'intervient : la pratique du « droit d'oblat » reste au fond soumise à la bonne volonté des abbayes et au bon plaisir du roi. Il faut de plus noter ici, comme on l'a dit, que les bénéficiaires des places ont tendance à se recruter parmi l'ancien personnel militaire : on voit en effet apparaître les premiers blessés ou mutilés envoyés dans les monastères par lettres patentes : première

Bourges, leur déclare qu'il a donné « lieu en lad. Abbaye » à un de ses serviteurs « pour y estre gouverné et entretenu comme ung des relligieulx d'icelle » (fol. 127).

(6) En réalité, cette « révolution militaire » qui au « principe germanique de l'appel général aux armes » substitua la « conception latine de l'armée nationale de métier » s'échelonna de 1443 à 1598 (Gél Reboul, *Histoire militaire*, dans *Histoire de la Nation française*, t. VII, 1925, pp. 245 et s.). Cela ne veut pas dire qu'auparavant on ignorait les troupes « soldées ». L'emploi des mercenaires dans les armées du roi est attesté à la fin de la 2^e moitié du XII^e s. (H. Gérard, *Mercedier, les routiers* dans *Bb. Ecole des Chartes*, 1^{re} série III, 1841-42, p. 417) mais il est certainement antérieur (dans les chansons de geste, il est question de « soudoyers »). Il se développe depuis le règne de Philippe Auguste (F. Lot, *L'art militaire...*, Payot, 1946, p. 220).

étape d'une évolution qui va se poursuivre avec ampleur pendant les années suivantes (7). Encore un peu de temps et la pension en argent viendra parfois se substituer aux prestations en nature, à l'hébergement du moine lai (8).

C'est surtout avec François I que l'institution prendra plus d'importance que naguère : les attributions de prébendes monacales vont se multiplier. Dans une certaine mesure, la signature du Concordat de 1516 favorisera le développement de ces nominations : sans doute l'acte de Bologne comportait un nombre imposant de dispositions que contenait déjà la Pragmatique Sanction et auxquelles la Papauté s'était opposée tant qu'elles avaient fait l'objet de mesures unilatérales. Ratifiées en quelque sorte par le Concordat, elles acquéraient une force singulière et François I, sitôt obtenu — non sans difficulté — l'enregistrement de l'édit nécessaire, put s'en armer pour mettre en œuvre la politique générale qu'il entendait poursuivre dans le Royaume. Quant au « droit d'oblat » il ne s'exerçait que sur les abbayes de fondation royale ou placées sous la sauvegarde du souverain. Le roi ayant désormais acquis droit de nomination dans tous les monastères électifs, sous réserve de l'institution canonique, il étendait naturellement à ceux-ci son privilège d'attribution pour les places d'oblats. C'est du Concordat de 1516 que date cette extension de la prérogative royale (9) qui se trouvait implicitement incluse dans le nouveau régime ainsi adopté. Les vieux auteurs ne s'y sont pas trompés qui déclarent tous que le « droit d'oblat » s'exerce sur les abbayes et prieurés de fondation ou de nomination royales mais où certains semblent n'avoir pas saisi la portée de la réforme, c'est quand ils interprètent dans un sens restrictif l'édit de 1568 dont il sera question plus loin (10).

(7) V. note n° 5.

(8) Cette évolution se trouve favorisée par les mesures de contrainte qui peuvent être prises par le Souverain. Les lettres patentes du 18 Juillet 1494 par lesquelles Charles VIII prescrit à l'abbaye de Moissac de recevoir Jean Leclerc, ancien valet de pied de la reine, déclarent en effet qu'en cas de refus de l'abbé, les revenus du monastère seront saisis jusqu'à concurrence du montant d'une portion monacale.

On voit d'autre part dans ce document pour la première fois une mention relative aux occupations des oblats : il porte interdiction de faire travailler le moine lai au service de l'Eglise (Rupin. *L'Abbaye et les cloîtres de Moissac*, p. 149).

(9) C'est probablement parce qu'ils ont été frappés de constater cette extension que certains auteurs ont cru pouvoir faire dater du Concordat de Bologne l'institution du « droit d'oblat ». Nous n'avons eu aucune peine à réfuter cette allégation, v. note 34, Ch. III plus haut.

(10) Sur le Concordat de Bologne, v. Dom Poulet, *Histoire du Christianisme*, Paris, 1937, fasc. XVI-XVII, p. 327 et s. ; G. Goyau, *Histoire religieuse*, dans *l'Histoire de la nation française*, Paris, R. Pinon, *Histoire diplomatique*, dans la même collection, p. 49 — et L. Madelin, *Histoire politique*, t. II, même collection.

Pour l'interprétation de l'édit de 1568, cf. notamment L. de Héricourt, *Les*

De nombreux arrêts rendus par les juridictions compétentes prouvent la diffusion de cette pratique qui ne va pas sans soulever quelque opposition (11) et c'est vers cette époque que commence chez les auteurs une sorte de systématisation doctrinale de l'institution : la théorie, si l'on peut employer ici ce mot prétentieux en l'espèce, connaît ses premiers balbutiements (12). Enfin on assiste à une floraison d'actes variés

lois ecclésiastiques de la France, Paris, 1774, p. 281 H. V. XXVII, qui écrit ceci : « Après que nos Rois eurent acquis le droit de nomination (des abbés) aux Abbayes et Prieurés électifs confirmatifs (ce qui découle du Concordat de 1516) ils restreignirent à ces Bénéfices le droit de nommer des oblat, qu'ils exerçoient auparavant sur toutes les Communautés Régulières dont leurs prédécesseurs ou les seigneurs dont les terres avoient été réunies à la Couronne avoient été les fondateurs ou les bienfaiteurs »... Le même texte se lit chez Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique*, Lyon, 1770, t. I au mot « convers », p. 719). C'est là où gît l'erreur : il y eut, non pas restriction mais extension et l'édit de 1568 ne fit que préciser le droit du roi. Les arrêts rendus par les cours de Parlement confirment d'ailleurs pleinement l'interprétation que nous donnons ici.

Il peut être intéressant de rappeler que le « droit d'oblat » a été considéré comme découlant du Concordat (cf. notamment Desmaisons et Castel, *Les définitions du droit canonique*, Paris 1700, au mot « oblat », p. 521) : ce qui est injustifiable si l'on prend cette allégation au pied de la lettre mais ce qui contient une part de vérité si l'on veut bien admettre que le Concordat a donné comme nous le croyons, une sorte de coup de fouet au « droit d'oblat ». Mais il faut lire la suite :... « C'est pourquoi les chefs d'ordre n'y sont pas sujets et le Parlement de Paris l'a ainsi jugé pour l'abbaye du Val des Ecoilers, ce qui a été confirmé par arrêt de la Chambre Royale ; aussi les Abbayes exemptées du Concordat où l'Election a été conservée par l'article 3 de l'ordonnance de Blois, en sont exemptes »... Il s'agit naturellement de celle de 1579 ; l'article susvisé dit ceci : « pour restablir, conserver et entretenir l'Estat regulier et discipline monastique, voulons qu'advenant vocation des abbayes et monastères, qui sont Chefs d'ordre, comme Clugny, Cîteaux, Premontre, Grammont, le Val des Escholiers, S. Antoine de Viennois, la Trinité dicte des Mathurins, le Val des choux, et ceux auxquels le droict et privilège d'election a été conserve et semblablement es Abbayes et monastères de Saint Edme-Pontigny, la Ferte, Clervault et Mormont, appelez les quatre premières filles de Cîteaux, y soit pourveu par election des religieux profez desdits monastères suivant la forme des saints decret et constitutions canoniques » (Peyrissac, *Des remonstrances, edits, reglements, arrests, contrats et autres choses concernant les affaires du Clergé de France*, Paris, 1625, T. I, p. 401).

(11) Cf. notamment celui du 19 novembre 1518 du Parlement de Rouen pour une compétition entre deux oblats pourvus de la même place par Louis XII, (*Bib. nat. ms. fr. 5344*, fol. 112 v°) ; celui de 1523 du Parlement de Rouen au sujet de l'Abbaye de Saint-Ouen, (*Bib. nat. ms. fr. 41948*, fol. 67 v°, Terrien, *Commentaires*... 1634, liv. II, chap. 8, p. 35) celui du 1 décembre 1531 du Parlement de Normandie (Jovet, *Bibliothèque*... 1669, sous le mot oblat, 2^e part. p. 16. Bouchel, *Somme bénéf.* 666) ; celui du 22 décembre 1533 du Parlement de Paris contre les religieux d'Amiens (Tournet, *Arrêts*... t. II, p. 1206 ; Papon, *Recueil d'arrests*, 1569, l. 18, p. 4, n° 13) ; celui du 18 décembre 1534 du Parlement de Normandie au sujet de Mortemer en Lyons (Tournet, *op. cit.*, id. Jovet, *op. cit.*, id. ; Bouchel, *op. cit.*, id.). Celui du 22 Octobre 1545 du même (Jovet, *op. cit.*, id.).

(12) Papon fera paraître son *Recueil d'arrests* à Lyon, en 1569, tandis que Jean Le Coq (dit Johannes Gallus) avait publié dès 1563 son *Parlamenti Paris. stylus antiquus* à Paris.

qui témoigne à sa manière d'une plus effective mise en œuvre de cette prérogative royale (13). Il faut à cette occasion faire un sort aux lettres patentes qu'un auteur date du 5 Mai 1536 et qui auraient exempté de cette charge les bénéficiaires d'un revenu inférieur à 1200 livres. Il s'agit là d'une double erreur : d'abord d'une confusion avec les lettres patentes du 5 Mai 1636 et ensuite d'une faute de transcription, car dans celles-ci il est question des monastères dont les ressources ne dépassent pas 1500 livres. Ce prétendu document de 1536 n'existe pas (14).

Sous les premiers successeurs de François I, l'on assiste au développement de l'institution. Les placements sans aucun doute se poursuivaient : peut-on dire qu'ils sont plus nombreux que naguère ? Il est difficile de l'affirmer mais permis de le supposer. Ils continuent à susciter des procès (15). Ils engendrent une jurisprudence très variée, portant sur des questions fort diverses et invitant d'une part à dégager l'enseignement de la pratique de cette époque, d'autre part à préciser le sens des réformes à promouvoir.

Faut-il à ce propos ratifier l'assertion de R. Burnand (16) qui écrit : « Les places de moines laïcs leur (aux soldats estropiés) furent officiellement réservées par un arrêt du 20 décembre 1547 qui les déclarait plus dignes que tous les autres d'obtenir ces places ». Ce n'est pas possible : l'on ne voit pas sur quel édit peut s'appuyer une telle décision judiciaire qui ne saurait à ce point innover de son propre chef ; aucun autre auteur, semble-t-il, ne fait état de cet arrêt. Il aurait eu cependant assez d'importance pour être remarqué, relevé et men-

(13) V. notamment : *Bb. nat. ancien fonds*. ms. fr. 5086, fol. 78-79 : le roi (François I) s'adressant au prévôt de Paris, appelle son attention sur une réclamation faite par l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, au sujet de la place de religieux laïc à laquelle prétendait dans cette abbaye « ung nommé Pierre Donjac » alors que cette place avait été remplie pendant dix-huit mois, à partir de 1518, par « Jehan Hervieu, forgeron » de l'artillerie du roi ; *id.* ms. fr. 5124, 54 : le roi (François I) s'adressant aux religieux, abbé et couvent de Saint-Ouen de Rouen leur mande qu'étant de fondation royale ils doivent recevoir parmi eux et entretenir à titre de religieux laïc « Pierre du Reel escuyer en estat d'homme d'armes » de ses « ordonnances, au faict de ses guerres, souz les charges des feuz » Srs de Lansac et de « Chavennes, esquelles il a été grièvement blessé... jusques à la perdition de la veue », (fol. 48) ; *id.* ms. fr. 5503.10. *Actes de François I*, v. Mandement aux religieux de Saint-Euverte d'Orléans de recevoir à titre de « religieux lay... Jehan Malingre, paouvre impotent... d'ung bras » à la suite de blessures reçues à la guerre. Paris, 4 Janvier 1538 (fol. 132).

(14) Fevret, *Traité de l'abus*, T. I, l. II, ch. V, n° 46, rectifie le texte fautif de Jovet, (*op. cit.* 15), en disant : « par lettres patentes du 5 mai 1636, Sa Majesté déchargea les abbayes et prieurés »... mais commet lui aussi une erreur en ajoutant : ... « qui n'auroient douze cens livres de revenus, toutes charges faites et au-dessous, de recevoir aucun oblat »... Il s'agit de 1500 livres. V. plus loin, p.

(15) Cf. notamment ceux de 1550, 1553, 1555, 1557, 1558 que rapportent nombre d'auteurs : Bouchel, Boutaric, Brillion, etc...

(16) *Op. cit.*, p. 11.

tionné par les commentateurs. R. Burnand ne cite aucune référence à ce sujet, se bornant à renvoyer pour la production des certificats nécessaires à L. de Héricourt. Rien n'autorise à croire à l'existence de cet arrêt ; en l'espèce il s'agit tout simplement d'une lecture fautive de Guénois (17).

Les difficultés auxquelles donne lieu le placement des moines laissent forcé la jurisprudence à prendre diverses mesures en leur faveur, notamment en décidant que certaines sommes leur seront payables par provision (18) avec menace de saisie sur le temporel, en réglant les cas de double compétition (19), en précisant quels monastères sont assujettis, quels autres sont exempts (20), en interdisant les transactions alimentaires (21) et enfin, en rappelant les obligations des oblates (22). Il y a là, comme on peut en juger, une production judiciaire intéressante et qui, petit à petit, délimite le champ d'action de ce « droit », tout en façonnant les modalités de son application.

D'autre part, la royauté intervient directement dans la réglementation en vigueur et par lettres patentes, édits, déclarations ou ordonnances, trace à la magistrature les voies où celle-ci pourra s'engager délibérément. C'est ainsi qu'un édit

(17) Voici le texte de Guénois (*La grande conférence...* ; t. I, livre I, tit. II, partie III par. 14, p. 32) dont il convient de reconnaître la fâcheuse ponctuation et les erreurs d'impression : «... Le Roy par droit Royal, à son nouvel advenem. peut mettre en chacun Monastère un Religieux Lay par arrest de l'an 1273, liv. 3 fol. 26 de moines ou de nonnains Jugé à la Chandeleur 1278 contre l'Hospital de Saint Riquier le 11 décembre 1347. Autre Arrest du 20 décembre audit an. Les pauvres soldats estropiez et devenus impotens au service du Roy sont preferez à tous autres oblates. Jugé le 6 Juin 1481 pour un nommé Veron, cette ordonnance n'a lieu es benefices collatifs, ains es electifs et conventuels, où il y a moines. Jugé le 12 Mars 1585... ». La lecture attentive de ce texte ne peut donner un arrêt du 20 Décembre 1347 ; il en existe un du 20 Décembre 1347, celui que cite Guénois, mais ce n'est pas cette décision qui réserve aux estropiés les places d'oblats. D'autre part, c'est bien celle qui a été rendue à propos du nommé Véron (Cheau, *Recueil de réglemens notables*, Lyon, 1614, tit. I, ch. 8, p. 29) mais elle est du 16 Juin 1581. Guénois est dans l'erreur, cette date se défend parfaitement, puisque est intervenu l'édit de 1578 qui fait mention de cette obligation (Jovet, *Bibliothèque des arrêts*, Paris, 1669, sous le mot oblat, 2^e partie, p. 16, n° 10). La question est dès lors réglée.

(18) V. arrêt du 17 Février 1550, contre l'abbé de la Couture (Brillon, *Diction.* n° 6).

(19) V. arrêt du 27 Janvier 1337 (Brillon, *op. cit.*, n° 28 ; Bouchel, *op. cit.*, 666).

(20) V. arrêt du 19 Janvier 1533 (Brillon, *op. cit.*, n° 12, Desmaisons et Castel, *Les définitions canoniques*, 1700, Paris, p. 521, n° 7, au mot oblates ; Chopin, *Œuvres complètes*, trad. Journet, Paris, 1662, t. II, liv. III, t. XXVIII, p. 383) au sujet des Chartreux ; arrêt du 15 Septembre 1558 à propos de l'abbaye de Villeneuve (Brillon, *op. cit.*, n° 27).

(21) V. arrêt du 17 Septembre 1555 (Brillon, *op. cit.*, n° 28, Papon, *Recueil...* I. 3, t. I, n° 3).

(22) V. arrêt du 22 Octobre 1555 (Brillon, *op. cit.*, n° 28 ; Jovet, *Bibliothèque...* n° 17 ; Bouchel, *op. cit.*, 666).

de novembre 1553, daté de Villers-Cotterets exempte l'Ordre des Chartreux de la réception, nourriture et habillement des religieux laïcs (23) et confirme de la sorte l'exonération qui leur avait été reconnue par l'arrêt du 19 Janvier de la même année (24).

S'il est permis de tirer une conclusion de l'examen de cette première période, il semble possible d'avancer qu'elle conduit d'abord au dégagement du « droit d'oblet ». Confondu avec le droit de joyeux avènement, il s'en sépare finalement et laissera celui-ci de plus en plus dans l'ombre. D'autre part, les catégories respectives d'assujettis et de bénéficiaires se précisent nettement de telle sorte que la période suivante n'aura guère qu'à codifier dans une certaine mesure les décisions antérieures et à les systématiser. Enfin, aux prestations en nature se substituent parfois les pensions en argent, amorce d'une modalité d'exécution qui connaîtra une singulière fortune et marquera, par son développement, une autre phase dans la vie du « droit d'oblet ». Ce sont ces caractères généraux qui affectent cette période initiale, au milieu de bien des hésitations et des obscurités parfois mais avec une suffisante valeur.

2°) — DES GUERRES DE RELIGION A LA MAISON DE LA CHARITE CHRETIENNE.

Les guerres de religion vont profondément influencer sur l'évolution de l'institution, mais si ce fait a été souligné en général par les auteurs, il n'apparaît pas qu'ils lui aient donné toute l'importance qu'il mérite. C'est qu'en effet ces dissensions intestines et sanglantes engendreront des conditions nouvelles auxquelles la pratique va chercher à s'adapter, sans y parvenir : le vieux cadre se révèle insuffisant, les rouages grincent, le mécanisme progressivement ajusté sous les rois précédents se détraque et ne remplit plus son rôle. Les guerres de religion ont conduit à ce résultat et pour deux raisons : d'abord, elles multiplièrent le nombre des victimes susceptibles de bénéficier des faveurs royales, cela a été noté (25) sans que le nombre des places reçut un accroissement correspondant, d'où nécessairement un malaise profond et une source de difficultés considérables pour la monarchie, d'autant plus qu'elles causèrent la ruine de nombreux établissements monastiques tant par les dégâts matériels qu'elles entraînèrent que par la perpétuation de la commende qui permettait de les donner à des gentilshommes, à des femmes, à des enfants,

(23) Isambert. *op. cit.*, t. XIII, p. 352. Cet édit fut enregistré au Parlement le 1^{er} décembre (vol. X f^o 49).

(24) V. plus haut, note 20.

(25) Dom Besse, *op. cit.*, p. 11 ; Burnand, *op. cit.*, p. 11.

même à des protestants, comme supplément de revenus ou comme récompense de services de guerre et services de cour » (26). Mais en outre, les progrès du libre examen, l'extension de l'individualisme dans tous les domaines et la décadence de la moralité rendaient de plus en plus délicat le placement dans les monastères d'anciens soldats qui, sans être des hérétiques déclarés, avaient pris une mentalité nouvelle : celle-ci ne leur permettait plus de s'accomoder si peu que ce fût d'un genre de vie imprégné de spiritualité chrétienne et d'austérité. Autrement dit, le divorce, par suite des circonstances, s'aggrave entre les nécessités claustrales que les moines doivent maintenir et les préoccupations de leurs pensionnaires d'occasion : en un temps où change profondément le climat religieux, où les mœurs se modifient, où l'unité spirituelle de la nation est sérieusement compromise, la solution qu'apporte le « droit d'oblat » à un problème douloureux se révèle de moins en moins possible. Elle ne le sera plus lorsqu'à la suite de l'Edit de Nantes, l'armée royale comptant de nombreux protestants, il sera question de placer dans des établissements monastiques de religion catholique des militaires devenus huguenots. L'inconvenance sera tellement flagrante qu'on y renoncera et qu'il faudra chercher autre chose. C'est cet enchaînement inéluctable des faits et leur réelle importance qui a conduit le « droit d'oblat » sur d'autres voies sans qu'on en ait jusqu'alors dégagé avec toute la netteté souhaitable ce qu'il est permis d'appeler l'impérieux déterminisme (27).

Comment les événements se sont-ils déroulés dans ce domaine ?

Qu'il soit d'abord entendu que, *grosso modo*, les « guerres de religion » sont prises ici au moment où elles vont revêtir en France leur caractère aigu et violent, soit, pour les besoins de l'exposé, à l'accession de Charles IX au trône de France par suite du décès de son frère aîné (1560).

Il faut faire tout de suite une place particulière aux actes de l'autorité royale. D'abord le nouveau roi prend une mesure de faveur pour alléger quelque peu le fardeau que représente pour les monastères la nomination des oblats. Elle donnait lieu à la perception de droits que devaient acquitter les religieux : un règlement de février 1561 exonéra des taxes de chancellerie les lettres de provision, ne les laissant frappées que de l'ancien droit de douze deniers (28). Si judicieuse et opportune que soit

(26) Denis, *Le Cardinal de Richelieu et la réforme des monastères bénédictins*, Paris, 1913, p. 1.

(27) Dom Besse et R. Burnand ne manquent pas de représenter que le placement d'hérétiques dans les abbayes ne pouvait se soutenir mais ne montrent pas nettement le lien étroit qui rattache la maison de la Charité chrétienne aux guerres de religion par l'étape intermédiaire qui a été dégagée ici.

(28) « Lettres de provision d'aumôneries, leproseries, hospitaux, bourses de

cette disposition fiscale, elle ne touche qu'à un petit côté du problème. Un débat plus grave ne cessait de naître et méritait d'être tranché définitivement.

On a vu (29) sur quels établissements monastiques portait le droit de désignation appartenant au roi quant aux places d'oblat : abbayes de fondation royale ou placées sous sa garde ; il n'en devait toucher aucun autre. Mais l'on sait que les guerres de l'époque antérieure à celle-ci (guerres d'Italie, contre la Maison d'Autriche, etc), furent assez meurtrières et de nombreux blessés se trouvaient sans ressources : ils demandaient naturellement à bénéficier de places d'oblats et les officiers royaux chargés de la répartition entre les postulants n'apportaient pas toujours les soins souhaitables à ce travail. Soit que ces préposés aient été mal renseignés sur l'étendue des prérogatives royales ou sur la situation exacte des abbayes et prieurés, soit que le sachant ils aient tenté d'accroître ainsi indûment le nombre des assujettis, soit qu'ils aient été abusés par des manœuvres des candidats, des difficultés se produisaient, des procès s'engageaient, des réclamations de toute façon, se faisaient jour. Charles IX résolut d'en finir et les lettres patentes du 20 Octobre 1568, enregistrées le 26 du mois suivant (30) rappelèrent quels étaient les droits du souverain en cette matière.

Après avoir insisté sur ce fait que «... noz predecesseurs Roys... n'ont jamais prétendu aucune provision es places de religieux laiz ou oblats, sinon es abbayes et prieurez qui sont a notre nomination et de fondation royale, et non en celles qui sont à la collation et disposition des prélats, abbez, chapitres et communautéz de nostre royaume... » le signataire du document ne fait aucune difficulté pour reconnaître que... « par importunité ou autrement on a puis quelques années obtenu plusieurs noz lettres... pour contraindre aucuns abbez et prieurs de la qualité susdite, qui de faict ont esté contraincts de recevoir es dites places de religieux laiz des soldats stropiatz, les nourrir et entretenir ou leur faire fournir la somme de 60 liv. par chacun an... combien qu'il y ayt arrests données en nostre Court de Parlement à Paris par lesquels... les prieurez collatifz ont esté deschargez des dictz religieux laiz ou oblats »... Charles IX entend dès lors faire cesser cet état de choses et exiger qu'on en revienne à la pratique dont on n'au-

collège, place de religieux laiz, et autres provisions faictes par pitié d'aumosne, ne payeront rien au sceau, fors le droict ancien de 12 deniers que le chauffecire a coustume de prendre ; en quoy seront comprises les contrainctes pour les dictz religieux layz ». *Taxes de ce que l'on doit payer pour sceau des lettres scellées es chancelleries* ; 1623, p. 11, et *Règlement de Charles IX pour les taxes de chancellerie*, février 1561, Arch. nat. v. 23 in Burnand, *op. cit.*, p. 12.

(29) V. plus haut, p. 61.

(30) Bibl. Nat. *Actes Royaux* — Août-Décembre 1568.

rait jamais dû se départir. Il maintient formellement son droit de mettre des oblates dans tous les monastères de nomination royale mais s'oppose pour l'avenir à ce qu'il soit donné de nouvelles lettres de provision qui ne soient pas conformes au droit ainsi rappelé. Quant au passé, il décide qu'on laissera jouir en paix les moines laïcs des places « esquelles ils ont esté receuz »...

Ce texte est d'une parfaite clarté et l'on a peine à saisir comment certains auteurs (31) ont pu y voir un abandon, une restriction du privilège royal : Charles IX, fidèle à la politique de ses prédécesseurs, veut remédier aux abus qui peu à peu se sont glissés dans la pratique du « droit » (32) et se montre soucieux d'en revenir à l'application stricte tant des coutumes antérieures que du Concordat. Il serait vain de penser que tout rentra dans l'ordre instantanément : des pensions furent encore accordées sur des prieurés qui n'étaient ni de fondation ni de nomination royales (33) et des lettres de provision continuèrent à être délivrées pour des monastères qui régulièrement n'auraient pas dû en être l'objet et qui d'ailleurs se défendaient la plupart du temps avec énergie (34).

(31) V. plus haut, note 10.

(32) Les abus étaient manifestes. Le prieuré de Saint-Nicolas de Senlis, fondé par celui de Saint-Martin des Champs, de Paris et à la nomination de l'Abbé de Cluny fut chargé d'un oblat alors que normalement il eût dû en être exempt. Un arrêt du 5 décembre 1566 n'en condamna pas moins ce monastère à recevoir le moine lai désigné. L'avocat général du roi, Dumesnil, avait soutenu cette thèse manifestement illégale que certains établissements étaient soumis au « droit d'oblat » quoi qu'ils ne fussent pas de fondation royale (cela ne pouvait se soutenir que si, sans prétendre à cette dernière qualité, ils avaient été de « nomination royale », mais ce n'était pas le cas pour Senlis). La véritable raison était tout autre : le prieuré dont il s'agit jouissait d'un « ample revenu » et un précédent avait pu être invoqué à l'appui de l'argumentation de l'avocat général car un oblat avait été reçu dans le prieuré clunisien de Saint-Martin-de-Champs (Louet, *Recueil de plusieurs notables arrests...*, Paris, 1678, t. II, p. 191 ; *Mémoires du clergé* IV, 2010 ; Choppin, *Traité de la police ecclésiastique*, p. 444). Un autre arrêt fut rendu dans le même sens par le Parlement de Toulouse le 20 février 1567 (J. Brillon, *Dictionnaire...* au mot oblates, n° 6). Cependant il était admis que les prieurés-cures étaient exempts du « droit d'oblat », un arrêt du Parlement de Paris en date du 4 Juin 1565 l'avait reconnu pour celui de la Ferté-Gaucher (J. Brillon, *op. cit.*, n° 24). Mais le commentateur ajoute : « Il y a une raison excellente pour l'exemption. Le curé a déjà assez de charge à soutenir. On est persuadé qu'en nourrissant ou veillant à la nourriture et subsistance de ses paroissiens indigents, il n'a point de superflu à distribuer, ainsi que le titulaire *pinguis beneficium* ». Ce qui confirme pleinement ce que nous disions plus haut : c'est une question de ressources !

(33) Arrêt du 31 Juillet 1569 au sujet du prieuré de Tournay (Tournet, *arrêts des cours souveraines de France*, 1631, Paris, t. II, lettre O, p. 1207).

(34) On peut en avoir une idée en prenant connaissance de l'interminable procédure qui opposa le prieuré de Saint-Samson, près d'Orléans, à l'autorité royale (*Arch. du Loiret*, série D, Collège d'Orléans, *Invent.* pp. 160-161 ; D. 363 liasse). Charles IX, le 19 Septembre 1572, avait mandé au bailli d'Orléans que, les prieurés simples et conventuels étant exempts d'oblates, il eût à s'assurer

Ils arrivaient parfois à faire reconnaître leur droit (35) même quand ils avaient commencé à se laisser imposer une charge qui n'eût pas dû leur échoir (36) en bonne justice.

Entre temps, divers ordres religieux n'avaient pas manqué de solliciter une exemption générale : les Chartreux avaient tracé la voie en 1553 (37), les Célestins suivirent en 1563 où un édit du roi intervint (38) pour les dispenser des moines laïcs et pour un motif semblable, tiré de leur vie « solitaire ».

si Saint-Samson était prieuré ou abbaye. Ledit bailli n'en rendait pas moins, le 5 Juin 1578, une sentence ordonnant l'entérinement des lettres patentes obtenues par un oblat sur ce prieuré. Le 21 Juillet 1578, Henri III. signait un mandement rappelant l'exemption dont bénéficiaient les prieurés simples ou conventuels et chargeant le bailli d'Orléans de vérifier l'assertion grâce à laquelle le même oblat avait obtenu « par surprise » des lettres de nomination sur Saint-Samson et qui prétendait que ce monastère était une abbaye. Et en 1614 les mêmes mandements royaux se succèdent pour le même objet, coupés dans les intervalles par les protestations des religieux, des procès-verbaux, certificats, procurations, etc. On vit même des officiers royaux tenter d'obliger des couvents de femmes à recevoir des oblats. Les bénédictines d'Origny-Sainte-Benoite furent victimes d'une de ces « erreurs » mais elles n'entendirent pas se laisser faire et le procès qu'elles engagèrent permit au Parlement de rendre le 3 Décembre 1571 un arrêt déclarant les moniales du royaume exemptes du « droit » dont il s'agissait. (Choppin, *Traité de la police ecclésiastique*, dans *Œuvres complètes*, IV, 443).

(35) Par exemple, l'arrêt rendu le 26 Février 1596 au profit du « sieur de Birague, prieur de Souvigny en Bourbonnois, dépendant de Cluni » (J. Peleus), *Actions forenses singulières et remarquables*, 1631, Paris, p. 80). Le vieil auteur déclare : ... « car ce droit royal de présenter un oblat aux monastères, vient du patronage des églises qui sont présumées être de fondation royale, si on ne prouve le contraire, *atqui certo constat*, que les prieurés dépendants de cluni n'ont été fondés que par les abbés ou par les particuliers... Voilà pourquoi tels prieurés ont toujours été exemptés de l'oblat, même par un arrêt de la cour, donné dès le 12 Janvier 1570... » (cf. *Mémoires du Clergé*, IV, 2005). Louet de son côté (*Recueil de plusieurs notables arrêts*, t. II, p. 191) signale un arrêt de la cour en date du 26 Mai 1569 rendu au profit du prieur de Lenonville, bailliage de Nemours, portant que les oblats ou religieux laïcs ne peuvent être reçus aux abbayes et prieurés collatifs. Le 4 Janvier 1573, un oblat avait d'autre part été déboulé ces « lettres par lesquelles il avait assignation sur le prieuré de Saint-Denis-de-la-Charte, dépendant de l'Abbaye de Cluny, parce que ce prieuré n'était ni royal, ni ducal, ni comtal (J. Brillion, *op. cit.* n° 17). Le prieuré de Beaugency fut de même déclaré exempt d'oblat, par arrêt du 23 février 1600, comme étant « collatif, dépendant de Vendosme » (Louet, *Recueil...*, p. 191). Le prieuré de Selles bénéficia de la même exonération par arrêt du 12 Avril 1613 parce qu'il n'était ni de fondation ni de nomination royales (Bouchel, *La Somme bénéficiale*, 1628, Paris, au mot Oblat, 663).

(36) Cf. arrêt du 27 Janvier 1603 exonérant le prieuré de Fresnoy, près Compiègne qui, « pour n'être conventuel, n'estoit subject à recevoir un oblat. Ce qui faisoit la difficulté estoit qu'il y avoit plus de 40 ans qu'il y avoit tous jours eu un oblat nommé Rieux, lequel avoit tous jours esté payé de sa pension, et encore un autre auparavant luy... » (L. Bouchel, *Bibliothèque ou Trésor du droit français*, tome II, Paris, 1674, au mot Oblats, p. 833).

(37) V. plus haut, p. 63, v. également plus loin, Ch. v. p.

(38) Choppin, (*Œuvres complètes*, trad. Journet, Paris, 1662, t. II, liv. III, tit. XXVIII, p. 383) date cet édit de Juillet, Louet (*Recueil*, p. 191) du 12 Septembre, avec vérification en la cour le 31 Janvier suivant ; Brillion (*Dictionnaire...* n° 11), après avoir parlé de lettres patentes d'avril 1563, mentionne une déclaration du 12 Septembre 1563. Cette dernière date semble la bonne.

Les religieux de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie obtinrent de même leur exonération par lettres patentes du 28 Juin 1568 (39) tandis que l'Abbaye Saint-Allyre de Clermont recevait une faveur identique par lettres patentes du 2 Janvier 1573 (40) ainsi que la Congrégation de Chezal-Benoît (41). L'abbaye royale de Saint-Sulpice-lez-Bourges aurait été à son tour déclarée exempte par lettres patentes du 27 Janvier 1573 (42) et celle de Saint-Vincent du Mans pouvait se prévaloir de la même prérogative depuis celles du 7 Février 1573 (43). Pour en finir avec cette série d'exemptions par ordre royal ; il faut citer encore l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés que le roi Henri IV exonéra du « droit d'oblat » le 22 Septembre 1599 (44). Ainsi se restreignait par le bon vouloir du souverain le champ d'application du « droit » dont il disposait à l'égard des monastères et cela ne diminuait pas les difficultés que rencontrait le placement des oblates.

Les établissements assujettis ne facilitaient nullement par leur attitude l'exercice du privilège royal. Afin d'éviter la présence d'anciens militaires susceptibles de troubler la vie conventuelle, les abbés ou prieurs faisaient occuper par des gens à eux les places qui auraient dû être réservées aux invalides : « serviteurs domestiques et autres personnes qui bô leur a semblé, qui sont sains et dispots de leurs membres et qui d'aillieurs ont moyens de vivre, sans qu'ilz ayent jamais hazardez leurs vies, ne fait aucun service es guerres et affaires qui se sont présentées » (45).

Lorsque tout couverts de blessures et munis des certificats de leurs capitaines ainsi que de leurs lettres de provi-

(39) J. Brillon, *Dictionnaire...* n° 16, enregistrées le 3 Août suivant.

(40) Enregistrées le 22 Février suivant (J. Brillon, *op. cit.* n° 7, Choppin, *op. cit.*, p. 583 dit : 1572 — vol. 7 des ordonnances de Charles IX, fol. 292, tandis que Tournet, *Arrêts des cours souveraines de France*, Paris 1631, t. II, lettre O, n. 1212, date ces lettres patentes du 27 janvier 1573).

(41) L'Abbaye Saint-Allyre de Clermont appartenait à la Congrégation de Chezal-Benoît ; elle était « en regle et elective par le chapitre général depuis la résignation qu'en fit Jacques d'Amboise entre les mains des religieux, lorsque, d'abus de Cluny et de saint-Allyre, il fut élu évêque de Clermont, le 15 Mars 1505 ; cette résignation ayant été confirmée par le Concordat passé entre Léon X et François I. elle est demeurée en règle. Il n'y en a que six de l'ordre de Saint-Benoît dans le Royaume qui aient ce privilège, Chezal-Benoît, Saint-Sulpice de Bourges, Saint-Vincent du Mans, Saint-Martin de Sées, Saint-Allyre et Saint-Augustin de Limoges ». (*Abbayes et prieurés de l'Ancienne France*, t. v, Province écl. de Bourges, par Dom Besse, Archives de la France monastique, vol. XIV, p. 98). Quant à Chezal-Benoît, elle a été, en qualité de chef de Congrégation, exceptée du Concordat (Dom Besse, *op. cit.*).

(42) Brillon (*op. cit.* n° 26) 7^e volume des *Ordonnances de Charles IX*, fol. 268.

(43) Chenu, *Recueil...* p. 32. Tournet (*op. cit.* p. 1212) donne la même date.

(44) Peleus, *Actions...* XXI, p. 90, *Mémoires du Clergé*, IV, 2007.

(45) Edit du 4 Mars 1578 (*Recueil Cangé*, VII, 1^{re} série, portef. milit. Boite G. fol. 314.

sion, les vétérans se présentent à la porte des monastères pour y achever leurs jours dans le calme et la sécurité, ils sont fort mal reçus. Ceux qui, contre la volonté et les intentions royales, occupent les places d'oblats, « dechassent les dicts pauvres soldats estropiez, soulz umbre de leurs provision et reception, de manière que les dits pauvres supplians sont contrainctz mandier leur vie, en grande pauvreté et misère et de nous importuner incessamment nous suppliant et requérant en ceste considération leur vouloir sur ce pourveoir »...

Il y avait là une nouvelle source d'abus à laquelle le roi prétendit porter remède : un édit du 4 Mars 1578 (46) intervint dès lors pour tenter la réforme nécessaire.

Saisi de nombreuses plaintes de soldats « tombez en grande pauvreté, sans aucuns moyens de vivre du nombre desquelz sont Florent Crespin, le sergent Thibault, François Deroy, Jacques le Jude, Jean Divan, Estienne Harson et autres de leurs qualitez », le roi ordonne d'enquêter immédiatement sur la situation des occupants des places d'oblats dans les monastères : ils devront se présenter sans délai devant les baillys, sénéchaux, prévôts et autres officiers de justice pour « estre veu et visitez par Chirurgiens et gens à ce cognoissant, oyt et interrogez, leurs certificats vérifiez afin que s'ils ne se treuvent estre prinz au service de nos ayeulx et de nous, et autres de la qualité requise, soient... desmis et depossédez desdictes places de Religieux laiz, et en leur lieu y mettre et installer lesdicts soldats estropiez et impotent »... (47).

Malheureusement ces dispositions restèrent à peu près lettre morte. « Il y avait trop d'intérêts engagés dans ces situations, dit justement Dom Besse (48), pour que les ordres du roi fussent accueillis sans résistance. Prieurs et abbés firent la sourde oreille et continuèrent, comme par le passé, de disposer des places d'oblats en faveur de leurs protégés. Les

(46) V. note 45.

(47) Id. L'édit fut suivi, le 14 Mars 1578 d'un mandement du roi pour la visite des religieux laïcs, placés dans les abbayes et prieurés, et injonction de les remplacer par ceux qui ont été blessés au service de l'Etat (Isambert, *op. cit.* t. XIV, p. 342 — Font. *op. cit.* IV 956).

On connaît la description, haute en couleurs, comme il sied, que fit Huysmans : « Licenciement de Soudrilles » (fin du XVI^e s.) et qui se trouve ainsi présentée : « La guerre avait pris fin... Le duc les informa que, dans une heure au plus tard, ils devaient avoir vidé la place. A ces mots, yeux borgnes, paupières pendantes, nez vermulus, mufles cardinalesques (carnavalesques ?), babines vacillantes, oreilles incomplètes, crânes sculptés ou ravagés de longues balafres, bouches reconstruites et ventilées de chicots, taillées en feuilles d'artichaut ou en fers de lance... tout cela remua, se contracta, se détendit, se rétracta, se fendit, se convulsa, se crevassa en une horrible grimace de mécontentement »... (Huysmans, *Musée des deux Mondes*, 1 mars 1875, cité par H. Trudgien, *L'évolution des idées esthétiques de J. K. Huysmans*, thèse, Paris, 1934, p. 49).

(48) *Du droit d'oblat...*, p. 18.

juges, chargés de veiller à l'application de l'ordonnance royale, montrèrent pour la plupart peu d'empressement. Ceux qui voulurent s'acquitter de leur mission se heurtèrent à une résistance obstinée. Il s'ensuivit d'innombrables procès ».. (49). Les abus se multiplient : non seulement les soldats estropiés munis de lettres de provision ne parviennent que difficilement et rarement à obtenir gain de cause contre des occupants non qualifiés, non seulement ils se heurtent à une mauvaise volonté évidente des abbés et prieurs, mais des gens assez habiles réussissent à se faire admettre dans deux ou plusieurs maisons religieuses, vendant leurs places et « en faisant trafic et marchandise » (50). Il était manifeste que l'ordonnance de 1578 n'avait apporté aucun soulagement à la détresse des « pauvres Cappitaines gentilshommes et soldats estropiés » ; il est même permis de dire qu'avec l'affluence des postulants à ces places la situation s'était sensiblement aggravée et que les excès étaient en ce domaine plus florissants que jamais.

Henri III, informé de ces faits, prend un nouvel édit, en février 1585 qui confirme le précédent — mais cette confirmation même n'est-elle pas à sa manière l'aveu de l'échec essuyé par l'ordonnance de 1578 ? — et s'efforce de parer aux abus signalés. Le roi reconnaît que ses lettres antérieures n'ont apporté aux intéressés « aucune commodité » et que ceux-ci n'ont pu jouir des places qui leur avaient été attribuées. Cela fait, il déclare de nouveau qu'il est formellement interdit de faire occuper celles-ci sauf par « les dicts soldats estropiez vieux et caducs qui auront esté blessez et estropiez aux dictes guerres au service... selon qu'il sera certifié par les chefs et cappitaines soulz lesquels ilz auront faict service et avoir esté blessez et estropiez ». Il réitère ensuite la défense faite aux abbés et prieurs de recevoir ou de pensionner quiconque ne sera pas de la qualité requise et enjoint une fois de plus aux baillis, sénéchaux etc, de s'enquérir de ceux qui sont pourvus des places, de les en priver s'ils ne remplissent pas les conditions voulues et d'en faire bénéficier « lesdict soldats blessez et navrez ». En tout cela, l'édit de 1585 n'innove d'aucune manière et dégage même un pénible accent d'impuissance. Mais Henri III veut de même remédier aux méfaits que comporte

(49) Un arrêt du 16 Juin 1581 trancha le différend qui avait surgi entre deux compétiteurs pour la même place (Chenu, *Recueil de règlements notables*, Lyon, 1614, tit. I, ch. 8, p. 29). Un arrêt du 12 octobre 1579 rendu pendant les Grands Jours de Poitiers avait de même condamné l'abbaye de l'Isle-Chaune à recevoir un oblat à la place duquel elle avait mis un autre occupant et à payer les arrérages de la pension pendant tout le temps où il n'avait pu jouir de sa place (Chenu, *id.*) Autre arrêt en date du 20 Octobre 1579 au sujet de l'abbaye de « Toussaincts d'Angers » qui se refusait à accueillir un oblat, prétendant lui fournir seulement soixante livres (Chenu, *id.*), etc.

(50) Edit de Février 1585 (*Recueil Cangé*, VII, fol. 317).

maintenant le cumul des places, assorti de « traficque et marchandise » et ici se trouve une prescription qui figure pour la première fois sans doute avec cette netteté dans un acte royal mais qui, sauf dans les dernières années, était respectée avant la lettre tant elle paraissait naturelle... « Avons ordonné et ordonnons que pour l'advenir, aucuns d'eux ne pourra estre pourveu n'y tenir ne posséder qu'une place de moyne layz et en une seulle abbaye et Prieuré... » Toute infraction en ce domaine sera punie de la suppression de la libéralité accordée et d'une amende. La cour de Parlement décide le 30 décembre 1585 l'enregistrement de l'édit (51) et le 27 Mars 1586, le roi s'adressant à ses officiers de justice, leur commande de se transporter dans chaque abbaye ou prieuré de leur ressort respectif pour s'informer « diligemment et bien de ceux qui tiennent et occupent les dictes places de Religieux laiz, n'estant de la qualité susdictes, les débouter d'icelles, saisir et arrester leurs pensions des mains des Recepveurs et fermes desdictes abbayes »...

Il en fut de tous ces textes comme des précédents : la faiblesse de l'autorité souveraine, les désordres et la désorganisation intérieurs, l'affluence des demandes de places, le zèle modéré des officiers royaux, la mauvaïse volonté des abbés et prieurs, tout concourait à faire avorter la moindre tentative de réforme en cette matière. Les procès continuaient (52) car les abus, loin de disparaître à l'énoncé des ordonnances, se perpétuaient. Il était visible que la situation ne s'améliorait pas et que, de moins en moins, le système des pensions monastiques au profit des invalides, sous la forme qu'il avait connue jusqu'alors, ne s'adaptait pas aux besoins accrus qu'il fallait satisfaire. On butait, semble-t-il, au fond d'une impasse ; le nombre de plus en plus restreint des places, par le jeu des exemptions et des conditions à réunir par les monastères, le chiffre en augmentation constante des candidatures qualifiées, accusaient une divergence tellement mar-

(51) *Recueil Cangé*, VII, fol. 349 — *Mémoires du Clergé*, IV, 1968.

(52) V. notamment le procès intenté à l'abbaye du Mont-Saint-Quentin-lez-Péronne au sujet de la pension de Florent Haro dont la place était occupée par un autre. Un premier arrêt rendu le 6 Juillet 1589 ordonna la comparution du « prétendu pourveu » et interdit tout paiement à l'un comme à l'autre, sauf à adjuger une provision pendant le procès à l'oblat si l'abbé ne peut le recevoir. L'arrêt définitif est du 28 Mars 1591 ; il consacre les droits de Haro. (Chenu, *op. cit.* p. 29). Voir de même l'arrêt du 6 Juin 1581 rendu par le Parlement de Paris, et qui donne à un soldat estropié la préférence sur un archer du prévôt des maréchaux. (J. Brillon, *op. cit.* n° 28 ; Jovet, *op. cit.* n° 40 ; Mornac, *Observationes*, Paris, 1633, livre XXII, t. II, de *evictionibus*, p. 340, qui dit : ... « Cum enim unus e Lochiensis latrumculatoris satellitio, impetrasset a Principe oblati, mutilivemilitis locum in monasterio in quo odem locum, sed biduo post, obtinuerat mutilus cui tibia ex ictu in acie militari accepto amputata fuerat, placuit militem, qui intercedebat, proferri satelliti, qui et expensis litis mulctatus est... ».

quée qu'il fallait renoncer à l'espoir de les accorder jamais. L'institution manifestement avait fait son temps et apparaissait comme un anachronisme ; elle rendait certes encore des services mais hors de proportion avec ce qui eût été souhaitable et l'*animus* manquait pour lui faire jouer un rôle satisfaisant.

C'est à Henri IV que revient le mérite sinon de la solution nouvelle qu'il importait de trouver, du moins de l'orientation qu'il convenait de prendre pour sortir de cette situation embarrassée. A vrai dire, son prédécesseur semble en avoir eu conscience et aurait formé un projet analogue ; toujours est-il qu'il n'en amorça qu'à peine la réalisation.

Au lieu dit « les vieux fossés », sur un terrain montant de la rue de l'Arbalète à la rue de Lourcine, s'élevait jadis une Maison-Dieu qu'avait fondée l'ancien évêque de Paris, Guillaume de Chance, patriarche d'Alexandrie (53). Cet hôpital tombait en ruines quand un apothicaire, Nicolas Houël qui depuis longtemps avait conçu le dessein d'une fondation pieuse, se fit concéder en 1577 (54) les bâtiments croûlants et le terrain abandonné qu'avait occupés le vieil établissement charitable dont il s'agit. Il rêvait d'en faire un asile où seraient hébergés orphelins et pauvres honteux tandis que les élèves en pharmacie viendraient dans le jardin jouxtant la maison s'initier à la botanique et apprendre les propriétés des simples (55). C'est là qu'il installa la Maison dite de la Charité chrétienne où bientôt affluèrent les infirmes et les indigents ; l'œuvre paraissait bien lancée quand la mort en surprit le fondateur, menaçant de compromettre cette intéressante et généreuse institution. Or, il est curieux de noter que Nicolas Houël avait eu également l'idée d'hospitaliser des invalides. Dans la *Procession de la Reine Louise de Lorraine* (56) où il développe remarquablement son programme, il réserve sur le plan de sa « maison idéale » un bâtiment où seraient groupés « divers arts et métiers pour les soldats estropiez » (57). Il

(53) Cet hôpital, au faubourg Saint-Marceau était destiné aux « pauvres vérolés » (*Recueil Cangé*, VII, 1^{re} série, fol. 309-310). Un arrêt du Parlement de Paris lui avait donné en 1539 cette affectation. (Lebeuf, *Histoire de Paris*, 1890, Paris, Rectific. et add. p. 229. C'est le jardin en question qui devint plus tard celui des apothicaires, puis l'Ecole de Pharmacie. Le percement de la rue Claude Bernard l'a fait disparaître (Jaillot, t. IV, *Quartier de la Place Maubert*, p. 84.8).

(54) L'arrêt de concession est du 29 Août 1577 (*Rec. Cangé*, id.) mais des lettres patentes étaient déjà intervenues en octobre 1576 pour apposer la création de cet établissement (*id.* fol. 310). V. Dissard, *La réforme des hôpitaux*, Paris, 1938, p. 46.

(55) Sur tout ce qui concerne Nicolas Houël, v. Burnand *op. cit.* p. 13, qui donne les références.

(56) Houël, dans Félibien, *Histoire de la Ville de Paris*, tome III, p. 727.

(57) Cf. *Bibl. nat.* Estampes Pd 30, résumé, cité par Burnand, *op. cit.* p. 16.

avait même commencé à recevoir quelques anciens militaires devenus « stropiats » mais leur nombre resta très restreint (58). Toujours est-il qu'en 1577 (59) diverses ressources avaient été affectées à cette fondation, à savoir « le reliquat des comptes des aumosneries, hôpitaux, maladreries, confréries de ce royaume, et les amendes qui proviendront des malversations commises par les administrateurs d'icelles ».

Au décès de Nicolas Hoüel, (1584), Henri IV décida de reprendre le projet à son compte et de réunir dans cette maison les pauvres « gentilshommes et soldats estropiez ». Les lettres patentes du 1^{er} Octobre 1597 annonçaient que la monarchie entendait s'engager désormais sur cette voie (60). Mais la réalisation s'annonçait pleine de difficultés. D'une part, il était nécessaire d'asseoir solidement l'institution au point de vue financier et de jeter les bases de son administration ; d'autre part, il convenait de savoir exactement qui l'on mettrait dans cet établissement, comment s'en recruteraient les pensionnaires, quel pouvait être le nombre total des candidats éventuels ; il fallait enfin prévoir un statut disciplinaire afin d'assurer à chacun le respect de certaines conditions de vie.

Or un arrêt du Conseil privé du roi, en date du 6 mai 1596 (61) était intervenu pour mettre fin à un procès entre le procureur général des pauvres gentilshommes et soldats estropiez de France » et le maître apothicaire, administrateur de la Maison de la Charité chrétienne, cette instance judiciaire faisant suite à celle qui était pendante devant le Conseil entre Nicolas Hoüel et le même procureur général. Il fut décidé que ces invalides y seraient « nourriz, pansez et médicamentez comme les pauvres honteux » et que toutes poursuites seraient engagées pour le recouvrement du revenu de cette fondation. C'est Henri III qui avait affecté à celle-ci le reliquat des comptes mentionnés plus haut mais il semble bien que la mesure

(58) Cf. Arrêt du Conseil d'Etat du 6 Mars 1596, dans Félibien, *op. cit.* t. III, p. 729.

(59) Dissard, *op. cit.* p. 46.

(60) Félibien, *op. cit.* p. 730 et arrêt du Conseil d'Etat de 1596 précédant l'ordonnance, publié dans Berty, *Topographie historique du Vieux Paris*, faubourg Saint-Germain, p. 436. Cité par Burnand, *op. cit.* p. 14-15. Il n'a nullement été question de faire travailler au dessèchement des marais les invalides de guerre. L'Ordonnance du 8 Avril 1599, quoique prétende M. Prévost dans son article, ne les a jamais concernés. Que faut-il penser d'autre part de cette allégation de Lebeuf (*Hist. du Dioc. de Paris*, 1883, t. I, p. 137) que mentionne M. Prévost et d'après laquelle un arrêt du Conseil d'Etat du 21 Novembre 1554 aurait affecté l'hôpital de S. Jacques du Haut Pas « à l'entretien de soldats blessés au service du Roi » ? Lebeuf ne reproduit pas le texte de cet arrêt qui ne figure pas dans les Collections de la Bib. Nat. et n'en donne pas la référence. Il y a vraisemblablement erreur.

(61) *Id.* p. 429.

ainsi prise soit restée sans grand effet (62). Aussi, Henri IV, le procès terminé, prend-il soin de consolider formellement, par ses lettres patentes du 1^{er} Octobre 1597 la fondation avec les mêmes ressources et d'ordonner aux juges et officiers de faire toute diligence à cet effet.

Dès le 6 Février 1603, les estropiés avaient été mis en possession de la maison de la Charité chrétienne (63). Des lettres patentes d'Avril 1600 (64) avaient d'autre part confirmé la fondation et prescrit que non seulement les « pauvres estropiez » y seraient nourris, pansés et « médicamentés » mais aussi logés. Devant les obstacles soulevés sur ce dernier point, le roi renouvelle ses ordres (65). Ce fut l'objet d'un édit de Juillet 1604, qui, repris et complété par celui de Juin 1606, amorça toute l'organisation de la nouvelle institution royale.

Tout d'abord en ce qui concerne les ressources pécuniaires aux fonds extraordinaires dont il a été parlé (66) furent jointes les sommes versées par les abbayes déchargées désormais du « droit d'oblat », et qui leur étaient demandées en compensation de cette exonération (67). De plus, le roi, aux dires de Sully, s'efforça de mettre, par avance, quelques subsides de côté en vue de parfaire cette entreprise : « ... (Il) se résolut de préparer des moyens pour les (les estropiés) souldoyer suffisamment et leur subvenir à leurs nécessitez, playes et maladies, et pour y parvenir de mesnages tellement ses revenus... qu'il pût faire tous les ans quelques réserves de deniers » (68).

Quant à l'organisation administrative de la maison, elle faisait l'objet de soins particuliers dans l'édit de Juillet 1604 (69). A sa tête était placé un bureau général, composé du « sieur de Messe » Jacques Méréault, de Jean le Gay, « Conseiller et Maistre des Requestes ordinaires » en l'Hôtel du Roi, Gilles Champhuon, « sieur du Rousseau, conseiller et... Avocat (du Roi) ausdites Requestes de l'Hostel du Chancellerie de France, et Anthoine du Laurens, advocat en nostre privé et grand Conseil ». A ces quatre « officiers ou personnes notables » étaient adjoints « quatre Gentilshommes et vieux capitaines » que le souverain se réservait de nommer ultérieurement, « pour avoir voix et scéance audit Bureau et pour rece-

(62) V. lettres patentes du 1^{er} Octobre 1597. Il était intervenu d'autres lettres en date de Janvier 1597 et décembre 1596.

(63) *Recueil Cangé*, id. fol. 310, et Brevet du 31 Mai 1603, v. note 60.

(64) B. N. f. 46907.

(65) Berly, *Topographie historique*, p. 430 et 3.

(66) V. plus haut, p. 73.

(67) Cf. du Breuil, *Le théâtre des antiquités de Paris*, 1612, p. 401. Burnand, *op. cit.* p. 16.

(68) *Mémoires de Sully*, Coll. Michaud et Poujoulat, I, p. 620-621. Cf. déclaration du 20 Juillet 1602 : « pour mettre de l'argent à la Bastille », citée par Sully, *ibid.*

(69) *Recueil Cangé*, id. fol. 323 et s.

voir et admettre lesdits pauvres gentilshommes, Capitaines et soldats de la qualité requise »... Ils devaient en outre « vacquer... à la recherche exacte de tout le revenu desdits hostels-Dieu, maladreries, hospitaux, léproseries, aumosneries, confrairies et autres lieux pitoyables... et informer et faire perquisition des biens usurpez, alienez et des donations et provisions qui en ont esté expediees, dont ont jouy et jouyssent encores à present plusieurs qui en sont incapables, et au préjudice de ce à quoy ledit revenu doit estre employé »... Tous les administrateurs des biens des pauvres et leurs héritiers étaient tenus de venir devant eux rendre compte de leur gestion ; la révision en serait au besoin effectuée et le reliquat des fonds remis entre les mains de maître Robert le Bis, sieur de la Chapelle, commis spécialement par le roi à la recette générale de ceux-ci pour être affectés exclusivement à l'entretien « desdicts pauvres gentilshommes, capitaines et soldats estropiez, vieils et caducs, de la qualité requise » auxquels ils étaient destinés. Ce même Bureau a le pouvoir d'établir dans les provinces des « bureaux et maisons particulières » pour faire tout ce qui sera nécessaire « pour le bien de la dite maison », et de juger tous les différends qui surgiront à ce sujet, avec exécution provisoire, « nonobstant oppositions ou appellations quelconques » qui seront de la compétence exclusive du grand Conseil, les lettres patentes du 18 Décembre 1599 qui avaient donné juridiction en ce domaine à une chambre de la Cour du Parlement de Paris étant abrogées (70). L'enregistrement de cet édit eut lieu le 5 Août 1604 (71).

Il fut confirmé et complété par un autre de Juin 1606 qui reçut l'enregistrement au grand conseil du roi le 7 Juillet suivant (72). Après avoir rappelé la pénible situation des estropiés « presque réduits à une misérable mendicité, à la honte de l'ordre militaire n'ayant esté faict autre fonds pour les secourir que de quelques places de Religieux laiz qu'on leur donnoit ès abbayes et prieurez de ce royaume, qui souvent leur coustoyent plus à poursuivre qu'elles ne leur apportoyent de commodité »... le nouvel acte royal reconnaissait que, pour remédier à ce regrettable état de choses, il avait été fait plusieurs édits mais que ceux-ci étaient « demeurez sans effect ». Soucieux de ne point prendre son parti de cela, le roi déclare alors qu'il confirme les « dons et concessions, consentis par ses prédécesseurs ou par lui-même, et que « lesdicts pauvres gentilshommes, Capitaines et soldats estropiez vieux et caducs » doivent jouir, tant pour le présent que pour l'avenir, de

(70) « *Lettres patentes du Roy pour la reformation des hospitaux Maladreries et autres lieux pitoyables de ce royaume* », Paris, Jamet-Mettayer, 1600, in-16.

(71) *Id.* fol. 330.

(72) *Id.* fol. 332 à 340.

la Maison royale de la Charité chrétienne. Il maintient à celle-ci l'attribution des deniers en provenance du reliquat des comptes des établissements hospitaliers tels qu'ils ont été ou seront apurés. Le grand Aumônier de France, l'Archevêque de Sens (73), est en particulier chargé de les arrêter, « le service divin, la nourriture des pauvres, entretien des bastiments et autres charges ordinaires pieuses et nécessaires préalablement payées et acquittées »... Le même « amé et féal conseiller » devra d'autre part procéder « en toute diligence à la reformation desdits Hospitaux, Aumosneries..., à la recherche des usurpations et alienations du revenu d'icelles et à la closture et appurement desdits comptes »... Henri IV ne dissimulait pas que dans ce domaine de nombreuses fraudes ou omissions coupables avaient été commises : elles méritaient « chastiment et de grandes amendes, condamnations et restitutions ». Tout ce que, à un titre quelconque produira la révision de ces comptes, sera affecté à l'entretien et aux pensions des militaires victimes de la guerre au service du Roi. Le Souverain ajoute que seront versés dans la même caisse — ce qui était d'ailleurs une confirmation expresse — « tous les deniers qui proviendront des places et pensions de Religieux laiz en chacune abbaye et Prieuré de nostre dict Royaume et pays de nostre obeysance, tant des Abbayes et Prieurez fondez par nos prédecesseurs, Roys, Ducs, Comtes, Barons, qu'autres estans à nostre nomination »... Il ne saurait être question de renoncer à la production des certificats qui jusqu'alors ont été exigés :... « tous les dicts gentils-hommes, Capitaines et soldats qui auront esté blessez et estropiez en nous faisant service, en nostre Cavalerie soit harquebusiers à cheval, chevaux-légers, archers, ou Gensdarmes de nos ordonnances, prendront certificats et attestations des Capitaines et maistres de camp, souz la charge desquels ils nous auroient servi et esté estropiez, contenant le temps de leurs dicts services, leur valeur, les combats, périls et hazards ausquels ils se seront exposés et en quelle action de guerre ils ont esté blessez pour nostre dict service »... Le duc de Montmorency, pair et connétable de France recevra ces documents, vérifiera les titres de chacun, dressera un rôle qui sera signé de la main de celui-ci et comportera, avec un émargement, l'indication de la somme qui paraîtra méritée. Quant à ceux qui auront servi « en nostre Infanterie soit en nos Regimens ou Garnisons et bande de gens de pied, ils agiront de même mais auprès du duc d'Epemon, « colonnel général de nostre Infanterie Françoise » pour qu'il soit procédé d'une manière identique à leur égard. Tous ces rôles centralisés entre les mains d'un Conseiller d'Etat à désigner ultérieurement permettront de fixer annuellement l'état

(73) Sur le rôle du Grand Aumônier de France, v. Dissard, *op. cit.* p. 51 et s.

des pensionnés avec le montant de la somme accordée à chacun. Les ducs de Montmorency et d'Épernon ont du reste la faculté de se faire suppléer par les deux plus anciens maréchaux de France qui, avec les membres du Conseil d'État, l'Archevêque de Sens, un des Secrétaires d'État et des commandements du roi, les sieurs de « Souvray, de Chasteauvieux et de la Rochepot », procéderont aux vérifications nécessaires.

Mais en attendant, nombre de soldats sont pourvus des places de religieux laïcs dans les monastères et en jouissent « souz faulx donné à entendre et ne sont pas de la qualité requise » par les ordonnances royales. Il importe de mettre fin à ce désordre. Aussi dans les trois mois de la publication du présent édit, seront-ils obligés de rapporter leurs lettres de provision au greffe de la Chambre de la Charité chrétienne instituée spécialement à cet effet, qui jugera « définitivement et sans appel » et qui comprendra, avec les deux ducs précités, les mêmes personnalités que ci-dessus, étant entendu que les deux plus anciens maréchaux remplaceront, en cas d'absence, MM. de Montmorency et d'Épernon. Faute de ce faire dans le délai ainsi fixé, les occupants seront déchus de leurs droits et « les deniers de leurs places employez au payement desdites pensions et entretenement, ou autrement ainsi que par les dessus dicts il sera trouvé plus raisonnable ». Si les litiges surgissent à ce sujet, et afin qu'ils soient jugés « selon les formes accoustumées de la Justice » la commission dont il s'agit est renforcée de quatre maîtres des requêtes ordinaires de l'Hôtel du Roi, de quatre membres du grand Conseil pris parmi les plus anciens (deux par semestre), d'un vicaire du grand Aumônier qui, avec les hauts personnages désignés d'autre part, siégeront ensemble ou les sept d'enfr'eux en l'absence, maladie ou empeschement des autres, à la requête de Maître Gilles de Champhuon, avocat du roi aux Requêtes de l'Hôtel et député comme substitut du Procureur général au grand Conseil, avec le greffier également commis à cet effet. Tous devront... « vacquer diligemment et exactement à la revision des comptes, punition et correction des abus, malversations et condamnations d'amendes, et généralement cognoistre et décider ce que dessus, circonstances et dépendances, tant de ceux qui sont à mouvoir que de ceux qui sont ja meuz et intentez pardevant quelques Juges que ce soit »... La compétence de la Chambre est dès lors fort étendue et le roi lui renvoie tout ce qui peut être à ce moment soumis à d'autres juridictions dans ce domaine, sous peine, pour les magistrats ou officiers qui passeraient outre et pour les parties qui se pourvoiraient ailleurs, « de nullité, cassation de procédures et tous despens, dommages et insterests ».

Avec un minimum de sept membres, cette Chambre jugera sans appel et en dernier ressort toutes les affaires ne

dépassant pas 500 livres. Ses décisions auront la même autorité que celles des cours souveraines. Pour le surplus, les jugements seront exécutoires par provision ; le grand Conseil est considéré comme juridiction d'appel. Enfin la Chambre a la faculté d'envoyer des délégués en province pour y procéder à l'instruction et à l'« exécution jusqu'à sentence définitive exclusivement » des procès et différends concernant les places d'oblats, la Chambre restant seule juge en la matière (74).

Pour en terminer avec le texte de cet édit, il convient de mentionner une de ses dernières dispositions. « Voulons aussi, est-il dit, que lesdits gentils-hommes, Capitaines et soldats estropiez, vieux et caducs, portent pour tesmoignage d'honneur, en lieu apparent et descouvert, la marque d'honneur que nous leur avons ordonnée et selon la forme qui par nous leur en sera baillée ».

Le 31 Mai 1603, Henri IV en effet « voulant pourvoir au règlement nécessaire en la maison de la charité chrétienne »... avait décidé qu'un signe de reconnaissance permettrait de savoir quels gentilshommes, capitaines ou soldats avaient été admis à ladite fondation, à la suite de l'examen de leurs titres par le bureau créé spécialement à cet effet (75) et que les édits suivants remanieront quelque peu (76). Il s'agissait d'une « croix de satin blanc, brodée de bleu, avec un escusson rond de velours bleu, au milieu brodé de blanc, dans lequel il y aura une fleur de lys de satin orangé »... avec la devise « dans les espaces des branches... *Pour avoir fidèlement servy*. Et dans un rond qui sera à l'entour d'icelle croix y sera mis, *Henricus quartus, Dei gratia, Francorum et Navarrae Rex, nos introduxiste, sexto Februarii, anno 1603* »... Le tout devait être exécuté selon les « modelles et figures » qui avaient été présentés à Sa Majesté, et les pensionnaires de la Maison étaient autorisés à le porter « en leurs manteaux pour ordre ». De même, leur procureur syndic, François Allin, était requis « de faire mettre et apposer en sculpture et peintures, tant en la chapelle qu'autres endroicts des édifices d'icelle (Maison) et autres qui en dépendent une pareille Croix »...

Cet insigne qui, à l'origine, devait, semble-t-il, permettre surtout de reconnaître les bénéficiaires des pensions accordées sur l'institution du faubourg Saint-Marcel, tout en leur servant de témoignage honorifique, apparaît davantage, dans

(74) R. Burnand (*op. cit.* p. 20) commet ici une erreur en déclarant que les délégués en province avaient pouvoir de juger souverainement : le texte de l'édit est formel... en sens contraire.

(75) Brevet de l'ordre accordé par le Roy aux gentilshommes, capitaines et soldats estropiez pour son service, (*Recueil Cangé* id. fol. 309).

(76) V. Edits de 1604, et de 1606, plus haut, p. 76 et 77.

l'édit de 1606, comme une marque d'estime et de gloire, ce qui est du reste normal.

Telles étaient, dans leurs grandes lignes, les mesures prises par le roi pour venir à bout des difficultés. Il faut convenir qu'elles étaient particulièrement opportunes et judicieuses : on était fondé à croire qu'elles allaient apporter un remède efficace à un état de choses déplorable et qui, sur le terrain religieux, politique, militaire et social, risquait d'avoir — et de fait avait — des répercussions fâcheuses. Mais la Monarchie réussirait-elle dans cette tâche, à vrai dire, délicate ? Sur le plan théorique, la solution était bonne ; pratiquement comment était-elle appelée à jouer et l'autorité avait-elle assez de puissance pour l'imposer en cas de besoin ?

Pendant que s'élaboraient ces réformes, la situation des moines lais ne s'améliorait pas. Certes l'Edit de Nantes avait rétabli la paix religieuse dans le royaume (77). Mais de ce fait l'armée royale put compter dans ses rangs des officiers et des soldats protestants. Comme ils n'étaient pas pour cela exempts de blessures, de mutilations ou d'infirmités, le problème de leur subsistance se posait au même titre que pour les catholiques ; serait-il résolu de la même manière ? Juridiquement, il n'y avait peut-être pas d'obstacle à le faire ; moralement, c'était beaucoup plus contestable ; en fait, on se heurterait à une impossibilité. Néanmoins il y avait là une complication nouvelle et encore que dans les édits, il n'en soit pas fait mention, il semble difficile d'admettre que dans la pensée royale, elle n'ait pas agi en faveur d'une nouvelle institution, différente dans ses modalités de celle du « droit d'oblat » tel qu'il se pratiquait à l'égard des monastères.

D'autre part, le nombre des postulants aux places de moines lais reste toujours grand et si l'on ose ainsi parler, la matière impossible continue à s'amenuiser : les exemptions se poursuivent (78) ; d'un autre côté, les mêmes obstacles que naguère sont opposés aux stropiats pourvus de lettres de provision, pour prendre possession de leurs places et les procès

(77) L'Edit de Nantes est de 1598.

(78) V. Saint-Germain-des-Prés, arrêt du 2 Juin 1599 (Brillon, *op. cit.* n° 6. Choppin, *Œuvres complètes*, trad. Journet, Paris, 1662, t. v. I. II, tit. II, n° 10 les hôpitaux, à propos de l'arrêt rendu le 9 février 1600 en faveur de l'hôpital. Notre-Dame-de-Fontenille de Tozerre (Brillon, *op. cit.* n° 21 ; Journet, *op. cit.* n° 1212 ; prieuré de Beaugency, arrêt du 23 Février 1600 (Journet, *op. cit.* n° 1209 ; Louet, *Recueil*, p. 191) comme étant en la collation de l'abbé de Vendôme, simple application des dispositions découlant du Concordat de 1516 ; de même, le prieuré de « la Selle en Brie » dépendant de l'abbaye de Marmoutier, fut déchargé d'oblat par arrêt du 19 Avril 1603 (Chenu, *op. cit.* p. 30). Les prieurés conventuels de l'Ordre de Cluny ayant été exemptés par un édit de 1568 (Choppin, *op. cit.* p. 583), l'arrêt du 26 Février 1596 rendu au profit du prieuré de Souvigny-en-Bourbonnais, ne fait que confirmer une exemption en quelque sorte acquise (Journet, *op. cit.*, n° 1210).

sévissent toujours (79). De plus, l'on voit apparaître les premières contestations en ce qui concerne la réception des huguenots dans les abbayes (80). Enfin la procédure de vérification de titres organisée par ordonnances royales (81) va créer tout un remue-ménage procédant d'excellentes intentions mais générateur de trouble et de malaise, tandis que les opérations de la Chambre de la Charité chrétienne y ajoutent leur contingent d'agitation et de fièvre.

C'est qu'elles portent sur un nombre considérable de situations (82) : des milliers de « religieux laïcs » ont dû produire leurs titres de créance tandis qu'opposition était faite sur leurs pensions en attendant la vérification du bien-fondé de leurs demandes : celles-ci tendaient naturellement à obtenir le plus rapidement possible la main-levée de la mesure prise à leur encontre. Il semble que dans bien des cas, la Chambre a pu facilement constater que les bénéficiaires de places étaient de la qualité requise et en jouissaient régulièrement. Mais il n'est pas douteux que de nombreux abus furent ainsi décelés : les oblats qui cumulaient deux ou trois pensions n'étaient pas

(79) V. notamment l'arrêt du Parlement de Bretagne rendu en Avril 1601, au sujet d'un soldat qui avait perdu la vue au siège de Croson. Ayant femme et enfants, il ne pouvait se retirer en l'abbaye pour laquelle il avait reçu des lettres de provision. La Cour décida de lui donner cent écus de pension (Tournet, *op. cit.* p. 1206).

(80) V. arrêt du 3 Janvier 1607 (Tournet, *op. cit.* p. 1215) à propos de l'abbaye Saint-Séverin de Chateau-Landon.

(81) 4 mars 1578, février 1583, 27 mars 1586, 1^{er} octobre 1547, juillet 1604, juin 1606. Pour le contenu de ces textes, v. plus haut.

(82) Les jugements de la Chambre de la Charité chrétienne sont cotés aux Archives Nationales sous les n^{os} V7, 126-151. Il nous a malheureusement été impossible de dépouiller méthodiquement tous ces cartons et nous avons dû nous borner à n'en examiner que quelques-uns : c'est fort dommage car ils sont très instructifs. Ces sondages ont cependant permis, outre les renseignements précieux que nous en avons tirés, de présenter un essai de statistique : il ne peut s'agir que d'une approximation, bien entendu, établie sur les moyennes que nous avons cru pouvoir obtenir, et en admettant que tous les dossiers de la Chambre soient rassemblés là. Il semble que plusieurs milliers d'affaires différentes auraient été soumises à celle-ci : les situations régulières constatées et confirmées par elle représenteraient une très forte majorité, près de 80 %. Les abus flagrants sont au moins de l'ordre de 15 %. Resterait un contingent d'affaires douteuses qui ont demandé des vérifications particulières et qui n'ont pu être jugées avant la suppression de la Chambre. Mais il est vraisemblable que, pour la plupart, elles auraient pu figurer dans le lot des abus. D'autre part il est aisé de constater de même que certaines affaires dites régulières ne le sont en réalité pas du tout. C'est ainsi que nombre de places d'oblats ont été accordées sur des hôpitaux, hôtels-Dieu, etc, alors que normalement ces établissements charitables en sont exempts (v. plus haut, note 78, à propos de l'arrêt du 3 février 1600). La Chambre n'en a pas moins maintenu les bénéficiaires sur leur demande et sans opposition des assujettis. Il n'empêche qu'il y a là une mesure illégale en un sens et qu'en tous cas la réglementation est en défaut : il est vrai qu'ici l'abus ne vient ni des assujettis ni des bénéficiaires mais du pouvoir concédant ! Nous sommes obligé de faire les plus expresses réserves quant au bien-fondé des chiffres que nous avons produits.

rares (83) ; les lettres de provision ne concernaient pas toujours d'anciens militaires blessés ou rendus infirmes au service du roi (84) ; des abbayes, des prieurés, des établissements charitables étaient chargés indûment (85) ; des nominations doubles sur un même monastère s'étaient aussi produites (86), sans parler de contestations de toute sorte et parfois de caractère assez mal défini (87).

(83) En voici quelques exemples : Jean Demaisonneuve avait obtenu des lettres de provision sur les abbayes de Nanteuil-en-Angoumois, de Bourgueil-en-Touraine et de Saint-Georges-sur-Loire, en Anjou. La Chambre lui maintint seulement sa place à l'abbaye de Bourgueil (7 Avril 1607) — *Arch. Nat.* V 7 126, 1^{er} ch. 31 — Jean Gigon bénéficiait d'une pension sur l'abbaye Notre-Dame-du-Val et sur celle de Saint-André-en-Gouffern. Maintenu sur la première seulement (11 Avril 1607) *id.* 33. A remarquer ici qu'il s'agit non d'un soldat estropié mas d'un huissier au grand Conseil : il n'aurait pas dû dès lors conserver sa place. La Chambre ne l'en laisse pas moins jouir, ce en quoi elle contribue à consolider un abus après en avoir éliminé un autre ! — Nicolas Ledrain recevait 100 l. de l'abbaye de Bozport près le Pont de l'Arche et 60 l. de celle de Valloires en Picardie. Il devra se contenter de la première (mai 1607) — *id.* 62 — Jean Gagnepain, dit le Capitaine la Violette, était pourvu d'une place en l'abbaye de Tournus et d'une autre en celle du Mizouer, « sur la frontière de Bourgogne » : la première lui suffira. (17 sep. 1607) — *id.* 142 — Edouard Dupont, dit le Sergent Rousseau, était titulaire d'une pension sur les abbayes de Belle-Branché et de Saint-Aubin d'Angers : mainlevée est accordée pour les ar-rérages des fonds dûs par cette dernière (27 nov. 1607) — *id.* 194 — Louis Levavasseur, capitaine estropié, bénéficiait de trois places : une dans l'abbaye de Notre-Dame-de-l'Île-Chauvet, en Bas-Poitou, une sur celle de Fontaine-les-Blanches en Touraine et une à Notre-Dame-du-Vœu-les-Cherbourg, en Basse-Normandie. Cette dernière seule le recevra (3 janvier 1609) V 7 127-4 etc.

(84) V. notamment le cas d'un oblat qui avait été pourvu d'une place en l'abbaye Saint-Eloi de Noyon (19 Sept. 1608). V 7 126-23. Celui du religieux lai de l'abbaye de Molesme (1^{er} décembre 1607) — *id.* I ch. 197 — Celui de Jacques du Boys, dit la Fontaine, qui, bien que non estropié, bénéficiait d'une pension sur l'abbaye Saint-Acheul-les-Amiens (15 sept. 1607) — *id.* 140 etc. sans parler du cas signalé sous la note précédente qui mentionne le maintien d'un non-militaire à une placé d'oblat.

(85) Par exemple : l'abbaye de Bellefontaine, au diocèse de Maillezaïs (7 Avril-Juin-17 Sept. 1607) V 7 126, 1^o ch. 33, 128 et 143 — la chapelle et maladrerie de Laigle (20 Sept. 1608) — *id.* 1608-37. A propos des établissements charitables, se reporter à ce que nous disons sous la note 82. Nous relevons d'autre part une mention qui concerne le prieuré de Boulogne, de l'Ordre de Grandmont, à la charge de qui se trouve un oblat que la Chambre maintient. Or, à en croire certains auteurs, cet ordre aurait été exonéré de ce « droit » par un arrêt du Conseil d'Etat dont d'ailleurs la date ne nous est pas indiquée (J. Brillon, *op. cit.* n° 20, qui renvoie à Richard, *Traité des pensions*, édit de 1716, p. 198).

(86) Celles qui eurent lieu en particulier pour l'abbaye de Saint-André-les-Bois, en Ternois (?) et qui firent l'objet d'un jugement en date du 12 mai 1607 (Arch. Nat. V 7 — 126 — 1^o ch. 87).

(87) V. par exemple, l'affaire Jean Briel qui, reconnu de la qualité requise, et bénéficiaire d'une pension sur l'abbaye de Creste, diocèse de Langres, ne percevra plus ses arrérages. Ce monastère avait été sans doute chargé indument (17 sept. 1607) V 7 126 — 1^o ch. 140 — ou celle de Gaspard de la Bassée, « ci-devant commandant en chef les compagnies et gens de guerre français au régiment du S^r de Saint-Denis-Maillet (?) » et pourvu d'une place de religieux lai en l'abbaye de Bernay, diocèse de Lisieux (même date), même cote ; etc...

La Chambre a-t-elle fait besogne salutaire : elle a été accusée d'avoir « plutôt empêché l'exécution que travaillé à la conduite qui lui avait été commise et confiée » (88). Cependant bien des erreurs furent redressées, mais le désordre auquel elle devait remédier aurait à coup sûr sensiblement diminué si elle ne s'était pas cru autorisée à consolider nombre d'abus. D'autre part les opérations du bureau général de la Maison de la Charité chrétienne quant à la révision des comptes des hôpitaux ou autres établissements charitables et au recrutement des pensionnaires de la nouvelle fondation, demeurent assez mystérieuses. La mort du roi a vraisemblablement porté un coup fatal à cette institution qui lui tenait à cœur et à la réussite de laquelle il se serait certainement attaché. Ce que l'on sait, en revanche, avec certitude, c'est que les prévisions financières ne furent point ratifiées par les faits et que le fameux reliquat sur lequel on comptait beaucoup pour assurer le fonctionnement de la Maison, ne donna pas les sommes qui en étaient attendues (89). Il semble d'autre part établi que le nombre des admis resta assez modeste (90), ce qui se conçoit, étant donné que la période de mise en train n'était point révolue.

Il n'est dès lors pas surprenant dans ces conditions que le 1^{er} Septembre 1611, le Conseil d'Etat, en présence du roi et de la reine régente, ait révoqué l'édit de 1606 et décidé le retour au *statu quo ante* (91). La Chambre et la Maison de la

(88) *Arch. nat.* MM. 227. Dissard, *op. cit.*, p. 53.

(89) C'est ce qu'affirme le préambule de l'arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} Septembre 1611 (*Recueil Cangé*, id. fol. 340). Le même texte invoque aussi l'état défectueux des bâtiments.

(90) V. de la Mère, *Traité de la Police*, IV, 13 2, p. 638 et 13 2, p. 650, cité par Burnand, *op. cit.* p. 21. Au surplus, les contemporains n'ont pas manqué de signaler la présence des stropiés au Faubourg Saint-Marcel. Ne lit-on pas dans la satire XI de Mathurin Régnier (*Ed. Belles-Lettres*, Paris, p. 98) :

.... « J'ignore en quel champ d'honneur et de vertu
Ou dessous quels drapeaux elles ont combattu
Si c'estoit mal de saint ou de fièvre quartaine,
Mais je sçais bien qu'il n'est soldat ou capitaine
Soit de gens de cheval ou soit de gens de pié,
Qui dans la Charité soit plus estopié ».

La Chronique du temps nous apprend de même que, lors des funérailles royales, le cortège comprenait une délégation de soldats estropiés : «... Ordre du convoi... Premièrement marchoit le Capitaine Marchand, Archers, Recollets, Religieux refformez de Piquepuse, Capucins, Minimes, Capettes de Montaigne, Cordeliers, Jacobins, Augustins, Carmes, Feuillans, les cinq cens pauvres revestus de robes de deuil chapperon en teste, une torche en main, les soldats estropiez vestes de meme »... *Mercur françois*, 1610, fol. 385 v, Paris, 1612.

(91) Arrest du Conseil d'Etat, donné en la présence du Roy et de la Reyne Régente, concernant la nourrilure et l'entretien des pauvres gentils-hommes, Capitaines et soldats estropiez (*Recueil Cangé*, id. fol. 340-341 — *Mémoires du Clergé*, IV, 2013-4).

Charité chrétienne avaient vécu. Mais l'idée n'en sera pas pour cela perdue.

Cette période méritait de retenir quelque peu l'attention. Outre qu'elle marque un développement sensible de l'institution qui nous intéresse, elle fait toucher du doigt les inconvénients du maintien des modalités fixées au début du XV^e siècle, dans un cadre qui évolue sans cesse : l'adaptation du droit aux faits reste en espérance. Les conditions nouvelles qui ont été décrites ne permettent plus au « droit d'oblat » de jouer le même rôle que naguère. Sans doute, la substitution de la pension en argent aux prestations en nature prend-elle une incontestable extension mais cette mesure est insuffisante parce qu'à des besoins accrus ne répondent pas des possibilités supplémentaires : il n'y a qu'une simple amodiation de fonctionnement qui intervient alors qu'il faudrait une réforme de structure. Les guerres de religion, pour les raisons précitées, y poussent éperdument (92).

Henri III semble avoir entrevu la solution (93). Peut-être le souvenir de son aïeul Philippe-Auguste le hantait-il (94) ; toujours est-il qu'il continua les errements anciens. Henri IV s'inspirant d'une initiative particulière reprend le projet de ses prédécesseurs et s'efforce de le réaliser : il meurt avant d'avoir

(92) V. plus haut.

(93) V. plus haut, p. 72.

(94) Potthast (*Regesta...*, 1198-1243, t. I, p. 309) cite le texte suivant : « Philippo regi Francorum nunciat, se (Stephano) episcopo et archidiacono Noviomensibus mandavisse, ut in jus et proprietatem b. Petri recipiant fundum, in quo rex intendat Parisiis aedificare domum ab episcopali jure penitus exemptam, ubi vitae necessaria ministrentur officialibus qui in servitio regio senuerint » (1208). Le Pape Innocent III aurait alors adressé au roi de France le mandement que reproduit ainsi Bouquet, *Recueil des historiens des Gaules*, t. XIX, p. 502 : « Ad Philippum, Francorum regem (Lib. XI ep. 65, p. 163). Petenti ut ab episcopali eximatur jure domus quam destinat aedificare Parisiis ad usum servientium qui in regio servitio consenuerint, rescribit Pontifex Regi. quo certius asseratur, loci libertas fundum ipsum tradi Romanae ecclesiae oportere — Anno 1208 — Philippo, *illustri Regi Francorum*. Ex literis regiae serenitatis accepimus, quod, volens tuis servientibus qui in regio servitio senuerunt, misericorditer providere, domum quam Parisiis de bonis tuis et servientium ipsorum aedificare disponis, in qua ipsis vitae necessaria ministrentur ; nobis humiliter supplicans et devote ut ipsam in jus et proprietatem beati Petri recipere dignaremur, eandem ab episcopali jure penitus eximendo. Cum igitur magis conveniat ut ipsa domus a sui fundatione sit libera, quam post foundationem ab episcopali debito eximatur, venerabili fratri nostro episcopo (Stephano de Nemosio) et dilecto filio archidiacono Noviomensi nostris damus literis in mandatis ut fundum in quo domum ipsam intendis construere, oblatum beati Petro, recipiant vice nostra, ut sic in fundo Romanae ecclesiae domus ipsa cum capella et cimiterio ad opus, duntaxat hujusmodi servientium de licentia nostra libera construatur ; ita tamen ut nec diocesani episcopi nec vicinarum ecclesiarum per hoc justitia minuatur, quia sic intendimus tibi facere gratiam, ut illis injuriam minime inferamus. Datum Laterani ». Ce mandement serait du 20 Avril 1208 mais Potthast le date du 31 Décembre. V. Guyot. *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale* ; Paris, 1781, t. XXXII, au mot « Invalides ».

pu mener à bien l'œuvre entreprise mais il laisse deux idées fécondes, l'une qui, de la Maison de la Charité chrétienne en passant par le Château de Bicêtre conduira à l'Hôtel Royal des Invalides, l'autre qui, de la Croix de fidèle service en passant par la Commanderie de Saint-Louis mènera obscurément mais sûrement à la Légion d'honneur et aux fondations napoléoniennes qui l'accompagneront.

**

3°) *DE LA MAISON DE LA CHARITE CHRETIENNE A L'HOTEL ROYAL DES INVALIDES.*

L'arrêt du 1^{er} Septembre 1611 débute par une affirmation singulière : après avoir déclaré insuffisant le reliquat des comptes des établissements charitables pour faire face aux charges ordinaires de la Maison, indiqué en outre les « ruy-nes arrivées pendant les derniers troubles aux bastiments desdits lieux » et reconnu que, du fruit des recherches ordonnées, les militaires estropiés ne sauraient tirer aucun secours, le texte poursuit ainsi : ... « que les places d'oblats à eux affectées par les antiennes ordonnances estant bien réglées et conférées à personne de la qualité requise sont plus que suffisantes pour leur subvenir.... » Il est permis d'en être étonné.

La disparition prématurée d'Henri IV dont le règne eût pu être un des plus féconds de notre histoire laissait le royaume en proie à de nouvelles difficultés et dissensions intestines. La paix avait besoin de consolidation et les grands n'avaient pas désarmé. A l'extérieur d'autre part l'atmosphère commandait la vigilance. L'ouverture d'une régence donne rarement les apaisements voulus. Le nombre des victimes des guerres antérieures n'avait que faiblement diminué, les jugements de la Chambre de la Charité chrétienne le prouvent surabondamment, et en tout cas, il était susceptible encore de s'accroître sous peu. Or, les places dont le roi disposait dans les monastères ne s'étaient nullement accrues et même en supposant l'élimination totale des abus — sur l'importance desquels on semble mal renseigné (95) — il était manifeste qu'il n'y aurait jamais dans le royaume assez de monastères assujettis pour y caser ou pour pensionner les bénéficiaires éventuels du « droit d'oblat ». Le problème auquel se heurtait la Monarchie depuis un demi-siècle ne s'était pas brusquement résolu avec une telle spontanéité que l'on pût, au bout de quel-

(95) V. plus haut la note 82. Encore une fois il ne s'agit que d'une moyenne établie à la suite de quelques sondages dans divers cartons. En admettant même un important coefficient d'erreur, il paraîtrait surprenant de devoir renverser totalement la proportion indiquée.

ques années, en déclarer les données complètement changées. Il est vraisemblable que le pouvoir souverain ait cherché à faire prévaloir cette illusion afin d'amener plus facilement l'opinion publique au retour de l'état de choses antérieur. S'il a de bonne foi cru à cette affirmation gratuite, il s'est ou a été à coup sûr trompé. La suite des événements devait le démontrer (96). En tout cas, comme il était matériellement impossible d'éviter toute erreur dans l'attribution des places, étant données la désorganisation de l'administration royale, la mauvaise volonté des abbés et l'astuce des postulants, la déclaration dont il s'agit apparaît encore moins justifiable. Hélas ! le souci de l'innovation conduit parfois le successeur à démolir ce qu'a fait le prédécesseur.

Quoi qu'il en soit, le roi décide d'affecter de nouveau « ausdicts Gentils-hommes vieils caducz et soldats estropiez, n'ayant moyen d'ailleurs de vivre », les places de religieux lais aux abbayes et prieurés « estant à sa nomination où il y a accoustumé d'en avoir »... On retrouve aussitôt les locutions devenues « de style » sur le fait que « la plupart des dictes places sont tenues et occupées par personnes qui ne sont de la qualité requise par les ordonnances » et une fois de plus, prescrivant la « réformation des abbus qu'ils peuvent estre », le Prince ordonne aux baillis et sénéchaux de rechercher ceux qui jouissent des dites places, de vérifier les titres de ceux-ci et d'en rendre compte au Conseil. Cependant il était innové en ce sens que les stropiats qui préféreraient rentrer chez eux, recevraient une somme de 2400 livres qui serait donnée, semble-t-il, une fois pour toutes (97), fournie par le Trésorier

(96) En 1624, les estropiés se plaignent officiellement de la mauvaise administration de leurs revenus et supplient le roi de revenir au projet de 1604 (*La très humble remontrance des pauvres gentilshommes, capitaines et soldats estropiés pour le service de la couronne au Roi*. Bibl. Nat. Recueil Cangé, VII, fol. 309).

(97) Est-ce à cette somme que Mathurin Régnier fait allusion (*Oeuvres posthumes, Satyre*, Ed. Belles Lettres, p. 212) dans les vers suivants :

« Perclus d'une jambe et des bras,
 Tout de mon long entre deux dras,
 Il ne me reste que la langue
 Pour vous faire cette harangue.
 Vous sçavés que j'ay pension,
 Et que l'on a pretention
 Soit par sotise ou par malice,
 Embarrassant le Bénéfice,
 Me rendre, en me tordant le bec
 Le ventre creux comme un rebec.
 On m'en baille en discours de belles,
 Mais de l'argent point de nouvelles ;
 Encore, au lieu de payement,
 On parle d'un retranchement,
 Me faisant au nez grise mine :
 Que l'Abbaye est en ruine,

de l'Épargne et versée aux intéressés en présence de vicaires du grand aumônier de France. En tout cas, l'Edit de Juin 1606 était abrogé. Le même jour, le roi faisait adresser une Commission « à tous justiciers, officiers et subjects de Sa Majesté, de s'enquêter et cognoistre de la qualité de ceux qui jouissent des places de religieux laiz (98) ». Une autorisation spéciale était en outre accordée le 15 Septembre 1611 aux « Capitaines et soldats stropiez » de faire imprimer l'arrêt précité et la commission susdite par tel « libraire » de leur choix (99) : ce privilège fut accordé deux jours après à Guillaume Marette, imprimeur (100). En 1613, un règlement intervint de nouveau pour la révision des places d'oblats (100^{bis}).

Dans quelle mesure cette solution permettait-elle aux protestants de voir leurs vieux jours assurés ? Autant il était difficile d'admettre un adepte de « la religion prétendue réformée » dans un monastère, autant le projet d'Henri IV se révélait satisfaisant à cet égard. Les fonds qui devaient alimenter la Maison de la Charité chrétienne, s'ils comprenaient des contributions versées par les abbayes et prieurés n'étaient pas uniquement constitués par elles ; le reliquat des comptes des établissements charitables pouvait passer pour appartenir à tous les bénéficiaires éventuels et n'étaient affectés d'aucune étiquette confessionnelle exclusive. Mais ce n'était pas tant les huguenots qui répugnaient à toucher une pension des catholiques que les monastères qui, non seulement n'en voulaient recevoir aucun mais n'entendaient pas leur voir attribuer une part de leurs fonds. Quant à la Maison de la Charité chrétienne, il est au contraire curieux de constater que l'aversion des protestants s'exerçait beaucoup plus à l'encontre de l'insigne en forme de croix à porter sur le manteau qu'au sujet de la pension monastique. Les synodes nationaux avaient du reste apaisé leurs scrupules en les autorisant à s'orner de cet attribut (101).

Le retour aux placements monastiques remettait tout en question et de fait, les Parlements, à la suite de cet arrêt de 1611 recommencèrent à déclarer les soldats huguenots

Et ne vaut pas, beaucoup s'en faut,
Les deux mille francs qu'il me faut ;
Si bien que je juge, à son dire,
Malgré le feu Roy nostre sire,
Qu'il désireroit volontiers
Lachement me reduire au tiers ».

M. Régnier est mort en 1613.

(98) *Recueil Cangé*, id., fol. 342.

(99) *Id.*, fol. 343.

(100) *Id.*, fol. 344.

(100^{bis}) *Arch. Nat. X 1a* 8647, fol. 476-8.

(101) Benoît, *Histoire de l'Edit de Nantes* 1693, I, 2^e partie, p. 366, cité par Burnand, *op. cit.* p. 21.

incapables de tenir une place d'oblat (102) ; cela doit s'entendre naturellement avec le correctif : dans un monastère ou de recevoir une pension d'une abbaye ou d'un prieuré. On ne voit pas cependant quel obstacle pouvait être opposé au paiement de la somme de 2400 livres, conformément à l'arrêt précité, à d'anciens militaires appartenant au protestantisme et désireux de rentrer chez eux. La mesure pouvait et devait leur convenir (103).

De toute façon, le nouvel arrêt entre en vigueur, si l'on peut ainsi parler et la chasse aux oblats nantis se poursuit, sans qu'on puisse en mesurer l'ampleur (104). Une chose est

(102) Nous n'avons pas besoin de faire remarquer que l'arrêt cité plus haut sous la note 80, étant de 1607, s'est contenté de ne pas admettre l'oblat protestant à l'abbaye Saint-Séverin-de-Château-Landon ; il appartenait à l'intéressé de solliciter ensuite son entrée à la Maison du faubourg Saint-Marcel. Mais d'autres décisions judiciaires sont postérieures à 1611 : arrêt du Parlement de Paris en date du 18 février 1621, au sujet d'un prieuré « assis près de la Rochelle ». L'avocat général déclara que « le Roy ne donne jamais de privilège contre soy-mesme » (Bouchel, *Somme bénéficiaire*, sous le mot oblat, 664 — *Mémoires du Clergé*, IV, 2014) ; autre arrêt rendu le 7 décembre 1623 qui donna à un soldat catholique, « le jeune Lenoir » la préférence à l'encontre de l'oblat protestant en place depuis près de trente ans en l'abbaye Saint-Julien de Tours (Bouchel, *id. op. cit.*, 667. Jean du Fresne, *Journal des principales audiences...* Paris, 1733, t. I, ch. VIII, p. 71 ; Louet, *op. cit.*, p. 191. En 1632, les moines de la Chartreuse de Durbon intentèrent une action en annulation de la nomination de Josué Clément, soldat estropié, comme frère lai de leur couvent, par ordre royal. Le dossier aux Archives départementales des Hautes-Alpes est incomplet, la procédure semble avoir été conduite devant le Parlement de Grenoble où, malgré toute l'obligeance de l'Archiviste en chef de l'Isère, il a été impossible d'en retrouver trace. Nous avons du moins l'argumentation des moines : le monastère est exempt de recevoir « les oblats que Sa Majesté se réserve sur chaque abbaye, monastère ou couvent de France » (le fait de l'exemption des Chartreux est incontestable, il date de 1553, mais l'énoncé des droits du roi est trop extensif) ; le dit Clément « est de baz lieu et de petite extraction (argument singulier !), natif de Chateauneuf paroisse de Laragne et de Mizon, il a esté converty à la religion prétendue réformée et ne sçait s'il est catholique (!!!) Son père s'appelait le Cappe Anth^e Clément de Serres (?) qui a faict mille maux a ceste maison, il estoit huguenot »... etc. (*Arch. des Hautes-Alpes*, 1 H 106. Chartreuse de Dubon).

(103) La façon dont M. Burnand présente les choses (*op. cit.* p. 21) peut prêter à équivoque. Il est permis d'ailleurs de remarquer que la répugnance réciproque des soldats huguenots et des abbayes dont il est fait état plus haut (v. p. 88) n'était pas générale. Henri IV avait pourvu d'une place d'oblat à Saint-Julien de Tours un soldat de la « religion prétendue réformée » qui jouit de sa pension annuelle de soixante livres « paisiblement l'espace de presque de trente ans » jusqu'au jour où un nouvel abbé commendataire « le sieur Gamache, docteur en théologie » a refusé de continuer à la lui payer. Procès et attribution de la place à un catholique. (Bouchel, *op. cit.* 667).

(104) On ne saurait tirer parti des quelques décisions de jurisprudence qui nous sont parvenues et qui intéressent chronologiquement cette époque car leur date d'aboutissement ne doit pas faire oublier qu'elles ont pu être amenées d'assez loin : par exemple un arrêt rendu en mai 1613 par le Parlement de Bretagne procède d'une instance engagée en 1583 (Tournet, *op. cit.* 1207). Celui qui intervint le 23 Avril 1616 résolut un intéressant problème de droit que nous retrouverons plus loin mais qui n'a aucun rapport spécial avec nos préoccupa-

certaine, les réclamations pleuvaient de part et d'autre, les moines lais se plaignant des abbés et de la vie qu'ils étaient obligés de mener, les abbés ou prieurs déplorant les mauvaises mœurs de leurs pensionnaires. Les monastères avaient cependant la possibilité de payer à ceux-ci une pension en argent mais encore fallait-il que les intéressés s'y prêtassent ? Or son montant habituel était de soixante livres par an et cela depuis longtemps (105) tandis que le coût de la vie avait singulièrement encheri (106). Il était en conséquence plus avantageux pour l'oblat de vivre au monastère quand il le pouvait, il avait le droit de l'imposer à l'abbé (107). Cet état de choses devenait intolérable.

Déjà en 1614, les Etats Généraux avaient attiré l'attention du Roi sur la nécessité de réserver aux soldats estropiés les places de religieux lai, à l'exclusion de toute autre personne (108). A la clôture de leur session, le 23 février 1615, le Tiers revient à la charge (109). Les Maréchaux de France, de leur côté, dans une supplique du 29 juin 1620 insistent auprès de Sa Majesté pour le maintien des édits en faveur des « estropiez, attendu mesmes la grande quantité qui en est arrivée au depuis en ses guerres et ceux qui pourront survenir journellement en celles presentes pour son service, à la maison des quelz il est besoin et tres juste de pourvoir, voires tres utile et de bon exemple a l'advenir pour donner courage a tous les autres et faire a qui mieux mieux dans les occasions »... Ils la renouvellent en mars 1622 (110).

En mars 1624, Louis XIII prit une nouvelle déclaration (111). La faculté d'acquitter leurs obligations en nature ou en argent était laissée aux abbayes et prieurés mais le montant de la pension d'un invalide était relevé à 100 livres, ce qui était plus en rapport avec les nécessités du moment. Or loin d'apaiser les esprits, cette mesure ne fit que soulever

tions en ce chapitre (Louet, *Recueil...* p. 494). Bien d'autres arrêtés ont dû intervenir mais nous n'en avons pas trace.

(105) Certainement, d'une façon courante, depuis le milieu du XVI^e siècle (v. Papon, *Recueil d'arrests...* n° 4). Mais il y eut des pensions fixées à des sommes supérieures, à vrai dire, exceptionnellement. Le cas du « vieil gendarme » qui, en 1533 obtint une provision de 12 livres par mois ne peut être pris comme base. (Papon, *id.* n° 15). D'ailleurs les lettres patentes de Charles IX en date du 20 Octobre 1568 reconnaissent formellement la fixation de la pension à 60 livres (Bibl. nat. *Actes royaux*, Août-déc. 1568).

(106) La fin du règne de Henri IV et les débuts de celui de Louis XIII furent marqués par de graves complications financières et une situation économique peu brillante (Sée, *Histoire économique de la France*, et Germain-Martin, *Histoire économique et financière*, p. 214-215).

(107) V. notamment arrêt du 20 Octobre 1579, plus loin, ch. v.

(108) Rapine, *Recueil...* Paris, 1631, 2^e partie, p. 29.

(109) *Id.*, op. cit., Cahier général du Tiers Etat, pp. 28 et 29.

(110) B. N. ms fr. 3583, fol. 413.

(111) Isambert, op. cit., t. XVI.

des protestations : le clergé se plaignit de la surcharge qu'on prétendait lui imposer et qu'il jugeait trop lourde tandis que les candidats religieux laïcs, peu satisfaits de cette solution, réclamaient le retour au projet de 1604 (112). Les notables réunis à Paris en 1626 furent appelés à en discuter, notamment à la suite d'une supplique que les « gentilhommes cappitaines et soldats estropiez » leur présentèrent le 8 février 1627 et où ils regrettaient que l'on n'eût « auparavant donné autre ordre pour les récompenser que quelques places de religieux laïcs qui ne suffisoient ny en qualite ny en valleur pour la dixieme partie de ceux que le Roy avoit sur les bras »... (113. Un secrétaire du Roi, Pierre Briset, préconisa la création d'un « séminaire militaire et de vertu » pour loger et entretenir les mutilés de guerre. Sans doute il ne s'agissait que des célibataires mais l'auteur envisageait aussi de pourvoir à l'entretien des « Prímats chanoines Prebendiers et autres Officiers qui y seroient jugez necessaires par les effets d'une juste œconomie soit au culte et gloire de Dieu qu'au Gouvernement politicq qui sera requis en payant les mariés et ceux d'entre les gentilhommes cappitaines et soldats estropiez qui ne resideront en icelle maison de la Charité du Lis de ce qui leur sera ordonné par chacun mois à la banque et les pauvres vefves et enfans d'iceux qui seront mortz au service du Roy de la moitié des soldes et appointemens que leurs maris soubsient tant qu'elles se maintiendront en viduite pour elles et leurs dits enfans ». Pour financer son projet, P. Biset proposait l'affectation des reliquats des comptes des hôpitaux, aumôneries, lèproseries et confréries, la recherche des malversations et usurpations, l'utilisation des reliquats des comptes des « jurandes consulatz fabricques et marguilleries » ; les « bénéficiers assujettis » devaient payer de leur côté 100 l. pour 2000 l. de revenu, 150 l. jusqu'à 4000, 200 de 4 à 8000 et 300 au-delà ; plus la moitié des aumônes de l'année ; les deniers qui proviendront de l'établissement de « quelques métiers et maitrise jurée » ; les recettes échues à Sa Majesté par confiscations, aubaines, déshérence, de même que les rentes et charges non acquittées ; toutes mutations de condition de qualité pour les personnes ecclésiastiques (promotion aux ordres, aux bénéfices) devaient donner « droit de seigneurage » au profit de la dite maison ; un sou par livre de revenu serait exigé de tous les bénéfices sans exception pour les communautés mainmortables ; et tous bénéfices possédés sans juste titre seront assignés au nouvel établissement, ainsi que le 24^e des dimes affectées aux pauvres, le tiers de toutes confiscations de deniers et marchandises de contrebande, un sou pour une livre de tous les deniers

(112) V. note 96, plus haut.

(113) B. N., ms fr. 3431, fol. 311.

communs et patrimoniaux, tous deniers provenant des permissions et concessions de tenir jeux de boules, quilles, etc, etc. (114).

Le roi tint bon et la pension resta fixée à cent livres. L'ordonnance de Janvier 1629, communément appelée Code Michau (115) confirma cette mesure ; les monastères conservaient de même la faculté du paiement en nature ou en argent, cela s'entendant naturellement au choix des oblats (116) et à raison d'une seule pension par bénéficiaire, « à peine de privation de toutes les deux ». Les abus auxquels avaient donné lieu les cumuls justifiaient sans doute ce rappel d'une obligation qui, à l'origine, n'avait eu nul besoin d'être précisée aussi nettement (117). Une fois de plus, un rôle complet des places d'oblats devait être dressé, sur la production des « certifications des maréchaux de France et colonel de l'infanterie lesquels ils donneront, soit sur la propre cognoissance qu'ils auront des mérites et services desdits estropiez, des lieux et occasions où ils auront reçu lesdites blessures ; soit sur celles des capitaines particuliers ou mestres de camp qui les pourront donner... » Ces états seraient arrêtés par le roi en son Conseil, en présence du grand aumônier et les pensions distribuées à l'aide de ceux-ci. Un avantage était en outre réservé à ceux qui avaient combattu à la Rochelle : ils bénéficiaient d'un droit de priorité sur tous les autres. A cet article de l'ordonnance, il convient d'en ajouter un autre qu'on remarque moins mais qui a son intérêt : le roi prend l'engagement de pourvoir à l'entretien « des capitaines et officiers qui, par l'âge ou les blessures sont devenus incapables de servir et résider à leurs charges » à condition qu'ils se démettent de celles-ci et à celui des soldats estropiez ou invalides à qui il promet « place de religieux lays, morte paye ou autres provisions suffisantes pour leur entretenement... » (118). Ce texte est important, car pour la première fois il est rappelé qu'il y avait d'autres moyens que la pratique du « droit d'oblat » pour venir en aide aux anciens serviteurs du roi hors d'état de subvenir à leur existence (119).

(114) B N. ms fr. 18784, fol. 272.

(115) Isambert, *op. cit.*, t. XVI, p. 223.

(116) Art. 219 de l'ordonnance : ... « à les recevoir par lesdits estropiez en argent ou en espèces à leurs choix »... (Isambert, *op. cit.*, p. 283).

(117) L'arrêt rendu par le Parlement de Paris le 2 février 1274 semble bien laisser entendre que s'il y a une place par monastère, il n'en saurait de même être attribué qu'une au même titulaire (Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, t. I, Paris, 1863, p. 179 — *Olim.* II, fol. 26 r°).

(118) Art. 231 de ladite ordonnance (Isambert, *op. cit.*, t. XVI, p. 285).

(119) Les « mortes-paies » avaient été en effet instituées par l'ordonnance du 7 Avril 1467 donnée à Montils-les-Tours (Isambert, *op. cit.* X. p. 547). Elles étaient attribuées à des hommes qui quittaient le service après avoir reçu quelques blessures mais qui étaient encore capables d'accomplir certaines fonc-

Qu'advint-il de ces mesures dont la répétition fréquente atteste l'inanité ? Elles n'eurent pas plus grand succès que les autres et ne réussirent pas à triompher de difficultés que du reste les événements à l'intérieur et à l'extérieur du royaume ne faisaient que compliquer (120). Toujours est-il qu'on éprouva le besoin de prendre une nouvelle déclaration le 20 Mai 1630 « portant règlement pour l'exécution de celle du mois de Mars 1624 sur la nourriture et la subsistance des soldats estropiés » (121). Cette obstination à vouloir faire rendre par une institution des services qu'elle n'est plus en état de fournir avec l'ampleur désirable a évidemment quelque chose de touchant mais laisse l'impression d'un funeste égarement. Ayant renoncé à poursuivre une tentative qui pouvait être intéressante pour revenir à une pratique condamnée antérieurement, la monarchie donne sans cesse de la tête contre le même obstacle sans réussir — et pour cause — à l'enfoncer. Pendant près de trente ans, l'on assiste à ce pénible spectacle d'impuissance tandis que les stropiés continuent à être les victimes de ce singulier entêtement auquel ils ont essayé de mettre fin. Il est vraisemblable que dans toute cette affaire, l'attitude du Clergé régulier a fait hésiter la Royauté à prendre les mesures qu'elle ne pouvait pas ne pas entrevoir puisqu'en fait elle les avait déjà perçues, mais que celui-ci redoutait — à tort ou à raison — à cause des charges dont il supportait la lourdeur. Le système poursuit dès lors son fonctionnement tant bien que mal et plutôt mal que bien, si l'on en croit les déclarations royales elles-mêmes (122) jusqu'en 1633. L'inutilité des dispositions prises auparavant ayant fini par prévaloir (123), le roi, sur le Conseil de Richelieu (124), se décide à reprendre la double formule de son père, non sans user de cette solennité qui marquera ce siècle... « car ou ceux qui obtiennent ces places de religieux dans les abbayes ne sont pas de la qualité requise par l'institution, ou les abbez mesmes supposent de leurs domestiques qu'ils récompensent de ce bien destiné à tout autre usage, ou les soldats qui légitimement sont pourvus de

tions militaires : ils servaient dans les places fortes et leur solde était diminuée (V. Burnand, *op. cit.* p. 10). Il en sera assez fréquemment question dans tout le cours du XVII^e siècle.

(120) Les affaires d'Italie et d'Espagne, ainsi que la lutte contre le protestantisme et la dissidence politique à l'intérieur faisaient l'objet des préoccupations constantes du Cardinal de Richelieu, devenu premier Ministre le 13 Août 1624 (L. Madelin, *Histoire politique*, p. 213.

(121) Isambert, *op. cit.* XVI, p. 356.

(122) Préambule de l'édit de novembre 1633 (*Recueil Cangé*, id. fol. 348).

(123) ... « mais le temps qui altère toutes choses ayant du tout corrompu cette sainte institution (l'établissement des religieux laïcs dans les abbayes), l'a rendue du tout inutile et sans aucun soulagement pour le public »... Nous sommes loin des déclarations de l'arrêt de 1611 qui disaient le contraire !

(124) Cf. Richelieu. *Mémoires*, II, p. 375 et Félibien, *op. cit.* II, p. 1379.

ces places, en composent, pour n'estre obligez à la résidence et pour avoir la liberté de vaguer et demander leur vie : ce qui est injurieux à Nous et au Public, et honteux à eux-mesmes ». A prendre cet exorde au pied de la lettre, on pourrait supposer qu'en aucun cas le « droit d'oblat » ne fonctionne régulièrement : il y a là de nouveau une exagération pour les besoins de la cause tout comme en 1611 le même excès s'était manifesté en sens contraire. Le roi éprouve le besoin de donner en passant un coup de chapeau en quelque sorte à son ancien projet : ... « bien que cette institution... peut, étant bien observée, apporter du soulagement à ce mal »... dit-il usant cette fois d'expressions un peu plus modestes. En conséquence, soucieux de reconnaître les services rendus à la Couronne en assurant à ceux qui se sont dépensés pour elle sur les champs de bataille, subsistance et honneur, le roi prescrit une double fondation : une Commanderie et une maison de retraite. Les mânes d'Henri IV durent en frémir de satisfaction.

Cette communauté, érigée en ordre de chevalerie, prendra le titre de Commanderie de Saint-Louis, dont feront partie tous ceux qui, avec preuves à l'appui, auront été estropiés à la guerre pour le service du Roi. Elle devait permettre de les nourrir et de les entretenir « le reste de leurs jours de toutes choses nécessaires à la vie ». Le Cardinal de Richelieu, couvert d'éloges en était nommé le grand maître. Mais elle ne manquerait pas de se traduire sur le plan matériel par une construction appropriée à cette destination et « pour estre par son ordre pourveu au Bastiment et construction de ladite Commanderie et en general à tout ce qui sera nécessaire pour l'establissement, subsistance et police d'icelle »... le frère du Ministre, le Cardinal de Lyon, grand aumônier de France, en recevait la direction, l'administration et la surintendance générale. Pour financer cette nouvelle œuvre, les abbayes qui, en vertu des ordonnances de 1624 et 1630, versaient 100 livres par pension d'oblat, lui remettront désormais ces sommes mais comme ces ressources seront insuffisantes, le roi décide que tous les prieurés — même ceux qui jusqu'à présent sont exempts de ce « droit » — dont le revenu sera supérieur à 2000 livres, acquitteront la même taxe à partir du 1^{er} Janvier 1634. Percus par les receveurs particuliers des décimes en chaque diocèse, les fonds dont il s'agit seront remis au receveur général de la Commanderie, chacun prélevant au passage sa légitime rétribution (trois deniers par livre pour les uns, six deniers pour l'autre). Mais il fallait connaître tous les établissements monastiques assujettis, présents et futurs : pour cela, les baillis, sénéchaux et autres juges royaux devaient, chacun dans l'étendue de son ressort, dresser, dans les deux mois après la publication de l'édit, un état exact des monastères de leur circonscription respective. Le garde des sceaux, Séguier, était chargé de les centraliser. Enfin une disposition

transitoire permet aux soldats estropiés qui « se trouvent avoir esté assignez de leurs pensions sur quelques abbayes », de recevoir cent livres par an, « de quartier en quartier », en attendant que la Commanderie soit en état de les accueillir (125).

Cette fondation devait être faite « au lieu et place du chasteau de Bicestre » (126). Et du reste, au début, les travaux furent poussés avec une belle ardeur. L'emplacement en avait appartenu au Chapitre de Notre-Dame mais les constructions étaient rasées depuis 1632 (127). Les plans du nouvel édifice étaient, paraît-il, très ambitieux et l'on avait la prétention d'en faire « un des plus beaux des environs de Paris » (128). L'architecte de Saint-Germain, Beaulieu, qui en avait fait les dessins, avait prévu quatre pavillons réunis par de spacieux bâtiments ; une chapelle provisoire s'élèverait au milieu du vaste carré et deux grands jardins s'étendraient à droite et à gauche de la maison.

Les travaux marchaient bon train (129) et en 1634, ils étaient déjà assez avancés pour que, le 24 Août, jour de la Saint-Louis, l'Archevêque de Paris, Jean-François de Gondy, permit d'y célébrer l'office divin (130) et pour que le 27 Septembre, jour anniversaire de la naissance du roi, fût en mesure de s'y dérouler une procession solennelle de tous les estropiés, avec messe dite par le curé de Gentilly dans la nouvelle chapelle. Un feu d'artifice termina ces solennités (131). Ainsi un bel élan animait toute cette entreprise. Mais en 1636, le Souverain déclarait que, tout en faisant « avec grand soin et diligence » le bâtiment de la Commanderie, celui-ci n'était pas encore « en état de recevoir et loger les soldats estropiez » (132). Les affaires n'avançaient dès lors plus autant qu'il était désirable.

C'est que le Roi se heurtait aux mêmes difficultés et aux mêmes hostilités que naguère. La question d'argent était, en

(125) Cet édit fut enregistré le 29 Décembre 1633 (*Rec. Cangé*, id. fol. 356).

(126) *Id.* fol. 348.

(127) Lebeuf, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, 1883, Paris, t. IV, p. 13.

(128) *Supplément des antiquités de Paris...* par D. H. T. 1639, p. 87 cité par Burnand, *op. cit.* p. 23.

(129) *Gazette de France*, 1634, n° 81, p. 332, 12 Août 1634 : « Le septième du courant on commença la closture de la commanderie de Saint-Louis, pour le logement et nourriture des capitaines et soldats estropiez, vieux et caducs, au lieu où estoit le chasteau de Bissestre, des deniers de quelques particuliers, accusés d'avoir judaïsé, dont Sa Majesté avait fait don à son Eminence ». Cité par Burnand, *op. cit.* p. 23.

(130) Lebeuf, *op. cit.* p. 13.

(131) *Gazette de France*, 1634, n° 104 : « les particularitez de première procession des estropiez », texte publié par Burnand, *op. cit.* pièces annexes, p. 274-5.

(132) Déclaration du 5 mai 1636 (*Mémoires du Clergé*, IV, 1990).

cette matière, capitale et le Clergé régulier tenait les clefs de la caisse. Or l'édit de 1633 l'avait fortement indisposé. Soumettre à une taxe de 100 livres par an (chiffre qu'il trouvait trop élevé en 1624) les abbayes astreintes au « droit d'oblat » était par lui déjà considéré comme onéreux mais de plus assujettir à cette contribution tous les prieurés électifs ou collatifs, conventuels ou non, lui semblait réellement insupportable. L'Assemblée générale du Clergé qui se réunit en 1635 fut appelée à en discuter. Les estropiés l'avaient du reste suppliée par une requête qui lui fut rapportée le 30 Juillet, de donner son consentement à la création de l'établissement charitable projeté (133).

Après examen, discussion et délibération prise par provinces, « les préjudices que le clergé en recevoit ont été jugés si grands et les conséquences si dangereuses que... l'Assemblée a résolu de s'opposer à l'exécution de cet Edit et, pour y parvenir, de députer vers Mgr le Cardinal de Richelieu, pour le remercier de l'honneur qu'il a fait à l'Assemblée de commander aux dits estropiés de s'adresser à elle et ensuite de le supplier très humblement de départir son autorité au Clergé pour obtenir du Roi la suppression de cet Edit : Mgrs de Bordeaux et de Saint-Malô ont été priés de lui faire cette supplication » (134).

Le Ministre reçut avec la plus grande courtoisie la délégation, écouta soigneusement les doléances qu'elle lui présenta et lui fit remarquer « qu'il avoit arrêté l'exécution de cet Edit jusqu'à ce qu'il eût été vu par l'Assemblée » mais « qu'avant que de résoudre ce qu'il doit faire sur cette prière, il désiroit que la Compagnie même considérât que le dessein du Roi de

(133) *Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France*, Paris, 1768, t. II, p. 741. Même dans l'entourage immédiat du Premier Ministre, le projet avait reçu un accueil assez réservé. Un de ses confidents lui écrivait : « Un seul bâtiment ne suffira pas, il y a plus de 4 à 5.000 invalides épars en France, qui accourront à Paris comme à leur asile, voyant les constructions entreprises. Retenir ces soldats estropiés dans une maison, c'est un abus ; s'ils sortent, ils pourront jour et nuit voler les maisons en force, se réunir, etc. Il faut les disperser en divers endroits qui se trouveront vides, en province : léproseries, hôtels Dieu, et autres maisons de pitié désertes qui ne servent à rien ». (*Arch. Aff. Etrang.*, t. 809, fol. 203 — Richelieu, *Mémoires*, t. II, p. 373 — *Arch. Guerre*, LVI, 49, cité par d'Avenel, *Richelieu et la Monarchie absolue*, t. III, p. 150-151. Entre autres enseignements cette lettre indique de quel crédit jouissaient chez certains les soldats estropiés...

Il faut reconnaître que les invalides n'étaient pas les seuls à causer, en ce domaine de « l'Assistance », des soucis à la Monarchie : « Paris était encombré de malheureux qui ne demandaient plus qu'à l'aumône leur subsistance quotidienne. Le nombre des indigents s'était encore accru par suite des souffrances exceptionnelles de l'hiver de 1596 qui fut aussi une époque de pain cher », dit le R. P. Yves de la Brière (l'assistance par le travail à Paris au début du XVII^e s., *Etudes*, 5 avril 1903, p. 25). Les projets fleurissaient et des « réformateurs inventifs proposaient de liquider la question sociale avec les trésors des congrégations. C'étaient des précurseurs ! » (*id.*, p. 281).

(134) *Collection... id.*

pourvoir à l'entretien de ceux qui, en servant Sa Majesté et la Religion ont perdu les moyens de gagner leur vie, étoit pieux et très juste ». Dès le règne de François I, continua-t-il, le Clergé a consenti à s'imposer sur le revenu des abbayes pour contribuer à une « si sainte œuvre » ; il est vrai que la façon dont jusqu'à ces derniers temps on s'est servi de ces fonds n'apporta « quasi aucun secours » à ceux auxquels ils étaient destinés et en terminant, le Cardinal déclara à ses visiteurs qu'il priait en conséquence l'Assemblée « de chercher quelque moyen qui n'intéressât point le clergé et qui rendit l'usage desdites pensions plus commode et plus utile » (135).

La riposte était de bonne guerre et les prélats en sentirent à coup sûr la piquante ironie. Mais plus d'un mois après cette entrevue, les membres de l'Assemblée, malgré leurs efforts, n'étaient pas plus avancés et décidaient le 12 Septembre d'envoyer au Cardinal une nouvelle députation qui réitérerait la précédente requête, exposerait les soins qu'elle avait apportés « de chercher des expédients pour assister les estropiés sans surcharger les biens Ecclésiastiques » mais déclarerait en outre qu'elle n'en avait pu trouver « aucuns qui dépendissent d'elle et qui ne fussent très dommageables au Clergé ». Comme quoi, la solution du problème qui consiste à demander « plus à l'impôt et moins au contribuable » n'avait pas encore été trouvée à ce temps-là !

C'est seulement le 16 Octobre que Mgr de Bordeaux est en mesure de rendre compte à l'Assemblée de la nouvelle audience obtenue. La réponse cette fois est bien meilleure pour elle car Richelieu, après avoir exhorté les députés à trouver « quelque moyen de contenter le Roi au sujet des estropiés », leur déclare que s'ils n'y parviennent point, et si l'Assemblée juge nécessaire la suppression de l'Edit, il se joindra aux « remontrances » qu'elle en fera.

Les discussions continuèrent, les manœuvres diplomatiques aussi mais l'affaire paraissait gagnée. Cependant le 27 Avril 1636, le Sieur de la Barde, agent du Clergé, dit n'avoir pas encore reçu la déclaration promise pour la « révocation de l'Edit des Estropiés » ; elle fut datée du 5 Mai (136).

À la vérité, elle n'était pas aussi draconienne que l'aurait souhaité le Clergé. Sans doute les charges étaient diminuées sensiblement puisque les prieurés se trouvaient désormais exemptés de la taxe de cent livres mais les abbayes restaient soumises à la contribution prévue à condition toutefois qu'elles eussent plus de 1500 livres de revenu. Moyennant quoi, elles « sont et demeurent déchargées de la nourriture d'un moine

(135) *Mémoires du clergé*, IV, 1990.

(136) Cette déclaration fut enregistrée le 29 Juillet 1636, (*Mém. du Clergé*, id. 2016).

lai ». La même procédure de perception des taxes est maintenue ; il est précisé toutefois que les émoluments des receveurs seront prélevés sur les sommes perçues et non en sus (137).

C'est dès lors, une sorte de compromis qui a prévalu mais les recettes escomptées vont-elles cette fois être suffisantes pour alimenter la nouvelle institution ? Toujours est-il qu'en 1639 la construction de Bicêtre n'était pas encore achevée (138). Pendant ce temps, la situation des estropiés n'était guère favorable et les débuts du règne de Louis XIV allaient voir de nouveau augmenter le nombre des invalides. Ici encore la mort du roi mit fin à un projet qui lui était certainement cher mais auquel son entourage ne portait plus le même intérêt. La Commanderie fut abandonnée... pour un temps du moins (139), les places vacantes de religieux laïcs continuèrent d'être affectées à des militaires inaptes au service à la suite de blessures ou maladies, les non-résidents percurent leurs pensions (140).

(137) Six deniers étaient en plus prévus pour les receveurs provinciaux ; il n'en avait pas été fait mention en 1633.

(138) Lebeuf, *op. cit.* p. 43.

(139) En 1636, l'hôpital général de Paris reçut du roi les bâtiments encore inachevés. On y installa des pauvres, une maison de santé, plus tard une prison (Burnand, *op. cit.* p. 24).

(140) Luynes, *Mémoires*, V, p. 12 et 13. De son côté, Claude Guyon obtint en 1636 des lettres pour l'abbaye de Saint-Léon de Metz (de Corberon, *Plaidoyers*, Paris, 1693, n° XIV, p. 54). Les affectations à des places de religieux laïcs n'avaient d'ailleurs pas cessé : c'est ainsi que Jacques Pomerquet, dit la Grange, ancien soldat, fut pourvu de lettres du roi sur l'abbaye de Saint-Victor-en-Caux (3 mai 1623), (*Catalogue des ms de la Bb. de Reims*, t. 39, 1, ms 1522, fol. 14, p. 727) ; qu'un certificat fut délivré à Claude Chaponnet, dit la Frisale, soldat estropié (1629, 1630) (*id.* fol. 153 v° p. 734 ; que Nicolas Brunet, soldat anspessade blessé au siège de Montauban, reçut provision pour l'abbaye de Montiérender, « Montye en Argonne », et Martial Dagusson, dit la Roche, soldat estropié, bénéficia de la même faveur en l'abbaye de Breuil, au diocèse d'Evreux, tous deux en 1638 (*id.* fol. 156, p. 734). De même le roi continuait à prononcer ou à confirmer des exemptions : l'Ordre des Chartreux était exonéré du « droit d'oblat », un arrêt du 19 Janvier 1553 l'avait reconnu (J. Brillon, *dictionnaire...* n° 12) et une ordonnance de 1568 confirma ce privilège (v. plus loin, ch. V, ce qui est dit de cet ordre). Mais les monastères se sentaient plus en sécurité lorsqu'ils pouvaient obtenir pour eux mêmes une décision spéciale. C'est ainsi que Dom Ganneron, l'auteur des *Centuries du pays des Essuens* (édit. Laurent, Paris, 1894, p. 548) rapporte ... « Louys 43, dit le Juste... a confirmé par lettres royaux toutes les grâces et faveurs de tous les roys ses devanciers, accordées à la Chartreuse du Mont-Dieu, asçavoir... exemption. de recevoir soldats estropiez... Toutes lesquelles choses furent confirmées du roi et signées de sa main l'an 1625, registrées en Parlement à Paris la même année, vérifiées en la chambre des comptes la mesme année et en la court des aydes l'an 1628 et par les deputez du clergé de France l'an 1627, et par les thrésoriers généraux de la généralité de Champagne l'an 1628, et par les officiers et esleus de l'eslection de Reims l'an 1629 et finalement par les grenetiers et officiers du grenier à sel de Chasteau Porcian la mesme année 1629, 20 juillet. »

Les autres, dont il n'y a pas lieu de s'occuper ici, firent l'objet de mesures spéciales (141).

Mais ce serait une illusion de croire que les abus, pour autant, avaient cessé. Les procès qui se rapportent à cette époque en font foi (142) et il y avait les autres contestations qui n'allaient pas jusqu'aux juridictions et toutes les injustices qui étaient tolérées ! Ce sont toujours les mêmes illégalités qui se commettent : compétition pour la même place entre candidats dont les uns sont de la qualité requise par les ordonnances et les autres pas ; candidatures sans titres suffisants ; places occupées par des moines laïcs non qualifiés ; difficultés de paiement des pensions, etc., nous assistons au perpétuel défilé des mêmes causes, avec de temps à autre une particularité un peu piquante, mais témoignant d'identiques abus persistants. Un arrêt du Conseil d'Etat rendu le 4 Décembre 1668 constatera sans difficulté une fois de plus que les places de religieux laïcs sont « pour la plupart remplies et possédées par des gens supposez ou par des soldats qui ne sont pas de la qualité dont même quelques uns en possèdent plusieurs contre l'expresse défense faite par les ordonnances, ce qui tourne au préjudice de ceux qui en devraient et pourroient être légitimement pourvus » (143). Et de nouveau, le roi prescrit la rédaction incessante d'un rôle contenant « toutes les Abbayes et prieurez qui peuvent porter des pensions pour l'en-

(141) V. à ce sujet *Bib. Nat.* ms français 4221, fol. 251-8 ; *Recueil Cangé*, id. fol. 312 et 313, v. également Burnand, *op. cit.* p. 24-25-26.

(142) Exemples : Compétition : un soldat estropié pourvu d'une place sur l'abbaye de la Cour-Dieu (bailliage d'Orléans) y trouve un sieur de Bonville, gentilhomme. Procès et le Parlement décide le 30 Juillet 1630 que les deux concurrents seront examinés par les chirurgiens pour savoir lequel des deux répond aux conditions de l'ordonnance. Nous ne connaissons malheureusement pas la décision définitive intervenue (Bardet, *Recueil d'arrêts du Parlement de Paris*, 1773, *Avignon*, t. I, l. 3, ch. 118, p. 339). Candidat sans titre et abbaye chargée indument : affaire Claude Guyon contre abbaye Saint-Léon de Metz. Arrêt du Parlement du 10 Septembre 1637 (de Corberon, *op. cit.* p. 51). Oblat faisant trafic : arrêt du Parlement de Paris en date du 19 Mars 1659 (Jovet, *Bibliothèque...* n° 8). Oblat sans titre éliminé par un candidat de qualité requise : arrêt du 22 juin 1660 à propos d'une place à l'abbaye de « Saint Iberi ». Un enseigne du Régiment du Prince de Condé, ayant perdu un bras à la bataille de Lens, obtient des lettres sur ce monastère en 1652. Mais il trouve en place un nommé Dualde, fort vieux, avec lequel il s'entend pour le laisser jouir de sa pension jusqu'à la mort de celui-ci. Quand après le décès de l'oblat en 1659, le candidat voulut lui succéder, la place était de nouveau occupée par un moine lai qui, n'ayant pu justifier de blessures reçues en service, fut éliminé (Albert, *Arrêts du Parlement de Toulouse*, 1731, Toulouse, au mot oblat, p. 309). Oblat éprouvant des difficultés pour se faire payer : Abbaye de Montaulieu, arrêt du 4 Août 1661 ; Abbaye de Fontfrede, arrêt du 8 Août 1661 (id) Transactions alimentaires : arrêt du Parlement de Provence, en date du 10 décembre 1663, au sujet du couvent de Frères prêcheurs de Saint-Maximin (Louet, *op. cit.* p. 191, nouvelle addition).

(143) *Mémoires de Clergé*, IV, 2019.

tretenement et subsistance desdits Religieux laïcs, comme aussi de ceux qui en sont présentement pourvus et auxquels les pensions sont payées... » Mais pour compléter cette mesure et remédier aux abus « qui se commettent journellement », le roi, par un deuxième arrêt du même jour (144) ordonne que tous ceux qui sont pourvus des places dont il s'agit, devront justifier devant les conseillers d'Etat, maîtres des requêtes ordinaires de l'hôtel et commissaires départis par lui ou ayant l'intendance de la Justice, dans leurs ressorts respectifs, de leurs titres, services et blessures « et ce, dans un mois ».

Néanmoins la situation ne s'améliorait pas : ceux qui ne résidaient pas dans les abbayes et, vivant au-dehors, percevaient leur pension, ne parvenaient pas à subsister. Il s'agissait, pour la plupart, de gens mariés et chargés de famille : une modeste rente annuelle de 100 livres n'y pouvait suffire. On se souvient qu'elle avait été fixée à ce chiffre en 1624 (145). Or, le prix des vivres avait depuis ce temps fait un nouveau bond en hauteur (146). La misère à laquelle se trouvaient réduits de ce fait ces anciens serviteurs de la couronne, outre qu'elle devenait pour eux intolérable, tournait « à la honte et à la confusion de l'art militaire et au dégoût même de ceux qui auroient dessein d'embrasser cette profession » (147). Le roi décide dès lors en janvier 1670 (148) de porter les pensions à 150 livres ; elles seront, comme de coutume, payées par les abbés, de quartier en quartier et par avance sous peine de saisie du temporel. Mais le 24 Janvier 1670, un arrêt du Conseil d'Etat (149) prescrivait que, dans les six mois à compter du 1^{er} Janvier, tous ceux qui étaient pourvus de places de religieux laïcs dans les abbayes et prieurés, devraient rapporter au Secrétariat d'Etat à la Guerre les « provisions, certificats et autres titres » en vertu desquels ils jouissaient de ces places ; faute de le faire dans le délai fixé, ils seraient déchus de leurs droits. Il était défendu aux abbés de payer les pensions aux intéressés, avec obligation de les verser jusqu'à concurrence de 150 livres chacune, à dater du 1^{er} Janvier 1670, entre les mains du Receveur général du clergé, ce qui leur en vaudrait décharge.

Cette mesure n'est pas prise à la légère. Outre qu'elle se propose de remédier aux abus flagrants dont il a été souvent question, elle répond à un nouveau dessein quant à l'utilisation des fonds ainsi versés par les monastères sur laquelle une

(144) *Id.*, 2021.

(145) V. plus haut.

(146) Sée, *op. cit.*, I, p. 137, Germain-Martin, *op. cit.*, p. 215 et s.

(147) Exorde de la Déclaration de janvier 1670 (*Mémoires du Clergé*, IV, 1993).

(148) Déclaration enregistrée le 27 février 1670 (*id.*) cf. de même Isambert, *op. cit.* t. XVIII, p. 369.

(149) *Mémoires du Clergé*, *id.* 2023.

ordonnance du 24 Février 1670 va maintenant donner quelques précisions.

Louis XIV, en effet, reprenant les projets qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait pu mener à bonne fin, décide la fondation d'un hôtel qui sera construit pour abriter et nourrir les soldats blessés et estropiés à la guerre (150). Cet établissement sera financé notamment par les pensions de religieux laïcs que les monastères assujettis à ce droit doivent verser depuis le 1^{er} Janvier 1670 au Receveur général du clergé.

Ils serviront, d'une part, « à l'entretien des soldats qui véritablement auront été blessés et estropiés à la guerre ou qui par leur grand âge et pour avoir vieilli dans le service seront incapables de le pouvoir continuer », et, d'autre part, et pour moitié, au versement de pensions pour les officiers d'infanterie. Le recrutement de ces pensionnés et de ces pensionnaires était réglé minutieusement par cette ordonnance. Ce qu'il faut surtout retenir de ce document, c'est que de nouveau il ouvrait la voie à la réalisation entrevue par Philippe Auguste, Henri III, Henri IV et Louis XIII, et qui dotée cette fois de moyens appropriés, poursuivie avec tenacité et conçue sur un plan grandiose, allait enfin résoudre le problème auquel la Monarchie se heurtait depuis de longues années.

Mais les opposants habituels n'avaient pas désarmé. L'Assemblée du Clergé réunie à Pontoise pendant l'été 1670 se montra une fois de plus émue par l'augmentation du montant des pensions à verser et se crut autorisée à présenter au roi ses remontrances. Il est de règle qu'aucune levée extraordinaire de deniers ne doit être faite sans le concours des Assemblées. La majoration ainsi pratiquée ne constitue-t-elle pas une véritable imposition sur les bénéfices, grosse de redoutables conséquences si elle est acceptée ? Le roi ne sera-t-il pas tenté de renouveler l'opération, de forcer ainsi les taxes chaque fois qu'il se sentira pressé par le besoin d'argent, c'est-à-dire souvent ? Et qui sait si les nécessités de la guerre ne le pousseront pas à étendre l'obligation de ces pensions aux évêchés et aux bénéfices ? Cela ne peut se faire et l'on se résoud à supplier « sa Majesté de laisser les choses au dernier état où le feu roi les mit, de l'avis des notables, qui est une somme de cent livres ; d'autant plus considérable à l'égard du Clergé et pour des sol-

(150) *Id.* 1995. En attendant l'achèvement de l'édifice, les pensionnaires devaient être logés dans une maison louée à leur intention, au faubourg Saint-Germain, rue de Cherche-Midi, près de la Croix-Rouge. On les installa dans quatre grandes maisons construites en 1663 (n^{os} actuels 9 à 13). En 1675, le plan de Jouvin de Rochefort mentionne qu'elles étaient occupées par « les invalides ». Les estropiés quittèrent le Cherche-Midi vers 1680 et, à leur départ, les maisons furent vendues. (Burnand, *op. cit.* p. 27 et note 8). La police intérieure de cet établissement avait été assurée par un règlement du 12 novembre 1670. (*Recueil Cangé*, *id.* fol. 313).

datés estropiés qu'elle est plus grande que celle qui est communément accordée, selon les règles communes de l'Eglise, par les pères à leurs enfants qui se font d'Eglise et se mettent aux ordres sacrés, laquelle même en plusieurs diocèses n'est que de vingt écus, et en ceux où elle est plus grande, n'excède pas cent livres » (151).

Ces arguments, à vrai dire, peu pernitents, n'entamèrent en rien la résolution de Louis XIV qui passa outre et poursuivit obstinément son dessein, comme d'ailleurs il allait le faire voir. Un arrêt du Conseil d'Etat en date du 15 Janvier 1671, en effet prescrit l'exécution pure et simple de celui du 24 Janvier précédent et, tout en enjoignant de nouveau aux abbés et prieurs « sujets au paiement des pensions des Religieux laïcs » de verser incessamment à M. de Penantier la somme de 150 livres par an, il défendait au Parlement de Paris et au grand Conseil « de prendre connaissance dudit arrêt » (152). La même année, un nouvel arrêt du 27 Août ordonnait le paiement des pensions d'oblats dues au titre de l'année 1670 ; un autre du 26 Septembre prescrivait la mise en vigueur de ceux des 24 Janvier 1670 et 15 Janvier 1671.

Craignant d'autre part que les ressources à provenir de ces pensions soient insuffisantes, le roi, par un arrêt du Conseil en date du 27 Avril 1672 abaisse à 1000 livres de revenu la base d'imposition des abbayes et prieurés de nomination royale puis fonçant une fois de plus la note, taxe, par arrêt du 28 Mars 1673, à 75 livres par an tous les abbayes et prieurés de la même qualité et n'ayant pas 1000 livres de revenu. Cette fois, le cycle est complet : tous les monastères du royaume sur lesquels le souverain a des droits, doivent contribuer à la nouvelle fondation (153). Il ne reste plus qu'à prendre la mesure d'ensemble qui couronnera l'édifice ainsi patiemment construit : ce sera l'œuvre de l'Edit d'Avril 1674 pour l'établissement de l'Hôtel royal des Invalides (154).

Ainsi se termine la longue période des tâtonnements qui, depuis la Renaissance, ont maintes fois compromis le règle-

(151) *Collection des procès-verbaux des assemblées du Clergé de France*, V, 103, 105. v. Dom Besse, *op. cit.* p. 123.

(152) *Collection Moreau* (Bibl. Nat.) vol. 1406, fol. 77 et s. Table des règlements concernant les Invalides.

(153) Pour tous ces arrêts, v. *Coll. Moreau*, id. et *Recueil des édits concernant l'Hôtel Royal des Invalides*, Paris, 1781, t. I.

(154) Enregistré au Parlement de Paris le 5 juin 1674 à la Cour des Aides, le 9 juin, au grand Conseil, le 28 Juin, au bureau de finances de la Généralité de Paris, le 9 Juillet et à la Chambre des Comptes le 18 Août 1674 (*Recueil des édits...*, id. H. Sauval, *Histoire et recherches des antiquités de la Ville de Paris*, Paris 1724, t. I, p. 332). C'est l'ordonnance du 15 Avril 1670 qui donna à la nouvelle fondation le nom d'Hôtel royal des Invalides, (*Recueil des édits...* id., *Collect. Moreau*, id.).

ment satisfaisant d'une question délicate. La Monarchie usant d'un « droit » dont l'exercice normal pendant des siècles lui a permis de témoigner sa reconnaissance à de bons serviteurs, l'adapte à cette même fin par des modalités nouvelles, mais non pas inédites, en tout cas, cette fois avec un plein succès. Cependant le « droit d'oblat » en tant que tel, semble pratiquement avoir vécu. On verra plus loin comment, sous la forme qui lui est désormais imposée, il va continuer à jouer son rôle.

CHAPITRE V

FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION

Il est maintenant nécessaire de pénétrer plus avant dans le fonctionnement du « droit » dont il s'agit et d'en déterminer les modalités internes. Le choix d'une époque et d'une aire géographique déterminées permettra de mieux concentrer l'attention sur les problèmes à résoudre.

C'est pourquoi, dans ce chapitre, il ne sera traité que de la France et telle qu'elle se comportait, territorialement parlant, au moment considéré. D'autre part, pour regarder l'institution jouer pratiquement son rôle normal, il convient de prendre la période qui, en gros, coïncide avec le XVI^e siècle, étant entendu qu'il y aura quelque débordement soit antérieur, soit postérieur, pour les besoins de la cause. Plusieurs raisons expliquent cette décision.

D'abord, le « droit d'oblat », après une éclipse d'un siècle et demi environ, sort de l'ombre et prend une extension remarquable. De plus, les textes vont se multipliant : arrêts des Cours de Parlement, actes royaux abondent et en facilitent l'étude sous ses divers aspects. En outre, une doctrine, une jurisprudence s'établissent et des circonstances particulières, comme la diffusion du protestantisme, posent des problèmes nouveaux. Enfin c'est pendant cette époque que l'institution atteint en un certain sens son point culminant, car la période suivante sera marquée par des modifications profondes et une véritable révolution dans la structure intime ainsi que dans le rôle économique et social de ce « droit ».

Huit rubriques, d'importance variée, se partageront cette étude.

*
**

SECTION I — LES ASSUJETTIS.

Quels établissements monastiques étaient astreints à cette pratique ?

En principe, ce sont les monastères de fondation royale et soumis à la nomination du roi. Mais ce n'est pas tout :

.... « ces oblats se mettent non seulement es monasteres de sa garde (de la garde du roi) et qui sont de fondation Royale, mais à ceux qui sont de fondation ducalle et comtale moyen-nant qu'ils soient eslectifs et qu'ils valent mille ou Douze cens livres de revenus pour le moins, et par l'ordonnance de Char-les 9 de l'année 1568 les Religieux Lays ne peuvent estre mis qu'es Abbayes et prieurez qui sont à la nomination du Roy, et sur laquelle nostre St Pere le Pape a accoustume de pourvoir, et les titulaires des prieure qui sont en colation des archevesques Evesques, Abbez, Chapitres et Communautéz en sont deschar-gez » (1).

Ce texte présente d'une façon assez complète l'ensemble des conditions à réunir par les établissements monastiques pour être passibles du « droit d'oblat » :

A) *Abbayes et prieurés de garde, de fondation, ou de nomina-tion royales.*

Cela résultait (2) de l'arrêt du Parlement de Paris rendu le 2 Février 1274 à propos du monastère de Cusset, avec une modalité particulière, depuis lors tombée en désuétude, le « droit de joyeux-avènement ». De même a été citée la déclara-tion du 17 Juillet 1317 portant règlement pour la réception d'un moine, « en chacun de plusieurs monastère du Païs d'An-jou et des environs » (3). On peut ajouter ici des lettres du roi Philippe V le Long, datées d'août 1320 (4) par lesquelles il déclare que l'Abbaye de Préaux, au diocèse de Lisieux, est exempte du droit « qu'il a son advenement à la couronne de mettre un moine dans chaque abbaye attendu que l'Abbaye de Preaux n'est pas de fondâon royale suivant les informations qu'il en a fait faire et les titres représentés par lesd-religieux de lad-Abbaye et ordonne a son bailly de Rouen de donner main levee des biens de lad-Abbaye en cas quil les ait fait saisir ». Un arrêt du 25 Février 1323 avait aussi imposé à l'Abbaye de Beaulieu en Bretagne « un homme d'Eglise » que le roi y avait mis « *jure suo* » et qu'elle refusait de recevoir, notamment parce qu'elle prétendait n'être pas de fondation royale (5).

Ce « droit » du roi existe même en cas de contestation sur la fondation. Ainsi en décide un arrêt du 17 février 1550 qui ordonne la nourriture par provision d'un invalide aux dépens de l'Abbaye de la Couture (6) « Et s'il advient difficulté

(1) *Mélanges Colbert*, t. XV, fol. 390 et s.

(2) V. plus haut, p. 31.

(3) *Mém. du Trésor des Chartes*, t. I, fol. 148, cité par Brillonn *Dictionnaire des arrêts*, t. IV, Paris, 1727, au mot oblats, p. 690.

(4) *Coll. Joly de Fleury*, 994, fol. 7 R. 89 du *Tr. des Ch.*, p. 379.

(5) Brillonn, *op. cit.* 9.

(6) *Id.*

sur la reception dudit presente, d'autant que les Abbes et Religieux dient que l'Abbaïe n'est de fondation royale, ores que par les lettres du Roy soit mande au Juge royal que s'il appert que ladite Abbaïe soit de fondation royale, etc... Si est-ce pourtant, que pendant le proces, et sans autre chose, par provision doit estre dit que le proure homme sera nourri en l'Abbaïe... et ainsi fut juge par Arrest de Paris, du 17 février 1550 contre Monsieur Fumee abbe de la Coustûre » (7).

Il faut citer cependant un arrêt du Parlement de Toulouse en date du 20 février 1567, qui reconnaissait au roi le droit de pourvoir d'une pension « un soldat ou autre » sur chaque prieuré du Royaume, « quoi qu'il ne soit de fondation royale » (8). Le même auteur mentionne encore dans le même sens un arrêt du Parlement de Paris dont il ne donne pas la date et qui taxa la pension à 60 livres. D'autre part, une décision identique résulte d'un arrêt du 31 Juillet 1569 au sujet du prieuré de Tournay (9). Il est difficile de savoir quels motifs ont poussé les juges à statuer ainsi, la teneur exacte de ces sentences étant inconnue. Vraisemblablement, il y a eu interprétation excessive du privilège royal en présence de prieurés aux revenus tentants et c'est pour remédier aux abus de ce genre qu'est intervenu l'édit du 20 Octobre 1568. « Auparavant l'Edit, l'on tenoit qu'aux Abbayes et Prieurez collatifs et conventuels, bien qu'ils ne fussent pas de fondation Royale, Ducale ou Comtale, le Roy estoit fonde d'envoyer un oblat, lequel les Religieux et moynes y demeurant estoient tenus de recevoir : d'autant que lors qu'il s'agit de la liberalite d'un prince et de recompense qu'il veut faire à ses loyaux et bons sujets, qui l'ont servy pendant ses guerres, et y ont este estropiez, sa volonte doit estre charitablement embrassee, et pleinement interpretee, comme il fut soustenu par Monsieur du Mesnil, avocat général du Roy, le 5 décembre 1566 en la Cause des Religieux, Prieur et Couvent de St Nicolas de Senlis, qui est un Prieur collatif, fonde par un Prieur de St Martin des Champs de Paris, a la collation de l'Abbe de Cluny : et il fut remonstre qu'au Prieur dudit Saint-Martin des champs, encore qu'il ne fust pas de fondation royale, neantmoins a cause qu'il y avoit conventualite un oblat y avoit este receu » (10).

Cette jurisprudence qui n'est peut-être pas aussi exceptionnelle que veut bien le dire R. Burnand (11), ne dura toutefois pas puisque, par l'ordonnance précitée, Charles IX décida que désormais les attributions de moines laïcs ne se feraient que pour les monastères soumis à la nomination du roi : « N'en-

(7) Papon, *Recueil d'arrests*, Lyon, 1569, L. 18, t. I, n° 14.

(8) Brillon, *op. cit.*

(9) Tournet, *Arrests des cours souveraines*, Paris, 1631, t. II, lettre O, p. 1206.

(10) Louet, *Recueil de plusieurs notables arrests...*, Paris, 1678, t. II, p. 191.

(11) *L'Hôtel royal des Invalides*, p. 12.

tendons que pour quelque cause ou occasion que ce soit les titulaires des Prieurez qui sont en la Collation des Archevesques, Eveques, Abbez, Chapitres et Communauté de nos Roïaume, Pais et Terres de notre obéissance, soient chargez ni tenus de recevoir aucun aucun soldat ou autre estropie es place de Religieux laïcs ou oblat, ains seulement voulons lesdits Religieux laïcs estre par nous mis es abbaïes et Prieurez qui sont a notre nomination, et sur laquelle notre Saint Père le Pape a accoustume pourvoir » (12).

A la suite de cet édit, les arrêts se conformèrent aux nouvelles dispositions. C'est ainsi que le 26 mai 1569, « Monsieur le Premier Président de Thou seant », un arrêt fut rendu au profit du prieur de Lenonville, bailliage de Nemours, « fondé sur l'Edit du 28 Octobre de l'année précédente 1568 » et portant que « les oblats ou Religieux laïcs ne peuvent estre receus aux Abbayes et Prieurez collatifs, mais seulement en ceux qui sont electifs, et a la nomination du Roy, et de fondation Royale, Ducale ou Comtale » (13). Un autre arrêt du 4 Janvier 1573 débouta un oblat des lettres par lesquelles il avait assignation sur « le prieuré de Saint-Denis-de-la-Chartre », parce que celui-ci n'était ni royal, ni ducal, ni comtal (14). Même décision le 12 mars 1585 (15) de même encore le 12 avril 1603 (16) pour le prieur de Selles-en-Brie, dépendant de l'abbaye de Marmoutier, contre un nommé Brissonneau. Il fut jugé ... « que toutes Abbayes ou Prieurez qu'on veut assujettir a la place d'un oblat, faut qu'elles soient de fondation Roïale, Comtale ou Ducale, ou bien en la nomination du Roi » (17). A propos d'un autre prieuré de Marmoutier qui n'est pas davantage précisé est intervenu de même un arrêt du 26 mai 1614. En tant que prieuré collatif, il était exempt d'oblat « car il ne suffit pas que l'abbaye, de laquelle le Prieure est dépendant, soit de fondation royale et a la nomination du Roy, mais il est pareillement requis, que le prieuré soit aussi a la nomination du Roy » (18).

Comme on le voit par ces quelques exemples, la jurisprudence délimite nettement, au fur et à mesure des contestations soumises aux cours de Parlement, les contours de l'exercice de ce « droit » en ce qui concerne les Abbayes et Prieurés de fondation ou de nomination royales.

(12) *Recueil des Actes, titres et mémoires concernant les affaires du Clergé de France*, Paris, 1716, t. VI, ch. 2, fol. 1963.

(13) Louet, *op. cit.*, L'édit est du 20 octobre et non du 28, comme s'obstinent à le dire nombre d'auteurs.

(14) Brillon, *op. cit.*

(15) Chenu, *op. cit.*, p. 30.

(16) *Mém. du Clergé*, IV, 2012.

(17) Chenu, *Recueil de règlements notables*, Lyon, 1614, t. I, ch. 8, p. 29-32.

(18) Louet, *op. cit.*

D'autres actes royaux intervinrent d'ailleurs, à propos de cas particuliers, pour rappeler que les prieurés simples ou conventuels sont exempts des oblates (19).

B) *Monastères de fondation ducale ou comtale, mais électifs.*

L'Edit de 1568 les comprend dans les établissements religieux susceptibles de recevoir légitimement des oblates et certains des arrêts mentionnés déjà (20) confirment cette interprétation (26 mai 1569, 4 janvier 1573, 12 avril 1603, 26 mai 1614) Mais il convient d'ajouter celui du 23 février 1600 qui est particulièrement caractéristique. Une contestation s'était élevée entre un oblat nommé au prieuré du Saint-Sépulcre de Beaugency et le prieur de celui-ci. Le premier soutenait qu'il avait obtenu du roi des lettres de provision sur cette communauté considérée comme conventuelle et fondée par les Comtes de Beaugency, et que le souverain ayant le droit de pourvoir de moines laïcs les prieurés conventuels de fondation royale, ducale ou comtale, cela emportait « avec soy le droit de présentation au prieur ». Il ajoutait, par son défenseur bien entendu, cette argumentation assez curieuse : ... « que si ledit Prieur n'estoit point en Collation du Roy ou présentation, mais de l'Abbe de Vendosme, c'estoit une usurpation, qui n'estoit point au Roy le droit de bailler un oblat : que ce droit estoit domanial, favorable et fort ancien » etc.. Le prieur répliquait au contraire : ... « que c'estoit chose nouvelle d'envoyer de semblables Religieux laïcs aux Prieures collatifs, qui n'estoient point en la nomination, présentation ou collation du Roy ; que le Prieur de Boisgency (*sic*) estoit collatif dependant de Vendosme : que les deux qualitez estoient requises par l'ordonnance de 1578 et 1585 de fondation Royale, Ducale ou comtale, et en la présentation ou nomination du Roy : et qui ne voudroit prendre que la qualité de fondation Royale Ducale ou Comtale, il se trouveroit peu de Prieurez conventuels, qui n'eussent receu quelque liberalite des Roys, Ducs ou Comtes, mais que la presumption de droit estoit au contraire, qu'ils n'estoient Fondateurs, *ex eo*, que les Prieurez estoient collatifs : que le commun usage estoit tel, et qu'il ne se trouvoit aucun Prieur conventuel collatif en ce Royaume, qui fut charge d'oblat : que l'exemple familial s'en prenoit des Commu-

(19) L'affaire Tricquoy au sujet du prieuré de Saint-Samson près d'Orléans, en fournit la preuve (*Arch. du Loiret*, Série D. Collège d'Orléans. Invent. pp. 160-161 — D. 363 (liasse) : pièce n° 2) : « Charles IX mande au bailli d'Orléans que, les prieurés simples et conventuels étant exempts d'oblates, il ait à s'assurer... 1572 19 septembre »... ; (Pièce n° 6) : « Mandement d'Henri III déclarant que les prieurés simples ou conventuels sont exempts des oblates... 1578-21 juillet » ; (pièce n° 9) : « Mandement de Louis XIII déclarant que les prieurés simples ou conventuels sont exempts des oblates... 1614-20 mars ».

(20) V. plus haut, p. 67.

nautez auxquelles le Roy n'avoit point droit de nomination ou presentation, comme aux Chartreux et Celestins » (21). Cette argumentation convainquit sans doute la Cour ; l'arrêt en tout cas déclara le prieuré de Beaugency exempt d'oblat.

Il en fut de même pour le prieuré de Fresnoy, près Compiègne ; n'étant pas conventuel, il n'était pas « sujet à recevoir un oblat » (22) mais, chose singulière, il y en avait un depuis quarante ans, toujours le même d'ailleurs et qui avait sans cesse été payé régulièrement de sa pension ; un autre l'avait précédé et depuis cinq ans, son successeur recevait sans difficulté ce qui lui était dû ! Un arrêt du 27 janvier 1603 exonéra le prieuré de cette charge.

C) *D'un revenu minimum de 1000 à 1200 livres.*

Cette disposition ne résulte pas de l'ordonnance royale de 1568 (23) : la confusion est visible avec les lettres patentes du 5 mai 1636 et le prétendu édit antérieur d'un siècle à celles-ci n'a jamais existé. Mais il est certain d'autre part que la question du revenu a été prise en considération, soit pour frapper contre tout droit, ainsi qu'on l'a vu (24), soit pour exonérer quand il y avait insuffisance. C'est ainsi qu'un arrêt est intervenu pour trancher un litige portant sur ce point. Il est daté du 13 janvier 1578 et concerne l'abbaye d'Yverneaux-en-Brie. A ce sujet, Chopin déclare (25) : « Toutesfois si le monastère ou abbaye est de si petit revenu qu'à peine elle ait de quoy entretenir l'abbe et les Religieux, et qu'apres cela il ne leur reste rien, il a este juge qu'il n'estoit tenu recevoir oblat apres evaluation du revenu faite par Maitre Antoine de Saint Ion, conseiller au Chatelet de Paris contre Christophe de Moussi, oblat presente par le Roy ».

Sans qu'il fût besoin d'un texte écrit, la jurisprudence se déclarait de la sorte en faveur des établissements religieux de faibles ressources (26).

(21) Louet *op. cit.*

(22) Brillon, *op. cit.* 18.

(23) Contrairement à l'affirmation de Chenu ; Bouchel (*La Somme bénéficielle*, Paris, 1628, sous le mot *oblat*, p. 663 : «... moyennant... qu'ils valent de revenu mil ou douze cens livres pour le moins »... C'est le même texte que l'on trouve dans Pasquier, *Recherches de la France*, Paris, 1643, L. 3, ch. 39, p. 303). V. de même Jovet, *Bibliothèque des arrêts*, Paris 1669 sous le mot *oblat*, 2^e partie, p. 16 ; Tournet, Guénois, Chopin et d'autres reproduisent la même erreur.

(24) V. plus haut, p. 68.

(25) *Œuvres complètes*, Trad. Journet, Paris, 1662, T. II, L. III, t. XXVIII, p. 583. Guy Coquille (*Histoire du Nivernais*, Paris, 1622, p. 133) dit ceci : « ... on a estendu ce droict... jusques aux Benefices collatifs pourveu qu'ils soient cōventuels et opulans »...

(26) Cependant l'on trouve quelques actes d'exonération en faveur de divers établissements monastiques réputés trop peu fortunés pour supporter la charge d'oblats, et cela sans qu'il soit question du minimum indiqué. Ainsi le manuscrit 4388 (*Bibl. nat.* n° 50, fol. 42) fait mention d'une lettre adressée par

Tel était le principe de l'assujettissement. Mais il comportait, cela va sans dire, des exceptions, même assez nombreuses.

1°) — *Les Chartreux.*

Un arrêt en date du 19 janvier 1553 (27) les exonéra du « droit d'oblat », « ce qui fut ordonné justement, d'autant que les Chartreux à l'exemple des anciens Anachorettes font profession de vivre en la solitude, pratiquant ce trait du Philosophe... *Latito vivens*, c'est-à-dire vis en cachette »... Il faut faire remarquer que les prieurs de cet ordre ne furent jamais nommés par le roi (28). Ce privilège se trouva confirmé à diverses reprises, notamment par l'ordonnance de 1568.

Il l'aurait même encore été, non plus cette fois, au point de vue général, mais en faveur de telle ou telle maison nommément désignée (29).

2°) — *Les Célestins.*

Ceux-ci sont « exempts de recevoir et nourrir les soldats (les moines lais) par lettres patentes du Roi Charles IX » (30)

Charles IX au bailli de Senlis « ou a son lieutenant a Compiègne » pour faire vérifier l'exactitude des plaintes de « M^e Guillaume Gauthier, prieur du prieuré de Royaulieu » qui déclarait ledit prieuré ruiné et hors d'état de subvenir à l'entretien du Sieur Louis Langlois, « soy disant soldat » (sans date). Un autre document, datée celui-là de 1572, (*ancien fonds*, ms. 5235, n° 258, fol. 171, *Bl. nat.*) évoque des lettres adressées au bailli de Montfort l'Amaury pour « descharger... d'avoir religieux lay » l'abbaye de N. D. de Grand-Champ, touchant « ung nommé Bullant de Solheneguy, soldat », (ou Vullant ou Violant de Cochevegny) celle-ci ayant été ruinée par les guerres.

(27) Chopin, *op. cit.* Boutaric, *Institutions militaires de la France*, Paris, 1863, ch. IX, p. 386, donne novembre 1553.

(28) Dom Besse, *op. cit.* p. 12 (*Arch. de l'Emp.*, reg. V. des Ordon. enreg. au Pt, fol. 19).

(29) Par exemple, pour la Chartreuse du Mont-Dieu sous Henri II (*Centuries du Pays des Essuens*, de Dom Ganneron, édit. Laurent, Paris, 1894, p. 472 ; Gillet, *La Chartreuse du Mont-Dieu*, Reims, 1889, p. 260) et sous Louis XIII, en 1625 (Dom Ganneron, *op. cit.* p. 548). L'exemption du « droit d'oblat » est indépendante, encore que souvent les actes de l'autorité royale ou les écrits des auteurs aient cherché à établir un lien à ce sujet avec les privilèges généraux octroyés aux Chartreux. Aux cotes X 1 A 8609 et 8610 des Archives nationales, *Ordonnances enregistrées au Parlement de Paris*, on trouve (n° 1294) : Paris (Hôtel des Tournelles) juillet 1484, « lettres patentes de Charles VIII confirmant et vidimant les lettres de privilèges octroyées par les rois ses prédécesseurs Charles V (Bois de Vincennes 13 janvier 1370), Charles VI (Paris 7 février 1383), Charles VII (Razilly, septembre 1446 et Louis XI (Tours, nov. 1461) (Paris, 31 octobre 1465) « fol. 78, enreg. le 5 juillet 1485 ; (n° 1418) Nantes, oct. 1500, lettres patentes de Louis XII, fol. 156, enreg. 4 avril 1503 ; (n° 1419) Paris, 10 juin 1502, mandement pour enregistrement des précédentes lettres (fol. 156) (n° 1420) Paris, H tel des Tournelles, juillet 1484. Lettres de Charles VIII vidimant et confirmant les lettres patentes de Louis XI (Paris 17 septembre 1461 — Péronne, février 1477 — « les Plessis du Parc les Tours » mars 1483, fol. 160. Enreg. 5 août 1484

(30) Brillion, *op. cit.*

du 12 septembre 1563 (31). Jamais le titre d'abbaye n'avait été attribué aux couvents de cet ordre.

3°) — *Les prieurés-cures de St Augustin.*

Un arrêt du Parlement de Paris du 4 Juin 1565, rendu en faveur du prieuré-cure de la Ferté-Gaucher, jugea que ces établissements devaient être dispensés du « droit d'oblat »... « Il y a une raison excellente pour l'exemption. Le Cure a déjà assez de charge à soutenir. On est persuadé qu'en nourrissant ou veillant à la nourriture et subsistance de ses Paroissiens indigens, il n'a point de superflu à distribuer, ainsi que le titulaire *pinguis beneficii* » (32). Ainsi advint-il à propos d'un vétéran, Guillaume Chevance, pourvu par le Roi de lettres de provision sur le prieuré-cure dont il s'agit, sis au diocèse de Meaux, dépendant de l'abbaye de St-Jean-des-Vignes et relevant des chanoines réguliers de St-Augustin. Le titulaire du bénéfice, Dom Guillaume du Port, avait refusé l'oblat à qui le Lieutenant Général de Meaux donna raison mais que débouta le Parlement de Paris où Chopin plaida pour le prieuré et gagna (33).

4°) — *Les Religieux de Sainte-Croix.*

Ils étaient de même des observants de la règle dite de St Augustin. Charles IX, par lettres patentes du 28 Juin 1568 publiées et vérifiées en la Cour le 3 Août de la même année, leur aurait accordé l'exemption du « droit d'oblat », « comme n'estans pas de fondation Royale, Ducale ou Comtale, ou de peu de choses, et ayans peu de revenu »... (34).

5°) — *L'Ordre de Cluny.*

C'est la même année que cette Congrégation aurait obtenu un édit en sa faveur, du moins si l'on en croit de nombreux auteurs qui invoquent soit une ordonnance, soit des lettres patentes en date du 28 octobre 1568, vérifiées, dit-on, le 26 novembre suivant en la Cour de Parlement de Paris : ... « D'autant que tous les Prieurez de cet ordre dependent de la collation de l'abbé supérieur et non point de la nomination du Roy, ny d'aucun Duc, Comte ou autre Prince » (35). Dans les commentaires, on fait en outre souvent état de lettres patentes du roi Louis le Gros, datées de novembre 1119, confirmées par ses successeurs et notamment par Charles VI en 1397 (36) et

(31) Guénois, *op. cit.*

(32) Brillon, *op. cit.*

(33) *Traité de la police ecclésiast.* dans *Œuvres Complètes*, IV 443, 444.

(34) Chopin, *Œuvres complètes*, 1662, T. V. L. II, t. II, n° 40. *Recueil Cangé*, VII, 1^{re} Série, port. milit. Boite G., fol. 340.

(35) Chopin, *Traité*... n° 43. V. Tournet, Desmaison et Castel, Chenu. Brilleau, Brill'ou, les Mélanges Colbert, etc.

(36) Secousse, *Ordonnances des Rois de France*, t. III, p. 543 et s., qui

d'où il résulterait que tous les prieurés de Cluny « ont este acquis par les abbez et ne sont de don et fondation Royale ». Le propre en effet des constitutions clunisiennes est de faire de cette branche bénédictine un ordre très centralisé ne comportant qu'une abbaye mère et des prieurés simples auxquels pourvoit le seul abbé de Cluny.

De son côté, M. Prévost, se fiant sans doute à Guénois (37), mentionne des lettres patentes du 28 octobre 1578, ayant le même objet. Il semble qu'il y ait dans toutes ces affirmations quelque confusion. En effet, il est exact que Charles IX signa le 20 octobre (et non le 28) 1568 des lettres patentes qui furent enregistrées le 26 novembre suivant. Nous en possédons le texte (38) mais il rappelle les conditions auxquelles sont soumises les nominations de moines laïcs par le roi dans les monastères. Il insiste notamment sur la question des prieurés qui est nettement précisée. Qu'on en ait conclu que de la sorte ceux de Cluny étaient normalement exemptés du « droit d'oblat », c'était logique. Que les avocats dans leurs plaidoiries aient peut-être un peu forcé la portée de l'ordonnance royale en présentant l'exonération des prieurés de Cluny comme non seulement incluse implicitement mais énoncée dans le texte, et invoqué de prétendus précédents difficilement contrôlables, de 1119 et de 1397, rien non plus que de naturel. Et les auteurs s'y sont laissés prendre. En tout cas il n'y a aucune trace officielle d'une ordonnance du 28 octobre 1578 sur Cluny ; celle du 20 octobre 1568 édicte une mesure d'ordre général ; aucune autre n'est intervenue le 28 octobre pour être enregistrée à la même date que la précédente (26 novembre 1568) et visant spécialement l'Ordre de Cluny. Cela résulte de la recherche et de la confrontation des documents *authentiques* eux-mêmes, en dehors de toute énonciation d'auteurs qui souvent reproduisent avec les mêmes allégations, les mêmes erreurs. En tout cas, de l'Ordonnance de 1568, il a été fait aussitôt application à divers prieurés. Un arrêt du 12 janvier 1570 vint confirmer l'exemption en faveur du prieuré de St-Loup, près Luzarches, au diocèse de Paris (39). Un autre

reproduit avec des notes, des lettres de sauvegarde pour l'abbaye de Cluny, qui émaneraient de Jean I et, « selon d'autres Jean II à Paris, en janvier 1361 », et confirmeraient celles de Philippe VI dit de Valois, à Paris, en 1339. Ces dates ne concordent pas avec celles que donne Fevret, *Traité...*, p. 164, n° 43.

(37) (*Grande Conférence...* liv. I, tit. II, partie III, parag. 14, p. 31) qui cite d'abord l'édit du 28 octobre 1568 auquel il reconnaît un caractère général et invoque ensuite (p. 32) à propos de Cluny un autre édit du 28 octobre 1578 « vérifié le 27 novembre ensuivant ». Il est bon de rappeler que Charles IX donné comme l'auteur de cet édit de 1578, était mort en 1574.

(38) B. N. Actes Royaux, août-déc. 1568, reproduit par Burnand, *op. cit.*, annexes, p. 271.

(39) Chezu, *op. cit.* p. 29-32.

intervint dans le même sens le 4 janvier 1593 au profit du prieuré de St-Denis (40) ; un autre encore le 26 février 1596 pour le sieur de Birague, prieur de Souvigny-en-Bourbonnais (41). Cette jurisprudence, qui découlait de l'édit de 1568, s'opposait naturellement à la décision judiciaire prise auparavant (42) à propos du prieuré de St-Nicolas de Senlis qui, fondé par St-Martin-des-Champs était à la nomination de l'Abbé de Cluny. Mais on n'a pas oublié que, dans ce cas, c'était en considération des ressources de cet établissement que cet arrêt avait été rendu (43).

6°) — *Les monastères de femmes.*

Ils n'ont pas toujours été exemptés. On se souvient (44) que le premier arrêt que nous connaissons, celui de 1274, concerne un couvent de moniales et revendique pour le roi le droit d'y placer une religieuse. Mais à l'époque dont nous nous occupons maintenant, la doctrine paraît fixée quant aux bénéficiaires du « droit d'oblat » (45) : il n'est plus question que de militaires estropiés à présenter. Il devient aussitôt évident qu'il ne saurait plus s'agir désormais d'invoquer le privilège royal en faveur de tels protégés pour les faire vivre dans un monastère de femmes. Un arrêt du 3 décembre 1571 rendu au profit des religieuses bénédictines du prieuré d'Origny-Sainte-Benoite, au diocèse de Laon, trancha cette difficulté (46). Quant à l'affirmation que les nonnes sont exemptées « d'autant que es cas odieux » leurs abbayes « ne sont point comprises sous le nom de monastères » (47) il est permis de ne point s'arrêter à cette argutie juridique !

7°) — *L'Abbaye Saint-Allyre de Clermont.*

Ici se pose un problème de chronologie. Un auteur (48) déclare qu'un arrêt du 19 janvier 1553 a exonéré ce monastère du « droit d'oblat » et que des lettres patentes du 27 janvier 1573 ont confirmé cette exemption. Par contre, un autre (49), dans une page apparemment postérieure à celle du prédécesseur, parlant ensemble des Chartreux et de St-Allyre (qu'il écrit St-Ilvide) dit que la décharge fut accordée à ceux-ci par l'arrêt précité et que pour l'Abbaye en question dont il

(40) Bouchel, *Biblioth.* p. 833. Il en a été question plus haut.

(41) *Mém. du Clergé*, IV, 2003, Chopin, *Traité...* n° 43 ; J. Brillon, *op. cit.* n° 14 (avec deux erreurs de date) ; Ghenu, *Recueil...* ; Peleus, *Actions...*, p. 80.

(42) V. plus haut, p. 68.

(43) Chopin, *Traité...*

(44) V. plus haut, p. 31.

(45) V. plus loin la Section 4.

(46) Chopin, p. 443, n° 13.

(47) Elle est reproduite par Desmaisons et Castel, *Les définitions du droit canon*, 1700, p. 321, mais, en réalité, elle émane de Chopin.

(48) Ghenu, *Recueil...* 1614.

traite cette fois avec Chezal-Benoit les lettres patentes sont du 2 janvier 1572. Tournet (50) reproduit les mêmes dates que le premier. L'inventaire de l'abbaye de St-Allyre (51) cite des lettres patentes du 20 mai 1572, jour peut-être de la vérification. Jacques Brillon, de son côté (52), dont les dates sont souvent fautives, donne les lettres patentes comme étant du 2 janvier 1573, enregistrées le 22 février suivant (53). Quoi qu'il en soit sur ce point, on peut admettre qu'en principe l'exemption royale est de 1572-3, la date exacte ne présente pas ici une importance particulière, mais cela prouve combien il est parfois difficile de mettre d'accord les anciens auteurs. On n'oserait assurer qu'il n'en va plus de même avec les modernes !

8°) — *L'Abbaye Saint-Sulpice-les-Bourges.*

Réformée en 1497 sous Guidon Juvénal, religieux de la Congrégation de Chezal-Benoit, « du temps de Guillaume de Cambray, archevesque de Bourges » (54) cette abbaye bénéficia de l'exemption par lettres patentes du 27 Janvier 1573, enregistrées le 7 février suivant (55).

9°) — *L'Abbaye Saint-Vincent-du-Mans.*

Des lettres patentes, en date du 7 février 1573, vérifiées le 3 avril suivant, ont accordé le même avantage à ce monastère (56).

10°) — *L'Abbaye Saint-Germain-des-Prés.*

Elle était sans aucun doute de fondation royale. Cependant Henri IV donna semblable privilège le 22 décembre 1599 aux religieux de ce couvent, « aux faubourgs de Paris »... « à l'imitation (57) des autres couvents de l'Ordre de Saint Benoist lesquels depuis longtemps sont exopts de cette charge Charitative et Hospitalière de nourrir les oblats presentez par le Roy ». L'auteur vise sans doute Cluny (58). Un arrêt d'immunité intervint le 2 juin 1600, car « puisque c'est une chose qu'ils doivent au Roy, il est en sa puissance de le remettre, quand et a qui il lui plait » (59).

(49) Chopin, *Œuvres...* 1662.

(50) *Arrêts...* 1631.

(51) *Arch. dép. E.* 285.

(52) *Dictionnaire...* 1727.

(53) 7^e vol. *Ordon. Charles IX*, Cotté 2. F. fol. 291.

(54) Chenu, *op. cit* p.

(55) 7^e vol. *Ordon. de Charles IX*, fol. 288.

(56) Chenu, *op. cit.* p. 32.

(57) Chopin, *Œuvres...* n° 40.

(58) V. plus haut, p. 112.

(59) Peleus, *Actions...* XXI. François I avait été sollicité par les « religieux abbaye et couvent de l'Abbaye Saint Germain des Prez de l'Ordre Saint Benoist lez ville de Paris » de les exonérer de la charge des moines lais. Mais en réalité,

11°) — *Les chefs d'ordre.*

Un arrêt du 16 février 1635 (60) a jugé que les chefs d'ordre n'étaient pas « sujets aux oblats ou soldats estropiez ». Cette décision judiciaire a soulevé une controverse assez curieuse. « Monsieur l'Avocat général Bignon dit que les Rois de France avaient anciennement une place et prebende au chœur des principales Eglises, ainsi qu'il se remarque dans les Registres de la Cour, et même ainsi qu'il s'observoit du temps de St Louis. Touchez de pitie, ils ont accorde cette place et cette prebende aux pauvres soldats estropiez. Le privilege des chefs d'ordre n'est pas ecrit mais il est fonde en usage et en coutume ; ils rapportent un arret du grand Conseil des l'an 1610 qui a explique leur exemption en disant, *comme étant chefs d'ordre* ; il est raisonnable de favoriser les maisons de cette qualite qui sont les colonnes de la Religion. Pour cette consideration, par l'Ordonnance de Blois les Rois se sont departis d'y nommer, afin d'y mieux maintenir la discipline reguliere ». Or, l'Abbé Richard (61) prit assez vigoureusement à partie « le fameux Bignon avocat général » à qui il reprocha de vouloir « étendre ce droit à toutes les principales Eglises de France » sans se rendre compte des conséquences, selon lui, catastrophiques, qu'entraînerait cet établissement. Il conclut, en style vengeur ; ... « la piete de nos Rois est trop grande, et leurs ministres trop sages pour ne pas voir les inconvenients du zeile trop outre de ces personnes qui veulent se distinguer par des avis qu'ils forment et qu'ils s'efforcent de faire recevoir dans les Conseils »... !

12°) — *L'Ordre de Grandmont.*

« Entre les chefs d'ordre qui ont jouï du privilege de n'avoir point d'oblat... l'ordre de Grammont en jouït sans contestation : cet ordre a meme au dessus des autres une prerogative qui est qu'aussitot que l'Abbe general est élu, il a un droit de conferer les quatre premiers benefices qui vacquent apres son election, *pro jucundo adventu*. Ce beau privilege lui a ete accorde par les Papes et confirme par le Concordat et les quatre Prieurs nommez par l'Abbe sont exempts des 150 livres envers les Invalides. Quand par quelque meprise on a voulu les inquieter ils se sont fait decharger par arrêt du Conseil

doté le 31 août 1518 d'une place en cette maison, Jean Hervieu, « forger de nostre Artillerie », y était resté dix-huit mois environ, « jusques a son trespas », et un nommé Pierre Donjac se réclamait de lettres de provision pour lui succéder. François I mande alors au prévôt de Paris de tenir quitte le monastère de cette imposition nouvelle s'il appert qu'il a déjà été pourvu à ladite place depuis son avènement à la Couronne. *B. N. ms. p. 5086, fol. 78, sans date.*

(60) Brillon, *op. cit.* n° 43 ; Bardet, *Recueil d'arrêts du Parlement de Paris*, Avignon, 1773, t. 2, l. 4, ch. 4, p. 193.

(61) *Traité des pensions royales*, Paris, 1719, p. 186.

d'Etat » (62). Mais nous ne connaissons pas les décisions dont il s'agit.

13°) — *L'Abbaye du Val-des-Ecoliers.*

« Les chefs d'ordre n'y sont pas sujets et le Parlement de Paris l'a ainsi jugé pour l'Abbaye du Val des Ecoliers, ce qui a été confirmé par Arrest de la Chambre Royale »... (63). Nous sommes de même ici dans l'impossibilité de donner une précision supplémentaire.

14°) — *Hôpitaux.*

Nous tenons à les mentionner, encore qu'ils nous intéressent moins, afin de compléter cette liste d'exemptions. Mais ici, la décharge est plus ancienne, elle remonte à un arrêt du 3 février 1600 en faveur de l'hôpital Notre-Dame-de-Fontenille de Tonnerre, « Appelans du grand Aumosnier de France » et contre « Leonard Gourant, estropiat, intime »... « plaidans Dubois et Mercier ». La Cour ordonna que les « Appelans demeureroient deschargez de l'intime et neantmoins que ce qu'il avoit receu luy demeurerait par aumosne »... (64).

Il nous faut dire un mot maintenant d'une exemption qui a été demandée et que le Parlement de Paris a refusée. Elle intéresse les *églises sécularisées*.

15°) — Les Chanoines de l'Eglise collégiale de St-Géraut d'Aurillac qui avaient fait appel d'une sentence rendue par le sénéchal du haut Pays d'Auvergne en faveur de Claude Veronete, pourvu d'une place d'oblat sur cette église, furent déboutés de leur prétention le 22 janvier 1600. Ils soutenaient être exempts du « droit d'oblat » sous prétexte que leur collégiale était sécularisée. Il leur fut répondu que « le simple consentement du Roi prêté à la sécularisation ne peut éteindre les droits Roiaux comme est celui de presenter un oblat » (65), ajoutant d'ailleurs : ... « Et neantmoins si cette raison a lieu, il y a peu d'Eglises Collegiales et cathédrales en ce Roäume qui se puissent exempter de cette charge car elles ont été premierement monasteres et depuis secularisees » (66).

16°) — La question de l'exemption se pose aussi pour les *Jésuites*. A vrai dire, leur « compagnie » ne comporte ni Ab-

(62) Brillon, ... n° 20.

(63) Desmaisons et Castel, *op. cit.*

(64) Filleau, *Recueil général des Edits*, Paris, 1631, T. I, 1^{re} partie, t. I, ch. VIII, p. 14, 15, 16. Il est un autre exemple que cite Lallemant (*Histoire de la Charité*, t. IV, p. 442, note) : en 1608, Henri IV avait accordé une place d'oblat dans le prieuré de St. Nicolas à Bar-sur-Aube en faveur d'un ancien capitaine. Les religieux refusèrent de recevoir celui-ci en alléguant que leur prieuré était l'hôpital. (*Régl. de l'hôpital civil de Bar-sur-Aube*, 1828, p. XIII).

(65) Peleus, *Actions*... XXX.

(66) Cf. également Bouchel, *op. cit.* Chenu et Brillon, *op. cit.*

bayes ni prieurés ; elle n'a « ni cloître, ni office de chœur, ni paroisses, ni pénitences » ; elle se distingue nettement des anciens ordres monastiques et mendiants ; ses membres sont des « clercs réguliers » (67). Le problème des oblats ne les intéresse dès lors pas en tant que tels. Certes ils ont pu reprendre des bâtiments claustraux ayant appartenu à d'autres Congrégations religieuses et de ce fait être exposés à recevoir des moines laïcs et à continuer d'en nourrir mais d'une part nous n'avons pas connaissance de cas de ce genre et d'autre part nous ignorons si une mesure générale d'exemption est intervenue en leur faveur. Par contre nous savons qu'un arrêt du Conseil privé du roi a déchargé les Jésuites d'Orléans de toutes pensions d'oblats le 16 avril 1638 et qu'un mandement royal a prescrit le 29 avril suivant l'exécution de cet arrêt. Nous pouvons ajouter que le 21 juillet 1671 le prieuré de Saint-Samson (que Louis XIII avait donné en 1619 aux Pères Jésuites et que ceux-ci avaient uni à leur collège d'Orléans) était déclaré exempt d'oblats par arrêt du conseil privé et que le même jour un mandement royal ordonnait l'exécution de cet arrêt (68). Quelques autres textes décident dans le même sens (69).

*
* *
*

SECTION 2. — LE POUVOIR CONCÉDANT.

Qui nomme à ces places d'oblat ? ; c'est en principe le roi et le roi seul, pratiquement, dans la plupart des cas.

(67) *Qu'est-ce qu'un Jésuite ?* par le R. P. Doncoeur, Paris, 1938, p. 13.

(68) *Arch. du Loiret* : Série D. Collège d'Orléans, Invent. pp. 160-161 - D. 363 liasse, pièces n° 16, 17, 19, 20. *Recherches sur le Collège royal d'Orléans*, par de Vassal, Orléans, 1848.

(69) Dans la procédure entre les Jésuites et Pierre-Louis de Reich de Penantier (Pièces cotées 78-103, liasse D. 363. série D *Archives du Loiret*) on peut lire (pièce 80) : ... « car nos Roys par une bonté spéciale ont tousiour voulu que tous les Collèges de la Compagnie de Jésus auxquels ils ont permis l'union de plusieurs prieurés fussent exempts de toutes autres charges que des decimes et prieurés auxd. colleges, et par les arrests descharge accordés en conséquence » ... particulièrement des soldats estropiés, ce qui se voit par les lettres d'union desd. Dans cette même liasse, aux pièces 81 et 82 figurent deux documents extraits de registres, l'un du Conseil privé du roi, l'autre du grand Conseil et relatifs à une contestation entre le nommé Claude Merle « dit Lorange » pauvre soldat estropié » pourvu d'une place de religieux lai au prieuré des Deux-Amants au diocèse de Rouen, uni au Collège des Pères Jésuites de cette ville, et le Recteur dud. Collège, 23 juin, 10 août 1632. La pièce 98 se rapporte à la même contestation. Le prieuré du Parc-de-Grandmont-lez-Rouen uni au Collège de cette ville fut déchargé, le 30 août 1639 par arrêt du Conseil privé, de la place d'oblat à laquelle Mathieu Mery dit l'Espérance avait été nommé. Claude Merle, dit l'Orange, s'est fait assigner sur le prieuré des Deux-Amants uni également aud. Collège. Cette supplique demande le maintien de la décharge. Elle invoque des lettres patentes et des arrêts du Conseil privé et du grand Conseil des 19 septembre 1572, 21 juillet 1578, 26 février, 8 et 28 avril 1610, 21 mars 1614, 11 avril 1634, 16 avril 1638, 30 août 1631 et 29 mai 1671.

Mais il faut remarquer tout de suite qu'il n'en a pas toujours été ainsi. D'une part, les grands s'étaient vus récompensés de leurs services par l'attribution de bénéfices portant sur des établissements monastiques, ou bien s'étaient eux-mêmes approprié les abbayes dont il s'agit. D'autre part, ils avaient contribué par leurs donations à la fondation de nouveaux lieux conventuels de prières. Soit dès lors à titre de possesseurs, soit à titre de fondateurs, de donateurs ou de gardiens (quand les religieux avaient spontanément sollicité leur appui), ils exerçaient certains droits ou prenaient certaines libertés à l'égard de biens dont ils n'hésitaient pas, le cas échéant, à disposer en faveur de tel ou tel de leurs protégés. Sans doute, la remise des abbayes entre les mains d'hommes d'Eglise, les pouvoirs croissants de la monarchie qui, petit à petit, supplantèrent les droits féodaux, entraînèrent une diminution des attributions seigneuriales à cet égard, et, pratiquement, les ducs et comtes cessèrent de faire bénéficier de prébendes monacales leurs fidèles sujets à une époque que l'on peut situer approximativement aux abords du XV^e siècle. Il est presque inutile d'ajouter que ces attributions de prébendes qui se pratiquaient dans une mesure assez large donnaient lieu à toutes sortes d'abus que n'évitaient pas toujours les abbés eux-mêmes. Au XIII^e siècle notamment, l'on assiste à une véritable dissolution des mœurs monastiques et à un appauvrissement considérable des couvents (70). Le Pape dut donner l'ordre de supprimer les prébendes monacales attribuées par des abbés, comme à St-Vaast d'Arras, à St-Arnoul de Metz, à Stavelot-Malmédy, à des laïques non réguliers *ni oblats* (71). Quoiqu'il en soit, aux XVI^e et XVII^e s., on ne trouve plus que rarement trace de nominations quelconques faites par les princes, encore que « plusieurs abbayes et saints lieux » aient été fondés par eux et que « les gardes » leur en aient été conservées (72). L'exemple de Mazarin est le plus typique. Bénéficiaire de nombreux et opulents revenus qui lui avaient été attribués en propre, il « possédait » notamment diverses abbayes au point qu'il en avait nommé Colbert intendant. Le R. P. Dom Charvin a transcrit pour *La Revue Mabillon* quelques extraits de la correspondance engagée à ce sujet entre le Cardinal et son préposé, et qui montre d'une manière incontestable que le premier entendait continuer à nommer — et en fait nommait — aux places vacantes dans les établissements monastiques

(70) Dom M. Berlière, *Honorius III et les monastères bénédictins* (1216-1227) dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, n° 2 et 3, d'avril et juillet 1923.

(71) Pressutti, *Regesta Honorii III*, 5374 (Pothast, 7514, 1575 ; Acte du même genre d'un abbé de Saint-Martin-de-Sez en 1220, (*Gallia christiana*, t. XI, col. 721).

(72) Guy Coquille, *Histoire du Nivernais*, Paris, 1622, p. 133.

qui étaient tombés sous sa dépendance (73). Il y a là sans aucun doute une exception de taille à la règle que le Souverain est seul en mesure de procéder à ces attributions (74) alors

(73) Dom Charvin, *Colbert intendant des Abbayes de Mazarin*, dans *Revue Mabillon*, n^{os} 141-142, janv.-avril 1946, notamment pp. 22, 23, 47 ; n^{os} 143-144, mai-déc. 1946, pp. 87, 91, 92, 95 et 98. Voici, par ex., la lettre de Colbert à Mazarin, datée du 24 septembre 1633 : ... « Un religieux de l'Abbaye de St. Victor est mort qui faict vaquant une place de religieux que V. E. a donné depuis longtemps au Sr de Ferrières, gentilhomme d'Avignon, à la recommandation de l'abbé Buti ». Réponse : il faut donner la place vacante au Sr de Ferrières... (B. N. Coll. Baluze, t. 176, fol. 192 v^o) ; lettre du 25 may 1637 au soir : « ... Je supplie V. E. de prendre la peine de signer le brevet cy joint pour une place de moine en l'abbaye de Cerisy ». (B. N. Coll. Baluze, t. 176, fol. 288) ; à Paris, ce 16 octobre 1637 : ... « Je la supplie de les signer avec trois autres expéditions, l'une pour l'office de cellérier, une autre pour une place de religieux qui vacque en l'Abbaye de St.-Etienne de Caen et l'autre pour un prieuré ». (id. fol. 359). Enfin cette lettre de Mazarin à Colbert, de Cadillac, le 16 de juillet 1639 : ... « mais je leur ay repondu que je suis toujours engagé à l'avance pour cette sorte de bénéfices, pour mes domestiques et personnes dépendantes tout à fait de moy ». (id. p. 331, fol. 131). Il s'agit ici du prieuré de Nanteuil le Haudouin ; les sieurs de Bar et de Graves étaient sur les rangs, ce dernier capitaine du régiment de Picardie en 1643, maréchal de bataille en 1647, grièvement blessé au siège de Dixmude. Le fait est d'autant plus surprenant que ce prieuré était conventuel, dépendant de l'abbaye de Cluny, et comme tel exempt du « droit d'oblat » depuis 1368 (v. plus haut 112). Richelieu avait été, avant Mazarin, bénéficiaire d'un nombre considérable de pensions. Les abbayes qui lui avaient été « offertes » (Redon, St-Pierre au Mont, Ham, St-Riquier, N. D. de « Valleroy » St-Lucien de Beauvais, La Chaise-Dieu, Marmoutier, Signy, St-Maixent, St-Arnould de Metz, St-Benoît, St-Martin des Champs, Cluny, Cîteaux, Prémontré, le prieuré de Coussay) représentaient 274.653 livres de revenu, en y comprenant, il est vrai, les 30.000 livres que lui accorda le concordat de 1634 comme administrateur général de la Congrégation de Chezal-Benoît et q'i ne lui furent jamais payés. (Dom Denis, *Le Cardinal de Richelieu et la réforme des monastères bénédictins*, Paris, 1913 p. 465 appendice, et p. 127). Une controverse assez vive oppose l'auteur de cet ouvrage à Dom Berlière sur l'amour de l'argent chez le Cardinal (v. p. 116 et les notes 2 et 3).

(74) Dans l'exemple cité par Thomassin, *Anc. et nouv. discipl.*, 1723, t. III, p. 763, au sujet d'une dépendance de l'abbaye Saint-Bénigne de Dijon (cette pièce a été publiée par Pérard dans son *Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne*, 1664, p. 254), qui nourrissait un pauvre comme prébendier, on voudra bien remarquer que si le roi, en 1179, en revendique la garde, ce n'est pas en vertu de son privilège royal mais en tant que comte de Champagne. « Il est certain, dit Thomassin, que les Ducs et les Comtes s'érigèrent en petits souverains, lors de la decadence des Empereurs et des Rois de la maison de Charlemagne, dont ils avoient été les Lieutenans dans le gouvernement de ces Provinces ; ils se formèrent ensuite une maison et une Cour, des officiers, des droits des Loix et des coutumes fort approchantes de celles de ces Rois.

« On voit ici le Comte de Champagne qui fut un des plus illustres de ce nombre, être le conservateur et le garde d'un Prieure, en sorte que cette garde ne puisse appartenir qu'à lui. Il reconnoit ce droit et ajoute en meme temps qu'il y a dans ce prieure une Prebende affectee pour toujours a un pauvre.

« Comme s'il vouloit insinuer qu'ensuite de son droit de Garde, c'est à lui a nommer à la place vacante de ce Prebendier »...

Une étude fort intéressante de Jean Godefroy, (*Revue Mabillon*, 1931-1932) sur *L'abbaye Champenoise de Montier-la-Celle*, parle d'un « frère lay », Michel de la Bonne (p. 4) qui semble bien être un oblat mais qui aurait été placé là

surtout qu'il en use abondamment (75), depuis que les ordonnances ont en quelque sorte légalisé la situation et confirmé les prérogatives royales à cet égard mais cette initiative de Mazarin restera de toute façon en marge de la pratique courante.

Il résulte clairement en tout cas de l'Edit du 20 Octobre 1568 (76) et des actes royaux postérieurs que si les oblats ne peuvent être placés que dans les abbayes soumises à la nomination du roi et dans les prieurés électifs de fondation royale, ducal ou comtale, ils ne sauraient y être envoyés que par le roi lui-même : « ains seulement voulons lesdits Religieux laïcs être *par nous* mis es Abbaïes et Prieurez »... (Edit de 1569)... « Vous mandons... ayant obtenu *de nous* lettres de provision desdites places de Religieux Laïcs »... (Edit du 4 mars 1578 (77)). Le préambule de celui de février 1585 (78) est lui aussi très caractéristique : « Henry... leur aurions donne des places de Religieux laïcs, en chascune Abbaye et Prieurez de nostre dict Royaume, soit que lesdictes Abbayes ayant este fondees par noz predecesseurs Roys, et nos Ducs Comtes, Barrons, et autres estants en nostre nomination et presentation »... et le texte même de l'édit comporte cette défense formelle : « Avons par nostre present edict perpetuel et irevocable inhibe et deffendu inhibons et deffendons a toutes personnes, de quelque qualite et conditio qu'ils soient de tenir et eux immiscer en la jouissance d'icelles places de Religieux laïcs... » Plus loin encore il ordonne de ne tenir compte que des « provisions qu'ilz (les soldats estropiés) en auront *de nous* obtenues »...

On pourrait multiplier les citations de ce genre sans en apprendre davantage.

par la duchesse de Guise. L'abbaye était cependant de nomination royale mais la duchesse l'avait obtenue en 1535 pour son fils Charles. Il est vrai qu'elle avait combiné cette désignation d'accord avec les religieux qui avaient conclu à cette occasion un marché avec elle. Il est possible que le placement de cet oblat ait fait partie des conditions du contrat mais le mandement relatif au vestiaire de Michel de la Bonne auquel il est fait allusion dans deux quittances (*Arch. Aube*, 7 H. 393 — ancien 7 H. 205) n'a pu être retrouvé en dépit des obligeantes recherches de l'archiviste départemental. Il est dès lors difficile de tirer un enseignement de ce fait qui semble être resté isolé.

(75) L'exemple que nous avons cité (v. plus haut, p. 109) à propos du prieuré de Beaugency fondé par les Comtes de Beaugency, montre bien que le roi s'est substitué à ces derniers. Mais il convient aussi de constater que l'affaire dont il s'agit est postérieure aux ordonnances qui ont réglé la question en faveur du roi.

(76) Pour le texte de cet édit, v. B. N. Actes royaux, août-déc. 1568, reproduit par Burnand, *op. cit.* annexes, p. 271, v. note 38 plus haut.

(77) *Recueil Cangé*, VII, 1^{re} Série, portefeuilles militaires, boîte G., fol. 314-5-6.

(78) *Id.* fol. 317-324.

*
**

SECTION 3. — LA FORME.

Les places d'oblat sont attribuées par des « lettres de provision ». Cet acte de l'autorité royale est une mesure d'ordre strictement individuel et personnel. Elle vise nommément tel bénéficiaire et s'adresse à un monastère déterminé. La faveur ainsi accordée ne prête à aucune ambiguïté et ne nécessite pas l'intervention d'une nouvelle disposition pour préciser les conditions d'application des droits reconnus à tel ou tel.

La formule est, comme il sied, impérative mais sa rédaction a varié. Voici par exemple, le texte des lettres de provision accordées à un oblat sur l'abbaye de Tiron, par François I (79) ; elles sont datées du 9 septembre 1516.

« François par la grace de Dieu, roy de France, a noz chers et bien amez les religieux, abbe et couvent de l'abbaye de Thiron ou Perche, de l'ordre de Saint-Benoist, estant de foundation royal, salut et dilection. Comme a cause de nos droiz royaulx dont nous et nos predecesseurs ont accoustume joyr et user nous appartienne en chacune abbaü de nostre royaulme estant de foundation royale mectre certains de noz serviteurs ou aultre personne pour y avoir ses vivres, logis, vestiaires et alimens ainsi que l'ung des aultres religieux, et soit ainsy qu'en vostre abbaïe n'y ayons encores mys aulcun, par quoy nous loyst et appartient y en mectre et pourveoir a nostre plaisir. Savoir faisons que, pour considération des bons services que a faiz a feu nostre tres cher seigneur et beau pere Loys dernier decede, que Dieu absolve, ou fait de ses guerres, tant dela les monts que ailleurs, que a nous depuys nostre nouvel et joieulx advenement a la couronne, nostre cher et bien ame Roger Guernier es quelles il a este blesse, navre et mutile, tellement que, entre aultres choses, il a eu la main dextre affollee en sorte qu'il ne paroît ne sçauroit gaingner sa vie a iceluy avons donne et octroie, donnons et octroions de grace special, par ces presents, le lieu et place de religieux-lay en ladicte abbaïe pour en icelle avoir ses vivres, logis, vestemens, alimens, ainsi que l'ung desdiz aultres religieux d'icelle. Si vous prions et neantmoins mandons que ledict Roger Garnier vous recevez en ladicte abbaye et le traictez doulcement et amiablement, luy administrant ses vivres, logis, vestemens et alimens et aultres ses necessitez comme a ung des aultres religieux car tel est mon plaisir. Donne a Blere, le neufviesme jour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens et seize, et de

(79) L. Merlet, *Cartulaire de l'Abbaye de la Sainte-Trinité de Tiron*, Chartres, 1883, t. II, 1^{er} liv., pièce 418, p. 233.

nostre regne le deuxiesme « *Ainsi signé* : Par le Roy, l'evesque de Senlis », et *scelle en queue* simple de cire jaulne (80).

Mais la formule n'était pas toujours aussi circonstanciée, elle tendait progressivement à se rapprocher d'un texte type qui semble bien avoir prévalu, probablement dans le premier quart du XVII^e siècle. En voici la rédaction (81) :

« Louis..., etc. A nos chers et bien amez les Religieux Abbe et couvent de l'Abbaye de... salut. Comme a cause de nos droits Royaux, nous soit loisible et appartienne pourvoir en chacun Abbaye de nostre Royaume, soit de fondation Royale, Ducale ou Comtale, tel personnage que bon nous semblera, nous ayant fait service aux guerres, d'une place de Religieux lay, pour y estre nourry, et avoir ses autres necessitez corporelles, et soit ainsi qu'à présent il n'y ait pourveu de ladite place, a cause du transport et delay qu'on a faict... n'agueres occupant icelle, pour et au profit de tel soldat, lequel nous a fait bon et loyal service en plusieurs et divers lieux, sous la charge de... en la bataille de... ou il auroit este estropie. Sçavoir faisons, que nous desirant aucunement recognoistre les bons et loyaux services dedit et luy donner moyen de vivre le reste de ses jours, iceluy vous avons nomme et presente, nommons et presentons par ces dictes presentes pour tenir la place de Religieux Laïc en vostre dite Abbaye, en laquelle vous priions, et neantmoins commandons et tres expressement enjoignons le recevoir au lieu et place dudit... comme ayant cede son droict, ainsi qu'il appert par le transport cy mis et attache et pour l'honneur de Dieu, et de Nous, lui administrer aussi sa vie durant, ses vivres, logis, vestiaires, chauffages, et autres sortes de necessity corporelles, comme à l'un des Religieux d'icelle Abbaye, y faisant tel service qu'il pourra ; s'il n'est marie, et s'il est marie hors d'icelle, voulons et nous plaist, qu'au lieu de ses dits vivres, vestiaires, chauffages et autres necessitez, pension luy soit par vous faite de soixante livres tournois par chacun an, payable de quartier en quartier, ou autrement, ainsi que bon luy semblera. En en vostre refus ou delay, opposition ou contredit, mandons au Seneschal de... ou son Lieutenant, au ressort duquel est assis vostre dicte Abbaye, vous y contraindre, et pendant ledit procez adjuger par maniere de provision audit... pareille somme de soixante livres par an, au paiement de laquelle serez contraincts par saisie du temporel de vostre dite Abbaye, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, pour lesquelles, et sans prejudice d'icelles ne voulons estre differe : en ayant retenu et reserve retenus et reservons la cognoissance a nous et a nostre Conseil Prive. Car tel est nostre plaisir. Donne... » etc.

(80) Roger Garnier fut en effet reçu comme religieux lai dans le chapitre général du 13 octobre 1316.

(81) Texte donné par Bouchel, *La Somme bénéficiale*, Paris, 1628, p. 665.

Dans cette formule, la situation prévue est celle d'un remplacement (82) mais il est aisé de modifier la rédaction suivant les cas qui se présentent. D'autre part, des sanctions sont annoncées. Encore que ces menaces n'aient pas toujours suffi à vaincre les mauvaises volontés qui se manifestaient, elles avaient été rendues indispensables en raison des difficultés suscitées aux oblats par les abbayes pour prendre possession de leurs places. Il a fallu édicter souvent des mesures contre les monastères et une formule de « confirmation de lettres de la place de Religieux laïc nonobstant le procès des Religieux » était prévue (83).

Ces lettres de provision étaient enregistrées à la Chancellerie royale et remises au bénéficiaire qui les présentait à l'abbaye à laquelle il se trouvait « affecté ». Si le monastère ne soulevait aucune difficulté, la question était réglée. Si au contraire s'élevait un refus ou une contestation quelconque, un procès devait s'engager devant le Sénéchal du ressort de l'abbaye, avec appel possible devant la Cour de Parlement (84).

A cette formalité de la présentation des lettres de provision, s'ajouta bientôt la production d'un certificat de blessures émanant de ceux sous les ordres de qui avait servi le nouvel oblat. La comparution personnelle fut de même exigée (85).

* *

SECTION 4. — LES BÉNÉFICIAIRES.

Il n'est pas douteux qu'à l'origine ceux-ci se recrutèrent selon les circonstances et le bon plaisir du roi ou de ses conseillers, parmi toutes sortes de gens, sans que des conditions quelconques aient été imposées à ce choix. Le sexe même était indifférent (86).

Il semble toutefois qu'on se soit très vite orienté de préférence vers les serviteurs, sans parler des pauvres qui restaient souvent prébendiers attitrés d'une abbaye (87).

C'est ainsi qu'en 1306, l'abbé de St-Remi de Sens, par

(82) Les remplacements étaient assez fréquents. C'est ainsi que Jacques d'Ansillis, capitaine du château de la Réole pourvu d'une place de moine lai au prieuré de la Réole, la résigna le 23 octobre 1629 en faveur de Pierre de Latour, soldat au régiment des gardes, en la Compagnie d'Emmanuel de Timbrone, seigneur de Castels et de Valence. V. Rupin, *op. cit.*

(83) Elle est insérée dans Bouchel, *id.* p. 663.

(84) Voir les exemples cités plus haut, p. 99.

(85) En vertu d'un arrêt du 22 avril 1567. V. aussi l'arrêt du 19 septembre 1577 rendu par le Parlement de Bretagne et celui du 16 février 1635 du Parlement de Paris — Brillion, *op. cit.* n° 28 — Bouchel, *Bibliothèque*, 835. Quant à la production des certificats, l'on sait qu'elle résulte de l'Edit du 4 mars 1578.

(86) V. Arrêt de 1274, plus haut, p. 31.

(87) V. l'exemple de la dépendance de l'abbaye St-Bénigne de Dijon (1179) plus haut, p. 33.

reconnaissance envers l'Archevêque de cette ville, promet une portion monacale viagère à un serviteur de ce dernier (88), cas assez spécial qui échappe naturellement à la règle commune de nomination par le roi mais l'on sait que les abbés se prévalaient du droit de disposer des biens monastiques.

Le 17 décembre 1343, Simon, fils d'un jardinier royal de Chateaufort-sur-Loire reçut une entrée à Saint-Benoit-sur-Loire sous le nom de Moine oblat (89) mais nous ne savons qui le nomma. Ce fut sans doute le roi, l'abbaye étant de fondation royale.

Voici, par contre, qui est plus explicite : le 18 Juillet 1494, le roi Charles VIII, « usant des droits de la couronne », ordonne à l'abbé de Moissac de recevoir, de nourrir et de vêtir, comme s'il s'agissait d'un moine, et sans exiger aucun service, un certain Jehan Lecler, âgé de 55 ans, ancien valet de pied de feu la reine mère (90). Louis XII, de son côté, à une date qui n'est pas précisée, s'adressant aux religieux et couvent de Massy, au diocèse de Bourges, leur déclare qu'il a donné « lieu en lad. Abbaye » à un de ses serviteurs, « pour y estre gouverné et entretenu comme ung des relligieux d'icelle » (91). Les rois ont toujours revendiqué d'ailleurs le droit d'attribuer ces prébendes à qui bon leur semblait : le principe était en effet qu'ils avaient le droit de placer un moine dans un monastère d'homme et une moniale dans un couvent de femmes (92).

C'est surtout au XVI^e siècle qu'ils commencèrent à choisir comme oblats des gens de guerre (93) et finirent par leur réserver exclusivement ces places pourvu que ces derniers pussent réunir les conditions requises. Encore que la pratique

(88) *Gallia Christiana*, XII, 123.

(89) *id.*, VIII, col. 1364.

(90) Rupin, *L'Abbaye et les cloîtres de Moissac*, Paris, 1897, p. 149. L'Abbé de Moissac était à cette époque Antoine de Caraman, 1483-1503.

(91) *Bib. Nat. anc. ms.*, fonds franç. 5093-40, fol. 127.

(92) V. arrêt de 1274, p.

(93) On en trouve bien entendu des traces antérieures. Cf. notamment (*Arch. dép. Maine et Loire*), série H, Abbaye St-Florent de Saumur, carton 1884) les lettres patentes de Charles VIII qui octroient « une place de religieux et frere laye » à son « amé Mahort de Servays » ancien archer des ordonnances du roi Louis XI et des siennes « tellement blecé et mutillé qu'il en est impotent » (Melun, 9 janvier 1524). François I en usa abondamment : 5 février 1524, don à Pierre d'Aincourt, « pauvre homme de guerre », d'une place de religieux lai en l'Abbaye de St Julien de Tours. (*Catal. des Actes de François I*, t. V, n° 18112, B. N. ms. fr. 5779, fol. 56 v.) — 28 mars 1524, don à Thomas du Val, « pauvre homme de guerre », d'une place de religieux lai en l'abbaye de St Benoist sur Loire (*id.* t. V, p. 685, n° 18200, B. N. ms. fr. 5779, fol. 74. — 6 mai 1525 pour le même, en l'abbaye de Breteuil (*id.*, t. V, p. 699, n° 18290, B. N. ms. fr. 5779, fol. 90) — 15 juin 1526, don d'une place de religieux lai en l'abbaye du Jard en Poitou, en faveur de Jean Genereau Poitevin qui a perdu les deux bras au service du roi (*id.*, t. V, p. 772, n° 18689), v. également sous le n° 9 h le cas de Jean Malingre, et sous le n° 89, celui de Jean Hervieu.

en fut courante et qu'elle ait été expressément ratifiée par l'édit du 20 octobre 1568, c'est seulement par celui du 4 mars 1578 que les abbayes reçurent défense de recevoir pour les pensions dont il s'agit d'autres bénéficiaires que « tous Cappitaines Gentilshommes et soldats blessez et estropiez pour le service de sa Majeste et Couronne de France » (94).

La transition, au fond, était naturelle et parfaitement légitime. Attribuées aux familiers des grands, aux serviteurs « civils » (les abbés n'ont-ils pas pendant longtemps maintenu cette pratique, même à l'encontre des ordonnances royales ?) (95) ces places, par la multiplication des victimes de la guerre, par le caractère religieux des luttes du moment et la détresse des vétérans, revenaient normalement dans les monastères — compte tenu, bien entendu, des conceptions de l'époque — à ceux qui avaient exposé leur vie pour défendre leur Roi et leur foi. Mais encore fallait-il qu'ils en fussent sortis amoindris. Un contrôle sévère devint nécessaire, précisément à cause des moyens de défense imaginés par les monastères qui, afin d'éviter l'entretien de militaires réformés pour blessures, s'empressaient de garnir les places disponibles en les faisant occuper par des gens à eux. Henri III exigea (du moins, il signa une déclaration dans ce sens !) que ceux qui tenaient ainsi ces places fussent obligés de représenter « promptement

(94) Intitulé de l'édit, *Recueil Cangé, op. cit.* fol. 314. Les preuves abondent de la qualité de mutilé que devaient présenter les « vétérans » pourvus de places de religieux lai. Voici quelques références entre autres : Louis XII fait don d'une place de ce genre dans l'abbaye de Saint-Maixent à Jean de Bournonville, qui a participé « aux guerres de Naples » et « a été blessé et mutilé en plusieurs parties de son corps » (*Bib. Nat. ms. 5500, n° 68, fol. 87 v°, en latin sans date*) ; François I mande le 4 janvier 1538 aux religieux de Saint-Euverte d'Orléans de recevoir à titre de « religieux lay... Jehan Malingre, pauvre impotent... d'un bras » à la suite de blessures reçues à la guerre (*Bib. Nat., ms. 5503 10. Actes de François I, v. fol. 132*) ; le même roi s'adressant cette fois aux « religieux abbé, et couvent de Saint-Ouen de Rouen » leur prescrit de recevoir et d'entretenir à titre de religieux lai « Pierre du Reel, escuyer, en estat d'homme d'armes » de ses « ordonnances ou faict de ses guerres souz les charges des feuz » S^{rs} de Lansac et de « Chavennes, esquelles il a esté grièvement blesse... jusques à perdition de la veue » (*Bibl. Nat. ms. 5124 - 54. fol. 48 sans date*). Charles IX nomme par lettres patentes à une place de religieux lai de l'abbaye « Sainct-Rigault, Jehan Provost, pauvre soldat » mutilé. (*Bib. nat. ms. 3941 anc. fonds français. n° 68, fol. 23, sans date*). Citons encore : une provision (1638) à un soldat estropié pour le service du Roy à une place de moine lai en l'abbaye de Montiérender, « Montye en Argonne », en faveur de Nicolas Brunet soldat anspessade blessé au siège de Montauban. (*Catal. des ms. de la Bb. de Reims, t. 39, l. ms 1322, fol. 156, p. 734*). Le même recueil fait mention d'une autre provision de moine lai, en l'abbaye de Breuil, au diocèse d'Evreux, en faveur de Martial Dagusson, dit la Roche, soldat estropié. (m. d.). On pourrait multiplier ces citations mais la preuve est surabondamment faite que les blessures et mutilations constituaient à l'époque envisagée un titre nécessaire à l'attribution d'une place d'oblat.

(95) V. à ce sujet les plaintes de Henri II dans son édit du 4 mars 1578. *Recueil Cangé, d°.*

et sans delay » les certificats qui avaient pu leur être délivrés et de se faire visiter par « chirurgiens et gens a ce cognoissant ». Si ces occupants ne sont point de la qualité requise, alors ils doivent être par les soins des abbés, « desmiz et depossedez » desdites places et remplacés par « ceulx qui ont este percluz ou estropiez pour le service » des prédécesseurs du roi et de lui-même.

Cette mesure n'obtint pas grand résultat, le souverain est obligé de le reconnaître : « nos dictes lettres ne leur (aux soldats estropiés) ont apporté aucune comodité et n'ont par le moyen d'icelles peu jouir desdictes places ». Mais il en dénonce en même temps les coupables et il accuse nettement « la conivance » des juges « ordinaires », avec les « innombrables procez qui interviennent de jour a autre, entre eux (les soldats estropiés) et ceux qui sont pourveuz n'estans de ladite qualite » et derrière lesquels il est facile d'imaginer l'action des abbés pour qui l'éventualité du logement de ces nouveaux pensionnaires ne présentait aucun attrait particulier. Révoquant les lettres de provision données, le roi réitère ses défenses et renouvelle ses ordres pour que les anciens militaires qui vraiment y ont droit soient pourvus des places qui leur reviennent. Cet édit de février 1585, (96) le Parlement de Paris l'enregistrait le 30 décembre de la même année (97) mais, dès le 27 mars 1586, le roi pressait les procureurs de se transporter dans les abbayes et prieurés de leur ressort « pour informer diligemment et bien de ceux qui tiennent et occupent les dites places de Religieux laiz, n'estans de la qualite susdictes, les debouter d'icelles, saisir et arrester leurs pensions »... (lettres patentes du 27 mars 1586) (98).

De toutes ces dispositions dont beaucoup restèrent lettre morte — leur fréquence et leur répétition en fournissent la preuve — il résulte cependant une formalité nouvelle : la production de certificats par « lesdicts soldats estropiez vieux et caducs qui auront este blessez et estropiez auxdictes guerres au service de nos predecesseurs et de nous, selon qu'il sera certifie par les chefs et cappitaines soulz lesquels ils auront fait service et avoir este blessez et estropiez ». (Edit de février 1585). Certains Parlements n'avaient pas attendu de telles dispositions impératives pour exiger que l'oblat pourvu d'une place fit la preuve qu'il était bien de la qualité requise ; cela, si l'on peut dire, allait de soi. Le Parlement de Bretagne n'y manqua pas en tout cas. En 1565, une sentence des juges de Nantes, avait condamné par provision l'abbé de la Chaulne à payer 4 sols par jour à Roland Papin, oblat, pendant toute

(96) *Recueil Cangé*, fol. 317-324.

(97) *Id.*

(98) *Recueil Cangé*, *id.*

la durée de la vie de celui-ci. En 1576, tout son dû ne lui ayant pas été versé, le bénéficiaire qui ne connaît pas le nouvel abbé, s'adresse au fermier qui est condamné par le même tribunal à payer sept années d'arrérage de la pension. L'abbé fait appel et déclare que l'oblat doit faire preuve de la fondation, « rapporter lettres du grand Sceau et justifier de ses playes ». A quoi l'intimité riposte en déclarant avoir perdu ses lettres mais soutient que la sentence rendue pardevant le Procureur du Roi est fondée sur elles ; quant à ses blessures, la simple inspection de sa personne en fournira une attestation suffisante. Par arrêt du 19 septembre 1577, le Parlement de Bretagne condamna l'abbé (99).

Une autre fut portée plus tard devant le Parlement de Paris ; elle dura d'ailleurs des années. Un soldat estropié appelé tantôt Nicolas Douet (100), tantôt Jacques Desaudoin, dit La Plume (101) pourvu de lettres de provision sur l'abbaye de la Cour-Dieu se trouve évincé par le bailli d'Orléans qui maintient en place le sieur de Bonville, gentilhomme. Appel est interjeté devant le Parlement de Paris où M^e Bataille plaidant pour le soldat déclare que celui-ci a été nommé le premier, qu'il possède les certificats nécessaires et doit dès lors être nanti de la place. M^e Mauguin défendant le gentilhomme atteste que c'est un pauvre estropié qui a porté les armes depuis 1594, qu'il a ses « certificats, brevet et provision » et que c'est à juste titre qu'il a été maintenu. L'avocat général Bignon intervenant dans le débat, expose alors que « le titre le plus favorable et le plus légitime pour obtenir ces places de religieux laïques est l'extrémité de la pauvreté et de la misère ; que ce n'est pas assez d'avoir servi le roi en ses armées, il faut avoir des certificats comme on y a été blessé, il faut avoir été visité par les chirurgiens des bandes, en avoir attestation et certificats et de ceux qui commandent à l'armée ou au quartier. L'une ni l'autre des parties n'a ces attestations d'avoir été vus et visités par les chirurgiens des bandes, qui est un défaut essentiel et par conséquent ne sont pas capables de remplir cette place suivant l'ordonnance ; toutefois parce qu'un incapable, quoique pourvu, en peut être expulsé par un qui auroit toutes les qualités requises, l'appelant mérite mieux la place que l'intime, qui ne se présente point en personne : ce qui est encore nécessaire, parce que par l'inspection de la personne l'on peut connoître s'il est blessé manchot ou estropié, et tel

(98) Brillon, *op. cit.* Cet arrêt fut rendu « sans préjudice des droits du Baron de Retz (ou de Rais), lequel se prétendant Fondateur, étoit intervenu » cf. également Du Fail, *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Rennes, 1717, t. I, l. 1, ch. 439, p. 395.

(100) Bardet, *Recueil d'arrêts du Parlement de Paris*, Avignon, 1773 t. I, liv. 3, ch. 118, p. 339.

(101) *Id.*, t. II, liv. 4, ch. 4, p. 195.

que l'ordonnance le désire pour occuper telles places. Et ainsi adhère avec l'appelant » (102).

La Cour ne prit pas parti immédiatement. Le 30 juillet 1630, elle décida que l'intimé se présenterait en personne dans le mois suivant et que l'appelant et lui seraient vus et visités par « chirurgiens qui seroient nommes par M. le Procureur général ». L'arrêt définitif ne fut rendu que le 16 février 1635.

Pour en terminer avec cette question des certificats, l'on peut citer encore une autre affaire qui se déroula cette fois devant le Parlement de Metz. Claude Guyon obtient en 1636 des lettres pour être reçu oblat dans l'abbaye Saint-Léon de Metz. Celle-ci s'y oppose pour diverses raisons : elle n'est de fondation ni royale ni ducale ni comtale ; elle ne saurait dès lors être soumise au « droit d'oblat ». D'ailleurs un nommé Mangeot qui, en 1580, avait été nommé, n'a pas été reçu parce qu'un arrêt du Conseil du Roy en a déchargé l'abbaye. En outre Guyon n'apporte aucun certificat de blessures. Celui-ci prétendait par contre qu'il suffisait que l'abbaye fût à la nomination du roi, que cet arrêt de 1580 portait sur un autre fait et que deux jugements « provisionnaires » avaient ordonné au principal que Guyon produirait son certificat. Les deux parties ayant fait appel, l'affaire fut évoquée par la Cour qui, par arrêt du 10 Septembre 1637, décida de le recevoir et « a appointe les parties au Conseil » (103). Le commentateur ajoute que ce qui rend la demande de l'appelant sans fondement, c'est qu'il n'est pas de la qualité de ceux qui peuvent être reçus comme oblats — cela nous intéresse spécialement ici — et qui doivent avoir servi dans les armées pour le roi et avoir été blessés en service. Il va de soi qu'il convient d'en faire la preuve (104).

En somme, pour pouvoir, à l'époque considérée, bénéficier des places d'oblat, il faut :

- avoir servi dans les armées royales ;
- y avoir été blessé et en avoir rapporté quelque infirmité ;
- apporter la preuve et des états de services et des blessures (105).

Est-ce tout ? il ne le paraît pas. L'avocat général Bignon

(102) Bardet, *op. cit.*

(103) De Corberon, *Plaidoyers*, Paris, 1693 n° XIV, p. 31.

(104) Il ajoute que l'abbaye n'est pas sujette au « droit d'oblat » ayant été fondée par le doyen de Metz en 1091.

(105) Dans son ouvrage, Dufail (L. I, ch. 439, p. 395) déclare au sujet du « témoignage des blessures : « ce doit être maintenant suivant l'article 3 dudit Edit d'Henri IV par representation des certificats et attestations des Capitaines et maîtres de camps contenant le tems du service, valeur, périls et combats ». Il s'agit ici de l'édit de juin 1606 (*Recueil Cangé*, fol. 332-340) affectant les reliquats des comptes des hopitaux à la maison de la Charité chrétienne destinée aux « pauvres gentilshommes, capitaines et soldats estropiez, vieux et caducqs ».

a fait allusion (106) à une autre condition : être pauvre. Y a-t-il là une exigence non seulement justifiée mais légale en quelque sorte ?

L'édit du 4 mars 1578 (107) insiste sur le fait que, à cause de leurs blessures et infirmités, un certain nombre de vétérans « sont tombez en grande pauvreté, sans aucuns moyens de vivre » et ne peuvent jouir de leurs places d'oblat parce que les abbés et prieurs en ont pourvu « leurs serviteurs domestiques et autres personnes que bô leur a semble, qui sont sains et despots de leurs mèbres et qui d'ailleurs ont moyens de vivre »... Celui de février 1585 (108) dit bien d'autre part que l'attribution des places dont il s'agit aux « pauvres cappitaines et bôs soldats » a pour objet de « leur donner moyè de vivre en repos le reste de leurs jours » et celui de juillet 1604 qui fait don de la maison royale de la Charité chrétienne reprend ces expressions que l'on trouvera presque toujours dans les autres actes du souverain : « ... estans par ce reduits en grande necessite et pauvreté... » « donner occasion de subvenir à leur pauvreté »,... « leur donner le moyen de vivre le reste de leurs jours »... etc. Ces édits sont d'ailleurs toujours faits, selon leur intitulé, « en faveur des Pauvres gentils hommes, Capitaines et soldats estropiez, vieils et caducs »... La base légale ne paraît pas douteuse. Il faut du reste ajouter qu'on ne comprendrait pas une libéralité de cette sorte si les bénéficiaires avaient déjà d'autre part des ressources suffisantes pour finir leurs jours en paix (109).

Les Parlements ne s'y sont pas trompés et ont parfaitement saisi à cet égard les intentions royales avant même qu'elles aient figuré expressement dans des textes officiels et par le fait seul de l'attribution de ces prébendes. Les lettres de provision (110) faisaient déjà état de la condition nécessaire des vétérans appelés à des places d'oblat, par exemple, un arrêt du Parlement de Dijon, du 7 Août 1567.

« De meme si celui qui a obtenu les provisions d'une place de Religieux lai en quelque Abbaye ou prieure, avoit des Commodites suffisantes pour vivre et s'entretenir, il ne s'en pourroit pas prevaloir, vu que par les Edits et ordonnances,

(106) V. plus haut, p. 128.

(107) *Hecueil Cangé*.

(108) *Id.*

(109) *Les Mélanges Colbert* (t. 15, fol. 590 et s.) après avoir rappelé que l'oblat doit être nourri comme un autre religieux « quand il ne prend point sa pension en argent » ajoutent : « mais s'il luy arrivait quelque succession considérable il seroit obligé de quitter cette place suivant qu'il est porte par Rebufe en ces termes si huio pauperi deferretur pingue patrimonium ex successionne vel alias extingueretur haec monachalia portio quae est ad formam pauperum cessat mandati ». Cette citation est empruntée à Rebuffe, *Praxis beneficiorum*, 3^e partie, p. 281.

(110) V. plus haut, p. 122 et 123.

telles places ne sont affectées qu'aux pauvres et estropiés. C'est pourquoi le Prieur de l'Eglise de Notre Dame de Semur en Auxois, de l'Ordre de Saint-Benoît, ayant soutenu à Claude le Mulier soldat estropié, qu'il doit être déboute du fruit et effet de ses lettres de Religieux lai sur ledit Prieur, ayant de quoi vivre d'ailleurs, la cour de Parlement de Dijon admit le susdit Prieur à faire preuve de ce fait, comme pertinent et décisif et n'ayant su prouver son mis en avant la cour, par arrêt définitif du 7 août 1567 condamna le Prieur à payer la prébende laïe audit oblat » (111).

Pour en finir sur ce point, citons ce passage d'un vieil auteur : ... « Quinto de hoc providendi debet pauperi non habenti unde se alat, et impotenti, qui sibi non valet sub ministrare, alioqui dicit Hier. ad Damasum Papam, clericos illos convenit Ecclesiae stipendiis sustentari, quibus parentum et propinquorum nulla suffragatur bona... (ce rapprochement est assez inattendu) Alias non esset elemosyna, de qua velle Regem intelligere constat per haec verba in suis literis apponi solita, Par pitié et aumosne et en faveur des services que nous a fait » (112). La cause semble dès lors entendue.

Il est nécessaire maintenant d'aborder une cinquième condition qui ne s'est posée qu'à la suite des guerres de religion mais qui n'en a pas moins soulevé des difficultés assez sérieuses, et d'où est résultée une nouvelle orientation des manifestations de la charité royale. Tant que régnait l'unité de foi, la question se posait différemment, les monastères ne recevant que des pensionnaires plus ou moins en règle avec l'Eglise mais en tout cas appartenant, nominalement à la religion catholique. A partir du moment où cette unité est brisée, où une nouvelle confession recrute des adeptes considérés par le Souverain Pontife comme hérétiques, il va sans dire que les abbayes ne se soucient nullement de recevoir des militaires qui, par leurs convictions religieuses peuvent être des éléments de trouble et de dissension. Il peut d'autre part sembler inconvenant de faire entretenir par la charité catholique des gens qui se sont jetés hors de l'Eglise et la combattent avec acharnement. Tolérer un pareil état de choses eût sans aucun doute constitué un scandale qu'une époque, en proie aux passions religieuses comme le XVI^e siècle n'aurait pu admettre. Ce n'est toutefois pas à ce moment que le problème se pose car, au cours de cette période, l'on assiste à une lutte armée entre catholiques et huguenots ; les premiers seuls appartiennent à l'armée royale et le Souverain ne tient pas à récompenser, en leur assurant le vivre et le couvert, ceux qui le combattent si

(111) Fevret, *Traité de l'Abus*, Lausanne, 1778, t. I, liv. II, ch. V, p. 164, n° 39.

(112) *Praxis beneficiorum*, de P. Rebuffe, Paris, 1664, 3^e partie, pp. 280-I.

âprement. La question se présenta lorsque l'armée du roi comprit à la fois des adeptes des deux confessions chrétiennes : ces soldats guerroyant tous au service du monarque, il n'y a pas de motif pour que, blessés et incapables de gagner leur vie, les uns fussent pourvus du nécessaire, les autres pas. Mais le système des places d'oblats compliquait la solution au lieu de la simplifier. De là nécessité de trouver un nouveau *modus vivendi* qui s'ébauche tant avec la Maison de la Charité Chrétienne d'Henri IV que par la Commanderie de Saint Louis avec Louis XIII, en attendant que l'Hôtel royal des Invalides avec Louis XIV apporte le remède adéquat à cette situation.

Toujours est-il que, cependant, les abbayes se refusaient à recevoir des oblats protestants et les Parlements leur donnèrent raison.

Déjà le Parlement de Paris, en un arrêt rendu le 3 janvier 1607 à la demande de l'abbaye Saint-Séverin-de-Château-Landon avait éliminé un oblat huguenot qui avait été pourvu d'une place sur ce monastère (113).

Le 18 février 1621, « en l'audience de la grande chambre fut donne Arrest par lequel un soldat de la Religion pretendüe reformee estant empesché en un place d'oblat qu'il avoit obtenu du Roy en certain Priore assis pres de la Rochelle fut deboute du renvoi par lui requis en la Chambre de l'Edit parce que Monsieur Servin advocat général remonstra que le Roy ne donne jamais de privilege contre soi-mesme. Et evoquant le principal, la cour declara ledit soldat a cause de sa religion incapable de tenir une place d'oblat » (114).

Même solution le 7 décembre 1623. Un soldat pourvu par le roi d'une place d'oblat mais étant « de la religion pretendüe reformee » ne put prétendre aux arrérages de sa pension encore qu'il eut joui auparavant de celle-ci en vertu de son titre d'oblat mais aussi « il n'apparaissoit lors de sa qualite ». L'argumentation de l'avocat général Talon ne manqua ni de vigueur ni de pittoresque. De deux choses l'une, dit-il : ou le bénéficiaire a fait profession de la religion protestante depuis sa provision à la place d'oblat, ou il l'a fait auparavant. Dans le premier cas, « il etoit *desertor Ecclesiae* et partant ne pouvoit avoir le pain de l'Eglise ne plus ne moins qu'un soldat qui auroit quitte son enseigne ne pourroit plus avoir la solde ordinaire, ni le pain des armees ». Dans le second cas, « qu'il n'y auroit apparence qu'il put participer au bien de l'Eglise laquelle il desavoüoit et ne recoinnoissoit pour mere, et que l'on pouvoit dire a ce propos ce que dit notre Seigneur a la Cananee, *non est bonum panem filiorum dare canibus*. Et au

(113) Tournet, *op. cit.*, p. 1215.

(114) Bouchel, *op. cit.* 664, v. également Brillon, *op. cit.* 29 et *Mém. du Clergé*, 2014.

surplus que la chose étoit entierement hors de doute, ayant été jugée par arrêt prononcé en cette chambre au mois de février 1621 contre un soldat de la Religion prétendue Réformée, lequel fut déclaré incapable de la place d'oblat, ou de Religieux-lay, et condamné à rendre et restituer les pensions qu'il avoit perçues depuis sa provision ; qu'ici l'on ne demandoit à l'appellant qu'il fût tenu rendre et restituer les pensions qu'il avoit déjà perçues ensuite de la qualité ; mais qu'il fut déclaré non recevable à prétendre les arrérages qui lui étoient dûs : Qu'au surplus ce qu'il avoit perçu ne servoit en cette cause pour être capable à l'avenir de telle place, *tantum praescriptum quantum possessum* ». Quant à l'Edit de Nantes, M. Talon disoit « qu'encore que par icelui il fût dit que ceux de la Religion prétendue Réformée jouïroient des aumônes et pensions comme les autres sujets du Roi, qu'il falloit distinguer des aumônes *ex charitate aut ex praecepto* ; qu'ils pouvoient avoir les aumônes *ex charitate*, comme les autres mais *non ex praecepto*. Finalement que l'office d'oblat étant de servir en la Maison, ouvrir les portes de l'Eglise, sonner les cloches et faire autres fonctions semblables, qu'il n'étoit pas croyable qu'un soldat de la Religion prétendue Réformée les voulût bien pratiquer » (115). Il s'agissoit de l'abbaye de Saint-Julien de Tours (116).

Ainsi il étoit décidé que les oblats protestants « n'estans point domestiques de la Foy et stans hors de l'Eglise », il n'étoit pas « raisonnable qu'ils soient nourris de son revenu » car « deux Religions si contraires ne peuvent pas conserver ensemble sous un même toit » (117).

A cette question de religion, se joint dans une certaine mesure celle de nationalité. L'armée royale ne comptait pas que des éléments nationaux. Nombre d'étrangers servaient sous ses drapeaux. Mais ces mercenaires bénéficiaient de contrats spéciaux et après leur licenciement, le roi ne se souciait point d'eux. Il n'étoit dès lors pas question de les admettre dans les monastères. En fait, il semble bien qu'aucun cas de ce genre ne se soit présenté. Cependant le problème s'est posé plus tard pour les Suisses, à propos des Invalides, non pas tant d'ailleurs à cause de leur nationalité que pour leur religion (118). En tout cas, pour la période que nous consi-

(115) Jean du Fresne, *Journal des principales audiences du Parlement* ; Paris 1733, t. I, ch. VIII, p. 7.

(116) Louet, *Recueil*.

(117) *Id.*

(118) V. plus haut, ch. IV, 3^e pour l'admission des protestants à la Maison de la Charité Chrétienne. En ce qui concerne les Suisses ceux qui étoient de religion catholique avoient été reçus dès le début à l'hôtel des Invalides. Quant aux protestants, ils finirent par bénéficier d'une pension. (V. Burnand, *op. cit.* p. 63).

dérons, encore que ce ne soit exprimé nulle part, il n'y a que les troupes françaises qui peuvent faire l'objet d'un placement dans une abbaye.

Faut-il maintenant se demander si la situation de famille présentait une certaine importance pour l'attribution de ces places d'oblat ? La qualité de célibataire est-elle requise pour devenir bénéficiaire de celles-ci ? Il ne le paraît pas, à condition de distinguer ici entre le fait et le droit, entre la capacité de jouissance et la capacité d'exercice. En principe pour accepter un candidat à une place de moine lai, celui qui réunissait les conditions requises pouvait recevoir une lettre de provision du roi mais quand il s'agissait d'entrer effectivement en possession de la place, la question n'était plus la même. On comprend qu'une abbaye, déjà peu encline à accueillir de bon cœur les oblats, ne tienne pas à voir s'installer chez elle un ménage ou une famille. Cela d'ailleurs n'eût pas été possible la plupart du temps pour des raisons faciles à comprendre. D'autre part, le moine lai marié ne manifestait aucun désir de vivre retiré dans le monastère tandis que sa femme et ses enfants auraient continué à résider hors des bâtiments claustraux. Enfin d'une façon normale, le monastère n'était obligé de recevoir que le bénéficiaire de la place. La jurisprudence, d'assez bonne heure, décida dès lors de laisser l'alternative à celui-ci ou la prestation en nature dans l'enceinte de l'abbaye ou le versement d'une pension en argent en cas d'option pour la vie extra-conventuelle.

Mais il n'en alla pas toujours de la sorte. C'est ainsi qu'un « vieil gendarme ayant femme et enfants légitimes » présente ses lettres au juge d'Amiens pour une place dans une abbaye de cette ville. L'Abbé et les religieux s'opposent à la réception du bénéficiaire. Ils sont condamnés à lui verser par provision trois livres tournois par semaine. L'appel qu'ils forment est porté devant le Parlement de Paris qui, le 22 décembre 1533, décide que « ledit gendarme intimé sera par provision vestu d'habit autre que de religieux... et ira servir en ladite abbaye, prestera obeissance et recevra la correction et vivra comme les Religieux pendant le proces » (119).

Cependant, il fut jugé le 12 mars 1585 que si les oblats « demeurent hors, ils n'ont que 30 livres et s'ils résident ont autant qu'un Religieux » (120).

Un arrêt du 28 mars 1591 que cite Chenu (121) déclare, à propos d'une autre contestation du même ordre, que « si

(119) Papon, *Recueil d'arrests*, Lyon, 1569, livre 18, titre I, n° 15.

(120) Guénois, *la grande conférence des ordonnances*, Paris 1678, t I, livre I, tit. II, partie III, par. 14, p. 32.

(121) d'une manière assez confuse d'ailleurs. *Recueil des règlements notables*. Lyon, 1614, tit. I, ch. 8, p. 29-32.

l'oblat ne veut demeurer en l'abbaye, ains se retirer avec sa famille, en ce cas, la Cour luy adjuger soixante livres par an et non plus ».

Citons encore un arrêt du Parlement de Bretagne, d'avril 1601, au sujet d'un soldat qui avait perdu la vue au siège de Crozon « Ayant femme et enfants il ne pouvait se retirer en l'Abbaye pour laquelle il avait reçu lettres de provision. Cela eut este mal seant que quitter sa femme qui luy estoit neces-saire pour le traicter et gouverner comme elle faisoit et partici-poit a sa misere » (122). La Cour lui alloua cent écus de pension.

On peut ajouter ici un mandement de Louis XIII nommant Jacques Janroc, religieux lai du prieuré de Saint-Samson. Le roi déclare que l'oblat en question sera logé, nourri, vêtu, chauffé en l'abbaye y faisant tel service qu'il pourra « s'il n'est marié et veult demeurer en icelle, sinon il n'y voudra demeurer, luy faire bailler et delivrer la somme de 100 livres de pension par chascun an et aultrement, ainsy que bon luy semblera ». Ce texte est du 3 Avril 1634 (123).

Il y eut dès lors une sorte d'adaptation de fait et de droit aux circonstances mais sans que fut posée la règle stricte que pour bénéficier d'une place d'oblat, il fallait être célibataire ou abandonner sa famille. Marié ou non, ayant des enfants ou non, l'oblat percevait sa pension. Les modalités de cette prestation pouvaient cependant varier, comme on le verra plus loin (124).

Telles paraissent être les conditions à remplir par les bénéficiaires éventuels pour pouvoir être admis au privilège dont il s'agit. Ce qui ne signifie pas que celles-ci une fois réunies le postulant était assuré d'avoir une place. Ni l'âge, ni le grade, ni la situation sociale (125) n'interviennent dans cette

(122) Tournet, *Arrêts des Cours Souveraines de France*, Paris, 1631 t. II, lettre 0, p. 1206.

(123) *Arch. du Loiret*, série D, collège d'Orléans, Invent. pp. 160-161 D. 363-11. Cf. également *Arch. de la Gironde*, H, 638, les pièces d'un procès survenu entre l'abbaye de Sainte-Croix de Bordeaux et un oblat, nommé d'Abadie, parce que celui-ci, étant marié n'avait jamais voulu remplir au monastère la fonction de portier et que, de ce fait, l'abbaye qui comptait sur les services de l'oblat, avait du pourvoir à son remplacement à ses frais. Elle demandait dès lors une réduction de la pension à titre d'indemnité.

(124) V. plus loin, p. 143.

(125) Sans doute, on trouve des actes qui font allusion à une certaine catégorie sociale. Dans un procès intenté à l'abbaye Ste-Croix de Bordeaux par « noble homme Pierre de Logeray, escuier », le procureur du roi déclare que le souverain a le droit de mettre une abbaye de fondation royale « ung gentil-homme vieulx et ancien » (*Arch. Gironde*, H, 322, pièce 14) mais ce n'est là qu'une manière de parler car aucun document, à notre connaissance, n'exige que le bénéficiaire soit noble. Par contre les textes abondent où la qualité sociale de l'intéressé n'est pas prise en considération.

attribution du moins n'en avons-nous trouvé aucune trace juridique écrite.

*

**

SECTION 5. — NOMBRE, MOMENT, DURÉE.

Il convient de se demander si une abbaye est obligée de recevoir plusieurs oblats ou si une règle contraire est établie à ce sujet. Quel nombre de moines laïcs le roi, d'autre part, a-t-il le droit de nommer au cours de son règne ? A quel moment doit intervenir cette désignation ? et pour combien de temps est-elle consentie ? Quelle solution prévaut lorsque plusieurs compétiteurs se présentent pour la même place ? Enfin un même oblat est-il autorisé à cumuler les places dans diverses abbayes ?

La réponse à la première question paraît simple. Nulle part on ne trouve trace de plusieurs oblats vivant simultanément soit dans une abbaye, soit à l'aide de la pension versée par elle. Dans tous les textes connus, il s'agit toujours d'une place de religieux laïc et les abbés ne manquent pas de protester énergiquement quand par hasard une décision leur envoie un nouveau bénéficiaire de la place d'oblat alors que celle-ci est encore occupée par le titulaire. N'est-ce pas pour chercher à écarter certains hôtes qu'ils considéraient comme indésirables que les monastères faisaient tenir ces places par leurs gens ? ce qui, à défaut d'autres preuves, suffirait à montrer que les prébendes dont il s'agit étaient en nombre limité. Même quand la royauté se trouva en présence d'abondants contingents de mutilés et de blessés à pourvoir de moyens de subsistance, elle ne songea pas à multiplier pour les abbayes assujetties au « droit d'oblat » les charges qui leur étaient imposées, en créant de nouvelles places de moines laïcs. La règle existait dès le début et elle ne fut jamais modifiée en ce sens : une place par monastère réunissant les conditions requises et une seule. C'est devant cette impossibilité d'augmenter le nombre de ces prébendes monastiques pour faire face aux besoins accrus que le roi dut envisager une autre solution mieux adaptée aux nécessités de l'heure.

Sans doute les ordonnances, lettres patentes ou édits pris par le roi et les arrêts du Conseil ne donnent aucune précision à cet égard, il n'y est fait mention que du « droit » reconnu à la Monarchie de disposer en faveur de ses sujets, de places de religieux laïcs dans les abbayes et prieurés du royaume : nulle part cette prérogative ne se trouve limitée dans son exercice par une affirmation reconnaissant qu'elle ne doit porter que sur une place par monastère. On comprend très bien la raison de cette omission, si tant est qu'elle ait été volontaire : le roi n'éprouvait nul besoin de préciser par une restriction de quelle

manière il devait faire jouer ce privilège souverain et de donner aux abbés une arme contre lui pour le cas où, intentionnellement ou non il aurait outrepassé son droit (126).

Mais les arrêts des Cours de Parlement et les commentateurs de la jurisprudence en la matière sont absolument formels et unanimes : la charge imposée aux abbayes et prieurés est restreinte à une place (127).

Quant au nombre de bénéficiaires que le roi pouvait nommer, il faut ici faire une distinction. De nombreux textes déclarent que ce droit n'appartient au monarque qu'au moment de son avènement (128) mais de multiples preuves existent aussi

(126) Cependant la déclaration du 5 mai 1636 (*Mémoires du Clergé* IV, 1990) contient une mention qu'on ne rencontre pas dans les textes officiels précédents et qui confirme la limitation du droit royal à ne pourvoir qu'à une place de moine lai par monastère. On lit en effet ceci : « Nous avons... ordonné... que, conformément à nos Déclarations des mois de Mars 1624 et 20 Mai 1630, toutes et chacunes les abbaies de notre royaume, paieront par chacun an la somme de cent livres par forme de pension, pour la nourriture et entretenement d'un soldat estropié »... Cette pension unique par établissement religieux se substitue évidemment à l'occupation de la place d'oblat concédée dans chacun d'eux.

(127) Il serait aisé de multiplier ici les références. Nous n'en mentionnerons que quelques-unes : Durand de Maillane (*Dict. de dt. can.* 1770, t. I, p. 719) « nos rois estoient en possession... de donner une place d'oblat ou de religieux laïc dans chaque monastere qui estoit sous la garde royale »... ; Rebuffe (*Praxis beneficiorum*, 1664, 2^e partie, p. 280-1) « Unde... quod Rex in principio sui regni post suam coronationem in abbatia regni sui de gardia sua existente, possit ponere in monasteriis monachorum unum monachum et in monasteriis monialium quandam monialem »... ; Bouchel (*la Somme bénéficiale* 666) « la prérogative de nommer un oblat... Mais chacun monastere ne doit estre greve ny charge en plus avant que d'un oblat »... ; L. de Héricourt, *Les lois ecclésiastiques de France*, 1771 p. 281, « nos rois estoient en possession... de donner une place d'oblat ou de religieux laïc dans chaque monastere »... ; *Mélanges Colbert*, t. 15, fol. 590, ets. « le Roy ny pourvoit... et encore apres la mort de celui que en est pourveu... » ; Papon (*Recueil d'arrests*, 1569, livre 5, t. I) mentionne le droit du roi de mettre dans les couvents du royaume un moine lai et (livre 18, titre I, n° 14) rappelle encore que « le roy a droit de mettre homme impotent... en une abbaie... et n'en peut presenter qu'un de son regne en chacune desdites abbaies... » ; Jacques Brillon (*Dictionnaire des arrêts*, t. IV, p. 650) déclare de son côté que « le roi à son avènement à la couronne a droit de mettre et faire recevoir en chacun Couvent et monastere conventuel de son Royaume un moine lay ou bien une femme »... (n° 6). Le même auteur cite d'autre part une déclaration du 17 juillet 1317 « portant règlement pour la reception d'un moine, en chacun de plusieurs monasteres du Pais d'Anjou et des environs (*Mém. du Trésor des Chartes*, t. I fol. 148). Citons enfin Rupin, (*L'Abbaye et les cloîtres de Moissac*, p. 149) : « Le 18 juillet 1494, le roi Charles VIII, usant des droits de la couronne qui lui permettait de faire entretenir en chaque abbaye un homme lai »... (*Arch. dép. de Tarn et Garonne*, série G, 568 ; Andurandy, 565). On peut encore rapprocher de ces textes un document (*Bb. nat. ancien fond*, ms. 5285, n° 427) établissant que le roi Henri III a mandé à « l'abbé, religieux et couvent de St-Ouen de Rouen » qu'il a donné à Jean Prunier la place de religieux lay occupée naguère successivement par Jacques Siette et Pierre Prunier (*id.* ms. fr. 5265, fol. 252). Quant aux arrêts, ils sont de même nombreux depuis celui de 1274.

(128) Force est de revenir ici encore sur l'arrêt de 1274 : ... « en vertu de son droit de nommer, à l'occasion de son avènement » (*Olim* II fol. 26 r°). En

que son exercice n'en fut pas limité à cette époque. Il est certain que la royauté nomma à tout instant du règne dès lors que le bénéficiaire devait être remplacé soit à cause de mort, soit pour toute autre raison (129).

La durée de la prébende ainsi accordée découle de tous les textes que nous avons déjà cités : la place est concédée pour la vie du bénéficiaire. Aucun des documents qui nous sont tombés sous les yeux ne mentionne expressément que cette concession peut avoir lieu à titre temporaire ; aucun ne permet de croire, par une interprétation légitime, qu'il y eut des cas où le principe de l'attribution d'une place à un oblat, sa vie durant, fut mis en échec. Mais cela ne saurait signifier que la décision intervenue en sa faveur était irrévocable. En fait, pour des raisons diverses, des religieux laïcs se

1320, le roi Philippe délivre des lettres par lesquelles il déclare que l'abbaye de Préaux, au diocèse de Lisieux, est exempte du droit « qu'il a son advenement a la couronne » (*Collection Joly de Fleury*, Bb. nat., 994, fol. 7 - R. du T. des ch. p. 379). Des lettres patentes de Charles VIII, en date du 9 Janvier 1493, rappellent qu'il a, « a son nouvel et joyeux advenement » le droit, dont il n'a pas encore usé... (*Arch. dép. de Maine et Loire*, Série H. Abbaye de St-Florent de Saumur, carton 1884). Mais à partir de 1568, les ordonnances et édits sont muets quant à cette mention ; les textes se bornent à indiquer que le signataire entend agir « comme les rois » ses « prédécesseurs ». Cependant les commentateurs continuent de faire allusion à cette sorte de don de joyeux avènement. Guy Coquille, par exemple (*Histoire du Nivernais*, 1622, p. 133) : ... « de grande anciennete le droict royal estoit tel que le Roy a son nouvel advenement »..., Guénois (*la grande conférence des ordonnances*, 1678, t. I, l. I, tit. II, part. III, 514, p. 32), comme Chopin (*Œuvres complètes*, 1662, t. II, L. III, t. XXVIII, p. 583) mentionnant l'arrêt de 1274, rappellent que le droit s'exerçait à l'avènement du roi, et Thomassin, entre beaucoup d'autres, fait de même (*Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise* 1725, t. III, p. 763, XII). V. plus haut note 59 à propos de St. Germain des Prés et de la nomination d'un oblat en remplacement d'un décédé. Louis XII avait éprouvé une difficulté analogue (*Hist. de l'abb. royale de S. Ouen de Rouen*, Paris, 1664, p. 330) : « Loys douziesme ayant voulu mettre un moine lay en l'abbaye de S. Ouen, l'abbé Bohier et les religieux s'y opposerent, et dirent pour leurs raisons que le Roy en son advenement a la Couronne n'en pouvoit mettre qu'un en chaque abbaye de fondation royale ; qu'il en avoit mis un qu'ils avoient nourry jusqu'a la mort et qu'ainsi ils n'estoient obligez d'en recevoir un second ».

(129) Certains auteurs, comme Papon (*Secrets du troisième et dernier notaire*, 1638, liv. 8, p. 588 et s.) se contentent d'indiquer que « le Roy a droit et usance d'envoyer... un soldat, pour une fois en sa vie et de son regne ». Mais Rebuffe (*Praxis beneficiorum*, 1664, III^e Partie, p. 280) est plus précis : « Tertio non solet Rex iterum providere, si jam pro uno sui suit, imo dicit, pourveu toutesfois qu'autre n'ait este receu en vostre dite abbaye, depuis nostre advenement a la couronne par vertu de nos dons et lettres patentes »... L. de Héricourt (*Les lois, ecclésiastiques de France*, 1771, p. 281, H. V. XXVII), de son côté, déclare : « Dans la suite les Rois nommèrent des oblats, non seulement à leur avènement à la couronne, mais encore pendant tout le cours de leur règne, de manière cependant qu'il n'y avoit jamais dans un monastère qu'un oblat nommé par le Roi ». Cette doctrine s'appuie sur une jurisprudence constante. Ainsi, le 5 Juin 1578, le bailli d'Orléans rend une sentence ordonnant l'entérinement des lettres patentes obtenues par Noël Tricquoy, canonnier ordinaire du roi en son artillerie : Tricquoy jouira, sa vie durant, de la place de religieux lai dans le couvent de Saint-Samson, place qu'occupait avant lui Guillaume Bou-

sont vus privés de leur droit : il n'y a aucune contradiction dans ces deux éventualités. Il s'agit en somme d'une mesure gracieuse prise par le souverain au profit d'un de ses protégés et pour permettre à celui-ci de subsister jusqu'à la fin de ses jours, non pour une durée strictement déterminée mais telle circonstance peut se produire qui oblige à modifier la décision intervenue (130). Les actes royaux, la jurisprudence des Cours

chereau (*Arch. du Loiret*, série D. Collège d'Orléans, *Invent.* pp. 160-161, D. 363, liasse). Pour le même monastère, intervenait le 20 Mars 1614 un mandement de Louis XIII faisant savoir aux religieux qu'il avait donné la place de religieux lai, vacante par le décès de Noël Tricquoy, à Pierre Turpin, dit la Fontaine (*id.*). Nombre s'actes royaux d'ailleurs servaient de même de fondement à cette opinion. François I remet le 9 septembre 1516 des lettres de provision à Robert Garnier pour une place de religieux lai dans l'abbaye de la Sainte-Trinité de Tiron (*Cartul. de l'Abb.* édit. L. Merlet, 1883, t. II, 1^{er} liv. pièce 418, p. 233). On y lit ceci : « ... et soit ainsy qu'en vostre abbaye n'y ayons encores mys aucun par quoy nous loyst et appartient y en mettre et pourveoir à nostre plaisir »..., le droit n'ayant pas été exercé sur ce monastère depuis l'avènement du monarque. Quelques jours avant le 28 décembre 1590, Henri IV apprenant à Senlis que la place de moine lai en l'abbaye de S. Denis était vacante par la mort d'un nommé Andros, désigna pour succéder à celui-ci La Chambre, lieutenant d'une compagnie d'infanterie, estropié par une arquebuse reçue devant la ville de Dreux, « au service de Sa Majesté ». Il fut reçu le 1 janvier 1591. (Dom Félibien, *Histoire de l'Abbaye de S. Denis*, Paris, 1706, p. 418). C'est en vertu de lettres patentes du roi que le capitaine Campagne fut reçu le 25 février 1613 à l'abbaye de Saint-Pé-de-Bigorre en qualité de religieux lai à la place vacante par le décès du Capitaine Mascaron (*Arch. des Basses Pyrénées* E. 2024, f^o 408 v^o original en texte gascon publié dans *l'Annuaire du Petit séminaire de St-Pé*, 19^e année, 1893, p. 439, 441). De même, des lettres royaux octroient le 16 décembre 1648 la place de religieux lai dans l'abbaye de Saint-Florent de Saumur à Philippe Legrand dit la Chesnaie, soldat au régiment des gardes du roi, en remplacement de François Godard, dit du Bois, décédé (*Arch. dép. Maine et Loire, Invent. Saché*, H, t. II, p. 28 - H. 1884 carton) V. également pour la même abbaye : B. N. ms. fr. 5285, fol. 158, pour Juvyneau succédant à Mathurin Martin. Le 30 juin 1625, Louis XIII accorde à Jacques Vallette, soldat estropié, la place d'oblat vacante à l'Abbaye de Guîtres (*Bib. de Carpentras*, ms. 1914, fol. 497). C'est ainsi encore qu'a lieu le 13 décembre 1650 à l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux la réception de Jean Dufaur, soldat estropié, pourvu de la place de religieux lay par suite du décès de Jean Dabadie, écuyer. (*Arch. dép. Gironde*, H. 322 Sainte-Croix, p. 12).

(130) Les lettres patentes précitées du 30 juin 1625 pour une place à l'abbaye de Guîtres (*Bb. de Carpentras*, ms. 1914) recommandent de « ... luy administrer aussy sa vie durant ses vivres » ... Celles du 9 janvier 1493, à propos de l'abbaye St-Florent de Saumur (*Arch. dép. Maine et Loire*, H. carton 1884) rappellent que le droit dont use le roi Charles VIII a pour objet de mettre dans les monastères « une personne laye pour y avoir sa vie et substantacion » comme tout autre religieux, ce qui signifie nettement jusqu'à la mort du titulaire. Les lettres de provision du 9 Septembre 1516 en faveur de Roger Guernier pour l'abbaye de la Sainte-Trinité de Tiron (*Cartul.* L. Merlet, *op. cit.* t. II, pièce 418, p. 233) s'expriment d'une manière à peu près identique. Les édits du reste ne laissent subsister aucune équivoque à ce sujet ; celui de février 1585, dans son préambule déclare nettement : « ... et leur donner moyen de vivre en repos le reste de leurs jours » ... Les lettres patentes de juillet 1604 rappellent d'autre part que les mesures prises par la Royauté en faveur des « pauvres gentilshommes, Capitaines et soldats » blessés à son service en tendaient à leur faire avoir « une certaine retraicte pour estre logez, nourris et entretenus

de Parlement et les ouvrages des commentateurs concordent pleinement en ce sens. On ne saurait concevoir la chose autrement, puisqu'il s'agit de gens rendus incapables de pourvoir par leurs propres moyens à leur subsistance : c'est dès lors bien une pension viagère qui leur est servie, et à compter de la présentation de leurs lettres de provision. Ce dernier point ne semble pas souffrir de difficultés particulières : une contestation s'étant produite à cet égard, le Parlement de Paris, en un arrêt du 30 Janvier 1565 donna raison à l'oblat (131).

Mais *quid* en cas de compétition ou de cumul ?

La première peut se présenter dans des cas divers. Un oblat est nommé à une place pour laquelle se trouve déjà désigné un autre bénéficiaire. Lequel des deux l'emportera ? Le Parlement de Normandie jugea le 10 juillet 1561 que celui qui doit occuper est le plus méritant, c'est-à-dire « le plus impuisant, débile et impotent » même si l'autre s'est présenté le premier pour être reçu au monastère (132).

le reste de leurs vies ... Quand Henri IV, par son édit de Juin 1606, fonde la Maison de la Charité chrétienne destinée à remplacer les places d'oblats, c'est bien pour « l'entretenement et pension desdits pauvres gentilshommes, capitaines et soldats estropiez à la guerre » ... qu'il le fait et sans autre limitation de durée que la vie même des bénéficiaires, et lorsque Louis XIII crée à son tour par édit du 29 décembre 1633 la commanderie de Saint-Louis, c'est toujours pour venir en aide à ceux qui ont été estropiés à la guerre à son service afin d'y « estre nourris et entretenus le reste de leurs jours de toutes choses nécessaires à la vie ».

Les arrêts des Cours de Parlement que nous avons déjà cités établissent d'une façon indiscutable que les titulaires des places d'oblats en jouissaient leur vie durant, devant recevoir mêmes portions que les religieux du monastère. On peut ajouter encore un arrêt du 30 janvier 1561 contre les moines de l'abbaye de Gretain qui précise que les oblats doivent « avoir pareille portion de vivres, comme un religieux prêtre de la même abbaye » à commencer et compter depuis la présentation de leurs lettres de provision. Une autre sentence condamna en 1565 l'abbé de la Chaulne à verser à un oblat quatre sols par jour pendant toute la vie de celui-ci. (J. Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, t. IV, p. 650).

Quant aux commentateurs, il paraît inutile de reproduire encore des extraits de leurs œuvres, ce que nous en avons dit précédemment devant suffire, semble-t-il, à prouver qu'ils n'ont jamais considéré cette concession royale des places d'oblat comme faite autrement que pour la durée de l'existence des bénéficiaires. L. de Héricourt, Chopin, Papon, Guyot, Thomassin, et tant d'autres, abondent dans le même sens.

(131) Cf. plus haut, note 130, la référence dans Brillon à cet arrêt.

(132) Jugement « rendu pour Charles Mallet, soldat, pourvu par le Roy d'une place de Religieux laïc à l'abbaye de Vallasse, appelant du Bailly de Caux, au siège de Caudebec, entre Romain Blondel et Pierre de la Mare ». Il y avait ici trois compétiteurs. Un autre arrêt était intervenu dans le même sens le 27 janvier 1537 (Bouchel, *la Somme bénéficiaire*, 666). On peut rapprocher de cette affaire celle que rapporte Bardet, dans son *Recueil d'arrêts du Parlement de Paris* (Avignon, 1773, t. I, liv. 3, ch. 118, p. 339). Nicolas Donet, soldat estropié, avait été pourvu d'une place de religieux lai en l'abbaye de la Cour-Dieu mais une sentence du Sénéchal d'Orléans avait maintenu le Sieur de Bouville, gentilhomme, en cette même place. Les deux compétiteurs étaient également pourvus de certificats de services et blessures. L'avocat général Bignon intervenant déclara que le titre le plus favorable et le plus légitime pour obtenir

Une situation différente s'offre si l'abbaye a déjà reçu son oblat et qu'un autre moine lai soit envoyé pour occuper cette place. A vrai dire, il n'y a pas de difficulté lorsque le premier pourvu tient effectivement la place dont il s'agit, il a pour lui le droit et le fait. et à moins d'un acte le révoquant, il est naturellement en principe maintenu : il n'y a pas, à vrai dire, compétition mais succession.

Cependant le Parlement de Toulouse eût à intervenir dans un cas de ce genre, assez curieux. « Un enseigne du Régiment de M. le Prince de Condé ayant perdu un bras à la bataille de Lens, avoit obtenu des lettres d'oblat sur l'abbaye de Saint-Iberi en 1652. Mais y ayant trouvé un autre appelé Dualde qui étoit fort vieux, ils s'accorda avec lui et il fut dit entr'eux que cet Enseigne laisserait jouir Dualde de sa pension sur cette Abbaye pendant sa vie. Lequel étant mort en 1659, lorsque cet Enseigne voulut jouir, il s'en trouva un autre qui avoit des provisions sur la meme abbaye. De sorte que la cause ayant été plaidee et cet Enseigne rapportant un attestatoire de M. le Prince meme et de son mestre de camp, comme il avoit ete estropie à la Bataille de Lens et etant present a l'audience, il fut prefere a l'autre qui avoit un attestatoire de M. de Villeroy qui ne portoit pas où il avoit servi, n'apparaissant pas meme qu'il l'eût jamais ete blesse, par arrêt du 22 juin 1660 » (133). On a ici une combinaison de deux affaires que nous avons précédemment analysées. L'oblat peut être au contraire absent, quoique nommé et nanti et cette absence a pu faire croire à une vacance. Un arrêt du 16 Juin 1581 a tranché cette difficulté, « pour un nomme Veron » (134). Mais nous ne possédons pas de détails sur cette affaire tandis que pour la suivante, des précisions sont apportées par les commentateurs. L'abbaye du Mont-Saint-Quentin-les-Péronne avait reçu en 1566 comme moine lai le capitaine Becquet mais quelque temps après, Florent Havo ayant été nommé à cette place une instance fut introduite devant la cour du Parlement sur appel de

cette place étoit « l'extrémité de la pauvreté et de la misère ; que ce n'est pas assez d'avoir servi le roi en ses armées il faut avoir des certificats comme on y a ete blesse, il faut avoir ete visite par les chirurgiens des bandes, en avoir attestation et certificats, et de ceux qui commandent a l'armee ou au quartier ». Or ni l'un ni l'autre n'ont subi cette visite, ils sont dès lors incapables d'occuper la place. Cependant l'appelant, Nicolas Douet, mérite mieux la place que l'intimé, selon l'avocat général, parce que celui-ci ne s'est pas présenté en personne, de telle sorte qu'on ne peut voir « s'il est blessé, manchot ou estropié ». La Cour ordonna la comparaison personnelle du sieur de Bouville, par arrêt du 30 juillet 1630. Le Parlement de Normandie étoit déjà intervenu le 19 novembre 1548 pour une contestation entre deux oblats pourvus tous deux par Louis XII (*Bb. nat. ms. fr. 5344, fol. 112 v°*).

(133) Albert, *Arrêts du Parlement de Toulouse*, 1734, au mot « Oblats », p. 310.

(134) Chenu, *Recueil de réglemens notables*, Lyon, 1614, t. I, ch. 8, p. 29-32.

« Maistre François Pasquanet », abbé commendataire contre une sentence du Gouverneur de Péronne qui l'avait condamné à payer la pension audit Havo. L'abbé soutenait que la place d'oblat était pourvue d'un titulaire, encore qu'il fut absent. La Cour dans son arrêt du 6 juillet 1589, ordonna que dans le plus bref délai, il ferait comparaitre « le prétendu pourveu et cependant defences de payer à l'un ny à l'autre ». L'arrêt définitif fut rendu le 28 mars 1591 au profit dudit Havo (135).

Enfin la différence de religion peut jouer ici un rôle prédominant. Le 18 février 1621, un soldat de la « religion prétendue réformée » troublé en une place d'oblat « qu'il avoit obtenüe du Roi sur un Prieure assis pres de la Rochelle, fut deboute du renvoi par lui requis en la chambre de l'Edit. M. Servin, avocat général remontra que le Roi ne donne jamais de privilège contre lui. En evoquant le principal, la cour declara le soldat a cause de sa Religion incapable de tenir une place d'oblat » (136). Mais le cas de compétition entre protestant et catholique est ici dépassé, il s'agit d'une incapacité générale.

C'est pour ce même motif qu'un oblat qui avait joui de sa place à l'abbaye de St-Julien-de-Tours pendant trente ans fut évincé par un nouveau titulaire qui, lui, était catholique, tandis que l'autre s'était fait huguenot. Il eut beau en appeler d'une sentence de « Messieurs des Requestes du Palais », un arrêt du 7 décembre 1623 le débouta et confirma la décision rendue contre lui (136^{bis}).

Quant au cumul, la question semble avoir donné lieu à peu de contestations (137) et cela se conçoit. L'oblat devant être entretenu sa vie durant par un monastère est assuré en principe d'avoir sa suffisance. Il n'y a dès lors aucune raison de lui concéder une autre place en supplément, d'autant que leur nombre en est restreint et que celui des bénéficiaires éventuels au contraire est grand. De fait, nous n'avons trouvé qu'une décision judiciaire en cette matière. Le Parlement de Bretagne, par un arrêt de Septembre 1652, jugea qu'un « particulier ayant obtenu une place d'oblat n'en pouvoit avoir une seconde, laquelle fut ajugée a un autre qui avait depuis obtenu la seconde : il y avoit cette circonstance que le premier obtenant la seconde place, en avoit fait expression a sa majeste de la premiere qu'il possedoit, quoique par l'ordonnance des Bloys

(135) *Id.*

(136) Brillon, *op. cit.* t. IV, au mot « oblats », par. 29. Le même auteur cite l'arrêt du 7 décembre 1623 que signale également Tournet, (*Arrêts des Cours souveraines de France*, Paris, 1631, t. II, lettre O, p. 1214) et qu'analyse Jean du Fresne (*Journal des principales audiences du Parlement*, Paris, 1733, t. I, ch. VIII, p. 7). Nous en avons parlé sous la note 113. V. aussi Louët (*Recueil de plusieurs notables arrests* (678 ; t. II, p. 191).

(136^{bis}) Bouchel, *Somme...* 667.

(137) En dehors des jugements de la Chambre de la Charité chrétienne qui datent du début du XVI^e siècle, v. plus haut.

en l'art. 354 un second don obtenu du Roy soit declare nul, à moins d'avoir exprime le premier »... (138). Cependant des abbés complaisants laissaient des estropiés prendre plusieurs places, chacune dans une abbaye différente et les bénéficiaires se contentaient alors de résider dans l'une, « faisant ouvertement le trafic des autres, les vendant au plus offrant, au mépris des prescriptions royales » (139) si bien que le roi dut interdire par l'ordonnance de février 1585 ces regrettables pratiques. Il déclara en même temps que le cumul des places entraînerait la déchéance du privilège d'oblat (140). Le principe en tout cas se trouvait formulé avec une netteté qui ne laissait place à aucun doute : ... « Aucuns d'eux ne pourra estre pourveu ny tenir ne posseder qu'une place de moine lay et en une seule Abbaye et Prieuré » ... La même interdiction de cumul fut rappelée en 1629 par Louis XIII (141).

★★

SECTION 6. — NATURE DES PRESTATIONS ET DÉTERMINATION DU DÉBITEUR.

La prestation due au moine lai était fournie tantôt en nature, tantôt en argent, et cette alternative se posait notamment suivant que celui-ci était marié ou célibataire (142).

Les pensions viagères au Moyen-Age, ainsi qu'on l'a vu (143), consistaient surtout en aliments, vêtements, logement, etc.. Il n'est dès lors pas étonnant que le roi, en plaçant des fidèles dans les monastères, n'ait en rien dérogé à cette règle générale que la pénurie de monnaie métallique rendait au surplus obligatoire. Quel but visait-il ? se décharger sur une abbaye du soin et des frais d'entretien de ses gens. Dans ces conditions, les préoccupations royales se trouvaient satisfaites quand le monastère prenait en charge le protégé à lui imposé par le monarque. Il est par conséquent normal que la prestation ait été fixée en principe en nature mais il n'est pas douteux non plus que cette manière de faire pouvait dans certains cas présenter de sérieux inconvénients. On connaît celui des gens mariés ; pour des raisons diverses, l'oblat était en droit de préférer une autre modalité de pension, de même que l'abbaye débitrice avait le légitime désir d'éloigner d'elle

(138) Dufail, *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Rennes, 1737, t. I, l. I, ch. 86, p. 67.

(139) R. Burnand, *l'hôtel royal...*, p. 14.

(140) *Recueil Cangé*, p. ., fol. 317.

(141) Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 223. Les jugements rendus pendant les années 1607 et 1608 par la Chambre de la Charité chrétienne (v. ch. IV, note 68) montrent que les plaintes étaient assez fondées à ce sujet.

(142) V. plus haut, p. 134.

(143) V. plus haut, p. 18.

une présence jugée par elle peu souhaitable (144). Il se conclut ainsi tout naturellement des arrangements, des contrats entre bénéficiaires de places et monastères, ceux-ci rachetant en argent la prestation qui leur était imposée en nature. Le fait ici encore précéda le droit et la coutume ne fut que plus tard sanctionnée légalement par des arrêts ou des édits. C'est dire qu'il est à peu près impossible de fixer un point de départ certain à cette pratique. Les plus anciennes traces des rentes viagères versées en espèces par les abbayes remontent au XII^e siècle (145) ; il est dès lors légitime de penser que les prestations en argent en matière de « droit d'oblat » n'ont pas du vraisemblablement faire leur apparition avant cette époque. Il n'empêche que le principe demeure solidement établi, tout au moins pendant longtemps; que l'oblat *occupe* une place de religieux et qu'il doit être traité comme l'un des membres réguliers du monastère. Cette prébende monacale est ainsi d'une manière générale perçue en nature.

Elle peut du reste être rendue obligatoire si l'on en croit un arrêt rendu le 20 Octobre 1579 aux grands jours de Poitiers au profit de Mathurin Dupin, oblat de l'abbaye « de Toussaints d'Angers » et contre « Messire Nicolas Bouvery abbé de ladite Abbaye appelant de ce que le Juge *a quo* l'avoit condamné à fournir à l'oblat ses nourritures, alimens et entretenemens tels qu'a l'un des Religieux à la charge de demeurer en ladite Abbaye... et soustenoit l'Abbé qu'il n'estoit tenu fournir autre chose que ce qu'il avoit accoustumé qui estoit lesdites soixante livres et fut l'Abbé condamné a l'amende et aux dépens »... (146).

Il semble résulter de cette décision que si l'oblat l'exige,

(144) En dehors du cas de mariage, l'oblat pouvait souhaiter plus d'indépendance en résidant hors de l'abbaye. Celle-ci de son côté voyait d'un mauvais œil d'anciens militaires aux mœurs turbulentes ou vicieuses s'installer dans les bâtiments claustraux. Elle invoquait aussi parfois son extrême pauvreté qui l'empêchait de pourvoir en nature à l'entretien d'un oblat. Il n'y avait là d'ailleurs, en dehors de la parfaite légitimité de cette prétention en fait qu'une application de la décision prise en 813 par le Concile d'Arles et de Mayence édictant qu'on ne recevrait de religieux dans un monastère qu'autant que celui-ci en pourrait nourrir. Le pape avait dû de même intervenir plus tard pour remédier à la facilité avec laquelle certaines abbayes accordaient ou se laissaient imposer des pensions à des gens qui n'y avaient aucun droit (cf. Dom U. Berlière *Honorius III et les monastères bénédictins* (1216-1227) (Revue belge de philologie et d'histoire, n° 2-3, 1923, p. 243 : « Le Pape donna l'ordre... de supprimer des prébendes monacales attribuées par des abbés comme à Saint-Vaast d'Arras, à Saint-Arnoul de Metz, à Stavelot-Malmédy, à des laïques non réguliers ni oblats (Pressutti, *Regesta Honorii III*, 5374, 5931, 1373), Potthast, 7314 - Acte du même genre d'un abbé de Saint-Martin-de-Sées en 1220 (*Gallia christ*, t. XI, col. 721. Pour la question de la résidence, v. plus loin section 7.

(145) V. plus haut, p. 19.

(146) Cheau, *Recueil de réglemens notables*, Lyon, 1614, t. I, ch. 8, p. 30.

l'abbaye est obligée de le recevoir et de le traiter comme l'un des autres religieux. Elle n'a pas le pouvoir de le contraindre à accepter autre chose qu'une pension en nature, sauf dans certains cas : celui des gens mariés, par exemple (147).

Mais que comporte-t-elle ? Les formules employées soit dans les lettres patentes, soit dans les décisions judiciaires, soit par les auteurs, sont des plus variées : au fond elles disent toutes la même chose. Il s'agit de « recevoir nourriture », d' « estre nourri et entretenu », d' « avoir ses vivres, logis, vestiaires et alimens »..., « sa vie et substantacion »... ; il faut à chacun « bailler et délivrer chacun iour vivres, pitance et autres choses nécessaires pour son entretenemêt »... Si l'on trouve une variante, elle reste rare : « traité humainement » (148). C'est bien en tout cas de la nourriture matérielle qu'il est question et de tout ce qu'il convient de donner à chaque homme qui veut vivre : des habits et un gîte. Certains termes ont ici leur éloquence : cette place d'oblat était souvent, dans certaines régions, appelée « pain d'Abbaye », comme pour donner un sens concret bien caractérisé à cet ensemble de prestations. Le mot « prébende monacale » était de même couramment employé et l'on sait ce qu'il convenait d'entendre par là (149) : à l'origine, il signifiait nettement les subsistances distribuées régulièrement aux moines, à leurs serviteurs et à leurs hôtes. Si plus tard ce terme de *praebenda* s'est appliqué à l'ensemble des biens spécialement affectés au *victus* des moines pour prendre enfin le sens qu'il a reçu aujourd'hui, il n'en demeure pas moins qu'il s'est toujours agi d'assurer directement ou non la subsistance du bénéficiaire et pendant de longs siècles celle-ci faisait l'objet de prestations en nature.

Mais ces dernières ne peuvent pas être quelconques ; les textes ne manquent pas de mentionner qu'elles doivent permettre à l'oblat d'être entretenu « ainsi que l'ung des aultres religieux »... « de vivre comme eux ». Certains indiquent en

(147) V. plus haut, p. 134.

(148) Cf. notamment : Fevret, *op. cit.* 38 ; Papon, *Recueil d'arrests*, L. 48, t. I, n° 14 ; Merlet, *Cartulaire de l'abbaye de Tiron*, t. II, 1^{er} L. pièce 448, p. 233, lettres de provision de François I, en date du 9 septembre 1516 en faveur de Robert Garnier, « blesse, navre et mutilé... » ; Arch. dép. de Maine et Loire, Invent. Saché, H ; t. II, p. 27 ; St-Florent de Saumur, 1884, carton : lettres patentes de Charles VIII, en date du 9 janvier 1493 en faveur de « Mahert de Servays » ; Papon, *Secrets du troisième et dernier notaire*, liv. 8, p. 389 ; Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, t. IV au mot oblat, n° 27 : arrêt du Parlement de Bretagne, qui, le 15 Septembre 1558, assujettit l'abbaye de Villeneuve au droit d'oblat, en faveur de Simon Hoquinel ; la Cour ordonna en outre « que l'un des conseillers se transportera sur les lieux pour entendre de leur manière de vivre et informer de la contravention qu'ils (les religieux) font à leur Regle » (Dufail, *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Rennes, 1737, t. I, L. I, ch. 86, p. 66.

(149) Pour le pain d'abbaye, v. plus loin le chapitre VI. Le terme de prébende monacale est de même abondamment employé par les auteurs.

autre : « comme un religieux prestre » (150). L'oblat à cet égard est dès lors considéré à l'instar d'un membre de la communauté, non par assimilation aux convers mais par analogie avec les pères. N'est-il pas qualifié de « moine lay » ? Resterait à savoir ce que, pratiquement, pouvait comporter cette portion monacale.

Aux chapitres XXXIX et XL de sa Règle (151), le Patriarche des moines d'Occident détermine la mesure du manger et du boire, tandis qu'au chapitre LV, il précise ce qui doit être donné à chacun comme vêtements et chaussures (152). St Chrodegang en fait autant pour les chanoines de la cathédrale de Metz (153) ; de leur côté, les conciles d'Aix et les capitulaires de Louis le Pieux instituent aussi des dispositions spéciales pour toute communauté d'hommes et de femmes vivant canoniquement (154) : les quantités et qualités d'aliments que chacun peut recevoir sont stipulées. Bien entendu, des distributions supplémentaires étaient permises (155) mais des abus

(150) D'ailleurs en cas de contestation les arrêts du Parlement le précisent. v. arrêt du 30 janvier 1561, rendu à propos de l'abbaye de Grétain (Bouchel, *op. cit.*). Il n'y avait là d'ailleurs dans cette assimilation de l'oblat au religieux aucune faveur particulière : c'était, si l'on peut dire, la règle dont l'application se trouvait étendue à ce nouveau bénéficiaire. La Charte de confraternité entre Stavelot et Solignac, renouvelée en 1238, stipule, par exemple : « il n'y aura que... la même prébende... ». Le moine d'une maison se rendant dans l'autre sera traité comme le fils de cette église dans les exercices de la communauté, la prière et la prébende. Il cesse d'être un hôte quelconque. (Halkin et Roland, *Chartes de Stavelot*, II, pp. 33,34 ; Dom. U. Berlière, *les fraternités monastiques et leur rôle juridique*, Bruxelles, 1920, p. 8, extrait des mémoires de l'Académie de Belgique, 2^e série, tome XI, Lettres). Même l'étranger, muni de *litterae commendatitiae* ou *petitoriae*, est reçu « comme un fils » (Charte de St-Remi de Reims et de St-Bénigne de Dijon, 1174, Mabillon, *Analecta...* p. 160 ; Dom U. Berlière, *op. cit.* p. 18). Il prend place dans la communauté où il trouve « porte ouverte, le logis, nourriture, toute charité *in vinculo pacis...* » il a droit à la même prébende et aux mêmes suppléments (Admont et Seitensstetten, 1343, Raab, *Urkundenbuch des Bened. Stiftes Seitenstetten*, Vienne, 1870, p. 218. Dom U. Berlière, *op. cit.* p. 18). Le fugitif aussi. Il jouit d'une pleine prébende dans le vêtement et la nourriture, y compris les suppléments ordinaires et extraordinaires (St. Lambrecht et Seitenstetten, 1330, Raab, *op. cit.* p. 186-7 — St-Germer de Fly et St-Maur-des-Fossés, 1214, Dachery, *Guibert Novigenti opera* Paris, 1631, p. 607. Weihestephan et Benedictbeuern, 1280, Meichelbeck, *Hist. Frisingensis*, Augsbourg, 1724, t. I, p. 130, Dom U. Berlière, *op. cit.* p. 20). La condition de l'oblat n'avait dès lors rien d'exceptionnel puisqu'en somme il était reçu dans la « confraternité » des moines et faisait partie de la communauté.

(151) *Regula S. Benedicti*, éd. Butler, Fribourg-en-Brisgau, 1935, p. 77, 8 9.

(152) *Id.* p. 101.

(153) *Reg. S. Chrod.* VIII, De mensura cibi et potus. Migne, *Patrol. lat.*, t. 89, col. 1062.

(154) *Concil. Aquisgran.* 816. CXXII ; *Conc. aevi Karol.* t. I, p. 401-2 ; *Instit. Sanctimonialium*, XIII, p. 447 ; lettre de Louis le Pieux à Sicharius, p. 463.

(155) C'est ainsi que les moines clunisiens qui, au XI^e siècle, avaient chaque jour deux plats, l'un de fèves, l'autre de légumes, recevaient en plus cer-

pouvaient alors intervenir et n'ont pas manqué d'ailleurs de se produire. Il fallut tantôt atténuer la rigueur de certaines observances, tantôt au contraire sévir contre des relâchements excessifs. Il n'est en tout cas pas douteux qu'au cours des siècles ces rations aient été modifiées et d'autre part même soumises à des règles générales, elles variaient selon les lieux. Il est dès lors difficile de donner ici des renseignements précis valant pour une période et pour une aire géographique déterminées. Quelques documents peuvent fournir des indications particulières (156) : il faut se contenter de savoir, faute de communes mesures numériques, que les moines laïcs participaient aux mêmes portions de subsistances, en principe, que les autres religieux (157).

tains jours une « pitance » ou une « générale de fromage et d'œufs ». Cette dernière était une portion pour un seul moine, la première une ration pour deux religieux. Celle-ci comportait du fromage cru, pesant une livre s'il était mou, une demi-livre s'il était dur, et quatre œufs. Mais cette règle elle-même changea. V. Guy de Valous, *le Monachisme clunisien des origines au XV^e siècle*, t. I, p. 254 et s. Arch. de la France monastique, vol. XXXIX. Ligugé, 1936. A l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux, sous les derniers abbés réguliers, « la prébende monacale comprenait un gros pain, (32 onces, soit 1 kilog) pour le dîner et un petit pain (16 onces) pour le souper ; la nourriture était saine et abondante, deux plats à chaque repas les jours ordinaires, trois les jours de rit double ; les statuts prévoient la distribution de pièces de bœuf, de quartiers de mouton et surtout de viande de porc (l'agneau et le veau ne sont pas mentionnés) ; les légumes étaient d'ordinaire servis en purée, les poissons souvent en hachis, quelquefois en pâtés... chaque religieux avait sa portion préparée à la cuisine... Les parts de chaque moine devaient être rigoureusement égales »... A. Chauliac, *Histoire de l'Abbaye Ste-Croix de Bordeaux*, p. 176. Ligugé, 1910, (Arch. de la France Monastique, vol. IX).

(156) Un document publié par A. Chauliac, *op. cit.*, p. 368 (et extrait du Registre H, 946, p. 129 et du carton n° 99 (prov.) série H, abbaye Ste-Croix, Arch. dép. de la Gironde) nous renseigne sur les pensions monacales payées en 1521 par ce monastère. On y trouve pour le « condonné du Roy » qui semble bien être un oblat, « deux barriques de vin rouge, deux de claret et trois pains ». Il paraît difficile d'admettre que l'intéressé ait pu vivre uniquement avec cette prébende. Un autre document (Arch. de la Gironde, H, 658) daté du 30 Octobre 1637 déclare que la pension de Pierre d'Abadie, écuyer, oblat en l'abbaye de Ste-Croix de Bordeaux, consistait en huit barriques de vin « de pallu de maccan », trois boisseaux et demi de blé et vingt deux livres et demi d'argent. Nous avons une autre indication pour l'abbaye de Moissac. Sous l'abbatiate de Jean de Lettes (1543-1556), il fut convenu à la suite de diverses difficultés, le 6 mai 1554 entre l'abbé et le couvent que le premier fournirait... « en outre, annuellement, pour un religieux lai que, 16 sacs de blé »... (Rupin, *L'abbaye et les cloîtres de Moissac*, Paris, 1897, p. 159). Rebuffe (*Praxis beneficiorum*, Paris, 1664, 3^e partie, p. 281) déclare tout simplement : « Septimo victus appellatione veniunt omnia necessaria ad vitam : ut un l. verbo victus et seq. ff. de verb. signif. et ibi plene scripsi : tamen in literis exprimi solet sic. Delivrez par chacun jour pitance, vivres et autres ses necessitez »... mais la suite mérite d'être citée pour son pittoresque : « Et sicut manna singulis distribuebatur diebus a Deo opt. max. filiis. Israel, ita hic vult isti suam portionem dari, ut tanquam panis quotidianus huic erogari debeat, ne fame deficiat quia nemo vivit vento »...

(157) A l'appui de cette affirmation, on peut encore invoquer un arrêt du Parlement de Normandie en date du 30 janvier 1561 rendu en faveur de François Brouillard pourvu d'une place d'oblat à l'abbaye de Grestain : « pour le

Il convient d'ajouter une autre indication. L'ordonnance de janvier 1629 prise par Louis XIII (158) reconnaît incidemment que les pensions peuvent être reçues par les oblats « en argent ou en espèces » à leur choix, ce qui, de nos jours, semble être la même chose mais à cette époque, le mot « espèces » avait un sens différent et l'ordonnance ajoute du reste : ... « lesdites espèces prisees et estimees au prix courant des marchez » ... si bien qu'il y avait en réalité trois manières de percevoir cette pension : ou bien en résidant à l'abbaye et en la recevant en nature, au même titre que les autres religieux, ou bien en se faisant verser la contrepartie en argent des prestations en nature (ce que semble indiquer l'ordonnance de 1629), ou bien en acceptant une somme forfaitaire payée en monnaie métallique. Mais nous n'avons que peu de renseignements sur les deux premières modalités.

En tout cas, la Cour ne s'en tenait pas toujours à une simple condamnation de principe, elle entendait parfois se rendre compte elle-même de la façon dont les choses se passaient dans le monastère en cause, si l'on en juge par l'arrêt du 15 septembre 1558 du Parlement de Bretagne, au sujet de l'abbaye de Villeneuve. Elle ordonne en effet, après avoir assujéti celle-ci à la réception d'un oblat et décidé qu'il sera « traité humainement », « que l'un des conseillers se transportera sur les lieux pour entendre de leur manière de vivre et informer de la contravention qu'ils (les Religieux) font à leur Règle » (159).

Quant à la pension en argent, s'il est impossible de dire à quelle date exacte elle fit son apparition, du moins savons-nous que dans les premiers temps où nous la trouvons, elle fut exceptionnelle et ne s'insinua que lentement dans les habitudes. C'est sous l'empire de circonstances particulières qu'elle prit de l'extension au point de supplanter les prestations en nature : il y eut en tout cas une longue coexistence des deux modalités de pensions.

Il semble que dans certains cas le montant d'une pension en argent n'ait été fixé que par provision et en quelque sorte comme astreinte. Pourvu d'une place d'oblat, « un vieil gendarme ayant femme et enfans legitimes » se trouva empêché d'en prendre possession par l'opposition de l'abbaye désignée

regard de leurs vivres et alimens, cela ne depend de la volonte de l'Abbe, Prieurs ou autres Ecclesiastiques superieurs, ny d'estre regle et limite a ce qui est delivre aux novices ou Profez : mais obtiendront iceux oblats pareille provision de vivres et entretenement comme un des Religieux Prestres de la mesme abbaye, a commencer et conter depuis la presentation de leurs lettres de provision »... Bouchel, *Somme bénéficiale*, 666.

(158) Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 223.

(159) Dufail, *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Rennes, 1757, t. I, L. I, ch. 86, p. 66).

par le roi. Le juge d'Amiens devant qui l'affaire est évoquée, condamne le monastère à verser une provision de trois livres tournois par semaine au moine lai dont il s'agit. L'arrêt rendu par la Cour de Paris le 22 décembre 1533 oblige l'abbaye à le recevoir. Le commentateur ajoute que la « taxe » de 12 livres par mois était excessive, attendu que le chancelier se contentait de 25 sols par semaine, soit 60 livres par an (160). Il existe d'autres décisions analogues (161).

Dans certains cas, l'oblat traitait amialement avec l'abbaye pour la conversion des prestations en nature que comportait sa place en une somme d'argent constituant pour lui une rente viagère. C'est ce qui se passa, par exemple, en 1571 entre le monastère Saint-Florent de Saumur et Jean Beauvais, soldat, nommé religieux lai en cette communauté par lettres patentes du roi en date du 31 octobre 1570 (162).

Le montant de cette pension ne variera guère : elle était en général de 60 livres tout au moins jusqu'à la fin du XVI^e siècle (163). Des lettres patentes de Charles IX en date du 20 Octobre 1568 reconnaissent formellement l'existence de cette pratique et la fixation de la pension à cette somme (164). Mais il

(160) Papon, *Recueil d'arrêts*, L. 18, t. I, n° 15 plus haut, n° 14 le même auteur déclare : « Aujourd'hui Monseigneur le Chancelier qui les depesche ayant entendu que tous les monasteres font aujourd'hui difficulte de recevoir tels mandemens du Roy et les delais qui sont faicts pour telles difficultés, fait pour obvier a ce taxe de la nourriture et entretien de tel impotent pourveu a la somme de soixante livres par an dont le revenu temporel du monastere sera saisi et retenu ».

(161) Notamment Arrêt du Parlement de Bretagne du 16 Octobre 1570 qui accorde à Simon Regnault, « frère lay », 60 l. par provision sur le prieuré de Livré (J. Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, t. IV, au mot oblat, p. 650, n° 22).

(162) Arch. dép. Maine et Loire, *Invent. Saché H.* t. II, p. 27-28 Abbaye St-Florent de Saumur, H. 1884. Carton, Entérinement par François Bourneau, lieutenant particulier du Sénéchal d'Anjou, le 20 décembre 1570. Traité passé par J. Beauvais avec les religieux pour sa pension viagère fixée à 50 livres tournois (10 janvier 1571). D'ailleurs une ordonnance de Louis XIII en date de janvier 1629 précise nettement que les pensions peuvent être reçues « en argent ou en espèces » à leur choix. Mais il n'est pas certain que cette alternative ait toujours été admise et dans bien des cas, il y a eu des arrêts qui ont obligé les oblates à résider à l'abbaye ou les abbayes à recevoir les moines lais (v. p.).

(163) Aux références précédentes sur cette question, on peut encore ajouter : un arrêt du 31 juillet 1569 au sujet du prieuré de Tournay (qui d'ailleurs n'était pas de fondation royale), une pension de 60 livres fut accordée à l'oblat. (Tournef, *Arrêts des cours souveraines de France*, Paris, 1631, t. II, lettre O. p. 1207). Mais Guénois (*la grande conférence des ordonnances*, Paris, 1678, t. I, Liv. I, tit. II, partie III, par. 14, p. 32) parle d'arrêts donnant 30 l. à un oblat non résident à l'intérieur de l'abbaye, et Bouchel (*Bibliothèque ou Trésor du droit français*, Paris, 1671, t. II au mot oblat p. 833) cite le prieuré de Fresnoy, près Compiègne qui fit l'objet d'un arrêt du 27 janvier 1603 et où, depuis plusieurs années le moine lai recevait six écus de pension. (Une ordonnance royale de septembre 1577 avait établi le compte par écu au lieu du compte par livre tournois pour tenter de mettre un terme au règlement monétaire — cf. H. Sée, *Histoire économique de la France*, Paris, 1939, t. I, p. 94).

(164) *Bibl. nat.* actes royaux, Août-décembre 1568.

fallut en arriver à un relèvement sensible de ce chiffre en raison sans doute du renchérissement de toutes choses (165) et c'est à 100 livres que s'établit la règle : de nombreux textes en font foi (166).

Cela ne signifiait pas pour autant que ce montant était toujours définitivement acquis à l'oblat. Des contestations s'élevaient et dans certains cas la pension subissait une réduction par autorité de justice (167) ; dans d'autres au contraire, une transaction amiable intervenait et le contrat ainsi conclu faisait désormais la loi des parties (168) à moins qu'une contestation postérieure ne vint remettre tout en question et

(165) Cf. Sée, *op. cit.* III Partie, ch. II.

(166) Lettres patentes du 6 mai 1573 « en forme de relief et d'appel au grand Conseil avec attribution de Juridiction accordées a un soldat pourvu par le Roi d'une place de religieux lay en l'abbaye de Villeneuve au diocèse de Nantes, avec 100 L. de pension ». (J. Brillon, *op. cit.* n° 27). Extrait authentique d'un arrêt sur requête obtenu par l'oblat Jean Michel Laget, soldat estropié, à qui le Roi avait octroyé une place de religieux à l'abbaye de Guitres ou cent livres de pension annuelle à payer par l'abbé de ce monastère — 19 juillet 1635. (ms. 1882, fol. 404, Bb. de Carpentras) — Lettres royaux qui octroient la place de religieux lai rendue vacante par la mort de François Godard, dit du Bois, à Philippe Legrand, dit la Chesnaie, soldat au régiment des gardes du roi, avec pension de cent livres (16 décembre 1648) et quittance de paiement du même pour la pension de cent livres « qu'il a droit de prendre sur l'abbaye » de St-Florent de Saumur (1630 et 1631) — Arch. dép. Maine et Loire, *Invent. Saché* H. t. II, p. 28. Abbaye St-Florent, H. 1884, carton. Cependant on trouve, dans ce même lot de documents, une quittance donnée aux religieux par Paul Delafosse de la somme de 45 livres tournois « faisant avec 15 l. qu'il avoit icy devant receues l'entier paiement pour sa pension d'oblat qu'il a droit d'avoir chascun an sur ladite Abbaye » (15 juin 1629). Ici encore du reste l'autorité royale dut intervenir. A la suite de « la tres humble remontrance des Pauvres Gentils hommes capitaines et soldats estropies pour le service de la couronne » qu'ils présentèrent au roi en 1624 (*Recueil Cangé*, VII, 4^{re} série, Porte feuilles militaires, Boite G. fol. 314). Louis XIII, par une déclaration de Janvier 1629 augmenta de quarante livres le montant de la pension versée aux oblats, la déclarant payable à volonté en argent ou en nature et reconnaissant d'ailleurs que cette mesure est prise « a cause de l'encherissement des vivres ». Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 223). Mais l'Assemblée du Clergé adressa au roi une supplique pour que le dit montant fut ramené à 60 livres ; cette demande resta sans effet (*Mémoires du Clergé*, IV, 1988). Louis XIV le fixa en janvier 1670 à cent cinquantes livres. (*Mémoires du Clergé*, IV, 1984).

(167) C'est ainsi qu'à Sainte-Croix de Bordeaux, la pension de l'oblat d'Abadie a fait l'objet d'un procès devant la Cour de Parlement (1623-1624) qui avait retranché 45 livres de la somme promise, et ce en raison de la nécessité où s'était trouvée l'abbaye de donner des gages à une autre personne pour faire le travail auquel se refusait l'oblat. (*Arch. de la Gironde*, H. 638).

(168) Transaction intervenue entre Toussaint Cachet envoyé à l'abbaye d'Etival comme moine lay et F. Siméon, abbé, 16 mars 1699, Arch. dép. des Vosges, *Invent. Philippe*, H. t. II, p. 144, XVII, H. 8. Il faut citer de même ici Rebuffe (*Praxis beneficiarum*, 3^e partie, p. 281) qui use une fois de plus d'expressions savoureuses ; « Decimo ex conventionem poterit isti dari pecunia singulis annis extra monasterium : ne ipse veteranus qui solitus erat devorare gallinas, nunc velit devorare monachos et solet regulariter extra conventum alii : quia quae conventio lucis ad Belial quando tamen partes sunt concordées, quid ad judicem »...

obliger de faire appel à la justice (169). Ces conventions cherchaient parfois à aller plus loin : certaines abbayes n'hésitaient pas à tenter de se débarrasser de cette charge que constituait la présence d'un oblat, en procédant à une sorte de rachat de ce « droit » ou même simplement en opérant une transaction d'ordre alimentaire. Mais ces tentatives étaient loin d'être toujours heureuses (170).

(169) Un exemple typique en est donné par les faits suivants : « en 1661 Jean Maurel pauvre soldat estropié, ayant obtenu lettres patentes de sa Majesté, adressees aux Religieux du couvent royal des frères Precheurs de Saint maximin, pour y être nourri et alimente sa vie durant, il se seroit departi de ses lettres patentes par transaction moiennant cent cinquante livres ; Reboul autre soldat estropie ayant apres obtenu semblables lettres, auroit transige avec les memes Religieux, qui s'obligèrent a lui paier annuellement la somme de soixante quinze livres ; Maurel ayant ete averti de cette transaction intenta proces contre Reboul et lesdits Religieux a la Cour pour faire dire que comme premier donataire les alimens lui seroient preferablement payez, ayant obtenu rescision contre sa transaction qu'il fonda sur nullite comme ayant ete passee sur des alimens futurs ». Le Parlement de Provence, le 10 décembre 1663, condamna les religieux à payer une pension de cent livres, moitié à Reboul, moitié à Maurel (*Mémoires du Clergé*, IV 2018, Extrait de Boniface, *Arrêts du Parlement de Provence*, Lyon, 1768).

(170) Le Parlement de Paris jugea le 27 septembre 1533 contre un abbé de Picardie que ces transactions alimentaires étaient nulles. Cet abbé « pour ne pas etre charge d'un oblat disoit avoir transige avec celui que le Roi avoit precedemment nomme »... (J. Brillon, *Dictionnaire... au mot oblat*). Le même auteur ajoute : « On peut tout au plus transiger de *alimentis praeteritis* mais on n'a pas cette même liberté pour les alimens futurs ; il y va de la vie. De la maxime, *non auditur perire volens*, on peut conclure que celui qui s'expose à mourir de faim par un contrat desavantageux a ete incapable de le consentir ». Cf. de même Papon, *Recueil*, L. 18, t. I, n° 20, cf. également la transaction intervenue successivement entre deux oblats et le couvent des Frères Prêcheurs de Saint-Maximin (*Extrait des arrêts du Parlement de Provence* recueillis par M. Boniface, in *Mémoires du Clergé*, t. IV, 2018). Nous pouvons encore faire mention ici d'une transaction entre les religieux du prieuré Saint-Samson, près d'Orléans, qui se prétendait exempt d'oblat, et Noël Tricquoy « canonnier ordinaire du roi en son artillerie » qui avait été pourvu de la place de moine lai en ce monastère, dont la nomination avait été révoquée par Charles IX le 10 septembre 1572, et au sujet duquel le bailli d'Orléans avait rendu le 5 juin 1578 une sentence ordonnant l'enterinement de celle-ci. Par cet arrangement, Tricquoy renonce au bénéfice des lettres patentes données le 1^{er} juillet 1572 en sa faveur et à celui de la sentence du 5 juin 1578 ; il reconnaît les exemptions et privilèges concédés au prieuré et s'engage à ne jamais faire valoir ses droits à la place de religieux lai. Le prieur, Mathurin de la Saussaye, lui donne la somme de 80 écus d'or soleil (7 juillet 1578). Il semble bien qu'il s'agit là d'une somme versée une fois pour toutes car dans une autre pièce du même jour relative à une obligation consentie par M. le Saussaye au profit des religieux de St-Samson, le prieur promet de prendre à sa charge la pension annuelle de 16 écus 2/3 d'écus soleil que les religieux s'étaient obligés de faire à N. Tricquoy. (*Arch. du Loiret* série D. collège d'Orléans, Invent. pp. 160-1, D. 363 (liasse) pièces n° 1, 3, 4 et 5. Quant à un autre document, de beaucoup postérieur d'ailleurs puisqu'il date du 1^{er} octobre 1661, il fait état d'une opération singulière. L'abbé d'Étival prétend que son monastère est exempt d'oblat et qu'il « paie pour cette exemption 30 reaux de grains, mesure de Saint-Dié », (*Arch. départ. des Vosges*, Invent. A. Philippe, H. t. II, p. 144, Abbaye d'Étival, XVII, H. 8 liasse).

Le versement par provision, lorsqu'il était ordonné en justice s'accompagnait d'une menace de saisie du temporel pour en garantir le paiement. Il y a en cette matière un principe que les auteurs ne manquent pas d'invoquer et auquel se conforment les Cours de Parlement : « la provision est toujours due à l'indigence et à la qualité du pauvre soldat, sauf ensuite à discuter le droit » (171).

Mais à qui et par qui doit être payée cette pension ? Lorsque celle-ci est servie en nature à l'oblat qui réside au monastère, il n'y a aucune difficulté quant au bénéficiaire des aliments et de toutes les autres prestations que l'abbaye est obligée de fournir. La situation peut être différente quand le moine lai vivant hors de la communauté doit recevoir sa pension en argent : il n'apparaît pas cependant que, dans cette hypothèse non plus, il y eut des contestations particulières (172). Il est permis dès lors de supposer que normalement la pension était versée à l'oblat et à lui seul.

Le problème du débiteur de la pension est plus épineux. Sans doute, c'est en principe l'abbaye assujettie au « droit d'oblat » qui doit la prestation mais au compte de qui s'impute-t-elle ?

« La communauté, composée des moines profès, formait le corps juridique, la personne morale fixée à demeure dans le *monasterium*, appelé plus tard abbaye, *abbatia* » (173). Ce mot,

(171) J. Brillonn, *Dictionnaire...* au mot *oblat*, n° 23, à propos d'un arrêt du Parlement de Bretagne rendu le 13 mars 1562 qui adjugeait à un soldat estropié sur l'abbaye Saint-Melaine près Rennes « 60 livres monnaie par an ». Cité également par Du Fail, *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Rennes, 1737, t. I, L. I, ch. 638, p. 349.

Cf. De même : arch. départ. de Tarn-et-Garonne, série G. 568 ; Andurandy, 563, in Rupin, *L'Abbaye et les cloîtres de Moissac*, p. 149. Charles VIII ordonna le 18 juillet 1494 à l'abbé de Moissac de recevoir Jehan Leclerc, « voulant qu'en cas d'opposition de la part du couvent, le temporel en soit saisi pour faire une pension suffisante à son protégé »... Les lettres patentes du 20 octobre 1568 font de leur côté allusion à la saisie du temporel pratiquée pour contraindre les monastères à accepter des oblats ou à leur payer pension, (Bb. nat. *Actes royaux*, Août-décembre 1568) et Papon (*Recueil d'arrests*, l. 18, t. I, n° 14) après avoir mentionné un arrêt du 17 février 1550 rendu par le Parlement de Paris contre l'abbé de la Couture, ajoute que désormais, pour éviter toute difficulté, il pourra être servi au lieu de nourriture et d'entretien, une pension de 60 livres « dont le revenu temporel du monastère sera saisi et retenu ».

(172) Le cas que cite Chenu (*Recueil de règlements notables*, t. I, ch. 8, p. 29) ne contredit pas cette assertion. L'arrêt du 12 octobre 1579 des grands Jours de Poitiers est en effet intervenu pour déterminer quelle somme devait être payée à deux oblats qui s'étaient succédé à l'abbaye de « l'Isle Chaune » car Louis Levasseur avait été pourvu de cette place de 1566 à 1572 ; à cette date ayant repris du service pour le compte du roi, il avait été remplacé par « un nommé Mont-Journal » jusqu'en 1577 que le retour de Levasseur avait éliminé. Celui-ci fut définitivement réintégré dans sa place et l'abbaye dut lui payer la pension de soixante livres ainsi que les arrérages pour la durée pendant laquelle il avait joui de ladite place.

(173) *Histoire de l'Ordre de Saint-Benoît*, par Dom Ph. Schmitz, t. I, Maredsous, 1942, p. 271.

au IX^e siècle signifiait la charge des chefs de monastère. Puis, de l'abstrait passant au concret, comme il est arrivé au terme prébende (174) il représenta les avantages matériels, le bénéfice, qui étaient attachés à cette charge. Il désigna ainsi l'ensemble des biens d'une église ou l'usufruit de ceux-ci, et en même temps apparut le sens qui lui est resté, celui de monastère, de communauté gouvernés par un abbé (176). Ce dernier est l'administrateur né du temporel de l'abbaye. Il doit en gérer les revenus, « assurer aux moines tout le nécessaire, pourvoir chacun des offices d'une part des rentrées annuelles, entretenir les bâtiments. Il est, à l'extérieur, le représentant attitré de la communauté et, partant, muni des pouvoirs nécessaires pour passer tous les actes privés et publics. Il reçoit les donations, dresse les contrats d'échange, vend des biens, distribue des aumônes. Tout cela ne va pas sans danger pour l'abbé et pour le monastère. Les conciles doivent lui rappeler qu'il n'est pas le propriétaire mais le simple administrateur des biens monastiques ; qu'il doit vivre de la même pauvreté que ses moines, se contenter de leur régime alimentaire, etc. Très vite, sous la pression des circonstances, les abbés ont cédé à la tentation et substitué leur personnalité à celle de leur abbaye. Ne leur donnait-on pas l'abbatiate pour en jouir comme d'un bénéfice ? Il fallut donc aussitôt pourvoir à la sauvegarde des biens nécessaires à la communauté : c'est ce que fit la division des menses » (176). Louis le Pieux pour sauver les monastères d'une ruine imminente, ordonna qu'une partie des biens serait assignée à la jouissance de l'abbé tandis que l'autre pourvoirait à l'entretien des moines, l'ensemble restant naturellement la propriété de l'abbaye (177). L'on eût une mense abbatiale et une mense conventuelle.

Si telle était la situation (178), il y a lieu pour nous de rechercher seulement à la charge de qui retombait la place d'oblat ?

Les textes ne semblent pas à première vue permettre de se faire une opinion précise à ce sujet. Les lettres de provision sont en général adressées à « noz chers et bien amez les religieux, abbé et couvent de l'Abbaye... » (179) et rien dans la

(174) V. plus haut, p. 23.

(175) K. Blum, *Abbatia, ein Beitrag zur Geschichte der kirchlichen Rechtspflege*, Stuttgart, 1914. E. Lesne, *Evêché et Abbaye. Les origines des bénéfices ecclésiastiques dans Revue d'histoire de l'Eglise de France*, 3, 1914, p. 43-50.

(176) Dom Ph. Schmitz, *op. cit.*, p. 277. Cf. E. Lesne, *l'origine des menses dans le temporel des églises et des monastères de France au IX^e siècle*, Lille, 1910.

(177) Cette mesure fut sans doute prise dans un synode tenu vers 818. T. P. Mc Langhlin, *le très ancien droit monastique de l'Occident*, Ligugé, 1935, p. 230, (*Arch. de la France monastique*, t. XXXVIII).

(178) On trouvera un très bon résumé du problème dans Dom Schmitz, *op. cit.*, p. 278 et 279.

(179) *Cartulaire de l'abbaye de Tiron*, L. Merlet, t. II, 1^{er} l. pièce 418, p. 233

suite du contexte ne laisse supposer quel sera en définitive le débiteur des prestations à fournir. Dans les procès qui interviennent au sujet de ces places de moine lai, l'on voit en revanche que l'instance est soutenue par l'abbé seul et nombre d'arrêts condamnent celui-ci à payer la pension fixée (180). Que le chef de la communauté qui a qualité pour représenter celle-ci en justice soit ainsi mis en cause, cela ne saurait surprendre mais cela ne peut nécessairement signifier qu'il sera personnellement redevable du montant de la prébende, pas plus que cela ne laisse entendre que ses mandants seront seuls à supporter cette charge.

Il semble de même difficile de conclure à cet égard avec la netteté désirable en présence d'autres textes qui comportent des condamnations à l'encontre soit des religieux, soit de l'abbé, et des moines (181). Ces formules diverses ont peut-être été employées d'une façon indifférente par les commentateurs. Certains cas d'espèce permettent au contraire de poser des jalons sur cette route incertaine.

Deux arrêts du Parlement de Toulouse (182) sont en effet intervenus pour déterminer notamment qui, en définitive, resterait débiteur de la pension contestée. « Un oblat ayant obtenu des lettres sur l'Abbaye de Montaulieu avait fait saisir des fruits de la portion des religieux et non de celles de l'Abbé, desquels les Religieux demandoient la récreance disant qu'ils n'avoient qu'une certaine portion pour vivre et que c'étoit à l'abbé que l'oblat devoit s'adresser. Mais soit que les lettres fussent octroyées à l'abbé ou aux Religieux, soit qu'elles fussent octroyées sur l'Abbaye sans autre spécification, cette recreance leur fut déniée par arrêt du 4 août 1661 »...

La même chose fut jugée en faveur d'un oblat nommé Sarrau « contre le syndic des Religieux de Fontfrede le 8 du même mois... : il est vrai qu'en tout les deux arrêts la cour ordonna le recours aux Religieux contre leur Abbé »...

Ainsi il apparaît que la mense monacale doit subir la

(9 septembre 1516) ; *Arch. des Basses Pyrénées*, E. 2024, fol. 408, réception par l'abbé et les moines de Saint-Pé, du capitaine Campagne, le 23 février 1613 ; *Bibl. de Carpentras*, ms. 1914, fol. 497, lettres patentes d'un oblat pour l'abbaye de Guitres, du 30 juin 1625, etc.

(180) Sentence de 1565 qui condamne par provision l'abbé de la Chaulne à payer à l'oblat quatre sols par jour (J. Brillon, *Dictionnaire*, au mot oblat) ; arrêt du Parlement de Bretagne du 19 septembre 1577 qui condamne l'abbé... (*ibid.*)

(181) Par exemple, l'arrêt du Parlement de Paris en date du 22 décembre 1533 contre les religieux d'Amiens (J. Brillon, *op. cit.*) et celui des grands Jours de Poitiers du 12 octobre 1579 contre les « Religieux abbé et couvent de l'Isle Chaune »... (Chenu, *Recueil*, p. 29).

(182) Albert, *Arrêts du Parlement de Toulouse*, 1734, au mot oblat, p. 309.

(183) *Arch. départ. des Vosges, Invent. A. Philippe*, H. t. I, p. 117, *Cartul.* VI, H. 49 liasse, (layette III, liasse 6).

charge de la place d'oblat, mais avec la possibilité de la faire supporter finalement par celle de l'abbé. Cette interprétation se trouve confirmée par un arrêt beaucoup plus récent et rendu par le Conseil d'Etat le 18 Août 1750 dans une affaire d'oblat qui concernait Charles Philippe, Comte de Lambertye, abbé commendataire de Sainte-Croix de Bouzonville. Le prieur dudit monastère s'était fait payer par le receveur de la mense abbatiale une somme de cent livres qu'il avait déboursée pour l'habit d'un oblat et l'abbé réclamait cette somme, prétendant que le vêtement et la nourriture de l'oblat étaient à la charge des religieux. Le Conseil débouta l'abbé de sa demande (183).

Il est permis aussi de faire état d'une remontrance adressée au duc de Lorraine par les religieux de Chatenois qui demandent, en raison de leur pauvreté, de ne plus être obligés d'entretenir seuls le cheveu-léger qui a été placé comme oblat et de charger le prieur des deux tiers de la subsistance de celui-ci. Cette requête fut prise en considération en l'an 1667 (184).

Ces deux décisions semblent contradictoires : dans le premier cas, l'abbé est reconnu le débiteur de la prébende ; dans le second, les religieux chargés d'y faire face sont admis à s'en faire soulager dans une certaine mesure par leur supérieur (185). C'est bien encore la thèse de la mense abbatiale ou priorale débitrice qui ressort de diverses autres pièces concernant les oblats, mais de nouveau au XVIII^e siècle : des attestations de Dom Remi Ceillier, prieur de Flavigny et de Dom Hyacinthe Lafaulche, prieur de Lay datées de 1758 établissent que les oblats imposés par les ducs de Lorraine ont été entretenus aux frais desdits prieurs, les religieux n'y ayant pas contribué (186).

Comment d'autre part interpréter ce texte cité par l'abbé Rupin (187) et qui fait mention d'un accord intervenu le 6 Mai 1554 entre l'abbé Jean de Lettes et le couvent ? Il en résulte que le premier fournira en outre annuellement pour un religieux laïque, seize sacs de blé. La solution du problème semble bien se trouver là. En effet, le monastère est seul propriétaire de tout le temporel : jusqu'au IX^e siècle celui-ci constitue une masse indivise. Le partage en menses n'affecte que la jouissance, l'usage de ces biens et, tout en étant mise à part dans l'*abbatia* la mense des moines n'en reste pas moins partie intégrante de celle-ci (188). L'abbé remanie la part des moines et peut la réduire à son gré ». Que ces accords soient

(184) *Ibid.*

(185) Saint-Pierre de Châtenois était un prieuré bénédictin dépendant de Saint-Epvre de Toul.

(186) Arch. dép. Vosges, *id.*

(187) *L'abbaye et les cloîtres de Moissac*, p. 139.

(188) Lesne, *Histoire de la propriété eccl.*, t. II, fasc. II, p. 137.

intervenues entre les intéressés, l'abbé d'un côté, les religieux de l'autre, pour maintenir une certaine fixité dans cette répartition et assurer une garantie durable aux moines contre les empiètements de l'abbé, c'est ce qui non seulement apparaît comme vraisemblable mais comme démontré. Dans ces conditions la charge de la place d'oblat qui est considérée pour l'entretien et la subsistance, à l'instar des autres religieux, incombe normalement à la mense conventuelle (189) mais il va de soi qu'elle ne saurait pour autant réduire la portion revenant régulièrement à chaque moine et en conséquence l'abbé est moralement obligé d'en subir le poids en abandonnant aux membres de la communauté la prébende supplémentaire nécessaire. Ainsi prélevée sur la mense monacale, elle procède en définitive d'une diminution de la mense abbatiale en faveur de celle-ci. Que dans la pratique le fonctionnement de ce mécanisme ait subi quelques à-coups, il n'y a pas lieu de s'en étonner mais les textes cités semblent bien se prêter à la justification de cette hypothèse. Un arrêt du 25 avril 1616 paraît encore la confirmer (190). Bien entendu, l'abbé ne versait pas lui-même les prestations promises mais s'en remettait à son fermier pour ce soin (191). Nous avons d'autre part l'exemple d'une convention intervenue entre un prieur et ses religieux pour la prise en charge d'une pension promise par ceux-ci à un oblat (192).

Enfin la pension n'est, sauf dispositions contraires, jamais payée en une seule fois ni à terme échu. Elle doit être en principe versée « de quartier en quartier », c'est-à-dire trimestriellement et « par avance ». Les édits royaux reviennent à chaque instant sur cette disposition, confirmant la pratique courante antérieure (193).

(189) C'est l'avis de Dom U. Berlière (*Les fraternités monastiques et leur rôle juridique*, Académie royale de Belgique, Lettres, 2^e série, t. XI, 1920 ; tiré à part, p. 23) : ... « l'entretien du moine étranger était imputé sur la mense commune. Bien qu'à partir du XIII^e siècle, on voie les monastères limiter le nombre de leurs habitants et conséquemment leurs prébendes monacales, il y avait toujours place pour des imprévus, tels que pensions, pains d'abbaye, portions de prébendiers ou d'oblats »...

(190) Louet, (*Recueil de plusieurs notables arrêts*... Paris, 1678, t. II, p. 191 et s.) : ... « L'Oblat estant decede, le fermier qui estoit obligé par son bail de leur payer une pension annuelle est tenu de payer à l'Abbé ou Prieur les arrearages echus depuis le deceds jusques à la fin du bail : car ne s'estant pas présenté un autre oblat la pension est éteinte au profit de l'abbé ou prieur et non du Fermier, comme il a esté jugé par arrêt du mardy de relevee 25 Avril 1616... (prieur de Notre-Dame de Laise) ».

(191) Cf. le cas cité plus haut, sous la note 190.

(192) Obligation consentie par M. de la Saussaye au profit des religieux de S. Samson : le prieur promet de prendre à sa charge la pension annuelle de 16 écus 2/3 d'écus soleil que les religieux s'étaient obligés de faire à Noël Triquoys. (1578) 7 juillet (*Arch. du Loiret* — Série D. Collège d'Orléans. Invent. pp. 160-161, D. 363 (liasse), pièce n° 3).

(193) A partir de la Déclaration de janvier 1670, (*Mémoires du Clergé*, IV, 1993).

SECTION 7. — OBLIGATIONS DES OBLATS.

La place de moine lai était-elle une concession purement gratuite et sans contrepartie ou comportait-elle pour le bénéficiaire quelque charge particulière ? Les oblats étaient-ils tenus de prononcer des vœux, de vivre comme les autres religieux ? Y avait-il pour eux obligation à la résidence ? Le monastère pouvait-il, en échange de la prébende accordée, leur demander quelques services et, dans l'affirmative, les quels ? Enfin avaient-ils le droit de se soustraire aux diverses modalités de cette charge et quelle était éventuellement la sanction de leurs manquements ?

Certains textes peuvent donner à penser que la jouissance d'une place d'oblat n'entraînait pour le titulaire aucune obligation spéciale (194). Il ne faut pas oublier en effet que les moines lais ainsi nommés étaient choisis à l'époque qui nous occupe, parmi les « impotens et estropiez », parmi ceux qui ont « fait service es guerres » où ils ont été « rendu imbecille et en telle impotence que sans cela » ils seraient « au point de mendier et mourir de faim » (195). Il est dès lors difficile de demander à de tels pensionnaires non seulement des prestations quelconques mais même l'adoption d'un genre de vie rompant totalement avec leurs anciennes habitudes ou que leurs infirmités rendraient particulièrement pénible. Néanmoins il faut reconnaître que les documents sont peu explicites et qu'au fond ils ne s'opposent pas à une interprétation plus large : il ne semble pas permis en tout cas d'en tirer une interdiction de toute contrepartie à l'octroi de la place d'oblat. Il serait invraisemblable que certaines obligations, fussent-elles seulement d'ordre moral, n'aient pas été assumées par les bénéficiaires de ces prébendes. Le moins qui pouvait leur être demandé n'était-il pas de ne pas troubler l'ordre et la paix du couvent qui les accueillait ? En fait, elles allaient plus loin mais comprenaient-elles une sorte d'assimilation canonique aux autres religieux ? Certainement pas. Les auteurs sont d'accord pour déclarer qu'on ne saurait imposer aux oblats

(194) Cf. notamment Forget, (*Traité des matières bénéficiales*, Rouen 1633, p. 130-3) qui déclare, à propos de la différence entre les convers et les oblats que ceux-ci... « peuvent... résider hors le couvent, refuser les commandemens des abbez et Prieurs s'ils desiroient les employer en offices ou affaires vils et mécaniques »... Papon, de son côté (*Secrets du troisième et dernier notaire*, Lyon, 1638, liv. 8, p. 388-9) emploie des termes qui peuvent prêter à équivoque : ... « bailler et delivrer chacun iour vivres, pitance et autres choses necessaires pour son entretenement et tout ainsi que l'on a accoustume et doit estre fait à l'un des religieux dudit couvent fors et excepté de l'habit qu'il ne portera, s'il ne veut, comme un desdits religieux, mais honnestement comme lay : et en toutes autres choses le traicter charitablement et par compassion sa vie durant »...

(195) Papon, *op. cit.*

de prononcer des vœux, de porter l'habit monastique, de se faire raser la tête, etc.. Un arrêt du 13 mars 1513 empêcha l'abbaye Saint-Ouen de Rouen de donner suite à de telles prétentions (196). Les religieux laïcs ne perdent pas du reste leur qualité de laïcs en étant hébergés par le couvent et conservent leurs droits civils (197). Mais cela ne peut signifier que les oblats, du fait même de leur présence parmi les religieux du monastère, ne devaient pas modifier dans une certaine mesure leurs habitudes de vie et s'astreindre à une autre discipline. Le contraire eût été impossible et la vie commune intolérable. Il leur est recommandé notamment de porter un « habit décent » (198) ; on leur enjoint en outre de ne « partir hors du monastère sans le conge de l'abbe du grand Prieur ou autre ayant pouvoir »... (199) ; il leur est fait défense de tenir

(196) Terrien, *Commentaires du droit civil*, Rouen, 1654, liv. II, ch. 8, in fine, p. 35. ... « Or le cas advenant qu'a la réception de Nicolas l'Artiller Escossois pourveu en une place de Religieux lay en l'Abbaye de Saint-Ouën de Rouën, les Religieux d'icelle Abbaye le vouloyent astraindre a faire les vœux de pureté et obediencie, d'avoir la teste rase, prendre le scapulaire et le chaperon noir, et avoir grosses patenostres de bois penduës a sa ceinture, il en fut absous par la court »... Même texte dans Jacques Brillon, *Dictionnaire...*, p. 650-6 avec une erreur de date : 1625, au lieu de 1525. Cependent A. Richard (*Chartes et documents pour servir à l'histoire de l'abbaye de St. Maixent*, Arch. histor. du Poitou, 1886, t. II, p. 324) cite un texte du 12 janvier 1603 dont nous reparlerons plus loin et qui semble assimiler l'oblat, quant à l'habit et à certaines occupations, au « frère lay », c'est-à-dire au convers mais ce document, outre qu'il n'a qu'une portée restreinte, ne saurait prévaloir ni contre les actes royaux, ni contre les arrêts des Cours de Parlement, pas davantage contre l'avis unanime des auteurs. Il y a là beaucoup plus la manifestation d'une prétention locale, vouée d'ailleurs à l'insuccès, que la traduction d'un état général, v. plus loin, p. L de Héricourt (*Les lois ecclésiastiques de la France*, Paris, 1771, p. 281, h. V, XXVII) déclare de même : « ... Ces oblats étoient censés être du corps de la communauté ; cependant ils ne prenoient point l'habit monastique et ils ne faisoient point de vœu solennel »...

(197) Bouchel, *Somme bénéfic.* 666, au mot oblats « ... Lesquels oblats demeurans au monde sont reputez personnes laïques plustost qu'Ecclésiastiques : ne se trouvent a ce moyen exempts de la juridiction seculiere : peuvent obtenir et retenir benefices, contracter mariage, resider hors le couvent »... On trouve de même dans les *Mélanges Colbert* (t. 15, fol. 390 et s.) : « ... le pourveu d'une place d'oblat n'est pas obligé de changer d'habit pouvant vivre en personne privée »... Papon (*Recueil d'arrests*, Lyon, 1569, l. 18, t. I, n° 15) citant un arrêt de Paris du 22 décembre 1533, déclare que « ledit gendarme intimé sera par provision vestu d'habit autre que de religieux »... Rebuffe (*op. cit.*) dit de son côté : « ... undecimo ad hoc ut hanc portionem habeat iste, pro quo mandatur, non tenetur habitum munere sed in habitu suo, qualiscumque sit, victum habebit »... Mais il faut considérer comme une véritable fantaisie judiciaire la décision que rapporte Papon (*Recueil...*) à propos du « vieil gendarme » dont il est parlé plus haut, et qui, après avoir parlé de l'habillement, ajoute : « ... « prestera obeissance et recevra la correction et vivra comme les Religieux pendant le proces »... Même avec cette dernière restriction, les prescriptions de cet arrêt du 22 décembre 1533 ne se justifient pas. Cf. J. Brillon (*Dictionnaire...* n° 8).

(198) Terrien, *op. cit.* ; J. Brillon, *op. cit.*

(199) Arrêt du 16 mars 1513 — Terrien, *op. cit.* ; J. Brillon, *op. cit.*, *Bibl. nat.* ms. fr. 41918, f° 67 v°.

« espee ou autre baston invasif » (200) ; ils sont obligés de ... « porter honneur et respect aux chefs du monastere, vivre en l'abbaye sans murmurer ni faire scandale, ne point frequenter les cabarets et lieux dissolus ; ensemble de porter longue barbe, habit de guerre, ni autres semblables accouëtremens bigarez »... (201). C'est ce qui résulte en particulier d'un arrêt rendu au Parlement de Rouen en 1534 à la requête de l'abbaye de Mortemer-en-Lyons contre Jean Guelde, « moyne laïc ». D'autres arrêts du 1^{er} Décembre 1531 et du 22 Octobre 1555 intervinrent, émanant de la même juridiction. « C'eût été un terrible désordre si ces gens, comme dit un auteur, avoient prétendu vivre militairement dans les lieux réguliers, ainsi que dans les garnisons » (202). Les obligations ainsi imposées aux oblat s pouvaient être tenues pour le minimum indispensable. Non qu'il fût facile de les faire respecter en raison de la turbulence naturelle de ces anciens soldats qui conservaient les mauvaises habitudes contractées ou confirmées au service du roi, mais ces exigences apparaissaient en principe raisonnables.

Si le moine lai n'était pas autorisé à sortir du monastère sans permission régulière, était-il tenu à la résidence ? Autrement dit, une fois pourvu des lettres de provision le nommant à telle abbaye, le bénéficiaire de cette prébende devait-il habiter nécessairement dans les locaux conventuels ?

L'abbaye était, on le sait, obligée d'une manière générale de recevoir son oblat (203). Mais à cette imposition, il y avait des exemptions et des dérogations. Inutile de revenir sur les premières. Quant aux dérogations, elles étaient assez nombreuses en dehors du cas des gens mariés (204). La pension est versée, en argent, par l'abbaye assujettie lorsque l'oblat se conduit d'une façon incompatible avec la paix et la dignité du monastère. L'arrêt du 25 Février 1523 rendu par le Parlement de Bretagne ne vient pas contredire cette affirmation que dicte la plus élémentaire décence (205). On voit mal un oblat aux

(200) Terrien, *op. cit.* mentionnant un arrêt de 1525 au sujet d'un nommé Calletot ; J. Brillon, *op. cit.*

(201) J. Brillon, *op. cit.* ; Bouchel, *op. cit.* 666.

(202) J. Brillon, *op. cit.* ; Bouchel, *op. cit.* ; Blondeau, *Bibliothèque canonique*, Paris, 1689, t. 2, au mot oblat, p. 125, col. 2 ; Jovet, dans sa *Bibliothèque des arrêts*, Paris, 1669, sous le mot oblat, 2^e partie, p. 16, donne comme date du dernier arrêt cité : 22 octobre 1545 au lieu de 1555. Celui-ci fut rendu entre « Maître François du Bourg, abbé de Sainet-lô et Pierre Dollez, oblat » (Bouchel).

(203) Chenu, *Recueil, op. cit.* p. 30, citant un arrêt du 20 octobre 1579 rendu aux grands Jours de Poitiers.

(204) Pour les exemptions et le cas des gens mariés, v. plus haut.

(205) J. Brillon, *op. cit.*, 9 : les religieux de l'abbaye de Beaulieu en Bretagne, s'opposaient à la réception d'un oblat envoyé par le roi sous prétexte qu'il était vicieux et demandaient la nomination d'un autre. Le Parlement n'admit pas leur requête, cf. également Corbin, *Suite de patronage*, ch. 90. Rien ne

mœurs dissolues s'obstiner à rester dans une communauté et l'on conçoit au contraire qu'à défaut de mesure d'autorité, un arrangement intervienne entre les parties en cause pour éloigner le moine lai des bâtiments claustraux. Les actes royaux font allusion à ces difficultés (206). Il arrive aussi qu'une abbaye invoque la faiblesse de son effectif et la modicité de ses ressources pour ne pas accueillir dans son sein un envoyé du prince et pour l'en éloigner avec une pension en argent (207). Enfin l'oblat peut demander celle-ci de préférence au séjour dans le monastère et aux prestations en nature ; à diverses reprises les édits ou ordonnances déclarent que le choix de la modalité appartient aux oblats : il faut remarquer toutefois que ces textes datent de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècles (208) et ne préjugent dès lors point de ce qui a pu se passer aux époques précédentes. On retrouve ici l'évolution déjà signalée (209) conforme aux conditions économiques générales ainsi qu'aux nécessités particulières : la multiplication du nombre des moines lais dans un milieu déjà rongé par l'individualisme, l'affaiblissement de la foi et une plus grande abondance de moyens monétaires, poussait à la transformation progressive des prestations en rente viagère payable en argent.

Mais lorsque l'oblat optait, de son plein gré ou non, en

dit que la raison invoquée par les religieux ait été fondée mais le principe semble bien admis qu'en apportant les preuves requises une telle prétention pouvait servir de base à un changement de personne ou à une autre modalité de pension, cf. Rebuffe, *op. cit.* : ... « Et si non possit ibi vivere propter malos suos mores vel monachorum, extra monasterium debebitur ei victus » ... Papon (*Secrets du troisième notaire*, 1578, p. 19) : ... « car si c'estoit un homme qui par sa meschente et lubrique vie, sans avoir merite en fust venu là, ne luy doit être accordée » (la justice de cette compassion pour de pauvres soldats)...

(206) V. notamment l'Edit du 29 décembre 1633 (*Mém. du Clergé*, IV, 1986).

(207) L'Abbé d'Etival, par exemple, invoque, entre autre raisons de l'exemption qu'il réclame, que son monastère ne peut nourrir plus de cinq religieux « qui font le service et desservent les cures. L'abbaye a en effet été brulée il y a quinze ou seize ans par les soldats du comte Widisthen, capitaine au régiment de Roubel (P), le tiers du dortoir, les chambres de l'Abbé, les « enfermeries » et cuisine des religieux et la plus grande partie des étables sont détruits et n'ont pu jusqu'alors être reconstruits. L'abbé a prié ledit Roussel (oblat nommé en son monastère) de se pourvoir ailleurs et lui a promis « attendu qu'il sçait lire et escrire » de faire le nécessaire pour qu'il soit reçu en la basse paroisse d'Etival en qualité de maître d'école (1661, Epinal 1^{er} Octobre) ». (*Arch. dép. Vosges*, Invent. Philippe. H. t. II, p. 144, XVII, H. 8 liasse. Abbaye d'Etival).

(208) Rebuffe (*op. cit.*) : ... « ex conventione poterit isti dari pecunia singulis annis extra monasterium : ne ipse veteranus... (texte déjà cité plus haut v. p. 150). Cf. notamment ordonnance de janvier 1629 (*Isambert*, t. XVI, p. 283) : ... « à les recevoir... en argent ou en espèces à leurs choix... » Lettres royaux enjoignant aux religieux de Saint-Maur-sur-Loire de recevoir comme religieux lay un ancien soldat Math. Panis (20 août 1640) et délibération capitulaire conforme (4 octobre), (*Arch. dép. Maine et Loire*, Série H, Abb. St Maur-sur-Loire 1539 Oblats...) : 100 f. de rente viagère « en cas qu'il veuille sortir de la communauté ».

(209) V. plus haut.

faveur de la résidence claustrale, lui suffisait-il de mener une vie, sinon édifiante, du moins quelque peu amendée ? N'était-il pas tenu en outre à rendre quelques menus services et lesquels ?

Des lettres patentes de Charles VIII adressées à l'abbé de Moissac (210) lui ordonnent de recevoir, nourrir, vêtir, etc, Jehan Leclerc, « âgé de 55 ans, ancien varlet de pied de la feue reine » et spécifient qu'il ne devra être exigé « de lui aucun service ». Ce document est le seul, à notre connaissance, qui dispense ainsi un oblat de toute espèce de prestation au profit de l'abbaye qui l'accueille. Le motif de cette exemption demeure inconnu mais il est vraisemblable que cette pratique, peu conforme à la nature des choses, a du rester strictement exceptionnelle car d'autres textes, fort abondants, indiquent que le moine lai rendra au monastère « tel service qu'il pourra », ce qui est souhaitable, afin de ne pas encourager l'oisiveté de ceux qui disposent encore de quelques forces (211), et de répondre dans une certaine mesure aux bienfaits qu'ils reçoivent de l'abbaye.

Si ces documents restent assez vagues quant à la nature exacte des services à rendre, il en est de plus précis. Les uns disent que les oblats étaient employés « à sonner les cloches, à ouvrir les portes et autres fonctions semblables »... (212) ou

(210) Arch. dép. Tarn et Garonne, série G, ch. Abbaye de Moissac, 568, cité par Rupin, *op. cit.*

(211) V. notamment : Lettres patentes d'un oblat pour l'abbaye de Guîtres, du 30 juin 1625, (*Bb. de Carpentras*, ms. 1914, fol. 497) : ... « s'il n'est marié et s'il est marié hors d'icelle voulons et nous plaist qu'au lieu desditz vivres pension luy soit par vous faite de soixante livres par chacun an »... ; *Mélanges Colbert* (t. XV fol. 590 et s.) : ... « mais est obligé de travailler autant qu'il peut pour le bien et utilité de la maison en laquelle il est nourry comme un autre Religieux quand il ne prend point sa pension en argent »... ; arrêt du 28 mars 1591 (Chenu, *Recueil*, t. I, ch. 8, p. 29) ... « la Cour luy (à l'oblat) adjugea tels vivres et vestement qu'à l'un des Religieux de ladite Abbaye du Mont-Saint-Quentin sans distinction de lay ou autre, en faisant tel service qu'il pourroit... Toutesfois si l'oblat ne veut demeurer en l'abbaye, ains se retirer avec sa famille : en ce cas la cour luy adjuge soixante livres par an »... Arrêt du 20 Octobre 1579 rendu aux grands Jours de Poitiers au profit de Mathurin Depin oblat de l'abbaye de « Toussainets » d'Angers, intimé contre « Messire Nicolas Bouvery abbé de ladite Abbaye appellant de ce que le Juge *a quo* l'avoit condamné à fournir à l'oblat ses nourritures, alimens et entretemens tels qu'à l'un des Religieux à la charge de demeurer en ladite abbaye et y faire tel service qu'il pourroit, et soustenoit l'abbé qu'il n'estoit tenu fournir autre chose que ce qu'il avoit accoustumé qui estoit les dites soixante livres et fut l'Abbé condamné en l'amende et est dépens »... (Chenu, *op. cit.* p. 30). Rebuffe (*op. cit.* p. 231) déclare de son côté : « Nec tenebitur iste operari sicut asinus monasterii... Si tamen ad aliquas leves operas requireretur tunc ne juste quidem eas recusare deberet ut non inertem vitam ducat : imo quicquid potest utilitatem monasterii facere debet »... Bouchel (*Somme...* 663) reproduit à peu de chose près le texte de Carpentras cité plus haut : ... « y faisant tel service qu'il pourra s'il n'est marié » ... Cf. de même *Bb. nationale*, ms. français 422, fol. 409-10.

(212) Durand de Maillane, *Dictionnaire...* T. I. au mot Convers.

qu'ils étaient reçus « à la charge qu'ils... balaieraient (aussi) l'église et la cour » (213). Les autres laissent entendre qu'ils remplissaient surtout le rôle de portiers (214). Une pièce exhumée par A. Richard (215) fait preuve d'un luxe de détails assez surprenant : ... « il (l'oblet) doit assister à l'office divin, tant la nuit que le jour, et pour estre cogneu, estant le portier, doit estre habillé d'une robe longue d'un gros drap tanné et boutonné jusques au bas et sa ceinture de même, et le chaperon doit tenir estre attaché et cousu à la robe pour s'en couvrir la teste au lieu de chapeau... Et pour son devoir, doit assister au divin service et porter livres, croix, feu, chandelles, encensoir, répondre à la messe, assister à icelle et sonner la cloche au clocher. Et son lieu pour assister au divin service est au bas chœur par dessous les novices. Comme frere lai doit avoir la teste et la barbe rasée, de quinzaine en quinzaine et est subject à remontrance défailant en son devoir »...

La lecture de ce texte surprend et la première impression incite à penser qu'il est apocryphe. Les occupations multiples et diverses dont il accable les oblats semblent en effet incompatibles avec les recommandations émanant de documents incontestables ; elles ne répondent nullement d'autre part aux services que l'on peut attendre d'anciens militaires invalides ; elles tendent à leur imposer un genre de vie auquel la plupart étaient incapables de se soumettre ; bref les fonctions qu'il envisage sont hors nature, si l'on peut dire, d'autant plus qu'il use d'un artifice insoutenable en déclarant que le roi est l'auteur de ces prescriptions singulières. Or, il n'existe aucun texte officiel établissant de telles obligations : tous ceux que nous avons parcourus contredisent de semblables allégations. L'auteur paraît commettre une confusion évidente en assimilant les oblats à ce qu'il appelle les frères lais, c'est-à-dire les convers. Les occupations qu'il décrit leur appartiennent en propre. Que les oblats aient été requis de rendre quelques services dans la mesure de leurs moyens, nécessairement limités, cela va de soi mais il ne pouvait en résulter une sorte de fusion quant au genre de vie et quant aux obligations d'ordre spirituel ou matériel entre oblats et convers. Même à défaut de textes explicites le plus simple bon sens s'élève là-contre (216).

(213) Du Rousseaud de la Combe, *Recueil de jurisprudence canonique*, Paris, 1771, sous le mot oblats, p. 2.

(214) Le simple devoir de reconnaissance pouvait les engager à faire davantage : ... « saltem orare pro Abbate, et fratribus qui eum alunt et pro Rege qui hoc indulsit »... (Rebuffe, *op. cit.*).

(215) V. plus haut, p. 58.

(216) Nicolas Bohier, dans ses *Décisiones Burdegaleses* (Genève 1620, *Quaestio* XX, p. 38, *décisio* XX) dit nettement : ... « qui differunt tamen a conversis qui portant habitum + religiosorum et profitentur solenniter : sed tamen non sunt clerici »...

Il n'en reste pas moins qu'en général l'oblat, quand ses infirmités s'y prêtent, accomplit de menus travaux : sonner les cloches, par exemple. Il semble avoir aussi rempli fréquemment les fonctions de portier, ce qui est admissible, car c'est là une occupation qui peut répondre aux possibilités physiques d'un impotent. Il est arrivé que comptant sur un oblat pour tenir ce poste et déçue dans son attente parce que celui-ci refusait la résidence, une abbaye ait retenu sur la pension qu'elle lui versait, le montant des gages donnés au portier mercenaire mis à la place de l'oblat (217).

Celui-ci semble de plus pouvoir renoncer à la pension qui lui a été attribuée. C'est ainsi que Jacques d'Ansillis, capitaine du château de la Réole fut pourvu par le roi Louis XIII « d'un moine lay ou monacat au prieuré de la Réole » qu'il résigna le 25 octobre 1629 en faveur de Pierre de Latour, soldat au régiment des gardes, « en la compagnie d'Emmanuel de Timbrone, seigneur de Castels et de Valence, sous le bon plaisir de Sa Majesté » (218).

Mais, abandonner un droit, une prébende, ne signifie pas en faire trafic ou même en disposer gratuitement à son gré. Les textes sont ici encore formels (219). Cette défense était trop légitime pour donner lieu à de sérieuses contestations. La faveur royale envers un ancien serviteur ne saurait être monnayée par lui et l'oblat n'étant pas propriétaire de sa place n'a pas le droit d'agir comme s'il l'était réellement, en l'aliénant à titre onéreux ou à titre gratuit, en faveur de tiers. Certaines transactions alimentaires avec le monastère étaient

(217) *Arch. de la Gironde*, Invent. H. 658, procès pour une place d'oblat. Abbaye Sainte-Croix de Bordeaux. L'arrêt rendu le 6 mai 1624 par la Cour de Bordeaux ordonne une retenue de trente livres sur la pension à verser à l'oblat non résidant, pour « ayder à payer les gaiges de portier de lad. Abbaye »... Celle-ci demandait que le bénéficiaire de la place fut condamné à faire le service qu'elle lui prescrirait et, en attendant, à rembourser les 45 livres de gages donnés au remplaçant. Le 30 octobre 1637, intervenait d'ailleurs un accord entre l'oblat dont il s'agit et l'abbaye pour un prélèvement de 45 l. sur ladite pension. Celui-ci était un ancien capitaine.

Un autre texte — moins explicite — est peut-être susceptible d'être invoqué dans le même sens. Il s'agit d'un arrêt du Parlement de Paris condamnant en 1524 l'abbé de Bonneval à payer au secrétaire de l'abbaye la somme de 62 l. pour la pension d'un homme chargé de sonner les cloches et pour la fourniture du « pain à chanter » (*Arch. départ. d'Eure et Loir*, H. Abbaye St-Père-en-Vallée, 626). Mais le document ne dit pas s'il s'agit d'un oblat ou du remplaçant de celui-ci. On ne saurait dès lors en tirer une conclusion précise.

(218) *Minutes* de Boyer, notaire à Valence, citées par Mouleng, *Doc. hist. sur le Tarn-et-Garonne*, pp. 326 et 327; en note, cf. Rupin, *l'abbaye...* p. 149).

(219) Terrien. (*Commentaires...*, p. 35) citant un arrêt du Parlement de Rouen intervenu en 1525, dit-il, mais en 1523, déclare que « ledit Calletot seroit tenu user sa portion audit monastere (Saint-Ouen de Rouen) sans qu'il peust icelle vendre, n'en faire don ailleurs... », cf. également J. Brillonn, *Dictionnaire...*, p. 630 et s., n° 6). *Bib. nat. ms. fr.* 41948, fol. 67 v° qui donne 1625, date inexacte.

même interdites (220) ; les oblats n'auraient pas tardé en effet à être réduits à la plus regrettable nécessité (221).

Si l'invalidé ainsi pourvu d'une place d'oblat dans une abbaye ne dispose pas malgré cela de moyens suffisants de subsistance, a-t-il la faculté d'augmenter ses ressources par quelque occupation rémunératrice ? Il ne semble pas qu'une interdiction ait été prononcée à cet égard ; ici encore une discrétion naturelle s'imposait. En principe, celui qui était entretenu au monastère devait avoir sa suffisance. Celui qui, au contraire, vivait au dehors avec femme et enfants pouvait être tenté de suppléer à la modicité de sa pension et nous en avons recueilli l'écho (222). Il est même remarquable que la légitimité des opérations commerciales auxquelles pouvait ainsi se livrer un moine lai n'était pas contestée ; la Cour des Aides reconnaissait volontiers qu'elles ne devaient supporter aucune imposition de ce chef. Toutefois elle taxa un jour un oblat qui, à son avis, s'était livré à un commerce excessif de vins : en l'espèce, ce fut l'abus du droit qui fut sanctionné et non la pratique elle-même (223).

Ainsi l'oblat jouissait, dans l'exercice de son activité, d'une liberté relative et pouvait, en faisant preuve de certaines capacités, améliorer sa situation financière. Cependant (224) si sa condition n'apparaissait plus à cet égard suffisamment

(220) V. plus haut, note 139.

(221) « L'on ne peut, dit Papon (*Recueil...*, 1. 18, t. I, n° 20) composer d'aliments pour l'advenir... Et à ce propos, combien qu'un pource vieux gendarme envoyé par le Roy à un abbé pour estre nourri comme un moine et requerant l'interinement des lettres du Roy a este fin ; cōtredit par l'abbé, eust composé, receu argent et renoncé à ses dites lettres, fut nonobstant ce ordonné par arrest de Paris donné en la plaidoyrie en septembre 1535 que l'Abbé le recevroit et les lettres interines deffinitivement contre l'Abbé, avec despens ». Pour ne pas être chargé d'un oblat, l'Abbé dont il s'agit avait transigé avec celui que le Roi avait précédemment nommé. (J. Brillon, *Dictionnaire...*, n° 28).

(222) J. Brillon, (*Dictionnaire...*, n° 28) ; Desmaisons et Castel, (*Les définitions du droit canonique*, Paris, 1700, au mot oblats, p. 521, n° 2) ; Desmaisons, (*Nouveau Recueil d'arrests et reglemens du Parlement de Paris*, Paris, 1667, sous le mot oblat, p. 426).

(223) Cf. Desmaisons (*Nouveau recueil...*) : « ... et de plus hors de l'abbaye ils (les oblats) sont exempts de toutes sortes de charges que les habitants des villes ont coustume de payer, ainsi que l'on le peut remarquer dans cet arrest. Un soldat estropié pourveu d'une portion d'oblat dans une abbaye, pour soutenir les charges de sa famille, s'estoit mis à vendre du vin et s'estoit habitude dans un petit bourg. Les Consuls du lieu l'imposèrent à la Taille de laquelle taxe et imposition ayant interjeté appel en la Cour des Aydes. La cause portée à l'Audience de la part de l'oblat, on soustint que cette imposition n'estoit pas raisonnable puisque les arrests avoient perpetuellement jugé en leur faveur qu'ils en estoient exempts... Néanmoins a cause qu'il faisoit un grand trafic de vins, la Cour le condamna à 6 livres par chacun an et la Cour en prononçant dit et adjouta ces mots et pour certaines considérations qui estoient ce grand commerce de vins. Prononcé en la Cour des Aydes par Monsieur le premier Président Amelet le dix neuvième Mars 1639 »...

(224) V. plus haut, ch. V, p. 130 et s.

digne d'intérêt, il risquait de perdre le bénéfice de la place qui lui avait été accordée. Il y avait dès lors une question de mesure à observer. Du moins, des biens ainsi acquis ou ceux dont le moine lai avait déjà la jouissance, il était libre de disposer à sa guise. Non soumis au vœu de pauvreté, restant personne privée toujours dotée de ses droits civils, il pouvait en ce domaine se comporter selon sa volonté. Il ne faut pas à cet égard faire état d'un arrêt du Parlement de Bordeaux (225) en date du 17 juillet 1518 et qui prête à confusion par l'emploi du terme d'oblat. D'abord il ne s'agissait nullement d'un soldat estropié ; et d'autre part, celui qui est qualifié oblat n'a nullement été imposé par le roi à l'hôpital St-André de Bordeaux, il y est venu volontairement pour un temps déterminé et en y payant en quelque sorte pension. Dans le cas présent, cet « oblat » s'apparentait plutôt aux hôtes dont on a parlé précédemment (226). De toute manière la décision judiciaire en question — qui d'ailleurs a laissé à l'intéressé la disposition de ses biens — ne concerne pas notre sujet.

Il est presque inutile d'ajouter que ces diverses obligations à la charge du moine lai sont assorties de sanctions : sans parler des condamnations pécuniaires auxquelles il risque de s'exposer, c'est surtout la privation de la place accordée qui peut intervenir et il y a là une menace assez grave pour faire rentrer dans le devoir ceux qui seraient tentés de s'en évader.

**

SECTION 8. — PRATIQUE DU « DROIT D'OBLET ».

Mais touchant les droits et les obligations de chacun en cette matière, comment pratiquement les choses se sont-elles passées, quelles furent réellement d'une part les relations entre abbayes et oblats, et d'autre part, entre ces dernières et le pouvoir royal ?

Il ressort nettement des documents déjà cités ici que le fonctionnement du système n'allait pas sans grincements, aux XVI^e et XVII^e siècles tout au moins. Le nombre des postulants était assez grand, les guerres qui sévirent pendant cette période entraînaient, soit par le développement de l'emploi des armes à feu, soit dans les combats à l'arme blanche, des pertes sensibles ; sans mettre en ligne des effectifs importants, les adversaires recherchaient fréquemment le contact, multipliaient les rencontres et de nombreux coups étaient échangés de part et d'autre. Le nombre des blessés, demeurés impotents, ne ces-

(225) Tournet, (*Arrêts des cours souveraines de France*, Paris, 1631, t. II, lettre O, p. 1206 ; Nicolas Bohier, (*Decisiones Burdegulenses*), Genève, 1620, quaestio XX, p. 38) ; Jovet, *op. cit.* 3.

(226) V. plus haut, ch. II.

sait de croître et le roi se voyait continuellement sollicité de leur venir en aide. Les places d'oblats étaient dès lors assez recherchées, non pour le genre de vie qu'elles comportaient, mais pour la sécurité qu'elles donnaient en assurant les vieux jours des vétérans. A tout prendre, ceux-ci préféraient supporter quelques incommodités dont progressivement ils se libérèrent de plus en plus grâce aux pensions en argent, et avoir la certitude de ne périr ni de misère ni de faim. De là, l'obstination naturelle dont ils faisaient preuve pour se faire délivrer les précieuses lettres de provision qui les mettaient à l'abri du besoin, en principe du moins, et à en obtenir l'exécution par les abbayes intéressées.

Celles-ci se montraient, d'une façon générale, peu disposées à subir cette charge, non pas tant en raison des dépenses supplémentaires qu'elle entraînait à leur détriment, qu'à cause de la gêne surtout morale qu'elle risquait d'introduire ainsi chez elles. Dans un monastère normalement constitué, l'entretien d'un pensionnaire, soit en argent, soit en nature, en sus de l'effectif habituel, représentait peu de chose. Mais la présence d'un ancien soldat, gradé ou non, gentilhomme ou non, habitué à la vie des camps, aux excès de tout genre qu'elle comportait, à la liberté des mœurs qu'elle encourageait, ne pouvait être pour un établissement monastique qu'une occasion de trouble et de désordre. Aussi comprend-on aisément que les abbayes se soient efforcées de se soustraire à cette obligation. Sans doute il ne leur était demandé au fond que de pratiquer, conformément à leur vocation, la charité et l'hospitalité mais il faut convenir que les modalités d'exercice qu'on leur imposait ne s'harmonisaient pas toujours avec les conditions de l'existence conventuelle. Quoi qu'il en soit à cet égard, il est certain que les abbés voient d'un mauvais œil l'introduction d'éléments étrangers dans leur cadre régulier. Certes, ce n'était pas toujours le pur souci de l'observance monastique qui les poussait à cette résistance : c'est le temps de la commende et l'on sait à quoi s'en tenir sur la façon dont certains abbés comprenaient leurs devoirs ; l'on n'ignore pas davantage de quel relâchement pâtissaient nombre de couvents mais il n'en demeure pas moins vrai que l'institution du « droit d'oblat » fournissait aux chefs monastiques un prétexte pour tenter d'en éluder la mise en vigueur chez eux.

D'où une opposition très marquée, pour ne pas dire un antagonisme, entre les prétentions, fondées juridiquement, des postulants aux places de moine lai et les désirs, sincères ou non, manifestés par les abbés de sauvegarder la paix claustrale. Les procès abondent, ou tout au moins les contestations. Les arguments mis en avant varient assez peu : les abbayes soutiennent qu'elles sont imposées à tort, soit parce qu'elles ne sont ni de fondation ni de garde, ni de nomination royales, soit parce qu'elles ont été exemptées en vertu d'une faveur spéciale

du prince ou parce qu'elles s'en prétendent exonérées par référence à de vagues mesures générales ou particulières soit parce que le bénéficiaire n'est pas « de la qualité requise », soit parce que la place est déjà occupée, etc. Ce sont là les allégations les plus courantes, ce qui ne signifie nullement qu'elles soient mal fondées : il arrive que le monastère ait pleinement raison et que son droit soit reconnu mais ce que l'on veut souligner ici, c'est la tendance, dont les édits royaux se font l'écho, manifestée par les abbés à repousser la charge dont ils étaient menacés. Il est juste d'ajouter que la désorganisation administrative de cette époque tant dans les affaires civiles que dans celles de l'Eglise de France favorisait leur résistance et justifiait dans une certaine mesure leur opposition. On reconnaîtra de même qu'ils ont mis en œuvre tous les moyens dont ils pouvaient disposer pour se soustraire à leurs obligations.

Ainsi l'on voit d'une part des candidats à des places d'oblat, ayant fini par obtenir satisfaction de l'autorité royale, se heurter fréquemment aux barrières que peut dresser la fureur processive et, de ce fait, éprouver une amertume assez légitime qui les dispose mal en faveur des monastères d'accueil ; d'autre part, des abbés à qui, pour des raisons variées déplaisent ces nominations, qui s'efforcent d'en écarter le poids et sont nécessairement peu enclins à bien accueillir les hôtes incommodes qu'on leur destine.

Le plus curieux est qu'en de telles conjonctures les relations entre les oblats et les monastères ne semblent pas avoir été marquées d'une insupportable incompatibilité d'humeur. Si l'on veut bien songer au nombre des places qui ont été pourvues de moines lais pendant une période donnée et à celui des procès engagés on ne saurait qu'être surpris de constater la relative harmonie générale qui, malgré les mœurs du temps, a pu alors régner. Sans doute, toutes les difficultés ne se sont pas exprimées en procédure mais il est remarquable que les chroniques du temps et les auteurs contemporains ou non n'aient fait aucune allusion à la mécontente des intéressés qui, dans son ensemble, aurait pu exister. Chacun vraisemblablement a pris son mal en patience et s'est accommodé plus ou moins bien d'une situation qui n'avait ni pour l'un ni pour l'autre pleine adhésion. Les abus cependant sont certains, les ordres du roi ne reçoivent pas toujours leur exécution (la multiplicité des textes le prouve à elle seule), des abbés se montrent malveillants, des oblats peu accommodants, mais c'est un fait, l'institution fonctionne. Souvent mal, dira-t-on, l'on en convient, encore qu'il soit difficile d'en juger. Quelle n'ait pas rendu tous les services qu'on en attendait, on ne le conteste pas davantage mais en bonne logique, le pouvait-elle ? Il est en tout cas certain que de cette manière nombre de blessés, d'estropiés ou d'infirmes au service de Sa Majesté, ont trouvé là un asile pour leurs vieux jours et des conditions de vie qui ont pu être pour eux la

source de diverses incommodités mais les ont mis à l'abri du besoin. Les monastères de leur côté ont eu ainsi l'occasion de pratiquer l'hospitalité, d'exercer la charité, de travailler à l'amendement spirituel d'une foule d'âmes qui normalement leur échappaient ; il est permis de penser que si les modalités de l'institution ne recevaient pas leur total agrément, du moins ils ont su malgré leurs plaintes en supporter la charge dans l'esprit qui convenait ; il faut l'espérer, du moins.

Quant aux rapports entre les monastères et l'autorité royale en ce domaine, ils ont été de même affectés par d'inévitables divergences de vues. La création d'une armée permanente, l'enrôlement de contingents affectés au service du roi aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre ont créé à la monarchie des devoirs nouveaux (227). Il ne suffit pas de nourrir et d'entretenir ces militaires en prévision d'une lutte toujours possible, il convient encore, lorsque dans l'accomplissement de leur métier, ils ont reçu des blessures qui les rendent inaptes à faire campagne et risquent de les réduire à la misère, de ne pas les abandonner à leur malheureux sort et de leur venir en aide de manière à leur assurer une vieillesse exempte des soucis les plus élémentaires. En même temps qu'un devoir d'humanité et de reconnaissance à leur égard de la part du roi, c'est aussi une bonne action au point de vue politique car elle est de nature à encourager les dévouements au service de la monarchie. Organisation d'une force armée permanente et multiplication des guerres avec l'accroissement du nombre des victimes qu'elle comporte ont agi dans le même sens pour amener l'autorité royale à prendre des mesures particulières d'abord, puis fragmentaires et enfin générales, en faveur des anciens militaires devenus invalides. D'autre part, l'état des finances publiques ne permettait aucune largesse en ce domaine ; la cassette personnelle du monarque n'était pas mieux partagée (228) et c'est au service du pays, s'identifiant avec celui de la Royauté, que ces soldats recevaient blessures et mutilations. Tout naturellement le Prince se souvient

(227) V. plus haut, ch. IV.

(228) Les appels que lance Henri IV pour obtenir les armes dont il a besoin sont véritablement dramatiques et montrent quelle pouvait être la détresse des finances royales, v. sa harangue aux membres du Parlement, le 13 avril 1597 : ... « Je vous viens demander l'aumône pour ceux que j'ai laissés sur la frontière... Je vous demande l'aumône pour des gens qui ont servi, qui servent nuit et jour et emploient leur vie pour vous tenir en repos »... Et cette lettre à M. de Rosny datée du 8 juillet 1597, « au camp devant Amiens » : « Mon ami, je vous fais ce mot par Guichard, l'un de mes valets de chambre, pour vous dire qu'incontinent et au plus tôt qu'il vous sera possible, vous donniez ordre... que les quatre mille écus destinés pour mon artillerie soient envoyés ici ; car à faute de cela, je prévois beaucoup de mal... Donnez aussi ordre à ce qu'il faut pour mes écuries, c'est pitié de voir comme je suis de ce côté là... » (*Œuvres de Henri IV*, lettres et harangues, Paris, 1941, p. 48 et 53).

que ses ancêtres ont abondamment fondé et doté des monastères, qu'il a eu souvent recours à leur générosité, fortement sollicitée pour le tirer d'embarras pécuniaires inquiétants, qu'il a goûté chez eux les bienfaits de l'hospitalité ou obtenu pour ses familiers de substantiels avantages ; et l'institution de la commende va le pousser encore davantage sur cette voie. Ruinées par la guerre de Cent ans et les calamités qui l'ont accompagnée et suivie les abbayes se sont relevées, matériellement parlant surtout. Elles continuent les traditions charitables que leur a léguées le Moyen Age et entretiennent de nombreux domestiques, hôtes ou pensionnaires de toute sorte. Les circonstances se prêtent à une nouvelle utilisation de ces ressources en usant habilement d'une faculté ancienne et tombée quelque peu en désuétude. Dès la fin du XV^e siècle l'on assiste à la mise en train de cette politique en faveur des serviteurs du roi, laïcs ou militaires, bientôt exclusivement de cette dernière catégorie. La monarchie s'assure de la sorte la gratitude des bénéficiaires tout en se libérant de soucis lancinants et en favorisant le métier des armes : l'idée en est heureuse et, si l'on peut dire, c'est une belle manœuvre, l'opération paie largement.

Mais les abbayes sont beaucoup moins favorables à cette mesure. Encore qu'elles aient souvent prêté la main à de dispendieuses concessions de pensions, à de coûteuses servitudes de tous ordres, elles se regimbent contre cette imposition qui semble n'avoir eu jadis qu'une portée très limitée et qui renaît à l'aide du même prétexte juridique mais avec une force accrue. Les procédés de défense individuelle sont mis en œuvre ; il s'agit de faire valoir dans chaque cas le ou les arguments capables de conduire à l'échec la tentative royale. La monarchie tient bon cependant et s'obstine à continuer de pourvoir à des places d'oblats, les cours de Parlement dans les instances qui sont portées devant elles, condamnent presque régulièrement les abbés à recevoir ceux qui leur sont envoyés ou à leur verser pension, et, au surplus, nombre d'abbayes ont accepté sans résistance ouverte de subir la charge qui leur échoit. Il faudra dès lors organiser la lutte autrement et à cette bagarre en ordre dispersé substituer une bataille rangée. L'augmentation du montant des pensions en fournit l'occasion. L'Assemblée du Clergé se saisit de l'affaire et une supplique est adressée au Roi : elle n'aboutit pas, l'ordonnance de 1629 ne tint aucun compte de cette démarche. En 1635, même conjuration : il s'agit cette fois de s'opposer à l'adoption de l'Edit qui doit créer une commanderie de Saint-Louis, tandis que de leur côté, les « capitaines et soldats estropiés » présentent une requête à l'Assemblée en faveur de cette initiative. La charge en est jugée intolérable pour le clergé, la discussion se prolonge ; démarches, visites, députations, messages se multiplient à l'envi. L'Edit de 1633 qui avait reçu un commence-

ment d'exécution se trouve suspendu par une déclaration royale du 29 Juillet 1636 : une nouvelle base de taxation des abbaye est envisagée. Soit que l'intervention du Clergé ait obtenu ce résultat, soit que d'elle-même l'autorité royale ait changé d'avis, il n'y en a pas moins là un nouvel épisode de l'antagonisme entre celle-ci et les abbayes, dont les « stropiats » faisaient les frais car il devenait de plus en plus impossible de caser dans les monastères toutes les victimes des guerres que la Fronde et le règne de Louis XIV allaient accroître dans des proportions considérables.

Cependant, ici, encore, en dépit de ces événements qui constituent évidemment le « gros plan » de cette prise de vues, il ne faut pas méconnaître tout ce qui, dans l'ombre et sans bruit inutile, se réalise pour la mise en application des édits royaux dans les monastères assujettis. Les doléances, les plaintes de quelques-uns, peut-être même de beaucoup ne doivent pas faire oublier que, malgré tout, l'institution a fonctionné et si la monarchie n'en a pas retiré toutes les satisfactions qu'elle espérait, la faute en est imputable plus aux circonstances qui se prêtaient mal à son application qu'aux oppositions qui se sont manifestées. L'autorité du roi est en effet peu assurée, souvent peu effective ; le pays a subi tant de troubles, le pouvoir tant de traverses, l'ordre et la paix publics sont si mal garantis, la prospérité économique demeure si fragile que le royaume reste dans un état d'anarchie latent, l'administration a besoin d'être organisée et tenue en une poigne solide. Comment veut-on dans ces conditions qu'un mécanisme aussi délicat que celui du « droit d'oblat », devant jouer de surcroît en présence d'abbés plus ou moins bien disposés à son égard, ait pu fonctionner sans-à-coups ? C'était impossible et cela d'autant plus que l'institution renouvelée se trouva vite inadaptée aux besoins qui tendaient sans cesse à augmenter tandis que la base d'imposition, par le jeu des exemptions, s'amenuisait de plus en plus. Un gouvernement plus fort, des abbayes mieux en mesure de répondre à tous égards à ce qu'on attendait d'elles auraient sans doute contribué à améliorer la situation mais sans la conduire à un point de perfection qu'elle ne pouvait atteindre. C'est seulement en 1674 que la vraie solution sera mise en œuvre et assurera à son réalisateur une place à part dans la gratitude nationale.

CHAPITRE VI

MODALITÉS DIVERSES DU « DROIT D'OBLAT »

L'ancienne France a seule, jusqu'à présent, servi de cadre à une étude sur l'évolution du « droit d'oblat » et son fonctionnement. Quelles institutions similaires ont pu exister ailleurs, soit à l'étranger, soit dans des pays qui devaient plus tard faire partie du territoire national ? Il semble possible de les ramener à trois formes :

- 1°) — le « corrody » ou *corrodium*
- 2°) — les « panis Briefe »
- 3°) — le « pain d'abbaye ».

SECTION I. — Le « corrody » ou *corrodium*

Il faut d'abord essayer de résoudre un petit problème d'étymologie car le mot surprend et à première vue paraît peu explicite.

Il se présente, sous des formes assez différentes qui affectent en latin jusqu'à quinze types (1). Si l'on veut les prendre dans la série de leur développement, on a en premier lieu *con-redum*, de qui dérive *conredium*. Un changement de voyelle donne *conradium* et l'on aboutit à *corrodium* (2). Les termes *conredum*, *correda*, *corredium* et *corradium* viennent naturellement du précédent, par suite de l'assimilation de l'n à l'r qu'il précède. Dans certaines régions de l'Europe centrale, un g se trouva substitué à l'r, à cause de la prononciation probablement, ce qui donne les séries *conregium*, *conragium* et *corragium*. Un autre groupe est formé par l'entière omission du d : *conreius*, *conreium*, *correium* et *conreium*.

Con-redum est vraiment le vieux mot médiéval ; il est

(1) V. du Cange, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, Paris, nouv. édit. 1938.

(2) Sur la signification et le développement des formes, v. Howard Morris Stuckert, *Corrodies in the english monasteries*, thèse, Philadelphie, 1923, p. 7 et s.

composé du latin *cum* et d'un terme germanique qui s'écrivait en latin *redum*, mais doit être « rât » et qui en vieux et en moyen haut allemand veut dire non seulement conseil mais aussi « provisions de vivres » (c'est le sens qui vit encore dans le terme « Vorrat », provision...) En ancien slavon, *râd* possède aussi la signification d'avantage, d'aide... (3). D'après l'opinion communément admise l'expression suggérerait probablement : appareil, attirail ou accoutrement. Le préfixe donne l'idée d'une action d'ensemble et accentue celle de préparation. C'est, si l'on veut, la signification de notre terme de marine : parer (4). Le sens du mot *redum* est facilement perceptible : avant de partir pour une course, un « raid », il faut s'apprêter, faire des préparatifs, s'équiper, qu'il s'agisse du harnachement d'un cheval ou de l'appareillage d'un navire. L'idée de provision ou de préparation pour une journée, la disposition et l'arrangement des choses avant le départ, telle semble bien être la conception fondamentale, d'où procèdent toutes les significations particulières dérivées. *Corredare* veut dire équiper et le *corredum* est l'équipement. Dans un sens plus général, *conredum* signifie arrangement, préparatifs, armement (dans le sens maritime actuel) mais l'idée de marche, de locomotion ne s'en sépare pas, comme « fertig » en allemand, ou « ready » en anglais s'apparentent à « fahren » et à « to go » (5).

Pour M^{lle} Marguerite Dubois, chargée de conférences à la Sorbonne, « corrody » vient du latin médiéval *corrôdium* (ou *corrâdium*) issu d'un plus ancien *conrêdium*. « Il existe, dit-elle, de multiples graphies latines pour ce mot ; en particulier *conregium*, *conreium*. D'où la forme du vieux français : *conrei(d)*, devenue *conroi*, *conrai*, et en français moderne : *corroi* (avec extension de sens). Il semble que le « conroi » originel était un droit dû par tout vassal à son seigneur, d'où l'acception plus tardive de prestation en nourriture et celle du droit des oblates par contre-coup.

« Le mot *conroi* (*conrei*, *conrai*) en français et en anglo-normand a été très vivant. Dès 1292, on trouve l'expression « fête de « *conreiz* » dans le texte français des Lois d'Angleterre

(3) *Vie et Langage*, n° 16, juillet 1953, p. 332, note de C. Tagliavini.

(4) Du Cange cite d'ailleurs cet exemple : « Quarum praedictarum 5 navium quaelibet eum corredis et apparatibus suis », et plus loin il explique : « Quidquid navi instruendae necessarium est ». Au terme *correda*, *op. cit.*

(5) Convient-il de rapprocher de *conredum* et de *conreda*, le mot *reda* qui signifiait : charriot à quatre roues et à deux chevaux dont on se servait pour les voyages en famille ? D'après Quintilien, (I, 5, 7), le terme serait d'origine gauloise. Camille Jullian (*Histoire de la Gaule*, II, p. 234, note 4) pense qu'il provient d'une source celtique. Quoiqu'il en soit, le sens indique bien un rapport avec les déplacements. Mais M^{lle} M. Dubois conteste le bien-fondé du rapprochement dont il s'agit (*lettre particulière* du 28-7-53).

(on the laws of England, French text, éd. Nichols, 1865, II, XI, 15).

« En 1316, dans les actes d'Edouard II, acte 9, stat. 1, c. 11, on lit : « Pro corrodiiis pensionibus vel prehensionibus ». En 1327, acte 1, stat. II, c. 10, « grosses emprisons, provendes, eglises et corrodies » (où l'on voit le français adopter un anglicisme) ».

Quant à l'origine du latin, il est à peu près sûr, pour M^{lle} Dubois, que *conrêdum* remonte à une forme romane : *conrêdo*, cum + *rêdo* (vieux français, roi, rai, dans arroi, array) dont le sens était « équipement », puis « troupe équipée ». L'anglais ancien a gardé également, dans ce sens, le mot *conrey* = vieux français, *conrei(d)*, de même origine.

D'autre part, « le mot anglais *ready* est d'origine purement germanique : v. anglais *roedig*, sur a. s. *reêde* (germanique : *raid*, mettre en ordre, préparer) et M^{lle} Dubois conclut ici en ajoutant qu'il y a « une alliance entre le germanique et le latin à un degré différent de la racine mais il n'y a pas influence de l'un sur l'autre » (6).

Il est curieux de constater également que dans l'ouvrage d'H. de Huntington (7), le mot est pris comme équivalent de repas, de banquet. Même sens dans les *Lois du Roi Ethelred* (978-1016) (8). Mais au XII^e s., dans certains écrits d'Henri I, d'Etienne et de Richard I (9), on rejoint ce que précisait plus haut M^{lle} Dubois et c'est le sens général d'équipement, de provisions ou de fournitures, qui prévaut.

Le texte suivant emprunté aux *Borough customs* (10) rend le même son large : ... « and furthermore, together with the other privileges, that the said burgesses shall not lend the said earl or his men anything in corrody » (comme provision, subsistances ou équipement) « or otherwise, save on condition that they are secure of the return of their chattel ». Le sens en est assez clair : *to lend in corrody*, c'est fournir quelque bien

(6) M. Dubois, *id.*

(7) *Histoire des Anglais*, Rolls séries, vol. 74, p. 197; cité par Stuckert, *id.*

(8) Liebermann, *die Gesetze der Angelsachsen*, Halle, 1903, t. I, p. 260 et Thorpe, *Ancient Laws and Institutes of England*, 1840, t. I, p. 337, cités par le même.

(9) ... « I enjoin that you return quickly whatever you have taken from the proper corrody (*de proprio corrodio*) of the abbot of Abington by toll or custom and henceforth you shall take nothing by toll or custom from his corrody, or from the things which his men are able to swear are his property ». (Le Roi Henri à Warin, prévost de Haupton et à ses assistants). *Chronicon monasterii de Abingdon* (R. S. vol. 2 pt. 2 pp. 80, 182, 183) Charter Rolls, vol. II, p. 81, vol. V, p. 160. *Calendar of documents preserved in France*, vol. I, p. 98. (Stuckert, *op. cit.* p. 9).

(10) A. Coventry (1181). Selden Society, *Borough customs*, vol. II, p. 86 confirmées par Henri III, *Charter Rolls*, vol. II, p. 88 (1268). (Stuckert, *op. cit.* p. 9).

comme un équipement ou une prestation pour certaine nécessité, peut-être des bœufs pour le labour. On peut rapprocher cette idée de celle qui se dégage d'un texte cité par du Cange (11) et se rapportant à l'année 878, où une énumération de bétail, moutons, chevaux, porcs, de vêtements de moine, d'instruments de fer, etc, est présentée au seigneur comme le *conredum* du monastère.

Au moyen âge, le mot anglais « *corredy* » était aussi employé dans l'acception beaucoup plus large d'une prestation annuelle en nourriture, logement, accordée par un monastère pour raison financière ou à la demande du roi ou d'un noble. Au fond, il s'agit d'une fourniture, d'un équipement, de provision, signification qui peut être totalement indépendante des communautés monastiques comme, par exemple, les « *corrodies* » journaliers dont furent pourvus les ouvriers qui réparèrent et rebâtirent Londres après le grand incendie du début du 13^e siècle (12).

Corrodium était utilisé encore dans un sens plus particulier, apparemment en Italie, pour l'équipement et l'armement des navires (13) et par une curieuse extension, on l'appliquait de même aux « *affutiaux* » des femmes, à leurs trousseaux (14).

Une charte d'immunité accordée en 1157 par Louis VII à l'église Notre-Dame de Paris stipule que ne seront exigées ni par lui ni par ses successeurs, certaines prestations (*convivia*) appelées communément *corredae* ou gîtes, termes qui semblent ici employés comme synonymes (15).

Le mot a, dans ces conditions, plusieurs significations en dehors de celle de prestations fournies par un monastère et toutes dérivent de la notion plus générale de provision ou d'équipement.

(11) Du Cange, *op. cit.* au mot *conredum*. Il s'agit d'une ancienne référence au testament de Protasius qui fut archidiacre d'Urgel (Catalogne) et abbé d'Exalata (Cuxa) : « Supplicamus praesentia domini nostri, ut audiat Conredum monasterii hujus vestri. Sunt apud nos quingentae aves et centum animalia et quinquaginta jumenta et porcos quadraginta et caballos duos et asinos quinque... et vestimenta optima ecclesiarum quinque parilia de vestimenta quoque usu monachorum pleniter ad sufficientiam illorum, et de victu tritici CCCLXV. modios appliarios, centum faramenta vel vascula plenius est in vestro monasterio ».

(12) Parmi les règlements du Conseil, il fut stipulé que les charpentiers recevraient 3 d. et un « *corrody* » par jour ou 4 1/2 d. sans « *corrody* ». Les plâtriers et les tuiliers étaient traités de la même manière mais leurs aides recevaient seulement un sou avec un « *corrody* » ou 3 d. en tout. Semblable prestation était faite aux maçons ou autres. L'argent donné en place de « *corrody* » était dit : « *mete-silver* » (v. Stuckert, *op. cit.* p. 8).

(13) *Contractus navigii Regis s. Ludovici cum Venetis*, tom. 3. *Hist. Franc.* v. plus haut, note 3.

(14) Du Cange, *op. cit.* aux mots *correda* et *corredum* : ... « de corredis dandis et fulcimentis mulieribus ».

(15) *Cartulaire de l'Eglise N. D. de Paris*, éd. Guérard, Paris, 1850, p. 271.

Cela conduit à diverses utilisations du mot dans notre langue nationale qui peuvent avoir leur intérêt. Godefroy, dans son *Dictionnaire de l'ancien français*, dit de « conreer », v. a., mettre en ordre, disposer, apprêter, arranger, soigner, mettre en état, équiper, fournir ce qui est nécessaire — donner un apprêt à — traiter de telle ou telle manière — étriller (un cheval) — « conreir » (se), v. réfl. s'équiper — « conroi », s. m. ordre, disposition, corps de troupes — suite, train, attirail militaire — soin, prévision, ordre — *a son conroi*, suivant son ordonnance, en se réglant sur lui — état, situation — *faire dolorous conroi de...* faire subir un traitement cruel à — *ne prendre nul conroi*, n'obtenir nulle satisfaction — nourriture, repas, festin.

De son côté, Littré (16) donne les précisions suivantes : « corroi... » terme de marine. Enduit gras dit aussi courée ou courai, qu'on emploie pour les navires... Etym. Provenç. coure, couroi, équipage, nourriture ; catal. coureu ; espagn. correo ; ital. corredo ; bas-latin, *conredium* (et *conredum*, dans un texte du IX^e s.) ; mot hybride de *cum*, avec, et du flamand, rêden, préparer, qui correspond au moyen haut-allemand *ger-eiten*, anglo-saxon *ge-roedian* ; goth-raidjan. Conroi était un mot très usité et ayant toute sorte de sens dérivés du sens primitif qui est préparation. Le même auteur ajoute : « Conreer avait dans l'ancien français tous les sens qu'avait conroi, et signifiait en général disposer, arranger, préparer ».

Enfin, Albert Dauzat, dans son *Dictionnaire étymologique* (17) apporte une note assez originale. Après avoir dit que conroi, ou conroy, est le nom donné en Berry à une terre argileuse plastique, il déclare que c'est le substantif verbal de conroyer var. de corroyer (conréer, XI s. Alexis, puis conrei, conroyer, encore XVI^e s., d'après les formes toniques et corr. par assimilation), « préparer » jusqu'au XVI^e s., sens technique à partir du XIII^e s. Chacun sait que le verbe corroyer s'est spécialisé dans le domaine des industries du cuir (18).

Le « corrody » est dès lors une sorte de fourniture ou d'approvisionnement. Cette expression fut utilisée de cette manière largement compréhensive depuis le IX^e s. au moins, c'est-à-dire trois cents ans avant qu'on l'ait employée au sens plus particulier de prestation monastique. Après 1100, les documents le donnent comme une institution spécifiquement monacale dont le plein développement en Angleterre apparaît à cette époque. Il convient maintenant de voir de plus près les faits.

(16) *Dictionnaire de la langue française*.

(17) Paris, 1938.

(18) *Vie et Langage*, avril 1954, p. 179.

Les monastères de ce pays, aux 12^e et 13^e siècles, fournissaient des « corrodies » pour quatre catégories de personnes distinctes :

1° — Les moines et les moniales eux-mêmes qui avaient légalement droit à une somme définie de prestations en nourriture, vêtements et logement. C'était le « corrody » du moine.

2° — Les serviteurs et les amis du monastère qui n'étaient pas liés par les vœux religieux et à qui était fournie provision de différentes sortes ;

3° — Les « corrodiers by purchase ». Ceux-ci, en versant une certaine somme d'argent ou en donnant leurs biens au monastère s'assuraient une calme retraite pour la fin de leurs jours. A cette catégorie appartenaient les femmes célibataires ou veuves, les veufs et les vieux couples.

3° — De la dernière, relevaient ceux pour qui était exigé du monastère un « corrody » par le roi ou par la noblesse (19).

Ces quatre types de « corrody » malgré leurs différences quant aux bénéficiaires, au mode de concession et au but qu'ils se proposaient, avaient des traits communs. Il était facile de les distinguer des pensions ou des paiements annuels en argent, quoique parfois de telles prestations aient été attachées aux « corrodies ». D'autre part, si en certains cas de grandes donations de biens ont accompagné ceux-ci, elles ne furent pas seulement inhabituelles mais même n'étaient pas caractéristiques du « corrody ». Ce dernier comprend nécessairement des prestations en nourriture, vêtements et logement. De plus il était accordé par une communauté religieuse. Ces conditions étant remplies, il variait à l'infini, non pas seulement quant à son contenu mais aussi quant à ses bénéficiaires et à la manière dont il était concédé.

Le « corrody » monacal peut dès lors être défini : une allocation déterminée de nourriture et de boisson avec l'usage d'un local ou de locaux et d'autres prestations, fournie par un monastère à une personne ou à un couple avec ou sans serviteurs. 1) en raison d'un versement monétaire ou d'une donation de biens à cette maison ; 2) à la requête du roi ou d'un noble ; 3) en échange de services rendus à celle-ci.

Le sens de ce terme, étant ainsi précisé, à la suite de H. M. Stuckert, il convient de rechercher les origines du « corrody » monacal.

Dans son étude sur le « droit d'oblat » (20) Dom Besse

(19) Stuckert, *op. cit.*, 11, la rend responsable de la ruine des monastères.

(20) *Revue Mabillon*, 1907, n° 9, p. 8, 9.

déclare que les grandes abbayes étaient soumises en Angleterre à une obligation analogue à celle dont usait le roi de France à l'égard des maisons religieuses qu'il avait fondées ou, plus tard, auxquelles il nommait. « Les Archevêques de Cantorbéry ne leur imposaient point, il est vrai, de ces pensionnaires ecclésiastiques ou laïques. C'était un privilège exclusif du roi. Il en usait en faveur des officiers et des soldats que des blessures reçues sur le champ de bataille ou des infirmités contractées à la guerre mettaient dans l'impossibilité de lui fournir un service actif. Cette coutume apparaît pour la première fois sous le règne d'Edouard I (1272-1307). Lorsque le souverain avait un homme en cet état, il l'adressait à un abbé de son royaume avec une lettre, par laquelle il le priait de recevoir cet ancien soldat dans son monastère, de lui fournir ce dont il aurait besoin pendant sa vie et de le traiter avec tous les égards dus à son rang. Ce dernier avis n'était pas sans entraîner quelques inconvénients. Car on ne pouvait mettre sur le même pied un officier et un simple soldat. Le premier ne quittait point seul l'armée. Le roi lui donnait pour son service personnel deux serviteurs et deux chevaux, que les moines devaient héberger et nourrir. La charge pouvait être lourde. Il arrivait même que deux vétérans recevaient pour destination un même monastère. La charge devenait plus lourde encore. C'est ce qui se passe au monastère de Saint-Edmond. L'abbé prit sur lui de signaler ce fait au prince, en le suppliant de réduire à un cheval et à un serviteur la suite du second officier. Il fut tenu compte de cette observation. Edouard I au reste, ne voyait pas de mauvais œil les réclamations qu'on lui présentait sur ce sujet. C'est ainsi que l'Abbé d'un monastère pauvre lui rappela que, sous le gouvernement de ses prédécesseurs, les riches abbayes de fondation royale étaient seules obligées de recevoir les chevaliers impotents. Cette hospitalité n'était pas onéreuse pour elles. Dans tous les cas, la reconnaissance envers leurs royaux bienfaiteurs était de nature à la rendre acceptable » (21).

Le savant bénédictin semble même indiquer d'autre part que cette prérogative a pu s'exercer de l'autre côté de la Manche avant de venir en France.

Mais ici encore, tout comme pour le « droit d'oblat » (22) le problème est double : il y a une question d'antériorité historique et une autre, de provenance juridique qui se mêlent d'ailleurs et qu'il n'est pas facile d'élucider en raison du petit nombre de textes dont on dispose. Ceux-ci, de surcroît, ne brillent pas par excès de clarté. H. M. Stuckert qui a spécialement

(21) Dom Besse s'appuie dans tout ce passage sur Thomassin, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, Paris, 1728, t. III, p. 763 (Ch. XXV, par. XV).

(22) V. plus haut, ch. III,

étudié ce sujet dans les pays anglo saxons, envisage quatre solutions possibles au problème des origines, s'agissant surtout du point de vue juridique.

1) D'abord, l'institution du « corrody » pourrait découler du droit de subsistance, en vertu duquel le seigneur requiert son vassal de lui fournir tout ce qui est nécessaire à lui-même et à ses gens, quand il est en voyage ou à la chasse. C'est ce qu'en France on appelait le « gîte ». La demande d'entretien aurait été traduite par le monastère en une pension annuelle payable à un autre.

2) Dans une seconde hypothèse, le « corrody » aurait été à l'origine une sorte de rente féodale ou de secours. Le fondateur ou le bienfaiteur d'un monastère qui concède la terre réserverait pour lui-même et ses héritiers un droit de subsistance dans la maison. La transformation en « corrody » aurait eu lieu aussitôt que le donateur aurait commis un autre que lui-même pour recevoir les prestations d'entretien.

3) Il est de même permis de supposer que la coutume de concéder des « corrodies » naquit de la nécessité de pourvoir à la subsistance des parents du fondateur privés de biens. Ayant dépouillé les siens du droit d'héritage quant à la terre donnée au monastère, le donateur aurait cherché à leur procurer une compensation en y réservant une pension annuelle à leur profit.

4) L'hospitalité est la règle dans la vie monacale. Rien de plus facile pour un seigneur du voisinage d'imposer la communauté au point d'aboutir par prescription à une sorte de droit à l'entretien, pour lui-même ou pour quelqu'un qu'il présente (23).

A l'appui de la première hypothèse, il y a une charte de Louis VII (1157) déjà citée (24) et qui identifie gîte et « corrody » ce qu'on appelait ailleurs *procuration* ou *herbergamentum* (25). Il semblerait qu'à l'origine, c'était beaucoup plus une chose temporaire que permanente. Ce droit aurait été exercé occasionnellement une fois l'an par exemple, par le seigneur puis serait devenu un privilège d'entretien continu, dont aurait été appelé à bénéficier l'un de ses représentants.

(23) De toute façon, il est permis de faire un rapprochement : ... « La plus ancienne loi, celle d'Athelbert, parle (c. 23) du « nourri » (hlafaetan, mangeur de pain)... Il est significatif qu'en Angleterre le « Seigneur » soit appelé « Lord » (hlaforð), c. a. d. « donneur de pain » F. Lot et F. Ganshof, *Histoire du Moyen Age*, t. I, 2^e partie, les destinées de l'Empire d'Occident de 768 à 888, Paris, 1941, p. 738 q. Là où le seigneur est celui dont on attend la subsistance, les institutions de « corrodies » apparaissent normales.

(24) V. plus haut, note 13, du présent chapitre.

(25) *Cartulaire de l'Abbaye de Saint-Père de Chartres*, éd. Guérard, Paris, 1840, p. CXLIX.

La seconde hypothèse se recommande du chapitre 70 des *Lois de Ine* (688-725). La traduction latine de ce texte fut faite plus tard, pendant la période franco-normande. Le mot « corrody » sert ici à traduire le vieux mot anglais « foster », une portion de subsistance à bailler par le vassal à son seigneur (26). Quoiqu'il en soit, il est possible de penser qu'un droit féodal d'entretien occasionnel s'est mué en un droit pour les héritiers des patrons et des donateurs à se faire fournir la subsistance leur vie durant. Cela évidemment nous rapproche de l'explication traditionnelle quant à l'origine du « corrody ». Le roi invoquait souvent son droit de patronage sur un monastère parce que lui ou ses prédécesseurs avaient fondé cette maison (27). Toujours est-il que des « corrodies » ont été exigés, accordés, vendus, achetés depuis au moins l'année 1100 (28). L'ancienne coutume fournit par la suite une justification légale pour les prétentions royales ou autres. Au 16^e siècle, l'idée était très répandue que cette institution découlait du droit des donateurs qui n'étaient pas nécessairement les fondateurs du monastère (29).

Il n'est pas évident d'autre part que le « corrody » soit issu d'un abus de l'hospitalité monastique, quoique cela soit possible ; cela se retrouve dans les « *statutes of Edward I and 2 Edward II* » et aurait contribué au déclin général des monastères pendant cette période (30). Il n'est pas davantage certain que cette prestation ait été inventée pour secourir les parents du fondateur dépossédés par celui-ci lors de la fondation, quoiqu'à l'occasion cela ait pu se produire (31).

Deux autres cas significatifs restent à considérer. Les deux sont franco-normands ; dans tous deux, la prétention au « corrody » ou à la provision est héréditaire ; celui-ci découle dans

(26) Liebermann, *op. cit.* I, 119 — Thorpe, *op. cit.* I, 147 ; II, 471 « With ten hides, as foster, ten vessels of honey, three hundred loaves, twelve « ambers » of « Wilise » ale, thirty of clear, two full-yearred oxen or ten wethers, ten geese, twenty hens, ten cheeses, an « amber » full of butter, five salmon, twenty pounds of fodder and one hundred eels ». Ce qui en latin donna : « decem hidis ad corredium debent reddi dolia mellis, cec panes », etc. Liebermann a mis en allemand moderne : « zum Unterhalt (als Jahreszins) ».

(27) En 1364, Edouard III revendique un « corrody » sur St-Albans en raison de son droit de patronage, « *ratione patronatus* », mais en décharge la maison à cause d'une concession de terres que lui fait celle-ci. Dans le contrat, la prétention du roi repose sur le fait que « ladite abbaye est de la fondation des aïeux de notre dit Seigneur le Roi et de son propre patronage ».

(28) *Chronica Monasterii C. Albani*, Rol's series, vol. 28, pt. 7, pp. 113, 200, 394, citée par Stuckert, *op. cit.* p. 15.

(29) Savine, *English Monasteries on the Eve of dissolution*, Ed. Vinogradoff, 1909, p. 242. *Id.*

(30) *Statutes of the Realm*, London, 1810. vol. I, pp. 26, 153 (1275-1309).

(31) *Calendar of Charter Rolls*, vol. IV, p. 125 (1329) « Henry de Bagenore donne au couvent de Poghel toute sa terre de Bagenore, » etc. moyennant quoi, entre autres choses, l'acte stipule, pour tous les enfants de celui-ci, une subsistance convenable (*garisonem*) Stuckert *op. cit.* p. 15.

tous deux d'une parenté et d'un droit féodal, et finalement ce n'est pas une pension alimentaire qui est reçue, semaine par semaine, jour par jour mais un droit de subsistance à jouissance occasionnelle. L'un date de 1218 et concerne le Mont-Saint-Michel, l'autre de 1155, se rapporte au prieuré de Longueville. Le premier dit ceci : « I Ruelendus Goion by the wish of Robert Goion my first begotten brother, have released to the Abbot and couvent of St. Michael whatever conredum that was contained in the portion which came to me from my paternal heritance what namely I was accustomed to receive in the abbey annually » (32). En ce qui concerne l'autre, on trouve en réalité deux chartes intéressantes. De bonne heure, au XII^e s., Gautier Giffard, comte de Buckingham, confirme au prieuré de Longueville tout ce que lui et ses parents ont donné à celui-ci, et, plus loin, renonce au droit à un corrody (procurationis) qui lui est dû à Witchingham en Angleterre. Avant cette époque, le comte de Buckingham avait dès lors le droit d'aller à Witchingham et de jouir de l'hospitalité des moines de cette celle chaque fois qu'il le désirait. Une charte de Henri II (1155) confirme les conditions antérieures : « the monks to be free of the corrody wich Walter had reserved to himself there and which his son quitelaimed afterward !... » (33).

Quel est l'enseignement que tire de tout cela H. M. Stuckert ? L'origine du « corrody » reste pour lui tout-à-fait hypothétique par manque de documents. Cependant certaines conclusions semblent justifiables. Quoique le mot « corrody » soit beaucoup plus ancien, en tant qu'institution monastique, le système se développa probablement en Normandie au onzième et peut-être au dixième siècle. De là, il passa naturellement en Angleterre. Il provient vraisemblablement des liens de parrainage féodal qui unissaient les monastères à leurs fondateurs, donateurs et patrons. Ces rapports se traduisaient soit par un droit de subsistance, soit sous forme de secours, soit encore par les deux : cela ne saurait être précisé. Ainsi le droit d'entretien découle du « corrody system » qui était une imposition et une charge sur les fonds et les ressources des monastères (34).

Il semble n'y avoir rien à reprendre à cette argumentation. La pratique de la prébende monastique dont le « corrody » n'est qu'une variété était très répandue en France. Il en a été certainement de même de celui-ci en Normandie. Nous avons vu aussi comment de la *præbenda* primitive l'on avait passé au « droit d'oblat » ; le processus semble avoir été identique en ce qui concerne le *corrodium* : de pratique coutumière

(32) (*Calendar...* vol. I, pp. 75 et 77. Stuckert, *op. cit.* p. 13, 16).

(33) Stuckert, *op. cit.* p. 13 et 16.

(34) Stuckert, *op. cit.* p. 16.

il est devenu droit en se modifiant quelque peu, en se systématisant, si l'on peut dire. Et cela se comprend fort bien : les institutions féodales et monastiques ne manquaient pas d'être sensiblement les mêmes sur les divers points de notre territoire. Mais il reste qu'ici nous sommes mieux en mesure d'affirmer que le système, en tant que tel, remonte assez haut dans la série des siècles tandis que pour le « droit d'oblat » nous n'avons pu faire qu'une supposition pour aboutir à la même antériorité.

Du *corrodium* comme du « droit d'oblat », l'origine juridique demeure mystérieuse mais elle s'éclaire de quelques lueurs communes. Enfin contrairement à ce que semble penser Dom Besse (35), le « corrody » serait né en France et de là aurait gagné l'autre rive de la Manche, ce qui est plus vraisemblable, la conquête normande ayant du avec elle transplanter les coutumes des vainqueurs.

Quelles variétés et quelle étendue le « corrody » a-t-il pu revêtir ?

La forme la plus simple qu'il a présentée est celle d'une portion de nourriture et de vêtement qui devenait la propriété du moine, de droit en quelque sorte, son pécule. A sa mort, la provision était conservée à part et continuée pendant une année entière (36). L'attribution d'un « corrody » allait aussi à un moine visiteur de la même congrégation pendant son séjour à l'abbaye (37). De même des « corrodies » étaient concédés aux abbés et prieurs qui se retiraient, quoique ceux-ci aient paru dans bien des cas éprouver des difficultés à maintenir leurs demandes à un « corrody » complet après leur retraite malgré l'intervention du pape ou du roi en leur faveur (38).

Une autre sorte de « corrody » dont bénéficiaient ceux qui n'étaient pas soumis aux vœux monastiques, consistait en

(35) Nous ne voudrions pas forcer la pensée du savant bénédictin qui reste très prudent dans la présentation de son exposé. Mais nous remarquons que d'abord il situe dans son ordre chronologique la coutume anglaise entre ce qu'il dit du patriarche de Constantinople à qui il donne une antériorité manifeste, et la pratique du « droit d'oblat » en France. Ensuite, pour aborder l'étude de celle-ci, il s'exprime ainsi : « Les rois de France jouissaient, vers le même temps, d'un privilège analogue »... (*op. cit.* p. 9). Mais une chose est en tout cas certaine et cette fois en faveur de la thèse (si thèse il y a) de Dom Besse, c'est que les documents dont nous disposons montrent que les rois d'Angleterre, avant les rois de France, ont placé dans les monastères d'une façon assez courante d'anciens soldats blessés ou infirmes.

(36) « On the dery of the death of a monk, the servants of the infirmary shall have the whole of his corrody. Afterward for a whole year his corrody shall be given whomever the prior assigno it ». (*13 Century Register*, Priory of Worcester, Camden Soc. 91, p. 131 a ; *Constitutions and custumal of Evestam* (1214), Rolls Series, vol. 29 p. 220 ; Dugdale, *Monasticon Anglicanum*, Londres, 1849, vol. II, p. 31 ; *Chronicon monasterii de Abingdon*, Rolls séries, vol. 2, p. 237 ff. Stuckert, *op. cit.* p. 17).

(37) *Chronicle of Eversham* (1317), Rolls Series vol. 29, p. 291, *id.*

(38) *Patent Rolls*, 1352, p. 235. *Papal letters* X, 591 ; *Papal Register* IV, 374.

dons faits à des chapelains ou à des curés (39). Les serviteurs et les amis du monastère pouvaient de même se voir attribuer de tels avantages (40). Dans bien des cas, le « corrody » devient l'équivalent des salaires pour services rendus à la communauté. Les tenanciers d'une abbaye fournissent des exemples du même genre : quand ils travaillent les terres du seigneur abbé, un « corrody » les rémunère de leur labeur (41). De même le porcher en reçoit généreusement un pour lui même et pour sa femme (42). Les chevaliers hospitaliers d'Angleterre, en 1338, comptaient 119 frères, 3 frères lais (*donati*) et 80 corrodiers servant l'ordre dans les emplois les plus variés (43). Les églises collégiales agissaient aussi de la sorte en faveur de leurs chanoines et curés, et probablement au profit d'autres encore (44). Etant dans une certaine mesure assimilées à des monastères, il était naturel qu'elles suivissent les mêmes usages qu'eux.

(39) L'hôpital de Saint-Jean-Baptiste à Brugg (diocèse de Bath et Wells) donnait aux chapelains de Sainte-Marie (Wolvynpton) comme « corrody » 33 s. 4 d. par an et huit quarterons de bon grain propre de huit boisseaux chacun, « with right of recovery by writ of novel disseisin » (*Papal Registers* IV, 279, ainsi que 276). De même un « corrody » suivait la chapellerie de la Toussaint (little Cranford) ; il était fourni par l'abbaye de Tarent à raison d'une somme de 20 L. D'un autre côté, le pasteur de Kydesford payait 200 L. au couvent de Stoke Curcy pour un « corrody » mais il était prévu qu'en cas de maladie ou d'absence, il recevrait à la place 2 s. par semaine et un repas avec logement de nuit pour un ami une fois ou deux par mois sans versement supplémentaire (*Patent Rolls*, 1381 p. 29, et 1383, p. 221) voir encore un autre cas in *Patent Rolls* 1401, p. 507, Stuckert, *op. cit.* 17-18).

(40) Dugdale, *Monasticon Anglicanum* II, p. 121 ; III, p. 113 *Chronicon Monasterii de Abington*, *Rolls Series*, vol. 2, p. 2, pp. 237, 244, 300 v. les exemples cités par Stuckert, *op. cit.* p. 18, 19. Ainsi, à l'abbaye de Croyland, en 1310, il y avait comme bénéficiaires de « corrody » cinq chapelains et dix autres qui recevaient, « under seal of the house » un « corrody » de moine, c'est-à-dire chaque jour, un pain, un gallon et demi de bière, et deux plats de la cuisine ; tandis qu'un nommé Thomas de Hakebech recevait un « corrody » complet pour son travail de secrétariat. D'autres n'en avaient qu'un moindre, par exemple, le domestique de l'église, deux garde-malades de l'infirmerie, le garçon du réfectoire des moines, un valet, un serviteur de la salle commune, un cuisinier de la communauté, un autre de l'infirmerie, un boucher, un poissonnier, etc., deux celliers, deux boulangers, deux brasseurs, deux domestiques du dortoirs, un du grenier, deux meuniers (pour un moulin à cheval et un moulin à vent) un « janitor », un savetier, un tailleur, le préposé à la buanderie, celui de l'aumônerie, un charpentier, un cimentier, un plombier, un plâtrier, un ouvrier en fer, un charretier et quatre valets d'écurie, sans parler du gardien, du maréchal et du forestier.

(41) *Cartulary of the Abbey of Ramsey*, *Rolls Series*, vol. 79, p. 3, pp. 248, 293. *Rental and Custumal of Gladstonbury*. Somerset soc. vol. 5, p. 205.

(42) *Cartularium Abbathiae de Rievall*, *Surtees soc.* vol. 83, p. 335.

(43) *Knight Hospitallers in England*, *Camden soc.* vol. 65, p. 214. Un serviteur à Saint-Paul de Londres reçoit un « corrody » et 1/2 penny en paiement de ses services (*Domesday of St Pauls*, *Camden soc.* vol. 69, p. 29 et LXXII) — v. d'autres exemples, in Stuckert, *op. cit.* p. 19-20.

(44) *Calendar of Papal Registers*, vol. I, p. 280.

Bien entendu, la tentation de concéder un versement en argent était trop grande pour que la résistance ne faiblît pas à cet égard, et la coutume se répandit dans toute l'Angleterre de vendre des « corrodies » contre espèces ou de les accorder en échange de la propriété d'un bien transféré au monastère. Ainsi le couvent de Melsa de l'Ordre de Citeaux, sous Guillaume de Dringhow (1349-1353) se procura par ce moyen 500 L., l'équivalent des cinq sixièmes de son revenu annuel. En 1396, il y avait quinze « corrodiers » (45).

Un certain nombre de chartes monastiques accordant cette sorte de « corrody » étaient soumises au roi et confirmées par lui ; il lui arriva de préciser qu'aucune concession de ce genre ne devait avoir lieu de la part d'un monastère sous son *mundium*, sans confirmation royale. Malgré la fréquence de celles-ci, il n'est pas douteux que de nombreux « corrodies » étaient accordés sans que le roi le sût. Les évêques et les seigneurs locaux réclamèrent naturellement le même droit de surveillance (46).

Enfin — et c'est ce qui nous intéresse davantage ici — il y avait des « corrodies » que consentaient les monastères sur la requête du roi, de l'évêque ou de quelque noble donateur.

Si nous considérons d'abord ceux qui étaient demandés par le clergé, nous voyons par exemple que le couvent de la Sainte-Trinité à Londres en 1278 en accorde un à la prière de l'évêque de cette ville, appuyée par un mandement du pape Grégoire X (47). L'évêque de Durham en 1315 imposa à l'Hôpital de Saint-Gilles, à Kipiers, la fourniture d'un « corrody » de 6 s. 8 d. annuellement, et d'autres exemples de faits de ce genre peuvent être trouvés ailleurs (48).

Que d'autre part certains monastères aient été chargés de la sorte à la suite d'insolites demandes émanant de nobles ou de laïques de moindre importance, nous le voyons dans la première loi de Westminster en 1275. Il y est dit en effet : « Parce que les Abbayes et maisons religieuses du pays ont été surchargées et péniblement affligées par l'intervention de hauts personnages ou autres, de telle sorte que leurs biens n'ont plus été suffisants pour elles-mêmes, par quoi elles ont été si grandement annihilées et appauvries qu'elles ne peuvent ni subsister elles-mêmes ni pratiquer la charité comme de coutume, il est fait savoir que ne pourront venir prendre nourri-

(45) *Chronica Monasterii de Melsa*, Rolls séries, vol. 43, P. 3, pp. XIII et LXVII. A Saint-Alban l'abbé Hugues qui mourut en 1326 s'était procuré plus de 1000 L. par la vente des « corrodies ». Les corrodiers dépassaient le nombre de 54. V. d'autres exemples in Stuckert, *op. cit.* p. 20-21.

(46) Stuckert, *op. cit.* p. 21.

(47) *Calendar of Patent Rolls, 1414*, p. 202, *Calendar of ancient Deeds*, vol. V, A. 11956.

(48) *Registrum Palatinum Dunelmense*, Rolls Séries, vol. 62, P. 4, p. 411 — Oliver, *Monasticon Diocesis Exoniensis*, 1846, Exeter, p. 6.

ture ou logement dans quelque maison religieuse de quelque autre fondation que de la ville, aux frais de cette maison, que ceux qui auront été sollicités (spécialement invités ou requis) par le chef de cette communauté avant leur venue. Et qu'aucun à leurs propres frais, n'y entrera et ne viendra y coucher contre sa volonté, à moins qu'ils ne soient de la maison. Et par cette loi, le roi n'entend pas que la faveur de l'hospitalité soit retirée à ceux qui en ont besoin ni que les fondateurs de tels monastères les surchargent ou les grèvent par leurs fréquentes visites » (49). Cette loi vise incontestablement l'imposition des « corrodies » : elle fut interprétée ainsi dans les *articuli Clerici* (50), une quarantaine d'années plus tard, et dans la législation postérieure. De là, on peut conclure que la pratique des requêtes pour entretien de donateurs ou d'autres qui n'étaient ni fondateurs ni bienfaiteurs, avait atteint une telle ampleur qu'elle nécessita une intervention et que même les fondateurs et leurs héritiers surchargeaient leurs fondations.

Mais le roi était le principal coupable en exigeant des monastères la subsistance pour d'autres que ceux qui avaient part immédiate à la vie et à l'œuvre de ces maisons. Pendant une vacance à Ramsey en 1211, trois « corrodies » sur quatre furent accordés sur l'ordre du roi (51). Les « *Close Rolls* » révèlent qu'Edouard I requit de différents établissements religieux sept « corrodies » en 1293 et sept autres en 1297 (52). Cependant Edouard III a réalisé une performance pire encore : 23 en 1349, 5 en 1350, 6 en 1351, 4 en 1353, 7 en 1354, 6 en 1355, 6 en 1356, 10 en 1357, 10 en 1358 et 7 en 1359. En une décade, 79, cela peut ne pas sembler beaucoup mais il faut se souvenir que c'étaient des donations viagères et que les documents dont il s'agit n'en fournissent pas la liste complète. Une comparaison avec les « *Patent Rolls* » et d'autres archives le montre nettement (53).

Les « corrodiers » du roi peuvent se trouver dispersés dans toute l'étendue du territoire. A l'époque d'Henri VII, le système jouait un tel rôle dans les finances royales que l'auteur de la « *Relation italienne* » disait : « Si les abbayes fondées par la Couronne ne versent pas actuellement d'argent au roi, elles sont obligées de supporter les frais d'un, de deux, ou de trois gentilshommes et d'autant de chevaux, avec leur nourriture, au gré de sa Majesté. Parce que, toutes les fois que le roi désire dispenser à l'un de ses serviteurs une existence facile,

(49) *Statutes of the Realm*, 3, Ed. I vol. I, p. 26.

(50) *Id.* 9 Ed. II, p. 171.

(51) *Cartulary of the Abbey of Ramsey*, *Rolls séries*, vol. 79, P. 8, p. 215.

(52) *Calendar of the Close Rolls*, aux années citées.

(53) Stuckert, *op. cit.* p. 23 sur l'enquête ordonnée par Edouard III pour connaître les monastères fondés par ses aïeux, v. Ant. Dadinus, *de ducibus et comitibus provincialibus Galliac*, 1663, Toulouse, liv. I, chap. XI, p. 3-7.

il fait payer les dépenses de celui-ci par un de ces monastères » (54). En 1535, selon le « *Valor Ecclesiasticus* », le roi avait un ou deux « corrodians » dans 119 monastères (55).

Tout de même, le monarque refusait parfois les demandes de secours qui lui étaient adressées (56). Des serviteurs du roi d'anciens compagnons d'armes, des favoris, le vieux chirurgien du roi et son gardien reçurent un généreux asile dans les monastères pour y finir leurs jours déclinants (57). Il arrivait qu'un « corrody » fût imposé comme sanction. Par ordre du roi, il en fut ainsi au détriment d'une abbaye dont les serviteurs avaient maltraité un des familiers d'Edmond, le propre frère du souverain (58).

Les prétentions royales reposaient de toute évidence sur une ou plusieurs des quatre bases suivantes :

- 1 — les terres du monastère étaient tenues du roi, spécialement comme suzerain, c'est-à-dire directement ;
- 2 — le couvent était de patronage royal ou d'avouerie ;
- 3 — le Monastère a été fondé par un aïeul ou un prédécesseur du roi ;
- 4 — l'ancienne fourniture d'un « corrody » à la requête du roi a établi un précédent.

Mais quelquefois elles ne se recommandaient d'aucune. Quand les cas de nomination à un « corrody » étaient portés devant la Justice, les décisions étaient d'ordinaire contraires aux volontés royales (59).

Pour l'étendue territoriale et la distribution des « corrodies », ceux-ci semblent avoir été consentis dans chaque localité d'Angleterre, quoique certains monastères puissent apparaître comme en ayant été exempts. Dans le diocèse de Lincoln, ainsi que le montrent les subsides recueillis en 1526, il y avait 88 « corrodiers » de différentes catégories ainsi répartis (60) :

8	dans 7	maisons sur 19	de la Cité de Lincoln ;
21	» 9	»	31 du Lincolnshire (sauf la ville) ;
6	» 4	»	12 dans le Leicestershire ;
23	» 3	»	16 dans l'archidiaconé de Northampton ;

(54) Pollard, *Reign of Henri VII*, vol. II, p. 23, Camden soc. Publications, série I, vol. 37.

(55) Savine, *English monasteries...* p. 242.

(56) *Records of Parliament*, Roll's Series vol. 98, pp. 199, 200 ; n° 336 et 342 dans les « *Petitions of Scotland* », in *Memoranda of Parliament* (1303).

(57) *Liber benefactorum Ecclesiae Ramesiensis*, Roll Series, vol. 83, pp. 281-385 (Ramsey, 1303).

(58) *Chronica monasterii S. Albani*, Rolls series, vol. 28, p. 3, pp. 469, 484.

(59) *Calendar of Patent Rolls*, 1340, p. 67 ; 1341, p. 293 ; 1346, p. 83 ; 1347, p. 404, 1353, p. 479.

(60) *Subsidy Collected in Diocese of Lincoln*, 152, éd. Halter, Oxford, 1909.

6	»	3	»	8	»	de Huntingdon ;
8	»	5	»	11	»	de Bedford ;
3	»	2	»	10	»	de Buckingham ;
13	»	6	»	13	»	d'Oxford.

Quoique le terme de « corrody » soit lui-même très ancien, H. M. Stuckert n'en a pas trouvé l'usage avant le milieu du XII^e siècle en tant que désignant ce que nous appelons la prébende monacale (61). La vente des « corrodies » paraît de même remonter assez haut (1139) (62). Dans les constitutions d'Hubert, archevêque de Canterbury (1193-1205), il était enjoint de ne délivrer aucun « corrody » sans le consentement de l'abbaye dans son ensemble, autrement dit l'abbé seul ne pouvait en accorder aucun (63).

Il est certain qu'il a été fait un tel abus de ces attributions de « corrodies » — et M. Stuckert n'a pas manqué de leur reconnaître un rôle important dans la décadence monastique — que la situation des établissements religieux s'en trouvait compromise. Les appels à la charité, au lieu de diminuer, comme le déclare de son côté Dom Gasquet (64), devinrent sans cesse plus nombreux, et plus nombreuses aussi les exactions des fondateurs royaux ou autres, jusqu'au moment où le fardeau fut trop lourd pour les faibles ressources des moines. Les papiers d'Etat du règne d'Henri VIII « fournissent la preuve des exigences multiples et croissantes du roi et de ses courtisans à l'égard des monastères. Fermes, manoirs, biens de tous genres, furent abandonnés les uns après les autres, pour se conformer à des requêtes qui étaient en réalité des ordres. Les propriétés et revenus des moines faisaient les frais des pensions dont le nombre allait toujours en augmentant et qu'on distribuait sur la demande de gens à qui il était impossible de refuser ».

Dans certains cas, dit à son tour M. Brewer (65), les abbés étaient tenus de doter les scholars (élèves boursiers de l'Université nommés par le Roi) et de les pourvoir de bénéfices suffisants. Des pensions et des « corrodies » (pensions en nature) étaient accordées, sous le petit Sceau, à des huissiers de la Garde-Robe et de la Chambre du roi, à des auxi-

(61) Stuckert, *op. cit.* p. 23.

(62) *Cartulary of St John of Pontefract*, vol. I, Yorkshire archaeological Soc. vol. 27, p. 274 et *Cartulaire...* id. vol. II, Yorkshire, vol. 30, p. 323. *Rentalia et Custumaria Monasterii Glastoniae*, Somerset Record soc. Vol. 5, p. XXXI.

(63) *Cartulary of the Abbey of Ramsey*, Rolls Series, vol. 79, P. 2, pp. 198, 206. Cf. *Mémoriais of St Edmunds Abbey*, Rolls-series, vol. 96, P. 1, pp. 313 et s. La même défense se retrouve plus tard : l'Archevêque d'York enjoint le 14 octobre 1334 au couvent cistercien de Sinningthwaite de n'accorder « ... pensions, corrodies, rations aux chevaux » ... sans sa permission. Gasquet, *op. cit.*, II, 197.

(64) Henri VIII et les monastères bénédictins, Paris, 2 vol., t. I, p. 27.

(65) B. et Gairdner. *Calendar...* I, 1235, 1360.

liaires de majordomes, à des secrétaires et gentilshommes de la Chapelle royale (66) ; et ces pensions étaient rigoureusement exigées, quelles que fussent les autres charges de la maison.

C'est que le Roi se montrait magnifiquement libéral en pensions et gratifications lorsque d'autres étaient chargés de satisfaire ceux qui étaient l'objet de ses générosités. On sait que, d'après une coutume ancienne, tout évêque, dès qu'il entra en jouissance des revenus de son siège, était tenu, *ratione novae creationis*, de servir une pension décente à un clerc recommandé par la Couronne jusqu'au jour où il lui trouvait un bénéfice convenable. De même les fondateurs et leurs descendants revendiquaient et exerçaient le droit d'imposer aux maisons religieuses dont ils étaient les patrons, l'entretien et souvent l'hébergement de parents pauvres ou de protégés besogneux. Ainsi sur l'ordre d'Henri VIII, le dernier abbé de Tavistock, le 16 janvier 1512, octroya à un certain John Amadas la pension en nature qui était auparavant servie à Henry Coleis, bénéficiaire jadis nommé par la Couronne, mort depuis peu. Ce « corrody » consistait, d'après la description qui nous reste, en « un pain blanc », un autre pain appelé « Pe-quarter », un plat dit « général », un autre plat de viande ou de poisson dit « pitance », trois « potées » de bière ou trois « half pence » (sous) par jour, plus une robe fourrée à Noël chaque année, du même genre que celle de « nos squires », ou la sommes de 20 shillings. Lorsque John Amadas se trouvait à l'abbaye, on devait lui fournir une chambre convenable, le logement pour un cheval, trois chandelles, appelées « chandelles de Paris », avec du feu dans sa chambre, du foin pour son cheval, « comme en reçoivent nos squires ». Lors de la dissolution du monastère, la Cour d'Accroissement octroya à John Amadas, le 29 avril 1559, « pour remplacer tous ces comforts et avantages journaliers, une annuité de 5 livres » (68).

Ainsi chaque « corrody » était en lui-même assez onéreux et dans de petits couvents il risquait de peser très lourd : témoin le prieuré des Bénédictines de Langley qui fut supprimé en 1536 : il en supportait deux, quoiqu'il n'eût comporté que six religieuses et une prieure. Il y avait en outre un aumônier, quatorze serviteurs et tenanciers (69).

Si cette institution, par son exagération même, a contribué à la ruine des monastères, il faut ajouter à sa décharge qu'elle n'a pas toujours eu un caractère obligatoire. Il y eut des attributions faites de plein gré, d'une manière contractuelle : un

(66) *Id.* I 49-60, 106, 615, 920, etc.

(67) Brewer. *Henri VIII*, I, p. 50.

(68) Dr. Oliver. *Monasticon Dioces-Exon*, VI.

(69) Gasquet, *op. cit.* II, 197.

exemple typique en est donné par cet acte passé le 26 septembre 1533 avec le prieuré de Briddlington et que reproduit Dom Gasquet (70) :

« Le présent contrat, fait à Briddlington ce vingt-sixième jour de septembre, en l'an de grâce mil cinq cent trente trois, est pour attester que nous, Guillaume, Prieur du Monastère de Briddlington, dans le diocèse d'York et le couvent dudit diocèse, avons donné et octroyé, de notre plein gré et consentement, après mure réflexion, et par les présentes donnons et octroyons, en notre nom et en celui de nos successeurs à Sir Christophe Taylor, clerc et curé de Swafield dans le diocèse de Lincoln, ainsi qu'aux ayants-cause, durant le cours de la vie naturelle dudit sir Christophe Taylor, curé, un « corrody », autrement nommé « canon right ». C'est-à-dire : huit pains de froment, qui devront être pris toutes les semaines dans le cellier du couvent. Plus, six gallons de bière du couvent et deux gallons de petite bière, pouvant être pris à la brasserie à tout moment. Plus, tous les jours, un déjeuner comprenant du bœuf et du potage (s'il en reste) pareil à celui que mangent les frères de la Communauté, avec tel plat de viande ou de poisson qui sera servi aux frères dans le réfectoire, autrement nommé le « frater », déjeuner devant être reçu chaque jour à la cuisine du couvent, cuit ou cru, selon le bon plaisir dudit sir Christophe Taylor, curé, ou de ses ayants-cause. Et, chaque fois qu'on servira aux frères du susdit couvent, dans leur « frater » ou réfectoire, un second service, alors le susdit sir Christophe Taylor, curé, ou ses ayants-cause, pendant le cours de sa vie naturelle, comme il a été plus haut mentionné, auront droit au second service, que ce soit poisson, ou viande de boucherie, liqueurs, potages ou autres aliments compris dans la provision du sous-cellierier alors en fonctions.

« Et s'il arrive, en un temps quelconque, que ledit sir Christophe Taylor, curé, ou ses ayants-cause, prennent leur mouton cru, avec l'intention de le réserver pour le souper, alors nous voulons que le cuisinier du couvent, quand il fera le potage des frères, fasse bouillir ladite viande dans sa marmite à potage, chaque fois qu'il en sera prié par le susdit sir Christophe Taylor, curé, ou ses ayants-cause pendant la durée de sa vie naturelle, comme il a été plus haut mentionné.

« De plus, lesdits prieurs et couvent, en leur nom et au nom de leurs successeurs, ont octroyé audit sir Christophe Taylor, curé, ou à ses ayants-cause, une chambre donnant sur la cour antérieure, appelée « chambre du commis de l'économat », avec la petite maison qui est au pied des escaliers ou marches, récemment occupée par Thomas Brigham, « esquiere » ; les réparations à faire dans ladite chambre restant au

(70) *Id.* p. 505, appendice.

compte des susdits prieur et couvent, ou de leurs successeurs, pendant la durée de la vie naturelle du susdit sir Christophe Taylor, curé.

« De plus, le susdit sir Christophe Taylor, curé, et ses ayants-cause recevront un pâturage suffisant pour deux chevaux, qui paîtront en été, dans les prés du couvent, et aussi, en hiver, une nourriture suffisante pour un cheval, qui sera logé et gardé dans l'écurie du susdit prieur, ou de ses successeurs, pendant la durée de la vie naturelle dudit sir Christophe Taylor, curé.

« A nous de tenir et garder le susdit « *corrody* » ou « *canon right* », dans toutes les clauses énoncées plus haut de la manière et façon ci-dessus mentionnées, envers le susdit sir Christophe Taylor ou ses ayant scause, à dater du jour du présent contrat jusqu'à la fin et au terme de la vie naturelle dudit sir Christophe Taylor, curé de Swafield ».

Peut-être convient-il maintenant d'essayer de faire le point.

Une première constatation s'impose. Le « *corrody* » ou *corrodium* n'est au fond qu'une prébende monacale. Quelle que soit la modalité qui l'affecte, il consiste essentiellement la plupart du temps en une prestation en nature, sous forme de vivres, de logement, de vêtement, égale ou inférieure à la portion que devait chaque jour toucher le religieux, assortie parfois en plus d'une collation en argent. Il est à remarquer que beaucoup plus rarement, il s'agit d'un versement en espèces seul, ce que nous appelons maintenant rente viagère. En somme, il est permis de dire que la règle exige le paiement en nature. On se souvient qu'en France la pratique des prébendes monacales présentait des caractères analogues.

Il y a lieu de noter, d'autre part, que cette imposition s'exerce toujours sur une communauté religieuse, que ce soit une abbaye, un prieuré, une église collégiale, un hôpital, etc. Par ordre ou à la demande de qui ?

Ici encore, nous devons enregistrer des similitudes curieuses mais explicables en raison de la compénétration des peuples et des coutumes à cette époque. Le roi sans doute d'abord et les grands du royaume, des seigneurs de moindre importance aussi s'adjugent le droit de disposer des biens des monastères ou d'en requérir la jouissance. Le clergé de son côté agit de même et enfin la masse de tous ceux qui, contre espèce ou en échange de donations variées, et avec des intentions diverses, entend profiter des mêmes avantages. Tout cela ressemble étonnamment à ce que l'on a vu ailleurs.

Au profit de qui ? Si l'on met à part tous ceux qui, au monastère, ont de plein droit, parce qu'ils font partie de la communauté, la jouissance, et dans une certaine mesure la propriété même de leur portion, c'est-à-dire les moines, nous trouvons les mêmes catégories de bénéficiaires que précédem-

ment. Ceux-ci sont des familiers du roi ou des grands, leurs serviteurs, d'anciens soldats, des protégés à un titre quelconque à qui l'on veut assurer une fin digne et... peu onéreuse. Pour les finances du concédant, bien entendu. Qui encore ? le personnel plus ou moins permanent des abbayes et qui trouve ainsi, en rémunération de son travail le vivre et le couvert ; les travailleurs du dehors qui, lorsqu'ils viennent se mettre occasionnellement au service du monastère, y reçoivent de la sorte leur salaire ; des pensionnaires de toute sorte, venus des rangs du clergé séculier qui veulent éteindre leurs jours dans une calme retraite, ou de simples fidèles qui, pour la rémission de leurs fautes ou par dévotion au saint lieu, s'en remettent à l'abbaye du soin de leurs âmes. Rien de tout cela ne diffère de ce qui existe sur le continent. D'autant plus qu'il ne faut pas oublier la domination anglaise qui pesa à certaines époques sur des portions, parfois assez vastes, de notre territoire. L'examen des rôles gascons montre que, pendant de longues années, les rois d'Angleterre ont accordé des « corrodiés » dans les abbayes de notre Sud-Ouest (71). H. M. Stuckert a cité d'autre part des textes qui concernent la Normandie (72).

Cet usage des pensions alimentaires était tellement répandu et habituel dans ces provinces à l'instar de ce qui se pratiquait en Angleterre, que, à la cessation de l'emprise anglo-saxonne, elles passèrent sans transition au système français qui reprit vigueur après la reconquête du royaume et dès que la paix recommença à fleurir quelque peu sur le sol de France (73).

Il n'est pas douteux en outre que le système du « corrody » a donné lieu de l'autre côté de la Manche à d'aussi grandes difficultés que la pratique des prébendes sur notre terri-

(71) Par exemple, celui qu'attribue Richard II le 18 Août 1379 (1380) sur l'abbaye de Sainte-Croix de Bordeaux (*Catalogue des rôles gascons*, Th. Carte, t. I, p. 166, n° 2). Le même roi en octroie un autre le 8 mars 1384 (1385) à Guillaume Tynet, sur l'abbaye de Saint-Sever en Gascogne (*id.* p. 174, n° 15). La pratique s'en poursuivait encore au XV^e siècle, puisque Henri VI entra en conflit à ce sujet avec l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux. Le 3 février 1438-1439, un nommé Richard Logan avait été nommé par lui à cette place occupée précédemment par un autre titulaire. Quand il se présenta le 3 novembre 1439, les moines qui, à ce moment, étaient en difficultés avec le monarque anglais, refusèrent de le recevoir. Ce fut seulement en 1433 qu'ils en acceptèrent un autre, Richard Skelton, désigné par le même Henri VI (*id.* t. I, pp. 220, n° 10 et 238). V. A. Chauliac, *Histoire de l'Abbaye Sainte-Croix de Bordeaux*, (*Archives de la France monastique*, vol. IX), Ligugé, 1910, pp. 186, 187.

(72) V. plus haut, p. 180 et notes 32 et 33.

(73) V. par exemple, l'arrêt du Parlement de Bordeaux, en date du 9 février 1487, au sujet d'une place de religieux lai à l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux en faveur d'un vétéran, Pierre de Lezeray. Des arrêts du Parlement de Normandie intervinrent de même de bonne heure. (V. ceux que nous avons cités, plus haut, p. 180).

toire (74). Il est vraisemblable qu'elles ont été plus nombreuses même, en raison de la persistance de l'institution en Angleterre, tandis qu'en France par suite de l'invasion, des guerres et des calamités de toute sorte qui ont frappé notre pays pendant plus d'un siècle, le système correspondant subit nécessairement une éclipse. C'est là, en fin de compte, une différence entre les deux institutions, purement occasionnelle, pourrait-on dire, en tout cas d'ordre strictement historique et qui ne touche nullement à la nature ou aux modalités d'application de l'une ou de l'autre. On ne saurait dès lors soutenir que ce soit là un signe distinctif. En existe-t-il d'autres ? Il ne le semble pas. Il serait dans ces conditions permis d'affirmer que les termes « corrody » et prébende recouvrent la même substance accommodée de deux noms différents. C'est elle qui porte en germe le « droit d'oblet » que nous verrons se développer spécialement en France tandis qu'en Angleterre la dissolution des monastères sous Henri VIII étouffe dans l'œuf cette institution dont les premiers éléments existaient déjà et qui aurait sans doute pris la même extension qu'ailleurs. Le roi nommait dans des monastères en vertu de ses droits de fondateur ou de patron ; notons toutefois une nuance : dans

(74) On en peut trouver un exemple édifiant à propos du prieuré de Worcester dont l'enregistrement des actes officiels permet de se rendre compte des complications que suscitaient ces concessions (J. A. Wilson, *the liber albus of the priory of Worcester* (1301-1339) Londres, 1919). En 1301, le prieur explique au roi les raisons pour lesquelles il ne peut accorder la pension onéreuse qui lui est demandée (n° 40) ; en 1314, le roi requiert un bon pain pour Nicolas de Renty en récompense des bons services de celui-ci (n° 640-642) ; en 1316, le roi commande de donner le même à Jean le Barbier ; il insiste et n'accepte pas les excuses (n° 702-7) ; le prieur déclare qu'il est surchargé et ne peut accorder le « corrody » (n° 708) ; le roi insiste, le prieur réclame pitié, le roi cite le prieur devant lui s'il n'obéit pas ; il faut céder « ad instantiam regis » n° 712-13-16-17) ; en 1320, le roi demande un pain pour un valet, le prieur répond qu'il est déjà chargé de Jean le Barbier (n° 881-2) ; peu après, deux autres réclament des pains de la part du roi (n° 897-9) ; en 1322, un « corrody » devient libre, le roi le donne à un autre (n° 938) ; la concession est faite à une femme, le couvent proteste et offre 10 marcs, le roi insiste, le couvent refuse (n° 966, 967, 973) ; cela entraîne des représailles ; de longues discussions s'ensuivent mais le roi exige péremptoirement d'être obéi ; néanmoins le couvent refuse et suggère de placer cette femme chez les moniales de Muncaton. On fait appel à l'entremise de la reine ; celle-ci déclare qu'on doit obéir au roi. On lui envoie deux moines pour s'expliquer ; le roi cite le prieur et réclame un rapport complet sur les pensions et les pains dont le couvent est chargé (n° 991, 4, 6, 9 ; 1000, 1, 4, 9). Malgré la mauvaise humeur du roi à propos du refus d'accepter Alice Conan, le couvent maintient son opposition devant le roi et la reine (n° 1014, 16, 17, 19, 20 22). Le prieur gagne son procès et consent à accorder un don annuel sous garantie d'une chartre munie du grand sceau que la maison de Worcester sera désormais libre de pareilles charges. La reine remercie pour le don mais le trouve insuffisant. Le prieur répond qu'il ne peut faire davantage. On donnera annuellement 10 livres « intuitu caritatis », à condition de n'être plus chargé de pareil fardeau et en 1327 le roi déclare que ce don ne constitue pas un précédent (n° 1034, 1033, 1043, 1047, 1118, 1125). L'affaire avait duré plus de vingt-cinq ans. V. Dom Berlière, *La familia...* p. 109, 114.

aucun des textes anglais que nous connaissons, il n'est fait mention du droit de joyeux avènement avec lequel se marie en France le droit aux prébendes monacales. Si ce n'est là une différence profonde entre les institutions des deux pays, du moins convient-il de souligner en passant cette particularité, sans y attacher une importance spéciale.

En somme, elles se sont développées non parallèlement parce qu'elles sont issues et des mêmes besoins et des mêmes droits, et qu'elles se recourent constamment, mais suivant deux lignes de valeur à peu près égales. C'est en France que nous trouvons les premiers textes relatifs à ces prébendes monacales qui, pendant tout le moyen-âge vont jouer dans notre pays un rôle politique, spirituel, économique et social, avec quelques éclipses dus aux événements. C'est après la conquête normande que s'implantera cette coutume, qu'elle deviendra une institution florissante dans une certaine mesure mais à vrai dire ruineuse qui ne cessera qu'au moment de la Réforme, tandis que chez nous, après un arrêt au XIV^e siècle dû aux malheurs des temps, elle renaîtra cent trente ans plus tard pour adopter progressivement une nouvelle forme et disparaître dans la tourmente révolutionnaire. Le « droit d'oblat » trouve aussi bien dans le « corrody » que dans la prébende une antériorité marquante (75).

(75) Les concessions de « corrodies » en faveur de serviteurs du roi ont été assez fréquentes et de bonne heure dans les coutumes anglaises. En dehors des cas que nous avons cités plus haut, v. notes ; il convient de signaler encore les faits suivants pris un peu au hasard : 1301, pour un « fidèle » serviteur, Jean de Bromsgrove le Traior (J. W. W. Bund, *The register of the Diocese of Worcester...*, Oxford, 1897, p. 39-43) ; 1331, pour un serviteur (Ramsay, *Chronicon Abb. Ramesiensis*, 1886, Londres, t. III, p. 400-408) ; 1340, pour Nicolas de Wycombe, (« Gayte » du roi (*Litterae Cantuarienses*, ed. Sheppard, 1888, Londres, t. II, p. 234, 6). Le cas suivant est spécialement révélateur : il s'agit d'une supplique adressée en 1302 à Edouard I : « Anre Seygnur le Roy prie Gilbert del Bed, de sicum il ad este son sumeter vint ans e plus, e en tems de guere dela la meer et de ca en garnestures dys ans, e puis fu pris ore la deregna demure nostre Seygnur le Roy en Escoce, e nauffre des Escotz qe il ne peut sei mesmes desormes ben yder, qe il le voille si lui pleut graunter sa lettre a akune mesun de Religiun, que ne soit charge de autre par le Roi pursun vivere aver, sicum il fet sa grace a autres qe li unt si lungement servy — Responsio — Nominet aliquem locum Religosum non oneratum Regem ; Et Rex scribet pro eo... etc. Postea idem Gilb' venit et nominavit loca scilicet Bardeney vel Leycestriam ». (*Rolls of Parliament*, t. I, p. 136 b n° 13). Une supplique de décharge adressée par le prieur de l'Eglise St.-Swithon de Winchester à propos des « corrodies accordés à différents valets du roi, Menald de Fountz et Henri Hwyyff », datée de l'année 1347, est de même à noter (*id.* t. II, p. 198 a n° 86). Dans les *Rôles normands*, nous trouvons aussi des concessions en faveur de serviteurs ; par exemple, en 1418-9, « de corrodio in abbacia de Thame, concessio Nicholao Lary, servienti, de spiceria Regis (p. 268 m. 11, *Catalogue des rôles normands*).

SECTION 2. — Les « *Panis Briefe* ».

Après les pays anglo-saxons, les territoires de domination germanique. L'on voit une institution aux noms variés : « *literae panis* », « *vitalicii* », « *alimoniae* », « *Fressbriefe* » et enfin « *Panis Briefe* » qui semble assez caractéristique par ce composé d'allemand et de latin révélateur de deux faits : une origine ancienne et une localisation dans l'application.

La première est naturellement difficile à préciser. Elle paraît même devoir rester inconnue. Sans doute l'on a rattaché ces attributions de pains au droit de gîte dont jouissaient les souverains ou à celui qu'ils revendiquaient de disposer des biens des églises et monastères impériaux ou royaux. C'est ainsi que dans une lettre de concession d'une pension de ce genre sur l'abbaye d'Heilbronn en 1577, l'Empereur Rodolphe II dit : « D'après une antique coutume, l'empereur a le droit de désigner en chaque église ou monastère du Saint-Empire une personne pour y jouir d'une prébende » (76). Mais d'une part il s'agit d'un rappel assez vague d'un privilège prétendu, et d'autre part cela ne suffit pas pour donner un cachet spécial aux « *Panis Briefe* » et permettre de les distinguer des autres institutions analogues.

En revanche l'on a tenté d'établir un lien de filiation entre celles-ci et le droit de « *primariae preces* » (77) en vertu duquel il était possible d'imposer aux maisons religieuses, ou aux cathédrales et églises la nomination d'un bénéficiaire que la communauté devait accepter. Une charte de l'empereur Charles IV en 1350 et une autre de Venceslas, en 1376 invoquent ce droit qui semble remonter à une ancienne coutume germanique (78) mais qui ne paraît pas tellement différente de la collation des pains d'abbaye.

Maximilien I semble en avoir usé abondamment. Fidèle aux traditions de ses ancêtres, alors qu'il vient d'être élu et couronné roi des Romains (16 février-9 avril 1486), il adresse à différentes autorités ou corporations des Pays Bas ses *primariae*

(76) Sugenheim, *Staatsleben des Klerus im M. A.*, Berlin, 1839, t. I, p. 361 et s. cité par Dom Berlière, *la familia...* p. 111. (G. Mück — *Beiträge zur Gesch. von Kloster Heilsbronn*, Ansbach, 1839, t. I, p. 346) *id.*

(77) Dom Berlière, *La familia...* p. III.

(78) Sur ce droit de *primariae preces*, v. Du Gange, *Glossarium...* « *Preces primariae* », H. von Srbik, *Zum jus primarium precum* (*Zeitschrift der Savigny — Stiftung*, XXXV, Kan. Abt. IV, 1914) p. 486-497 — H. Bauer, *Das Recht der ersten Bitte bei den deutschen Königen bis auf Karl IV* (*Kirchenrechtl. Abhand.* Heft 94, Stuttgart, 1919) — J. B. Goetstouwers, *Les primariae preces de Maximilien I aux Pays-Bas*, 1486 et s. (Bull. Comm. roy d'hist. de Belgique t. LXXXVIII, 1924, p. 13-91) — J. Laenen, *les archives de l'Etat à Vienne*, Bruxelles, 1924, p. 303-4 — H. de Voght *Invent. des Arch. de l'Univ. de Louvain*, 1426-1797, aux arch. gén. du royaume à Bruxelles, Bruxelles, 1927, p. 425-6.

preces, c'est-à-dire qu'il leur enjoint de pourvoir d'un bénéfice les personnages qu'il désigne. Il a soin du reste de nous en transmettre la formule courante : « Divina super dispensatione ad regale sublimati fastigium, Augusti nomine suscepta, debitum arbitramur, ut inter alia regni romani jura, etiam laudabiles diutissimasque consuetudines servemus illeras... Id civeo regni nostri jura et consuetudines ut tenemur persequi, predecessorum vestigiis inhere volentes » (79). Les corporations ou les dignitaires ecclésiastiques auxquels on donnait un tel ordre, non seulement ne mettaient pas toujours beaucoup d'empressement à y satisfaire mais même se refusaient parfois à l'exécuter : les minutes de certaines lettres en fournissent la preuve (80).

(79) *Reichs Registratur*, vol. EE, an Haus. Hof und Staats Archiv., à Vienne.

(80) Pour illustrer l'abondance et la diversité des attributions ainsi faites par Maximilien I, il convient d'en énumérer un certain contingent prélevé dans l'ensemble que cite J. B. Goetstouwers : « Pro Arnoldo Poger ad coll. decani et capituli ecclesie collegiate Antoniensi (Antoing) Cameracen. dioc. — Goes, XX juin LXXXVI » — *op. cit.* p. 22. — « Pro Petro Regis ad coll. abbatis et conventu monasterii Altimontis (Hautmont) O.S.B. Anntwerp, VI oct. LXXXVI » — *op. cit.* p. 23. — « Pro Petro Lucx, alias Coels, ad coll. decani christianitatis Alostensis (Alost), et directori ac ceteris presbyteris et sociis, quorum interest conjunctim vel divisim, ecclesie S. Martini Alostensis pro cotidiana plombeorum aut alia quacunque distributione — Bruxellis, X nov. LXXXVI ». — « Pro Engelberto, comite de Nassaw, ad coll. prepositi decani et capituli ecclesie Cathedralis Argentinensis (Strasbourg). Bruxellis, XXVI nov. LXXXVI » — *op. cit.* p. 24. — « Pro Frederico Koutenbruwer, arcium magistro, clerico colonien. dioc. ad coll. decani et capituli ecclesie collegiate in Arnheim, Trajecten. dioc. — Wels, XII juni LXXXX » — *op. cit.* p. 25. — « Pro Roberto de Varlet, ad coll. abbatis et conventus monasterii Walspriensis et Hasteriencis, in comitate Namurcensi (Waulsort et Hastières). Léodien. dioc. in castris apud Lenns in Arthesia, XX aug. LXXXVI ». — « Pro Elisabeth de Campo, pro prebenda ad monasterium prioris et conventu in Winndern (Binderen), Lestiona dioc. Bruxellis, XVI nov. LXXXVI » — *op. cit.* p. 26. — « Pro Barbara Teschitzin ad coll. patris et matris monasterii S. Gertrudis, ordinis regularium S. Augustini, opidi Busciducensis (Bois-le-Duc), Leodien. dioc. Brugis, XX marcii LXXXVII ». — « Pro Ermgalda Smeds, filia Johannis Smed presbyteri, ad prebendam patris et matris monasterii retro Tolbrugh, vercii ordinis S. Fancisci, opidi Busciducensis. Brugis, XX marcii LXXXVII » — *op. cit.* p. 28. — « Pro Adam ven den Lyanden ad coll. abbatissae et conventus monasterii in Bilsen, Leodien. dioc. Hoszdram, secundo junii LXXXVI » — *op. cit.* p. 29. — « Pro Wilhelmo de Paw (Peau) ad coll. persone personatus ecclesie parochialis in Baesrode (Termonde). Cameracen. dioc. Brugis, VII aug. LXXXVI ». — « Pro Katherina, filia Jacobi Veseler, aurifabri, ad prebendam magistri et conventus tercie regula O. S. Francisci in ulen borch (Milenburg), Leodien. dioc. Brugis, XIX maii LXXXVII » — *op. cit.* p. 31. — « Pro Johanne de Glime ad coll. episcopii Cameracen. ad beneficia curata, etiam ad canonicatus et prebendas ac dignitates in ecclesia Cameracen cathedrali. Bruxellis, XIII julii LXXXVI » — *op. cit.* p. 33. — « Pro Sigero de Hingene ad coll. abbatis et conventus monasterii S. Andree de Castello (Le Câteau), O. S. B. Cameracen. dioc. Anntwerp, VI oct. LXXXVI », *op. cit.* p. 34. — « Pro magistro Paulo de Porta ad coll. prepositi S. Petri Casselatensis (Cassel), Morinen. dioc. Brugis, XXVI marcii LXXXVII », *op. cit.* p. 3. — « Pro Caspare Reynegh ad coll. decani et capituli ecclesie S. Livini opidi Daventriensis, Trajecten. dioc. Colonie, secundo maii LXXXVI », *op. cit.* p. 37. — « Pro Arnoldo Michaelis de

Pour J. B. Goetstouwers qui les a spécialement étudiées (81), ces *primariae preces* (expectative, Anwartschaft) « étaient primitivement des lettres par lesquelles le Pape faisait pourvoir d'un bénéfice ecclésiastique des prêtres méritants. On en trouve au XII^e s. Comme toute autre institution, celle-ci prêta à des abus : des évêques, des abbayes et des chapitres s'arrogeaient le même droit de présenter des candidats aux bénéfices. Déjà au XIII^e s., tels sont les excès auxquels donne

Arnheim, decretorum doctore, regie majestatis secretario, ad coll. prepositi in Vaerle, monasteriensis et prioris curati ecclesie parochialis in Monte in Davantria, O. Praemonstraten. Trajecten. dioc. Campidonie, XIII maii LXXXXIII ». — « Pro Johanne Hornsbach ad coll. abbatis et conventus monasterii Egmundensis, Trajecten. dioc. » *op. cit.* p. 38. — « Pro comite Ennglberto de Nassaw, ad coll. decani et capituli S. Severi opidi Erfordensis (Erfurt), maguntine dioc. (Mayence), Brugis, VII aug. LXXXVI », *op. cit.* p. 39. — « Pro domino Francisco de Busleiden ad coll. abbatis et conventu in Gorgia (Gorze), O. S. B., Meten dioc. Bruxellis, XIII julii LXXXVI », *op. cit.* p. 43. — « Pro Johanne de Gladwach ad coll. prioris monasterii in Geconsart apud Namurcum, Leodien. dioc. Anntwerp, XII oct. LXXXVI », *op. cit.* p. 44. — « Pro Comite Ennglberto de Nassaw ad coll. abbatis et conventus monasterii in Heylzbrunn (Heilbronn), Bambergen. dioc. Brugis, VIII aug. LXXXVI », *op. cit.* p. 46. — « Pro Godefrido de Dommele, arcium magistro, ad coll. investiti ecclesie parochialis in Hasselt, Leodien. dioc. Brugis VII aug. LXXXVI ». — « Pro Johanne de Roda, alias de Glahecke ad coll. episcopi Leodien. Ad prebendam ecclesie collegiate opidi Huyensis (Huy), Leodien. dioc. Bruxellis XII nov. LXXXVI », *op. cit.* p. 46. — « Pro Johanne Menchen ad coll. episcopi Leodiensis », *op. cit.* p. 48. — « Pro Johanne de Reyda, ad coll. prebendam S. Johannis Leodiensis. Aquis, IX aprilis », *op. cit.* p. 49. — « Pro Henrico Donselaville ad coll. domicellarum et capituli ecclesia B. Waltrudis opidi Montis Hannonie. Andwerpie XI oct. LXXXVI », *op. cit.* p. 53. — « Pro Ferdinando Boutins, sommelario oratorii Regis, ad coll. abbatisse ecclesie collegiate S. Gertrudis Nivellensis, Leodien. dioc. Dordraci, VI junii LXXXVI ». — « Pro Comite Ennglberto de Nassaw, canonico metrop. ad coll. opidi Nurmberg. Bruxellis, XXV julii LXXXVI », *op. cit.* p. 57. — « Pro Johanne de Seyn, comite de Witgenstein, ad coll. abbatis et conventus monasterii in Stafl (Stavelot) Leodien-dioc. » *op. cit.*, p. 62. — Pro Johanne Menchin, ad coll. abbatisse in Thorn, Leodien. dioc. — Pro Johanne Glapp ad Menchin, ad abbatis et conventus S. Trudonis, Leodien. dioc. — Pro Johanne Menchin, ad coll. decani et capituli ecclesie Cathedralis Trajecten. Inferioris. — Pro Johanne Hornsbach ad coll. decani et capituli ecclesie collegiate S. Salvatoris Trajecten Inferioris — Pro Arnoldo Ennglbrecht ad coll. prepositi B. M. V. Trajecten Superioris, Leodien. dioc. », *op. cit.* p. 63. — « Pro Wesselo de Lo ad coll. prepositi ecclesie collegiate B. M. V. opi di Tungrensis, Leodien. dioc. Hosdam, ultima maii LXXXVI ». — « Pro Wilhelmo de Alpen, decretorum doctore, ad coll. decani et capituli ecclesie collegiate S. Petri Trajecten-Inferioris. Breda IX junii LXXXVI. — Pro Luca de Phortzhaine, ad coll. decani et capituli B. M. V. Trajecten. Inferioris. Colonie, XXIII abri'is LXXXVI », *op. cit.* p. 64. — « Pro Ludovico Brunn utriusque juris doctore ad coll. abbatis monasterii S. Pauli Trajecten. Inferioris. Ulme idibus sept. LXXXI. — Pro Ottone de Lannghen consiliario, ad coll. decani et capituli ecclesie collegiate S. Johannis Trajecten. Inferioris. Confluentie, nona oct. LXXXII », *op. cit.* p. 69. — « Pro Johanne de Bubay, alias de Viseto, ad coll. abbatis et conventus monasterii S. Vedasti (S. Vaast) Atrabaten. dioc. Antwerpie, VII oct. LXXXVI », *op. cit.* p. 71. — « Pro Johanne Cawenberg ad coll. abbatis et conventus monasterii in Zunebecke, O. S. B. Morinen. dioc. Bruxellis XXIII nov. LXXXVI », *op. cit.* p. 72.

(81) *Op. cit.* p. 14.

lieu cette coutume que de nombreux monastères se font exempter par le Pape de l'obligation de donner suite à ces *primariae preces* et *mandata de providendo*. Pendant le grand schisme d'Occident, le mal empire encore et la nécessité d'une réforme se fait de plus en plus impérieusement sentir. Au Concile de Constance, Martin V renonça partiellement à son droit, le Concile de Bâle (82) et surtout celui de Trente (83) prirent des mesures plus énergiques pour remédier à la situation. Quant à l'Empereur qui, principalement à l'occasion de son avènement, avait de bonne heure usé de ce privilège, il en continua l'exercice jusqu'à la fin du Saint-Empire Romain. Les anciens auteurs de droit canon relèvent cette prérogative impériale (84).

Il est vraisemblable que la pratique du « pain d'abbaye » soit postérieure à celle des *primariae preces* ; mais ne s'agit-il pas dans les deux cas d'une concession de provision ? est-ce que cette coutume ne se serait pas exercée sous les deux dénominations, tantôt sous l'une, tantôt sous l'autre ? Cette attribution peut être faite à un laïque — les exemples surabondent — en vertu du droit de « première demande » (erste Bitte) invoqué par le collateur. Il en est d'antérieurs à ceux qui ont été cités : en 1434, l'empereur Sigismond accorde à Berthols Specklin, serviteur de son chancelier, une lettre de pain pour l'abbaye de Weingarten. L'abbé Jean accuse réception de la lettre du roi des Romains, devenu empereur « mit seiner ersten keiserlich und romischen Bette », accordant audit Berchtold « ayne Layen herren pfrund » conformément aux « erste gebette von römischen Keisern und Künigen », et déclare que le serviteur dont il s'agit peut venir au monastère pour y recevoir l'entretien, sa vie durant (85).

Mais il est possible de remonter plus haut puisque, après sa victoire de Mühldorf (28 septembre 1322) sur Frédéric le Beau, Louis V de Bavière, le 28 novembre, s'adressant à l'église St Florent de Hasslach, faisait allusion de la manière suivante

(82) Sess. XXXI. Decretum de collat. benefic.

(83) Sess. XXIV, c. 19 de refer.

(84) Cf. Jac. Wiestner, *Institutionum canonicarum et juris ecclesiastici...* liber III. Munich, 1705, pp. 107-123 ; de primis precibus Imperatoris ac Regis Romanorum ; Fr. Schmier, *Jurisprudentia canonico-civilis seu Jus canonicum universum juxta quinque libros Decretalium*, Venise, 1781, p. II, p.p 73 et s. de primis precibus Imperatoris ; H. von Irbik, *zum Jus primarium precum*, zeitschrift der Savigny Stiftung, XXXV, Kan. abteil, 1914, IV, pp. 486-497 ; H. Bauer, *Das Recht der ersten Bitte bei den deutschen Königen bis auf Karl IV*, Stuttgart, 1919.

(85) G. Hess, *Prodomus monumentorum Guelficorum seu catalogus Abbatum imperialis monasterii Weingartensis*. Augsbourg, 1781, p. 162-3 cité par Berlière, *op. cit.* p. 112. Nombreuses sont les concessions de lettres d'expectative ou de nomination pour une place de moine, et ailleurs de chanoines ou bénéficiers, accordées par les empereurs et princes en vertu du droit de « *primariae preces* » (Dom Berlière, *op. cit.* p. 111).

à la pratique des « Bittbriefen » ou lettres de demande : « Igitur predecessorum nostrorum dive memorie vestigiis intractantes, ne jura nostra et imperii negligere videamur, qui ex officio administracionis de super nobis tradite alios debemus in justa justitia confovere, vobis... dirigimus » (86). Les termes ont pu varier : *prima petitio*, *primitiae precum*, *preces post coronationem*, *primae preces regiminis*, il semble que pour ceux qui les utilisent, non seulement le sens mais la chose sont les mêmes. H. Bauer qui a consacré un ouvrage à cette institution, écrit : « Seit dem 13^e Jahrhundert haben die deutschen Kaiser mit Rücksicht auf ihre Krönung sowohl zum Deutschen König wie auch zum Kaiser das Recht geübt, einmal nach denselben von jedem zum Verleihung von Benefizien und Pfründen oder zur sonstigen Verfügung über solch berächtigten Stift oder Kloster in deutschen Reich die Uebertragung einer Pfründe auf eine von ihnen bezeichnete Person oder Aufnahme derselben als Kanoniker, Mönch oder Nonne zu Verlangen » (87).

En janvier 1257, a lieu l'élection de Richard de Cornouailles ; son couronnement intervient le 17 mai de la même année et le 28 de ce mois il demande sur le chapitre de la cathédrale de Passau l'attribution habituelle en invoquant la coutume ancienne : « Predecessorum nostrorum regum ac imperatorum Romanorum vestigiis inherentes, qui in qualibet sui regni ecclesia collegiata super unius provisionem persone petere consueverunt et cum omni promptidine ex audiri » (88).

Pour l'année 1311, on trouve une mention plus explicite : « Item petatur, quod dominus coronatus in imperatorem habeat potestatem ponendi in qualibet ecclesia cathedrali collegie et conventu unam personam ydoneam non obstante si habeat plura beneficia et hoc pro honore domini et imperii in toto imperio » (89). Et ailleurs : « ... primarias preces nostras in iure et consuetudine nobis in iocunda creatione nostra competentes » (90). On rencontre du reste dans les « lettres de pain » beaucoup de variantes, tenues pour générales ou spécialisées, comme : « beneficium vel prebenda », « canonicatus et prebenda » « prebenda » (91), et le même auteur précité ajoute que l'expression « ou un provende ou un lin ou un pain pour un moine » rappelle le tour des « lettres de demande » françaises pour la « joyeuse entrée » comme plus tard aussi en usèrent les Habsbourg pour leur héritage bourguignon, par exemple, Maximilien lors d'un « mandat » sur l'abbaye St Bavo de Gand (1494), « comme a ceste joyeuse entree et recep-

(86) Cité par Bauer, *op. cit.*

(87) Bauer, *op. cit.* p. 3.

(88) *Id.* p. 72.

(89) *M. G. Const.* n° 641, c, p. 602.

(90) *M. G. Const.* IV, n° 280, p. 243.

tion de nous Archiduc (Philippe le Beau, fils de Maximilien) à la seigneurie de notre pays et conté de Flandres nous ayons droit de donner ung pain et provende en chacung cloistre, hospital ou maison Dieu » (92). C'est sous cette forme que ce droit passa aux rois espagnols de la maison de Habsbourg, qui s'en servirent dans les Pays Bas et en Franche Comté (93).

Apparemment il y a là quelque chose qui rappelle le droit de joyeux avènement. H. Bauer apporte cette précision supplémentaire : « Der König ist nie selbst Kollator. Er wird nur Vermittler, indem er sich an den zur Kollation Berechtigten wendet, er solle seine potestas conferendi für den Prezisten in Kraft treten lassen » (94). Et plus loin (95) il établit cette comparaison avec la pratique du « pain d'abbaye » : ... « der Ausdruck « pain d'abbaye » bezieht sich in Frankreich zugleich auf ersten Bitten und Panisbriefe, *die dort dasselbe bedenten*. Laien wurden auch durch preces bepfründet lin Unterschied wurde erst in Deutschland gemacht, als man dort auch Laienpfründbriefe anzustellen begann, während die preces primariae bereits bestanden. Warscheinlich haben die Luxemburger den Brauch serübergebracht ».

Ainsi *primariae preces* et « Panisbriefe » ne seraient guère que la double expression d'une même réalité et auraient été indifféremment utilisées pour une fin identique. Cependant Dom U. Berlière laisserait volontiers entendre que le droit en question ne se serait pas exercé en faveur des laïques (96), ce qui constituerait selon lui un caractère distinctif entre les deux institutions, tout au moins à une certaine époque mais il paraît difficile d'établir cette différence avec une probabilité suffisante. De toute façon la pratique des *primariae preces* ne remonterait pas, d'après les auteurs allemands, au-delà du XII^e s. (97). Néanmoins dans leur désir d'invoquer une ancienneté encore plus marquée, ils n'hésitent pas à rechercher des données fort lointaines qu'ils ne sauraient cependant présenter comme d'authentiques précédents mais qui pourraient à la ri-

(91) Bauer, *op. cit.* p. 83.

(92) Ch. L. Diericks. Mémoires sur la ville de Gand, I, 3. Gand, 1815, p. 631.

(93) V. le « mandat » de Charles II après son élévation au trône (1665), dans Ayres, *Commentatio*, app. n° 3, p. 63, cité par Bauer, *op. cit.* p. 117.

(94) Bauer, *op. cit.*, p. 3.

(95) *Id.* p. 38.

(96) Dom Berlière, *La Familia...* p. 112. Bauer y fait aussi allusion, *op. cit.* p. 6 « Auch mit den Panis Briefen hat man früher wiederholt die ersten Bitten verwechselt. Es fehlt aber jenen der den preces eigent ümliche Anlass und vor allen : der Pfründner ist durchweg Laie eine Grundbedingung, deren Erwähnung man in G. Müllers aufsatz vergebens sucht ».

(97) K. Bonelli. *Abhandlung von dem Kaiserlichen Rechte Panisbriefe zuertheilen*, Vienne, 1784, p. 10, n° 1 — Bauer, H. *Das Recht der ersten Bitte bei den deutschen Königen bis anf. Karl IV.* (Kirchenrechtl. Abhand. Heft 94, Stuttgart, 1919, p. 7).

gueur servir en quelque sorte d'alibis. En s'appuyant sur le *Lex romana curiensis* (VIII-IX^e s.), ne serait-il pas permis de dire : ... « bei aliqua publica gaudia hoc est aut elevatio regis, aut nuptias, aut barbatoria » vom Volk dona und expendia dargebracht werden ? (98). On prendra même à témoin Grégoire de Tours (VI^e s.), : ... « ein Beleg, wo neben den auf dem Märzfeld freiwillig gelieferten Jahresgeschenken, von einer Beistener die Rede ist, welche jeder Franke zur Anstattung der Tochter Chilperich II gibt » (99). En s'enfonçant dans la nuit des temps, l'on découvrira toujours des circonstances propices aux cadeaux royaux.

Quant au fondement de cette coutume, Bauer s'appuyant sur Hinschius (100), énonce trois hypothèses : Lehnsherrlichkeit, Staatlichen Hoheits, kirchlichen Regierungsrecht. Les deux premières se confondent facilement et la troisième découle dans une certaine mesure des deux autres, ce qui au fond revient à dire que cela procède d'un acte de puissance souveraine...

D'autre part, pour le même auteur (101), les caractéristiques du droit royal « der ersten Bitte » lui paraissent être les suivantes : l'usage en est étendu à tous les établissements religieux dans l'Empire ; il ne s'exerce au profit d'un bénéficiaire que dans une circonstance exceptionnelle, élection ou couronnement ; la pratique ne joue qu'une fois, après cet événement, au profit du candidat à la collation.

Mais en quoi ces « preces » étaient-elles « primariae » ? ce dernier terme ne cachait-il pas une équivoque ? S'agissait-il des premières demandes que le Roi satisfaisait après son avènement ou étaient-ce les premières qui lui étaient alors présentées qui recevaient une audience favorable ? Pour Bauer, il ne semble pas y avoir d'hésitation : « Primariae heisse es aber, weil der Prezist allen anderen Anwärten vorgezogen werden mütte » (102). Cette appréciation est conforme du reste à ce que disent de leur côté les *Monumenta Germaniae* (103) : « ... Fuerat autem consuetudo principum, ut hilariter et prompte beneficia seu ecclesias conferent primis petentibus, quod ipse nequaquam facere voluit ».

Il est à remarquer que partout l'on parle d'usage, de coutume, et c'est bien ainsi que les choses ont du se passer, tout au moins dans les premiers temps de cette institution, car, comme il est de règle en pareille matière, la base juridique se transforme et Bauer le dit en tête d'un chapitre : « Der Brauch

(98) Ed. Zenmer, p. 361.

(99) Bauer, *op. cit.* p. 17.

(100) Hinschius, *Kirchenrecht*, II, s. 641 f. — Bauer, *op. cit.* p. 16.

(101) Bauer, *op. cit.* p. 9.

(102) *Id.* p. 13.

(103) Script. XXIII, ed. Pertz, 1874, p. 372.

wird zum Recht », l'usage devient le droit, accède en quelque sorte au plan supérieur du droit. Pour le cas dont il s'agit, c'est au milieu du XIII^e s. que s'opéra ce changement (104). Il est probable d'autre part que l'introduction de cette pratique a été facilitée, pour les princes, grâce à la multiplication des pensions accordées par la Curie : ce qui peut conduire à un recoupement intéressant.

Peut-être convient-il de présenter encore diverses remarques à ce sujet. Pour Bauer, les *primariae preces* ou « die ersten Bitten » apparaissent comme des *debita regalia* (105). Mais sous Albert I se place une importante innovation : la cession du droit aux comtes (106) et pour Henri VII ce pouvoir d'attribution d'un pain représente malgré tout une gratification (107). Trois facteurs qu'il développe assez longuement ont, selon le même auteur, exercé une certaine influence sur le « Bittrecht » : d'abord l'accession de Frédéric II le Beau (1286-1330) au gouvernement de Louis de Bavière (108) ; puis les concessions de provisions par la Papauté (109) ; enfin les *primariae preces* ou « ersten Bitte » des comtes et la recherche des prébendes sans titre juridique particulier (110).

Une chose est, quoi qu'il en soit, certaine, c'est que « Panisbriefe » et *primariae preces* ont été très souvent confondues (111).

(104) Bauer, *op. cit.* p. 58.

(105) *Id.* p. 74.

(106) *Id.* p. 91.

(107) *Id.* p. 113.

(108) *Id.* p. 123.

(109) *Id.* p. 131.

(110) *Id.* p. 148.

(111) Dans l'ouvrage que Gross a consacré à Schwarzach, ..., il renvoie à Schmidt, *Histor. Abhandlung von den Panisbriefen*, par. 23 dans Cramer, *observationes juris univ.*, t. v. p. 347 et s., et à Moser *von Kaiserlichen Regierungsrechten*, II, Th. p. 517. Lui-même (p. 710) cite un exemple de 1322 pour Schwarzach mais il s'agit d'un cas de « *primariae preces* ». Ce monastère dut lutter contre les prétentions du margrave de Bade qui voulait user de ce droit (p. 711-4), v. Dom Berlière, *op. cit.* p. 123. Le tableau que trace Bauer de la situation (*op. cit.* p. 41) mérite d'être connu : ... « der königliche Bittsteller erwendet sich mit seinen preces für jeden gestrenen, dem er ein Gut tun will. Entsprechend est das Objekt und die Person oder Korporation, bei der er anknüpft, geistlich oder weltlich ; das letzteres der Fall sein kann, lehren die Zeugnisse von 1444 und 1487 Laien patrone als Mandatempfänger tuten ja auch später beim ausgebildeten Recht auf ; freilich selten und dann fast durchweg städtische Kommune nicht Fürsten. Und so wird auch schon in den gegenwärtige Periode die Hauptlast der preces den geistlichen Kollatoren zugefallen sein. Die Bevorzugung der Kirche durch Privilegien und Schenkungen hat sie auch stets zu besonderen Verpflichtungen befähigt und genötigt. Nie hielt sich der König länger an weltlichen Höfen auf, dagegen an Bischofssitzen in Abteien und Propsteien wo dann das servitium regis ausgeübt in Kraft trat, daneben allmählich in den Reichstädten. Auf geistlichen-Boden und an seine Herren wurden somit vornehmlich erste Bitten gerichtet. Der Prezist kann gleich falls Laie oder Kleriker sein. Die Bitte kann die Aufnahme der Prezisten einfach als

Que comportait cette délivrance d'une lettre de pain ? essentiellement l'entretien (c'est-à-dire la nourriture et les prestations accessoires), le vêtement et le logement (*Unterhalt, Kleidung und Wohnung*) (112) dans un monastère déterminé (d'hommes ou de femmes) pour la vie du bénéficiaire et tout comme pour un membre de la communauté. Cela n'aurait entraîné pour celui-ci aucune obligation de travail ou de services, sauf dans le cas où il aurait bénévolement accepté d'en rendre quelques-uns. A cet égard les conditions de séjour n'étaient pas rendues onéreuses pour lui (113).

Quant au choix des « Panisten », c'est-à-dire de ceux qui étaient appelés à jouir des avantages de ces prestations, les collateurs ne semblent pas avoir eu des idées très arrêtées sur les catégories de gens à rechercher spécialement. C'est ainsi que le Comte Louis demande à l'abbé Henri II de Bebenhausen (1412-1432) d'attribuer un pain à son cuisinier (114). Employés, domestiques, serviteurs de toute sorte pouvaient recevoir ainsi ce témoignage de reconnaissance. Des soldats y participaient. L'empereur Rodolphe II envoya à l'abbaye d'Heilbronn un vieux « Trabanten », Jean Pauscher qui avait fidèlement servi son père Maximilien II et lui-même, dans la garde (115).

Il y eut en Suède à ce sujet des incidents notoires (116). Le roi Gustave I qui était, paraît-il, assez mal disposé à l'égard des monastères, décida en 1525 de les charger d'entretenir un certain nombre de ses gens. L'évêque Jean Brask de Linköping, reçut mission de dresser la liste de ceux qui seraient imposés de la sorte. Mais celui-ci s'éleva contre cette prétention qu'il jugeait contraire aux lois du royaume ainsi qu'aux anciennes libertés et aux droits de l'église que le roi avait juré de protéger. De tels placements seraient aussi de nature à troubler le service divin et la paix des cloîtres. De plus, de pareilles

Mönch oder Kapitular betreffen, wofern er es wünschte. Die vita communis steht dem nicht entgegen. Das beweisen die zahlreichen Mandate, die später an Klöster « pro monachatu » gerichtet werden, darunter an viele Bittelmönch convente die mehr als Benediktiner und Cisterzienser auf die Versorgung sämtlicher Kloster kassen ohne Unterschied der Stellung (also auch ohne Abtrennung einer mensa abbatia) melten ».

(112) G. Müller. *Inhale von Panisbriefen in cist. Klöstern*, Cistercienser Chronik, t. XVIII, 1-12. 1906, p. 353.

(113) *Id.*

(114) *Id.* Klunzinger — *Abtei Bebenhausen*.

(115) S. Anmerk — 2. Un « trabant », c.à.d. un haliebardier (traban, en vieux français). J. K. Huysmans, toujours à la recherche des mots « rares » a pu employer celui-ci dans un sens un peu spécial, suivant son habitude. On lit en effet dans « *la Cathédrale* » 49^e édit. Plon, p. 89 : ... « fréquenter ces trabans de l'écriture et rester propre » ...

(116) F. Hall — *Beiträge zur Geschichte der Cistercienser Klöster in Schweden* (Cisterc. Chronik, 1903, XV, p. 163 et s.

contributions ne pouvaient être exigées que dans les monastères qui avaient été fondés avec les biens de la couronne. Or si Alvastra était née des libéralités du roi Sverker, celles-ci provenaient de la dot de sa femme, la reine Alfhild ; cela n'était pas des biens de la couronne. L'abbaye de Hydala devait son existence à l'évêque Gislo et pour une très grosse part, aux revenus de son siège. C'était le roi Charles, fils de Sverker, qui, il y avait 360 ans, avait érigé Vreta mais avec ses propres subsides et non avec ceux de la couronne. Dès lors, l'évêque Brask déniait le droit de l'Etat sur les monastères. Mais le roi invoqua la nécessité dans laquelle se trouvait le royaume. Les choses faillirent tourner mal, des incidents regrettables furent sur le point de surgir. Divers monastères cependant se déclarèrent disposés à accueillir quelques hommes. En remerciement pour cette bonne volonté, les abbayes de Varnhem et de Guelhem reçurent du roi, datées du 9 mars 1526 des lettres de protection qui les déchargeaient du gîte de l'évêque. Mais l'attitude des couvents ne pouvait manquer d'accroître encore le mécontentement du roi : le 16 juin 1527 il déclara que la puissance de l'Eglise catholique serait brisée et la base d'un nouvel ordre ecclésiastique établie.

Mais qui étaient ces collateurs ? l'empereur, bien sûr, nous l'avons vu (117) et naturellement ce droit fut de même revendiqué par les princes séculiers et ecclésiastiques (118). Les documents n'indiquent pas d'autre part quels étaient en principe les monastères assujettis. Ce que nous savons, c'est que les Cisterciens n'en étaient pas exempts ; « une exception en leur faveur n'eût plus été justifiée du moment qu'ils avaient abandonné leur rigueur primitive », dit G. Müller (119).

Inutile d'ajouter que c'était une lourde charge pour une maison religieuse d'entretenir le porteur d'une lettre de pain. A ce fardeau s'adjoignaient les inconvénients et les difficultés que pouvait susciter la présence d'un ancien soudard ou d'un serviteur du prince, dont la vie parfois déréglée risquait de compromettre l'honneur et la discipline d'un couvent, comme le prouve le « Clag eines einfertig Klosterbruders », de Jean Dietenberger, en 1523 (120).

Rien d'étonnant, par conséquent, que les abbayes et prieurés se soient efforcées d'obtenir l'exemption de ce droit, comme, par exemple, l'abbaye d'Ossiach qui, en 1393, fut déchargée par l'Archiduc Albert, de l'hébergement des prébendiers et des

(117) Voir plus haut.

(118) H. Bauer, *op. cit.* p. 41-42.

(119) *Op. cit.* p. 334.

(120) Janssen — *L'Allemagne et la Réforme*, t. II, Paris, 1889, p. 360-1.

soldats veufs (121). D'autres cherchaient protection auprès des évêques ainsi que ce fut le cas en 1548 à Wurzburg, où l'évêque Melchior Zobel de Guttenberg ordonna aux monastères de ce diocèse de refuser les lettres de pain impériales (122). Il est piquant de constater que les princes-évêques de Wurzburg ne se gênèrent pas ensuite pour exercer sur l'abbaye d'Ebrach un droit propre de « panis Brief » qui l'obligeait à entretenir chaque année pendant six semaines leurs chasseurs (et naturellement aussi les chiens). L'abbé Albéric Degen substitua plus tard à cette servitude un versement annuel de 200 florins (123).

Ainsi comme dans d'autres pays, on racheta le pain d'abbaye contre une équivalence en argent. A Saint-Ulric d'Augsbourg, celui que l'empereur avait le droit d'accorder fut cédé en échange d'une pension annuelle (124). A la fin du XVIII^e siècle, les monastères de Silésie purent être débarrassés des soldats moyennant finances. Le roi Frédéric Guillaume II avait en 1788 décidé de faire assurer l'entretien de 500 invalides par les maisons religieuses les plus riches de la province, en invoquant une ordonnance de Charles VI qui, en 1725, assujettissait celles-ci à la subsistance des soldats devenus infirmes. C'eût été pour les abbayes une très grosse gêne que cette imposition : celle-ci se transforma alors en une contribution fixe au fonds des invalides silésiens. A la place des 14 militaires qu'elle aurait dû recevoir, celle de Rauden paya chaque année 280 thallers (125).

Quant aux monastères de femmes, il leur arriva de même de recevoir au titre des « *panis Briefe* », des pensionnaires du même sexe. La *Chronique de Niederschönenfeld* nous apprend que, dès l'année 1322, Louis de Bavière avait envoyé dans cette maison la sœur d'Arnold de Münnenbach (126). Mais on y rencontre aussi des hommes ! Un nommé Jean Jäger qui avait obtenu de son maître un pain, ne se trouvant pas bien, vendit

(121) J. Wallner — *Annus millesimus antiquissimi monast. Ossiacensis* 1766, Klagenfurt, p. 81-2.

(122) G. Müller, *op. cit.* p. 354.

(123) *Id.*

(124) Hartig, *Das Benediktiner — Reichstift S. Ulrich u. Afra in Augsburg* (1923, Augsburg, p. 19).

(125) Aug. Potthast — *Gesch. der ehem. Cist. Abtei Randen*, S. 126 cité par G. Müller. C'est le moment de rappeler le conte de Grimm, « la lumière bleue » ; *Contes*, texte avec traduction de Gidoy, 1 vol. Payot, 1941). « Il était une fois un soldat qui avait servi son roi pendant de longues années mais, comme la guerre était finie et qu'il ne pouvait pas continuer son service à cause des blessures qu'il avait reçues, le roi lui dit : Tu peux rentrer dans tes foyers, je n'ai plus besoin de toi, tu ne recevras plus d'argent car seul touche une solde qui me rend des services en échange »... Finalement il lui donna son royaume avec sa fille pour épouse. Le dénouement est bien d'un conte, en effet...

(126) Baader — *Gesch. des Frauen klost. Niederschönenfeld*, in *Archives f. d. Gesch. des Bist. Augsburg*, I, 293, *id.*

en 1446 au couvent sa maison de Rennertshofen, à la condition que son pain serait désormais à la mesure d'une prébende complète de femme (127).

Tels sont les renseignements que nous avons recueillis sur les « *panis Briefe* ». Ils peuvent paraître peu importants et ne donner qu'un aperçu assez vague de ce qu'elles ont été. Ne suffisent-ils pas cependant grâce aux comparaisons possibles, pour délimiter à peu près les contours de cette institution et en déterminer les caractères ?

Elle apparaît d'abord comme procédant des mêmes antériorités déjà rencontrées, notamment le droit de gîte et le patronage (128). Mais ce parrainage est invoqué surtout par des auteurs qui en discutent après coup. A vrai dire, les collateurs se réclament la plupart du temps, quand ils veulent mentionner un précédent, d'une coutume ancienne qu'ils relient aux *primariae preces* de telle sorte qu'il est permis de se demander si les « *Panis briefe* » ne sont pas avec elles une seule et même chose, les premières ayant servi à l'origine pour justifier la pratique, les secondes mises en avant ensuite et concurrentement, puis les supplantant, simplement comme appellation et non en réalité pour recouvrir autre chose.

Il est possible aussi cependant que pour une certaine période, les attributaires n'aient pas été les mêmes qu'en tout autre temps et que les laïcs se soient vus exclus de ces concessions. N'y aurait-il pas eu corrélativement une restriction dans la nature du bien accordé et n'aurait-on pas ainsi glissé de la notion de bénéfice en général à celle plus particulière de prébende ? Il est difficile de répondre pertinemment à ces questions. Les documents ne sont pas très abondants et ceux qui restent accessibles ne permettent pas toujours de savoir exactement de quoi l'on parle. Ne serait-ce pas tout simplement parce que les auteurs ou les rédacteurs de ces actes, ou ceux qui en bénéficiaient, se désintéressaient de ces distinctions et qu'il leur suffisait de se recommander d'un droit, mal défini peut-être, mais ancien, ou d'une coutume dûment établie, pour légitimer, en tant que de besoin, la concession dont il s'agissait ?

Il semble en tout cas que les « *Panisbriefe* » auraient prolongé leur existence au-delà de celle des « *corrodies* ». Elles n'ont pas revêtu une ampleur considérable : dans les pays où le catholicisme s'est implanté tardivement et où, de surcroît, la Réforme a pris une extension durable, le terrain n'apparaît pas tellement favorable à une prolifération de ce genre. Le placement des gens de guerre réduits au chômage pour infirmités n'a pas fait l'objet de préoccupations absorbantes : peu ou

(127) Baader, *id.*

(128) V. ch. II, p.

point de réglementation ; uniquement des mesures individuelles.

Les incidents qui affectent les monastères de femmes n'ont eu aucun caractère de durée et ne peuvent être retenus qu'à titre épisodique.

En réalité, si l'on perçoit quelques différences avec les « corrodies », les « Panisbriefe » ont été souvent confondues avec les *primariae preces* et semblent avoir subsisté dans diverses régions comme « pains d'abbaye ». Il en faut maintenant parler.

SECTION 3. — Les « pains d'abbaye ».

C'est dans les Pays-Bas espagnols ou autrichiens et en Franche-Comté avant le rattachement définitif de cette province à la France que l'on rencontre surtout cette formule : « pain d'abbaye ». L'expression laisse entendre qu'il s'agit de la nourriture et de l'entretien à fournir par un monastère à une personne déterminée et cela dans la même mesure que les religieux à demeure dans la maison (129). On est dès lors en présence d'une institution dont d'autres modèles sont connus.

Mais il faut se garder contre certaines confusions. Ces pains d'abbaye étaient différents des *pensions* dont les monastères se trouvaient chargés à l'occasion d'une nouvelle promotion épiscopale. La patente indiquait la somme à verser et la liste des bénéficiaires (130). De même, ce droit coutumier était distinct du droit de collation accordé à des prélats par autorisation pontificale dès le XIV^e siècle et qui leur permettait d'imposer un candidat ou une candidate dans les chapitres et monastères soumis à leur juridiction (131). Sans doute les textes peuvent prêter parfois à équivoque et il n'est pas très sûr que les collateurs de ces pensions ou de ces pains aient toujours fait dans leur esprit ces distinctions auxquelles nous semblons attacher maintenant une certaine importance. Le résultat, au fond, était le même : l'abbaye était grevée de charges pour l'entretien en espèces ou en nature des gens à qui l'autorité concédante entendait rendre service ou être agréable. A quel titre ? le monastère débiteur, tout comme l'ordonnateur, si

(129) Lettre de Philippe, roi d'Espagne, en date du 17 mars 1587, « accordant à Anatoile Basset de Lons-le-Saunier un pain et une prébende en l'Abbaye de Saint-Vincent, avec l'habillement et les autres droits tels et semblables que les Religieux les prennent et les ont... » (Arch. départ. du Doubs, H. 8, Abbaye de Saint-Vincent de Besançon, contributions aux charges publiques, prébendes militaires, n° 113, p. 135).

(130) *Jurisprudence des Pays-Bas autrichiens*, Bruxelles, 1761, t. I, pp. 206, 208 ; t. II, pp. 486, 488, Berlière, *la familia...* p. 408.

(131) Exemples dans *Analecta Vaticano - Belgica*, vol. I, n° 843 ; VI 1433, 6, 9 ; VII, 1266, 8 ; IX, 1132, 3, 4. *Id.*

l'on peut ainsi parler, ne s'en souciait peut-être pas autant que nous paraissions le croire parfois.

Quoiqu'il en soit de cette question, quand se manifeste cette institution dans les régions considérées ? Faut-il penser qu'elle fut empruntée à la France lors du premier rattachement de la Franche-Comté à la Couronne ? en 1301, en 1295 ? Il est difficile de répondre d'une façon pertinente. N'oublions pas que le régime de la prébende a sévi dans tout l'Empire de Charlemagne et sous ses successeurs et nous avons déjà suffisamment insisté sur les analogies que présente celui-ci avec les autres modalités de pensions viagères pour ne pas y revenir de nouveau ici. On ne saurait dès lors exclure la possibilité, sinon de cette filiation, du moins de cette adoption, ou de cette imitation, si l'on préfère (132).

La première trace écrite de ce pain d'abbaye remonte au XIV^e siècle. L'évêque de Cambrai en impose un en effet aux sœurs hospitalières d'Anvers en faveur de la nièce de son secrétaire (1367) (133). Il faut croire qu'à cette époque le placement d'anciens serviteurs dans les monastères était déjà assez répandu et que cette pratique soulevait des réclamations assez vives pour qu'une plainte, dont la date exacte n'est pas précisée mais qui est de ce temps, ait été dirigée contre le duc de Brabant et le comte de Hainaut : « Item, mout souvent kerke li dus les abbayes d'anchiens varllés, quant ils ne se puellent plus aidier, anciens et... à nourir » (134). En 1421, l'évêque de Tournai donne un pain d'abbaye sur l'hôpital d'Audenarde (135) et d'autres exemples suivirent mais il est fort à craindre ici qu'il ne s'agisse, comme dans le cas précédent que de collation consenties à l'occasion d'élévation à la dignité épiscopale... ou de la joyeuse entrée ! (136) Quelle différence faire entre les deux ? et nous avons déjà vu aussi, dans un autre domaine combien était fragile le droit dit de joyeux avènement (137). Ou alors il faut qu'on dise si les bénéficiaires de ces privilèges prétendus distincts appartiennent à des catégories diverses et si le but que se proposent les collateurs n'est pas le même dans chaque cas considéré. Un auteur prétend (138) que ce droit « utile » (celui de pain d'abbaye mais sans préciser de quelle source juridique il découle exactement) passa des évêques aux

(132) V. plus haut, ch. II.

(133) Dierexens, *Antverpia Christo nascens et crescens*, I, 392, cité par P. Claessens, *Promotion aux prélatures abbatiales dans l'ancienne Belgique*, article dans *la Revue catholique*, T. 21, année 1879, pp. 470 et 3.

(134) *Bulletin de la Commission royale d'histoire de la Belgique*, 4^e Série, t. XIII, p. 121 cité par Berlière, *op. cit.* p. 102.

(135) Miraens, *Diplom. Belg.* III, 620.

(136) Claessens, *op. cit.*

(137) V. plus haut, ch. III.

(138) P. Claessens, *op. cit.*

souverains. On n'est pas fixé sur les modalités de cette transmission et comment elle a pu avoir lieu si l'on maintient les idées précédemment énoncées. Peut-être ne faut-il pas prendre ce passage au pied de la lettre. En réalité, il n'y a aucune raison pour qu'une telle translation se soit produite : les évêques ont continué d'user de cette prérogative et les princes concurremment ont fait de même. Les textes le prouvent (139).

Mais voici que surgit une précision. Le 1^{er} janvier 1494, l'Archiduc Philippe d'Autriche, comte de Flandre, donne un pain d'abbaye à Jean de Lille sur Saint-Bavon de Gand. Le fait en lui-même n'apporterait aucun élément de plus si le 26 décembre de la même année, son père, l'Empereur Maximilien, n'avait rappelé que cette collation était faite en vertu du droit de joyeuse entrée (140). Le prince entend dès lors se référer à cette prérogative : c'est un point à noter.

Un second élément d'appréciation est fourni par l'examen des documents de la Chambre des comptes de Lille (141). On y trouve en effet l'énumération, pour les années 1465, 1467, 1468 et 1475, des donations de pain d'abbaye dans diverses maisons religieuses (142) en faveur des femmes. Si tous les cas cités ne sont pas explicites autant qu'on le souhaiterait, du moins certains d'entre eux comportent-ils une mention précieuse : « M. (mandement) à l'abbesse de recevoir, la nouvelle religieuse » (143). On comprend qu'il s'agit de faire entrer dans

(139) Le duc de Brabant avait demandé à l'abbaye de Saint-Ghislain d'accorder une pension à Maître Gobert des Pouillettes, Jacqueline de Hainaut, à court d'argent, vers 1428, voulut charger de pensions les abbayes du Hainaut et pria l'abbé de Saint-Ghislain d'accorder une pension d'abbaye à l'un de ses officiers ; l'abbé se refusa et fit agréer ses excuses (D. P. Baudry, *Annales de l'abbaye de Saint-Ghislain* (de Reiffenber. *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, Bruxelles, 1848, t. VIII, p. 549) cité par D. Berlière, *op. cit.* p. 103 — Le 7 décembre 1421, le duc Jean IV de Brabant exempte le monastère de Groenendaël et quelques maisons de la même observance. Confirmation en fut donné le 24 avril 1431 par le duc Philippe (*Archives générales du Royaume*, Papiers d'Etat et de l'audience, n° 1253 annexes à une pièce du 22 novembre 1622 — Berlière, *op. cit.* p. 103).

(140) C. L. Dierix, *Continuation des mémoires sur la ville de Gand*, 1845, Gand, t. II, 3, pp. 650, 1, 2. D'ailleurs l'abbaye racheta cette prébende. Il y a une quittance du 18 octobre 1495.

(141) *Néhs, Catalogue des chartes du Sceau aud.* 1915, t. I, (Inventaire des Archives de Belgique) — Bruxelles, pp. 230, 263, 264, 267, 270, 300.

(142) 16 sept. 1465 (n° 1119) à l'Hôpital Saint-Julien pour Marie Gille, veuve d'Enguerrand Beraie — 1^{er} Août 1467 (n° 1435) à l'abbaye de Floralval, en Brabant, pour Marguerite Van Eist — 14 sept. (1467) (n° 1437) au monastère de Soleilmont, en Hainaut, pour Jeanne de Cathem — 14 sep. 1467 (n° 1438) au couvent de « Le Vivier-lez-Arras » pour Agnès Blondeau, fille de Jean Blondeau — 22 sept. 1467 (n° 1439) à l'Hôpital Saint-Jean d'Arras, pour Catherine le-Personne, en remplacement de Mari Lucas, décédée — 22 février 1468 (n° 1495) au couvent d'Etroevm-lez-Arras, pour Jacqueline Manyt — 24 juin 1468, à l'Hôpital de « la Cauchie lez Lens » en Artois — 24 août 1475 (n° 1796) à l'abbaye de Waterlooswerve, près de Middelbourg.

(143) N° 1453, 1457, 1458, 1459, 1796.

la communauté une postulante, de son gré ou non, et en tout cas, de la faire entretenir à ce titre par la communauté. Qu'à cette occasion, l'on invoque, pour appuyer cette prétention, la promotion à la dignité épiscopale, la joyeuse entrée, les *primariae preces*, le joyeux avènement, le patronage ou tout autre chose ou même rien du tout, pour l'instant peu nous chaut. On est en présence d'un procédé de recrutement du personnel monastique ou charitable : c'est une autre question. Car elle ne date pas de l'époque qui nous arrête en ce moment. Aux XIII^e et XIV^e siècles, la crise qui sévit dans l'Ordre bénédictin fut en partie causée par le manque de véritables vocations et l'esprit d'ambition ainsi que de cupidité qui domina une importante fraction du monde ecclésiastique. Les familles poussent dès leurs premières années les enfants vers le cloître auquel elles les ont souvent destinés à la naissance ; la noblesse abuse de cette pratique en se réservant un grand nombre de monastères dans lesquels elle fait entrer ses descendants légitimes ou non. Les places monacales sont postulées en curie, conférées la plupart du temps sous la pression des princes et des prélats et, souvent aussi, demandées par des transfuges des Ordres mendiants (144). Quand la protection ou la recommandation d'un personnage influent paraît suffisante pour assurer l'entrée d'un protégé dans une maison religieuse, placée dans la sphère de son influence morale ou dont le supérieur est à sa dévotion, il est inutile d'aller chercher plus loin l'appui nécessaire mais on ne s'en tient pas toujours là et l'on se procure une lettre papale d'expectative. De là naissent des abus dont les conséquences sont désastreuses pour les couvents. Ceux-ci essayèrent de se prémunir en Cour de Rome contre la réception forcée de religieux au-delà du nombre que leurs ressources leur permettaient de supporter mais rien n'y fit (145). La chose n'était dès lors pas nouvelle et comme elle s'était étendue à toute l'Europe occidentale et centrale, il n'est pas surprenant que cette pratique ait été poursuivie au cours des siècles ultérieurs avec des fortunes diverses. Mais, sous le nom de pain d'abbaye l'on voit que, dans les pays dont il est question pouvaient s'abriter des procédés identiques, à prétextes divers mais en tout cas à buts tout-à-fait différents. La prébende, le pain concédés à de prétendus futurs moines ou moniales ne sauraient nous retenir davantage car cela déborde manifestement le cadre de ce propos : il était cependant nécessaire d'en dire un mot, ne serait-ce qu'à cause du terme lui-même qui, sans qu'on s'en doute parfois, recouvre deux ordres de sujets distincts. Il faut re-

(144) V. sur cette importante question, l'étude très documentée de Dom U. Berlière, *Le recrutement dans les monastères bénédictins aux XIII^e et XIV^e siècles*, Mémoire présenté à l'Académie royale de Belgique (lettres) le 8 octobre 1923, Bruxelles, Hayez, édit. 1924.

(145) V. Berlière, *étude précitée*.

connaître d'ailleurs que bien des documents, ou même des études laissent planer un doute à ce sujet (146). En réalité faute de savoir si l'évêque de Liège, par exemple, invoque le droit de pain ou de celui de *primariae preces*, on reste hésitant et l'on ignore si le bénéficiaire entre au couvent pour faire partie de la communauté en qualité de novice ou si c'est uniquement pour y percevoir des avantages qui lui permettront d'achever ses jours en paix. Et même si le texte précise qu'il s'agit du « droit de pain », on ne peut être réellement fixé à cet égard que si le contexte éclaire sur les modalités d'application de ce « droit » qui couvre de son autorité tantôt l'une, tantôt l'autre de celles-ci. Dans ces conditions et pour éviter toute erreur grossière en ce domaine, force est de laisser entièrement de côté tout ce qui concerne les maisons religieuses de femmes, à moins que le document produit ne soit vraiment explicite (147).

Que reste-t-il ? Si l'on prend les Pays-Bas, c'est-à-dire, les provinces du Nord et au nord de la France qui étaient sous la domination étrangère, la pratique de loger dans les monastères des serviteurs ou d'anciens soldats y est fort connue et même s'y répand assez largement. Quand en trouve-t-on la première trace ? On ne sera peut-être pas surpris de ne la rencontrer qu'à la fin du XV^e siècle, exactement comme en France et probablement pour les mêmes raisons : le 1^{er} janvier 1494, l'Archiduc Philippe d'Autriche, comte de Flandre, donne un pain

(146) L'article de P. Claessens, *Promotion...*, cité plus haut (note 192) ne laisse pas dans l'esprit du lecteur la clarté suffisante à cet égard. On se demande sans cesse à quel titre a lieu tel ou tel placement ou tel assujettissement à une portion monacale. L'étude du chanoine Simenon : *les pains d'abbaye au diocèse de Liège*, dans le Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège, t. XVII, année 1909, pp. 309 et s., ne traite, sous ce nom, que des entrées dans les communautés religieuses en qualité de postulantes (car elle se limite de même aux maisons de femmes) à qui l'attribution d'un tel avantage tenait lieu de dispense de la dot réglementaire. Mais l'auteur commet une confusion manifeste en disant qu'en France les rois exercèrent ce même droit de joyeux avènement au XVII^e et en disposèrent surtout en faveur des officiers et des soldats invalides. Nous nous sommes malheureusement heurté à une fin de non-recevoir lorsque nous nous sommes permis de demander à l'auteur quelques explications complémentaires nous offrant même à lui rendre visite sur place et à venir consulter les documents qu'il voudrait bien nous indiquer.

(147) Il y a évidemment des cas qui ne sont pas douteux. Par exemple celui-ci : le 5 avril 1623, l'abbaye d'Aywières fait remarquer que la demoiselle pourvue d'un pain d'abbaye songe à se marier et qu'elle est disposée à transférer ses droits à une jeune fille qui veut entrer en religion et en sollicite l'agrément de S. M. (*Papiers d'Etat et de l'audience*. Arch. Gales du Royaume, n° 1253 — Dom Berlière, *la familia...* p. 106). Le pittoresque, comme il sied, ne perd pas ses droits : un obligant Cistercien hollandais anonyme a bien voulu nous faire signaler que l'abbaye de Flines avait été contrainte d'accepter comme novice une fille qui avait servi comme cantinière dans l'armée et que le monastère parvint après de longues disputes à renvoyer, à cause de ses mœurs soldatesques incorrigibles.

d'abbaye à Jean de Lille sur Saint-Bavon de Gand (148), comme il est dit plus haut. A partir de cette époque, les collations se font plus nombreuses. Vers 1557, Philippe charge l'abbaye de Loos d'un pain d'abbaye (149). En 1565, l'abbé de Saint-Remi de Rochefort refuse un nommé Sébastien Seron. Un aveugle lui ayant été envoyé en 1609, il ne voulut pas davantage l'accepter. En 1623, les prélats du Hainaut protestent à propos des requêtes présentées par certains serviteurs de Sa Majesté porteurs de lettres de pain (150), etc. Ce qui permet de se rendre compte de cet état de choses, c'est l'affluence des réclamations. En 1565, l'abbé de Rochefort déclare que les biens de son monastère sont en Luxembourg, rapportent peu et qu'il « verse » au duché. En 1609, le même se défend contre une attribution de pain dans son abbaye en prétendant que celle-ci est du diocèse et pays de Liège. La même année, celle de Saint-Hubert proteste contre l'imposition d'un pain qu'elle qualifie de « chose nouvelle » et de « servitude » (151). En 1623, le prieuré de Bois-Seigneur-Isaac objecte que la lettre qu'on lui présente est « obreptice ». La même année, les Chartreux de Bruxelles s'élèvent contre cet assujettissement : ils soutiennent que leurs maisons n'ont jamais été chargées de ce genre de pensions et que l'introduction de séculiers est contraire à leur règle ainsi qu'à leur vocation. De plus, elles ne sont pas de fondation royale ni leurs supérieurs à la nomination des princes. Peu dotées, elles ont souffert des guerres et doivent subvenir aux besoins des pauvres. Ainsi apparaît la question de la fondation ou de la nomination royale qui jusqu'alors ne semblait pas avoir été invoquée (152). En 1623 encore, l'abbé de Villers à une demande qui lui est faite répond que si le bénéficiaire mentionné dans la requête est trépassé, on a subrogé à sa place un certain Jérónimo Bravo, à condition que pendant la vie de ce dernier, l'abbaye ne serait pas chargée d'un autre pain. En 1666, celui de Liessies adresse une remontrance au Gouvernement contre un soldat infirme, Jean Gastoan, qui voulait s'emparer de la cense du prieuré de Sartles-Moines sur lequel le roi d'Espagne lui avait conféré un pain (153) etc. On peut dire que pendant plus de deux siècles

(148) V. plus haut, p. 207.

(149) De Rosny — *Histoire de l'Abbaye de Loos*, 1487 — Lille, Paris, p. 99 (J. Delfosse, Ms. Lille, BF. 23).

(150) *Papiers d'Etat*... n° 1253.

(151) Id. *op. cit.* n° 1252-3.

(152) Sans doute, il y a, en 1610, l'abbesse de Sainte-Claire d'Ypres qui a protesté contre nous ne savons quelle prétention en déclarant qu'elle n'était pas de « patronat royal » (*Papiers d'Etat* n° 1252).

(153) *Cartulaire de l'Abbaye de Liessies*, 13^{bis}, n° 73, 74 (Arch. dép. du Nord, à Lille). Les prieurés dépendant d'un monastère en étaient d'ailleurs exempts : décision de 1623 (*Jurisprudence des Pays-Bas autrichiens*, 1761, Bruxelles, t. I, pp. 203-3).

les réclamations et les requêtes de toute sorte n'ont pas cessé (154). Sans doute des décharges sont accordées à des maisons pauvres ou déjà chargées d'un prébendé parfois sur la recommandation d'un personnage influent. Mais généralement ces suppliques font l'objet d'une requête ou doivent être justifiées par les motifs qui les ont dictées.

Bien entendu, ainsi qu'on l'a déjà vu ailleurs, les inconvénients résultant du logement d'anciens soldats ou serviteurs, de personnes difficiles ou peu désireuses d'aller se fixer dans un milieu claustral amenèrent de bonne heure les intéressés à composer pour une équivalence pécuniaire. Saint-Bavon de Gand s'en acquitte le 18 octobre 1495 (155). L'abbé d'Oudenbourg s'entend le 27 janvier 1609 avec le porteur d'une lettre de pain pour dix livres de gros par an (156). La même année, l'abbaye du Val-Dieu et en 1622 celle de Saint-Jean d'Ypres se déchargent d'une imposition de ce genre contre « 120 livres du prix de 40 gros monnaie de Flandre par chacun an » pendant tout la vie du bénéficiaire (157). Le 12 août 1623, est agréé le rachat du pain conféré sur Saint-Augustin de Thérouanne pour 400 florins ; le 29 août 1624, celui d'Aywières pour la même somme ; ainsi que celui de Saint-Gerlach (158). En 1668, le roi d'Espagne, Charles II, fixa cette équivalence à 150 florins à payer à « l'oblet », sa vie durant (159).

Si l'on passe maintenant aux pays de l'Est, les historiens locaux enseignent qu'il en fut à peu près de même. « Les souverains du Comté de Bourgogne, disent-ils, y jouissaient d'un droit que l'on appelait Pain d'abbaye et qui consistait dans la faculté de nommer chacun d'eux une fois un soldat invalide, à qui l'abbaye d'hommes à laquelle il était envoyé, devait donner une prébende, ou le nourrir et entretenir convenablement » (160). Charles Quint avait obtenu le droit de nomi-

(154) On en aura une idée en compulsant les archives suivantes : *Papiers d'Etat et de l'Audience*, n° 1232-3, 1-8 (1556-1635) ; *Conseil d'Etat*, n° 88-93 (1600-1725) ; *Conseil privé espagnol*, n° 1154-1180 (1546-1702) ; *Chancellerie autrichienne des Pays-Bas*, n° 802-805 (1711-1716) ; *Conseil privé autrichien*, n° 919-922 (1723-1794) ; *Conseil des Finances*, n° 135-139 (1783-1794) ; Actes relatifs aux années 1761-1794 (J. Laenen, *les archives de l'Etat à Vienne en vue de l'histoire de Belgique*, Bruxelles, 1924 p. 460) et pour le pays de Namur : L. Lahaye et H. de Radiguès, *Inventaire analytique des pièces et dossiers contenus dans la correspondance du Conseil provincial et du procureur général de Namur (1583-1734)*. Namur 1892, pp. 8, 47, 258, 298, 306, 308 et 314. V. Berlière, *la familia...* p. 105, 107.

(155) V. plus haut note 99.

(156) *Papier d'Etat...* n° 1233.

(157) J. S. Renier, *Histoire de l'Abbaye du Val-Dieu*, 1865, Verviers, p. 136.

Liste des pains, p. 136-138. *Papiers d'Etat* n° 1253.

(158) *Papiers...* n° 1253.

(159) Pouillet, *les Constitutions nationales belges* (mémoires couronnés par l'Académie royale de Belgique, t. XXVI, Bruxelles, 1875, p. 490).

(160) Dunod de Charnage, *Histoire de l'église, du diocèse et de la ville de*

nation aux monastères, le 12 juin 1515 et les modalités en avaient été réglées par un accord intervenu le 30 juillet 1564 (161). Il pouvait dès lors exercer les mêmes prérogatives dont usait François I (162) et l'an 1543 apporte un exemple de cette pratique. Le 16 octobre en effet, l'empereur écrit de Mons-en-Hainaut au prieur de Bonlieu, Chartreuse dans le Jura, pour lui demander de recevoir Catherin de Ronchault, gentilhomme qui l'a servi, en prenant part notamment à diverses expéditions, « comme de Hongrie, à la répulsion du Turcq, Corone, Thunes, Provence, Argel » et qui, « venant sur ses viels jours... crainct de tumber en plus grande nécessité » (163). Dans les années suivantes, de nouveaux cas de ces collations de pains se produisent : Philippe II, roi d'Espagne, écrit de Bruxelles le 26 juin 1559 au Parlement de Dôle afin de faire cesser les difficultés qu'éprouvent Antoine Colotte et Jacques Ogier pour entrer en possession des pains qu'il leur avait donnés sur deux abbayes à son avènement (164) ; le même, le 26 septembre 1565, s'intéresse au sort de Regnaud Simonot de Creveney, également pourvu d'un pain (165) ; la duchesse de Parme et Plaisance, Marguerite, « régente et gouvernante », demande au Parlement de Dôle d'assurer à Alexandre Garnier

Besançon, 1730, Besançon, t. I, p. 367. Grivel, *Decisiones celeberrimi Sequanorum Senatus Dolani*, 1734, Dijon, decisio 163, p. 520, 1, 2 emploie une formule un peu différente, v. de même Abbé Richard, *Histoire du diocèse de Besançon*, Besançon, 1831, t. II, p. 176 ; Loys Gollut, *Mémoires historique de la République Sequanoise et des princes de Franche-Comté et de Bourgogne*, Nelle édit. par Ch. Duvernoy et Bousson de Mairet, 1846, Arbois, L. I, ch. XXV, p. 70.

(161) Selon Dom Berlière, *la familia...* p. 104 — Van Espen, *Jus eccles. univ.* P. II, sect. III, tit. VIII, n° 56, p. 792. P. Claessens — *Promotion...* p. 470-3.

(162) V. plus haut, ch. V.

(163) L'original est aux *archives du Jura*, Série H, dans le fonds de Bonlieu, aux pièces non classées, où, après trois jours de recherches nous avons été assez heureux pour le retrouver. Il nous a été signalé depuis lors (1930) qu'il avait été publié dans *l'Annuaire du Jura*, 1882, p. 89 et 90, probablement par Prost (communication de M. Davillé, archiviste départemental du Jura, du 23 juillet 1930). Les réflexions des auteurs à propos de ce document sont assez curieuses à noter. Béchet (*Recherches historiques sur la ville de Salins*, 1828, Besançon, t. II, p. 266) est un peu amer : « il y a sans doute dans cette lettre, dit-il, un peu d'humanité de la part de l'Empereur ; mais on ne peut se défendre d'y remarquer une parcimonie digne de l'avare Frédéric III, bisaïeul de Charles V, en voyant le plus riche monarque du Monde solliciter la pitié de pauvres solitaires pour faire subsister un soldat ruiné au service de sa Majesté »... tandis que l'Abbé Richard (*Histoire...* p. 176) est satisfait : « cette obligation rappelait aux monastères, tous enrichis d'ailleurs par le prince, la nouvelle faveur qu'ils en avaient reçue dans l'exemption du service militaire »... (P) Charles Quint avait déjà écrit de Gand, le 12 avril 1540, au Parlement de Dôle, au sujet de son écuyer et valet servant, Jean de Vaudenesse, pourvu d'une charge non spécifiée (*Lettres du roi au Parlement*, t. I, archives du Doubs, B 40, p. 80).

(164) 1^{er} Registre des lettres du roi au Parlement ; *Archives du Doubs* B. 40, fol. 135 (Recueil manuscrit — 20^e pièce de la 2^e liasse).

(165) *Id.* fol. 180 — 2^e liasse. 55^e pièce.

de Nozeroy, qui en considération de ses services de guerre, a bénéficié d'un pain sur le prieuré de Brery, la jouissance de celui-ci (6 janvier 1566) (166) ; la même, le 6 septembre 1566, intervient encore en faveur de Jean Dalpin de Revigny qui s'est vu attribuer un pain sur le prieuré de Laval (167), etc. L'Archiduc Albert, à la suite du siège d'Ostende aurait réparti dans presque toutes les abbayes du pays, des soldats estropiés (168).

Durant tout le temps que se poursuivirent ces attributions de pain, les réclamations ne cessèrent pas. Le Souverain reçut de nombreuses suppliques, soit de bénéficiaires qui se heurtaient à l'opposition des abbayes ou prieurés (169) soit de ceux-ci qui sollicitaient pour des raisons diverses la décharge de cette imposition ou invoquaient diverses qualités pour refuser de recevoir le protégé du roi (170). Le Parlement de Dôle eut maintes fois à intervenir dans ce domaine, ainsi que le prouvent les archives du Doubs (171).

A remarquer qu'il y a peu de traces de pains rachetés en argent (172). Signalons enfin que, après le rattachement de la province à la France, un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 3 janvier 1676 imposa au même titre que les autres monastères, à la taxe d'oblat, les abbayes et prieurés de Franche-Comté à nomination royale (173). Ils étaient d'ailleurs à peu près les seuls en 1701 à s'acquitter régulièrement de leurs obligations à cet égard, parmi tous ceux des pays conquis (174).

(166) *Id.* fol. 182 — *id.*

(167) *Id.* fol. 187, 2^e liasse, 62^e pièce. On peut encore citer une lettre de Marguerite, duchesse de Parme, du 30 juin 1567, au Parlement de Dôle, en faveur de Guillaume Portessain, docteur en théologie, pourvu d'une pension (?) sur l'abbaye de Theuley (*Lettres...* p. 200) ; une requête de Pierre Labru d'Amançe qui avait été pourvu le 23 février 1623 d'un pain sur le prieuré de Damparis qui n'a pu entrer en jouissance (Arch. du Doubs, *avis sur requêtes*, 1623, B. 0497 8^e l. 1. 2^e p.) ; une autre de Jean Forfeliers, en date de juillet 1624, au sujet du prieuré de Courtfontaine (*id.* 1624, 29^e pièce) ; une autre de Denys Byon, soldat estropié, du 27 août 1624, au sujet de celui de Port-sur-Saône (*id.* 1624 — 4^e liasse, 27^e pièce).

(168) Dunod de Charnage, *op. cit.* p. 367.

(169) V. plus haut, p. 64.

(170) Par exemple, l'Union du prieuré avec une abbaye (Damparis et Saint-Vincent de Besançon), v. note 125 ; le caractère non conventuel du prieuré (Courtfontaine — v. note 125, et aussi *Archiv. du Doubs*, H. Courtfontaine, 5, procès). Le cas de l'abbaye de Migettes est un peu spécial : l'Archiduchesse Isabelle avait nommé un invalide dans ce monastère de femmes ! Sur remontrances, le droit fut révoqué naturellement (Dunod, *op. cit.* p. 367).

(171) V. notamment les *avis sur requêtes*, B.

(172) V. *Arch. Doubs*, *Avis sur requêtes*, 1624, B. 0497, 4^e liasse, 27^e p. Un rachat de 120 L. est proposé.

(173) V. plus loin, ch. VIII, note 21.

(174) *Id.* note 26. Nous pouvons signaler ici un arrêt du Parlement de Besançon en date du 16 décembre 1679 qui déboute le receveur de l'Hôtel des Invalides de ses prétentions à faire payer la taxe par le prieuré de Port-sur-Saône,

*
**

Ces quelques notes suffiront, semble-t-il, pour illustrer encore ce qui a été dit plus haut. Tout comme les « Panis briefe », les « pains d'abbaye » ont servi une double fin : assurer d'une manière assez particulière mais conforme aux idées de l'époque le recrutement des établissements monastiques d'hommes ou de femmes, et en outre attribuer à quelque bénéficiaire plus ou moins infortuné des moyens de subsistance pour ses vieux jours. Les deux idées se tiennent dans une certaine mesure et l'on glisse facilement de l'une à l'autre. Mais les documents ne sont pas suffisamment explicites pour permettre de faire dans tous les cas les distinctions nécessaires. Toujours est-il que l'institution a fonctionné indifféremment pour

uni au Collège des Jésuites de Vesoul (*Arch. Doubs*, H. Courtefontaine, I) et un autre arrêt du même Parlement (*Arch. du Jur*, H. Bonlieu) en date du 16 octobre 1681 renouvelant le privilège des Chartreux sur placet de ceux de Bonlieu et de Vaucluse, faisant état des lettres patentes de janvier 1663, « les déchargeant en outre et leurs successeurs de donner allimens, nourritures ou logement dedans ou dehors leurs maisons, argent ny autres choses quelconques aux soldats estropiés appelés religieux Lais, nonobstant, etc... » (*Recueil des édits*, t. I (1674-1699) p. 141. Besançon, 1771).

Puisqu'à différentes reprises, il a été question des provinces soumises à la domination de la maison d'Espagne, peut-être eut-il été intéressant de connaître ce qui, à cet égard, s'était pratiqué dans la péninsule elle-même. Aucune indication ne nous permet malheureusement de formuler quelque avis. Dans la mesure où une œuvre littéraire française peut servir de document quant aux mœurs ibériques, citons du moins Gil B'as de Santillane. On connaît l'histoire du Capitaine Don Annibal de Chinchilla qui avait perdu un œil, un bras et une jambe au cours de diverses campagnes et qui sollicitait en vain une pension du roi. L'intervention d'un secrétaire, nommé Pédrille, va lui permettre d'obtenir satisfaction. « Bonne nouvelle, dit-il à Chinchilla. Le Roi fera une distribution de Commenderies de bénéfices et de pensions où vous ne serez pas oublié... » et on lit plus loin : ... « Il fut gratifié d'une pension de trois cents pistoles sur une commanderie »... (*Œuvres complètes de Lesage*, Histoire de Gil Blas de Santillane, texte établi et présenté par A. Dupouy, éd. les Belles Lettres, Paris, 1933, t. II, L. VII, ch. XII, p. 70 et s.) Pain d'abbaye ? Droit d'oblat ? de quel que nom qu'on le pare, ce petit fait ne méritait-il pas cette simple mention ? Il en est d'autres : vingt-cinq ans après les *Psaumes Pénitentiaux*, Pétrarque écrit à un ami dont il avait fait la connaissance à la Cour de l'Empereur d'Allemagne, vieux soldat qui se nommait, avec un prénom bizarre, Sacramor de Pommiers. On ne sait rien de celui-ci que ce que son correspondant en a dit. Mais, « par une aventure qui n'était pas alors sans exemple, ce Sacramor, sur ses vieux jours, s'était fait, de soldat, moine ». Vocation tardive ou exercice d'un quelconque droit d'oblat ? Et puis, dans la *Divine Comédie*, on trouve encore un fait de ce genre : Guido de Montefeltro : « Jo fui nom d'arme a foi furi cordigliero » (*Inf.* XXVII-67). Enfin dans la correspondance de Pétrarque, Giovanni Colonna di San Vito (notamment *Ep. fam.* VI, 3). C'est à lui sans doute que Pétrarque adresse le magnifique sonnet : Poi che voi ed io (XCIX). H. Cochin, *Les Psaumes Pénitentiaux*, publiés d'après le manuscrit de Lucerne. Préface de Pierre de Nolhac. Paris, 1929, p. 10, 96 et 97). Il est difficile de ne voir dans ces divers cas de retraite au couvent, de la part d'anciens soldats, que le désir d'une vie sanctifiante...

les deux objectifs et la plupart du temps, de surcroît, le collateur, l'autorité qui prend la décision de concéder la place monacale, ou bien se recommande sans plus d'une pratique ancienne, ou bien invoque une prérogative souvent mal définie, ou bien tente de se justifier par référence à un droit dont les appellations varient ou qui, quand il semble spécialisé, autorise ce que l'on veut.

C'est l'équivoque qui règne à l'origine, les quelques documents qui paraissent d'une clarté satisfaisante sont contredits par d'autres qui font état du même droit mais pour autre chose ou décident dans un même domaine en se recommandant d'un autre privilège. Si bien que, compte tenu des particularismes nationaux, des conditions de temps et de lieu, l'institution dont il est ici question se révèle la même sous des formes diverses ou en tout cas les voit s'apparenter fortement, surtout en ce qui concerne les « Panis brieve » et les « pains d'abbaye ».

Si l'origine historique et juridique de chacune de ces différentes modalités paraît aussi confuse que semblable, pour ne pas dire identique, n'est-il cependant pas possible de caractériser les unes et les autres dans une certaine mesure ? On a pu constater que le « corrody » n'a pas eu le même sort que les deux autres variantes : il a toujours et uniquement servi à procurer le vivre et le couvert dans une abbaye à un envoyé du roi, sans aucun souci de pourvoir au recrutement de la communauté, c'est une manière de gratification ou de salaire pour qui a été choisi comme bénéficiaire. Ce genre de rémunération ou de retraite, pratiqué sans retenue, a conduit à des abus et contribué à la ruine des monastères. Il n'y a pas eu de spécialisation chez les attributaires. En dispersant les religieux, Henri VIII met fin à une pratique qui avait servi la politique de ses prédécesseurs. Ce système anglo-saxon, implanté sur le continent, dans les provinces soumises à la domination britannique, ne survit pas à celle-ci : Normandie et Guyenne s'alignent alors sur le modèle français. On peut dire qu'il a été assez original, tout au moins dans son mode d'application.

Il est difficile au contraire de distinguer « Panis brieve » et « Pains d'abbaye » : cela se comprend sans peine. La compénétration des institutions et des idées dans l'Europe occidentale, aux barrières mouvantes, devait conduire à des pratiques semblables. Si l'on a différencié les pays de suprématie germanique de ceux qui connurent la prédominance espagnole ou autrichienne, c'est parce que les expressions verbales étaient diverses mais toutes ces régions n'étaient que des démembrements de l'Empire de Charles Quint : il est dès lors normal que l'origine et les modalités de ces concessions de « pain » aient été sensiblement les mêmes. Si elles se sont traduites en des termes propres à chaque souveraineté nouvelle, ces mots — il est facile de le constater — désignent la même institution

qui, comme il est également naturel — se rapproche plus dans ses conditions de celle qui s'illustre en France sous l'appellation du reste tardive de « droit d'oblat », que de la pratique anglaise. Elle s'en détache cependant en ce sens que dans le Royaume des Lys elle se spécialise assez vite, se mue en une organisation d'Etat et voit la prestation en nature supplantée par la contribution pécuniaire.

Ces éléments de comparaisons permettront peut-être de prendre mieux conscience des faits.

CHAPITRE VII

SON ROLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La portée économique et sociale du « droit d'oblat » et de ses succédanés ne paraît pas avoir jusqu'à présent retenu l'attention de tous ceux qui ont été préoccupés par ces attributions de « pains ». Mais pour mieux examiner le problème, il convient de séparer les deux domaines où il se pose dans des conditions différentes.

Sur le terrain économique d'abord. Il faut se demander quelle contribution ces institutions ont apportée à la situation matérielle des monastères d'une part, et des bénéficiaires d'autre part, ce dernier terme englobant à la fois les collateurs et les pensionnés. Il est nécessaire de faire retour en arrière pour essayer d'établir les bases de cette étude.

À l'époque carolingienne la prébende était d'un usage courant (1) mais ce terme recouvre des opérations assez différentes les unes des autres. Sans doute il s'agit toujours de la portion quotidienne d'aliments servie à chacun des membres de la communauté et, par extension, à des gens du dehors mais le droit à cette pitance est acquis aux bénéficiaires à des titres divers : les uns la perçoivent d'office, pourrait-on dire, parce qu'ils font partie intégrante du monastère et ce sont les moines ; d'autres la reçoivent en qualité de serviteurs ou de tenanciers, comme salaire ou émolument, ce sont les *præbendarii* ; d'autres, par simple charité et bon vouloir de l'abbaye, en profitent gratuitement, et ce sont les *matricularii*, avec les pauvres secourus occasionnellement ; d'autres en jouissent par faveur royale ou à la demande d'un grand, et ce peuvent être des postulants à la vie conventuelle et les oblats ou moines laïcs ; enfin certains s'assurent eux-mêmes ces avantages en échange d'une donation de biens, soit qu'ils se voient attribuer ces pres-

(1) V. E. Lesne, *Origines de la prébende*, dans *Revue historique du droit français et étranger*, 1929, p. 242, 290, et du même : *Praebenda*, le sens primitif du terme prébende, dans *Mélanges Fournier*, Paris, 1929, p. 443, 453.

tations sur place, dans l'enceinte même du monastère, soit au-dehors. Tous ces attributaires appartiennent à des catégories juridiques différentes mais il va de soi qu'au point de vue économique, la concession de ces prébendes ne se répercute pas de la même manière sur la situation matérielle de l'abbaye dispensatrice. On a pu, à juste titre, soutenir que les donations à charge de pension alimentaire, du VIII^e au X^e siècles, de même que les contrats de rente viagère un peu plus tard, avaient été de remarquables artisans de la fortune monastique dans l'Europe continentale de l'Ouest et du Centre (2). Il en fut de même en Angleterre sous le régime du « corrody » que l'on ne saurait mieux traduire que par prébende (3). Les modalités en ont été extrêmement variées mais quelles qu'elles aient été, elles avaient toutes pour caractère commun de stipuler en faveur soit du donateur, soit d'un membre de sa famille ou de l'un de ses protégés, une sorte de rente viagère, indépendamment des motifs spirituels qui pouvaient intervenir également. A bien des égards, c'étaient des contrats par lesquels les donateurs s'assuraient les mêmes avantages que les crédi-rentiers de l'âge contemporain : ceux-ci s'adressent maintenant à des sociétés spécialisées, voire à l'Etat, qui, d'une part, présentent des garanties de solvabilité et de solidité propres à donner confiance à leur clientèle et qui, d'autre part, compensent les risques qu'ils assument par des mesures appropriées et notamment grâce au grand nombre des contractants. Au moyen âge, ce rôle était rempli d'ordinaire par les monastères qui, en réalité,

(2) V. Lesne *Les donations à charge de pension alimentaire du VIII^e au X^e siècles* (Mélanges de philologie et d'histoire, dans *Mémoires et travaux des Facultés catholiques de Lille*, t. 32, Lille, 1927, pp. 33, 47). Note relative à des contrats de rente viagère concernant l'ancienne abbaye d'Herkenrode, par A. Hansay, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Mélophites de Hasselt*, 1907, Hasselt, t. XXXIX ; Voir du même, *Etude sur la formation et l'organisation économique du domaine de l'Abbaye de Saint-Trond*, 1899, Gand ; Ch. Edm. Perrin, *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsacienne de Mar moutier aux X^e et XI^e siècles* (Collection d'études sur l'histoire de droit et des institutions de l'Alsace, X, Strasbourg, 1935 ; *Les coutumes poitevine et angevine de la donation par provision de corps*, par Garand, dans *Mélanges Fournier*, Paris, 1929, p. 271 et s. E. Allix et R. Genestal, *Les opérations financières de l'Abbaye de Troarn*, dans *Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschafts-Geschichte* 1904, t. II, p. 616-640 ; R. Genestal, *Le rôle des monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XI^e à la fin du XIII^e siècles*, Paris, 1901 ; Dom U. Berlière : *La familia dans les monastères bénédictins au Moyen Age*, Mémoires de l'Académie royale de Belgique (lettres) 2^e série, t. XXIX, Bruxelles, 1932. Du même, *L'Ordre monastique des origines au XII^e siècle*, Paris, 1924 ; Dom Ph. Schmitz, *Histoire de l'ordre bénédictin*, t. I, Maredsous, 1942 ; H. Bikel, *Die Wirtschaftsverhältnisse des Klosters S. Gallen*, Fribourg, 1914 ; Goette, *Die Klöster des M. A. in dem wirtschaftlichen Verkehr*, dans *Archiv. für Kulturgeschichte*, 1903.

(3) Howard Morris Stuckert, *Corrodies in english monasteries*, Philadelphie, 1923, v. notamment les chapitres IV, V et VII ; Snape, *English monastic finances in the later middle ages*, Cambridge, 1926.

étaient seuls en mesure d'exercer cette fonction car ils disposaient d'une hôtellerie qui pouvait recevoir aussi bien des hôtes permanents que des hôtes de passage ; ils étaient le centre d'une exploitation agricole active ; l'organisation des métiers autour du cloître leur permettait de fournir aux crédi-
rentiers du dedans ou du dehors les livraisons de vivres et de vêtements stipulées par ceux-ci, sans parler, bien entendu, des avantages spirituels qui étaient réservés aux donateurs et aux bénéficiaires des pensions.

Mais s'il en allait ainsi pour ces contrats dont chaque partie tirait en somme profit, la situation se présentait d'une tout autre manière pour les prébendes consenties à titre gratuit. Il semble que, dans la plupart des cas, la charge était pour le monastère et le bénéfice pour le pensionné. Éliminons les serviteurs et les tenanciers qui, eux, fournissaient un travail en échange de la pitance et par conséquent contribuaient au développement économique de l'abbaye. Le cas des postulants à la vie religieuse est de même différent. Sans doute la plupart du temps il ne s'agit pas d'un recrutement de qualité. C'est que les candidats admis de la sorte à la préparation de l'état monastique ne sont venus ni librement ni dans un esprit désintéressé. Ceux que le roi ou les grands ont fait recevoir, en invoquant un fondement juridique plus ou moins sûr ou en usant simplement de leur seule volonté, y viennent poussés par des parents cupides et besogneux, ou pour s'assurer à bon compte une position confortable, ou pour toute autre raison d'ordre matériel. Ce n'est pas la vocation qui les dirige vers le cloître, ce sont les intérêts séculiers, les préoccupations financières, les soucis d'ambition temporelle qui l'emportent sur tout idéal (4). Il n'est pas surprenant dans ces conditions que d'un tel racolage ne résultent nombre de déboires car dans l'ensemble un recrutement aussi anormal ne peut être que défectueux et, non seulement les abbayes n'y trouvaient guère les éléments de régénération et de « relève » dont elles avaient besoin mais encore elles se sentaient lourdement grevées par les déchets qu'elles entretenaient de la sorte sans aucun profit pour elles. C'était à la fois un élément de régression spirituelle, d'indiscipline, de relâchement moral et une charge financière susceptible de compromettre la santé économique de l'établissement.

Quant à ceux qui, par une faveur quelconque, ont été imposés aux monastères avec l'obligation de pourvoir à leur

(4) Voir notamment sur ce sujet : Dom Berlière : *Le recrutement dans les monastères bénédictins aux XIII^e et XIV^e siècles*, mémoire présenté à l'Académie royale de Belgique (lettres) le 8 Octobre 1923 Bruxelles, 1924. On y trouvera, entre autres renseignements une bibliographie très étendue des monographies auxquelles les travaux du professeur Al. Schulte ont donné naissance, sur la condition sociale du personnel d'un certain nombre de maisons religieuses en différentes régions d'Allemagne.

entretien — et c'est spécialement le cas des oblats ou moines laïcs — il apparaît un peu plus complexe. Il est permis en effet de penser tout d'abord qu'une semblable institution va entraîner pour les maisons religieuses qui y sont assujetties une onéreuse application et il faut reconnaître que dans une certaine mesure, il en est réellement ainsi. La chose n'est pas douteuse pour une époque où le développement des prébendes a pris une telle ampleur que l'exercice forcé de cette charité devient littéralement ruineux pour les abbayes. L'abus des « corrodies » en Angleterre joua un rôle important dans la décadence des monastères et contribua incontestablement à leur perte (5). Mais il ne faut pas oublier que, en France, peu-à-peu une réglementation de l'usage intervint et notamment en ce qui concerne les oblats ou moines laïcs, que le roi prit de très bonne heure l'habitude de n'en placer qu'un à la fois et encore seulement dans les maisons de fondation, de garde ou de nomination royales (6). Les autres prébendiers pour l'instant n'ont rien à voir ici. Peut-on soutenir dans ces conditions que la présence de *cet* oblat, de *ce* religieux laïc constitue pour l'abbaye qui l'a en charge un surcroît de dépenses tel qu'il met en péril l'assise financière de celle-ci ? Cela semble difficile. On objectera qu'il s'agit d'une imposition supplémentaire, le monastère étant déjà grevé par ailleurs de contributions de toute sorte qui l'empêchent d'équilibrer la balance du doit et de l'avoir. Mais sera-ce précisément cette goutte d'eau qui fera déborder le vase ? Sans doute la situation des établissements monastiques était souvent délicate à cet égard, non pas de tous, d'un certain nombre seulement et les doléances qu'ils font entendre, les protestations qu'ils adressent aux pouvoirs publics, pour rentrer dans la littérature habituelle par quoi s'exprime l'aversion séculaire du Français à l'égard du Fisc, n'en reposent pas moins sur des faits exacts la plupart du temps, avec, si l'on veut, une probable élasticité dans l'appréciation de ceux-ci. Quoi qu'il en soit, la charge d'un oblat, à elle seule, n'était pas de nature à troubler le régime financier d'une abbaye normalement constituée et administrée. Il vaut mieux la considérer comme un don purement gratuit car l'on ne saurait prétendre mettre en contrepartie les modestes services d'ordre matériel que ces nouveaux pensionnaires étaient quelque fois en mesure de rendre, d'abord parce qu'ils étaient peu appréciables en argent (7), mais aussi et surtout parce que, de plus en plus, les prestations en nature fournies au moine laïc, ont été remplacées par un versement

(5) Stuckert, *Corrodies...* op. cit. chap. VII.

(6) V. plus haut, ch. V.

(7) Encore que certaines abbayes aient retranché de la pension versée à l'oblat le montant des gages qu'elles avaient dû payer au salarié pris à sa place pour assurer les mêmes fonctions. V. plus haut, p. 130 et 163.

en espèces pendant une période déterminée à lui-même, puis à un organisme centralisateur. Il n'y a aucune compensation à établir : c'est une aumône bénévole et gracieuse... ou quasiment.

Car l'oblat n'apportait aucun élément d'activité économique au monastère, il n'était lui-même qu'un faible aliment de celle-ci. La fourniture d'une pitance supplémentaire n'entraînait pas à elle seule un surcroît de production agricole ou artisanale, nécessitant la mise en culture de nouvelles terres à blé ou à vignes, l'élevage d'un bétail plus nombreux, l'embauchage d'un travailleur de plus. Si en certains cas une telle éventualité a pu se produire, elle a été strictement exceptionnelle et suscitée sans doute par le concours d'autres causes se surajoutant à celle-là. En outre le placement de ces oblates n'engendre aucune perturbation sensible dans la situation démographique locale. La dispersion de ceux-ci dans la nature, si elle n'augmente pas le nombre des producteurs mais uniquement celui des consommateurs d'un endroit donné, ne constitue à aucun titre un véritable mouvement de population et ne favorise sur place, en définitive que la statistique très éventuelle des décès, le nombre total des unités restant, bien entendu, dans le royaume, le même (8).

Si, après avoir ainsi envisagé la question sous l'angle monastique, côté débiteur, l'on se place maintenant sur l'autre rive, côté créanciers, deux points de vue distincts s'imposent immédiatement : celui du collateur, et celui du bénéficiaire.

L'avantage économique du premier est évident. Le roi — et ce nom évoque indifféremment toute puissance concédante — s'exonère du soin de l'un de ses familiers, d'un ancien serviteur, d'un quelconque artisan de la politique monarchique et qui, normalement, devrait retomber à la charge de la couronne, sur un organisme dont la gestion financière est indépendante de l'Etat et qu'il n'alimente plus. Il y a une opération de substitution, une novation de débiteurs, aussi obligatoire pour le nouveau débiteur que pour le pseudo-créancier bénéficiaire des prestations. On ne manquera pas de faire remarquer que s'il semble ainsi disposer à son profit indirect du bien d'autrui, en réalité le roi ne fait qu'exercer une reprise, ayant jadis par ses prédécesseurs ou naguère par lui-même, doté, abondamment peut-être, l'établissement monastique dont il s'agit. Que celle-ci soit légitime ou non — et ce n'est pas le lieu d'en discuter — le prince use en effet en l'occurrence des ressources ecclésiastiques comme de son patrimoine propre et l'opération royale se solde par un manque à déboursier pour le Trésor. Peu importe qu'à une époque quelconque, l'abbaye

(8) V. cependant Snape, *English monastic finances...* 1926, Cambridge, p. 19 : corrodiers as element of population.

considérée ait reçu des biens de la couronne ou de la cassette particulière de sa Majesté : ce compte, si compte il y a, est liquidé et n'a laissé subsister aucune dette ou aucune créance de l'un vis-à-vis de l'autre qui soit appréciable en argent. Le roi ne place pas tous ses familiers dans les maisons religieuses mais quelques-uns seulement. Il pourrait ne pas le faire, rien ne l'oblige à procéder de la sorte et il n'est pas rare de trouver une abbaye qui, pendant une période donnée, reste sans oblat (9) : pendant cette vacance, le monarque va-t-il se faire indemniser ? De toute évidence, non. Dans ces conditions, il est permis de dire que par ces collations de prébendes monacales les finances de la Royauté se trouvent soulagées d'autant et ce qui le prouve encore, c'est que tous ceux qui auraient pu prétendre à en bénéficier, restent à la charge du Trésor, sous forme de mortes-payes, par exemple (10).

Cet avantage économique se double d'un autre, d'ordre, si l'on veut, plus moral et politique. Ce faisant en effet, le roi s'assure la reconnaissance de ses anciens serviteurs mais soigne aussi de la sorte, avec sa popularité, le recrutement éventuel de ses diverses administrations civiles ou militaires. La retraite ainsi garantie pour leurs vieux jours à ceux qui se seront dépensés sur les champs de bataille notamment pour le compte de la Couronne est incontestablement de nature à favoriser les enrôlements dans l'armée et c'est là une mesure qui ne saurait être indifférente à la tenue générale du Royaume.

Quant au bénéficiaire de la place qui lui a été allouée, les modalités économiques qui l'affectent sont assez claires. Cet homme que les actes royaux dépeignent à l'envi comme incapable de gagner sa vie, réduit par suite des fatigues, des blessures ou infirmités et des ans, à périr de misère, est assuré d'avoir jusqu'à la fin de ses jours, les moyens de subsistance nécessaires. Il redevient un consommateur, à la charge d'une collectivité particulière sans doute mais pourvu du minimum indispensable. Théoriquement du moins. S'il vit au monastère son logement, son habillement, sa nourriture, son entretien en un mot, lui sont garantis, à moins de catastrophe naturellement. S'il demeure au-dehors, la situation change : célibataire, sa pension peut lui suffire, elle n'est pas calculée pour favoriser les habitudes d'intempérance qu'il aurait prises ; mais s'il est marié, et si aux charges du ménage s'ajoute une descendance, on voit mal comment il aura la faculté de se tirer d'affaire. La situation familiale du bénéficiaire n'étant pas prise en considération, c'est la même somme forfaitairement fixée qui doit assurer la subsistance dans tous les cas : il est manifeste que le système ici est en défaut et d'une manière grave.

(9) V. plus haut.

(10) Sur les mortes-payes, v. Burnand, *op. cit.*

Sans doute l'ingéniosité fait son œuvre et plus d'un a dû se livrer à quelque occupation rémunératrice ou à quelque trafic ; des exemples en ont été donnés (11) mais la pente est glissante et d'opérations licites, l'on passe aisément à des combinaisons suspectes, pour ne pas dire davantage. Que des oblats aient été de la sorte tentés de monnayer leurs places, d'en cumuler par fraude ou astuce, qui s'en étonnera ? qu'ils aient dû souvent aussi trouver un complément de ressources dans la mendicité, le chapardage, l'exploitation de la charité publique, les actes royaux sont les premiers à le reconnaître (12). L'on en vient naturellement, par suite du renchérissement de toutes choses, à relever les pensions mais ces mesures sont toujours tardives et ne rétablissent jamais l'équivalence détruite entre les ressources et les besoins. Il faut dès lors reconnaître qu'économiquement parlant, l'application du « droit d'oblat » (ou de ses succédanés jouant dans les mêmes circonstances) n'a pas atteint le but souhaitable et il y a, par conséquent, du côté du bénéficiaire, une déficience marquée (13).

La portée sociale de l'institution et le profit moral que le monastère tire du placement des oblats peuvent ne pas sauter tout de suite aux yeux. Cependant il paraît difficile de les nier. Un des premiers préceptes qui s'imposent spécialement au moine est celui de la charité. Le monastère a reçu des biens pour en faire bénéficier les pauvres et il faut reconnaître qu'au cours des siècles les maisons religieuses s'en sont en général largement acquittées (14). Sans doute les abbayes ne manquaient jamais de sollicitateurs de toute catégorie dans ce domaine et elles en secouraient souvent plus qu'elles n'en souhaitaient ou pouvaient, d'autant qu'elles n'étaient pas nécessairement assurées d'avoir toujours affaire à des miséreux authentiques... la matricule est née de ce besoin de sécurité

(11) V. plus haut, ch. V, p. 164.

(12) V. notamment l'édit de juillet 1604.

(13) On peut ajouter que l'invalidé bénéficie de l'exemption de la taille, ce qui est tout de même appréciable (V. Lalou — *du bail à nourriture*, Paris, 1900, p. 46). Un arrêt du Parlement de Paris en date du 19 mars 1659 déclara que les oblats étaient exonérés de toutes charges, au moment qu'ils ne faisaient pas de trafic (J. Brillonn, *op. cit.* n° 28 ; Demaisons, *op. cit.* n° 4). La Cour des Aydes condamna en 1667 un oblat à payer 6 livres par an au titre de la taille, parce qu'il avait fait « un grand trafic de vin » (J. Brillonn, *op. cit.* id.). En réalité, ce n'est pas en tant qu'oblat qu'il est mis en cause ou exempté, selon les cas, c'est en qualité d'invalidé.

(14) V. *Le rôle social de l'Eglise* par E. Chénon, Paris, 1928 ; *L'Ordre monastique*, par Dom U. Berlière, Paris, 19.. ; *Histoire de l'Ordre de Saint Benoît*, par Dom Ph. Schmitz, Maredsous, 1942 ; *Le Monachisme bénédictin*, par Dom Butler, trad. Grolleau, Paris 1924 ; *L'Eglise et la civilisation au Moyen Age*, par E. Schnürer, Paris, 3 vol. 1933 ; etc. On pourra consulter également sur ce point *l'Histoire des moines d'Occident* de Montalembert, Paris, 7 vol. où il y a toujours beaucoup à prendre.

et de limitation mais jamais elles n'ont été en mesure de restreindre d'une façon systématique la pratique de l'aumône. Dire que l'institution du « droit d'oblat » a fourni aux monastères l'occasion de remplir à cet égard leur devoir, risque de passer pour une plaisanterie et de prêter à sourire... Il n'en est pas moins vrai que la réception des moines laïcs a pu rentrer dans l'exercice normal de la charité monacale d'autant plus que les textes royaux mettent toujours l'accent sur les « pauvres » soldats... à condition toutefois de bien préciser que celle-ci n'avait point attendu cette occasion pour venir en aide à des quantités de malheureux de toute catégorie et qu'elle n'avait nul besoin de ce recrutement supplémentaire pour se consacrer davantage encore à soulager les infortunes humaines (15). Il est même permis d'ajouter que les abbayes n'ont pas vu d'un œil très favorable l'accroissement de leurs soucis en ce domaine et pas davantage les nouveaux bénéficiaires de leurs ressources. Dans bien des cas, elles se sont efforcées, il faut le reconnaître, de se soustraire à cette charge aussi bien en raison de certaines préoccupations financières que pour des motifs d'ordre moral et disciplinaire. Mais cela dit, nombre d'entre elles ont su accepter cette tâche, sinon avec enthousiasme, du moins avec résignation et avec le souci d'apporter quelque remède aux maux des âmes — sans doute assez malades — que le ciel et le Roi, son préposé, leur envoyaient. Qu'elles aient pu ramener le calme en des vies orageuses, adoucir quelques caractères endurcis, substituer de bonnes habitudes à des défauts fortement enracinés, libérer des consciences du poids écrasant de multiples fautes, obtenir des conversions, en tout cas, faire s'endormir dans la paix du Seigneur des corps rompus aux excès guerriers, cela ne saurait être contesté : les fins édifiantes, après des existences turbulentes, de désordres et de scandales n'ont pas manqué (16). Sans doute, à certaines

(15) Un arrêt du Parlement de Rouen rendu en 1523 déclarait que le bénéficiaire de la place devait « user sa portion audit monastère » (Saint-Ouen) sans la vendre ou en faire don « affin que son relief fut donné aux pauvres avec celui des autres religieux »... (*Bibl. nat. ms. fr. 41948, fol. 67 v°*). La réception des oblates ne dispensait pas l'abbaye de secourir les malheureux.

(16) On peut citer, par exemple, le cas de Bernard Funier, « pensionnaire du Roi », demeurant à l'abbaye de la Fontaine-Jean et qui fut parrain au baptême de Bernard, fils de Jean Rabillon, « thuilier » du monastère, le 28 mars 1723, le frère Alexis de la Marche, sous-prieur, faisant fonction de curé (Abbé Jarossay, *Histoire de l'abbaye de la Fontaine-Jean*, p. 300), ou, encore celui de ce gentilhomme anglais, entretenu à Saint-Wandrille, à la demande du roi Jacques, et qui y mourut le 16 août 1712. « Il édifia, dit la chronique, la communauté par son assiduité à l'Eglise pendant tous les offices du jour et par une piété uniforme, dont il donna des marques très touchantes à l'article de la mort. On lui fit des obsèques fort solennelles, on l'enterra dans un lieu distingué »... (*Histoire de l'Abbaye de Saint-Wandrille* par Dom Toutain et Dom Tassin (1604-1734) édit. par Dom Laporte, Saint-Wandrille, 1936, p. 304-5). Il ne faut pas généraliser, mais pourquoi, d'autre part, vouloir minimiser l'influence du monastère à cet égard ?

époques la piété et l'austérité monastiques n'ont pas toujours été ce qu'elles auraient pu être ; la décadence des mœurs n'a pas épargné les cloîtres et les réformes rendues nécessaires ont dû bien souvent trancher dans le vif pour préserver les éléments restés sains et ramener la santé dans un corps défaillant (17). Mais précisément en dépit des brebis galeuses, il est resté une partie, parfois faible, du troupeau que n'a pas atteinte la contagion et qui a su, même dans les pires heures, maintenir les fécondes traditions de spiritualité agissante. La présence des moines laïcs dans nombre d'abbayes du royaume a permis à celles-ci d'exercer une action bienfaisante sur des catégories sociales d'individus avec lesquelles elles n'avaient d'ordinaire que des rapports d'une autre nature ; malgré tout, leur patrimoine moral s'en est trouvé enrichi et du point de vue qui nous occupe ici, c'est un résultat qui ne saurait passer pour négligeable.

La monarchie avait de son côté un intérêt social certain à prendre soin de ses anciens serviteurs, et même en nous limitant à ceux qu'elle fit entretenir par les monastères et aux frais de ceux-ci, il importait qu'ils ne fussent pas délaissés. Si la reconnaissance pour le dévouement dépensé à sa cause l'y poussait, il n'était pas indifférent d'autre part au souci de sa grandeur qu'elle apparût aux yeux de tous comme préoccupée du sort de ceux qui s'étaient usés à son service. Non seulement elle assurait de la sorte le recrutement futur de ses défenseurs et agents tant civils que militaires et consolidait l'attachement de ses cadres, mais encore elle donnait à tous l'exemple du comportement qu'exige la fonction de commandement à l'égard de ceux qu'elle se subordonne en même temps qu'elle garantissait à la nation toute entière l'exercice régulier des activités de paix sous la protection de ceux qui veillaient aux frontières à la sécurité de l'Etat, maintenaient l'ordre public à l'intérieur du royaume et contribuaient à la marche normale d'une administration orientée vers le bien commun. Ainsi la société française dans son ensemble ne pouvait que bénéficier d'un régime auquel le sort des serviteurs royaux, même les plus modestes, ne restait pas en dehors de ses préoccupations.

Il ne s'agit certes pas de prétendre que la monarchie en faisant jouer « le droit d'oblat » à leur profit, entendait accomplir une tâche sociale éminente. Elle estimait de son devoir — et ne s'en cachait pas — (les actes royaux en font foi) de

(17) La réforme des monastères a été fréquemment à l'ordre du jour dans notre pays. Saint Benoit d'Aniane, Saint Bernard, les Congrégations de Cluny, de Saint-Vanne, de Saint-Maur, l'Abbé de Rancé sont des noms qui, entre autres, sont devenus familiers. La dernière tentative avant la Révolution, peut-on dire, date de la Commission des Réguliers qui a fait l'objet d'une étude remarquable de Suzanne Lemaire (*La Commission des Réguliers*, Paris, 1926).

mettre à l'abri du besoin ceux dont elle avait retiré quelques services et qui, trop faibles pour subsister par leurs propres moyens, s'adressaient à elle pour les secourir mais si cette question de subsistance semble prendre le premier plan lorsque le souverain appose sa signature au bas d'une ordonnance qui institue en leur faveur quelques mesures salutaires, il n'est pas interdit de penser que les autres faces du problème ont été de même dûment considérées avec l'intervention de dispositions nouvelles et que c'est l'ensemble de la question dans tout ce qu'elle avait de social qu'elle a envisagé, parce qu'elle n'aurait su demeurer passive devant tout ce qui était à contenu humain. On semble redécouvrir, après un siècle et demi de libéralisme économique et d'individualisme forcené dans tous les domaines, la fonction suréminente de l'Etat, la nécessité du bien commun, l'esprit communautaire ; il faut bien qu'on sache qu'on n'invente rien et que ces notions peu familières maintenant à beaucoup constituaient le fonds inépuisable où s'alimentait l'Ancien Régime. A cette époque, cela semblait tout naturel et n'avait nul besoin d'être exprimé car chacun n'y contredisait point. C'était, si l'on peut ainsi parler, l'un des principes fondamentaux de la monarchie. Il ne faut dès lors pas tirer argument du silence des textes officiels pour prétendre que ces préoccupations sociales ne hantaient pas le cerveau du Souverain, encore que bien souvent en lisant entre les lignes on les sente percer d'une façon non équivoque.

On voudra bien ne pas nous imputer le ridicule de soutenir que le « droit d'oblat » fut une des pièces maitresses de l'édifice monarchique. Nous convenons volontiers que, dans la politique royale, il n'a joué qu'un très petit rôle et socialement parlant, ses incidences ont été assez faibles pour la puissance publique mais rien n'est négligeable en cette matière : « toute la mer bouge pour une pierre », a dit Pascal, et dans le domaine de la vie en société, le comportement d'un seul individu peut avoir des répercussions sensibles et inattendues. La pratique du « droit d'oblat » telle que l'a entendue la Royauté, en dépit des tâtonnements inévitables et des erreurs, a servi, au rang qui lui était assigné et qui ne pouvait être que modeste, la cause de celle-ci. Qu'on n'oublie pas qu'un nombre relativement faible d'anciens serviteurs était en mesure d'en bénéficier.

Il convient de faire une autre remarque. On a certainement été frappé par ce fait que, dans une société aussi hiérarchisée que celle de l'Ancien Régime, les anciens militaires, quels que fussent leur grade et leur situation sociale, bénéficiaient tous des mêmes avantages ; la pension qui leur était assignée sur un monastère, en nature ou en espèces, était identique en général, en tout cas ne variait nullement avec la condition du titulaire. Une rigoureuse égalité présidait à cette distribution de prébendes monacales et tel qui était

officier ou gentilhomme n'avait droit à rien de plus que le simple soldat ou le roturier. Sans doute, dans les attributions l'on ne rencontre jamais de bénéficiaires pourvus d'un grade élevé : il ne s'agit que de bas officiers ou de moins encore dans la hiérarchie militaire mais il est surprenant de constater que pour les « pauvres capitaines (18) gentilshommes et soldats estropiés », aucune distinction n'intervient et qu'indifféremment les uns et les autres sont casés dans les abbayes et prieurés du royaume, sans aucun souci de l'échelle des grades ou des conditions. Cet égalitarisme inattendu ne semble pas avoir choqué à cette époque et si lors de la création d'institutions comme l'Hôtel royal des invalides il a été prévu des pensions d'un montant plus élevé pour les officiers que pour les autres militaires (19), du moins dans le fonctionnement du « droit d'oblat » il n'en a nullement été question. On ne peut penser que l'application qui en a été ainsi faite ait passé inaperçue ; la monarchie n'a su ignorer cette identité de tarifs, si l'on peut dire, pour les uns et les autres. Sans doute le système en vigueur se prêtait-il mal à une différenciation quelconque. Les monastères étaient assujettis à la même charge quelle que fut leur richesse et en conséquence les bénéficiaires percevaient les mêmes avantages. Mais il était permis de concevoir une autre modalité : les abbayes eussent été taxées selon l'importance de leurs ressources et les oblats répartis entre elles selon un ordre de classement tenant compte du grade ou de la condition de chacun.

Un telle conception s'est-elle fait jour à un moment donné ? Nous ne savons pas davantage, pour le cas où elle aurait été envisagée, les motifs qui ont contribué à la faire écarter. Il nous faut prendre le fait tel qu'il est, sans fouiller dans les intentions à cet égard. Peut-être cependant a-t-on le droit de penser que la Monarchie n'a pas cherché à approfondir cette question. Les intéressés eux-mêmes ne semblent pas avoir manifesté le désir de voir intervenir un barème différentiel, ils ont accepté cette égalité de traitement, sans doute parce qu'elle leur paraissait naturelle. On aurait mauvaise grâce à

(18) Il ne faut pas se laisser abuser par ce terme de « capitaine ». Au XVI^e siècle, il n'avait pas le sens restreint qu'il a maintenant. Le grade auquel il correspondait a été pendant longtemps le plus haut au-dessous des chefs d'armées. Sans doute, le capitaine commandait normalement une compagnie, comme de nos jours mais cette unité formait corps et comptait les effectifs les plus variés, s'élevant parfois au-dessus de cinq cents hommes. Brantôme dit que de vieux capitaines entraînaient la pique toute leur vie et cite un de ces braves qui affirmait au roi qu'on ne devait jamais vivre ou vieillir plus de deux ans dans cet état lorsqu'on s'en voulait acquitter dignement dans les gens de pied : « qui ne se hasarde ne fait rien qui vaille et qui bien se hasarde, fait beaucoup ; et bien s'hasardant aussi, il faut qu'on y meure ». (Gal. Doumenc, *Le mémorial de la terre de France*, Paris 1943, 7, p. 61).

(19) V. Burnand, *op. cit.*

se montrer plus exigeant qu'eux. Il convenait néanmoins de souligner cette conséquence sociale du système établi, à savoir qu'il ne faisait acception de personne et constituait simplement, sans distinction d'origine ou de grade, une catégorie particulière de bénéficiaires égaux en droits et traités aussi en fait sur le même pied. La solidarité du champ de bataille étendait de la sorte ses effets jusqu'aux derniers jours de l'ancien combattant. L'égalité devant la mort était totale.

Mais il faut voir d'un peu plus près ce que cette institution a pu donner à ceux qui en profitaient. Ces serviteurs de l'Etat à qui celui-ci assurait ainsi, d'une manière ou de l'autre, le pain de leurs vieux jours, quels étaient-ils ? Dans les derniers temps, d'anciens soldats. C'est-à-dire ? pour ce qui est de la troupe, un étrange agglomérat d'enfants perdus, d'amateurs d'aventures, de gens sans aveu, de recrues séduites par le métier des armes, les mœurs faciles qu'il favorise et les avantages pécuniaires qu'il peut comporter ; c'est cela surtout qui compose les « bandes » et les compagnies royales d'ordonnance ; quant aux officiers subalternes, ils viennent de familles qui n'étaient pas en mesure de leur assurer quelque fonction mieux assise, quelque « charge » honorifique et rémunératrice ou quelque mariage avec une riche héritière. Comme on le voit, le milieu est socialement assez mêlé (20), encore que d'une manière générale le corps des officiers soit issu d'un bon rang. La vocation, si elle était rare, n'était pas absente et en tout cas, la tenue au combat était de qualité, avec une valeur professionnelle qui avait maintes fois l'occasion de s'affirmer. Les serviteurs civils participaient de cette même relative modestie. Il ne faudrait pas croire cependant d'après leurs titres ou leurs fonctions que ceux auxquels s'attachait par « droit d'oblat » la faveur royale, n'occupaient que des emplois d'une basse infériorité. Tel valet de la reine à qui vient d'être attribué une place n'est point un domestique du dernier échelon social et en sa personne (21) se trouvent honorés des services appréciés. On constate toutefois que dans l'ensemble les bénéficiaires de l'institution sont d'extraction assez modeste et c'est une raison de plus pour que la monarchie leur ait attribué des avantages qui répondaient en somme à leur condition.

(20) On en aura une idée par cet échantillonnage que nous empruntons aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle, au XVIII^e siècle : pensions d'oblat accordées à : Claude Nicolas, ancien officier de l'Hôtel du duc Charles IV (de Lorraine), 1^{er} mars 1699 ; Aimé Errard, vieux soldat, 30 juillet 1713 ; Legrand, cheveu-léger du duc de Lorraine, 7 février 1723 ; Gand, ci-devant brigadier des gardes du corps, 13 décembre 1748. (H. 114 et H. 1381).

(21) Citons, par exemple, un valet de chambre de Charles V, nommé Gilles Malet, qui devint conservateur de la « librairie » royale au Louvre et qui était « homme fort docte, habile lecteur ». (A. Bailly. *La guerre de Cent ans*, Paris, 1943, p. 81). Ne soyons pas dupes de l'emploi de mêmes termes hier et aujourd'hui correspondant à des situations différentes.

Ce séjour dans les cloîtres auquel étaient réduits certains d'entre eux ne leur laissait-il pas quelque amertume et les tâches fort humbles qui les occupaient ne leur paraissaient-elles pas ressembler à quelque brimade particulièrement affligeante, notamment parce qu'elle émanait de « frocards » méprisés ? Certes des difficultés — inévitables — se produisirent en ce domaine et qui tenaient aux deux parties en cause : les monastères ont parfois exagéré et voulu assujettir ces oblates d'un genre spécial à des obligations qui en eussent fait — extérieurement du moins — de prétendus moines. Ce en quoi ils avaient tort et les Cours de Parlement le leur ont fait comprendre. D'un autre côté, les bénéficiaires de places s'imaginaient volontiers qu'ils n'avaient plus qu'à se laisser vieillir dans l'oisiveté et que tout emploi, même occasionnel, ne pouvait que leur être insupportable. Et ici encore les lettres de provision, les ordonnances royales et la jurisprudence répètent à l'envi : « en faisant tel service qu'il pourra », chaque fois qu'il est question de faire accueillir un moine lai dans une abbaye ou un prieuré. En fait la plupart du temps, les choses se sont arrangées et les monastères ont pu utiliser ces collaborateurs bénévoles, un peu inattendus.

Le travail est de règle au couvent. Ce n'était pas pour eux déchoir que de s'y consacrer même en des occupations infimes. Sonner les cloches, balayer l'église, répondre à la porte, ce sont là besognes serviles mais chacun, dans le cloître n'est-il pas astreint à des tâches aussi subalternes ? Le code bénédictin en fait une obligation à tous et l'on ne peut qu'admirer la sage prescription du Patriarche des moines d'Occident, dont l'application, par la force des choses, a pu bien souvent être réduite en durée ou en nature mais n'a jamais été supprimée même au profit du travail intellectuel. Il y a là une question d'équilibre dans le comportement humain qui répond aussi bien aux exigences de la nature qu'aux nécessités de l'ascèse. Les oblates ne pouvaient dès lors se sentir humiliés par ces emplois inférieurs que les religieux à leur place eussent pu tenir, à la condition toutefois qu'à ces hommes peu familiarisés avec les modalités de la vie monastique et la véritable conception de la dignité humaine, on ait pris la peine d'expliquer l'exacte condition du travail et la manière dont l'homme se grandit en s'y soumettant ; socialement parlant, il y avait une ascension à réaliser.

Il faut aussi tenir compte d'un autre facteur. Ces individus qui souvent — pour les militaires surtout — n'étaient ou n'avaient été que des gens « de rien », avaient, en servant la couronne, acquis une certaine noblesse. Admis dans les cadres de l'armée ou d'une administration civile quelconque, ou simplement parmi les familiers du roi, ils se haussaient à leurs propres yeux et s'élevaient d'un échelon dans les catégories

sociales de l'époque. Le dévoyé qui, de nos jours, s'engage dans la Légion étrangère sous un faux état-civil, ne se réhabilite-t-il pas, non seulement devant sa conscience mais aussi pour la société ? Par les risques qu'il accepte de courir, par la discipline à laquelle volontairement il se soumet, par son agrégation à un corps d'élite, doté d'un riche patrimoine de dévouement et de gloire au service du pays, par le courage dans les épreuves et la bravoure dans les combats à quoi il se sent moralement tenu, il dépouille incontestablement le vieil homme et quelles que soient ses tares passées, se recrée socialement. C'est un phénomène du même ordre qui se produisait pour ces anciens serviteurs de l'Etat, vieillis et usés pour sa cause, et pris en charge par lui alors que leur carrière devait interrompre son cours. Naguère les retraités de la « coloniale », et plus loin, les invalides des guerres napoléoniennes n'éprouvaient-ils pas cette fierté spéciale de l'homme de peu associé à de grandes tâches ? La nature humaine a-t-elle donc tellement changé depuis des siècles pour qu'on puisse légitimement dénier à ceux qui nous occupent ici, des sentiments analogues à ceux qu'ont éprouvés et qu'éprouvent encore tous ceux qui, même à un rang modeste — et peut-être surtout ceux-là — se sentent grandis de leur participation au service de l'Etat ? Ce qu'on veut souligner ici, ce n'est pas tant ce fait d'une constatation assez banale que le rôle joué dans ce reclassement social par le soin de l'Etat d'apporter à ses gens la sécurité de leurs vieux jours dans le cadre de l'institution dont il s'agit. Le monarque se montre en quelque sorte choqué d'apprendre que, n'ayant pas leur suffisance, certains en sont réduits à la mendicité et à la misère. Et l'on sent, dans la préoccupation royale, non seulement une atteinte à la justice, un traitement inéquitable infligé à qui ne l'a point mérité mais aussi un état incompatible avec la dignité de ces hommes et les égards auxquels ils ont droit. Il n'y a pas à douter que cette impression n'ait été aussi celle de nombre d'entre eux. Ayant loyalement et fidèlement servi, fiers d'avoir aidé, dans la mesure de leurs moyens, au prestige de la Couronne et à la grandeur de l'Etat, honorés maintenant des faveurs royales pour achever en paix leur vie, ils ont conscience de s'être élevés au point de vue social et ce résultat, c'est le jeu normal du « droit d'oblat » qui a pu, dans bien des cas, le leur assurer.

Ainsi au point de vue économique et social, l'institution dont nous nous sommes proposé l'étude a exercé une influence d'ordre divers et d'intensité comme de fortune variées. La monarchie qui ne s'est pas contentée de prendre des mesures individuelles mais a édifié une réglementation d'ensemble et par ses juristes ou par ses juges, en a déterminé les conditions d'application aux cas d'espèce, a sans aucun doute retiré un profit de son initiative. Par moments, il a pu sembler qu'elle

n'apportait pas à la situation des « stropiats » une attention suffisante, que la solution dont elle s'obstinait à poursuivre la réalisation dans le même sens n'était plus adaptée aux circonstances, que le mécontentement grandissait et que l'opinion publique s'alarmait, tout cela est vrai, mais il ne faut voir que la courbe générale et non les traits divers qui cherchent à la couper. Le bénéfice moral de l'opération doit être mis à son actif. Les auteurs anciens ne s'y sont pas trompés et la part étant faite des flatteries habituelles à l'adresse du pouvoir, il reste que pour eux la Royauté a fait face dans des conditions satisfaisantes à un problème qui a pris parfois dans ses préoccupations une place relativement importante.

Pour les bénéficiaires, le résultat, dans le domaine spécial qui nous retient en ce moment, est plus mêlé. L'entretien dans les monastères a sauvé de la gêne et de la misère nombre d'entre eux en même temps qu'il agissait sur les âmes. Il est difficile de trouver satisfaisant le système des pensions à domicile lorsqu'il s'agissait de gens mariés, à plus forte raison quand ceux-ci étaient chargés de famille. Mais à cette époque où la fécondité était normale, les risques dus à la multiplicité des enfants étaient acceptés naturellement et s'il arrivait que l'on recourût à l'Etat pour aider à caser ceux-ci, il était moins courant de solliciter un secours en leur faveur et en tout cas il n'y avait aucune organisation d'ensemble pour soulager les infortunes familiales ou « assister » les pères ou mères pressés de charges insupportables du fait de leur progéniture. A vrai dire le besoin ne s'en faisait pas sentir. Il n'en demeure pas moins que le système en question était nettement déficient quand il jouait pour le compte des non-célibataires.

Enfin les monastères peuvent probablement mettre surtout à leur passif les frais de l'initiative royale. Ils en ont été en grande partie les victimes et la mauvaise volonté des abbés ou prieurs, leur opposition au fonctionnement de cette prérogative s'expliquent naturellement. Elles gênèrent souvent le jeu normal de l'institution ; il faut reconnaître qu'elles bénéficiaient de circonstances atténuantes. Lourdemment chargées, ne disposant parfois que de revenus modiques, victimes d'exactions, de pillages, supportant les contre-coups des guerres et des calamités publiques, les abbayes étaient d'une administration difficile. Touchées fréquemment par la décadence des mœurs, elles avaient sans doute besoin de réformes et étaient souvent peu en état de subir sans dommage le trouble d'une présence insolite et le poids d'une pitance de plus à servir. L'exercice de la charité qui leur était ainsi imposé ne compensait que peu probablement les inconvénients de toute sorte qu'elles ont dû retirer pour leur propre compte de l'application des mesures royales à leur endroit.

C'est ainsi que semble pouvoir être porté, avec les nuances qu'oblige l'examen impartial des faits, un jugement sur la portée économique et sociale de l'institution. Il conviendra de le comprendre dans l'appréciation finale qu'il faudra formuler un peu plus loin, en le situant dans l'ensemble et en lui donnant la place qui lui revient, compte tenu des autres contingences.

CHAPITRE VIII

LA TAXE D'OBLAT

L'Hôtel royal des Invalides, en accueillant les anciens militaires blessés ou infirmes, que par l'exercice du « droit d'oblat » le roi plaçait dans les monastères, semble marquer la fin de cette prérogative. L'histoire de celle-ci devrait logiquement s'arrêter là : il n'en est rien. D'une part il serait erroné de s'imaginer qu'à la suite de l'institution créée en 1670, les monastères ont cessé d'abriter des moines lais. Un certain nombre survécurent, si l'on peut dire, à la naissance de la nouvelle maison destinée à les recevoir. Etaient-ils déjà en place lorsqu'elle fut en état de fonctionner et y restèrent-ils du consentement des abbés ? c'est probable. Ce qui prouve qu'après tout ils ne s'y trouvaient peut-être pas aussi mal qu'on a bien voulu le dire et qu'il y avait encore des abbayes où l'exercice de la charité dépassait en cette matière les limites de la réglementation administrative. En vint-il aussi par la suite qui demandèrent asile et furent admis, nonobstant la taxe ? c'est encore possible et même vraisemblable. Mais les documents n'abondent pas à cet égard et ne sont pas, quand ils existent, très explicites. Peu importe, au surplus. L'essentiel pour nous ici est de savoir que sans revêtir cette fois un caractère officiel, l'ancienne formule a subsisté (1). D'autre part

(1) Une note, un peu spéciale, est d'abord apportée par Dom Toutain et Dom Tassin, dans leur *Histoire de l'abbaye de Saint-Wandrille* (1604-1734) éditée par Dom Laporte en 1936, à St.-Wandrille, p. 304 et 3, ch. CXLVII : « Mort d'un gentil-homme anglais entretenu à St.-Wandrille ». Voici d'abord un récit : « Le 16^e jour d'aoust de l'année 1712 mourut à St.-Wandrille le sieur Philippe Rewood de la suite du roi Jacques. Sur la prière que ce prince fit faire peu après son arrivée en France au supérieur général de St.-Maur de recevoir cet anglais dans quelques uns de nos monastères et de fournir tout ce qui seroit nécessaire à son entretien et à sa subsistance ; le R. P. Général chargea les maisons de Fécamp, de St.-Wandrille et de Jumièges d'exercer cette charité tour à tour. Ces trois monastères suivirent fidèlement ses intentions. Le catholique réfugié fut admis et entretenu pendant environ vingt ans, sur lesquels il en passa plus de la moitié à S. Wandrille, où l'on pourvut généralement à tous ses besoins. De son côté, il édifia la communauté par son assiduité à l'Eglise pendant tous les offices du

l'évolution qu'a subie, au cours des siècles, le privilège du souverain à cet égard se poursuit en réalité et fait corps maintenant en quelque sorte avec la nouvelle fondation. Exprimé d'abord par des prestations en nature, puis concurremment par celles-ci et par des versements en argent, le « droit d'oblat », au terme de son cheminement, se traduit par la perception d'une taxe que prélève le roi, à laquelle sont assujettis les monastères de nomination royale et qui sert à l'entretien des serviteurs de la couronne devenus inaptes à toute fonction : il y a bien là, quoiqu'on puisse prétendre, une suite

jour et par une piété uniforme, dont il donna des marques très touchantes à l'article de la mort. On lui fit des obsèques fort solennelles, on l'enterra dans un lieu distingué, et de tout cela on dressa un procez verbal signé des principaux religieux de l'Abbaye, auquel on peut recourir, si l'on souhaite un plus ample détail ». Et en note (1) on trouve ceci : « Ce personnage ne paraît pas avoir laissé grands souvenirs ; du moins n'ai-je rien pu trouver sur son compte en Angleterre, malgré toute l'obligeance de M. Ch. Clay, bibliothécaire de la Chambre des Lords. C'est sans doute de lui qu'il s'agit dans le Registre des Diètes annuelles déjà cité, f° 69, où il est dit qu'en 1698 il fut transféré de Jumièges à Fécamp, à qui Jumièges devait payer à cette occasion, une pension de cent cinquante livres ». Il serait dès lors entré à Jumièges vers 1682. Si l'on veut bien lire attentivement ce texte, l'on y rencontrera sans doute les éléments habituels de la pratique du « droit d'oblat ».

D'autre part, dans l'*Histoire de l'Abbaye de la Fontaine-Jean* par l'abbé Jarossay (Orléans, 1894) on voit à la page 300 la mention d'un acte ainsi rédigée : « Le 28 mars 1723, frère Alexis de la Marche, sous-prieur, faisant fonctions curiales, a baptisé Bernard, fils de Jean Rabillon, thuilier de l'Abbaye. Le parrain a été Bernard Funier, pensionnaire du Roi, demeurant dans cette abbaye ». Le même auteur, cette fois dans son *Histoire de l'Abbaye de Micy-Saint-Mesmin* (Orléans, 1902, p. 447) écrit : « Un vieux soldat du régiment de Castres, Claude Rousseau, était assis sous un des arceaux de cette ancienne église, le 5 Avril 1735. Celui-ci s'affaissa inopinément et Rousseau fut écrasé sous ses ruines (Registres capitulaires, année 1745). Cet homme était un oblat du Roi » ... Passons sur la disparité des deux dates ; peu importe que la bonne soit 1735 ou 1745. Toujours est-il qu'il restait des oblates dans les monastères, même après la création des Invalides, et des oblates au sens des XVI^e et XVII^e siècles et non au sens qu'on lui redonne aujourd'hui en reprenant la tradition du Moyen-Age. Ajoutons encore que mourut le 16 juin 1735 à la Chartreuse de N. D. de la Verne, Guillaume X, oblat de la Chartreuse, âgé de 80 ans (M. Dubois. *Documents* concernant la Chartreuse de N.-D.-de-la-Verne, *Revue Mabillon*, avril-juin 1933, p. 129). Ce texte est plus problématique que les précédents. Mais les pensions d'oblats accordées par le Duc de Lorraine ne sauraient ici entrer en ligne de compte avant le rattachement de cette province à la France, ainsi que nous le révèlent les archives départementales de Meurthe et Moselle (H. 114, H. 1222, H. 1381). Enfin il faudrait citer le cas de l'officier oblat dont François Rousseau (*Revue des Questions historiques*, oct. 1922) p. 381-397 retrace la vie pénitente à la Trappe jusqu'en 1714 où il s'était retiré de son plein gré après avoir quitté l'armée. Il ne s'agit plus ici que d'un véritable oblat volontaire attiré par le désir de finir ses jours dans la prière.

Les vrais contrats d'oblation n'étaient d'ailleurs pas inconnus ailleurs. Jüngt cite, pour le monastère d'Einsiedeln, divers textes qu'il analyse et qui datent de 1673, 1743, 1750, 1760 et 1780. *Die Pfrundoblatten des Stiftes M. L. F. Von Einsiedeln* im 17 u. 18. *Benediktinische Monat-Schrift*, mai-juin 1923, p. 219 et s.

Il ne faut pas oublier en dernier lieu que la fondation et le fonctionnement de l'Hôtel des Invalides n'ont pas entièrement fait renoncer au retour (mitigé,

normale dans une certaine mesure, du « droit » tel qu'il a été primitivement défini et qu'il a fonctionné depuis ses débuts. Il est dès lors nécessaire de l'étudier maintenant sous sa nouvelle forme et jusqu'à sa disparition totale cette fois, au moment de la Révolution : d'abord en examinant comment, dès l'origine, le mécanisme de cette taxe était conçu et agencé.

L'Edit d'avril 1674 rappelle qu'afin de doter cette maison d'un revenu suffisant à la subsistance et à l'entretien des anciens militaires blessés ou infirmes, le roi y affecte à perpétuité « tous les deniers provenant des pensions des places de Religieux Lais des Abbayes et Prieurés... (du) Royaume qui en

il est vrai) de l'ancienne formule. En 1710, la maison étant trop pleine, M. de Guynand proposa de la décharger « en plaçant un invalide dans chaque couvent de France » (*Archives historiques du Ministère de la guerre. Correspondance générale*, vol. 2242, pièce 104, proposition par M. de Guynand... etc., voir également projet du même, vol. 2273, de la même année). Il est curieux en tout cas de noter que la succursale de l'Hôtel royal des Invalides fondée en 1801 en Avignon dans l'ancien couvent des Célestins comportait une première division qui était désignée sous le nom de « Division des Moines lais ». (Alboize du Pujol, *Description pittoresque de la succursale de l'Hôtel royal des Invalides à Avignon*, Avignon, 1843, p. 12). L'auteur ajoute d'ailleurs : ... « C'est la-seule chose qui rappelle les couvens ; c'est la dette de reconnaissance payée par les enfans pour les soins qu'ont reçus leurs pères »... On aurait tort de croire, du reste, que, même après l'établissement des Invalides, tout militaire blessé ou devenu infirme au service du roi, bénéficiait automatiquement d'une pension : le cas de Vauvenargues est là pour prouver le contraire. Tous les éditeurs et commentateurs de Vauvenargues s'accordent à reconnaître son portrait dans celui qu'il a intitulé : *Clazomène ou la vertu malheureuse*. (*Vauvenargues, Maximes et réflexions*, introduction de Lucien Meunier, Ed. Somogy, Paris, 1943, p. 213).

Il convient d'ajouter que l'Hôtel royal des Invalides aurait eu une sorte de succursale à l'Île Ste Marguerite (près de Cannes) où, vers le milieu du XVIII^e siècle tenaient garnison 4 compagnies en dépendant. « Ces soldats, sélectionnés parmi les plus ingambes, étaient chargés de la défense de cette place forte maritime. Mêlés à une majorité de vétérans, figuraient quelques éléments plus jeunes, écopés des dernières guerres, dont le soldat invalide Pierre Cazin, âgé de 24 ans, originaire de Montpellier en Languedoc et que sa blessure ne gênait pas outre mesure ». M. Robert Jeancard, dans une brochure extraite du *Var historique et géographique* raconte l'ascension sociale de ce Pierre « Cazi ». (Camus, 1944). Les Compagnies dont il s'agit étaient des compagnies franches, composées vraisemblablement de « mortes-payes ». Dans son acte de décès, P. Cazi est qualifié d'« invalide retiré ». Son cas n'est pas unique. En réalité, il y eut, dispersés dans la nature, un certain nombre d'anciens soldats infirmes qui, n'ayant pu ou voulu être hébergés aux Invalides, vivaient dans leur village natal. Il en fut ainsi par exemple, pour J. B. Henriquet, dit « Sans soucy, soldat invalide retiré à St. Georges (Landres-St.-Georges, canton de Buzancy, Ardennes) avec une solde de six sous par jour ». Il mourut le 18 février 1780, âgé de 75 ans et avait épousé en 1738, Jeanne Gouvernant (Dr. A. Bernard, *Histoire de Landres*, 1 vol. Châlons, 1911, p. 223).

A propos de l'Île Ste Marguerite d'une part, et de J. B. Henriquet, dit Sans Soucy d'autre part, on prendra connaissance avec intérêt de la communication faite au Congrès pour l'avancement des sciences en 1939 (*J. O.* du 4 avril 1939) par M. Louis Honoré sur les noms de guerre (d'après les actes paroissiaux de l'Île Ste Marguerite (1678-1792). V. également *Sobriquets militaires*, dans la *Revue historique ardennaise*, 1901, p. 227.

peuvent et doivent porter selon et ainsi qu'il a été... réglé tant par... (1a) Déclaration du mois de janvier 1670 que par les arrêts... (du) Conseil d'Etat des vingt quatre Janvier audit an 1670 et vingt sept Avril 1672 »... (2).

Ainsi (3), les abbayes et prieurés de nomination royale étaient désormais déchargés du « droit d'oblat » en ce sens qu'ils n'étaient plus tenus soit de recevoir des moines laïcs pourvus de lettres de provision par l'autorité souveraine, soit de pensionner directement ceux qui, à la résidence monastique, préféreraient leur liberté. Mais ces mêmes monastères n'en demeurent pas moins frappés d'une imposition égale à la valeur d'une pension et calculée à raison de 150 livres (4) pour les abbayes et prieurés dont le revenu est supérieur d'abord à 1500 livres (5) puis seulement à 1.000 livres (6), et à raison de 75 livres pour ceux dont les ressources régulières sont inférieures à la dernière somme précitée (7). Les fonds ainsi prélevés sont perçus dans chaque ressort par les receveurs particuliers des décimes, rassemblés par les receveurs provinciaux et remis enfin au receveur général du Clergé qui les affecte à l'Hôtel royal des Invalides (8).

Cette contribution à laquelle s'ajoutent les deniers provenant de la retenue prescrite sur les paiements de l'ordinaire et de l'extraordinaire des guerres (9) constitue le fonds d'alimentation de la nouvelle institution et doit servir à assurer la subsistance des invalides, soit en pourvoyant directement à leur entretien à l'intérieur même de l'Hôtel, soit en versant des pensions à ceux qui continuent à vivre au-dehors (10). En somme, c'est tout simplement la transposition sur le plan collectif et public du système qui fonctionnait auparavant, avec l'approbation royale sans doute, sur le plan particulier et privé. Il y avait en réalité correspondance à peu près complète entre les deux organisations.

Bien entendu, certains abbés et prieurs avaient vu d'un mauvais œil l'obligation de verser les fonds d'oblats entre les mains de M. de Penantier. Cette centralisation les inquiétait et les gênait en outre, puisqu'elle leur ôtait la libre disposition

(2) H. Sauval — *Histoire et recherches...* p. 562.

(3) V. chapitre IV, p. 102 et s.

(4) Depuis la déclaration de 1670, v. plus haut ch. IV.

(5) Depuis la déclaration de 1636, v. plus haut, ch. IV.

(6) Depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 avril 1672, v. plus haut, ch. IV,

(7) Arrêt du Conseil d'Etat du 28 Mars 1673, v. plus haut, ch. IV, et plus loin p. 237.

(8) Déclaration de 1670, v. plus haut, ch. IV.

(9) Arrêt du Conseil d'Etat du 12 mars 1670 (*Recueil des Edits* n° 4) *Collection Moreau...* id. fol. 77 et s.).

(10) Ordonnance du 24 février 1670 (*Recueil Cangé*, id. fol. 313. *Recueil des Edits...* n° 3 et *Collection Moreau*, id.).

de sommes qu'ils accordaient souvent à leurs domestiques, à des gens n'y ayant aucun droit, ou qu'ils affectaient à de tout autres objets. L'arrêt du 24 janvier 1670 mettait fin à ces pratiques contre lesquelles s'était élevée à maintes reprises et en vain, la Monarchie. Quelques abbés se refusèrent à payer les 150 livres pour l'année entière, prétextant que, daté de la fin de janvier, ce texte ne pouvait les engager pour les douze mois (11). La rédaction disait en effet : « Voulons et nous plaît que dorénavant et à commencer du jour et datte desdites Présentes, les abbez et Prieurs... etc ». Mais c'était là une piètre défense et qui n'eut pour résultat que de provoquer la publication d'un nouvel arrêt, daté du 27 août 1671 (12) ; celui-ci ordonne que « les abbés et Prieurs sujets aux pensions de religieux lays payeront nécessairement au Sieur Penantier la somme de 150 livres pour l'année 1670, à quoi faire ils seront contraints comme pour les propres deniers et affaires de sa Majesté ». Aucune équivoque n'était plus possible : il restait aux réfractaires à s'exécuter. Un nouvel arrêt, pris cette fois le 26 septembre 1671 (13) prescrivait l'exécution des arrêts de janvier 1670 et 1671 « selon leur forme et teneur ». En même temps et pour accélérer le recouvrement des fonds, il était décidé que ceux-ci seraient perçus, dans chaque diocèse, par les receveurs des décimes, moyennant la retenue ordinaire de six deniers par livre. Mais les opposants ne désarmèrent pas pour cela et de nouvelles protestations s'élevèrent là contre. Certains abbés ou prieurs invoquaient des décharges de « droit des édits antérieurs, des arrêts du Conseil obtenus par surprise, pour soustraire aux obligations qui leur étaient imposées. D'autres n'hésitèrent pas à refuser de s'y soumettre. D'autres enfin — et l'argument était meilleur — alléguèrent l'état de pauvreté de leur maison et l'injustice d'une taxation uniforme appliquée à des établissements monastiques dont les ressources pouvaient être très différentes en importance » (14). Un nouvel arrêt intervint le 27 Avril 1672 (15). Alors que la déclaration du 5 mai 1636 frappait de la contribution de 150 livres les maisons religieuses soumises à la nomination du roi qui avaient plus de 1500 livres de revenu, le texte dont il s'agit y soumettait toutes celles qui jouissaient de 1000 livres seulement. Cela n'était pas de nature à faire taire les réclamants, d'autant moins qu'on augmentait nécessairement le nombre

(11) V. Burnand, *op. cit.* p. 401.

(12) *Recueil des édits...* n° 7.

(13) *Recueil des édits...* n° 8.

(14) Burnand, *op. cit.*, p. 401.

(15) *Recueil des édits...* n° 9, *Collection Moreau*, id.

(16) Cf. lettre de Chauvelin, à ce sujet, concernant les abbayes de femmes non soumises aux oblates et exposant les objections soulevées par certaines Abbayes. *Arch. hist.* vol. 361, pièce 19 citée par Burnand, *op. cit.* p. 402.

des mécontents. Mais l'arrêt de 1672 comportait encore une autre disposition susceptible d'engendrer un nouveau flot de difficultés. Il prévoyait en effet que les maisons auxquelles des abbayes ou des prieurés auraient été unis et qui seraient bénéficiaires de mesures de décharge, pourraient éventuellement recevoir confirmation de celle-ci par les soins du grand Conseil. C'était évidemment ouvrir béante la porte à de multiples discussions et procès (16). Un autre arrêt du même jour (17) affectait aux Invalides toutes les sommes provenant des pensions d'oblats et les receveurs étaient autorisés à n'être plus justiciables de ce fait d'aucune chambre des Comptes. Ces mesures prises, le roi, loin de vouloir donner satisfaction à certaines réclamations qui lui avaient été présentées, décida une nouvelle extension de la contribution prévue et c'est ainsi qu'un arrêt du 28 mars 1673 (18), tout en maintenant pour les abbayes et prieurés à 1000 L. de revenu l'obligation de payer 150 L. de pension, ordonnait désormais aux communautés religieuses d'un revenu inférieur à 1.000 L. de verser elles aussi la taxe qui, pour elles, était abaissée à 75 L. Le champ d'application de cette imposition devenait de la sorte encore plus grand, le nombre des contribuables plus élevé et il était permis d'en espérer un rendement plus important que naguère. L'édit d'avril 1674 déclarait qu'avec le prélèvement de deux deniers par livre sur les paiements de l'ordinaire et de l'extraordinaire des guerres, le fonds dont il s'agit devait être « suffisant » pour subvenir au logement, à la subsistance et à l'entretien des officiers et soldats estropiés et invalides qui seraient admis à l'Hôtel. A ce point que le même texte interdisait en même temps tout legs ou toute donation à cet établissement (19).

Ainsi, après ces quelques fluctuations était fixé le statut administratif et financier de la taxe d'oblat en 1674. Naturellement les choses n'en restèrent pas là. D'abord les acquisitions territoriales du royaume allaient permettre une nouvelle extension de celle-ci. Un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 3 janvier 1678 (20) décide que les abbayes et prieurés de nomination royale au Comté de Bourgogne seront assujettis à la même imposition que les autres monastères de France. Cette mesure fut ensuite appliquée à ceux qui étaient « situés en Flandre, Artois, Cambresis, Haynault, Evêchés de Metz, Toul et Verdun, Alsace, Lorraine, Barrois et Roussillon », par un arrêt du 19 octobre 1678 (21). L'année suivante voit le tour de

(17) *Id.* n° 10.

(18) *Id.* n° 11 — *Coll. Moreau*, *id.*

(19) *Sauval*, *op. cit.* p. 562.

(20) Dunod de Charnage, *Histoire de l'Eglise...* de Besançon, 1750, Besançon, t. II, p. 293.

(21) *Recueil...* n° 24. *Coll. Moreau*, *id.*

ceux qui demeurent « tant sur les frontières de Champagne, dans le Luxembourg, dépendant de la généralité de Metz, que dans le gouvernement de Pignerol » (arrêt du 9 janvier 1679 (22)).

Sous Louis XV, le nombre des contribuables augmente encore : en 1747, en effet, l'obligation aux pensions d'oblats fut étendue aux abbés et prieurs résidant aux Pays-Bas dans la partie de ce territoire nouvellement rattaché à la couronne (23) ; chose remarquable, y sont également soumis les évêques au diocèse desquels quelque bénéfice de nomination royale est uni. Cette extension constituait une innovation qui ne reçut du reste aucune autre application. Enfin, les lettres patentes du 11 juin 1768 assujettissent aux pensions d'oblats les monastères de Lorraine quand le roi de France succède aux droits du roi Stanislas et du duc Léopold (27).

En somme, à la fin du XVIII^e siècle, toute la France territoriale d'alors est sans exception au régime du « droit d'oblat » sous la nouvelle forme qu'il a revêtue. Mais à cette imposition théorique doit correspondre normalement l'acquittement réel des taxes ainsi prévues. En fut-il vraiment de la sorte et dans quelles conditions s'effectua le recouvrement des fonds ?

Les difficultés que nous avons signalées précédemment se représentent une fois de plus. La mauvaise volonté des abbés et prieurs continuait à se manifester. Certaines abbayes se dispensaient de payer la pension exigée et cependant les instructions étaient formelles. Il n'était pas douteux, par exemple, que les monastères relevant des pays cités à l'article 41 du Traité des Pyrénées (25), ou à l'article 4 de celui d'Aix-la-Chapelle (26), ou à l'article 12 de celui de Nimègue (27) étaient

(22) *Id.* n° 26.

(23) *Id.* n° 186, p. 373.

(24) *Arch. de l'Hôtel*, carton 23. Burnand, *op. cit.* p. 109.

(25) « Les places d'Arras, Hesdin, Béthune et les villes de Sillers, Lens, Comté de Saint-Paul, Théoranne ; les bailliages et chastellenies d'Artois (en en exceptant Aire et Saint-Omer), Renty ; les places de Gravelines, Bourbourg et Saint-Venant, Landrecy, le Quesnoy, Avesnès, Mariembourg, Philippeville, Thionville, Montmédy, Damvilliers, Yvoy, Charency-le-Château, Manille ». (Traité des Pyrénées, 7 novembre 1659, art. 41 — Dumont — *Corps diplomatique*, VI, p. 269) cité par Burnand, *op. cit.* p. 102.

(26) « Les lieux, villes et places de Charleroi, Binche, Atthe, Douay, Fort de Scarpe, Tournay, Audenarde, Lille, Armentières, Courtray, Bergues et Furnes ». (Traité d'Aix la Chapelle, 2 mai 1668, Art. 4. Dumont, *op. cit.* p. 89. Burnand, *op. cit.* p. 103).

(27) « Le comté de Bourgogne, les villes, places et pays en dépendant compris la vallée de Besançon et son district, comme aussi les villes et places de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, Aire, Saint-Omer, Ypres, Warwich, Warneton, Poperingen, Bailleul, Cassel, Bavay et Maubeuge... avec les droits de régale, patronage... nomination, etc. ». (Traité de Nimègue, 17 Septembre 1678, art. 12 — Dumont, *ibid.* p. 367 — Burnand, *op. cit.* p. 103).

soumis aux mêmes obligations que les maisons des autres territoires de la Couronne. Plus de 300 bénéfices devenaient ainsi de nomination royale et en cette qualité, se trouvaient nécessairement assujettis au « droit d'oblat ». Le peu d'empressement à satisfaire à cette obligation nous est montré par ce fait qu'en 1701, à l'exception des monastères de Franche-Comté qui tous payaient la taxe, seules parmi les maisons des nouvelles provinces les deux abbayes de Saint-André de Valenciennes et de Saint-André d'Aire avaient acquitté leurs impositions (28). Cependant les droits du roi à la nomination de ces bénéfices étaient incontestables par suite des traités intervenus et des indults du Saint-Siège (29).

Ce n'est pas tout. Nous avons vu précédemment que dans les domaines de la couronne d'Espagne se pratiquait sous le nom de « pain d'abbaye » une prérogative souveraine analogue à notre « droit d'oblat » sous sa forme ancienne (30). Louis XIV, en ses conquêtes succédait au monarque qui régnait outre-monts dans les prérogatives et droits de celui-ci, notamment dans le privilège de « pain abbatial ». Or les abbés — du moins certains — avaient imaginé un procédé astucieux pour se soustraire à l'exercice de ce droit. Ils payaient les taxes pour les communautés mais quand un prieuré devenait vacant, en l'absence de titulaire nommé par le roi, ils y pourvoyaient eux-mêmes en désignant des particuliers, *ad nutum* ; ce provisoire, comme il sied, durait et l'on avait ainsi des prieurs jouissant effectivement d'un bénéfice jusqu'à la fin de leur vie mais n'acquittant pas de pension d'oblat sous prétexte qu'ils n'avaient pas été nommés par le Souverain (31). Argutie évidemment sans valeur juridique car ce n'est pas le prieur mais le prieuré qui est imposable et il suffit que ce monastère soit de nomination royale pour que son chef soit tenu de verser les impositions prévues. D'autres adoptaient la même attitude réfractaire en « prenant prétexte de sécularisation desdits abbayes ou prieurés, érections en églises cathédrales ou collégiales, ou suppression desdits titres pour cause d'union du total ou partie des revenus en dépendant à d'autres bénéfices ou communautés, chapitres, collèges, séminaires ou autres, faites en consentement même de S. M., ce qui est tout-à-fait contraire à la disposition des arrêts (32) ». Tous ces arguments n'avaient aucune valeur et l'arrêt du 6 mai 1715

(28) Cf. *Mémoire sur les droits d'oblats dus aux Invalides* et état des bénéfices qui ne les payent pas — *Arch. hist.* vol. 15-23, année 1701.

(29) Et notamment ceux des 23 mars, 9 avril et 27 août 1668 (*Bullarum amplissima Collectio*, VI, p. 241, 248, 249, 282 et 283) — cité par Burnand, *op. cit.* p. 103.

(30) V. plus haut, ch. VI, p. 203.

(31) Burnand *op. cit.* p. 103-4.

(32) Ainsi que le déclare l'Arrêt du 6 mai 1715.

« portant règlement pour le payement des pensions d'oblats ou places de religieux lays, attribuées à l'hôtel Royal des Invalides » (33) en fit pleinement justice, passa outre et ordonna aux abbés et prieurs de continuer leurs versements selon les modalités prescrites. Les arrêts des 7 juillet (34) et 15 novembre 1716 (35) confirmèrent ces dispositions. Ce dernier qui émanait du Conseil de Régence constitué après la mort de Louis XIV les étendait aux bénéfices situés dans les Pays Conquis », avec attribution de juridiction au grand Conseil. Cette extension résultait logiquement des traités. De plus, un rôle de tous les monastères soumis au « droit d'oblat » devait être dressé sans délai.

Les difficultés de recouvrement ne cessant pas, la Régence se vit dans l'obligation de rappeler impérativement les mesures antérieures, d'ordonner l'exécution des arrêts du Conseil d'Etat des 6 mai 1715, 7 juillet et 15 novembre 1716 et de commettre M^e Oudard François Bridou, « Conseiller du Roy, substitut de M. le Procureur général de S. M. en son grand Conseil et avocat au Parlement, pour faire toutes les poursuites et diligences nécessaires pour obliger les Redevables des pensions d'oblats ou Religieux Lays par eux dûes, en execution desdits arrêts ». (Arrêt du 22 novembre 1717) (36). Une circulaire en date du 1^{er} septembre 1718 fut envoyée à tous les Receveurs pour rappeler les termes de cette mesure, prescrire que toutes les poursuites seraient intentées contre les redevables au nom et à la requête de Bridou, ordonner que les « refusans ou opposans » seront traduits non devant les Commissaires des Chambres ecclésiastiques mais devant le Grand Conseil (selon les arrêts des 6 mai 1715 et 7 juillet 1716), et que les héritiers des débiteurs seront, au besoin, recherchés. Il y aura lieu de même de fournir un état des changements intervenus dans la situation des bénéfices ainsi qu'un rôle des « Abbayes ou Prieurez de Filles de fondation Royale, ducale ou comtale qui doivent recevoir une religieuse à l'avènement du Roy à la Couronne » (37).

Mais il en fut encore ici comme il en avait été ailleurs. Rien n'y fit. Contestation et procès continuent de plus belle, corrélativement les recouvrements sont difficiles et les rentes nécessairement réduites (38). Le roi prend alors un

(33) *Recueil des Edits...* n° 95 (enregistré au grand Conseil, le 17 mai suivant), p. 219.

(34) *Id.* n° 100, p. 230. Enregistré le 13 août.

(35) *Id.* n° 104, p. 239. Enregistré le 17 novembre 1716.

(36) *Id.* n° 107, p. 251.

(37) Lettre de Bridou à Queneau, du 27-12-1718 (*Dossier de Ligugé*, pièce n° 1).

(38) Lettre du Secrétaire d'Etat d'Angervilliers au Conseiller d'Etat, Le Blanc (25 février 1728). La Généralité de Paris se distingue à cet égard : le greffier du Châtelet prétend n'avoir reçu que 73 l. (*Dossier de Ligugé*, pièce n° 2).

nouvel Arrêt (39), le 16 octobre 1728 qui ordonne (une fois de plus !) l'exécution des précédents édits, déclarations et arrêts rendus au sujet des pensions des oblats, auxquels il n'entend nullement déroger. M^e Bridou était cependant remplacé par le sieur Granet, requis de faire, lui aussi, toutes poursuites et diligences nécessaires. Mais en même temps était créée une sorte de tribunal spécial auquel devaient être renvoyés tous les procès pendants devant le grand Conseil ainsi que tous les différends « mus ou à mouvoir », et qui était composé des sieurs d'Angervilliers et d'Argenson, conseillers d'Etat, Le Pelletier de Beaupré, Le Nain d'Aguesseau, de Fresne et Trudaine, maîtres des requêtes. Ils devaient se réunir en commission extraordinaire et juger, au nombre minimum de trois, définitivement et en dernier ressort, sans ministère d'avocat.

Si l'on s'en réfère à l'état des décisions rendues par eux jusqu'en 1735 (40) ils eurent à faire face à une tâche considérable. C'est alors qu'intervint un nouvel arrêt, le 30 avril 1735 (41), ordonnant l'établissement d'un rôle général des pensions d'oblats comprenant « toutes les abbayes et Prieurés et autres Bénéfices qui composent tant d'ancien rôle que celui de 1716, à l'exception néanmoins des abbayes ou Prieurés qui ont été déchargés desdites pensions ou qui sont inconnus ou exempts desdites pensions pour n'être point originairement de fondation ni de nomination royales ». Le 7 mai 1742, le roi complétait ces dispositions en un autre arrêt (42) prescrivant des poursuites, à la requête du S. Granet, contre tous les redevables qui, pour une raison quelconque, n'auraient pu être inscrits au rôle de 1735. Les sentences devaient être remises au receveur général du Clergé ou aux préposés des pays conquis et places frontières. Ce n'était sans doute pas encore suffisant car quelques mois plus tard, le 23 Août un autre arrêt et des lettres patentes (43) prescrivaient aux receveurs diocésains des décimes de poursuivre régulièrement le recouvrement des pensions d'oblats sur les bénéficiers.

Et les réclamations, les contestations continuent ! Il semble que chaque acte royal en fasse sans cesse surgir de nouvelles, alors qu'il intervient pour tenter d'y mettre fin. Toutes

(39) *Recueil des Edits...* n° 143, p. 301.

(40) Cf. *Etat des jugements* rendus par MM. les commissaires du Conseil, nommés par arrêt du 16 octobre 1728 concernant les pensions d'oblats, portant condamnation contre les abbayes, prieurés et autres bénéfices — 23 juin 1736 — *Etat des jugements...* portant décharge du droit d'oblats, même date. *Arch. de l'Hôtel*, carton 22 — Burnand, *op. cit.* 105. L'examen des pièces rassemblées dans le dossier de Ligugé (don de M^{me} de Kergaradec) donne parfois des détails intéressants sur les affaires soumises aux Commissaires.

(41) *Recueil des édits...* n° 159, p. 333.

(42) *Id.* n° 172, p. 345.

(43) *Id.* n° 174, p. 334, Enregistré le 24 septembre 1742.

les ressources de la dialectique juridique sont mises en œuvre pour essayer d'atteindre le but souhaité : ne pas payer la taxe. L'affaire que trancha en 1758 le Conseil en fournit un exemple typique.

Les abbayes de Saint-Denis en France, de Saint-Michel de L'Herm et de Clérac s'opposaient depuis plusieurs années au recouvrement des pensions d'oblats et la question restait pendante. L'arrêt qui fut rendu le 2 septembre 1758 (44) exposa tous les arguments que mirent en avant les parties : c'est au fond toute la question du « droit d'oblat » qui est ainsi évoquée et il paraît intéressant de la reproduire ici, à la suite de R. Burnand qui la résume (45) d'une façon heureuse.

« Les abbés déclaraient d'abord que leurs bénéfices n'étaient pas de fondation et de nomination royale ; que l'abbé seul y nommait autrefois et que le Roi agissait seulement *loco abbatis*. Si d'autre part, les titres de l'abbaye étaient un jour ou l'autre rétablis, les nouveaux abbés, ayant retrouvé leurs pouvoirs primitifs, nommeraient aux bénéfices ; le Roi perdrait ainsi un droit qu'il s'était arrogé, et le droit d'oblat disparaîtrait ainsi tout naturellement. Le sieur Granet parlant au nom de la Couronne, répondit que point n'était besoin que l'abbaye fût à la fois de fondation et de nomination royale, mais que la seconde condition suffisait, et cela de quelque façon que la nomination se fût produite ; il ajoutait qu'il n'y avait aucun argument sérieux à tirer de l'état ancien des bénéfices, il « ne saurait être d'aucune utilité aux bénéficiers anciennement dépendants de ces abbayes ; qu'inutilement ils réclament cet état, parce qu'ils sont présentement, et de fait, de nomination royale, n'importe à quel titre, même par indult du pape et *loco abbatis* ». Les abbés objectaient aussi que le Roi ne nommait aux bénéfices qu'en vertu du droit de régale et que, dans ce cas, ils n'étaient pas soumis aux oblats. Le Roi déclarait cet argument sans poids et niait que son droit reposât vraiment sur la régale puisque, sous le régime de celle-ci, il était tenu de remplacer l'évêque dans les six mois alors que pour les bénéfices en question, il n'y avait plus d'abbé, ni de mense abbatiale. L'abbé de Saint-Denis en France (46) alléguait que les vingt-trois bénéfices dépendant autrefois de son abbaye n'étaient de nomination royale qu'en vertu d'une bulle de février 1691, réunissant la mense abbatiale de Saint-Denis à la mense de Saint-Cyr. L'Abbé de Clérac, au diocèse d'Agen, protestait par des arguments analogues, affirmant que le Roi

(44) *Recueil des édits...* t. II, p. 34.

(45) *Op. cit.* p. 103-106.

(46) Il ne peut s'agir que du prieur conventuel, l'abbaye n'ayant plus d'abbé depuis le 23 janvier 1691 (La France monastique, *Recueil historique*, de Dom Beaunier, t. II, p. 23).

nommait aux huit prieurés dépendant de son abbaye qu'en vertu de la bulle de 1684, unissant les prieurés au chapitre de Saint-Jean de Latran, à Rome. Quant aux trente-deux prieurés relevant de l'abbaye de Saint-Michel-de-l'Herm, ils étaient unis à Paris au Collège des Quatre Nations. Le Roi rejetta tous ces arguments dans son arrêt : quand bien même il n'eût eu comme droits que les bulles et indults des papes, les édits précédents reconnaissaient ces titres comme suffisants et justifiaient assez les pensions d'oblats. Le Roi rappelait en outre qu'il était fondateur et patron de l'abbaye de Saint-Denis, ce qui impliquait pour lui le droit de présentation et de nomination ; l'arrêt signalait enfin l'avantage qu'il pouvait y avoir parfois à nommer des clercs séculiers aux bénéfices. Cette longue dispute aboutit, comme il était naturel, à l'assujettissement de tous les bénéfices aux droits d'oblats. L'arrêt du 2 Septembre 1758 ordonne en effet que les bénéfices dépendant des abbayes de St-Denis, de St-Michel-en-l'Herm et autres seraient « doresnavant assujettis aux oblats ».

Enfin pour essayer d'en terminer avec toutes ces contestations, le Conseil prit le 10 janvier 1760 (47) un arrêt prescrivant l'exécution des arrêts rendus concernant les pensions d'oblats ou religieux laïcs, attribuées à l'Hôtel Royal des Invalides. Il renvoyait en outre par-devant les commissaires nommés par « les arrêts des 16 octobre 1728 et autres subsequens, tous les proces, différends et contestations à naître concernant les droits, privilèges et immunités accordés audit Hôtel » et mettait le sieur d'Outremont aux fonctions de Procureur général en ladite commission. Il semble que désormais l'on s'achemine vers une amélioration sensible de toute cette effervescence contentieuse. Les Commissaires généraux depuis 1728 ont fait bonne besogne : ils ont eu le mérite non seulement d'instruire et de juger une masse imposante de réclamations qui, maintenant liquidées, ne doivent pas en principe revenir devant eux, sous leur ancienne forme du moins, mais aussi de résister aux sollicitations, démarches et pressions de toute sorte dont il va sans dire qu'ils ont été l'objet. Les redevables qui, tous, étaient des personnalités religieuses, parfois d'un rang élevé, ne craignaient pas d'user de leurs relations pour faire intervenir en haut lieu à leur profit. Les preuves abondent en la matière (48) et comme il est d'usage, la platitude et la servilité s'y manifestent, en certains cas, avec une incroyable candeur. Ne voit-on pas, par exemple, un vicaire général de Clermont, abbé commendataire de l'abbaye d'Issoire, supplier le Conseiller d'Etat Le Blanc de lui faire obtenir l'exonération de la taxe pour les années 1719-1720, et

(47) *Recueil des édits...* op. cit. p. 49.

(48) *Dossier de Ligugé*, nombreuses pièces.

se dire dans cette lettre « le grand lévrier de madame Le Blanc » ? Peut-être ne sera-t-on pas moins surpris de trouver sur le même message une apostille de l'Evêque de Clermont, appuyant ladite requête et reprenant, au sujet de son collaborateur, la même touchante expression de « grand lévrier » ? (49) Rien n'y faisait. S'il arrivait que des délais de paiement fussent, sous l'empire de diverses circonstances ou d'interventions variées, accordés momentanément, l'exécution ne s'en trouvait pas moins maintenue et poursuivie. L'abbé de Sainte-Hermine a beau, à propos du prieuré St-Etienne-d'Ars-en-Ré, essayer d'intéresser à son affaire le Conseiller d'Etat Le Blanc, le ministre Secrétaire d'Etat à la guerre, d'Angervilliers, MM. d'Argenson et Chateauevillard, le Cardinal de Fleury lui-même, et mettre en avant son titre d'aumônier de la Reine, Granet accorde un sursis mais n'en maintient pas moins que « l'abbé a tort et doit se mettre en état de terminer cette affaire » (50). Ce qui ne signifie nullement que les réclamants n'obtiennent pas parfois satisfaction : il n'est pas rare de voir leur droit reconnu ou leur situation difficile prise en considération et leur valoir une réduction de taxe. Mais il faut reconnaître que si les Commissaires avaient voulu se montrer trop bienveillants, le produit de cette imposition serait devenu insignifiant et inefficace. Les contestations soulevées par les assujettis reposent du reste presque toujours sur les mêmes raisons ou prétextes : leur maison n'a jamais payé parce qu'elle ne figurait pas sur le rôle, elle ne doit pas être taxée parce qu'il s'agit d'un bénéfice simple, prieuré qui n'est qu'à la présentation et non à la collation du roi, ou d'un chapitre, ou d'un établissement uni à un collège ou dépendant d'une abbaye considérée comme exempte, ou d'un monastère qui n'est pas de fondation royale, elle mérite d'être déchargée ou de bénéficier d'une réduction à cause de la modicité de ses revenus, etc. Il convient d'ajouter que lorsque le demandeur s'est fait débouter de son instance et condamner à régler le montant de la taxe, il revient généralement à la charge pour essayer d'obtenir cette fois une modération du taux ou une « surséance » des paiements. Tout cela, petit à petit, s'arrange et les plaideurs découragés s'assagissent. Si la période qui se termine en 1760 a vu surgir un flot ininterrompu de réclamations, surtout de 1717 à 1742, semble-t-il, celle qui s'ouvre maintenant ne présente pas la même frénésie procédurière, et les arrêts s'exécuteront dans une ambiance moins agitée.

Aussi n'est-il pas surprenant de voir intervenir de nou-

(49) *Id.* pièce n° 86.

(50) *Id.* pièces nos 57, 58, 59, 60, 61 et 61 bis.

velles Lettres patentes, datées du 24 août 1777 (51) et qui apportent divers changements en la matière. Sans doute Louis XVI entend confirmer « tous les privilèges, franchises, immunités et exemptions accordés audit Hôtel » ; il veut aussi prendre les mesures les plus propres « pour lui en conserver et assurer la pleine et entière puissance ». Il tient dès lors à réunir dans un « seul tribunal » les contestations que l'Hôtel « peut ou pourra avoir à soutenir, soit en demandant ou défendant à l'occasion de ses privilèges, franchises, immunités et exemptions ». Il évoque personnellement toutes ces causes et les renvoie devant la Grand'Chambre du Parlement de Paris. S'agit-il encore d'une nouvelle attribution de compétence ? on pourrait le penser : les difficultés auxquelles la taxe d'oblat donnait lieu avaient d'abord, comme on le sait, été soumises aux Chambres ecclésiastiques, puis, après l'arrêt de 1717, au Grand Conseil, en dernier lieu après celui d'octobre 1728, aux Commissaires généraux. Voici maintenant qu'il est question de la Grand'Chambre du Parlement de Paris. Est-ce que cette évolution en un siècle n'indique pas par elle-même un fonctionnement peu satisfaisant de la procédure qui avait été ainsi instituée, avec le choix des diverses juridictions ? Aucun texte n'a précisé le motif qui a dicté ces modifications. Il est permis tout de même de supposer que les Chambres ecclésiastiques ont pu se trouver dépossédées de cette compétence parce qu'elles ont paru peut-être trop enclines à réserver une audience favorable aux réclamations de tous les gens d'Eglise qui ne manquaient pas d'user de leur entreegent... Le Grand Conseil, à son tour, substitué aux dites Chambres, n'a-t-il pas été submergé par le flot sans cesse grossissant du contentieux administratif et judiciaire en question, et pour venir à bout de tout ce débordement procédurier, n'a-t-on pas été obligé de recourir à une juridiction d'exception, dotée de pouvoirs spéciaux, à l'instruction rapide, aux décisions promptes et sans appel ? C'est vraisemblable et, si l'on peut dire, dans la logique des choses. De même qu'il est naturel, après environ cinquante ans de fonctionnement efficace, que le tribunal des Commissaires généraux se retire et laisse la place à l'organisme judiciaire régulièrement compétent en la matière, la Cour de Parlement de Paris.

Car c'est elle qui, par sa Grand'Chambre, connaît déjà d'un certain nombre d'affaires civiles ou criminelles qui lui sont réservées. Ainsi, *ratione personae*, était-elle saisie des crimes de lèse-majesté, ... des procès intéressant les princes de

(51) *Id.* p. 332. Coll. Moreau. *id.* *Invalides* (Hôtel royal des). Lettres patentes du Roi, du 24 août, registrées en Parlement le 2 septembre 1777). *Recueil par ordre de dates des Edits, Déclarations. Lettres patentes du Roi...* Paris, Simon, 1778 (année 1777) f. 33.

sang, les grands officiers de la Couronne, les ducs et pairs pour raison de leurs païeries, des procès criminels dirigés contre les officiers du ressort et des causes de diverses personnes morales : villes, universités, hospices, Hôtel-Dieu de Paris, hôpital général » ... (52). Il était normal de lui rattacher maintenant l'Hôtel royal des Invalides. Et comme *ratione materiae*, la Grand'Chambre était appelée à juger aussi directement les litiges relatifs au domaine de la Couronne, les causes concernant les apanages, les affaires soulevées par l'exercice du droit de régale, l'on comprend aisément à ce point de vue le changement décidé en 1777. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les Cours de Parlement étaient compétentes avant l'institution de la taxe, pour tout ce qui relevait du « droit d'oblat », et d'ajouter encore que cela rentrait dans le cadre de la réforme judiciaire qu'avait entreprise Louis XV et que Louis XVI s'efforçait de poursuivre (53). De toute façon, les lettres patentes du 24 août, 1777 allaient représenter, si l'on ose dire, le dernier acte de toute cette comédie judiciaire.

Il convient maintenant de rechercher quelles fluctuations a pu subir le taux même de cette taxe avec les bases d'imposition. On sait (54) comment se présentaient les choses en 1674. Elles se maintinrent en l'état jusqu'en 1768, près d'un siècle ! On ne saurait reprocher à la Royauté d'avoir trop fréquemment modifié le statut fiscal des monastères en cette matière ! On serait peut-être plus fondé de regretter au contraire cette constance. Car depuis lors, la cherté croissante de la vie, les abus dans les admissions à l'Hôtel et le désordre de l'administration avaient déséquilibré le budget des Invalides (55). D'autre part, certaines abbayes avaient vu, entre temps, leurs ressources augmenter et la taxation qui leur était appliquée n'était pas à la mesure de leur richesse (56). Or aucun changement n'intervenait dans l'aménagement du taux.

A la suite des réclamations que nous avons rappelées (57), l'arrêt du 6 mai 1715 avait prescrit aux abbés et prieurs de continuer, selon les dispositions antérieures, l'acquittement de la taxe d'oblat. Mais s'étant exprimé en termes assez généraux, il avait prêté à une certaine confusion. On avait cru, en effet, que désormais tous les monastères sans exception étaient assu-

(52) *Histoire générale du droit français*, par E. Chénon, t. II, 1 fasc. publié par F. Olivier-Martin, Paris, 1929, p. 540-541.

(53) V. sur différents points de cette réforme, le même ouvrage, p. 523-3.

(54) Ch. VIII.

(55) V. Burnand, *op. cit.* p. 107.

(56) Le même auteur (*id.*) cite le cas de l'abbaye de Hambaye, dans la Manche, que ne payait que 70 livres en 1700 et était portée au rôle de 1716 pour cette pension, alors que ses revenus avoués étaient officiellement de 7.500 livres.

(57) V. plus haut, Ch. VIII.

jettis au « droit d'oblat » (58) pourvu qu'ils fussent à la nomination du roi. Les remontrances du Clergé amenèrent celui-ci à préciser sa pensée pour tenir compte de « plusieurs difficultés dans l'exécution de cet arrêt auxquelles il étoit de la justice de pourvoir » et à faire prendre l'arrêt du 7 juillet 1716 (59) qui, en gros, confirme le précédent mais le rectifie sur un point. Sans doute tous les monastères où nomme le roi restent frappés, même s'ils n'ont jamais été taxés pour les oblat, s'ils n'ont jamais payé les pensions, s'ils ont obtenu une décharge « par lettres patentes, arrêts ou autrement » ou « sous prétexte de la sécularisation desdits bénéfices, extinction, suppression des titres, ou union à d'autres bénéfices ou à des chapitres, collèges, séminaires et autres communautés », ce qui tout de même représente une extension qui avait peut-être été voulue subreptice à la faveur de l'arrêt de 1715 mais qui, par la confirmation qui lui est ici donnée, apparaît maintenant avec une singulière netteté (60) et cela, d'autant plus que, malgré qu'il en ait, le Régent est obligé de faire une concession : il lui faut bien déclarer que sur le rôle des assujettis ne figureront pas les abbayes ou prieurés érigés en évêchés mais il y maintient d'autre part ceux qui, étant à la nomination du roi, ont été unis aux évêchés et qui ont toujours payé les pensions d'oblat jusqu'alors. Au total, l'opération, s'il est permis de parler ainsi en l'occurrence, se soldait par un sensible boni à l'actif de la monarchie.

Ces artifices étaient insuffisants pour procurer à l'Hôtel le complément de ressources dont il avait un besoin de plus en plus urgent et il est curieux de constater qu'en dépit du renchérissement de toutes choses (61), on ait attendu si longtemps pour majorer le taux des pensions à verser par les monastères. La crainte de nouvelles complications avec le Clergé en fut peut-être la cause, ou l'on ne sait quelle indifférence, à moins

(58) « ... que tous Abbés et Prieurs pourvus par le Roi, ensemble tous les chapitres, Collèges, Séminaires et autres communautés séculières ou régulières, jouissant à titre d'union ou autrement des Abbayes et Prieurés étant à la nomination du Roi, à quelque titre que ce soit, seront tenus ... » etc. C'est ainsi que l'arrêt du 7 juillet 1716 rappelle la teneur de celui de 1715 (Brillon, *Diction.* t. IV, p. 633 ; Durand de Maillane, *Dictionnaire*, p. 722).

(59) *Recueil des édits...* t. I, n° 100, p. 230.

(60) « ... décharges qu'ils (les abbayes et prieurés) auroient pu obtenir dans les temps précédents par lettres patentes, arrêts ou autrement auxquels sa Majesté a dérogé et déroge expressément par le présent arrêt »... *Habemus confitemur reum...* !

(61) Louis XIV avait laissé une situation financière fort obérée. Le déficit annuel persista et l'augmentation constante de la dette publique nécessita à diverses reprises des mesures plus ou moins heureuses pour éviter la banqueroute. Les prix ne cessaient de monter lentement mais régulièrement (Sée, *Histoire économique de la France*, t. I, p. 159 et s. ; Germain-Martin, *Histoire économique et financière*, p. 236 et s.).

que l'illusion de voir un jour les choses s'arranger spontanément n'ait hanté les hautes autorités du Royaume... qui ont eu souvent de nombreux imitateurs parmi leurs successeurs ! Cependant la situation devient tellement critique que le duc de Choiseul n'hésite plus et le roi signe le 2 avril 1768 (62) une déclaration qui se propose un double but, d'une part subvenir aux besoins de l'Hôtel et d'autre part, tenter de mettre fin aux inégalités de traitement entre les abbayes, qui ont donné lieu à tant de difficultés. Il reconnaît que « depuis près de cent années les dépenses de toute espèce ont tellement augmenté qu'il ne seroit plus possible auxdits monastères de loger, nourrir et entretenir convenablement un officier ou soldat infirme ou invalide pour une somme aussi minime (150 L.) et que d'ailleurs les charges de l'Hôtel des Invalides sont infiniment augmentées par les guerres successives et par des malheurs particuliers et que, malgré sa bonne administration dans des temps aussi critiques, la dépense de chaque officier ou soldat excède de beaucoup ladite somme de cent cinquante livres ». Dans ces conditions le roi se voit obligé de porter les pensions à 300 livres : « nous y trouvons, ajoute-t-il, d'autant moins de difficulté que d'un côté les revenus des bénéfices étant augmentés en proportion du prix des denrées, la plupart seroient en état de supporter une augmentation beaucoup plus forte, et que d'un d'autre côté, nous nous proposons d'accorder quelque diminution aux Abbés ou Prieurs qui justifieront que les revenus de leurs bénéfices n'excèdent pas la somme de deux mille livres ». Les nouvelles dispositions étaient exécutoires à dater du 1^{er} janvier 1769. Les pensions restaient payables chaque année, de quartier en quartier et par avance, au receveur de l'Hôtel des Invalides.

Cette déclaration fut suivie d'un arrêt du Conseil d'Etat qui, le 13 janvier 1769, prenait les mesures d'application nécessaires (63). Un rôle des pensions d'oblat qui lui était annexé comprenait tous les bénéfices qui devaient supporter la nouvelle taxe de 300 livres, sans pouvoir s'en dispenser sous prétexte d'exemptions, privilèges, lettres, brevets ou arrêts portant décharge et que le roi révoquait et annulait par ledit acte. Il était d'autre part décidé que les abbés et prieurs qui justifieraient d'un revenu inférieur à 1000 L. ne paieraient que 75 livres de pension et ceux dont les ressources seraient à la fois supérieures à 1000 L. et inférieures à 2000 ne verseraient que 150 L. Les évaluations des revenus devaient être faites sur les baux et « autres pièces indicatives de la recette, sans autre déduction

(62) *Recueil des édits...* II, p. 498 — Durand de Maillane, *Dictionnaire...* p. 722. La déclaration royale fut enregistrée au Parlement le 19 avril 1768.

(63) Durand de Maillane, *op. cit.* p. 800. Corrections. Au mot « convers ». *Recueil des édits...* p. 206.

que celle des charges foncières et sans que les décimes payées par les titulaires desdits bénéfices, puissent être déduites sur le montant desdits revenus » (64).

L'exécution de cet arrêt fut retardée (65) par une discussion nouvelle. La nature même du « droit d'oblet » était remise en cause et la possibilité de l'extension de ce privilège agitée une fois de plus. Les membres du Conseil de l'Hôtel avaient instruit minutieusement l'affaire et les agents généraux du Clergé avaient été saisis de leur mémoire mais ils laissèrent passer un certain temps sans y répondre et la mise en vigueur de l'arrêt ne fut reprise qu'un peu plus tard. Un nouvel arrêt, du 13 octobre 1769 cette fois (66) confirmait en tout cas les décisions précédentes. Le rôle des pensions d'oblet qui avait été annexé à l'arrêt du 13 janvier 1769 avait suscité des réclamations au sujet desquelles le roi entendait maintenant statuer, les délais pour les produire étant expirés. En conséquence, les bénéfices figurant sur le premier des deux états joints à l'arrêt du 13 octobre 1769 devaient payer 75 livres de pension (67). Ceux de la deuxième liste sont imposés à 150 livres de taxe d'oblet (68). Il n'a été tenu aucun compte des récla-

(64) Ce qui représentait une légère augmentation de charges pour les abbés et prieurs qui auparavant versaient la pension au chiffre fixé, décimes comprises. (Déclaration du 5 mai 1636, v. plus haut, Ch. IV).

(65) Lettres du Ministre en date des 31 janvier et 29 mars 1769, signalées et résumées dans *Arch. nat.* Q 1, 1282, n° 7. Mémoire au Ministre, 1770 (Burnand, *op. cit.*, p. 107 en note et 108).

(66) *Recueil des édits...* p. 219. Durand de Maillane, *op. cit.* p. 802-3.

(67) *Etat des bénéfices dont le revenu n'excède pas mille livres et qui ne doivent payer que soixante quinze livres pour la pension d'oblet, à compter du 1 janvier 1768.* Les prieurés de Belroy, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Langres ; de St-Blaise-du-Grand-Puits, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Sens ; de N. D. de Jarry, ordre de Grammont, diocèse de Saintes ; de Saint-Gérard uni à l'Hôpital de Limoges, diocèse de Limoges ; les abbayes de Saint-Savin, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Tarbes ; de Valbonne, ordre de Cîteaux diocèse de Perpignan ; les prieurés de Villiers, ordre de Grammont, diocèse de Tours ; de Saint-Martin-sous-Beaumont, diocèse de Dijon. Fait et arrêté au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant tenu à Fontainebleau le 13 octobre 1769. Signé. Le duc de Choiseul. (Durand de Maillane, *op. cit.* p. 803. *Recueil des édits...* p. 222).

(68) *Etat des bénéfices dont le revenu n'excède pas 2000 livres et qui ne doivent payer que 150 livres pour la pension d'oblet, à compter du 1er janvier 1768.* Les abbayes de Saint-Loubouer, ordre de Saint-Benoit, érigée en Eglise collégiale, diocèse d'Aire ; de Valcroissant, ordre de Cîteaux, diocèse de Die ; d'Ahun, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Limoges ; de Pébrac, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Saint-Flour ; de la Caignotte, ordre de Saint-Benoit, diocèse d'Acqs ; de Saint-Sauveur d'Aubeterre, ordre de Cîteaux, diocèse de Périgueux ; de la Charité, près Lexinne, ordre de Cîteaux, diocèse de Langres ; de Dillo, ordre de Premontré, diocèse de Sens ; de Cellefrouin, ordre de Saint-Augustin, diocèse d'Angoulême ; de Bois-Aubry, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Tours ; de Villelongue, ordre de Cîteaux, diocèse de Carcassonne ; de Valsainte, ordre de Cîteaux, diocèse d'Apt ; de Saint-Wullemmer, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Boulogne ; de N. D. de Saint-Léonard de Chaumes, ordre de Cîteaux, diocèse de la Rochelle ; de Gondom, ordre de Cîteaux, diocèse d'Agen ; de Saint-Paul-lès-Sens, ordre de Premontré, diocèse de Sens ; de Prébenoit, ordre de

mations de leurs titulaires. Par contre, l'abbaye sécularisée de Saint-Séverin-les-Bordeaux, diocèse de Bordeaux ; le prieuré de Saint-Vallier, uni à la mense abbatiale de Saint-Ruf, diocèse de Vienne ; l'abbaye de Lestrée, unie à la communauté des religieuses de la Colombe, diocèse d'Evreux ; et le prieuré de Saint-Nicolas de Bar-sur-Aube, diocèse de Langres, qui avaient demandé la décharge complète de la pension d'oblat, sont renvoyés devant les Commissaires généraux du Conseil du roi désignés à cet effet mais en attendant qu'il soit statué sur leur cas, ces monastères paieront par provision 150 livres à dater du 1^{er} janvier 1768 à valoir sur ce qui leur sera demandé ultérieurement (69). Il n'est d'autre part rien retenu des réclamations présentées par un certain nombre de titulaires de bénéfices monastiques (70) mentionnés dans l'arrêt. Ils sont

Citeaux, diocèse de Limoges ; de Saint-Pierre l'Esterp, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Limoges ; de Boeuil, ordre de Citeaux, diocèse de Limoges ; de Chors, ordre de Saint-Benoit, diocèse d'Autun ; de Saint-Georges des Bois, ordre de Saint-Augustin, diocèse du Mans ; de Bonlieu-Charbon Blanc, ordre de Citeaux, diocèse de Bordeaux ; de Saint-Marcel, ordre de Citeaux, diocèse de Cahors ; de Doué, ordre de Premontré, diocèse du Puy ; de Boschand, ordre de Citeaux, diocèse de Périgueux ; de Saint-André de Jau, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Perpignan ; de Belle-Etoile, ordre de Premontré, diocèse de Bayeux ; de Saint-Jacques de Béziers, ordre de Saint-Augustin, Congrégation de France, diocèse de Béziers ; de N. D. de la Nouvelle-les-Gordons, diocèse de Cahors ; de Lure, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Sisteron ; de N. D. de bon repos de Marilly, ordre de Citeaux, diocèse d'Autun ; de la Frenade, ordre de Citeaux, diocèse de Saintes ; de N. D. de Madion, diocèse de Saintes ; d'Aubignac, ordre de Citeaux, diocèse de Bourges ; de St.-Nicolas des Châtres, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Périgueux ; de N. D. de Moreaux, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Poitiers ; de l'Etange, ordre de Premontré, diocèse de Verdun ; d'Arthoux, ordre de Premontré, diocèse d'Acqs ; de Saint-Sauveur des Vertus, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Châlons sur Marne ; de Bellevaux, ordre de Premontré, diocèse de Nevers ; les prieurés de Mesnel, ordre de Grammont, diocèse de Beauvais, uni au collège de Grammont ; de Montherbédon, ordre de Grammont, diocèse de Montpellier, uni au Séminaire de Montpellier ; de Chateauneuf de Grammont, diocèse de Bourges ; de Sauvecanne, uni au chapitre de l'Eglise métropolitaine d'Aix ; de Garrigues, diocèse d'Agen ; de Saint-Martin de Bellencombre, diocèse de Rouen ; de Saint-Jean aux Bois, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Soissons, uni à l'Abbaye de Royal-lieu ; des Hermites, diocèse de Châlons sur Marne ; de Vieux-Pont, ordre de Grammont, diocèse de Sens ; de Brives, diocèse de Limoges ; de Saint-Vivien-les-Saintes, diocèse de Saintes ; de Salles, diocèse de Limoges ; d'Epineuseval, diocèse de Châlons-sur-Marne ; de Saint-Gilles, près Pont-Audemer, diocèse de Lisieux ; de N. D. de Pommieraigre, dit Grammont-lès-Chinon, diocèse de Tours ; de Saint-Eloy de Longjumeaux, diocèse de Paris ; d'Hennemont, diocèse de Paris ; de Bléron, diocèse de Bourges ; de Puy-Chevrier, ordre de Grammont, diocèse de Poitiers ; l'abbaye de Lonlay, ordre de Saint-Benoit, diocèse du Mans. Fait et arrêté au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant tenu à Fontainebleau le 13 octobre 1769. *Signé.* Le Duc de Choiseul. (Durand de Maillane, *op. cit.* p. 804 — *Recueil des édits...* p. 223). Pour l'identification des noms de lieux mentionnés sur ces deux états, v. Dom Besse, *op. cit.* p. 129 et s. Cf. également la table que nous avons dressée, à la fin de cet ouvrage.

(69) Arrêt du 13 octobre 1769 (Durand de Maillane, *op. cit.*) 802.

(70) En voici la liste (Durand de Maillane, *op. cit.* 803 — *Recueil des édits...*

purement et simplement déboutés de leurs demandes et devront verser la somme de 300 livres. A ces documents, il est permis de joindre celui qui fut dressé, à la suite du rattachement de la Lorraine à la France, et qui, à la date du 23 mars 1769 donne la liste des pensions d'oblats dans cette province (71).

Naturellement la perception de ces sommes n'allait pas sans frais. Nous savons que la déclaration de 1636 (72) avait autorisé les abbés et prieurs à ne verser que le montant net de la pension. Les receveurs percevaient ensuite leurs émoluments et le solde seul était versé à la commanderie de Saint-Louis pour l'entretien des invalides. Mais l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 13 janvier 1769 revint sur cette manière de faire et les titulaires de bénéfices eurent désormais à payer en sus de la pension le montant des décimes.

Il était d'usage de même de passer en dépenses dans les comptes de recouvrement des pensions trois deniers par livre en faveur du receveur particulier des décimes, trois autres au profit du receveur provincial et six pour le receveur général (73). De plus, l'habitude avait été prise avant 1768 d'imputer

p. 219) : les abbayes « de la Valette, ordre de Cîteaux, diocèse de Tulles ; de Longway, ordre de Premontré, diocèse de Reims ; de Blaisimont, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Bazas ; de Divielle ou Ville-Dieu, ordre de Premontré, diocèse d'Acqs ; de Maynac, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Limoges ; de N. D. de la Chaume, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Nantes ; de Saint-Amand de Boisse, ordre de St-Benoit, diocèse d'Angoulême ; de Cercanceau, ordre de Cîteaux, diocèse de Sens ; de Saint-Astier, ordre de Saint-Benoit ; de Beaulieu, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Saint-Malo ; de Saint-Etienne de Vaux sur Mer, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Saintes ; de Saint-Hilaire de la Selle, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Poitiers ; Abbaye reguliere de Mettlock, ordre de Saint-Benoit Lorraine ; de N. D. de Corneille, diocèse de Perpignan ; de Genlis, ordre de Premontré, diocèse de Noyon ; de la Chancelade, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Périgueux ; de Tonnay-Charente, ordre de Saint-Benoit, diocèse de Saintes ; de N. D. de la Chartre, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Saintes ; la prévôté d'Avaux, diocèse de Limoges ; les prieurés de Bussière, ordre de Saint-Augustin, diocèse de Limoges ; de Saint-Antonin de Rouergue, diocèse de Rhodéz ; l'Abbaye de Fontguilhem, ordre de Cîteaux, diocèse de Bazas ; le prieuré de Beaumont-le-Roger, ordre de Grammont, diocèse d'Evreux ; le prieuré de Saint-Michel de Grammont, diocèse de Lodève, et l'Abbaye de Sainte-Catherine, unie à la Chartreuse de Gaillon ». Pour l'identification des noms de lieux, v. Dom Besse, *op. cit.* p. 128-9 et la table de la fin de l'ouvrage.

(71) Abbayes et prieurés de Tholey (Vosges) ; Saint-Léopold ; Moyenmontier (Vosges) ; Justemont (M. et M.) ; Freistroff (Moselle) ; l'Etange (M. et M.) ; Rangerac ; Ecurey (Meuse) ; Domeir ; Rieval (Meuse) ; Saint-Pierremont (Moselle) ; Villers (Vosges) ; Betnach (Ht.-Rhin) ; Saint-Michel (Vosges) ; Metloch ; l'Isle-en-Barrois (Meuse) ; Autrey (Hte Saône) ; Chatenay (Hte Saône) ; Beauprey (M. et M.) ; Hérival (Vosges) ; Lay Saint Christophe (M. et M.) ; Sainte-Marie de Pont à Mousson (M. et M.) ; Longeville (Meuse) ; Chaumonsey (Vosges) ; Saint-Avoid (Moselle) ; Stiltzbronn ; Flavigny (M. et M.) ; Joulliers (Meuse) ; Belchamp (M. et M.) ; Saint-Benoist (Meuse), d'après Burnand, *op. cit.* p. 109. Pour les identifications, v. la table à la fin de l'ouvrage.

(72) V. plus haut, ch. IV, p. 98 et sous le présent chapitre la note 64.

(73) Déclaration du 5 mai 1636 (*Mémoires du Clergé*, W, 1950).

sur les dépenses une gratification de 800 livres par an accordée au commis du comptable et 300 livres pour ports de lettres et frais d'écritures (74). Le receveur comptable, au moment du doublement des pensions réclama 1600 livres et 600 livres respectivement pour les deux chefs précités. Il reçut 1200 et 400 L. (75). Au mécanisme de ce recouvrement qui s'effectuait par les soins des receveurs des décimes, ajoutons encore deux précisions : la première, c'est que le Conseil d'Etat, par un arrêt du 25 août 1678 (76) ordonna que le Sieur de Penantier, receveur général du Clergé et en tant que tel, chargé de la centralisation des fonds provenant des pensions d'oblet (77), rendrait les comptes « par devant le directeur et administrateur de l'Hôtel des Invalides » et le déchargeait de « rendre autre compte en aucune de ses chambres des Comptes ni ailleurs ». La seconde, c'est que dans les pays conquis où il n'y avait pas de receveur des décimes, les pensions d'oblet y étaient perçues par les personnes que le roi commettait à cet effet (78).

Quant au produit de cette taxe, de simples indications suffiront : avant le doublement des pensions, les fonds d'oblats se montaient à environ 110.000 livres par an (79). Après 1769, la somme s'éleva approximativement à 250.000 (80). En 1780, par exemple elle fut de 251.175, ce qui représentait un peu plus du cinquième des recettes générales de l'Hôtel (81). En dehors

(74) *Arch. de l'Hôtel*, carton 27. Mémoire 27 Juin 1777 cité par Burnand, *op. cit.* p. 109.

(75) Burnand, *op. cit.* p. 110.

(76) *Recueil des édits* I, n° 23.

(77) Arrêt du Conseil d'Etat du 24 janvier 1670, *Recueil des édits...* I, n° 2, *Collect. Moreau*, fol. 77.

(78) Durand de Maillane, *op. cit.* p. 723.

(79) *Arch. de l'Hôtel* ; cartons 22, 23, comptes d'oblats. Voici à titre d'exemple cité par Burnand (*op. cit.* p. 109) le compte détaillé pour la généralité de Montpellier en 1729. Diocèse de Montpellier, abbaye d'Aniane, prieuré de Montherbedon : 300 l. ; diocèse de Nîmes, abbayes de Psalmodie, Saint-Gilles et Franquevaux : 450 l. ; diocèse d'Alais, Abbayes de Saint-Pierre-de-Sauve, de Cendrière : 300 l. ; diocèse de Narbonne ; abbayes de Fontfroide, Causse, N. D. de Quarante, Saint-Polycarpe : 600 l. ; diocèse de Béziers, abbayes de Saint-Afroidise, Saint-Joncel, Villemagne l'Argentière, Saint-Jacques de Béziers, prieuré de Cassan : 675 l. ; diocèse d'Agde, abbayes de Saint-Thibéry, N. D. de Villemagne : 300 l. ; diocèse d'Uzès, abbayes de Saint-André de Villeneuve, Chambuc : 300 l. ; diocèse de Lodève, abbayes de Saint-Guilhem le Désert, Saint-Sauveur, Saint-Michel : 450 l. ; diocèse de Saint-Pons, abbayes de Saint-Chinian et Foucault : 300 l. Somme totale : 3.725 l. Dans le même carton (22), état des comptes par diocèse.

(80) *Arch. de l'Hôtel*, carton 23. Les chiffres de 1785 sont les suivants (Burnand, *op. cit.* p. 110 en note) : clergé intérieur du royaume : 240.000 l. ; provinces conquises : 36.815 l. 2 s. 6 d., soit en tout : 246.815 l. 12 s. 6 d. Pour 1786 : même recette. Les revenus tirés des provinces frontières se répartissaient ainsi : Flandre ; 142 l. 10 s. ; Artois, 4845 l. ; Haynaut, 3802 l. ; Roussillon, 1681 l. ; Franche-Comté, 8921 l. 5 s. ; Lorraine, Alsace et Evéchés 16.102 l. 40. s.

(81) Burnand, *op. cit.* p. 119 (*Dépôt de la guerre — Mémoires techniques*, carton 65). Peut-être serait-il souhaitable de reprendre un jour cette question

des renseignements d'ordre comptable qui peuvent être produits jusqu'au moment de la Révolution (82) il n'est plus rien, en ce qui nous concerne, qui vaille d'être retenu : les lettres patentes de 1777 sont, comme nous l'avons dit (83) l'ultime manifestation officielle d'une certaine importance qui intéresse le « droit d'oblat ». La dizaine d'années qui suit laisse planer un silence profond que rien, semble-t-il, ne vient troubler, apparemment du moins. Mais c'était bien le cas de dire que ce sommeil n'était que le précurseur de la mort. Restait à dresser l'acte final, celui du décès. Les pensions d'oblat avec les autres privilèges féodaux disparaissent dans la tourmente ; il faut bien pourtant les remplacer pour continuer à faire vivre l'Hôtel : c'est ce que décide un décret du 21 septembre 1790 qui accorda à celui-ci une indemnité compensatrice (84). Désormais, tout lien avec le passé est aboli et la pratique du « droit d'oblat » définitivement ensevelie sous les ruines de l'Ancien Régime.

du rendement des pensions d'oblats grâce au dépouillement méthodique des cartons de l'Hôtel.

(82) Par exemple : d'après un état de 1784 dressé par Dom. Riffard, prieur, l'abbaye de la Fontaine-Jean payait 300 l. pour les oblats (Jarossay, *op. cit.* p. 369 — *Arch. Nat.* Q 1 541).

(83) V. plus haut p. 246.

(84) Burnand, *op. cit.* p. 261.

CHAPITRE IX

CONCLUSION

Au terme de cette étude, en faisant le point, l'on constate que le « droit d'oblat » est apparu d'abord comme l'exercice d'un prélèvement ordonné par le roi sur les ressources d'un monastère au profit d'un de ses protégés pour assurer les vieux jours de celui-ci. Il ne s'agit pas de donner à celui ou à celle qui, de bon gré ou non, se destine à la vie religieuse l'équivalent de la dot réglementaire ; pas davantage d'assurer au vrai moine ou à la vraie moniale sa portion d'entretien, sa part communautaire ; il s'agit encore moins de disposer des revenus monastiques en faveur de quelque donateur qui abandonne au couvent tout ou partie de ses biens.

Puis ce « droit » évolue avec le temps et selon les circonstances. Ayant pour objet uniquement des prestations en nature, il s'accommode soit d'une équivalence en argent, soit d'une somme forfaitaire versée en espèces. Corrélativement à cette modification, la résidence hors du monastère se substitue dans certains cas au séjour dans le cloître. La progression se poursuit vers la même direction, la pension fixe payable en monnaie prend plus d'extension ; à la dispersion des bénéficiaires, on tente de faire succéder le rassemblement en un même lieu et, au dernier stade, c'est une taxe perçue d'office sur les assujettis qui assure le financement d'un abri collectif, alors qu'auparavant il pouvait s'agir d'une application occasionnelle et bénévole, sinon de la part de l'abbaye, du moins de celle du roi. Ainsi par échelons, avec des reprises et des tâtonnements parfois, l'on passe du plan quasi volontaire au plan de l'obligation, du terrain en partie privé à celui du droit public, de la contribution en nature à la taxe fiscale, du domaine individuel à celui de la collectivité, de l'Etat. Cette évolution concorde avec les progrès de l'organisation administrative du royaume, de l'affermissement de la monarchie et de la centralisation. La spontanéité tumultueuse et diverse du Moyen-Age cède, par lentes étapes irrégulières, la place à l'autorité souveraine, dispensatrice de l'ordre public et de la discipline communautaire.

Dans l'extraordinaire confusion où s'agite la France (ou plus exactement, ce qui sera la France) sous les premières dynasties royales, que trouve-t-on pour fixer un point de repère et une filiation ?

Il serait facile d'user d'une formule commode mais un peu trop fatiguée : « Au commencement était le fait », si ce n'était oublier que tout fait est posé par l'homme et, malgré qu'on en ait, il constitue un acte d'ordre moral. Ce sur quoi l'on veut seulement insister ici, c'est que le besoin, la nécessité commande ou tout au moins exerce une pression dominante, indépendamment de toute autre considération idéologique ou non. La guerre sévit à l'état chronique ; est-ce le moment pour les gens qu'entraîne son tourbillon, de s'attacher à des vues de l'esprit ou à des scrupules de conscience ? Il faut vaincre et conquérir. Cette préoccupation passe avant toute autre. Il n'est point question de « droit à »..., ce sont les aptitudes qui comptent. Quel est le chef ? le plus brave dans les combats. Qui nomme-t-on roi ? le plus capable, celui du moins qui est considéré comme tel. A se créer leur place au soleil, à se débarrasser de leurs ennemis par n'importe quels moyens, à arrondir leurs domaines et étendre leur domination, les Mérovingiens consacrent tous leurs efforts. Ils réussiront plus ou moins : dans ce chaos politique, économique et social, c'est ainsi qu'ils ont vu la situation et prétendu y faire face. Un fait d'importance se produit qui va orienter définitivement les destinées du pays : le christianisme est reconnu officiellement, le roi demande et reçoit le baptême avec un grand nombre de ses guerriers. Cet acte, d'une portée incalculable pour l'avenir, a déjà dans l'immédiat des conséquences remarquables. La vie spirituelle prend un nouvel essor, et avec elle la vie politique, économique et sociale ; le catholicisme s'implante fortement dans le sol de France, le monachisme se répand. Des couvents se fondent, non seulement avec les encouragements du roi et des grands mais avec leurs donations, parfois considérables. Quelle distinction établir entre la souveraineté et la propriété ? Ces catégories n'ont aucune place ici (1). Le roi est le maître du territoire qu'il distribue selon son gré et reprend à sa guise. Cette abbaye, fondée par lui, est sienne, il en est le propriétaire et le patron : il dispose des biens et commande aux gens. Il est d'autre part le protecteur né de la nouvelle religion qu'il encourage et dont il seconde l'apostolat, à sa manière qui est parfois brutale. Il se chargera même de mettre au pas, si c'est nécessaire, moines et nonnes qui ne marcheraient pas selon ses désirs. C'est sa volonté, théoriquement toute-puissante, pratiquement plus ou moins faible ou forte suivant les temps, qui

(1) A cette époque, les esprits étaient « peu experts à mettre les situations juridiques en catégories ». (Dumas, *la notion de... loc. cit.* p. 24).

est la règle suprême du royaume, en fait. Les coutumes, les lois existent certes et l'on en reconnaît de plus en plus la nécessité mais un souverain franc n'hésite pas à les violer quand son intérêt croit devoir le lui commander. Il n'y a rien qui, dans tout cela, ressemble de près ou de loin, aux idées, aux institutions modernes et il ne faut pas y chercher à tout prix de quoi remplir les petits casiers intellectuels que l'on s'est ingénié à fabriquer pour la commodité des démarches. Pouvoir civil et pouvoir religieux s'entremêlent tout comme souveraineté et propriété : il est nécessaire de prendre conscience de cet *état de fait* si l'on veut ne pas commettre de trop grossières erreurs d'appréciation.

Dans ces conditions, que devient le « droit d'oblat » ?

On comprend dès lors (2) — il s'agit d'appréhension intellectuelle et non d'appréciation morale — un fait comme celui de la prébende monacale que l'on trouve sous les Carolingiens. C'est en substance la portion d'aliments qui est délivrée chaque jour à tout membre de la communauté. Les règles monastiques ou canoniales la définissent, les conciles et même les capitulaires s'en mêlent également. Mais le chef de la maison religieuse n'a pas seulement le devoir de nourrir les siens, sa sollicitude doit s'étendre aux serviteurs qui font aussi partie intégrante de la collectivité dont il a la charge. Et dans cette distribution quotidienne, comment oublier les pauvres, ces autres frères, en qui le monastère est dans l'obligation de voir le Christ souffrant et qu'il a le devoir de traiter comme le Sauveur lui-même ? Sans doute, c'est à une époque assez tardive que la dénomination de *præbendarii* comprendra aussi les pauvres nourris par un établissement (3), le fait qu'ils reçoivent une pitance de moine, seul compte ici ; ils sont prébendiers avant la lettre mais ils le sont.

Cette subsistance, qui l'accorde ? L'abbé, le prieur, le chef de la communauté. Responsable de l'administration et de la gestion matérielles, il veille à la suffisance quant à la production des biens nécessaires et à leur équitable répartition. Si, en principe il est lié vis-à-vis de ceux qui composent sa maison et tenu de leur fournir une quantité donnée, il s'estime libre à l'égard des gens du dehors qu'il admet ou non aux partici-

(2) V. Luchaire (*Manuel des Institutions monarchiques*, t. II notamment aux pages 111, 107, 108, 109, 110).

(3) En fait, il y a comme une obsession, au cours des siècles, de voir les biens monastiques servir toujours davantage au soulagement des pauvres. C'est ainsi que, dans une note sur la mendicité au XVIII^e siècle (*Bulletin de la Société historique et scientifique des Deux-Sèvres*, années 1920, 21, p. 1163-9), l'abbé Autexier analyse deux mémoires à l'Assemblée provinciale du Poitou (vers 1787) proposant de prélever une part des bénéfices des abbayes en Commende et en particulier de celle de Saint-Liguaire pour subvenir aux besoins des pauvres. Dans le même ordre d'idées, M. L. Cathelineau relève une requête analogue.

pations alimentaires, dans la limite de ses disponibilités. Mais il peut y avoir là un moyen de rendre service, d'obliger, tout en accroissant les ressources du monastère, ce qui permettra, au besoin, d'augmenter aussi le nombre des bénéficiaires à titre gratuit. Et les donations à charge de pension alimentaire se développent. Il est bien difficile de même de ne point user de réciprocité pour quelque bon office qu'on aura reçu et la prébende sera le moyen d'échange tout indiqué dans un monde où prédomine l'économie agricole, où chaque couvent est installé au centre d'un domaine rural d'où il tire sa subsistance et où ce qu'il produit est la seule monnaie, l'unique mode de paiement dont il dispose. Et comment ne pas faire plaisir à tel personnage dont on a besoin, et qui, pour un de ses protégés, demande la délivrance d'une prébende ? et comment résister au roi qui presse d'accorder cette faveur à qui il veut être agréable, et qui peut se passer du consentement des intéressés parce qu'il a la force de l'exiger, parce qu'il est le souverain, le patron, le propriétaire, le bienfaiteur et que, comme tel, il dispose de tous les biens au profit de qui il veut.

Sans doute, plus les années passent, plus le pouvoir de l'Eglise s'affermirait, plus son influence grandit et plus aussi la monarchie cherche à s'organiser. Moines et prélats d'un côté, scribes du palais de l'autre, vont s'affronter, limer leurs frottements et polir d'un commun accord quelque *modus vivendi* qui canaliserait un peu les prétentions royales, les uns cherchant à en limiter le débit et à le régulariser, les autres plus préoccupés peut-être de se ménager d'utiles relations et de tirer en même temps le meilleur parti pour l'Etat de cet endiguement du reste assez fragile. Mais le fait, l'acte du prince ne peut éternellement régir seul une nation qui prend conscience de sa cohésion, de sa solidarité, comme de sa grandeur et de sa gloire. Arrive un moment où il faut fixer la volonté du souverain entre des bornes précises et donner au peuple le sens d'une certaine sécurité nécessaire à son labeur, à sa prospérité, à son comportement civique et social aussi, surtout quand de plus en plus, s'imposent aux âmes d'impérieux préceptes moraux qui poussent justement dans ce sens et auxquels il convient de ménager une place en rapport avec les services qu'on en attend. L'homme est un tout. Cela a sans doute été senti d'une façon assez confuse par l'ensemble. Des esprits de qualité s'en sont certainement rendu compte. Il ne s'agit plus de se bagarrer entre clercs et laïcs à coups de vagues paroles empruntées aux Pères de l'Eglise et adaptées aux circonstances du moment ou à l'aide de vieux textes exhumés pour les besoins de la cause, ainsi qu'on a pu le faire pendant un temps. Il faut maintenant « dire le droit ». Les capitulaires carolingiens s'y emploient ainsi que les conciles locaux. L'autorité pontificale est de même mise à contribution mais la dynastie de Charlemagne

s'effondre et s'éteint sans avoir pu mener à bien la tâche réformatrice qu'elle avait entreprise.

Surviennent les Capétiens, avec un royaume plus en puissance qu'en réalité, un domaine à conquérir, des rivaux à désarmer, des ennemis à pourfendre. Et de nouveau le fait prime et pendant près de deux siècles la monarchie, pressée de toutes parts, usera des moyens dont elle dispose sans trop en rechercher la qualité. Quand Bouvines la délivre des soucis les plus urgents (mais ils doivent renaître à maintes reprises), l'ère pacificatrice peut s'ouvrir... Saint Louis incarne la Justice et fait sentir ce qu'est un roi épris de perfection morale sans perdre la notion des contingences matérielles, mais Philippe le Bel s'entoure de légistes !

Qu'il soit permis de remarquer ici que c'est pour ces périodes de calme relatif et de développement de l'esprit juridique, que l'on a recueilli les textes permettant de fixer davantage les idées quant à l'évolution de l'institution un peu spéciale qui nous occupe ici. Se demande-t-on pourquoi des papiers survivent pour une époque donnée et non pour une autre ? Néant avant le VII^e ; abondance pour les siècles de VIII à X ; disette du XI au XII ; réapparition au XIII^e. Cataclysmes, calamités publiques, guerres, etc, cela est vite dit et pourquoi les documents du IX^e, par exemple, subsistent-ils encore alors que rien ne surnage pour le XI^e siècle ? Qui peut soutenir qu'ils ont été épargnés intentionnellement tandis que les autres ont été détruits de propos délibéré ? A de certaines époques et pas à d'autres, il y a des traces écrites de dispositions par voie d'autorité au profit de protégés ou de recommandés quant aux ressources des abbayes et sous forme de pitances monastiques. Prébende, dira-t-on, mais quelle différence y voit-on avec l'objet même du « droit d'oblat ». Il y a identité absolue de nature et de forme. Les textes officiels postérieurs ne parleront-ils pas de prébende monacale, de portion de vivres comme celle d'un religieux prêtre, etc, et ceux-là, personne n'hésite à les classer sous la rubrique « droit d'oblat » ? Mais pour en revenir à la rareté plus ou moins marquée des textes, selon les périodes force est de penser que ce n'est pas tant peut-être des ravages matériels étendus qui ont nui à leur transmission qu'un certain « climat » qui a plus ou moins favorisé leur multiplication. Dans les moments de troubles et d'insécurité, prend-on la peine de transcrire noir sur blanc tel fait individuel d'aujourd'hui qui demain sera balayé comme poussière ? et a-t-on même la préoccupation de lui donner naissance ? Il semble que si nous manquons de documents pour une époque donnée, la faute en est peut-être à certaines destructions mais la cause doit résider surtout dans les circonstances mêmes qui se prétaient aussi peu à l'enregistrement de tels actes qu'à la production de ceux-

ci (4). Il est en tout cas remarquable qu'en ce qui concerne ce travail, ce sont les moments les plus incertains de notre histoire qui consacrent ce phénomène d'absence : l'ère mérovingienne, les débuts des Capétiens et plus tard, nouvelle vérification, la période qui va de la guerre de Cent ans à la fin du règne de Louis XI.

Si l'on a insisté quelque peu sur ce point, c'est qu'en dépit des apparences il semble peu probable qu'une institution comme celle-ci ait subi, au cours de son passé, de totales solutions de continuité. Elle répondait à un besoin certain de la royauté, à des nécessités individuelles pressantes comme aux idées et aux mœurs du temps et n'a jamais du cesser de fonctionner peu ou prou. Autrement, si elle s'était évanouie dans la nuit, elle n'aurait jamais reparu à la suite d'une éclipse quelconque. Imagine-t-on une resurgence spontanée après un siècle ou deux de disparition complète ? Il n'y a pas plus en histoire qu'en biologie, de génération de ce genre. Si l'institution a perduré à travers les années pendant un millénaire, c'est que jamais la trace n'en a été entièrement effacée, et cela pas seulement dans le souvenir des hommes ou dans les grimoires du temps mais dans les faits. Ceux-ci ont été sporadiques, n'ont laissé aucun témoignage ; ils ont cependant existé et rien ne dit que tous les documents qui s'y rapportent sont connus ou ont livré la totalité de leurs secrets.

Pour chercher maintenant à résoudre le problème des origines et de la filiation, il ne convient pas de se laisser impressionner par les étiquettes, il faut s'en tenir à la substance des choses.

L'appellation dont, pour la commodité de l'exposé il a été fait état, est une invention relativement moderne. Jamais les rois n'ont prétendu user « du droit d'oblat », jamais les monastères n'ont eu conscience d'être assujettis au « droit d'oblat ». Les souverains ont toujours au contraire entendu placer dans les abbayes ou faire entretenir par elles qui bon leur semblait, et celles-ci se sont plus ou moins volontiers inclinées devant cette exigence. Qu'à une certaine époque, les textes officiels aient déclaré que la monarchie était autorisée à faire réserver dans les maisons religieuses des places de « moines lais » ou

(4) Les conditions politiques et économiques jouent ici sans aucun doute un rôle considérable. Aux XI^e et XII^e siècles, l'argent est rare : les seigneurs pour pouvoir partir à la Croisade ont besoin de disponibilités et la pratique du mort-gage va faire des abbayes les banquiers de cette époque. Qu'elles y aient trouvé une source d'enrichissement, ce n'est pas douteux mais cela a pu les amener à délaisser les contrats d'oblation qui, d'ailleurs, devaient avoir moins d'amateurs. Au siècle suivant, l'économie devenant un peu moins rurale et l'argent plus abondant, de nouvelles modalités de crédit ou de donations tentent de s'adapter aux conditions du moment (v. Genestal, *op. cit.* et Van Verwecke, *le mort-gage...*).

d' « oblates » en faveur de gens du dehors, c'est incontestable mais la durée de la chose doit-elle être limitée parce que le même mot ne s'y accole pas sans cesse ? Dans ces conditions, le « droit » dont il s'agit n'aurait existé qu'au XVIII^e siècle puisqu'il faut attendre cette époque pour trouver des documents (5) qui en fassent expressément mention sous ce vocable, alors qu'à ce moment, c'est une taxe qui est en cause. Or, malgré qu'on en ait, ce prélèvement d'office sur les ressources monastiques au profit de tiers et sans contrepartie appréciable existe depuis les débuts de l'histoire de France. Les Carolingiens n'en ont pas inventé la recette, ils en ont usé largement ; elle existait avant eux, à un moment qu'il est impossible de préciser, mais il est facile de supposer, sans gros risque d'erreur, que le procédé s'est en quelque sorte imposé de lui-même à l'imagination des dirigeants dès que le monachisme a pu prendre dans le royaume un suffisant développement et, si l'on veut aller au fond des choses, ne pourrait-on pas soutenir avec quelque apparence de raison, que Charles Martel n'a fait que l'appliquer, d'une façon monstrueuse, certes, mais dans une certaine mesure, logique selon l'atmosphère du temps, par la sécularisation des biens ecclésiastiques ? De même que plus tard l'on assiste à la croissance de cette autre énorme verrue, la commende. Tout cela procède d'une déformation, mais s'alimente au fond à la même source.

Et ce prélèvement, lui, garde, dans la suite des siècles, son nom, du moins quant à son objet ; c'est la prébende, cette portion de vivres, cette pitance de moine, cette ration d'entretien, ce minimum vital de chacun dans la communauté. Il serait bon de ne pas oublier à ce propos qu'il y avait là un système de rémunération assez généralisé et commode, mais aussi (et parce que) répondant aux seules possibilités du moment. Marc Bloch a très bien établi (6) que l'atonie des échanges et de la circulation monétaire au premier âge féodal eut pour conséquence la réduction à l'extrême du rôle social du salaire. L'on était obligé de recourir à un mode de rétribution qui ne fût pas fondé sur le versement périodique d'une somme d'argent. Dans ces conditions, il ne restait que le choix entre ces deux solutions : ou prendre l'homme chez soi, l'y nourrir, l'y vêtir, lui fournir en un mot la provende, ou lui céder une terre lui permettant de pourvoir à son entretien. Progressivement la situation évolue et St Louis, par exemple, demande au Pape d'autoriser formellement les clercs du roi à ne pas résider dans les bénéfices qui leur étaient donnés par le Souverain en guise

(5) V. plus haut, ch. VIII, notes 28 et 40 mentionnant des documents de 1701 et de 1736 dont l'un parle des « droits d'oblats dus aux Invalides » (le mot étant ici synonyme de taxe) et l'autre du « droit d'oblat contre les abbayes »... (ce qui se rapproche davantage de l'acception courante).

(6) M. Bloch, *La Société féodale*, t. I, Paris, 1939, p. 110.

d'appointements. Et M. Petit-Dutaillis remarque à ce propos : « cette question de la rétribution des officiers était encore et sera longtemps résolue en bien des cas, à l'ancienne manière. Beaucoup étaient nourris et habillés aux frais de l'Hôtel (du Roi). Ceux qui se distinguaient recevaient, quand ils étaient clercs, une prébende, — quand ils étaient laïques, un fief de bourse pour lequel ils faisaient hommage, ou une rente annuelle à prendre sur telle prévôté ou sur la caisse de la Chambre. Le système des gages cependant existait déjà (7).

L'on voit par conséquent que l'attribution des prébendes qui sera plus tard légalisée par le « droit d'oblat » fait partie intégrante d'un vaste système, non pas conçu *a priori*, mais mis en œuvre comme le mieux adapté aux circonstances et suffisamment généralisé pour que l'institution dont il s'agit ici n'y prenne pas un caractère insolite ou exceptionnel.

Quant au « droit » en vertu duquel on demande ou exige cette distribution supplémentaire avec affectation spéciale, il est difficile d'en reconnaître l'existence. Encore faut-il s'entendre : à l'origine, le roi dispose des biens de tous. C'est qu'il a conquis le royaume, s'est débarrassé des voisins gênants, a mis à la raison les adversaires de l'intérieur, a consenti des terres à chacun, les a données ou reprises selon son gré ou les fluctuations de sa politique ; en tout cas, si chacun peut cultiver dans une sécurité relative un avoir, c'est sous la protection de son épée. Sans doute il y a là un schématisme un peu forcé de cette présentation mais si c'est parce que le roi a fait cela, qu'il peut ensuite continuer à tailler et recoudre dans le patrimoine en somme commun, qu'il a le *droit* de le faire, c'est qu'il ne s'agit pas alors d'une notion abstraite avec laquelle des siècles de juridisme nous ont familiarisés mais d'une manifestation de puissance, d'un acte de volonté libre qui ne se recommande d'aucune théorie préétablie, d'aucun concept *a priori*, ce qu'on appellera plus tard le droit de la force ; « c'est ainsi parce que je le veux ! » Bien entendu, cela ne durera pas. Pour nombre de raisons, des oppositions naissent avec lesquelles il faut composer, des scrupules aussi, non pas tant sur la moralité de l'acte lui-même que sur la nécessité de le présenter d'une manière acceptable : les préceptes religieux prennent du poids sur la conscience du souverain, le droit fait de timides apparitions : somme toute, la vie en société impose ses contraintes et de l'état barbare l'on passe insensiblement à la civilisation. Des à-coups se produisent mais dans l'ensemble, la règle juridique s'instaure. Que le roi lève des hommes sur les terres de l'abbaye ou fasse nourrir ses guerriers en déplacement ; qu'il impose comme postulant telle ou telle recrue plus

(7) Petit-Dutaillis, *La monarchie féodale en France et en Angleterre*, Paris, 1933, p. 262.

ou moins volontaire et venant du siècle ; qu'il demande la subsistance pour certains pauvres ou requière une pension pour ses protégés, ce sont là les manifestations diverses d'un même pouvoir qui ne se recommande que de lui-même et qu'il saura faire sentir si ces exigences ne sont point satisfaites. On décorera tout cela plus tard d'étiquettes protocolaires qu'on ira puiser dans le droit romain en cas de besoin et l'on parlera de « droit d'oste, de droit de gîte », de « *mansionaticum* », de « *primariae preces* », de « droit de joyeux avènement », etc. On voit immédiatement le côté un peu fallacieux de ces vêtements d'emprunt, on pourrait dire, de ces déguisements. Les princes n'ont pas été dupes de ce camouflage. En veut-on quelques exemples ? Les Capétiens n'hésitent pas à empiéter sur les « droits » des patrons tout en les reconnaissant. Philippe Auguste *oblige* l'« Abbé » de St-Denis à présenter à l'église de Fresles Maître Etienne de Pithiérès (8) et Philippe V le Long *prétexte* son joyeux avènement pour *imposer* un moine à l'abbaye de Préaux, quoique celle-ci ne soit ni de fondation royale ni tombée en garde ! (9) Et en 1345, Guillaume, comte de Hainaut, *affirme*, à l'occasion d'un droit de gîte réclamé par les seigneurs sujets, que la garde spéciale, dont le gîte procède, lui appartient à lui seul, à raison de *sa souveraineté* ! (10). Ne vit-on pas enfin Henri III *s'attribuer*, par lettres patentes du 9 mars 1577, à l'occasion de son avènement le droit de donner à des clercs des brevets de joyeux avènement par lesquels il *enjoignait* aux évêques et aux chapitres de conférer au porteur la première dignité ou la première *prébende* de la cathédrale qui deviendrait vacante ? (11) Qu'il s'agisse dans ce dernier cas de *prébende* dans le sens qui a été retenu ici ou de véritable *bénéfice*, peu importe, c'est le procédé qu'on veut souligner pour montrer tout simplement par quelques faits typiques qu'il serait aisé de multiplier, qu'en l'espèce c'est le roi qui crée le soi-disant droit dont il se prévaut. On n'a pas la prétention de dire autre chose que ce que les textes eux-mêmes enseignent.

Alors quand on est embarrassé pour le choix entre ces

(8) Delisle. *Cartul. nom.* p. 296, n° 1096.

(9) *Arch. de l'Eure*, H., 744, f° 163, n° Cf. Mollat, *le droit de patronage en Normandie*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, n° de juillet-octobre 1937 et janvier 1938.

(10) *Cartul. des comtes de Hainaut*, Devillers, t. I, p. 45, cf. Noël Didier, *les origines du droit souverain d'amortissement dans le Comté in Normandie*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, juillet 1938, p. 501.

(11) Tattegrain. *Du temporel des bénéfices ecclésiastiques*, Paris, 1909, p. 25 concernant la suppression des monastères inutiles au profit des pauvres dans les Cahiers de plaintes et doléances de la communauté des habitants de la paroisse de Salles (*Revue Mabillon*, n° d'octobre 1923 p. 302). Il faut évidemment ici tenir compte du « progrès des lumières » et de la part des sentiments antireligieux, tout comme quand on verra la III^e République dépouiller les congrégations et affecter le solde des liquidations aux bureaux municipaux de bienfaisances !

diverses appellations, il reste à invoquer le « droit de patronage » (12). La plupart des auteurs des XVII^e et XVIII^e siècles n'y ont pas manqué. Il fallait une explication, on ne saurait soutenir, même au siècle de l'absolutisme monarchique, que le roi ne peut faire quelque chose sans se référer à un « droit ». Celui de joyeux avènement qu'on avait accolé à un arrêt du Parlement en 1274 et qui, à l'usage, s'était révélé insuffisant, ne pouvait plus tenir et méritait un successeur. Mais qu'est-ce que le patronage ? sinon le fait que le roi se considère comme le maître suprême dans son royaume et le propriétaire éminent (conformément, ajoute-on maintenant, à la volonté divine) des biens de ses sujets. Dès lors dire que le monarque peut faire donner une prébende monacale à quelqu'un du dehors en vertu du « droit » de patronage, n'est-ce pas se livrer à une aimable pétition de principes ? Reste à expliquer ce qu'est le patronage royal et si l'on prend soin de remonter dans la suite des temps, au début même de l'institution il n'est pas possible de soutenir qu'on se trouve en présence d'autre chose que d'une manifestation de volonté conforme aux mœurs, aux idées, aux besoins du moment et qui n'a rien à voir avec les conceptions contractuelles ou législatives modernes.

Au fond, le « droit » d'oblat n'est qu'une apparence, une étiquette commode. Sous la piperie des mots, il y a les faits. La prébende est une institution ancienne qui se recommande et des règles monastiques et d'usages instaurés par les princes pour répondre à des nécessités pressantes (13). Aucune formule juridique abstraite n'a présidé à sa naissance mais un acte de volonté souveraine qui, sous des formes diverses, s'est poursuivi au cours des âges. Le bénéfice qu'en ont tiré d'anciens serviteurs de la monarchie et qu'on a baptisé « droit

(12) Les auteurs modernes dissimulent mal leur embarras. Exemple : « Dans les abbayes soumises à celui du Roi (le patronage), le droit s'établit naturellement d'y nommer un moine »... (R. Burnand, *op. cit.* p. 8) ce qui est une manière simple de résoudre (p) la difficulté !

(13) « La coutume n'est qu'une synthèse, gravée une fois pour toutes dans la mémoire d'un groupe d'hommes. Elle précise et formule la nature et le détail des usages, établis par l'accord acquis des volontés à propos des rapports de tout genre amenés par l'existence en commun... Elle résulte de longues confrontations entre ce qui est équitable, convenable ou utile et ce qui ne peut passer pour tel. Elle est comme l'aboutissement du flux et du reflux de l'expérience qui a fini par acquiescer. Que telle ou telle chose se soit faite de tout temps, fournit la preuve suffisante qu'en l'admettant les habitants d'une province, d'une ville, d'un château ont unanimement reconnu qu'elle était acceptable et répondait aux conditions normales de leur vie. Ce qui autorise et maintient sa durée et son caractère raisonnable... En somme, la coutume est la loi à la portée de chacun, le droit immédiat, sans obscurité parce qu'il est l'œuvre immémoriale à laquelle collaborèrent d'innombrables générations. On comprend que le moyen âge lui ait accordé si grand crédit... (G. Tenant de la Tour, *l'homme et la terre*, Paris, 1944, p. 639-41).

d'oblat » en découle en ligne directe et sans interruption comme sans déformation. « Droit », si l'on veut, mais dans le sens et avec les réserves qui s'imposent. Il serait aussi dangereux d'en juger selon les normes juridiques contemporaines que de voir dans les « stropiats » de l'Ancien Régime des ancêtres, même vénérables, des oblats bénédictins d'aujourd'hui, conformes ou non au type préconisé par Joris-Karl Huysmans !

Ce qui ne signifie pas qu'en ce domaine l'on ne doive pas se trouver en présence d'autres filiations singulières. La pratique du « droit d'oblat » a conduit en effet à des résultats qu'il ne peut être indifférent de souligner ici. L'on a indiqué, chemin faisant, le rôle économique et social qui avait été le sien : il s'est doublé dans bien des cas d'un effet d'ordre moral ou politique. La Monarchie a, de propos délibéré, usé de cette modalité en faveur de ses serviteurs, estimant leur devoir des compensations. L'exercice de ce privilège royal a répondu à un besoin, dans une mesure variable, mais qui s'est affirmée, avec une insistance particulière, après la création d'une armée permanente. C'est un fait qu'on ne saurait manquer de constater.

Toutefois, il convient aussi de remarquer le nouvel exemple d'évolution qui se trouve proposé et dont, au cours des siècles, abondent d'éclatantes illustrations : la substitution progressive d'une institution d'Etat au jeu de la charité privée. Sans doute celle-ci était-elle sollicitée et mise en œuvre par l'autorité souveraine, il n'empêche qu'elle en faisait les frais et qu'en définitive les monastères seuls, pendant longtemps supportèrent le poids des largesses du monarque. Jusqu'à la création de l'Hôtel des Invalides, la charge de la « retraite des vieux travailleurs » usés au service de la Couronne incombe exclusivement aux abbayes et prieurés ; à partir de 1670, un supplément de ressources provient de l'impôt ; c'est finalement la Révolution qui laïcise totalement, si l'on peut dire, le financement de cette fondation et Napoléon ne fait, en réformant l'institution, que consacrer sur ce point la pratique officielle antérieure. Mais il ne sera pas inutile d'observer que, de nouveau, à la longue, cette fort intéressante initiative monarchique ne répondit plus, à son tour, avec l'exaspération des guerres modernes, à l'immensité des besoins et l'on dut en revenir au service des pensions constituées cette fois avec des fonds uniquement prélevés sur tous les contribuables, et versées à chaque bénéficiaire, libre d'en user où il l'entendait, auprès des siens ou dans la solitude...

Tout de même l'Hôtel des Invalides dont la création force encore l'admiration, découle en ligne directe du « droit d'oblat », à travers les vicissitudes que l'on s'est efforcé de décrire : personne ne pourra dire qu'il n'y a pas là, pour celui-ci, une preuve

ve tangible de sa bienfaisance, de son efficacité et de sa pérennité.

Il semble permis d'aller encore plus loin. Napoléon a su emprunter à l'Ancien Régime ce que celui-ci avait de bon en l'adaptant aux nouvelles conditions de temps qu'il vivait. Cette maison de retraite pour vieux soldats en fournit un cas typique. Ce n'est pas la seule institution qu'il sauve des ruines de la Monarchie et qu'il utilise en faveur de ceux qui lui ont marqué un dévouement sans bornes. Pour reconnaître leurs mérites, il ne crut pas en effet pouvoir mieux faire que de créer un ordre de chevalerie et une décoration : la Légion d'honneur. Il n'est pas douteux que, dans une large mesure, il y a là une initiative originale. Cependant si la loi consulaire du 29 floréal an X (19 mai 1802) prévoit la récompense des services militaires et civils, en agrégeant le bénéficiaire de cette distinction à un ordre et en lui décernant une médaille ornée d'une étoile, émaillée de blanc à cinq branches doubles, comment oublier que le Maréchal de Luxembourg avait eu l'idée première de l'Ordre de Saint-Louis, établi par Louis XIV en 1693 au profit des officiers de terre et de mer, et qui comportait, comme décoration, une médaille avec étoile à bordure blanche et à quatre branches doubles ? Le ruban de l'une est rouge, celui de l'autre, moiré couleur de feu. Il y a dès lors bien des analogies qui indiquent, sinon une imitation servile, du moins une inspiration commune (14).

Or, comment ne pas être frappé aussi par la ressemblance avec cette Commanderie de Saint-Louis, fondée par Louis XIII, en 1633, et son ordre de chevalerie et qui n'eut qu'une durée si éphémère, de même qu'avec la Croix de satin blanc à quatre branches, « Pour avoir fidèlement servi », créée en 1603 par Henri IV ? Ainsi, de même que l'Hôtel royal des Invalides relève du « droit d'oblat » par les étapes de la Maison de la Charité Chrétienne et du Château de Bicêtre, pourquoi serait-il interdit de penser que les ordres et décorations si frappants de similitude entre eux que l'on vient de rappeler, sont les ancêtres vénérables et authentiques de la Légion d'honneur dont les liens avec le « droit d'oblat » apparaissent ainsi, non sans peut-être quelque surprise ? Comment néanmoins contester ces rapports, si inattendus qu'ils soient ? Ils découlent d'une série logique de faits indiscutables ; cette succession chronologique d'événements certains et divers n'est pas suffisante pour créer un lien de filiation entre eux mais il s'agit d'un ensemble varié issu d'une préoccupation identique. Dira-t-on

(14) Les capitaines, chevaliers de St. Louis et réformés à la suite de blessures, sont exemptés de la taille sous condition d'un certain nombre d'années de service (édit de 1730). Jouglu de Morenas. *Noblesse* 38, Paris, p. 27. L'attribution de la Légion d'honneur ne confère pas un tel privilège.

que Louis XIV ignorait l'œuvre de ses prédécesseurs et que le premier Consul ne connaissait ni l'Ordre de Saint-Louis ni les institutions analogues qui avaient devancé celui-ci ? Il ne viendra à personne l'idée de soutenir pareille prétention. Force est dès lors d'admettre que, cherchant une manière d'honorer ses compagnons d'armes et sachant ce que l'Ancien Régime avait fait dans ce domaine, Bonaparte n'a pas pu, tout en marquant cette initiative de son empreinte personnelle, s'affranchir entièrement des exemples du passé et a tenu même, dans une certaine mesure, à s'en inspirer largement. Et lorsque l'Empereur à son tour, par un décret daté de Schoenbrunn le 15 décembre 1805, fondera en faveur des filles de ses légionnaires les maisons d'éducation de la Légion d'honneur, il ne manquera pas de décider que l'une d'elles doit prendre place, par un singulier rappel des pratiques anciennes, dans l'Abbaye royale de Saint-Denis !

Ainsi l'on voit que cet « infime produit de l'histoire » que fut le « droit d'oblat » a laissé dans les institutions contemporaines, des traces plus que visibles ! Destinée inattendue ? Les faits sociaux « ne siègent qu'en apparence sur une époque déterminée. Leurs origines sont un passé, un passé souvent lointain. Leurs conséquences sont un incessant devenir ». Mais si la « mobile silhouette qu'ils profilent sur l'écran du temps ne se fixe jamais » (15) du moins est-il souhaitable et souvent possible, d'en suivre la marche, parfois hésitante et en apparence mal réglée, mais en réalité inéluctable. Aux modestes services rendus lors de son fonctionnement normal, il y a lieu par conséquent de joindre les répercussions considérables que l'évolution du « droit d'oblat », au cours des âges, par suite notamment de ses insuffisances ou de ses échecs, devait entraîner jusqu'à nous, sous forme de fondations publiques d'une incontestable grandeur, tant il est vrai que « l'histoire n'est qu'une force en marche » et que « les situations sont des mutations » (16). Si le privilège royal dont il s'agit reste dans nos annales un fait mineur qui, au premier abord, ne valait peut-être pas tant de soins, niera-t-on que ses rapports, dans quelques-unes de ses modalités, avec les institutions dont nous avons parlé, méritaient de le faire sortir, ne serait-ce que très provisoirement, de l'oubli ?

(15) G. Roupnel, *Histoire et Destin*, Paris, 1943, p. 157.

(16) Id. p. 158.

TABLE DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES

A

- ABADIE (d'), oblat, p. 135, 139, 147, 150.
 Abbans (St), abbaye O. S. B., Angleterre, p. 179, 183, 185.
 Abingdon (N.-D.), abbaye, O. S. B., Angleterre, p. 173, 181, 182.
 ABRAHAM, donat, p. 11.
 ACHERY (d'), p. 146.
 Acheul-les-Amiens (St), abbaye, St-Aug., p. 83.
 Acqs (Dax) (diocèse), p. 250, 251, 252.
 ADALARD (St), abbé de Corbie, p. 4.
 ADELAIDE et ETIENNE, p. 19.
 ADMONT, p. 146.
 ADO, donat, p. 14.
 Afroidise (St) v. Aphrodise.
 Agde, diocèse, p. 253.
 Agen, diocèse, p. 243, 250, 251.
 AGUESSEAU (d'), p. 212.
 Ahun, abbaye, O. S. B. (Creuse), p. 250.
 AINCOURT (Pierre d'), oblat, p. 125.
 Aire, p. 239, 250 (diocèse).
 Aix, concile, p. 146 ; chapitre métrop. p. 251.
 Aix-la-Chapelle, traité, p. 239.
 Albans (St), v. Abbans.
 ALBERT, archiduc, p. 37, 202, 213.
 ALBERT, p. 99, 141, 154.
 ALBERT I, p. 200.
 ALBOIZE DU PUJOL, p. 235.
 Alès, diocèse, p. 253.
 Alexandrie (Patriarche d'), p. 74.
 ALEXIS (St), p. 175.
 ALFHILD, reine de Suède, p. 202.
 ALFRED, roi d'Angleterre, p. 31.
 ALLIN (François), p. 80.
 ALLIX et GENESTAL, p. 19, 218.
 Alost, collégiale, p. 194.
 ALPEN (Guillaume d'), p. 195.
 Alpes (Hautes), archives, p. 89.
 ALPHONSE, roi d'Espagne, p. 46.
 Alsace, recettes des oblats, p. 253, p. 202.
 Alvastra, abbaye, cist. (Suède),
 Alyre (St) de Clermont, abbaye O. S. B., (Puy-de-Dôme), p. 70, 114, 115.
 AMADAS (John), corrodier, p. 187.
 Amagne (Ardennes), droit de gîte, p. 36.
 Amand (St) de Boisse (de Boixe), abbaye O. S. B. (Charente), p. 252.
 AMBOISE (Jacques d'), p. 70.
 Amiens, p. 62, 134, 149, 154, 168.
 André (St) d'Aire, abb. Aug. (P.-de-C.), p. 240.
 André (St) de Bordeaux, hôpital, p. 169.
 André (St) de Valenciennes, abbaye, p. 240.
 André (St) de Villeneuve, abbaye O. S. B. (Gard), p. 253.
 André (St) du Jau, abbaye O. S. B. (Pyr.-Orient.), p. 251.
 André (St) en Gouffern, abbaye, Cist. (Calvados), p. 83.
 André (St) les Bois (au Bois) en Ternois, abb. Prém. (P.-d.-C.), p. 83.
 André (St) Lophen les Bruges, abbaye O. S. B., Belgique, p. 7.
 ANDROS, oblat, p. 139.
 ANDRY (Louis), p. 59.
 ANDURANDY, p. 45, 137, 152.
 ANGERVILLIERS (d'), p. 241, 242, 245.
 Angoulême, diocèse, p. 250, 252.
 Aniane, abb. O. S. B. (Hérault), p. 253.

- Anjou* (monastères d'), p. 43, 58, 106, 137.
Anjou (sénéchal d'), p. 149.
ANSILLIS (Jacques d'), oblat, p. 124, 163.
ANTOINE (St) de Viennois, ordre, p. 62.
Antoing, collégiale, p. 194.
Antonin (St) de Rouergue, prieuré O. S. B. (T.-et-G.), p. 252.
Anvers, p. 206.
Aphrodise (St), abb. O. S. B. (Hérault), p. 253.
APPOLINAIRE (Guillaume), p. 10.
Apt, diocèse, p. 250.
Arbalète (rue de l'), p. 74.
ARBAUD, prébendier, p. 24.
ARDEAU (Pierre), p. 58.
ARENBERTA, donate, p. 11.
ARGENSON (d'), p. 242, 245.
Argentièrre (L'), v. Villemagne.
Arles, concile, p. 47, 144.
Armentières, p. 239.
Arnheim, collégiale p. 194.
ARNHEIM, (Arnold-Michel d'), p. 195.
Arnould (St) de Metz, abbaye O. S. B. p. 115, 144.
Arras, p. 239.
Arthoux (Arthous), abb. Prém. (Landes), p. 251.
ARTILLER (Nicolas l^{er}) oblat, p. 158.
Artois, p. 239 ; recettes des oblats, p. 253.
Astier (St), collégiale, anc. abb. O. S. B. (Dordogne), p. 262.
Ath, p. 239.
ATHELBERT, p. 178.
Aube, archives, p. 59, 121.
Aubignac, abb. Cist. (Creuse), p. 251.
Aubin (St) d'Angers, abbaye O. S. B. (M.-et-L.), p. 83.
Audenarde, (hôpital) p. 206 ; (ville), p. 239.
AUDOUIN, p. 37.
AUGUSTIN (St), p. 52.
Augustin (St) de Limoges, abbaye O. S. B., p. 70.
Augustin (St), de Théroüanne, abbaye Prém. (P.-de-C.), p. 211.
AURÉLIEN (St), p. 1.
AUTEXIER (abbé), p. 55, 257.
Autrey, prieuré S. Aug. (Haute-Saône), p. 252.
Autriche (maison d'), p. 67.
Autun, diocèse, p. 251.
Auvergne (sénéchal d'), p. 117.
Avaux, v. Evaux.
AVENEL (Vicomte d'), p. 96.
Avesnes, p. 239.
Avignon, p. 235.
Avold (St), abbaye O. S. B. (Moselle), p. 252.
AYNARDUS, diacre, p. 16.
Ayon (St) prieuré (Moutier-en-Celle), p. 59.
AYRER, p. 198.
Aywièves, abbaye. Cist. (Belgique), p. 209, 211.

B

- BAADER*, p. 203.
BABIN, p. 24.
Bade (Margrave de), p. 200.
BAGENORE (Henry de), p. 179.
Bailleul, p. 239.
BAILLY (Aug.), p. 228.
Bâle, concile, p. 196.
BALSAMON, p. 26, 27, 28.
BALSAMON, p. 26, 27, 28.
BALTHAZAR (H. Urs von), p. 7.
BALUZE (Collection), p. 120.
BAR (St-de-), p. 120.
Bar-sur-Aube (prieuré St-Nicolas), p. 117.
BARBIER (Jean Le-), p. 191.
BARDE (Sr de la-), p. 97.
Bardeney, abbaye O. S. B. (Anglet.), p. 192.
BARDET, p. 99, 128, 129, 140.
BASILE (St), p. 1.
BASSÉE (Gaspard de la), oblat, p. 83.
BASSET (Anatole), oblat, p. 205.
BATAILLE (M^e), p. 128.
Bath, diocèse, p. 182.
BAUDRY (D. P.), p. 207.
BAUER (H.), p. 193, 196, 197, 198, 199, 200, 202.

- BAUNY (R. P.), p. 42.
Bavay, p. 239.
Bavon (St) de Gand, abbaye O. S. B. (Belg.), p. 197, 207, 210, 211.
 BAYET (Jean), p. 59.
 BAYEUX, diocèse, p. 251.
 Bazas, diocèse, p. 252.
Beauegency (St Sépulcre), prieuré O. S. B. (Loiret), p. 69, 89, 109, 121.
Beaulieu-en-Bretagne, abbaye St-Aug. (C.-du-N.), p. 58, 106, 159.
 BEAULIEU, architecte, p. 95.
Beaumont-le-Roger, prieur. Grandm. (Eure), p. 252.
 BEAUNIER, R. P. Dom, p. 243.
Beauprey (Beaupré-sur-Meurthe), abb. Cist. (M.-et-M.), p. 252
Beauvais, diocèse, p. 251.
 BEAUVAIS (Jean), oblat, p. 149.
Bebenhausen, abbaye cist., (Wurt.) p. 201 (Henry de), p. 201.
 BECHET, p. 212.
 BECQUET, oblat, p. 141.
 BED (Gilbert del-), p. 192.
 BÈDE LE VÉNÉRABLE, p. 31.
 BEDFORD, p. 176.
Belchamp (Ste Trinité et N.-D. de) abb. S. Aug. (M.-et-M.), p. 252
Bellebranche, abbaye Cist. (Mayenne), p. 83.
Belle Etoile, abb. Prém. (Orne), p. 251.
Bellefontaine, abbaye O. S. B. (Maine-et-Loire), p. 83.
Bellevaux, abb. Prém. (Nièvre), p. 251.
Belroy, prieuré S. Aug. (Haute-Marne), p. 250.
Benedictbeuern, abb. O. S. B. (Bavière), p. 146.
Bénigne (St) de Dijon, abbaye O. S. B., p. 33, 48, 120, 124, 146.
 BENOIT, historien, p. 88.
 BENOIT (St), p. 1, 2, 3, 12, 21, 49.
Benoît (St) d'Aniane, p. 225.
Benoît (St) en Woèvre, abb. Cist. (Meuse), p. 252.
Benoît (St) sur-Loire, abbaye O. S. B. (Loiret), p. 15, 120, 125.
 BERAIE (Enguerrand), p. 207.
Bergues, p. 239.
 BERLIÈRE (Dom U.), p. XI, XII, 6, 9, 23, 32, 35, 47, 48, 55, 119, 120, 144 146, 156, 191, 193, 196, 198, 200, 205, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 218, 219, 223.
 BERNARD (Claude), rue, p. 74.
 BERNARD (P.), p. 9, 37.
 BERNARD (St), p. 6, 225.
Bernay (N.-D. de la Couture de-), abbaye O. S. B. (Eure), p. 83.
Bertin (St), abbaye O. S. B. (P.-de-C.), p. 17, 47.
Besançon, p. 212, 213, 214, 239.
 BERTY, p. 76.
 BESSE (R. P. Dom), p. XI, XII, 7, 27, 42, 54, 65, 66, 70, 71, 102, 111, 176, 181.
Betnach, v. Villers.
Béthune, p. 239.
 BEYER, p. 48.
Béziers, diocèse, p. 25, 253.
Bicêtre, château, p. 85, 95, 98, 266.
 BIGNON, avocat général, p. 116, 128, 140.
Bihi, lieu-dit, p. 24.
Bikel (H.), p. 218.
Bilsen (Munsterbilsen), abbaye O. S. B. (Belg.), p. 194.
Binche, p. 239.
Binderen, monastère Cist. (Holl.), p. 194.
 BIRAGUE (Sr de-), p. 69, 114.
 BIS (Robert le-), p. 77.
Blaise (St) du grand Puits, prieuré O. S. B. (S.-et-M.), p. 250.
Blaisimont, abb. O. S. B. (Gironde), p. 252.
 BLAS (Gil) de Santillane, p. 214.
 BLANC (L.), conseiller d'état, p. 241, 244, 245.
Bléré, p. 122.
Bléron, prieuré Grandm. (Cher), p. 251.
 BLOCH (Marc), p. 9, 261.
Blois, ordonnance, p. 62, 116.
 BLONDEAU, p. 159.
 BLONDEAU (Agnès, fille de Jean), p. 207.
 BLONDEL (Romain), oblat, p. 140.
 BLUM (K), p. 153.
Boeuil (Beuil), abb. Cist. (H.-V.), p. 251.
 BOHIER, abbé, p. 138.

- BOHIER (Nicolas), p. 162, 165.
Bois-Aubry, abb. O. S. B. (I.-et-L.), p. 260.
Boisgency, v. Beaugency.
Bois-le-Duc (Ste Gertrude) mon. St. Aug. (Holl.), p. 194.
Bois-Seigneur-Isaac, prieuré Prém. (Belg.), p. 210.
Bologne, concordat, p. 61.
 BONAPARTE (Napoléon), p. 267.
 BONELLI (K), p. 198.
 BONIFACE, p. 151.
Bonlieu, chartreuse (Jura), p. 212, 214.
Bonlieu-Charbon blanc, abb. Cist. (Gironde), p. 251.
 BONNE (Michel de la), oblat, p. 120, 121.
 BONNEVAL (de), p. 163.
Bonport, abbaye Cist. (Eure), p. 83.
Bon-Repos (N.-D. de), de Marcilly, abb. Cist. p. 251.
 BONVILLE (S^r de), p. 99, 128, 140, 141.
Bordeaux, diocèse, p. 96, 97, 251.
Bordeaux, Parlement, p. 163, 165, 190.
 BORETIUS, p. 15.
Boschaud, abb. Cist. (Dord.), p. 251.
Bouchain, p. 239.
 BOUCHEL (Laurent), p. 28, 29, 31, 41, 48, 62, 63, 64, 69, 89, 110, 114, 117, 123, 124, 132, 137, 140, 142, 146, 148, 149, 158, 161.
 BOUCHEREAU (Guillaume), oblat, p. 138.
Boulogne, diocèse, p. 250.
Boulogne, prieuré o. Grandmont, (L.-et-Ch.), p. 83.
 BOUQUET, p. 85.
Bourbourg, p. 239.
Boureuilles, p. 24.
 BOURG (François du-), abbé, p. 159.
Bourges, diocèse, p. 60, 70, 115, 125, 251.
Bourgogne, comté, p. 211, 239.
Bourguet-en-Touraine, abbaye O. S. B. (I.-et-V.), p. 83.
 BOURNEAU (François), p. 149.
 BOURNONVILLE (Jean de-), p. 59, 126.
 BOUSSARD (J.), p. 9.
 BOUTARIC, p. 32, 43, 57, 63, 92, 111.
 BOUTIN (Ferdinand), p. 195.
 BOUVERY (Nicolas), abbé, p. 144, 161.
Bouvines, p. 259.
Bouzonville (Ste-Croix de), abbaye O. S. B. (Moselle), p. 155.
 BOYER, notaire, p. 163.
 BOYS (Jacques du), oblat, p. 83.
Brabant (duc de), p. 206, 207.
 BRANTOME, p. 227.
 BRASK DE LINKÖPING (Jean), évêque, p. 201, 202.
 BRAVO (Jeronimo), p. 210.
 BRÉCY, prieuré Cist. (Jura), p. 213.
Bretagne (Parlement de), p. 82, 89, 124, 127, 128, 135, 142, 145, 148, 149, 152, 154.
Breteuil, abbaye O. S. B. (Oise), p. 125.
Breuil (Le-Benoît), abbaye O. S. B. puis Cist. (Eure), p. 98, 126.
 BREUIL (du), p. 76.
Bridlington, prieuré Aug. (York), p. 188.
 BRIDOU (Oudard François), p. 241, 242.
 BRIEL (Jean), oblat, p. 83.
 BRIÈRE (R. P. de la), p. 96.
 BRIGHAM (Thomas), p. 188.
 BRILLON (Jacques), p. 32, 34, 43, 58, 63, 64, 68, 69, 70, 73, 81, 83, 98, 106, 107, 108, 110, 111, 112, 114, 115, 116, 117, 124, 128, 132, 137, 140, 142, 145, 149, 150, 151, 152, 154, 158, 159, 163, 164, 223, 248.
Brioude, p. 16.
 BRISET (Pierre), p. 91.
Brives, prieuré St. Aug. (Corrèze), p. 251.
 BROMSGRAVE LE TRAIOR (Jean), o. 192.
 BRUEL, p. 19.
Brugg, hôpital St. J. B., dioc. de Bath., p. 182.
 BRUNET (Nicolas), oblat, p. 98, 126.
 BRUNN (Louis), p. 195.
Bruxelles, chartreuse, p. 210.
Buckingham, (comte de), p. 180, 186.

BULLANT DE SOLHENEGÜY, oblat
p. 111.

BUND, p. 192.

BURNAND (Rober), p. XI, 42, 43, 45,
63, 64, 65, 66, 67, 74, 75, 76,
80, 84, 88, 89, 95, 98, 99, 101,
107, 113, 121, 133, 143, 222,
227, 237, 239, 240, 242, 243,
247, 250, 253, 254, 264.

BUSLEIDEN (François de), p. 195.

Bussièrè, prieuré St. Aug. (Dor-
dogne), p. 252.

BUTI (abbé), p. 120.

BUTLER, (R. P. Dom), p. 146, 223.

Buzancy (Ardennes), p. 235.

BYON (Denys), p. 213.

C

CACHET (Toussaint), oblat, p. 150.
Cadillac, p. 120.

Cahors, diocèse p. 251.

Caignotte (La Cagnotte), abbaye
O. S. B. (Landes), p. 250.

CALLETOT, oblat, p. 159, 163.

CALMET (Dom), p. 2.

CALMETTE (J.), p. 30.

CAMBRAY (Guillaume de), p. 115.

Cambrai (ville), p. 194, 206, 239.

CAMPAGNE (capitaine), oblat, p.
154.

CAMPO (Elisabeth de), p. 194.

CANGE (du), p. 171, 172, 174, 193,
236.

CANGÉ (Recueil), p. 70, 72, 73, 74,
76, 80, 87, 88, 93, 95, 99, 101,
112, 121, 126, 127, 130, 143,
150.

Cannes, p. 235.

Cantorberg (archevêques de), p.
177, 186.

CARAMAN (Antoine de), p. 125.

Carcassonne, diocèse, p. 260.

CARLOMAN, p. 16.

CARPENTIER (Pierre), abbé de
Loos, p. 37.

Carpentras (Biblioth.), p. 139, 150,
154, 161.

Cassan, prieuré S. Aug. (Hérault),
p. 253.

Cassel, p. 239.

Cassel (St-Pierre de), p. 194.

CASSIEN, p. 1.

CASTELS, p. 124, 163, 164.

CASTELS et DESMAISONS, p. 34; 39,
62, 64, 112, 114, 117.

Castres (Régimt. de), p. 234.

Catalogne, p. 174.

Cateau (St-André du), abbaye O.
S. B., (Nord), p. 194.

CATHELINEAU (L.), p. 55, 257.

CATHEM (Jeanne de), p. 207.

Catherine (Ste), abb. v. Gaillon.

Cauchy-les-Lens, hôpital, p. 207.

Caudebec, p. 140.

CAUMONT (Brémond Pons de), p.
10.

Causse (Caunes), abb. O. S. B.
(Aude), p. 253.

Caux, p. 140.

CAWENBERG (Jean), p. 195.

CAZIN (Pierre), p. 235.

CEILLIER (dom Remi), p. 155.

Cellefrouin, abb. S. Aug. (Cha-
rente), p. 250.

Cendrare (Cendras), abb. O. S. B.
(Gard), p. 7, 253.

Cercanceau, abb. Cist. (S.-et-M.),
p. 252.

Cerizy, abbaye O. S. B. (Manche).
p. 120.

CÉSAIRE (St.), p. 1.

Chaise-Dieu (la), abbaye O. S. B.
(Hte-Loire), p. 120.

Chalade (La), abbaye Cist. (Meu-
se), p. 24.

Châlon-sur-Marne, diocèse, p. 251.

CHAMBRE (La), oblat, p. 139.

Chambuc (Chambons), abb. Cist.
(Lozère), p. 253.

Champagne, comté, p. 33, 48, 120

Champagne, généralité, p. 98.

CHAMPHUON (Gilles), p. 76, 79.

Chancelade (La), abb. St-Aug.
(Dordogne), p. 252.

CHAPONNET (Claude) dit la Fri-
sale, oblat, p. 98.

Charency-le-Château, p. 239.

Charité (La), sur-Lézimes, abbaye
Cist. (Yonne), p. 250.

- CHARLEMAGNE, p. 14, 29, 30, 120, 206.
Charleroi, p. 239.
 CHARLES LE CHAUVÉ, p. 52.
 CHARLES LE SIMPLE, p. 24, 47.
 CHARLES MARTEL, p. 261.
 CHARLES V, roi de France, p. 111, 228.
 CHARLES VI, p. 43, 58, 111, 112.
 CHARLES VII, p. 111.
 CHARLES VIII, p. 45, 59, 61, 111, 125, 137, 138, 139, 145, 152, 161.
 CHARLES IX, p. 43, 66, 67, 68, 70, 98, 106, 111, 112, 113, 126, 149, 151.
 CHARLES II D'ESPAGNE, p. 193, 211.
 CHARLES IV, empereur, p. 193.
 CHARLES QUINT, empereur, p. 211, 215.
 CHARLES VI, empereur, p. 203.
 CHARLES, roi de Suède, p. 202.
 CHARLES IV, duc de Lorraine, p. 228.
Chartre (N.-D. de la), abb. St-Aug. (Charente), p. 251.
 CHARVIN (R. P. Dom), p. XII, 119, 120.
 CHASLES (R.), p. 3.
Chateaufneuf, p. 89.
Châteaufneuf-sur-Cher de « Grammont », prieuré, (Cher), p. 251.
Châteaufneuf-sur-Loire, p. 125.
Château-Porcien (Ardennes), p. 98.
Chateaufvillard, p. 245.
Châtelet (Le), p. 241.
Châtenay, prieuré O. S. B., dioc. de Besançon, p. 252.
Chatenois, prieuré O. S. B. (Vosges), p. 155.
 CHAULIAC (A.), p. 147, 190.
Chaulne (N.-D. de la), abbaye O. S. B. (Loire-Inf.), p. 127, 140, 154, 252.
Chaume (N.-D. de la), v. Chaulne.
Chaumonsey, abb. St. Aug. (Vosges), p. 252.
 CHAUVELIN (de), p. 237.
 CHAUVIN (R. P. Dom), p. 7.
 CHAVENNES (S^r-de), p. 63, 126.
 CHÉNON (Professeur Emile), p. XII, 223, 247.
 CHENU, p. 64, 70, 72, 73, 81, 108, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 134, 141, 144, 152, 154, 159, 161.
Cherche-Midi (rue du), p. 101.
 CHEVANCE (Guillaume), p. 112.
Chevincourt, domaine, p. 22, 35.
Chezal-Benoit, congrégation, p. 70, 115, 120.
 CHILPÉRIC II, p. 199.
 CHINCHILLA (Dom Annibal), capitaine, p. 214.
Chinian (St), abb. O. S. B. (Hérault), p. 253.
 CHOISEUL (duc de), p. 249, 250, 251.
 CHOPIN (René), p. 32, 39, 41, 43, 64, 68, 69, 70, 81, 110, 111, 112, 114, 115, 138, 140.
Chors, abb. O. S. B. (Yonne), p. 251.
 CHRODEGANG (St), p. 146.
 CIREY (Jean de), p. 17.
Cîteaux, congrégation et abbaye, p. 17, 62, 120, 183.
 CLAESSENS (P.), p. 206, 209, 212.
Claire (Ste) d'Ypres, mon. Clarisses (Belgique), p. 210.
Clairvaux, abbaye Cist. (Aube), p. 62.
 CLAY (Ch.), p. 234.
 CLÉMENT (Josué), oblat, p. 89.
Clerac, abbaye O. S. B. (Char-Mar.), p. 243.
Clermont (Ferrand), p. 70, 244, 245.
 CLERQ (Carlo de), p. 20.
Cluny, congrég. et abbaye, p. 11, 12, 14, 15, 16, 19, 34, 38, 42, 43, 46, 58, 62, 68, 69, 70, 81, 107, 112, 113, 114, 115, 120, 225.
 COCHIN (Henry), p. 214.
 COELS (alias Pierre Lucs), p. 194.
 COLBERT (Mélanges), p. 40, 106, 130, 137, 161.
 COLBERT, ministre, p. 113, 120, 158.
 COLEIS (Henry), corrodier, p. 186.
 COLETTE, femme Vigneron, p. 59.
Colombe (la), religieuses cist. dioc. Trèves, p. 251.
 COLONNA (Giovanni) di San Vita, p. 214.

COLOTTE (Antoine), p. 262.
Compiègne, p. 69, 111, 149.
 CONAN (Alicé), p. 191.
Condé, p. 239.
 CONDÉ (prince de), p. 99.
Constance, concile, p. 196.
Constantinople (patriarche de), p. 24, 181.
 COQ (Jean Le-), p. 44, 62.
 COQUILLE (Guy), p. 44, 110, 119, 138.
Corbeil (Dreux de), p. 33.
 CORBERON (de), p. 98, 99, 129.
Corbie, abbaye O. S. B. (Somme), 4, 5, 36.
 CORBIN, p. 159.
Corneille (N.-D. de), abb. (Pyr.-Or.), p. 252.
 CORNILLON (Guiraud de-), p. 10.
Cornouailles (Richard de), p. 197.
 COTTINEAU (R. P. Dom), p. 32.
Coucy, prieuré O. S. B. (Aisne), p. 32.
Cour-Dieu (La), abb. Cist. (Loiret), p. 99, 128, 140.
 COURSON (de), p. 11.
Courtefontaine, prieuré Aug. (Jura), p. 213, 214.
Courtrai, p. 239.

Coussay, prieuré O. S. B. (Vienne), p. 120.
Couture (abbé de la), p. 64, 106, 107, 152.
 COZBERT, donat, p. 11, 13.
 CRAMER, p. 200.
 CRESPIN (Florent), oblat, p. 71.
Creste (la Crête), abbaye Cist., (Hte-Marne), p. 83.
Croix (Ste) de la Bretonnerie (religieuse de), Aug. Paris, p. 43, 76.
Croix (Ste) de Bordeaux, abbaye O. S. B. (Gironde), p. 59, 135, 139, 147, 150, 163, 190.
Crosos (siège de), p. 82, 135.
Croyland, abbaye O. S. B. (Anglet.), p. 182.
Cuissy-en-Vermandois, abb. Prém. (Aisne), p. 32.
Cusset, abbaye O. S. B. (Allier), p. 31, 32, 39, 44, 57, 106.
Cuxa, abb. O. S. B. (Pyr.-Or.), p. 174.
Cyr (St), mense, p. 243.
 CYRIAQUE (St), martyr, p. 14.
Cysoing, abbaye Aug. (Nord), p. 12.

D

DABADIE, v. d'Abadie.
 DACHERY, v. d'Achery, p. 146.
 DADINUS (Ant.), p. 184.
 DAGUSSON (Martial) dit la Roche, oblat, p. 98, 126.
 DALPIN de REVIGNY (Jean), p. 213.
 DAMASE, pape, p. 131.
 DAMIEN (Pierre), p. 2.
Damparis, abb. Aug. (Jura), p. 213.
Dampvillers, p. 279.
 DARENTIÈRES (Guillaume), p. 58.
 DAUZAT (Albert), p. 175.
 DAVENTRY (St Livin), p. 194 ; (Mont), p. 195.
 DAVID, roi d'Ecosse, p. 36
 DAVILLÉ, archiviste dép., p. 212.
Dax, v. Acqs
 DEGEN (Albéric), abbé, p. 203.
 DELAFOSSE (Paul), oblat, p. 150.
 DELATTRE (Dom), abbé de Solesmes, p. 3.
 DELISLE (L.), p. 263.

DEMAISONNEUVE (Jean de), oblat, p. 83.
 DENIS (R. P. Dom), p. 66, 120.
Denis (St), abbaye, p. 33, 47, 114, 139, 243, 263, 267.
Denis (St) de la Charte, prieuré, p. 69, 108.
 DEPIN (Mathurin), oblat, p. 161.
 DESAUDIN (Jacques), dit la Plume, oblat, p. 128.
 DEROY (François), oblat, p. 71.
 DEROUX (Abbé), p. 1; 2, 3, 4, 6, 7.
 DESMAISONS (et Castel), p. 34, 39, 62, 64, 112, 114, 117, 164, 223.
Deux-Amants (prieuré des-), Aug. Rouen, p. 118.
 DEVILLERS, p. 263.
 DIDIER (N), p. 32, 263.
Die, diocèse, p. 250.
Dié (St.), p. 151.
 DIEREXENS, p. 206.
 DIERICKS (Ch. L.), p. 198, 207.

- DIETENBERGER (Jean), p. 202.
Dijon, diocèse, p. 250.
 DILLO, abb. Prém., p. 250.
 DICKS (Walter), p. 7.
 DISSARD, p. 74, 78, 84.
 DIVAN (Jean), oblat, p. 71.
Divielle (ou Ville Dieu), abb. Prém. (Landes), p. 252.
Dixmude (siège de), p. 120.
Dôle (Parlt. de), p. 212, 213.
 DOLLEZ (Pierre), oblat, p. 159.
Domeir (Domèvre-s.-Vezouze), abb. S. Aug. (M.-et-M.), p. 252.
 DOMELEU (Godefroy de), p. 195.
 DONÇEUR (R. P.), p. 118.
 DONJAC (Pierre), oblat, p. 63, 116.
 DONSELAVILLE (Henri), p. 195.
Douai, p. 239.
Doubs, archives, p. 212, 213, 214.
Doué, abb. Prém. (Hte-L.), p. 251.
 DOUET (Nicolas), oblat, p. 128, 140, 141.
 DOUMENC (Gal), p. 227.
Dreux, p. 139.
Dringhow (Guillaume de), p. 183.
 DRONKE, p. 15, 16.
 DUALDE, oblat, p. 99, 141.
 DUBAR (L.), p. 36.
 DUBOIS, avocat, p. 117.
 DUBOIS (Marguerite), p. 172, 173.
 DUBOIS (M.), p. 234.
 DUFAIL, p. 41, 128, 129, 143, 145, 148, 152.
 DUFAUR (Jean), oblat, p. 139.
 DUGDALE, p. 181, 182.
 DUMAS (Prof. Aug.), p. 22, 51, 55, 256.
 DUMESNIL, avocat général, p. 68.
 DUMONT, p. 239.
 DUNELMEUSE, p. 183.
 DUNOD DE CHARNAGE, p. 38, 211, 213, 238.
 DUPIN (Mathurin), oblat, p. 144.
 DUPONT (Edouard), oblat, p. 83.
 DUPOUY (A.), p. 214.
 DURAND DE MAILLANNE, p. 30, 31, 34, 44, 62, 137, 161, 248, 249, 250, 251.
Durbon, chartreuse, (H.-A.), p. 89.

E

- Ebrach*, abbaye cist. (Bavière), p. 203.
Ecurey, abb. cist. (Meuse), p. 252.
Edme (St.) de Pontigny, abb. cist. (Yonne), p. 62.
 EDMOND, frère du roi, p. 185.
Edmond (St.), abb. OSB, (Anglet.), p. 177, 186.
 EDOUARD I, roi d'Angleterre, p. 177, 179, 184, 192.
 EDOUARD II, p. 173, 179.
 EDOUARD III, p. 179, 184.
 EGBERT (lettre à), p. 31.
Egmond, abbaye OSB (Hollande), p. 195.
Einsiedeln, abbaye OSB (Suisse), p. 234.
 EIST (Marg. van), p. 207.
 EKKEHARD, p. 13.
Eloi (St.) de Longjumeau, prieuré S. Aug. (S. et O.), p. 251.
Eloi (St.) de Nojon, abbaye OSB (Oise), p. 83.
Embrun (Chanoine d'), p. 11.
 ENNGELBERT, comte de Nassau, p. 194, 195.
Epernon (duc d'), p. 78, 79.
Epineuseval, prieuré S. Aug. (Marne), p. 251.
Epvre (St.) de Toul, p. 155.
Erfurt (St. Sever), p. 195.
 ERRARD (Aimé), p. 228.
 ESFEN (van), p. 212.
Essuens (Centuries du Pays des-), p. 98, 111.
Estroeving-les-Arras (Etrun), Abb. OSB, p. 207.
Etange (L'), abb. Prém. (Meuse), p. 251.
 ETHELRED, roi, p. 173.
 ETIENNE (et Adelaïde), p. 19.
Etienne (St.) d'Ars-en-Ré, prieuré OSB (Char.-M.), p. 245.
Etienne (St.) de Caen, abbaye OSB (Calvados), p. 120.
Etienne (St.) de Dijon, abb. Aug., p. 13.

Etienne (St.) de Vaux sur Mer, abb. OSB (Char.-Mar.), p. 252.
ETIENNE, roi d'Angleterre, p. 173.
Etival, abbaye OSB, (Vosges), p. 150, 151, 160.
Etrange (L'), (Etanché sur Saulx), abb. cist. (Vosges), p. 252.
EUNIMIUS, évêque de Nevers, p. 32.
Eure, archives, p. 263.
Eure et Loir, archives, p. 163.

Euverte (St.) d'Orléans, abbaye OSB (Loiret), p. 63, 126.
Evaux, prévôté (Creuse), p. 252.
Evéchés (Trois), recettes des oblats, p. 253.
Eversham, abb. OSB (Anglt.), p. 181.
Evreux, diocèse, p. 98, 126, 151, 252.
Exalata, v. Cuxa.
Exoniensis (Exeter), diocèse, p. 183.
Eygalières (Bertrand d'), p. 10.

F

FAIL (du), v. Dufail.
Farfa, abbaye OSB (Italie), p. 48.
Fécamp, abbaye OSB (Seine-Marit.), p. 233, 234.
FÉLIBIEN, p. 74, 75, 93, 139.
FERRIÈRES (St. de), p. 120.
Ferté (La) sur Grosne, abbaye cist. (S.-et-L.), p. 62.
Ferté-Gaucher (La), prieuré Aug. (S.-et-M.), p. 68, 112.
FEVRET, p. 38, 43, 63, 113, 131, 145.
FILLEAU, p. 117.
Flandre (recettes des oblats), p. 253.
Flavigny sur Moselle, prieuré OSB (M. et M.), p. 155, 252.
FLEURY (cardinal de), p. 245.
FLEURY (Jacques), p. 59.
FLODOARD, p. 16.
Florent (St.) de Hasslach, abb. OSB (B.-Rh.), p. 196.
Florent (St.) de Saumur, abbaye OSB, p. 59, 125, 139, 145, 149, 150.
Florentin (St.), abbaye OSB (Yonne), p. 59.
Florival en Brabant, abbaye OSB, puis Cist. (Belgique), p. 207.
Flour (St.), diocèse, p. 250.
FOLQUIN, p. 17, 47.
Fontfrede (v. Fontfroide), abbaye OSB (Aude), p. 99, 154.
Fontainebleau, p. 250, 251.
Fontaine-Jean, abbaye cist. (Loiret), p. 224, 234, 254.
Fontaine-les-Blanches, abbaye Aug., puis Cist. (I. et L.), p. 83.
Fontanon, p. 71.
Fontenille (N. D. de) de Tonnerre, hôpital, p. 81, 117.

Fontfroide, abb. OSB (Aude), p. 253.
Fontguilhem, abb. Cist. (Gironde), p. 252.
FOPPENS (Miraeus et), p. 12.
FORFELIERS (Jean), p. 213.
FORGET, p. 157.
Foucault (Fontcaud), abb. Prém. (Hérault), p. 253.
FOUNTZ (Menuald de), valet du roi, p. 192.
FOURNIER (Professeur Paul), de l'Institut, p. 23, 35, 217.
FRANÇOIS I, p. 61, 63, 70, 97, 115, 116, 122, 125, 126, 139, 145, 212.
Franche-Comté, p. 205, 206, 213, 240 ; recettes des oblats, p. 253.
Franquevaulx, abb. Cist. (Gard), p. 253.
FRÉDÉRIC II LE BEAU, p. 196, 200.
FRÉDÉRIC GUILLAUME II, p. 203.
FRÉDÉRIC III, p. 212.
Freistroff, abb. Cist. (Moselle), p. 252.
Frenade (de la), abb. Cist. (Char.), p. 251.
Fresles, église, p. 253.
FRESNE (de), p. 242.
FRESNE (Jean du), p. 89, 133, 142.
Fresnoy en Thelle, prieuré OSB (Oise), p. 69, 149.
Fulda, abbaye OSB (Hesse-Nassau), p. 15, 16.
Fumay (Ardennes), p. 36.
FUMÉE (abbé de la Couture), p. 107.
FUNIER (Bernard), oblat, p. 224, 234.
Furnes, p. 239.

G

- GAGNEPAIN (Jean), oblat, p. 83.
 Gaillon, chartreuse (Eure), p. 252.
 GAIRDNER, p. 186.
 Gall (St.), abbaye OSB (Suisse),
 p. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 46,
 218.
 GAMACHE, abbé commend, p. 89.
 Gand (St. Bavon de), p. 197.
 Gand, ville, p. 198, 207, 212.
 GAND, pensionné, p. 228.
 GANNERON (Dom), chartreux, p. 98,
 111.
 GANSHOF (F.), p. 178.
 GARAUD, p. 12, 218.
 GARNIER (chan.), p. 2.
 GARNIER (Robert), oblat, p. 139,
 145.
 GARNIER (Roger), oblat, p. 123, 139.
 GARNIER DE NOZÉROY (Alexandre),
 p. 213.
 Garrigues, prieuré Grandm. (T. et
 G.), p. 251.
 GASQUET (R. P. Dom), p. 186, 187,
 188.
 GASTOUAN (Jean), p. 210.
 GAUTIER (Guillaume), p. 111.
 GAUVZIN, p. 11.
 GAUZBERT, p. 16.
 GAY (Jean Le-), p. 76.
 Giconsart, v. Géronsart.
 GENÉREAU (Jean), oblat, p. 125.
 GENESTAL (et Allix), p. 19, 218.
 Genlis, abb. Prém. (Oise), p. 252.
 Gentilly (curé de), p. 95.
 Georges (St.) des Bois, abb. S. Aug.
 (Sarthe), p. 251.
 Georges (St.) Landres, Ardennes),
 p. 235.
 Georges (St.) sur Loire, en Anjou,
 abbaye Aug. (M. et L.), p. 83.
 Gérard (St.), prieuré uni à l'hôpital
 de Limoges, p. 250.
 GÉRARD, évêque de Toul, p. 23.
 GÉRAUD (H.), p. 60.
 Géraud (St.) d'Aurillac, abb. O.S.B.
 (Cantal), p. 117.
 Gerlach (St.), abbaye Prém. (Holl.),
 p. 211.
 Germain (St.), boulevard, p. 101.
 Germain (St.), d'Auxerre, abbaye,
 p. 2.
 Germain (St.) des Prés, abbaye, p.
 63, 70, 81, 115, 138.
 Germain (St.), faubourg, p. 75.
 GERMAIN-MARTIN (Professeur), de
 l'Institut, p. 90, 100, 248.
 Germer (St.) de Flay, abb. O.S.B.
 (Oise), p. 146.
 Géronsart, prieuré Aug. (Belg.),
 p. 195.
 GERTHRUD, donat., p. 16.
 Gertrude (Ste) de Bois-le-Duc, mo-
 nastère, (Holl.), p. 194.
 Ghislain (St.), abbaye O.S.B. (Belgi-
 que), p. 207.
 GIDOY, p. 203.
 GIFFARD (Gautier), p. 180.
 GIGON (Jean), oblat, p. 83.
 GILLE (Marie), p. 207.
 Gilles (St.) abb. O.S.B. (Gard), p.
 253.
 Gilles (St.) de Kipiërs, hôpital,
 p. 183.
 Gilles (St.) de Ponticello (Italie),
 p. 48.
 GILLET (chan.), p. 111.
 Gironde, archives, p. 59, 135, 139,
 147, 150.
 GISALBRET, donat., p. 16.
 GISLO, évêque, p. 202.
 GITON, p. 59.
 GLADWACH (Jean de), p. 195.
 GLAPP (Jean), p. 195.
 Glastonbury, p. 182, 186.
 GLIME (Jean de), p. 194.
 Glossinde (Ste), abb. O.S.B. à Metz,
 p. 24.
 GOBERT DES POUILLETES, p. 217.
 Godard (François) dit du Bois,
 oblat, p. 139, 150.
 GODEFROY, p. 58, 120.
 GODEFROY, (collection), p. 32.
 GODEFROY, dictionnaire, p. 175.
 GOESTOUWERS (J. B.), p. 193, 194,
 195.
 GOETTE, p. 218.
 GOLLUT, p. 212.
 GONDI (J. Fr. de), archevêque, p. 95.
 Gondom, abb. Cist. (L.-et-G.), p.
 250.
 GONZAN (Virgile de), p. 59.

Gorze, abbaye O. S. B. (Moselle),
p. 23, 195.

GOURAND (Léonard), oblat, p. 117.

GOVERNANT (Jeanne), p. 235.

GOUVREUR (Denisot), p. 59.

GOYAU (G.), p. 61.

GOYON (Roland et Robert), p. 180.

GRAMBOIS (prieur de), p. 11.

Grand-Champ (N. D.), abb. Prém.
(S. et O.), p. 111.

Grammont-les-Chinon (N. D. de
Pommieraigne), prieuré, (I. et
L.), p. 251.

Grandmont, ordre, p. 62, 83, 116 ;
collège, p. 251.

GRANET, p. 242, 243, 245.

Grasse (de la), abbaye O.S.B. (Au-
de), p. 29.

Gravelines, p. 239.

GRAVES (Sr. de), p. 120.

GRÉGOIRE X, pape, p. 183.

GRÉGOIRE DE TOURS, p. 199.

Grenoble (Parlement de), p. 89.

Gretain, abbaye O.S.B. (Eure), p.
140, 146, 147.

GRIMM, p. 203.

GRIVEL, p. 212.

Groenendaël, prieuré Aug. (Belg.),
p. 207.

GROLLEAU (Ch.), p. 223.

GROSS, p. 200.

GUELDE (Jean), oblat, p. 159.

GUELHEM, abbaye (Suède), p. 202.

GUÉNOIS, p. 32, 33, 58, 64, 110, 112,
113, 134, 138, 149.

GUÉRANGER (Dom), p. 6.

GUÉRARD, p. 11, 17, 174, 178.

GUERNIER (Roger), v. Garnier.

Guilhèm (St.) du Désert, abb. O.S.B.
(Hérault), p. 253.

GUILLAUME, abbé d'Hirschau, p. 6.

GUILLAUME, comte de Hainaut, p.
263.

GUILLAUME X, oblat, p. 234.

GUILLAUME, prieur de Bridlington,
p. 188.

GUISE (Charles de), p. 121.

GUISE (duchesse de), p. 121.

Guitres, abbaye O.S.B. (Gironde),
p. 139, 150, 154, 161.

GUSTAVE I de Suède, p. 201.

GUYNAND (de), p. 235.

GUYON (Claude), oblat, p. 98, 99,
129.

GUYOT, p. 85, 140.

H

HABSBOURG, p. 197, 198.

HADRIEN II, pape, p. 52.

HAIGNERÉ, p. 47.

Hainaut, p. 206, 210 ; recettes des
oblats, p. 253.

Hainaut (Jacquelin de), p. 207.

HALKIN, p. 146.

HALL (Fr.), p. 201.

Ham, abbaye Aug. (Somme), p. 120.

Hambaye, abbaye O.S.B. (Manche),
p. 247.

HANSAY, p. 19, 218.

HARIULF, p. 22, 35.

HARO (François), oblat, p. 73.

HARSON (Etienne), oblat, p. 71.

HARTIG, p. 203.

Hasselt, p. 195, 218.

Hasslach (St. Florent de), p. 196.

Hastières, abbaye O.S.B. (Belgique),
p. 194.

HATTO, donat., p. 16.

HATTON, 29^e évêque de Verdun, p. 2.

Hautmont, abbaye O.S.B. (Nord),
p. 194.

HAVO (Florent), oblat, p. 141, 142.

Heilbronn, abbaye Cist. (Bavière),
p. 193, 195, 201.

HELYAS, abbé, p. 30.

HENFELDER (R^{me} Dom E. M.), p. 7.

Hennemont, prieuré Aug. (S. et O.),
p. 251.

HENRI II, roi de France, p. 126.

HENRI III, p. 69, 71, 75, 85, 101, 109,
121, 126, 137, 263.

HENRI IV, p. 70, 74, 75, 76, 78, 80,
85, 86, 88, 89, 90, 94, 101, 115,
117, 129, 132, 139, 140, 168, 266.

HENRI I d'Angleterre, p. 173.

HENRI II, p. 180.

HENRI III, p. 174.

HENRI VI, p. 190.

HENRI VII, p. 184, 185.

HENRI VIII, p. 186, 187, 191, 215.

HENRI II de Bebenhausen, p. 201.

- HENRI VII d'Allemagne, p. 200.
 HENRIQUET (J. B.) dit Sans Soucy, p. 235.
Herckenrode, abbaye Cist. (Belgique), p. 19, 218.
 HÉRICOURT (L. de), p. 32, 33, 44, 61, 64, 137, 138, 140, 158.
 HÉRIKER, prêtre, p. 12.
Hérival, prieuré Aug. Vosges), p. 252.
 HERMINE (Ste), (abbé de), p. 245.
Hermite (Les), sous Wassy, prieuré Aug. (Yonne), p. 251.
 HERVIEU (Jean), oblat, p. 63, 116, 125.
Hesdin, p. 239.
 HESS (G.), p. 196.
Hilaire (St.) de la Selle, abb. S. Aug. (Vienne), p. 252.
Hilaire (St.) de Poitiers, p. 24.
 HILDUIN, abbé de St. Denis, p. 47.
- HINCMAR, p. 20, 23.
 HINGENE (Siger de), p. 194.
 HINSCHIUS, p. 199.
Hirschau, abbaye O.S.B. (Wurt.), p. 6.
 HOCQUINEL (Simon), oblat, p. 145.
 HONORÉ (Louis), p. 235.
 HONORIUS III, pape, p. 119, 144.
 HORNSBACH (Jean), p. 195.
Hôtel-Dieu de Paris, p. 247.
 HOUEL (Nicolas), p. 74, 75.
Hubert (St.), abbaye O.S.B. (Belg.), p. 210.
 HUGUES, abbé de Cluny, p. 46.
 HUGUES, abbé de St. Alban, p. 183.
 HUGUES, comt. de Rethel, p. 38.
Huntingdon, prieuré Aug. (Anglet.), p. 186.
 HUNTINGTON (H. de), p. 173.
Huy, p. 195.
 HUYMANS (J. K.), p. 7, 71, 201, 265.
 HWYFF (Henri), valet du roi, p. 192.

I

- IBÉRI (St.), v. St. Thibéry.
Ile Chaune (ou Chauvet) (N. D. de l'), abbaye O.S.B. (Vendée), p. 72, 83, 152, 154.
 IMBERTE (Douce), oblate, p. 11.
 INE (lois de), p. 179.
 INNOCENT III, pape, p. 85.
 IRBIK (H. von), p. 196.
 ISABELLE, (achiducs Albert et), p. 37.
- ISABELLE, achiduchesse, p. 213.
 ISAMBERT, p. 65, 71, 90, 92, 93, 100, 143, 146, 150.
Isère, archives, p. 89.
Isle-en-Barrois (L'), abb. Cist. (Meuse), p. 252.
Issoire, abbaye O.S.B. P. de D.), p. 244.

J

- JACQUART (Louis), oblat, p. 37.
 JACQUES, roi d'Angleterre, p. 224, 233.
Jacques (St.) de Béziers, abb. St. Aug. p. 251, 253.
Jacques (St.) du Haut-Pas, hôpital, p. 75.
 JAEGER (Jean), p. 203.
 JAILLOT, p. 74.
 JANROC (Jacques), oblat, p. 135.
 JANSSEN, p. 202.
Jard (en Poitou), prieuré-cure, (Vendée), p. 125.
 JAROSSAY (abbé), p. 224, 234, 254.
- Jarry* (N. D. de), prieuré Grandm. (Char. Mar.), p. 250.
 JEAN, abbé, p. 196.
 JEAN I, roi de France, p. 113.
 JEAN II, p. 113.
Jean (St.) aux bois, prieuré O.S.B. (Oise), p. 251.
Jean-Baptiste (St.) de Brugg, hôpital, 182.
Jean (St.) d'Arras, hôpital, p. 207.
Jean (St.) de Latran, p. 244.
Jean (St.) des Vignes, abbaye Aug., Soissons, p. 112.

Jean (St.) d'Ypres, abbaye O.S.B. (Belgique), p. 211.
 JEANCARD (Robert), p. 235.
 JÉSUITES, Cie., p. 117, 118, 214.
 JOLY DE FLEURY (collection), p. 43, 58, 106, 138.
 JONCEL (St.) (Joncels), abb. O.S.B. (Hérault), p. 253.
 JOUGLA DE MORENAS, p. 266.
Joulliers (Jovilliers), abb. Prém. (Meuse), p. 252.
 JOURNET, p. 39, 41, 64, 69, 81.
 JOUVIN DE ROCHEFORT (de), p. 101.
 JOVET, p. 43, 62, 63, 64, 99, 110, 159, 165.

JUDE (Jacques le), oblat, p. 71.
Julien (St.) de Tours, abbaye O.S.B. (I. et L.), p. 89, 125, 142.
Julien (St.), hôpital, p. 207.
 JULLIAN (C.), p. 172.
Jumièges, abb. O.S.B. (S. Inf.), p. 233.
 JUMIGNY (Gautier de), p. 32.
 JUNGT, p. 234.
Jura, archives, p. 212, 214.
Justemont, abb. Prém. (Moselle), p. 252.
 JUVYNEAU, oblat, p. 139.

K

KERGADEDEC (M^{me} de), p. 242.
Kipiers, hôpital, p. 183.
 KLEINCLAUSZ, p. 13.

KLUNZINGER, p. 201.
 KONTENBRUWER (Fédéric), p. 194.
 KYDESFOR (pasteur de), p. 182.

L

LABRU D'AMANCE (Pierre), p. 213.
 LAENEN (J.), p. 193, 211.
 LAFAULCHE (Dom Hyacinthe), p. 155.
 LAFONT (Dom Ghislain), p. 7.
 LAGET (Jean Michel), oblat, p. 150.
 LAHAYE et de RIDIGUÈS, p. 211.
Laigle, chapelle et maladrerie, p. 83.
Laisse (N. D. de), prieuré, p. 156.
 LALLEMAND, p. 117.
 LALOU (H.), p. 223.
 LAMBERT, p. 11.
 LAMBERTIN, chan. d'Embrun, p. 11.
 LAMBERTYE (Ch. Ph., comte de), p. 155.
Lambrecht (St.), abb. O.S.B. (Aultriche), p. 146.
Landrecies, p. 239.
Landres-St-Georges (Ardennes), p. 235.
Langley, prieuré O.S.B. (Angleterre), p. 187.
 LANGLIN (T. P. Mac.), p. 153.
 LANGLOIS (Louis), oblat, p. 111.
Langres, diocèse, p. 83, 250-251.
Languedoc, p. 30.
 LANSAC (Sr. de), p. 63, 126.

Laon, diocèse, p. 114.
 LAPORTE (Dom), p. 224, 233.
Laragne, p. 89.
 LARCHER (Professeur Aug.), p. 11.
 LARY (Nicolas), p. 192.
 LATOUR (Pierre de), oblat, p. 124, 163.
 LAUPERTUS, p. 16.
 LAURENS (Antoine du), p. 76.
 LAURIÈRE, p. 34.
Laval, prieuré Aug. (Doubs), p. 213.
Lay St. Christophe, prieuré O.S.B. (M. et M.), p. 155, 252.
 LEBEL (G.), p. 33.
 LEBEUF, p. 74, 75, 95, 98.
 LE BRAS (Professeur Gabriel), p. 3, 4.
 LECLERC (Anseau), p. 33.
 LECLERC (Jean), oblat, p. 61, 125, 152, 161.
 LEDRAIN (Nicolas), oblat, p. 83.
 LEGRAND, p. 228.
 LEGRAND (Philippe), dit la Chesnaie, oblat, p. 135, 150.
Leicester, abbaye Aug. (Angleterre), p. 192.
Leicestershire, p. 185.
 LEMAIRE (Suzanne), p. 225.

- LENOIR, oblat, p. 89.
Lenonville (prieur de), p. 69, 108.
Lens (bataille de), p. 99, 141.
Lens (ville de), p. 239.
Léon (St.) de Metz, (de Toul), abbaye Aug. (M. et M.), p. 98, 99, 129.
Léonard (St.) de Chaumes (de la Chaume), abb. Cist., p. 250.
LÉOPOLD, duc de Lorraine, p. 239.
Léopold (St.), prieuré O.S.B., Nancy, p. 252.
LEROY (Dr.), p. 11, 37.
LESAGE, p. 214.
LESNE (Mgr), p. 9, 12, 14, 15, 18, 20, 21, 23, 29, 47, 50, 51, 52, 153, 155, 217, 218.
Lestrée, abbaye Cist. (Eure), p. 251.
LETES (Jean de), p. 147, 155.
LEVAVASSEUR (Louis), oblat, p. 83, 152.
Lexinne, v. Charité-sur-Lézimes.
LEZERAY (Pierre de), v. Logeray.
LIEBERMANN, p. 173, 179.
Liège, diocèse, p. 195, 209, 210.
Liessies, abbaye O.S.B. (Nord), p. 210.
Lignaire (St.), abbaye O.S.B. (D.-S.), p. 55, 257.
Ligugé, abbaye St. Martin, O.S.B. (Vienne), p. 241, 242, 244.
Lille (Chambre des Comptes), p. 207.
Lille (Jean de), p. 207, 210.
Lille (ville), p. 239.
Limoges, hôpital et diocèse, p. 250, 251, 252.
LINCOLN, p. 185, 188.
Lincolnshire, p. 185.
Lisieux, diocèse, p. 83, 106, 138.
LITTRÉ, p. 175.
LIUTPRET, donat., p. 11, 15.
Livin (St.) de Daventry, p. 194.
Livré, prieuré O.S.B. (I. et V.), p. 149.
Lô (Wessels de), p. 195.
Lô (St.), abbaye Aug. (Manche), p. 159.
Lodève, diocèse, p. 252, 253.
LOGAN (Richard), p. 190.
LOGERAY (Pierre de), p. 135.
Loiret, archives, p. 118, 135, 139, 156.
LOKEREN (van), p. 14, 15.
Londres, p. 174.
Longeville, abb. O.S.B. (Moselle), p. 252.
LONGNY (Jean de), p. 7.
Longueville, prieuré O.S.B. (S. Inf.), p. 180.
Lonlay, abb. O.S.B. (Orne), p. 251.
Longway (Longwé), abb. Prém. (Ardennes), p. 252.
Lons-le-Saunier, p. 205.
Loos, abbaye Cist. (Nord), p. 37, 210.
Lorraine (duc de), p. 155, 254 recettes des oblats, p. 253.
LOT (Ferd.), p. 22, 60, 178.
Loubouer (St.), abbaye O.S.B. (Landes), p. 250.
LOUET, p. 38, 68, 69, 81, 89, 90, 99, 107, 108, 110, 133, 142, 156.
LOUIS (comte), p. 201.
LOUIS LE BÈGUE, p. 35.
LOUIS LE GROS, p. 34, 43, 58, 112.
LOUIS LE PIEUX, p. 53, 146, 153.
LOUIS VII, p. 36, 178.
LOUIS IX (St. Louis), p. 33, 85, 116, 259, 261.
LOUIS IX (commanderie de St. L.), p. 85, 94, 132, 140, 169.
LOUIS XI, p. 59, 125, 260.
LOUIS XII, p. 29, 59, 62, 111, 125, 126, 138.
LOUIS XIII, p. 90, 98, 101, 109, 111, 132, 135, 139, 140, 148, 149, 163.
LOUIS XIV, p. 38, 98, 101, 102, 132, 150, 241, 248, 266, 267.
LOUIS XV, p. 239, 247.
LOUIS XVI, p. 246, 247.
LOUIS V DE BAVIÈRE, p. 196, 200, 203.
LOUISE DE LORRAINE, reine, p. 74.
Loup (St.), prieuré O.S.B., (St. Leu d'Esserent) (Oise), p. 113.
Lourcine (rue de), p. 74.
LUCAS (Marie), p. 207.
LUCS (Pierre), alias Coels, p. 194.
LUCHAIRE, p. 37, 257.
Lure, abb. O.S.B., (Basses Alpes), p. 251.
Luxembourg (maréchal de), p. 266.
Luxembourg principauté, p. 210.
Luynes, p. 98.
Lyon (cardinal de), p. 94.

M

- MABILLON**, p. 146.
MADELIN (L.), p. 61, 93.
Madion (N. D. de), abb. (Char. Mar.), p. 251.
Maestricht, p. 195.
Maillezais, diocèse, p. 33.
Maine et Loire, archives, p. 59, 125, 138, 139, 145, 149, 150, 160.
Maixent (St.), abbaye, p. 59, 120, 126, 158.
MALET (Gilles), oblat, p. 228.
MALINGRE (Jean), oblat, p. 63, 125, 126.
MALLET (Charles), oblat, p. 140.
Malo (St.), p. 96, 252.
Manche (dépt.), p. 247.
MANGEOT, oblat, p. 129.
MANILLE, p. 239.
Mans (Le), diocèse, p. 251.
MANSI, p. 47.
MANYN (Jacqueline), p. 207.
Marceau (faubg. St.), p. 74.
Marcel (St.), abb. Cist., p. 251.
Marcel (St.), fbg., p. 80, 84, 89.
MARCHAND, capitaine, p. 84.
MARCHE (Alexis de la), p. 224, 234.
MARE (de la), p. 84, 140.
MARETTE (Guillaume), imprimeur, p. 88.
MARGUERITE, duchesse de Parme, p. 212, 213.
Marguerite (Ile Ste), p. 235.
Marienbourg, p. 239.
Marie (Ste) de Pont à Mousson (M.-et-M.), p. 252.
Marmoutier, abbaye O.S.B., (B.-R. et L.-et-L.), p. 108, 120, 218.
MARTÈNE (Dom), p. 6.
MARTIN V, pape, p. 196.
MARTIN (Mathurin), oblat, p. 139.
MARTIN, prêtre, p. 15.
MARTIN (St.), église, à Vals, p. 19.
Martin (St.) de Ligugé, abbaye, p. 7.
Martin (St.) des Champs, abbaye O.S.B. Paris, p. 68, 107, 120.
Martin (St.) de Séz, abbaye O.S.B. (Orne), p. 70, 119, 144.
Martin (St.) sous Beaumont, prieuré (Côte-d'Or), p. 250.
Martin (St.) de Bellemcombe, prieuré Aug. (S.-Inf.), p. 251.
MASCARON, capitaine, p. 135.
Massy (Massay), abbaye O.S.B. (Cher), p. 59, 125.
MATHURINS, ordre, p. 62.
Maubeuge, p. 239.
MAUGUIN (M^e), p. 128.
MAUR (Ste), congrég., p. XI, 225, 233.
Maur (St.) des Fossés, p. 146.
Maur (St.) sur Loire, abbaye O.S.B. (M.-et-L.), p. 160.
MAUREL (Jean), oblat, p. 151.
MAXIMILIEN I, p. 193, 194, 197, 198, 207.
MAXIMILIEN II, p. 201.
Maximin (St.), couvent O.P. (Var), p. 99, 151.
Mayence, concile, p. 47, 144.
Maynac (Meymac), abb. O.S.B. (Corrèze), p. 252.
MAZARIN, card., p. 119, 120, 121.
Meaux, p. 112.
MEGINFRIDUS, donat., p. 17.
Melaine (St.), abbaye, O.S.B. (M.-et-L.), p. 152.
Melsa, abb. Cist. (Anglet.), p. 183.
Melun, p. 125.
MENCHEN (Jean), p. 195.
MERAULT (Jacques), p. 76.
MERCIER, p. 117.
MERLE (Claude), dit Lorange, oblat p. 118.
MERLET (L.), p. 43, 122, 139, 153.
MERY (Mathieu) dit l'Espérance, oblat, p. 118.
MESGRIGNY (Jean de), p. 59.
Mesnel, prieuré Grandm. (S.-et-O.), p. 251.
MESNIL (M. du), p. 107.
Mettlock (Meltlach), abb. O.S.B., p. 252.
Metz, chapitre, p. 23, 24, 146.
Metz, Parlt., p. 129.
MEUNIER (Lucien), p. 235.
Meurthe-et-Moselle, archives, p. 228, 234.
Mézières (Aube), p. 59.

- MICHAU (Code), p. 92.
Michel (St.) de Grammont, prieuré (Lozère), p. 252, 253.
Michel (St.) de l'Herm, abbaye, p. 243, 244.
Micy St. Mesmin, abbaye, p. 234.
Michel (St.), prieuré O.S.B. (Vosges), p. 252.
Middelbourg, p. 207.
 MIGNE, p. 24, 146.
Migettes, abbaye Clarisses (Doubs), p. 213.
Mihiel (St.), abbaye O.S.B. (Meuse), p. 24, 47.
Milenbrug, couvent S. François, p. 194.
 MIRAEUS ET FOPPENS, p. 12, 206.
Mizon (H.-A.), p. 89.
Mizouer (Le Miroir), abbaye Cist. (S.-et-L.), p. 83.
Moissac, abbaye O.S.B. (T.-et-G.), p. 45, 61, 125, 137, 147, 152, 155, 161.
Molesme, abbaye O.S.B. (Côte-d'Or), p. 83.
 MOLLAT (abbé), p. 43, 263.
Mons-en-Hainaut, p. 212.
 MONTALEMBERT, p. 223.
Montauban (siège de), p. 98, 126.
Montaulieu, abbaye O.S.B. (Aude), p. 99, 153.
Mont Dieu, chartreuse (Ardennes), p. 98, 111.
 MONTEFELTRO (Guido de), p. 214.
Montfaucon, abbaye, O.S.B. (Meuse), p. 24.
Montfort l'Amaury, p. 111.
Montherbédon, prieuré Grandm. (Hérault), p. 25, 253.
Montier-en-Celle, abbaye O.S.B. (Aube), p. 58, 59, 120.
Montierender, abbaye Cist. (Marne), p. 98, 126.
Montils-les-Tours, ordonn., p. 92.
 MONTJOURNAL, oblat, p. 152.
Montmédy, p. 239.
 MONTMORENCY (duc de), p. 78, 79.
Montpellier, p. 235, 251, 253.
Mont Saint-Michel, abbaye O.S.B. (Manche), p. 180.
Mont Saint-Quentin-les-Péronne, abbaye O.S.B. (Somme), p. 73, 141, 161.
 MOREAU (collection), p. 102, 236, 237, 238, 246, 253.
 MOREAU (R.P. E. de), p. 5, 19.
 MOREAUX (N. D. de), abb. O.S.B., p. 251.
Morimont, abbaye Cist. (Hte.-M.), p. 62.
 MORNAC, p. 73.
Mortemer-en-lyons, abbaye Cist. (Eure), p. 62, 159.
 MOSER, p. 200.
 MOULENQ, p. 163.
 MOUSSI (Christophe de), p. 110.
Moyenmoustier, abb. O.S.B. (Vosges), p. 252.
 MUCK (G.), p. 193.
Muhlfeld (victoire de-), p. 196.
 MULIER (Claude le-), oblat, p. 131.
 MULLER (G.), p. 198, 201, 202, 203.
Muncaton, couvent, Angl. p. 191.
 MUNNENBACH (Arnold de-), p. 203.

N

- NAELWEELL, peintre, p. 13.
Namur (comté de), p. 194.
Namur, conseil provincial et proc. gal., p. 24.
Nantes (Edit de), p. 66, 81, 88, 133.
Nantes, p. 111, 127, 150, 252.
Nanteuil-en-Angoumois, abb. O.S.B. (Char.), p. 83.
Nanteuil-le-Haudoin, prieuré O.S.B. (Oise), p. 120.
Naples (guerre de), p. 69, 126.
 NAPOLÉON, p. 266.
Narbonne, diocèse, p. 253.
Nassau (comte de), p. 194, 195.
Nemours, bailliage, p. 69, 108.
Neuhausen, abbaye O.S.B. (Palatinat), p. 46.
Neuville aux Bois (La), p. 58.
Nevers (évêque de), p. 32.
Nevers (comte de), p. 35.
 NICOLAS (Claude), p. 228.
Nicolas (St.) de Senlis, prieuré O.S.B., (Oise), p. 68, 107, 114.
Nicolas (St.) de Bar s./ Aube, prieuré Aug., p. 117.

Nicolas (St.) des Châtres (Chartres),
abb. S. Aug. (Dordogne), p. 251.
Niederschönenfeld, abbaye Cist.
Prusse, p. 203.
Nimègue, traité de, p. 235.
Nivernais, p. 110, 119, 138.
Nivelles (Ste Gertrude), abbaye,
p. 195.
Nîmes, diocèse, p. 253.
Nogent (abbé de), p. 32.
NOLHAC (Pierre de), p. 214.
NORBERT, donat., p. 14, 16.

Normandie (Parlt.), p. 62, 140, 141,
147.
NORTHAMTON, p. 185.
NOTRE DAME DE PARIS, chapitre,
p. 95.
Notre Dame du Val, abbaye Aug.
(Calvados), p. 83.
Nouvelle (N. D. de la) les Gordons,
abb. Cist. (Lot), p. 251.
Noves (Raimond, clerc de), p. 10.
Noyon, diocèse, p. 252.
Nuremberg, p. 195.
Nydala, abb. Cist. (Suède), p. 202.

O

OGIER, p. 11.
OGIER (Jacques), p. 212.
OLIVER, p. 183, 187.
OLIVIER-MARTIN (Professeur Fran-
çois), de l'Institut, p. XII, 247.
Origny-Ste-Benoite, abbaye O.S.B.
(Aisne), p. 69, 114.
Orléans, concile, p. 50.
Orléans, collège, p. 68, 109, 118,
135, 139, 156.
Orléans, bailliage, p. 99, 128, 138,
140, 151.

Ossiach, abb. O.S.B. (Autriche),
p. 202, 203.
Ostende (siège d'), p. 213.
OTHON (R.P.), O.C.R., p. 5, 6.
Oudenbourg, abbaye O.S.B., (Belg.),
p. 211.
Ouen (St.) de Rouen, abbaye O.S.B.,
p. 62, 63, 126, 137, 138, 158,
163, 224.
OUTREMONT (d'), p. 244.
Oxford, p. 186.

P

PABO, donat., p. 16.
PANIS (Math.), oblat, p. 160.
PAPIN (Roland), oblat, p. 127.
PAPON, p. 44, 62, 64, 90, 107, 134,
138, 140, 145, 149, 152, 157, 158,
160, 164.
Parc - de - Grandmont - les - Rouen,
prieuré (S. Inf.), p. 218.
Paris, diocèse, p. 251.
Paris, hôpital gal., p. 98.
Paris, (N. D. de), cathédrale, p. 174.
Paris, Parlement, p. 57, 62, 66, 73,
74, 77, 89, 92, 98, 99, 102, 106,
107, 111, 112, 117, 124, 127, 128,
132, 134, 140, 148, 151, 152,
154, 158, 163, 223, 246.
Parme et Plaisance (duchesse de),
p. 212, 213.
PASQUANET (François), p. 142.
PASQUIER, p. 28, 31, 32, 34, 38, 41,
110.
Passau, cathéd. p. 197.

Paul (St.) hors les murs, abbaye
O.S.B. (Rome), p. 7.
Paul (St.) de Londres, hôpital,
p. 182.
Paul (St.) de Mausole, prieuré chan.
rég. à St. Remy de Provence,
p. 10, 11.
Paul (St.) les Sens, abb. Prém.,
p. 250.
PAUSCHER (Jean), p. 201.
Pays-Bas, p. 205, 209.
Pé (St.) de Bigorre, abbaye O.S.B.
(H.-Pyr.), p. 139, 154.
PEAU (Guillaume de), p. 194.
Pébrac, abbaye St. Aug. (Hte-L.),
p. 250.
PÉDRILLE, p. 214.
PELEUS, p. 38, 69, 70, 114, 115, 117.
PELLETIER (Le) DE BEAUPRÉ, p. 242.
PENANTIER (de), p. 102, 118, 236,
253.
PÉRARD, p. 120.

- Père (St.) en Vallée* (ou de Chartres), abbaye O.S.B., p. 163, 178.
Périgueux, diocèse, p. 250, 251, 252.
 PERO, prêtre, p. 16.
Péronne, p. 142.
Perpignan, diocèse, p. 250, 251, 252.
 PERRIGNON (Thibaut), p. 59.
 PERRIN (Ch. Edm.), p. 4, 23, 218.
 PERSONNE (Catherine la), p. 207.
 PERTZ, p. 16, 199.
 PETIT-DUTAILLIS, p. 262.
 PETOT (Professeur P.), p. 9, 17.
 PÉTRARQUE, p. 214.
 PEYRISSAC, p. 62.
 PHILIPPE AUGUSTE, roi de France, p. 60, 85, 101, 263.
 PHILIPPE LE BEL, p. 259.
 PHILIPPE V LE LONG, p. 43, 58, 106, 263.
 PHILIPPE VI DE VALOIS, p. 113.
 PHILIPPE, roi d'Espagne, p. 205, 212.
 PHILIPPE LE BEAU, archiduc d'Autriche, p. 198, 207, 209, 210.
 PHILIPPE, inventaire, p. 150, 151, 154, 160.
Philippeville, p. 239.
 PHORTZHAYNE (Lucas de), p. 195.
Picardie, p. 151.
Pierre (St.) au Mont Blandin, abbaye O.S.B. (Belg.), p. 14, 16, 120.
Pierre (St.) de Châtenois, prieuré O.S.B. (Vosges), p. 155.
Pierre (St.) de Sauve, abb. O.S.B. (Gard), p. 253.
Pierre (St.) de Sauxillanges, abbaye O.S.B. (P.-de-D.), p. 14, 16.
Pierre (St.) l'Esterp, abb. S. Aug. (Char.), p. 251.
Pierremont (St.), abb. St. Aug. (Mosselle), p. 252.
 PINON (René), p. 61.
 P'THIERIS (Etienne de), p. 263.
Plessis les Tours, p. 111.
 POGER (Arnold), p. 194.
Poghel, couvent (Anglet.), p. 179.
Poitiers (Grands Jours de), p. 72, 144, 152, 154, 159, 161.
Poitiers (ville), p. 24 ; diocèse, p. 251.
Poitou, p. 158.
Pol (St.), comté, p. 239.
 POLLARD, p. 185.
Polycarpe (St.), abb. O.S.B. (Aude), p. 253.
 POMERGUET (Jacques), dit la Grange, oblat, p. 98.
Pommieraigre (N. D. de), prieuré Grandm. (I.-et-L.), p. 251.
 POMMIERS (Sacramor de), p. 214.
Pons (St.), diocèse, p. 253.
Pons (St.) de Thomières, abbaye O.S.B. (Hérault), p. 2.
Pont de l'Arche, p. 83..
 PONTEFRAC (St. Jean de), p. 186.
Pontoise, p. 101.
Poperinghe, p. 239.
 PORT (Dom Guillaume du), p. 112.
Port-sur-Saône, prieuré O.S.B. (Hte-S.), p. 213.
 PORTE (Paul de), p. 194.
 PORTESSAIN (Guillaume), p. 213.
Portugal (droit de gîte), p. 36.
 POTTHAST, p. 85, 119, 144, 203.
 POUILLET, p. 211.
 POULET (Dom), p. 61.
Préaux (Presles), abbaye O.S.B. (Eure), p. 43, 58, 106, 138, 263.
Prébenoit, abb. Cist. (Creuse), p. 250-1.
Prémontré, ordre, p. 62, 120.
Presles, abbaye, v. Préaux, p. 57.
 PRESSUTI, p. 119, 144.
 PRÉVOST (M.), p. XI, XII, 75, 113.
 PROST, p. 212.
 PROTASIUS (testament de), p. 174.
 PROU (M.), p. 37, (et Vidier), p. 15.
Provence (Parlement de), p. 99, 151.
Provins, p. 59.
 PROVOST (Jean), oblat, p. 126.
Prüm, abbaye O.S.B. (dioc. Trèves), p. 23, 48..
 PRUNAY, p. 59.
 PRUNIER (Jean), oblat, p. 137.
Psalmodie, abb. O.S.B. (Gard), p. 253.
Puy (Le), diocèse, p. 251.
Puy-Chevrier, prieuré Grandm. (Indre), p. 251.
Pyrénées (Basses), archives, p. 139, 154.
Pyrénées, traité, p. 239.

Q

- Quarante* (N. D. de), abb. S. Aug. (Hérault), p. 253.
Quatre Nations (collège des), p. 244.
 QUENEAU, p. 241.
- Quesnoy* (Le), p. 239.
 QUINTILIEN, p. 172.
 QUITTERMEUR (Jean le), p. 59.

R

- RAAB, p. 146.
 RABILLON (Bernard et Jean), p. 224, 234.
 RADIGUÈS (de) et LAHAYE, p. 211.
 RAIMODIS, donaté, p. 12, 46.
 RAIMOND, duc de Noves, p. 10.
 RAINULFUS, diacre, p. 14.
 RAMSAY, p. 192.
Ramsey, abbaye O.S.B. (Anglet.), p. 182, 184, 185, 186, 192.
 RANCÉ (abbé de), p. 225.
Randen, abb. Cist. (Pologne), p. 203.
Rangerac (Rangeval), abb. Prém. (Meuse), p. 252.
 RAPINE, p. 90.
Razilly, p. 111.
 REBOUL (colonel), p. 60.
 REBOUL, oblat, p. 151.
 REBUFFE, p. 32, 44, 130, 131, 137, 138, 147, 150, 158, 160, 161, 162.
 REDET, p. 24.
Redon, abbaye O.S.B. (I.-et-V.), p. 11, 12, 14, 20.
 REEL (Pierre du), oblat, p. 63, 126.
 REGIS (Pierre), p. 194.
 REGNAULT (Simon), oblat, p. 149.
 REGNIER (Mathurin), p. 84, 87, 88.
 REICH DE PENANTIER, p. 118.
Reims, p. 16, 98, 252.
Reims (Jean de), p. 58.
Remy (St.) de Coucy, prieuré (Aisne), p. 32.
Remy (St.) de Provence, p. 10.
Remy (St.) de Reims, abbaye O.S.B. (Marne), p. 11, 38, 146.
Remy (St.) de Rochefort, abbaye Cist. (Belg.), p. 210.
Rennertshofen, p. 204.
 Rennes, p. 152.
 Renty, p. 239.
 RENTY (Nicolas de), p. 191.
Réole (La), château, prieuré, p. 124, 163.
- RÉOLUS, évêque de Reims, p. 16.
Rethel (comte de), p. 36.
 RETZ (baron de) ou de Rais, p. 128.
Revin (Ardennes), p. 36.
 REWOOD (Philippe), oblat, p. 233.
 REYDA (Jean de), p. 195.
 REYNECK (Gaspard), p. 194.
 RICHARD (abbé), p. 38, 41, 83, 116, 1258, 162, 212.
 RICHARD I, roi d'Angleterre, p. 173.
 RICHARD II, p. 190.
 RICHELIEU (cardinal de), p. 66, 93, 94, 96, 97, 120.
 RIEUX, oblat, p. 69.
Rieval, abb. Prém. (Meuse), p. 252.
Rievalle, abbaye Cist. (Anglet.), p. 182.
 RIFFARD (Dom), p. 254.
Rigault (St.), abbaye O.S.B. (S.-et-L.), p. 126.
Riquier (St.), abbaye O.S.B. (Somme), p. 22, 35, 120.
Riquier (St.), hôpital, p. 32, 58, 64.
 ROBERT, artisan, p. 30.
 ROBERT, donat, p. 14.
Rochelle (La), p. 89, 92, 132, 142, 250.
 ROCHEPOT (s^r de), p. 79.
 RODA (Jean de), p. 195.
 RODEZ, diocèse, p. 252.
 RODOLPHE II, empereur, p. 193, 201.
 ROLAND (chan.), p. 36, 146.
Rome (Cour de), p. 208.
 RONCHAULT (Catherin de), p. 212.
 ROCHAIS (Dom), p. 7.
 ROSNY (de), p. 37, 210.
 ROSNY (Sully), p. 168.
 ROUCY (Ermangarde de), p. 32.
Rouen, bailli, p. 106, 159, 163, 224.
Rouen, diocèse, p. 251.
Rouen, (Parlement), p. 62.
 ROUPNEL (G.), p. 267.
 ROUSSEAU (Claude), oblat, p. 234.

- ROUSSEAUD DE LA COMBE (du), p. 162.
 ROUSSEL, oblat, p. 160.
 Roussillon, p. 30 ; recettes des oblats, p. 253.

Royal-lieu (Royaulieu), abb. O.S.B. (Oise), p. 251.

Ruf (St.), p. 251

RUPIN, p. 45, 61, 124, 137, 147, 152, 155, 161, 163.

S

- SACHÉ, inventaire, p. 139, 145, 149, 150.
 SAINT-DENIS-MAILLET (s^r de), p. 83.
 Saintes, diocèse, p. 250, 251, 252.
 SAINT-ION (M. de), p. 110.
 Salins, p. 212.
 Salles, paroisse, p. 55, 263.
 Salles, prieuré, p. 251.
 SALOMON, donat, p. 12.
 Samson (St.), prieuré O.S.B. (Loiret), p. 68, 69, 109, 118, 135, 138, 151, 156.
 SARRAU, oblat, p. 154.
 Sart-les-Moines, prieuré O.S.B. (Belgique), p. 210.
 SAUSSAYE (Mathurin de la), prieur, p. 151, 156.
 SAUVAL, p. 112, 236, 238.
 Sauvecanne, v. Sylvacanne.
 Sauveur (St.) d'Aubeterre, abbaye Cist., p. 250.
 Sauveur (St.) des Vertus, abb. S. Aug. (Marne), pp. 251.
 Sauveur (St.) de Lodève, abb. O.S.B. (Hérault), p. 253.
 Sauxillanges, abbaye O.S.B. (P.-de-D.), p. 14, 16.
 SAVERON (dame), p. 24.
 Savin (St.), abbaye O.S.B., (H.-Pyr.), p. 250.
 SAVINE, p. 179, 185.
 Scarpe (Fort de), p. 239.
 SCHMIDT, p. 200.
 SCHMIER (Fr.), p. 196.
 SCHMITZ (Dom Ph.), p. 152, 153, 218, 223.
 SCHNÜRER (E.), p. 233.
 Schoenbrunn, p. 267.
 SCHULTE (Al.), p. 219.
 SCHUSTER (Cardinal), p. 48.
 Schwarzach, abbaye O.S.B. (Bade), p. 200.
 SECOUSSE, p. 43, 112.
 SÉE (H.), p. 37, 90, 100, 149, 150, 248.
- SÉGUIER, p. 94.
 SEISSEL, p. 29.
 Seitenstetten, abb. chan. Rég. (Autriche), p. 146.
 Selles, (La Celle en Brie), prieuré O.S.B. (S.-et-M.), p. 69, 81, 108.
 Semur-en-Auxois (N. D.), prieuré O.S.B. (Côte-d'Or), p. 131.
 Senlis, p. 68, 107, 111, 114, 123, 139.
 Sens, archevêque, p. 78, 79 ; diocèse, 250, 251, 252.
 SERON (Sébastien), p. 210.
 SERVAIS (Mahort de), oblat, p. 125, 145.
 SERVIN, avocat général, p. 132, 142.
 Sever (St.) d'Erfurt, p. 195.
 Sever (St.) en Gascogne, abbaye O.S.B. (Landes), p. 190.
 Séverin (St.) de Bordeaux, abb. O.S.B., p. 251.
 Séverin (St.) de Chateau-Landon, abbaye Aug. (S.-et-M.), p. 82, 89, 132.
 SEYN (Jean de), p. 195.
 SHEPPARD, p. 192.
 SICHARIUS, p. 146.
 SIETTE (Jacques), oblat, p. 137.
 SIGISMOND, empereur, p. 196.
 Signy, abb. Cist. (Ardennes), p. 120.
 Silésie, p. 203.
 Sillers, p. 239.
 SIMENON (Chan.), p. 209.
 SIMÉON, abbé, p. 150.
 SIMON, oblat, p. 125.
 SIMONOT DE CREVERNY (Regnault), p. 212.
 Sinningthwaite, prieuré Cist. (York), p. 186.
 Sisteron, diocèse, p. 251.
 SLUTER (Claus), p. 13.
 SMEDS (Hermangarde), p. 194.
 SNAPE, p. 218, 221.
 Soissons (N. D. de), p. 16.
 Soissons, diocèse, p. 251.

- Soleilmont*, abb. O.S.B. (Belg.), p. 207.
Solignac, abbaye O.S.B. (Hte-V.), p. 146.
Souigny-en-Bourbonnais, prieuré O.S.B. (Allier), p. 69, 81.
SOUVRAY (s^r de), p. 79.
SPECKLIN (Berthold), p. 196.
SRBRICK (H. von), p. 193.
STANISLAS, roi, p. 239.
Stavelot, abbaye O.S.B. (Belgique), p. 16, 119, 144, 146, 195.
Stiltzbronn (Sturzelbronn), abbaye Cist. (Moselle), p. 252.
Stock Curcy, prieuré O.S.B. (Anglet.), p. 182.
Strasbourg, p. 194.
STRUMPF, p. 23.
STUCKERT, p. 34, 36, 41, 171, 173, 174, 179, 180, 182, 183, 184, 186, 190, 218, 220.
Suède, p. 201.
Sugenheim, p. 193.
SULLY, p. 76.
Sulpice (St.) *les Bourges*, abbaye O.S.B. (Cher), p. 70, 115.
SVERKER, roi de Suède, p. 202.
Swafield, cure, p. 188, 189.
SWITHON (Ste) de Winchester, p. 192.
Sylvacanne, abb. Cist. (B.-du-Rh.), p. 251.

T

- TABOUILLOT* (Dom), p. 24.
TAGLIAVINI (C.), p. 172.
TALLON (Denis), p. 45, 46, 132, 133.
Tarbes, diocèse, p. 250.
TARDIF, p. 47.
Tarent, abbaye Cist. (Anglet.), p. 182.
Tarn-et-Garonne, archives, p. 45, 137, 152, 161.
TASSIN (Dom), p. 224, 233.
TATTEGRAIN, p. 263.
Tavistock, (abbé de), abb. O.S.B. (Anglet.), p. 187.
TAYLOR (Christophe), curé, p. 188, 189.
TENANT DE LA TOUR (G.), p. 264.
TENCARARI (Zoën), évêque, p. 10.
Termonde, église, p. 194.
TERRIEN, p. 62, 158, 159, 163.
TESCHITZIN (Barbara), p. 194.
TESSIER (G.), p. 20.
TEUTFRIDUS, donat, p. 11.
Thame, abb. Cist. (Anglet.), p. 192.
Thennelières, (Aube), p. 59.
Thérouanne, p. 239.
Theuley, abb. Cist. (Hte-Saône),
THIBAUT (sergent), oblat, p. 71.
Thibéry (St.), abb. O.S.B. (Hérault), p. 99, 253.
THIERRY, évêque de Metz, p. 24.
Thionville, p. 239.
Tholey, abb. O.S.B. (Vosges), p. 252.
THOMAS, p. 19.
THOMAS (abb. de la Grasse), p. 30.
THOMASSIN, p. 33, 34, 39, 44, 48, 120, 138, 140, 177.
Thorn, abbaye O.S.B. (Hollande), p. 195.
THORPE, p. 173, 179.
THOU (Président de), p. 108.
TIMBRONNE (Emmanuel de), p. 124, 163.
Tiron (Ste Trinité de), abb. O.S.B. (E.-et-L.), p. 43, 122, 139, 145, 153.
Tolbrugh, p. 194.
Tongres, p. 195.
Tonnay-Charente, abb. O.S.B. (Charente), p. 252.
Tonnerre (N. D. de Fontenille de), hôpital, p. 117.
Toul, chapitre, p. 23.
Toulouse, Parlement, p. 68, 107, 141, 154.
TOURETS (Guillaume des), prévôt, p. 11.
Tournai, prieuré O.S.B. (Belgique), p. 68, 107, 149 ; évêque, p. 206 ; ville, p. 239.
TOURNET, p. 62, 68, 70, 81, 82, 89, 107, 110, 112, 115, 132, 135, 142, 149, 165.
Tournus, abbaye O.S.B. (S.-et-L.), p. 83.
Tours, p. 111, 250.
Toussaint d'Angers (la), abb. O.S.B. p. 72, 144, 161.
Toussaint, chapellenie, p. 182.

TOUTAIN (Dom), p. 224, 233.
 Trente, concile, p. 195.
 Trèves, p. 20.
 TRICQUOYS (Noël), oblat, p. 109, 138,
 139, 151, 156.
 Trinité (Ste) de Londres, couvent,
 p. 183.
 Troarn, abb. O.S.B. (Calvados), p.
 19, 208.
 TROGO, donat, p. 11.

Trond (St.), abb. O.S.B. (Belg.),
 p. 195, 218.
 TROYA, p. 48.
 TRUDAINE, p. 242.
 TRUDGIEN, p. 71.
 Tulle, diocèse, p. 252.
 TURPIN (Pierre), dit la Fontaine,
 oblat, p. 139.
 TYPET (Guillaume), corrodier, p.
 190.

U

Urgel (Catalogne), p. 174.
 Urson (St.) de Chors, abb. v. Chors.

Uzès, diocèse, p. 253.

V

Vaast (St.) d'Arras, abbaye O.S.B.
 (P.-de-C.), p. 119, 144, 195.
 Val des Choux, abbaye Trapp.
 (Côte-d'Or), p. 62.
 Val des Ecoliers, abbaye Aug.
 (Hte Marne), p. 62, 117.
 Val Dieu, abbaye Cist. (Belgique),
 p. 211.
 VAL (Thomas du), oblat, p. 125.
 Valbonne, abbaye Cist. (Pyr. Or.),
 p. 250.
 Valcroissant, abbaye Cist. (Drô-
 me), p. 250.
 Valence, p. 124, 163.
 Valenciennes, p. 239.
 VALERIUS, prêtre, p. 14.
 VALETTE (Jacques), oblat, p. 139.
 Vallasse, abbaye Cist. (S.-Inf.),
 p. 140.
 Vallette (la), abb. Cist. (Corrèze),
 p. 252.
 Vallier (St.), prieuré St. Ruf (Drô-
 me), p. 251.
 Valloires, abbaye Cist. (Somme),
 p. 83.
 VALOUS (Guy de), p. 147.
 Val Roy, abbaye Cist. (Ardenne),
 p. 120.
 Vals, p. 19.
 Valsainte, abb. Cist. (Vaucluse),
 p. 250.
 VASSE (St.), congrég., p. 225.
 VARIN, p. 38.
 VARLET (Robert de), p. 194.

Varnhem, abbaye Cist. (Suède),
 p. 202.
 VASSAL (de), p. 118.
 Vaucluse, p. 214.
 VAUDENESSE (Jean de), p. 212.
 VAUVENARGUES, p. 235.
 Venant (St.), p. 239.
 VENCESLAS, empereur, p. 193.
 Vendôme, p. 69, 81, 109.
 Verdun, diocèse, p. 251.
 Verne (N. D. de la), chratreuse
 (Var), p. 234.
 VERON, oblat, p. 64, 141.
 VERONETE (Claude), oblat, p. 117.
 VERRIEST (L.), p. 9.
 VERWECKE (van), p. 260.
 VESELER (Catherine), p. 194.
 Vesoul, p. 214.
 Vézelay, p. 35.
 Vichy, p. 44.
 Victor (St.), abbaye O.S.B., (Mar-
 seille), p. 120.
 Victor (St.), en Caux, abbaye O.S.B.
 (S.-Inf.), p. 98.
 VIDAL (Pierre), p. 30.
 Vienne, diocèse, p. 251.
 Vieux Pont, prieuré Grandm.,
 (Yonne), p. 251.
 VIGNERON (Guillaume), p. 59.
 Villedieu, v. Divielle.
 Villelongue, abb. Cist. (Aude), p.
 250.
 Villemagne l'Argentière, abb. O.S.
 B. (Hérault), p. 253.

Villemagne (N. D. de) (Valmagne),
abb. Cist. (Hérault, p. 253.
Villeneuve, abbaye Cist. (L.-Inf.),
p. 64, 145, 148, 150.
VILLEROY (de), p. 141.
Villers, église, p. 11.
Villiers, prieuré Grandmont (I.-et-
L.), p. 250.
Villers-Betnach, abb. Cist. (Mosel-
le), p. 252.
Villers-Cotterets, ordonnance, p.
65.
Villers-en-Brabant, abbaye Cist.
(Belg.), p. 5, 19, 210.
Vincennes, bois, p. 111.
Vincent (St.) de Besançon, abbaye
O.S.B. (Doubs), p. 205, 213.

Vincent (St.) du Mans, abbaye
O.S.B. (Sarthe), p. 70, 115.
VINOGRADOFF, p. 179.
VITBERBE (J. de Santa Rosa de),
p. 36.
Vivier-lès-Arras, abb. Cist. (P.-de-
C), p. 207.
Vivien(St.) les Saintes, prieuré S.
Aug. p. 251.
Vœu (N. D. du) les Cherbourg, ab-
baye Aug. (Manche), p. 83.
VOGHT (H. de), p. 193.
Vosges, archives, p. 150, 151, 154,
155.
Vreta, abbaye (Suède), p. 202.

W

WALLNER (J.), p. 203.
Waltrude (B.), église, p. 195.
Wandrille (St.), abb. O.S.B. (St.-
Inf.), p. 224, 233.
WARIN, prévôt de Hampton, p. 173.
Warne-ton, p. 239.
WARTMANN, p. 11, 12, 14, 15, 16, 47.
Warwich, p. 239.
Waterlooswerve, abbaye O.S.B.
(Holl.), p. 207.
Waulsort, abbaye O.S.B. (Belg.),
p. 194.
Wei-henstephan, abb. O.S.B. (Baviè-
re), p. 146.
Weingarten, abb. O.S.B. (Wurterb.),
p. 196.
Wello, diocèse, p. 182.
Westminster, p. 183.
WIDISTHEN, capitaine, p. 160.
WIESTNER (Jac.), p. 196.

WILGARIUS, prêtre, p. 12.
WILLEBALD, donat, p. 12, 14.
WILLEBERT, arch. de Cologne, p. 47.
WILSON, p. 191.
Winchester, p. 192.
WISIRITH, p. 16.
Wissembourg, abb. O.S.B. (B.-Rh.),
p. 14, 15, 16, 17, 46.
Witchingham, prieuré O.S.B. (An-
glet.), p. 180.
WITGENSTEIN (comte de), p. 195.
Wolavympton (Ste Marie de), p.
182.
WOLWERAT, donat, p. 16.
Worcester, prieuré O.S.B. (Anglei.),
p. 181, 191, 192.
Wullemer (St.) (Vulner), abb. Aug.
(P.-de-C.), p. 250.
Wurzbourg, abb. O.S.B. (Bavière),
p. 203.
WYCOMBE (Nicolas de), p. 192.

Y

York, p. 186.
Yorkshire, p. 186.
Ypres, p. 239.

Yverneaux-en-Brie, abb. Aug. (S.-
et-M.), p. 110.
Yvois (Carignan), Ardennes, p. 239

Z

ZACHARIE, abbé, p. 48.
ZENMER, édit., p. 199.
ZEUSS, p. 16, 17.

ZOBEL DE GUTTENBERG (Melchior),
évêque, p. 203.
Zunnebecke (Zonnebecke), abb.
Aug. (Belg.), p. 195.

TABLE DES MATIÈRES

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	I
INTRODUCTION	XI
CHAPITRE I. — Qu'est-ce qu'un oblat ?	1
CHAPITRE II. — Des pensions concédées sur les ab- bayes et du « droit d'oblat »	9
CHAPITRE III. — Origines du « droit d'oblat »	27
CHAPITRE IV. — Historique et évolution du « droit d'oblat » en France	57
1°) des origines aux guerres de reli- gion	57
2°) des guerres de religion à la Maison de la Charité Chrétienne	65
3°) de la Maison de la Charité chré- tienne à l'Hôtel royal des Invali- des	86
CHAPITRE V. — Fonctionnement de l'Institution	105
Section 1 — Les assujettis	105
Section 2 — Le pouvoir concédant	118
Section 3 — La forme	122
Section 4 — Les bénéficiaires	124
Section 5 — Nombre, moment, durée	136
Section 6 — Nature des prestations et détermination du débi- teur	143
Section 7 — Obligations des oblats	157
Section 8 — Pratique du « droit d'oblat »	165
CHAPITRE VI. — Modalités diverses du « droit d'oblat »	171
1) le « corrodium »	171
2) les « Panis briefe »	193
3) le « pain d'abbaye »	205
CHAPITRE VII. — Son rôle économique et social	217
CHAPITRE VIII. — La taxe d'oblat	233
CHAPITRE IX. — Conclusion	255
Table des noms de lieux et de personnes	269

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE P. OUDIN
A POITIERS, LE 6 DÉCEMBRE 1955
DEPOT LÉGAL 1955. N° 25

